

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL  
INRS-URBANISATION, CULTURE ET SOCIÉTÉ

**LES REPRÉSENTATIONS MÉDIATIQUES D'UN QUARTIER EN  
PROCESSUS DE GENTRIFICATION :  
LE CAS DU PLATEAU MONT-ROYAL À TRAVERS LA PRESSE  
FRANCOPHONE**

THÈSE  
PRÉSENTÉE  
COMME EXIGENCE PARTIELLE  
DU DOCTORAT EN ÉTUDES URBAINES

PAR  
KENZA BENALI

NOVEMBRE 2007

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL  
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de cette thèse se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

*À la mémoire de mon père...*

## REMERCIEMENTS

Je tiens à remercier mes directeur(e)s de thèse, professeur Richard Morin et professeure Damaris Rose, qui ont généreusement accepté de me diriger, de nourrir ce travail de leur savoir sur la ville et de m'avoir communiqué - je l'espère - un peu de la rigueur intellectuelle qui distingue toujours leurs travaux. Au cours de mes années doctorales, ils m'ont, non seulement prodigué de judicieux conseils et recommandations, mais aussi accordé toute la confiance nécessaire à ma démarche. Je souhaite exprimer ma gratitude à ces excellents directeur(e)s de thèse qui n'ont ménagé ni temps ni efforts et qui ont su créer un espace de partage propice à ma réflexion. Je tiens également à remercier les professeur(e)s Winnie Frohn et Paul Bodson pour m'avoir offert une oreille attentive à mes premiers questionnements d'ordre académique. Au terme de mon doctorat, je voudrais remercier les membres de mon jury de thèse qui ont bien voulu participer à l'étape finale de l'évaluation : M. David Hanna, professeur à l'Université du Québec à Montréal ; M<sup>me</sup> Annick Germain, professeure à l'Institut national de recherche scientifique-Urbanisation, Culture et Société ; et M. Marc Brosseau, professeur à l'Université d'Ottawa. Je ne remercierai jamais assez mes parents, Mohamed Benali et Khadidja Benyakhrou, pour m'avoir inculquée le goût des études et pour m'avoir toujours soutenue dans toute entreprise. Ils méritent toute ma reconnaissance et c'est à eux que je dédie cette thèse. Ce travail n'aurait probablement jamais abouti sans les encouragements, la générosité et le soutien de mon conjoint, Yannik, qui m'ont permis d'affronter avec force toutes les épreuves endurées durant mes études doctorales. Je lui en suis infiniment reconnaissante. J'adresse également mes remerciements à mes chères sœurs, Mejda, Sihem et Besma qui ont su me remonter le moral et me réconforter dans les moments difficiles. Je tiens également à remercier mes beaux-parents, Rino Falcati et Diane Landry, pour m'avoir accueillie chaleureusement chez eux et mis à ma disposition tout leur matériel informatique. Enfin, je remercie vivement tous mes ami(e)s et collègues, en particulier Isabelle Caron, Hassoun Karam, Samira Belyazid et Line Fillion pour leur précieuse amitié.



## TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES FIGURES	vii
LISTE DES TABLEAUX	x
LISTE DES ABRÉVIATIONS ET SIGLES	x
RÉSUMÉ	xi
INTRODUCTION	1
 <b>PREMIERE PARTIE : LE CADRE DE LA RECHERCHE</b>	 <b>5</b>
<hr/>	
CHAPITRE I – CHAMP THEORIQUE	6
1.1 Problématique	6
1.1.1 Le « retour à la ville » : revitalisation urbaine et gentrification	6
1.1.2 Explication de la gentrification : un phénomène multidimensionnel	12
1.1.3 La gentrification montréalaise : une gentrification géographiquement « ciblée »	22
1.1.4 Échecs et réussites de la revitalisation urbaine : le rôle des significations sociales	25
1.2 Approche socioculturelle	27
1.2.1 Définition des représentations sociales	28
1.2.2 La représentation symbolique de la ville	37
1.3 Cadre conceptuel	42
1.3.1 La revalorisation de la « vie urbaine » : une réaction à l'urbanisme moderne	43
1.3.2 Le centre-ville, un « espace de consommation culturelle et ludique »	45
1.3.3 L'aspect de tolérance des quartiers centraux	46
1.3.4 La revalorisation du patrimoine urbain : une quête de sens pour la postmodernité	48
1.3.5 La réappropriation du patrimoine urbain : une quête de statut social	51
1.3.6 Notre modèle interprétatif	54
 CHAPITRE II – STRATÉGIE DE RECHERCHE	 57
2.1 Objectif de recherche	57
2.2 Hypothèse de recherche	63
2.3 Méthodologie	63
2.3.1 La cueillette et le traitement des données	64

2.3.2 Analyse qualitative du contenu médiatique	66
CHAPITRE III – LE CAS D’ETUDE : LE PLATEAU MONT-ROYAL	70
3.1 Situation géographique et toponymie	70
3.2 Formation et transformation du quartier	75
3.2.1 Avant 1850 : constitution de la structure territoriale	75
3.2.2 1845-1880 : formation des villages et villes	78
3.2.3 1880-1914 : l’âge d’or du développement	87
3.2.4 1914-1950 : stagnation urbaine	96
3.2.5 Des années 1950 aux années 1970 : la période sombre	97
3.2.6 Des années 1970 aux années 1990 : revitalisation urbaine et gentrification	102
DEUXIEME PARTIE – L’IMAGE MÉDIATIQUE DU PLATEAU MONT-ROYAL	126
INTRODUCTION – PARTIE II	127
CHAPITRE IV – LE QUARTIER « AU CŒUR DE MONTREAL »	128
4.1 Toponymie et délimitation, les « énigmes » du Plateau	128
4.2 Le quartier « au cœur de la métropole »	132
4.3 Synthèse	134
CHAPITRE V – UN MODELE D’URBANITE ET D’URBANISME : DE LA VILLE TRADITIONNELLE A LA VILLE SOPHISTIQUEE	137
5.1 1970-1979 : La figure type de la « ville traditionnelle » à sauvegarder	137
5.1.1 Un « milieu de vie » menacé par l’urbanisme moderne	141
5.1.2 Plaidoirie en faveur du symbole de la « ville traditionnelle »	154
5.1.3 La reconnaissance officielle et la volonté municipale	165
5.2 1980-1990 : Le quartier à la « métamorphose » spectaculaire	171
5.3 1991-1995 <sup>et +</sup> : Une réussite urbanistique	187
5.3.1 « La petite ville dans la grande ville »	187
5.3.2 Le symbole de la ville revivifiée	189
5.3.3 Le symbole de la ville sophistiquée	193
5.3.4 Le symbole de la ville réconciliée avec la nature	203

5.4 Synthèse	206
CHAPITRE VI – LE QUARTIER RECONQUIS PAR L'ELITE SOCIOCULTURELLE : DES « HIPPIES » AUX « DINKS »	209
6.1 Plateau des années 1970 : Le fief de la « bohème » artistique et intellectuelle	209
6.2 Plateau des années 1980 : Le lieu de prédilection des « Yuppies » et le symbole de la gentrification « abusive »	218
6.3 Plateau des années 1990 : Un quartier à la gentrification « marginale » et convoité par les « Dinks »	238
6.4 Synthèse	248
CHAPITRE VII – QUARTIER ASSOCIE A MICHEL TREMBLAY	252
7.1 Un auteur exceptionnel à la réputation internationale	252
7.2 Le plus célèbre défenseur de la langue « populaire »	254
7.3 Un auteur issu du peuple qui écrit sur les milieux populaires	259
7.4 Le Plateau, source d'inspiration et « village urbain » magnifié par Tremblay	261
7.5 Synthèse	266
CHAPITRE VIII – UN QUARTIER EMBLEMATIQUE DE MONTREAL	269
8.1 Le quartier au patrimoine bâti « typiquement montréalais »	269
8.2 Une mosaïque sociale et ethnique « à l'image de Montréal »	291
8.3 Une « attraction touristique typiquement montréalaise »	302
8.4 Synthèse	307
CONCLUSION	311
BIBLIOGRAPHIE	323
Ouvrages scientifiques et rapports techniques	323
Articles de presse	347

## LISTE DES FIGURES

Figure	Page
1 : Changement du statut social dans 6 villes canadiennes	24
2 : Développement de la recherche	69
3 : Plan de la ville de Montréal en 1979	71
4 : Le quartier avant la fusion municipale de 2002	72
5 : Le quartier après la fusion municipale de 2002	72
6 : Plan du Plateau Mont-Royal de 2002	73
7 : Quartiers de planification, avant 2002	74
8 : Topographie de Montréal au XVIII <sup>e</sup> s	76
9 : Scène de chasse, chemin du Mile End (actuelle avenue Mont-Royal)	76
10 : Le Plateau Mont-Royal avant 1850	77
11 : « Sketches in Montreal Quarries »	79
12 : Le Plateau entre 1850-1890	80
13 : Tramway d'hiver en 1861 et d'été en 1887	80
14 : Terminus du Tramway, Montréal-Nord	80
15 : Le marché du village St-Jean-Baptiste en 1880	81
16 : Carte de Montréal de 1882	82
17 : Carte de Montréal datant aux environs de 1890	83
18 : Le village de Delorimier avec ses industries	84
19 : L'avenue de Lorimier en 1905	84
20 : Le paysage du Plateau Mont-Royal vers 1860	84
21 : Carte postale sur la rue Sherbrooke	85
22 : Autre carte postale sur la rue Sherbrooke	85
23 : Vue panoramique du parc Lafontaine vers 1900	86
24 : Vue du boulevard Saint-Joseph	86
25 : Vue de la rue Hutchison	86
26 : Vue de la rue Saint-Denis	86
27 : Carte postale sur le square Saint-Louis	86
28 : Carte sur les annexions de Montréal de 1910	88
29 : Le territoire du Plateau Mont-Royal en 1915	89
30 : Les quartiers de Montréal en 1966	90
31 : Plan du quartier De Lorimier en 1922	91
32 : Plan du quartier Saint-Denis en 1935	91
33 : Le Plateau Mont-Royal entre 1890-1914	91
34 : Le Plateau Mont-Royal vers 1905, vu de la montagne	92
35 : Triplex sur la rue Marquette	92
36 : Triplex sur la rue Casgrain	92
37 : Plan de la ville de Montréal, datant probablement de 1910	93
38 : Cérémonie sur le boulevard Saint-Laurent aux alentours des années 1940-50	94
39 : Photo du Bd Saint-Laurent aux alentours des années 1940-50	95

40 : Photo du Bd Saint-Laurent aux alentours des années 1940-50	95
41 : Vue aérienne du Plateau Mont-Royal en 1920	96
42 : Vue aérienne du Plateau Mont-Royal	97
43 : Photo montrant les bâtiments industriels en déclin économique	97
44 : Photo montrant les bâtiments industriels en déclin économique	97
45 : Ensemble de photos montrant la détérioration du bâti du Plateau Mont-Royal	98
46 : Ensemble de photos sur la construction en hauteur	99
47 : Les 3 stations de métro du Plateau Mont-Royal	99
48 : Sortie de la station de métro Mont-Royal	100
49 : Ensemble de photos montrant la construction en hauteur du quartier	101
50 : Les PIQA dans les secteurs du Plateau Mont-Royal	105
51 : Planche montrant la morphologie urbaine de certains secteurs du Plateau	106
52 : Le boulevard Saint-Laurent	107
53 : L'avenue Mont-Royal	107
54 : La rue Saint-Denis	107
55 : Carte montrant l'activité commerciale du Plateau Mont-Royal	107
56 : La rue Prince-Arthur	107
57 : Ensemble de photos montrant les équipements culturels	108
58 : Carte montrant les équipements culturels du Plateau Mont-Royal	108
59 : Carte montrant le patrimoine architectural du Plateau Mont-Royal	109
60 : Ensemble de photos sur le patrimoine architectural reconnu	110
61 : Ensemble de photos sur le patrimoine architectural du Plateau Mont-Royal	111
62 : Carte sur l'état des logements en 1990	114
63 : Carte sur les parcs du Plateau Mont-Royal	115
64 : Ensemble de photos montrant les parcs du Plateau	115
65 : Portrait démographique de 1961	116
66 : Portrait démographique de 1971	117
67 : Ensemble de photos montrant le bâti autour des parcs	118
68 : Portrait démographique de 1981	119
69 : Portrait démographique de 1986	120
70 : Cartes sur le changement du statut social dans les quartiers centraux de Montréal	122
71 : Ensemble de graphiques montrant l'augmentation des évaluations foncières et des valeurs marchandes de 1983 à 1986	124
72 : L'article du <i>Voir</i> paru le 18-02-1993	128
73 : Les différents scénarios de délimitation dans l'article du <i>Voir</i> paru le 18-02-1993	129
74 : Délimitation du secteur sud proposée par l'article de <i>The Gazette</i> du 23-05-1987	130
75 : Délimitation du secteur nord proposée par l'article de <i>The Gazette</i> du 18-04-1987	131
76 : Photo de l'avenue Laurier et les différents moyens de circulation	134
77 : Plan du secteur Milton Parc	141
78 : Architectes et promoteurs examinant la maquette du projet Concordia	142
79 : Manifestation du Comité des citoyens de Milton Parc devant l'Hôtel de Ville	142
80 : Manifestation du Comité des citoyens de Milton Parc devant l'Hôtel de Ville	143
81 : Nicole Durand et David Williams du Comité des citoyens de Milton Parc	143

82 : Début de démolition sur la rue Prince-Arthur, 19 mai 1972	143
83 : Occupation sur la rue Prince-Arthur, 23 mai 1972	144
84 : Manifestation sur la rue Prince-Arthur, 23 mai 1972	144
85 : Phase I du projet Concordia, 6 avril 1974	144
86 : Vue aérienne du La Cité Concordia, prise le 14 février 1976	145
87 : Scènes du Plateau tirées de l'article d'Ackerman dans <i>The Gazette</i> du 18-04-1987	163
88 : La maquette du projet initial de La Cité Concordia avec les neuf tours	168
89 : Vue du quartier Milton Parc	168
90 : Bâti restauré de Milton Parc	169
91 : Autre vue des maisons en pierre de Milton Parc	170
92 : Plan montrant la zone classée « site du patrimoine »	183
93 : Vue de l'avenue du Parc avec l'un de ses nombreux restaurants grecs	186
94 : Évocation de « La petite ville dans la grande ville » dans <i>La Presse</i> du 12-07-97	187
95 : L'article de Lebel dans <i>La Presse</i> du 19-08-94	193
96 : Article de Pelletier dans <i>La Presse</i> du 15-07-94	195
97 : Article de Pelletier dans <i>La Presse</i> du 22-07-94	195
98 : Vue de l'avenue Mont-Royal	196
99 : Ensemble de photos montrant l'activité commerciale dans l'avenue Mont-Royal	197
100 : Oeuvre de l'artiste Miyuki Tanobe dans <i>La Presse</i> du 02-10-94	197
101 : Ambiance de la rue Saint-Denis	198
102 : Ambiance de la rue Saint-Denis	198
103 : L'article de Lebel dans <i>La Presse</i> du 12-08-94	199
104 : Manifestation contre la prolifération des restaurants sur l'avenue Mont-Royal	202
105 : Le square Saint-Louis	203
106 : Petit parc entre les rues Sewell et Clark	203
107 : Le parc Lafontaine	205
108 : Photo des <i>pionniers</i>	219
109 : Photo montrant les locataires délogés	227
110 : Plan montrant les zones affectées par la rénovation domiciliaire	227
111 : L'article de Rivière dans <i>Liaison St-Louis</i> du 08-04-87	231
112 : Différents groupes réunis pour exprimer leur position au sujet du logement	233
113 : Le Sommet économique de Montréal tenu en juin 1986	235
114 : Manifestation contre le projet de conversion des logements en copropriétés	236
115 : Débat du 28 mai 1986 organisé par le <i>Club des Ami-e-s de Liaison St-Louis</i>	241
116 : Photo de Michel Tremblay	252
117 : Triplex sur la rue Saint-Hubert	284
118 : Article de Larue et Chassay dans <i>La Presse</i> du 10-12-89	286
119 : Triplex sur la rue Saint-Urbain	287
120 : Triplex sur la rue Saint-Urbain	287
121 : Ensemble de photos montrant la diversité des corniches dans la rue Saint-Denis	289
122 : Ensemble de photos sur la diversité architecturale et chromatique	290
123 : Photo montrant la diversité au niveau de l'âge	293
124 : Photo montrant la diversité sociale	293

125 : Ensemble de photos montrant la diversité ethnique du secteur ouest du Plateau	297
126 : Article de Sylvie Rivard dans le <i>Voir</i> du 19-06-1997	303
127 : Article de Sheila McGovern dans <i>The Gazette</i> du 14-10-1997	304
128 : Article de Joanne Deschênes dans <i>La Presse</i> du 21-06-1996	304
129 : Schéma sur le processus de revalorisation du Plateau Mont-Royal	311

## LISTE DES TABLEAUX

Tableau	Page
1 : Nombre d'articles traités	65
2 : Outils de recherche disponibles selon le quotidien	67
3 : Subventions à la restauration, PMR : 1980 -1983	112
4 : Comparaison de l'évolution du taux de propriétaires dans 6 quartiers montréalais entre 1976 et 1986	113

## LISTE DES ABREVIATIONS ET SIGLES

AHM	Atelier Habitation Montréal
CIDEM	Commission d'Initiative et de Développement Économique de Montréal
CLSL	Comité Logement Saint-Louis
CS	Quartier Centre-Sud
FRAP	Front d'action politique
GAM	Groupe d'action municipale
GIUM	Groupe d'Intervention Urbaine de Montréal
HLM	Habitation à Loyer Modique
INRS	Institut National de la Recherche Scientifique
LARSI	Laboratoire de Recherche en Sciences immobilières
MCC	Ministère de la Culture et des Communications du Québec
PAQ	Programme d'Amélioration de Quartier
PAREL	Programme d'Aide à la Remise en État des Logements
PIQA	Programme d'Intervention dans les Quartiers Anciens
PMR	Quartier Plateau Mont-Royal
RAC	Programme de Revitalisation des artères commerciales
RCM	Rassemblement des citoyens de Montréal
SCHL	Société Canadienne d'Hypothèques et de Logement
SHQ	Société de l'Habitation du Québec
SIDAC	Société d'Initiatives et de Développement des Artères commerciales
SODIM	Société de Développement Industriel de Montréal
UQÀM	Université du Québec à Montréal

## RESUME

Le Plateau Mont-Royal est l'un des quartiers centraux montréalais qui ont connu, après une période de « dégénérescence » au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, un regain d'intérêt et une gentrification extraordinaires durant les trois dernières décennies. Cependant, très peu d'études se sont penchées sur le processus par lequel ce quartier central, autrefois mésestimé, a acquis dès les années 1970 une qualité d'attractivité exceptionnelle. Cette thèse de doctorat s'est efforcée de retracer, à travers l'analyse des quotidiens montréalais de 1970 à 1995, cette phase fascinante de l'histoire urbaine du quartier. Elle s'est précisément intéressée à dévoiler les représentations médiatiques rattachées au quartier durant cette période de renouveau. L'objectif principal n'était pas d'expliquer le phénomène de gentrification du quartier en tant que tel, mais de mettre en lumière l'imaginaire médiatique qui fut susceptible d'influencer ce phénomène. La recherche a révélé que l'imaginaire médiatique construit autour du Plateau a connu, en accompagnant toutes les étapes du processus de restructuration du paysage urbain du quartier, trois moments. Le premier moment (décennie 1970), caractérisé par la déstabilisation de la ville sous la poussée de l'urbanisme moderne, est le moment le plus décisif de l'histoire de la revalorisation médiatique du Plateau. Par opposition à l'urbanisme moderne du moment qui ravage les quartiers centraux, le Plateau se voit investi d'un discours promotionnel qui l'érige, entre autres, comme un modèle d'urbanité et d'urbanisme, le lieu privilégié de la sociabilité, le cadre par excellence de la tolérance sociale et un des joyaux de l'identité montréalaise. Avec sa métamorphose urbanistique et sociale initiées durant les années 1980, le Plateau incarne pour la presse le renouveau urbain. Durant la décennie suivante, le développement urbanistique et culturel du Plateau est achevé, et ce dernier est présenté par la presse comme un bastion de la postmodernité, le principal foyer culturel de Montréal et un des quartiers mythiques de l'Amérique du Nord.

**Mots-clés :** Quartiers centraux - Revitalisation urbaine - Gentrification - Représentations médiatiques - Plateau Mont-Royal - Montréal.



## INTRODUCTION

Cette thèse doctorale porte sur l'imaginaire médiatique construit autour du quartier montréalais, le Plateau Mont-Royal, des années 1970 aux années 1990. Comme plusieurs quartiers centraux des villes occidentales, ce quartier a connu, après une période de « déclin » au lendemain de la Seconde guerre mondiale, une renaissance remarquable grâce, entre autres, à la politique de revitalisation urbaine (patrimonialisation, restauration du bâti, réhabilitation des artères commerciales, etc.) mise en œuvre par les instances publiques, préoccupées par la détérioration des quartiers centraux. Le Plateau Mont-Royal a été également l'un des rares quartiers montréalais à être touché par le phénomène dit de reconquête par la classe moyenne ou encore la gentrification.

Ce dernier phénomène qui s'est manifesté durant les années 1970-80 dans plusieurs villes nord-américaines et européennes, a fait l'objet de plusieurs recherches scientifiques relevant de diverses disciplines (économie, politique, sociologie, géographie, histoire, urbanisme). S'il y eut au départ plusieurs théories divergentes au sujet des causes, on s'accorde aujourd'hui pour dire que ce « retour à la ville » constitue une traduction des importantes mutations politiques, économiques, démographiques et idéologiques qu'a connu la société postmoderne. Cependant, contrairement à l'abondante littérature théorique, on compte très peu d'études empiriques sur le cas montréalais. Or, les quelques recherches canadiennes ont révélé - sans plus de précisions - que Montréal constituait un cas particulier à l'échelle nationale puisqu'il fut pratiquement le seul à avoir connu une gentrification « ciblée » alors que d'autres villes canadiennes tels que Vancouver, Halifax et, à moindre degré, Toronto, ont vu pratiquement l'ensemble de leurs quartiers centraux réappropriés par les élites instruites. À Montréal, seuls quelques quartiers ont été affectés par ce phénomène, comme le Plateau Mont-Royal, le Vieux-Montréal ou le Bas-Outremont. Le cas de Montréal nous a donc amenés à nous interroger sur les fondements de la répartition géographique des gentrificateurs

montréalais et les raisons qui les ont incités à investir des territoires particuliers plutôt que d'autres. Ne pouvant pas, dans le cadre de cette recherche, explorer la totalité des quartiers gentrifiés de Montréal, nous nous sommes donc tenus à examiner le cas le plus « célèbre » et en même temps peu documenté à savoir le Plateau Mont-Royal. En effet, bien qu'il soit communément admis que le Plateau Mont-Royal est un des exemples les plus éloquents de la gentrification montréalaise, très peu d'études se sont penchées sur le processus par lequel ce quartier central, autrefois mésestimé, a acquis dès les années 1970 une qualité d'attractivité exceptionnelle. On s'est tout au plus intéressé aux impacts de sa gentrification sur la population locale ou encore aux politiques de mise en valeur. Il nous a alors semblé intéressant d'apporter des éclaircissements sur cette phase fascinante de l'histoire urbaine du quartier. Bien entendu, la revalorisation du Plateau Mont-Royal, comme la plupart des quartiers centraux gentrifiés, relève de plusieurs facteurs conjoncturels, notamment d'ordre économique (réorientation du marché du logement, crise de l'énergie, tertiairisation, désindustrialisation, restructuration de la force de travail, professionnalisation de l'emploi, etc.) et démographique (émergence des baby-boomers au styles de vie différents de la génération précédente). Mais devant l'impossibilité de rendre compte de tous les facteurs en jeu, notre recherche s'est uniquement penchée sur la dimension socioculturelle. Le choix de l'approche socioculturelle, qui appréhende l'imaginaire urbain, est motivé par la conviction que la notoriété des quartiers gentrifiés découle essentiellement d'un réinvestissement symbolique. Ces quartiers semblent avoir cristallisé un idéal urbain qui aurait pris un sens profond dans un contexte de crise idéologique et urbanistique. Inscrite à mi-chemin entre l'histoire urbaine et l'histoire des idées, cette recherche doctorale s'est alors employée à mettre en lumière la symbolique urbaine qui fut rattachée au Plateau Mont-Royal et les significations qui lui ont été attribuées durant les trois dernières décennies. Nous avons ainsi tenté de dégager l'univers idéal qui, parallèlement aux investissements physiques et économiques du lieu, a participé sa régénérescence urbaine. Toutefois, les documents auxquels les chercheurs peuvent recourir pour étudier l'imaginaire collectif sont nombreux et variés. En effet, il existe une multitude de médiums de représentations (journaux, romans, cinéma, théâtre,

photographie, caricature, peinture, récits de voyages, guides touristiques, cartes postales, plans d'aménagement, etc.) qui révèlent, informent, alimentent, façonnent la vision de la ville que se forment les collectivités. En raison des limites imposées par le cadre d'une recherche doctorale, nous avons opté pour l'étude des représentations médiatiques, et précisément celles qui émanent de la presse écrite. Ce choix est motivé par le fait que les représentations médiatiques, de par leur grande accessibilité, sont celles qui contribuent le plus à l'imaginaire collectif. C'est donc le récit médiatique du quartier que cette thèse retrace. Notre objectif principal n'était pas d'expliquer le phénomène de gentrification du quartier en tant que tel, mais de dégager l'image forgée par les journaux qui fut susceptible d'influencer ce phénomène. Pour ce faire, nous avons analysé plus de 560 articles de presse dont 83% proviennent de journaux francophones. En raison des contraintes de cueillette (outils informatisés non disponibles au moment de la recherche), les articles de journaux anglophones ont été consultés comme des matériaux complémentaires. Au niveau de la structure, cette thèse se divise en deux parties.

La première section vise à définir les contours de l'objet de recherche. Son premier chapitre traite des questions théoriques, de la problématique jusqu'à l'élaboration d'un cadre conceptuel, en passant par l'approche théorique. Le deuxième chapitre, intitulé stratégie de recherche, porte sur l'objectif de recherche, l'hypothèse émise à la lumière de la littérature recensée ainsi que sur la méthodologique. Le troisième chapitre dresse un bref historique du quartier à l'étude, de sa formation au XVIII<sup>e</sup> siècle jusqu'à sa transformation opérée durant les dernières décennies. Ce chapitre n'a pas la prétention de relater toute l'histoire urbaine du quartier mais d'offrir au lecteur des points de repères historiques qui servent d'arrière-plan à la lecture des résultats. La deuxième partie de la thèse, quant à elle, est entièrement consacrée aux résultats de la recherche doctorale. Elle est structurée en cinq chapitres qui retracent, par thèmes, le récit médiatique du quartier de 1970 à 1995. Cinq thèmes ordonnent le tableau médiatique : la centralité, l'urbanité, la gentrification, le romanesque et l'identité urbaine. Si, dans la deuxième partie de la thèse, nous avons procédé selon une logique thématique pour éviter toute répétitivité, dans la

conclusion, nous proposons une relecture chronologique pour permettre une meilleure compréhension des moments forts de la revalorisation médiatique du Plateau Mont-Royal. Nous y confrontons également les résultats de la recherche à l'hypothèse et au cadre conceptuel élaborés dans la première partie. En dernier lieu, il convient de préciser que nous avons souvent eu recours à l'abréviation « Plateau » pour désigner l'ensemble du quartier afin d'alléger le texte.

## PREMIÈRE PARTIE

---

### LE CADRE DE LA RECHERCHE

## **CHAPITRE I**

### **CHAMP THEORIQUE**

Ce premier chapitre est consacré à l'univers théorique dans lequel notre recherche s'inscrit à savoir la revitalisation urbaine et la gentrification. Dans un premier temps, nous traiterons de la problématique qui entoure cette thématique et celle qui porte plus précisément sur le cas montréalais. Nous justifierons par la suite notre choix d'approche. Enfin, nous présenterons un cadre théorique permettant de fournir certains outils conceptuels pour une meilleure interprétation du phénomène du « retour à la ville » observé dans le quartier étudié.

#### **1.1 PROBLEMATIQUE**

##### **1.1.1 Le « retour à la ville » : revitalisation urbaine et gentrification**

Dans les pays industrialisés, les décennies d'après-guerre, caractérisées par la poussée du développement périphérique, sous la forme de grandes zones résidentielles et de nouveaux espaces de consommation et de production, ont été marquées aussi par des transformations intenses dans les zones centrales. Les vieux quartiers centraux ont montré, au cours des années cinquante et soixante, un déclin suite à cette suburbanisation des populations, des activités et des emplois. Après avoir connu un essor important au XIX<sup>e</sup> siècle et au début du XX<sup>e</sup> siècle, ils présentent au lendemain de la Seconde guerre mondiale des signes de « dégénérescence » : ralentissement des activités économiques, paupérisation,

diminution de la population et dégradation du cadre bâti. Selon Morin (1988), ce déclin a été principalement engendré par un mouvement de délocalisation du capital (immobilier, commercial et industriel) appelé à investir dans d'autres champs ouverts par l'urbanisation :

La congestion du centre, le manque d'espace, des équipements vétustes et la concurrence extérieure poussent un grand nombre d'entreprises traditionnelles à fermer leurs portes ou à se relocaliser en périphérie, attirées, notamment par des espaces industriels bien aménagés et moins coûteux, de même que par des grandes voies rapides offrant des facilités de transport. Le processus de désindustrialisation des vieux quartiers centraux leur confère une certaine désutilité sociale. Ils ne constituent plus l'espace d'accueil et de reproduction de la force de travail nécessaire au capital industriel, dont l'implantation fut souvent à l'origine de leur développement. (Morin, 1988, p.30)

De plus, la banlieue, avec son nouveau modèle résidentiel idéalisé attire de nombreux ménages ouvriers, provoquant un processus d'abandon progressif des quartiers centraux et un déclin démographique (Després et Larochelle, 1998 ; Morin, 1988). Certains auteurs expliquent également ce processus de désurbanisation des quartiers centraux nord-américains par le changement d'attitude envers la ville. La ville aurait perdu son attrait chez les couches moyennes pour plusieurs raisons, dont les principales sont la congestion du centre-ville, le niveau croissant de pollution, de bruit, la concentration de pauvreté humaine, l'habitat moins spacieux et l'encombrement physique. Les années d'après-guerre sont marquées, en fait, par un sentiment anti-urbain. La ville apparaît sous l'angle de problèmes et de maux urbains. La banlieue devient alors mirage de la campagne, de l'air pur, de l'hygiène, de la vie saine, de la tranquillité et de la liberté (Fortin, 1982).

Ce n'est qu'à partir des années 1970 que les quartiers centraux suscitent un nouvel intérêt, autant dans le contexte nord-américain qu'europpéen. Cette période, qualifiée de « retour à la ville »<sup>1</sup> entendue comme la revalorisation de la vie en ville (Germain, 1994), se caractérise par un changement d'attitude fondamental vis-à-vis des quartiers centraux qui s'opère au sein de certains segments de la population et des

---

<sup>1</sup> À ne pas confondre avec « retour en ville » qui désigne les migrations de banlieusards qui décident de s'installer en ville, voir Germain (1984) à ce sujet.

autorités gouvernementales. Ce revirement d'attitude, que Bourdin (1984) qualifie de « prise de conscience » sociale, va permettre un déploiement urbanistique et financier spectaculaires sous l'impulsion des États qui réorientent leurs politiques urbaines. Il ne s'agit plus de raser ces quartiers auxquels on prêtait jusqu'ici une signification négative (quartiers « malades », « taudis », « verrue urbaine », « cancer urbain », etc.) mais plutôt de conserver, de revaloriser l'existant et de redorer l'image de ces quartiers désormais considérés comme « quartiers patrimoniaux ». La nouvelle politique mise en place, connue sous le nom de revitalisation urbaine ou réanimation urbaine, passe alors par une injection d'activités économiques mais également par plusieurs opérations architecturales connues sous le vocable technique de rénovation, de restauration, de réhabilitation et de mise en valeur du cadre bâti<sup>2</sup>. À ces opérations, initiées et alimentées essentiellement par les fonds publics, s'additionnent les opérations d'auto-amélioration du milieu physique par la population en place et les projets immobiliers privés (Dansereau, 1985). Ce phénomène sera accompagné par un autre, d'ordre social cette fois-ci, que les chercheurs en sciences sociales qualifient, dans le contexte nord-américain, de « reconquête des quartiers anciens par les couches moyennes », de « gentrification » ou encore dans le contexte européen d'« embourgeoisement » et d'« élitisation » des quartiers centraux. On entend par ce phénomène le relèvement du niveau socio-économique d'un quartier urbain central engendré par l'arrivée massive d'une nouvelle classe de résidents, exerçant des activités de haut niveau et disposant de revenus confortables (dans d'autres cas, on parle d'un rehaussement du niveau socio-économique de la population locale).

La gentrification doit être comprise comme un processus en mouvement. La plupart des études sur la gentrification s'accordent pour dire que la reconquête des quartiers s'opère selon une certaine logique d'occupation. Le schéma qu'on retrouve généralement dans la littérature (élaboré par Pattison, 1977 et repris, entre autres,

<sup>2</sup> Ne pas confondre *rénovation architecturale* (ou *rénovation domiciliaire*) avec *rénovation urbaine*. La première est un terme général utilisé pour signifier toute amélioration apportée à un bâtiment ancien (par restauration, réhabilitation, mise en valeur) alors que la seconde constitue, selon la définition de Maurice Blanc (dans *Espaces et Sociétés* 30/31, 1979 : 5), à détruire les bâtiments existants pour laisser place aux constructions neuves. La *restauration architecturale* consiste à remettre à l'état initial les édifices anciens. La *réhabilitation architecturale*, quant à elle, est une restauration limitée, qui ne concerne que les installations sanitaires (mise aux normes d'habitabilité).



par Clay, 1979 ; et Gale, 1980) se structure en trois phases. Chaque type d'occupation est rattaché à un groupe particulier qui s'en fait le porteur. Dans un premier temps, le quartier ancien central, bien que délabré physiquement mais intéressant sur le plan historique et architectural, se voit occupé par un petit groupe de personnes dites audacieuses (« risk oblivious ») qui achètent à bas pris et rénovent elles-mêmes leurs habitations. Ce groupe est souvent composé de jeunes étudiants, jeunes adultes intellectuels, artistes et de ménages non conventionnels. Ces *pionniers* se caractérisent surtout par un fort capital culturel, une idéologie gauchiste et un capital économique relativement faible. Pour Rémy (1983), ils ont été attirés par ces quartiers pour des raisons économiques mais également symboliques. Il s'agit d'élection des quartiers pauvres (centraux) comme lieu de « marginalisation » volontaire, par contestation des valeurs dominantes de l'époque et aux symboles d'autorité. En s'y installant, ils créent avec la population locale une ambiance « bohème » à laquelle les prochains occupants seront sensibles. Rémy dira au sujet des *pionniers* :

Ces jeunes étaient en quête d'identité et cherchaient dans des regroupements spatiaux, loin d'un monde ayant autorité sur eux (parents, éducateurs, ou chefs d'entreprise), à se trouver en contact avec un monde adulte non régi par les valeurs dominantes. Ainsi furent-ils amenés à tisser certains liens avec des milieux sociaux marginaux, vivant dans ces quartiers, jadis délaissés par les populations en situation économique favorisée. Cette fraction de la classe moyenne, jeune surtout, en aspiration de mobilité sociale verticale s'est souvent trouvée là en conjonction avec d'autres fractions de jeunes issus ceux-ci de milieux sociaux élevés et qui, quoique parfois en trajectoire sociale plutôt descendante, disposaient fréquemment d'une grande aisance intellectuelle et d'un capital social leur assurant un important réseau de relations et de contacts. L'alliance des deux fractions a ainsi permis divers transferts d'avantages et a conduit à la création d'un milieu conjoint ayant une dynamique propre. (Rémy, 1983, p. 313-314)

Pour Bourdin (1984), la morphologie urbaine joue également un rôle crucial. L'aspect théâtral du quartier ancien, avec ses rues piétonnes, son bâti historique, ses places pittoresques attirent ces grands consommateurs d'images symboliques. Toutefois, Bourdin qualifie cette phase *d'occupation provisoire* :

On s'y arrête comme on va en vacances, en attendant de faire des choses plus sérieuses, plus contraignantes, moins intéressantes. Cela s'associe avec des attitudes conviviales et modernistes ou culturelles. Étudiants un peu fortunés qui s'installent dans un quartier réhabilité parce que l'on s'y amuse, grands consommateurs de

symboles historiques qui savent que leurs moyens ne leur permettront pas de résister longtemps au prix des loyers, artistes provisoires qui trouvent là un lieu d'élection... tous participent à cette manière d'occuper l'espace qui sait dès le départ et malgré les enthousiasmes que l'on ne se trouve pas là pour bien longtemps, une sorte d'adolescence. (Bourdin, 1984, p.165)

Quoi qu'il en soit, on reconnaît les *pionniers* comme les groupes moteurs des mouvements induisant une nouvelle lecture des quartiers centraux et qu'ils sont, souvent, les éléments déclencheurs de la revalorisation urbaine. Dans un deuxième temps, le mouvement s'amplifie et gagne en visibilité. Le quartier suscite alors l'intérêt de quelques investisseurs, spéculateurs et courtiers, ce qui réduit les craintes de prêteurs hypothécaires. C'est durant cette phase que le quartier va connaître son importante mutation grâce au mouvement de mise en valeur entrepris. Ce dernier entamé devient alors une garantie aux yeux des financiers et promoteurs immobiliers qui se lancent dans les rénovations domiciliaires d'envergure faisant hausser les prix des propriétés du quartier. C'est également à ce stade que viennent s'installer les nouveaux arrivants appartenant aux couches moyennes au capital intellectuel et économique relativement élevés (« risk-prone »). Ces derniers, en quête de lieux de convivialité, de réseaux sociaux et de dynamisme culturel, sont alors attirés par l'ambiance « bohémienne » implantée par les *pionniers* mais qui a pour cadre, cette fois-ci, un environnement physique mieux traité architecturalement. Pour Bourdin, il s'agit d'une phase *d'occupation ostentatoire* :

Deux valeurs centrales organisent ce mode d'occupation : la convivialité et la culture. La première garantit l'insertion sociale et l'identité. La deuxième offre un répertoire, un référentiel de la mise en scène, à partir de quoi se développe une frénétique affirmation de soi par le jeu sur le code culturel. On retrouve ce que Bourdieu appelle le "bluff culturel". Les pratiquants de ce type d'occupation n'ont jamais achevé de se distinguer des autres... L'ostentation deviendra donc une pratique dominante d'autant plus forte que celle des uns stimule, renforce ou donne sens à celle des autres... On fait semblant, on joue au magasin de luxe, au restaurant exotique, on s'intéresse à l'autre pour qu'il s'intéresse à vous... Ce type de comportements dépasse le rapport aux objets pour atteindre les relations avec autrui. On multiplie les interactions théâtrales et l'usage des effets de décor. S'efforcer de développer un jeu de mises en valeur réciproques avec l'architecture ou le paysage urbain ambiant revient à utiliser les effets de décor autant qu'on le peut. (Bourdin, 1984, p.171)

C'est également durant cette phase que vont se produire les grands délogements de locataires (suscités par les hausses de loyers brutales, les tactiques d'harcèlement

des propriétaires ou par le départ des propriétaires découragés par la hausse fiscale ou attirés par d'autres zones) et qu'apparaissent les conflits de cohabitation entre anciens et nouveaux habitants. C'est à ce moment aussi que la gentrification est dénoncée comme une opération de relégation des classes populaires pauvres vers d'autres quartiers. Elle sera souvent associée à une volonté de « restructuration sociale », d'« évacuation forcée » des personnes défavorisées qu'on accuse de stigmatiser les secteurs convoités. Finalement, le quartier rentre dans sa dernière phase : celle de la stabilisation et de l'homogénéité sociale. Les opérations sur le bâti sont achevées et les commerces de luxe affichent le style de vie « bourgeois » des nouveaux arrivants. Le quartier est maintenant occupé par une majorité de cadres supérieurs et hommes d'affaires (les « risk-averse »). Quant aux habitants originaires, généralement, ils ont dû céder leur place à ces couches mieux nanties. La reconquête est dite alors accomplie.

Soulignons que plusieurs nuances ont été apportées à ce schéma. Certaines études (Clay, 1979 ; Pattison, 1977) soulignent les chevauchements qu'il peut y avoir entre les différentes phases ou voire l'absence d'une des étapes dans le processus. L'étude de Rose (1984) nous apprend que le profil des « reconquérants » ne correspond pas toujours à celui du stéréotype : le mouvement de reconquête peut être porté par des groupes dits à la marge sociale (« marginal gentrifiers ») pour qui le quartier central peut offrir des possibilités d'emplois autogénérés. D'autres auteurs (Dansereau et Beaudry, 1986 ; Germain, 1984) viennent remettre en cause le concept d'invasion-succession (défendu par l'approche écologique) en soulignant que les gentrificateurs ne sont pas nécessairement des « envahisseurs » venant de l'extérieur mais souvent des « revenants » qui ont déjà des racines ou des attaches (ayant grandi dans le quartier ou à proximité) et qui deviennent des propriétaires-résidents. Dans ce cas, on considère davantage le modèle de l'auto-amélioration de la population locale.

### 1.1.2 Explication de la gentrification : un phénomène multidimensionnel

Il est important de préciser que les premières approches explicatives des années 1970-1980 se sont caractérisées par un certain déterminisme, s'efforçant chacune d'elles à mettre en lumière un facteur causal. Elles se sont inscrites principalement dans deux catégories de thèses qui se sont longtemps opposées : les études qui réfèrent à l'ordre de la *production* proprement dit (évoquant l'impact de la tertiairisation ou la désindustrialisation) mais également de la *production du cadre bâti* (initiée par des agents sociaux particuliers) et celles qui renvoient à l'émergence de la *demande d'un nouveau type d'habitat* et qui fondent leurs explications sur des caractéristiques démographiques (nouvelle catégorie sociale) et qualitatives (préférences, valeurs, styles de vie). Ce ne sont que les approches « conciliatrices » qui se sont situées à la croisée de ces deux tendances et qui ont privilégié une vue d'ensemble des facteurs impliqués dans le phénomène. Aujourd'hui, on admet communément qu'il n'y a pas de raison unique, mais un faisceau de causes et d'enchaînements multiples. L'engouement pour les quartiers centraux s'explique par une conjonction complexe d'éléments en interrelation. En fait, de par les divers enjeux qu'elle sous-tend, la gentrification peut être envisagée comme un phénomène urbain qui vient prendre sa signification dans un modèle systémique au sein duquel jouent différents déterminants. Il nous semble donc plus intéressant de faire état de ces derniers au lieu de présenter individuellement les approches théoriques.

- Les changements économiques et politiques :

Plusieurs auteurs (Cossette, 1982, Simmie, 1983, tirés de Rose, 1987 ; Ley, 1981 ; Lipton, 1977) accordent un rôle décisif aux transformations structurelles des économies des pays industrialisés, apparues au cours des années 1960-1970, dans le phénomène de la réanimation urbaine. Ils expliquent la localisation et l'ampleur de cette dernière par la désindustrialisation et l'émergence des nouvelles activités tertiaires qui se sont concentrées dans les centres-villes. Ils évoquent surtout

l'évolution économique des sociétés occidentales (tertiarisation, restructuration de la force de travail, professionnalisation de l'emploi) et la spécialisation des capitales mondiales, plus sujettes à la réanimation et à la gentrification, dans un ensemble d'activités tertiaires supérieures et quaternaires (services spécialisés : administratifs, assurances, banques, universités, services de santé, culturels, ludiques, touristiques, etc.). On parle alors d'un mouvement de relocalisation-centralisation du capital (mouvement centripète suite au mouvement centrifuge d'après-guerre). On justifie la localisation de telles activités au centre-ville (lieu traditionnel des pouvoirs et des services urbains) par l'infrastructure existante, propice à l'implantation des appareils de gestion politique, administratifs, publics et privés. Selon cette optique, les recompositions économiques globales auraient conduit à de véritables transformations socio-spatiales du centre-ville : l'implantation des nouvelles activités économiques auraient permis de grands changements morphologiques (moyens investis pour réadapter les structures anciennes aux nouvelles conditions contemporaines) mais également sociaux, par l'arrivée des couches sociales « professionnelles » attirées par les emplois que le centre-ville procure.

D'autres auteurs (Berry, 1980 ; Cicin-Sain, 1980 ; Lipton, 1977) attirent l'attention sur les contraintes économiques qui ont marqué les années 1970 et qui ont permis de faire ressortir les avantages de la propriété située au centre-ville : inflation économique, baisse générale du pouvoir d'achat, crise de l'énergie, hausse des coûts de transport et hausse des coûts de la construction et de financement du logement neuf. Pour ces auteurs, ceux sont les principales causes qui expliqueraient le fait que la demande de logement se soit tournée vers les quartiers centraux. Le quartier central paraît plus avantageux sur le plan financier du fait qu'il offre un logement à un prix plus abordable et permet une meilleure accessibilité aux services urbains (réduisant ainsi les coûts de transport).

Les tenants de l'approche de l'économie-politique, d'inspiration marxiste, portent quant à eux leur attention sur les intérêts économiques et politiques dans le phénomène de revitalisation urbaine. Les auteurs qui s'inscrivent dans cette

tendance qualifiée de « radicale » (Molotch, 1979 ; Richards et Rowe, 1977 ; Smith, 1979) s'emploient à démontrer le rôle des forces économiques qui déterminent la production et l'évolution des valeurs foncières. En fait, ils s'efforcent de trouver des explications du côté des *producteurs de l'espace* plutôt que des *consommateurs d'espace*. Ces auteurs voient dans l'action des spéculateurs, des différents niveaux de gouvernement, des promoteurs immobiliers, des institutions financières, des propriétaires de vastes zones du centre-ville intéressés à la valorisation de leurs investissements et de l'élite praticienne (architectes, urbanistes, décorateurs, etc.) les forces-clés de la réanimation urbaine. On les considère comme les composantes de *l'offre* d'un nouveau marché de logements, celui de l'habitat central. La combinaison de ces différentes actions, formant une « coalition de redéveloppement » (Lévy et Mc Grath, 1979), serait le principal moteur du changement urbain. Dansereau (1985, p. 198) dira au sujet de cette approche : « Ce qui distingue l'approche "radicale", c'est la mise en lumière dans cette mutation des actions précises, des décisions des *producteurs d'espaces* qui détiennent un pouvoir dominant sur la scène nationale et locale, par opposition aux microdécisions des ménages ou au caractère naturel, voire magique de la "main invisible" ». En effet, la thèse soutenue par ces auteurs est qu'il existe une forte pression à transformer l'aménagement urbain (transformation initiée par des acteurs et institutions) en vue de satisfaire aux nécessités d'un nouvel ordre économique. On affirme que les exigences de la production sont des éléments plus importants que les transformations apparues dans l'ordre de la consommation pour expliquer la réanimation urbaine. Smith (1982) va jusqu'à penser que ce sont ces conditions de l'offre qui ont induit la demande. À ce sujet, l'étude de cas de Zukin (1982) illustre clairement le rôle de ces acteurs dans le processus de création du marché des lofts à New York. Selon Smith (1982), ces actions sont fondées sur les seuls mécanismes de l'économie foncière. La réanimation urbaine serait le terme du « cycle de l'investissement-dépréciation-réinvestissement ». L'une de ses hypothèses est que la réhabilitation est susceptible de surgir lorsque le quartier paraît mûr pour le réinvestissement, c'est-à-dire lorsque le potentiel de rentabilisation foncière atteint son maximum (l'écart entre valeur potentielle du sol et le capital bâti est à son

extrême). Cependant, Dansereau (1985, p.200) remarque au sujet de cette thèse qu'elle « paraît contredite par nombre d'observations empiriques qui montrent que les quartiers les plus détériorés sont rarement la cible privilégiée des pratiques de réhabilitation privée ». L'approche matérialiste a été vivement critiquée par plusieurs auteurs (entre autres, Dansereau, 1985 ; Hamnett, 1984) qui lui reprochaient de ne pas prendre en compte les transformations structurelles de la population et de l'emploi. Ils estimaient que les « préférences » et les motivations des consommateurs ont été écartées ou du moins réduites à un plan purement économique (contraintes des coûts des logements et de transport). De plus, les néo-marxistes ne réfèrent aucunement au rôle des « consommateurs » dans le processus de production, ni à leur pouvoir sur la scène politique (tel que l'a démontré Ley, 1994). Rose (1984,1987) reproche également à cette tendance de reléguer à un rang inférieur la composante sexuée de la restructuration de la force de travail. Cette dernière privilégie davantage un rapport dynamique entre production et consommation où la dimension de la reproduction serait intégrée. En fait, elle considère, à l'instar des marxistes, que la restructuration économique est le grand moteur de la gentrification, mais que cette dernière est liée à l'évolution démographique telle que soutenue par les néoclassiques. Rose souligne toutefois l'importance de considérer le rôle des rapports de sexe dans l'évolution des structures urbaines. Elle insiste surtout sur la nécessité de relier l'évolution de la situation des femmes sur le marché du travail à la question de la restructuration économique, de prendre en compte la situation familiale et le « travail reproductif » de la sphère domestique qui influencent les choix résidentiels. Elle met en relief les rapports entre l'évolution de la division sexuelle du travail, la restructuration professionnelle et l'évolution de la structure des ménages chez les professionnels. En fait, elle démontre que les rapports de sexe (*gender*) sont un facteur constitutif des nouvelles fractions et un élément structurant des nouveaux modes d'habiter. Ainsi pour Rose (1987, p. 220), il s'agit d'articuler les dimensions liées aux sphères de la production, de la consommation et de la reproduction : « Il nous semble important d'explorer les liens entre classe, statut professionnel eu égard à la restructuration économique, sexe et pratiques de consommation, pour mieux

comprendre la gentrification ». Rémy, quant à lui, voit dans l'idée des *producteurs d'espaces* comme principal moteur de la réanimation une explication partielle qui ne suffit pas pour saisir le retournement de la tendance :

Tout en étant indiscutable, ce type d'explication nous semble partiel, ne serait-ce que parce que l'on ne peut pas affirmer que ce sont les intérêts économiques qui ont induit le mouvement et le retournement de tendances ni que ce sont les promoteurs qui en ont été l'élément moteur – même si, une fois passée la surprise ainsi provoquée par l'évolution d'une partie de la demande, ces agents ont mis toute leur habilité et toute leur capacité économique pour s'adapter au mouvement et pour le récupérer car l'obtention du profit optimum pour ces agents suppose qu'ils tiennent compte des souhaits de ceux qui ont la capacité de payer et d'accéder à la location ou à la propriété. Cela indique, selon nous, le retournement d'une fraction de la demande sans supposer pour autant que c'est l'offre qui induit celle-ci. (Rémy, 1983, p. 299)

Notons que l'idée du rôle des intérêts politiques et économiques dans la revitalisation urbaine a été un des aspects traités, parmi d'autres, dans la littérature canadienne (Dansereau, 1982, 1986 ; Ley, 1981, Morin, 1988). En effet, face à la crise de l'énergie de 1973, l'État canadien, qui réduit son implication dans la sphère de la consommation, notamment dans celle du secteur de l'habitation, réoriente son intervention vers l'amélioration des quartiers anciens, en s'appuyant sur les municipalités locales et les investisseurs privés. On introduit de véritables programmes de mise en valeur des quartiers centraux. D'après Després et Larochelle (1998), cette nouvelle politique urbaine a largement contribué à redorer l'image des quartiers centraux et à accroître la légitimité de vivre en ville. Selon Ley (1981) et Morin (1988), les institutions étatiques voyaient dans les opérations de revitalisation urbaine un moyen de réduire les clivages traditionnels entre centre et banlieue afin d'assurer un partage fiscal plus équitable. Ces opérations devaient permettre aux municipalités centrales, qui étaient préoccupées par l'érosion de leur assiette fiscale, d'accroître les valeurs foncières et d'augmenter leurs revenus :

Elles [les instances politico-administratives locales] trouvent également leurs propres intérêts dans la revalorisation des quartiers centraux. Le déclin des activités économiques, la détérioration du cadre bâti, l'appauvrissement et la diminution de la population représentent un manque à gagner pour le Trésor municipal et minent le rapport de force avec les municipalités périphériques qui connaissent une forte croissance économique et démographique. Il y a donc là un enjeu fiscal et politico-institutionnel qui contribue à l'implication des municipalités centrales dans le processus de revitalisation. (Morin, 1988, p. 31)



Ley (1981) attire également l'attention sur le rôle de l'industrie de la construction dans la réanimation urbaine des villes canadiennes, pour qui les quartiers centraux ont constitué une opportunité financière grâce aux incitations étatiques d'investissement (par la déréglementation et la diminution des obligations fiscales) mais également grâce à la forte demande des couches moyennes désireuses d'habiter à proximité de leurs lieux de travail concentrés dans le centre-ville. Il démontre comment la rénovation urbaine intense initiée par les promoteurs immobiliers, par la démolition du bâti existant et la création d'une grande quantité de condominiums (entre 1975-1976, 85% des démolitions de la ville de Vancouver ont porté sur six quartiers centraux où 6000 condominiums ont été implantés), a modifié sensiblement la morphologie résidentielle et engendré une hausse de la valeur immobilière.

- Les changements démographiques : une nouvelle fraction sociale

D'autres auteurs, dits de l'approche démographique (Alonso, 1980 ; Clay, 1980 ; London, 1980 ; Long, 1980), lient plus directement le phénomène du « retour à la ville » à la transformation démographique qui s'est opérée durant cette période. Ils soulignent l'émergence d'une nouvelle catégorie sociale qui se distingue considérablement de la génération précédente, et pour qui la localisation et le style de vie de la banlieue d'après-guerre n'exercent pas un attrait puissant. Ils avancent que le modèle familial traditionnel qui prévalait auparavant (mère au foyer, avec plusieurs enfants) est, depuis les années 1970, largement minoritaire en Amérique du Nord (Dansereau et Beaudry, 1986 ; Germain, 1984). Cette nouvelle catégorie sociale, qualifiée de génération du « baby boom », est constituée de ménages entre 25 et 35 ans, avec peu ou pas d'enfants, avec une scolarité supérieure et des assises financières plus solides. Sur le plan socioprofessionnel, ils occupent généralement des positions supérieures (banquiers, cadres supérieurs, hommes d'affaires, universitaires, professions libérales, etc.). On remarque également que cette catégorie sociale se présente dans une diversité de ménages dits non traditionnels : familles monoparentales, ménages formés de personnes sans lien de

parenté, femmes seules, hommes seuls, couples à double revenu, etc. Ces auteurs expliquent l'apparition et la multiplication des ménages de taille réduite par la conjonction de plusieurs phénomènes dont les principaux sont : le départ précoce du foyer parental, la hausse généralisée de l'instruction et des salaires, l'entrée tardive dans la vie conjugale, la généralisation du travail féminin, la faible natalité et la fréquence des divorces. Selon Bourne (1977) et Kerne (1977), l'ensemble de ces éléments a provoqué le déclin du « familisme » qui, durant la période d'après-guerre, avait connu une importance considérable et avait été incarné par le modèle de la banlieue. Germain (1984, p.36) souligne d'ailleurs l'inquiétude du gouvernement fédéral américain face à ce changement socio-démographique : « L'invasion des femmes sur le marché du travail, la prolifération des familles monoparentales, des couples sans enfants et des ménages non familiaux inquiètent d'ailleurs le gouvernement fédéral américain car cette évolution des familles cadre très mal avec les caractéristiques du parc immobilier de banlieue ». Pour les tenants de cette approche, la diversité des groupes sociaux et le changement des styles de vie aurait amené au « retournement de la demande » en faveur de la revalorisation des quartiers anciens (Alonso, 1980 ; Laska et Spain, 1980), tel que le remarquent Dansereau et Beaudry pour le cas montréalais :

Tout compte fait, la famille traditionnelle de type époux/épouse avec enfants - vers qui s'était tourné l'essentiel de la production domiciliaire des vingt-cinq années précédentes - ne représente plus, en 1981, que 39% de l'ensemble des ménages de la région métropolitaine. Pour la vaste majorité, donc, si l'on se fie aux préférences et choix résidentiels exprimés dans le passé, la maison de banlieue n'est plus le choix idéal et ces transformations socio-démographiques expliquent en bonne partie le regain d'intérêt pour les quartiers urbains centraux. (Dansereau et Beaudry, 1986, p.294)

On explique l'attrait particulier qu'exercent les quartiers centraux sur ces ménages de petite taille et pour les nombreuses femmes professionnelles, par le fait que ces quartiers offrent un logement localisé à proximité des services et des lieux de travail, leur permettant ainsi de conjuguer plus facilement leurs différentes tâches liées à la reproduction (conciliation travail-famille). Cette dernière idée est également soulevée par Rose qui s'inscrit dans une optique féministe de la gentrification :

Pour bon nombre de femmes de la classe moyenne qui cumulent à la fois carrière et responsabilités familiales, la gentrification peut apparaître comme une stratégie pour réduire les contraintes d'"espace-temps" inhérentes aux structures urbaines actuelles. En même temps, les quartiers centraux offrent un environnement plus accueillant que la banlieue à faible densité conçue pour la famille nucléaire classique. (Rose, 1987, p.207)

Envisagé dans cette perspective, le principal moteur du changement urbain serait la nouvelle composition socio-démographique et ses aspirations. Cette approche défend l'idée que l'évolution des styles de vie aurait entraîné la restructuration des « patterns » spatiaux de demande. Si cette approche a apporté une contribution majeure à la question de la reconquête des quartiers centraux, on critique toutefois son caractère descriptif et non analytique. Smith (1982) n'y voit qu'une liste de facteurs qui ne fait aucunement une théorie sur la revitalisation urbaine. On lui reproche surtout son enfermement dans la notion de « souveraineté du consommateur », occultant, entre autres, les exigences de la production et les forces économiques (Rose, 1987).

- Les changements culturels : le « retour à la ville », un réinvestissement symbolique

Le phénomène de la reconquête des quartiers centraux ne semble pas tenir uniquement des changements socio-économiques ou politiques, mais également idéologiques. L'approche socioculturelle, dans laquelle s'inscrit la plupart des auteurs européens (Bourdin, 1979,1984 ; Lévy, 1987,1990 ; Rémy, 1983) mais également quelques auteurs américains (Allen, 1980 ; Clay, 1979, 1980 ; Rosenthal, 1980), voit dans les nouvelles représentations sociales de l'espace la spécificité du phénomène. Cette tendance ne nie pas les mouvements d'ensemble susmentionnés mais les traite comme les conditions du phénomène et non comme sa raison :

Aucune des orientations que l'on vient d'esquisser n'exclut les autres; en les combinant on obtiendrait une description fort précise de l'action menée dans les centres, les quartiers, les villages anciens, et l'on mettrait ses principaux ressorts au jour. Mais cela ne suffit-il pour comprendre ? Comment éviter la vieille question wébérienne de la spécificité historique : non pas qu'est-ce qui a rendu cela possible, mais pourquoi est-ce cela, et pas autre chose, qui s'est produit ? [...] Cette unité du projet, au delà des péripéties, s'est opérée autour d'une série de valeurs rassemblées

dans une nouvelle image de l'espace ancien. Cette image fait la spécificité du phénomène. On pourrait aussi bien y voir un discours de justification, masque derrière lequel se cachent les divers mouvements déjà évoqués ou, du moins, résultante qui vient donner du sens *a posteriori*. Pourquoi rejeter cette interprétation ? Les représentations sociales (l'idéologie au sens large) ne dépendent pas complètement des conditions matérielles et des rapports sociaux au milieu desquels elles se déploient. Elles ne leur sont pas non plus étrangères. Poser cette idée, que seuls des idéalistes forcenés et quelques mauvais lecteurs de Marx récuseront, on imagine que, dans certains cas du moins, les représentations mise en œuvre permettent que se construise une situation qui sinon n'aurait jamais existé. (Bourdin, 1984, p.11-12)

Ces chercheurs attribuent, en fait, un rôle prépondérant aux dimensions symboliques dans le phénomène du retour aux quartiers anciens et mettent en exergue l'émergence de nouvelles « valeurs culturelles ». Ils remontent à la « contre-culture urbaine » des années 1960, dans laquelle ont baigné les gentrificateurs alors en formation, qui a été par la suite récupérée par ces derniers et diffusée dans les milieux de pouvoir dans lesquels ils exerçaient (médias, universités, bureaux d'urbanisme, services de gestion de l'habitat, du culturel, commissions et postes électifs, etc.). Les valeurs promues telles que la défense de l'environnement naturel et du patrimoine bâti, l'opposition au gaspillage de la société de consommation, la recherche d'une société diversifiée et communautariste, la tolérance et la reconnaissance des groupes sociaux jugés jusqu'ici marginaux, auraient été favorables à la revalorisation des quartiers anciens. La reconquête des quartiers centraux anciens s'inscrit alors dans un nouvel « ordre symbolique », tel que le souligne Morin :

L'émergence de "nouvelles valeurs" constitue un autre phénomène qui vient conférer aux quartiers anciens un nouvel attrait. L'idéologie moderniste qui soutenait l'exode vers les nouveaux secteurs résidentiels en périphérie, d'une part, et les opérations de rénovation urbaine au centre, d'autre part, ne fait plus consensus. Les vieux quartiers centraux s'inscrivent alors dans un "nouvel ordre symbolique". La "nouvelle culture" propre aux nouvelles couches moyennes intellectuelles est pro-urbaine, néo-communitariste et néo-conservacionniste. Elle valorise la diversité sociale et fonctionnelle des zones centrales, la participation à une vie de quartier animée et la préservation de l'environnement et du patrimoine. (Morin, 1988, p.31)

Pour Rémy (1982), le quartier ancien central est alors choisi comme décor symbolisant cette nouvelle culture. Toutefois, comment expliquer le choix des quartiers centraux comme cristallisation de ces nouvelles valeurs ? Rémy (1982)

avance que le mythe du quartier est fondé sur le fait qu'il permettrait un enracinement (entendu dans son double sens, retrouver ses racines et stabilisation dans l'espace) et une sociabilité intéressante. D'autres auteurs le justifient par les différentes valeurs qu'on a attribuées aux quartiers centraux, telles que *l'urbanité, la sociabilité, le patrimoine comme symbole de l'identité collective, la tolérance*, qui auraient pris de l'importance aux yeux des collectivités dans un contexte de crise idéologique. Ces thèmes seront élaborés en profondeur dans le cadre conceptuel.

En guise de conclusion, on retient des différentes études sur la gentrification que le mouvement du « retour à la ville » n'est pas une mode passagère mais une traduction des importantes mutations socio-économiques, démographiques, culturelles et politiques des sociétés occidentales contemporaines. Selon Ley (1981,1988), la gentrification témoigne d'un changement structurel important : le passage de la société industrielle à la société postindustrielle (le premier changement historique étant le passage de la société traditionnelle, rurale, agraire à la société moderne, industrielle et urbaine). En effet, Ley soutient que toutes ces transformations survenues ont été les conditions contemporaines qui ont permis l'émergence d'un nouveau rapport à l'espace. D'ailleurs, la plupart de ses études mettent en exergue autant les valeurs de consommation « postindustrielles » (style de vie, recherche d'une diversité sociale et architecturale, proximité des lieux de travail et services, qualité de l'environnement bâti et naturel, etc.) que la transformation du tissu urbain par les *producteurs d'espace* (l'état, acteurs privés, etc.) et par l'action des groupes sociaux (tendance dite « humaniste » qui met l'accent sur le mouvement de réforme urbaine provoqué par la nouvelle classe moyenne). Dans le même ordre d'idée, Beauregard (1986, p. 40-41) envisage la gentrification comme un « concept chaotique » entendu comme un ensemble organique social dont les composantes relevant de la production, de la consommation et de la reproduction, seraient interreliées, formant en quelque sorte un système : « gentrification must be recognized as a "chaotic concept" connoting many diverse if interrelated events and processes [...]. More precisely, gentrification must be theorized as part of organic totality of social formation. This means, even

more precisely, not searching of the causes of gentrification solely in the sphere of production. Rather, it is at the conjuncture of production, reproduction, and consumption, at least initially, that we must theorize ». Enfin, les propos de Morin et ceux de Rémy expriment clairement cette vision systémique dans laquelle la réanimation des quartiers centraux présente à la fois un enjeu fonctionnel, économique et symbolique :

Ils [les quartiers anciens centraux] présentent des possibilités fonctionnelles, économiques et symboliques particulières. Leur réanimation constitue un enjeu pour différents groupes sociaux : espaces de reconquête pour les nouvelles couches moyennes intellectuelles ; lieux d'extraction possible d'une rente, sous-marchés du logement à décroquer et tissus urbains à adapter à la transformation des centres-villes pour certains intérêts fonciers, immobiliers et commerciaux ; marchés de la restauration résidentielle pour certains entrepreneurs et certains professionnels, et territoires dont il faut améliorer le cadre de vie et garantir le "maintien sur place des résidents" pour les couches populaires qui y sont déjà établies et les organismes communautaires qui s'identifient à cette population. (Morin, 1988, p.31)

Nous voudrions proposer un modèle où l'explication fondamentale se structure à partir de plusieurs axes, non strictement hiérarchisés entre eux. Ainsi les divers éléments [...] pris indépendamment l'un de l'autre ne peuvent déboucher que sur des hypothèses partielles qui ne prennent sens que recomposés dans un modèle à multiples entrées. Ainsi dans leur propos d'exclusivité, elles en disent donc à la fois trop ou peu. [...] Il ne suffit pas en effet d'inverser le rapport offre/demande en considérant que dans l'un c'est la demande qui induit l'offre tandis que dans l'autre c'est l'offre qui induit la demande ; il faut entrer dans un jeu bien plus complexe d'inductions et d'implications réciproques. (Rémy, 1983, p.299)

### **1.1.3 La gentrification montréalaise : une gentrification géographiquement « ciblée »**

Le principal apport des études de la géographie dans ce champ de connaissances est leur remise en cause de l'idée de l'homogénéité du phénomène de la gentrification. En effet, elles ont prouvé que la gentrification pouvait varier selon le temps et l'espace. Des différences sensibles ont été observées entre pays, au sein du même pays, selon les villes et selon les périodes historiques. Parmi les plus importantes recherches sur les variations synchroniques, citons les recherches de Kernstein (1990) et celle de Butler et Robson (2001) qui illustrent clairement les différences entre les gentrificateurs d'une même ville et leur répartition géographique selon leurs différents intérêts et stratégies résidentielles.



Relativement à l'abondante littérature étatsunienne sur la géographie de la gentrification (Lees, 2000), on compte très peu d'études sur la spécificité des villes canadiennes. Si toutefois d'intéressantes recherches canadiennes ont été menées durant les années 1980 et 1990 (Caulfield, 1994 ; Dansereau et Beaudry, 1986 ; Dansereau, 1988 ; Goldberg et Mercer, 1980 ; Greenberg et Ahtik, 1988 ; Ley, 1981, 1985, 1988, 1992 ; Rose, 1989, 1996 ; Sénécal et *al.*, 1990), elles ne proposent pas d'explications détaillées sur la distribution spatiale des gentrificateurs et les motivations derrière leur choix territorial. En revanche, il ressort de ces recherches que la ville de Montréal se présente comme un cas particulier à l'échelle du territoire canadien. En effet, on a démontré que seuls quelques quartiers « privilégiés » ont été affectés par le phénomène de reconquête (comme le Plateau Mont-Royal, le Vieux-Montréal, le Bas-Outremont) et non pas l'ensemble des quartiers anciens centraux, contrairement à d'autres villes canadiennes où la majorité des quartiers centraux ont connu un mouvement de réappropriation par les élites instruites tels que Vancouver, Halifax et, à moindre degré, Toronto (Figure1).

Comment expliquer alors cette spécificité contextuelle et les raisons qui ont incité les gentrificateurs montréalais à investir des territoires particuliers plutôt que d'autres. Pour quelle raison, devant une situation socio-économique et une politique de réanimation urbaine communes, certains quartiers centraux montréalais se sont vus gentrifiés, alors que d'autres quartiers n'ont pas réussi à susciter l'intérêt chez les gentrificateurs, malgré les efforts importants déployés par les municipalités et les changements urbanistiques déjà opérés ? En effet, si la politique de revitalisation urbaine a permis à certains quartiers centraux de connaître une véritable renaissance (exp : Vieux-Montréal, Plateau Mont-Royal), elle s'est montrée moins infructueuse dans d'autres cas (exp : Saint-Roch à Québec, Centre-Sud et Hochelaga-Maisonneuve à Montréal). Les investissements économiques, les aménagements de qualité ou encore les intéressantes opérations patrimoniales et architecturales, ont semblé insuffisants pour assurer la « régénérescence » et la gentrification de ces quartiers. Dans l'ensemble, le phénomène demeure peu documenté, il mérite pourtant que l'on s'y attarde. Une piste lancée par certains

auteurs nous a semblé alors intéressante à explorer : à savoir celle qui entrevoit la nécessité de considérer les significations sociales dans le processus de revitalisation urbaine et de gentrification.



Figure 1 : Changement du statut social dans 6 villes canadiennes, tiré de Ley (1988).



#### 1.1.4 Échecs et réussites de la revitalisation: le rôle des significations sociales

Certains chercheurs (Mercier et *al.*, 1999 ; Mills, 1993 ; Morisset et *al.*, 1999 ; Rémy, 1983) avancent que le succès de la réanimation urbaine suppose un investissement imaginaire de l'espace. Pour Mercier, Morin et Parazelli (1999), la prise en compte de l'imaginaire collectif est même essentielle dans l'élaboration des programmes de revitalisation urbaine. La méconnaissance des représentations et significations sociales (les valeurs actualisées par l'espace géographique) peut être un obstacle à l'efficacité urbanistique. Selon eux, l'insuccès de la revitalisation urbaine dans certains quartiers est dû au fait que les opérations urbanistiques n'ont pas été suivies ou n'ont pas réussi à susciter une revalorisation sociale, c'est-à-dire à donner à nouveau de la valeur à un quartier déprécié par la population. Il semblerait que l'image négative de ces quartiers, qui persiste malgré les importantes actions entreprises par les municipalités, constitue un frein majeur à l'investissement symbolique des lieux. Les auteurs évoquent à ce titre le cas de la « Grande Place » du quartier Saint-Roch à Québec, dont l'échec selon eux, serait lié, en grande partie, à la contradiction qui existe entre les images de prospérité que l'urbanisme tente de projeter à travers ses projets et la représentation de décadence urbaine que la population se fait du quartier :

La difficulté résidait en fait - et réside peut-être encore - dans un certain rejet qu'inspirait le secteur. Coincé dans un ancien faubourg industriel et commercial en déclin, le site n'actualisait pas des valeurs auxquelles la population ou un large groupe pouvait dès lors adhérer. Dévalorisé, le site restait plutôt en attente d'un investissement moral positif. Le même phénomène s'observe à Montréal alors que plusieurs interventions publiques dans le quartier Centre-sud, adjacent au centre-ville, ont cherché, depuis les années 1950, à rénover (1950-1960), à améliorer (1970...), à régénérer (1980...) et, enfin, à revitaliser (1990...) cet espace dévalorisé symboliquement par de larges pans de la population. L'image du "Faubourg à m'lasse", du "bas de la ville", des "usines désaffectées", des "taudis" et des "pauvres" fait encore écran, chez plusieurs, à celle d'un quartier ancien à l'économie "tertiarisée", aux logements patrimoniaux et à l'occupation sociale mixte. (Mercier, Morin et Parazelli, 1999, p.214)

Cette étude vient récuser la thèse selon laquelle il suffit, comme stratégie de relance des quartiers en déclin, de stimuler la demande en créant les conditions propices au réinvestissement avec des incitatifs financiers et des opérations sur le cadre bâti

(augmentation de loyers, mise en valeur du bâti, amélioration des équipements collectifs, diminution des obligations fiscales, diminution des contraintes de l'offre, etc.) tel que le soutiennent certains économistes libéraux ou planificateurs (Dansereau, 1985). Selon Morisset et *al.* (1999), il est important, pour assurer la consécration d'un quartier, d'avoir recours à un travail sur les « images », à une « construction mythique », parfois aidé par une multitude de moyens concrets. Il s'agirait de produire une sorte de « marketing urbain » basé sur une production de discours. Rémy (1987, p.312) avait déjà dit à ce propos qu'il fallait « utiliser une meilleure connaissance des mécanismes psycho-sociaux d'usage, de perception et d'investissement affectif de l'espace, pour tenter d'induire et de focaliser de "grands projets" ». L'étude de Mills (1993), qui s'inscrit dans la nouvelle géographie culturelle, nous révèle également que les quartiers gentrifiés (comme de l'espace urbain en général) sont sujets à des mythes. En effet, dans son étude d'un quartier de Vancouver gentrifié (Fairview Slopes), elle démontre le processus de construction du mythe autour du quartier à travers les discours des producteurs d'espace. Elle met en exergue le rôle de ces agents dans la diffusion de certaines valeurs rattachées au logement situé au centre-ville. Qu'il s'agisse d'une production de nouvelles valeurs créées de toutes pièces ou d'une diffusion de valeurs déjà présentes dans le milieu, cette recherche nous apprend comment ces discours ont fortement façonné l'image et la signification sociale associées à ce type de milieux résidentiels. D'après Mills, on a vendu plus un « style de vie » urbain et un statut résidentiel qu'un produit, comme l'avait remarqué Fortin (1982) pour le cas de la banlieue dans les années 1950-1960. La pertinence de cette étude réside dans le fait qu'elle met en lumière *la production d'un discours sur le bâti* (discours interprétatif) et non plus *la production du bâti* (largement élaborée par l'approche matérialiste) dans le phénomène de revitalisation urbaine. Elle vient appuyer, dans une large mesure, la thèse de Noppen (1995) selon laquelle les *lieux de mémoire* trouvent leur signification dans la production ou la reproduction de mythologies collectives. Qu'en est-il alors du cas montréalais ? Peut-on penser que la « réussite » des quartiers gentrifiés est liée, entre autres, au fait qu'ils ont su revêtir une signification positive ? Dans cette perspective, de quelles valeurs ont-ils été investis ? Quels ont été alors les discours

qui ont alimenté l'imaginaire collectif et qui ont contribué à la construction de la notoriété de ces milieux résidentiels ? Sur quelles bases s'est édifiée leur popularité ? Tel est l'objectif de notre recherche qui adopte l'approche socioculturelle et qui prend comme étude de cas le Plateau Mont-Royal, un quartier montréalais qui a connu une gentrification significative durant les dernières décennies.

## 1.2 APPROCHE SOCIOCULTURELLE

Devant l'impossibilité de couvrir la totalité des facteurs en jeu dans la gentrification montréalaise, nous nous concentrerons uniquement sur le rôle des facteurs socioculturels. Le choix de l'approche socioculturelle, qui aborde la ville comme objet de représentations sociales, réside dans le fait qu'aucune étude n'a abordé les quartiers gentrifiés montréalais sous cet angle. Nous trouvons, certes, des recherches portant sur leurs aspects historiques, socio-économiques, physiques, fonctionnels mais aucune étude d'ensemble sur le rôle de l'imaginaire social dans la gentrification des quartiers en question. Convaincus qu'on ne peut se contenter de décrire ou de mesurer les territoires gentrifiés (lacunes de la plupart des études montréalaises), il nous semble important de se pencher sur le rôle des représentations socio-spatiales. Nous visons donc les fondements idéaux de ce phénomène ou ce que Guy Rocher (1969, p.55) qualifie comme « un palier plus en profondeur, correspondant au second niveau d'abstraction, qu'on appelle l'univers des valeurs ». Nous partageons, en ce sens, l'idée du géographe Racine (1981, p.146) qui considère que : « L'une des clés d'interprétation de l'organisation des pratiques spatiales d'une société passe par la lecture dans l'espace des idées, des images, des codes de comportement, des systèmes de valeurs, tout ce qui n'étant pas matériel a autant de réalité, les représentations mentales, en bref l'idéologie de la société qui a produit son espace à son image ». Avant de traiter de la représentation de la ville - particulièrement celle qui appréhende la dimension symbolique dans laquelle nous nous inscrivons -, nous effectuerons un bref détour théorique pour définir en premier lieu le concept qui constitue le fondement même de notre approche à savoir les *représentations sociales*.

### 1.2.1 Définition des représentations sociales

Dans leur ouvrage faisant état des principales contributions en la matière, Bonardi et Roussiau (1999) qualifient les représentations sociales de « notion carrefour », un concept convoqué par plusieurs champs disciplinaires relevant du social et de l'individuel. En effet, historiens des mentalités, philosophes, psychologues sociaux et anthropologues se sont longtemps intéressés à la question, au point que la théorie des représentations s'est vue au fil du temps enrichie d'approches différenciées pour former un élément réunificateur des sciences humaines, « un univers en expansion à l'intérieur duquel se structurent des galaxies de savoir » (Jodelet, 1989, p.59). Du point de vue philosophique, les auteurs nous révèlent que l'acte de représentation est défini comme un « acte de connaissance qui relie un objet à un sujet au moyen d'une représentation, laquelle est un travail de l'esprit sur l'objet extérieur » (Bonardi et Roussiau, 1999, p.10). La représentation est un contenu de pensée, un acte dynamique de création ou de récréation d'une réalité, permettant à l'individu ou au groupe de se repérer et d'agir dans son environnement. L'idée communément admise est que la réalité ne peut exister qu'à travers le regard que l'homme porte sur elle, c'est-à-dire à travers la (les) représentation(s) qu'il se forge du monde qui l'entoure. De plus, peu importe qu'elles soient justes ou fausses du moment que la société qui les véhicule les considère comme telles. En sociologie, le sujet a été, depuis plus d'un siècle, au coeur des préoccupations scientifiques. Le sociologue Émile Durkheim (1898 ; tiré de Bonardi et Roussiau, 1999) avait abordé la représentation comme un fait social au-dessus des faits individuels. Selon Durkheim, le groupe social, l'unité de base sociologique, est régi par un système : la conscience collective. Celle-ci se présente comme un ensemble de croyances (attitudes mentales et sociales, sentiments, souvenirs, idéaux, aspirations, représentations, etc.) partagées par tous les membres de la société. Constituant le ciment de la communauté, cette conscience collective est contraignante : elle dicte à l'individu des façons de penser et d'agir et se concrétise dans les institutions sociales (à travers des règles sociales, morales, juridiques, politiques). Bonardi et

Roussiau rapportent clairement la définition durkheimienne des représentations collectives :

La conscience collective suscite des représentations (collectives elle aussi) diversifiées par leurs objets (techniques, économiques, politiques, moraux, religieux...) et par leur nature (matérielle ou idéale). Elles sont des formes mentales socialisées qui regroupent de nombreux éléments (mythologies, visions de l'espace et du temps, traditions ancestrales, savoirs communs, opinions, etc.). Enfin, elles sont en rapport avec les pratiques et les comportements quotidiens (individuels et collectifs) en ce sens qu'elles les légitiment. Pour toutes ces raisons, les représentations collectives forment la base fondamentale des jugements humains. (Bonardi et Roussiau, 1999, p.11)

Un des éléments importants de cette théorie est la notion d'invariabilité des représentations dans le temps. Le sociologue considère ce système de croyances comme statique et monolithique. L'autre aspect est lié à la question des représentations individuelles. Si Durkheim reconnaît leur existence, il leur accorde peu d'intérêt sous prétexte que leur durée de vie est limitée (puisqu'elles suivent celles de leurs concepteurs) et d'autre part, parce qu'elles traduisent assez mal les représentations collectives (ces dernières obéissant à des lois collectives différentes). L'idée de la durabilité de ces représentations au-delà même des générations et celle de la supériorité des éléments sociaux sur les éléments individuels ont été, par la suite, largement remises en cause par les sociologues, anthropologues et psychologues sociaux contemporains. Ce sont les anthropologues Mauss (1947 ; tiré de Bonardi et Roussiau, 1999) et plus tard Lévi-Strauss (1955, 1961 ; tiré de Bonardi et Roussiau, 1999) qui affirmeront que les représentations collectives sont liées aux représentations individuelles. Si pour Mauss les représentations collectives relèvent à la fois de l'abstrait (à l'échelle sociétale) mais aussi de tous les mécanismes psychologiques individuels, pour Lévi-Strauss, la représentation mentale individuelle est l'unité élémentaire qui conditionne la représentation collective et en permet la constitution. En psychologie sociale, c'est le chercheur Moscovici (1961) qui a fait de la représentation une théorie clé de sa discipline (plusieurs études dans le domaine lui sont d'ailleurs redevables) en réinterprétant les fondements durkheimiens. Moscovici, se basant sur le fait que la société change ainsi que ses mentalités sous l'effet des progrès sociaux rapides

(caractéristique des sociétés occidentales), considère les représentations sociales comme un processus dynamique et évolutif. Toutefois, il remplace le concept des représentations collectives, émanant des groupes sociaux larges, par la notion de représentations sociales qui sont, selon lui, le produit d'un groupe social plus restreint (classes sociales par exemple), ce qui expliquerait l'aspect varié, limité, changeant et fragmentaire. Pour le sociologue Maffesoli (1985), la représentation est composée à la fois de la « statique » (ce qui reste constant) et la dynamique (évolution des mentalités) sociales.

La question de la dialectique individu/société a fait l'objet d'une multitude de recherches variées vaguant, selon les intérêts disciplinaires, entre idéologie collective et construction individuelle. Devant la complexité du concept, certains auteurs (Belisle et Schiele, 1984 ; Bonardi et Roussiau, 1999 ; Flament, 1981 ; Jodelet, 1989 ; Le Bouedec, 1984) adopteront une approche plus systémique, abordant la représentation sociale comme une structure dynamique et constamment en reconstruction, composée d'éléments affectifs, mentaux et sociaux et émanant de groupes d'individus (formés en fragments restreints ou pans plus larges) mais qui restent sous l'influence des conditionnements et orientations de la société en général. Ce qui permet à Bonardi et Roussiau de conclure que :

La position d'une représentation sociale n'est donc ni entièrement du domaine social, ni totalement du domaine individuel ; " interface " (Jodelet, 1989, p.40) ou passerelle entre les deux serait une localisation plus exacte. De fait, les psychologues sociaux posent que les représentations sociales sont générées par les individus, mais aussi acquises (de la société) ; reproductrices du social (comme chez Durkheim), elles produisent en même temps la nouveauté. (Bonardi et Roussiau, 1999, p.18)

- Composition de la représentation sociale :

Au sujet de la composition de la représentation sociale, la plupart des manuels (Abric, 1994, Jodelet, 1984, 1989 ; etc.) définissent la représentation sociale comme un ensemble d'idées, d'opinions, d'informations, d'images, d'attitudes, de valeurs, etc. Selon Moscovici (1973), cet ensemble d'éléments est articulé par un système cognitif qui possède une logique et un langage particuliers. Pour Bonardi et

Roussiau, ce système est concrètement dépendant, d'une part, d'un objet social (fait social, événement, etc.) qui la suscite, et d'autre part, de l'individu (ou du groupe) qui l'exprime et la façonne, ce qui les amènent à dire que le système représentationnel comporte trois dimensions :

1/ un ensemble d'informations (connaissances des sujets envers l'objet de la représentation) ; 2/ une attitude générale qui marque les dispositions favorables ou défavorables de l'individu et du groupe envers l'objet de la représentation et, 3/ un champ de représentation, c'est-à-dire une structure qui organise, articule et hiérarchise entre elles les unités élémentaires d'information. (Bonardi et Roussiau, 1999, p.23)

- L'utilité sociale de la représentation :

Il ressort des différentes recherches qui se sont intéressées à l'utilité sociale de la représentation, que la fonctionnalité de cette dernière est multiple. Bonardi et Roussiau (1999) en dégagent les principales. En premier lieu, les représentations sociales permettent aux individus d'appréhender la réalité, de la saisir et d'avoir des actions concrètes sur le réel (*fonction de savoir*). Elles possèdent également une *fonction d'orientation* car elles guident les pratiques sociales et les discours idéologiques des sujets, anticipent et déterminent les actions et comportements. Moscovici (1961) les considère comme le moteur principal des pratiques et des changements sociaux. Bonardi et Roussiau (1999, p. couverture) diront à ce propos qu'elles sont « le fondement de la pensée sociale agissante ; c'est pourquoi elles sont redevables de nombreuses dynamiques sociales (processus d'influence, engagements divers de l'individu, mécanismes d'explication ou de catégorisation des objets, sujets ou événements quotidiens) ». Abric (1994) rappelle, cependant, que la relation inverse, d'impact des conduites sur les représentations, se conçoit aussi bien. Il avance que les pratiques peuvent émaner des représentations, s'adapter à elles mais peuvent aussi les transformer. À partir du facteur « pratique sociale », trois types de transformations peuvent avoir lieu : une *transformation brutale*, quand les pratiques mettent en cause le système central, produisant un changement radical et immédiat ; une *transformation résistante*, lorsque les pratiques s'opposent aux représentations dominantes, devenant marginales à l'ordre ; enfin, une *transformation progressive*, lorsqu'il existe des pratiques

anciennes mais rares qui ne sont pas en contradiction avec les représentations du moment. Soulignons également que les représentations sociales permettent, en tant que produit collectif, la cimentation groupale, la définition et la distinction du groupe qui les produit des autres groupes ainsi que l'intégration sociale (*fonction identitaire*). Du coup, les membres du groupe se basent sur elles pour justifier leurs comportements (*fonction de justification*). Enfin, elles prescrivent aux individus des conduites d'un certain type, agissements qui sont socialement normés.

- Fonctionnement de la représentation sociale :

Selon Moscovici (1961), la représentation sociale s'opère selon deux processus à savoir celui d'*objectivation* en premier, puis celui d'*ancrage*. Le premier processus révèle la manière dont l'information, socialement disponible (émergeant du monde quotidien) est sélectionnée, filtrée et remodelée par l'individu pour être par la suite assimilée. Concrètement, l'individu extrait des informations qui *l'interpellent*. Ces informations sont ensuite soumises à un réajustement, selon l'importance de signification que le sujet lui prête (qu'il considère comme « socialement importants »). Les éléments informatifs à forte signification seront en fin de compte les seuls à être retenus pour constituer le « noyau figuratif » de représentation. Une fois que ces éléments seront perceptibles, ils passeront du statut de concepts à celui d'images concrètes et signifiantes. Bonardi et Roussiau (1999) remarquent qu'à travers ce processus de transformation (ou de simplification) les individus perdent en richesse informative, mais en revanche, gagnent en compréhension. Cet ensemble d'images est ensuite assimilé via le *processus d'ancrage*. Passant d'abord par quelques adaptations indispensables (confrontation aux anciennes informations), il est intégré aux systèmes des valeurs du sujet pour former une catégorie familière aisément accessible en mémoire. C'est la phase d'incorporation et d'appropriation de la nouvelle donnée par les sujets. Boily (1998, p.29), en présentant l'imaginaire comme un espace « transitionnel » (expression empruntée à Winnicott), se prononce à ce propos : « L'imaginaire est un espace où s'opère le bricolage de l'information, du savoir en vrac de manière à lui donner un sens. C'est un lieu de



découpage, de regroupement, de formatage rendant possible l'intégration des données, des savoirs multiples de manière à les rendre signifiants. C'est un lieu stratégique où se joue le rôle-clé de l'intégration ». Finalement, la nouvelle idée s'infiltre et s'ajuste aux règles traditionnelles. Cependant, en passant par un filtrage, une sélection, une organisation et une opérationnalisation, elle finit par être une construction autonome, différente de la réalité qui l'a suscitée.

- Le mythe : une composante essentielle de l'imaginaire collectif

Le mythe est communément reconnu comme une composante essentielle de la culture et de la pensée sociale. Il est défini, traditionnellement, comme un récit traduisant une croyance religieuse, mettant en scène des êtres au caractère sacré ou surnaturel (Dieux, prophètes, etc.) et possédant une fonction étiologique (explication de l'état du monde) (Durand, 1996 ; Éliade, 1988). Pendant longtemps, les nombreuses études sur les mythologies anciennes (égyptienne, gréco-romaine, indienne, etc.) ont présenté le mythe comme une fiction collective, une superstition, une croyance irrationnelle (Carlier et Griton-Rotterdam, 1994). Ce n'est qu'au XX<sup>e</sup> siècle que certains scientifiques se sont efforcés de dégager son fondement sérieux. Depuis, le mythe est envisagé non plus comme une pure *fantaisie* mais plutôt comme une *traduction fantaisiste de la réalité*, un mode de réflexion sur la vie ou encore « le symbole d'une vérité que l'imagination se plaît à mettre en énigmes, parce qu'elle touche un domaine que le raisonnement ne peut cerner » (Carlier et Griton-Rotterdam, 1994, p.91). Selon Durand (1996a), le mythe, qui part d'états de faits - naturels ou sociaux - est un ensemble de pensées, de sentiments, utilisant un métalangage des symboles. Qu'il se présente sous forme de légende ou simple « conte de nourrice », il est à la fois mode de connaissance et mode de conversation à caractère existentiel : « C'est la situation de l'individu et de son groupe dans le monde que le mythe tente de renforcer, c'est-à-dire de légitimer. [...] C'est sur les situations cosmologiques, eschatologiques, théologiques, etc., qui font problème que le mythe va trouver son point d'application de prédilection » (Durand, 1996a, p.38)

Durand va jusqu'à poser l'étude du mythe - « la mythocritique » - comme essentielle afin de saisir l'histoire humaine :

C'est le mythe qui en quelque sorte distribue les rôles de l'histoire, et permet de décider ce qui "fait" le moment historique, l'âme d'une époque, d'un siècle, d'un âge de la vie. [...] C'est le mythe qui est le référentiel dernier à partir duquel l'histoire se comprend, à partir duquel le "métier d'historien" est possible, non l'inverse. Le mythe va au-devant de l'histoire, l'atteste, et la légitime [...]. Sans les structures mythiques, pas d'intelligence historique possible. (Durand, 1996b, p.79)

Si la majorité des chercheurs se sont penchés sur les civilisations anciennes, c'est à Carl Gustav Jung (1979) et Roland Barthes (1970) que revient le mérite d'avoir élucidé l'existence du mythe dans la société moderne. Leurs études sémiologiques ont démontré l'aspect « mythologique » de l'imaginaire contemporain. La recherche de Jung a attiré essentiellement l'attention sur la survivance des mythes anciens. Selon lui, plusieurs représentations anciennes, dont l'empreinte n'est pas toujours apparente (leur forme actuelle les rendant imperceptibles), oeuvrent encore dans le paysage imaginaire contemporain. Jung place, en fait, le mythe comme un élément stable, permanent, intemporel qui traverse les époques pour se nicher dans l'inconscient collectif des hommes du XX<sup>e</sup> siècle. Il rejoint en quelque sorte la fameuse théorie des « redondances » ou encore des « synchronicités » mythiques mise en avant par Lévi Strauss, et enrichie plus tard par Éliade (Durand, 1996b). Selon cette théorie, dans laquelle s'inscrivent les chercheurs dits de l'École de Grenoble (fondée par Gilbert Durand), le mythe opère par répétitivité qui lui permet de porter son sens à travers une diachronicité. Le mythe peut connaître, à travers le temps, des dérivations, des distorsions, des fluctuations, c'est-à-dire des modifications partielles de contenu ou totales de forme, pouvant aboutir à un seuil critique qu'est l'« usure », mais ne disparaît jamais totalement. C'est ce que Durand (1996b) qualifie de « pérennité transformationnelle ».

Barthes, contrairement à Jung, ne considère guère la mythologie moderne comme un récit fictif mais plutôt comme un ensemble vague de convictions collectives, fondées sur un système de valeurs implicite. Dans son examen des supports d'information (films, télévision, journaux, etc.), traités comme les substituts

modernes de la tradition orale, Barthes révèle que les mythes contemporains sont des croyances jouant un double rôle : la cimentation sociale et la justification du pouvoir. Le mythe est surtout dénoncé comme un système de valeurs fondé par les classes dominantes, leur permettant d'asseoir leur pouvoir en faisant confondre ordre politique et ordre naturel. Par ce biais, les dirigeants bourgeois légitimeraient leur statut de surhommes ainsi que leurs privilèges.

Qu'elles abordent les mythes comme réincarnations ou nouvelles visions du monde, toujours est-il que les études de Jung et Barthes nous apprennent que la société moderne, bien que matérialiste et rationaliste, n'a pas renoncé à la sacralisation et aux mythes. Leurs études constituent, à cet égard, une avancée décisive dans ce domaine de recherche, tel que le notent Carlier et Griton-Rotterdam :

Les analyses de Jung ou de Barthes - fondatrices de cent autres études du même type - offrent toutes deux l'intérêt de mettre en évidence la permanence du mythe au cœur d'une civilisation qui s'enorgueillit d'être évoluée. Elles combattent, s'il en était besoin, la croyance selon laquelle les mythes, redevables à d'obscures superstitions, se seraient évanouis aussitôt que l'homme aurait atteint l'âge de raison. Quand bien même elles semblent parfois identifier de manière narquoise mythe et illusion, elles insistent sur la complexité de configurations symboliques où se donnent libre cours la recherche de l'absolu, l'aspiration au pouvoir, la création d'une cohésion sociale. [...] Les différents plans que couvre le mythe interfèrent sans cesse. Il relève toujours et dans le même temps, de la narration, du choix d'un ordre et du symbole ou de l'allégorie. Mais chaque fois, il combine de manière unique fable et moralité, histoire et signification. Par le détour de la fiction, il exprime une vérité profonde. Mais la vérité change à travers le temps. C'est pourquoi, à chaque âge, sur des modèles anciens, la société réécrit ses mythes. (Carlier et Griton-Rotterdam, 1994, p. 89-91)

- Le symbolisme : une expression concrète des valeurs sociales

Rocher (1969) atteste que les valeurs et idéaux sociaux ont constamment besoin d'être affirmés concrètement par quelque chose d'autre que l'adhésion d'une personne ou d'un groupe à un certain ordre de valeurs. Les individus, les groupes, les collectivités ont alors recours au *symbolisme* pour rendre visuelles et tangibles des réalités abstraites (morales, mentales) de la société. Selon l'ethnologue Leroi-Gourhan (1964), c'est justement cette aptitude symbolique, cette capacité de codifier et de décoder des éléments abstraits, fruit d'une évolution biologique et sociale, qui

fait toute la différence entre l'homme et les autres espèces animales. Idée que partage Rocher :

Si l'homme est raisonnable, c'est grâce à l'aptitude très étendue qu'il a acquise de se représenter les choses d'une manière symbolique, par les mots et les concepts, et de manipuler symboliquement les réalités. Cette aptitude à manier le symbole a permis à l'homme d'accroître infiniment plus que les autres espèces animales sa capacité d'invention et finalement sa puissance sur le reste du monde. (Rocher, 1969, p.70)

Le symbole est donc un élément concret évocateur qui a pour mission de « donner sens, c'est-à-dire, au-delà du domaine de la communication, de nous faire accéder au domaine de l'expression » (Durand, 1996b, p.66). Il apparaît que le symbole renferme trois éléments : 1/ un *signifiant*, qui est l'objet physique qui est censé évoquer, 2/ le *signifié*, l'élément dont le signifiant tient lieu et, 3/ la *signification*, qui est la relation entre le signifiant et le signifié, un rapport qui doit être capté et interprété par les personnes grâce à la connaissance d'un *code* :

On peut partir de la classique définition du symbole telle que des auteurs la donnent depuis un bon siècle, de Creuzer à Jung en passant par Lalande : trois caractères délimitent la compréhension de la notion. D'abord l'aspect concret (sensible, imagé, figuré, etc.) du signifiant, ensuite son caractère optimal : c'est le meilleur pour évoquer (faire connaître, suggérer, épiphaniser, etc.) le signifié, enfin ce dernier est "quelque chose d'impossible à percevoir" (voir, imaginer, comprendre, etc.) directement ou autrement. Autrement dit, le symbole est un système de connaissance indirecte où le signifié et le signifiant annulent plus ou moins la "coupure". (Durand, 1996b, p. 65-66)

Sur le plan sociologique, le symbolisme renferme deux fonctions à savoir celle de la *communication* et celle de la *participation* (Rocher, 1969). La première permet la transmission de messages entre sujets passant par divers canaux (langage, gestuelle, mimique, etc.). La seconde est celle par laquelle le symbolisme appelle et maintient le sentiment d'appartenance des collectivités, assure la participation groupale, cimente les solidarités qui en découlent et exprime l'organisation hiérarchique des collectivités. Cependant, il joue des rôles sur d'autres registres. Durand (1968) évoque son rôle biologique, nécessaire à *l'équilibre vital*, où le symbolisme serait une réaction instinctive face à la mort ; son rôle dans *l'équilibre psychosocial*, où il agit comme un « tampon entre la pulsion et sa répression », ou encore comme un « facteur dynamique de rééquilibration mentale ». Au niveau anthropologique, il a une fonction *d'euphémisation*, c'est-à-dire qui tente de masquer

et d'adoucir la dureté de la réalité humaine, telle que l'euphémisation de la mort en une vie seconde, un repos, un sommeil éternel. Enfin, il contribue à un autre équilibre, celui de *rééquilibration de l'espèce humaine* entière. L'empire des images, issu de la confrontation planétaire des cultures, ou ce qu'André Malraux désigne comme le « Musée imaginaire », permet une cimentation à l'échelle de toute l'humanité. En somme, la fonction symbolique oppose « la vie à la mort biologique », « le bon sens à la folie », « l'adhésion aux mythes de la cité à l'aliénation et la désadaptation » et enfin « dresse la fraternité des cultures » (Durand, 1968, p.123).

### 1.2.2 La représentation symbolique de la ville

Dans le domaine des études urbaines, on s'est également intéressé aux représentations sociales, mais à celles qui réfèrent à la ville ou l'espace urbain. La plupart des recherches actuelles admettent qu'il existe deux modes de représentations socio-spatiales : l'une dite structurale et l'autre symbolique (Bailly et al., 1995, Jodelet, 1982). *La représentation structurale* ou *graphique* s'attarde sur les structures des lieux (éléments sélectionnées par les hommes dans l'espace, comme les grands axes, bâtiments, quartiers, repères physiques, etc.) à partir desquels l'homme construit mentalement des réseaux préférentiels qui lui permettent de pratiquer la ville. Cette approche s'interroge, en fait, sur la perception de l'espace, au rapport personne-environnement. C'est dans les années soixante que les professionnels du design urbain se sont intéressés à la question afin de dégager de l'information pertinente sur l'utilisation, l'appréciation et le comportement des individus dans leur environnement en vue de concevoir des espaces urbains respectueux de la réalité sociale (Vernez-Moudon, 1992). Les principales figures théoriciennes de ce type d'études<sup>3</sup> sont Lynch (1960) et ses disciples (Appelyard et al., 1964 ; Appelyard, 1976 ; Francis et al., 1984 ; Francis et Hester, 1990), ainsi que Rapoport (1977, 1982, 1990).

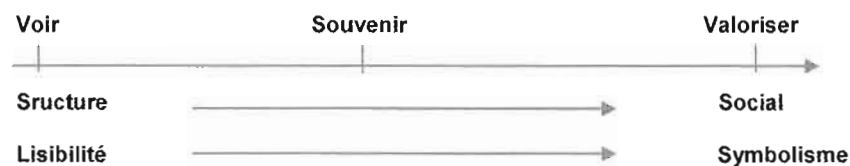
---

<sup>3</sup> Voir dans Vernez-Moudon (1992), les autres recherches qui ont fortement contribué à ce courant.

Il est important de préciser que cette approche émane essentiellement de la psychologie environnementale, dont les chercheurs pionniers dans la matière furent Piaget et Inhelder (1947) avec leur étude sur la représentation de l'espace chez l'enfant. C'est surtout depuis que Tolman (1948) a proposé le concept de la carte mentale (« cognitive map ») qu'une multitude de travaux ont vu le jour proposant différentes positions théoriques sur le processus cognitif en œuvre dans le traitement de l'information spatiale (Kitchin, 1994). Elles ont développé, entre autres, le concept de « survey map » qui correspond à la représentation personnelle du trajet, défini à partir des coordonnées individuelles; mais aussi le concept de « route map » référant à la représentation cartographique, dont les coordonnées sont celles de la carte (coordonnées euclidiennes). De manière générale, ces études rendent compte d'une image de la ville abordée selon une optique fortement comportementaliste ou dite « behavioriste » qui témoigne d'une relation émotive et pratique au territoire à travers laquelle s'organisent les conduites de déplacement et d'usage. Par ailleurs, certains chercheurs (Bailly, 1981 ; Fischer, 1982-1983 ; Proshansky, 1978) ont intégré dans la représentation structurale, la valeur symbolique de l'espace matériel, dépassant de la sorte le déterminisme physicaliste. Ils avancent que la représentation de l'espace peut aller au-delà de la perception de l'environnement réel en se référant à des espaces non directement perçus ou à des espaces imaginaires. Ils soulignent la différence entre les images individuelles qui dérivent des interactions personnelles de l'individu et de ses pratiques et les images collectives, liées, elles, à la culture et au milieu social. En d'autres termes, la perception ne serait pas un phénomène neutre, mais chargé de culture : « Différents espaces révèlent des significations différentes dans les activités et les rencontres qu'on y fait [...] mais la signification des lieux résulte aussi des valeurs créées par la société » (Fischer, 1982-1983, p. 158 et 160). Frémont (1976) pose, quant à lui, l'idée de l'évolution représentationnelle selon laquelle la connaissance de l'environnement s'affine en fonction de la qualité de la fréquentation spatiale. Il évoque le passage de l'espace « vu », au sens strict, à l'espace « vécu » qui lui est chargé de valeurs profondes. Concrètement, Frémont établit trois niveaux cognitifs :

voir, se souvenir et valoriser. À chacun des concepts, un type de distance est associé :

- 1- **Voir** : la distance standard qui correspond à l'espace euclidien.
- 2- **Se souvenir** : distance structurale qui, dépendante des systèmes de relations et des configurations de réseaux, souligne les trajets suivis pour nos activités et modifie la géométrie mentale privilégiée. Celle-ci fait écho en quelque sorte au concept de lisibilité de Lynch (repérage, identification selon la carte mentale) ou au concept de représentation égocentrée des chercheurs géographes.
- 3- **Valoriser** : la distance affective qui prend en compte notre rapport sensible à l'espace et permet d'apprécier les trajets valorisés (représentation symbolique)



Ce concept amène Bailly à dire que :

L'environnement physique et social sont d'importance équivalente et la nature de la relation passe par la nature de la familiarité. Si le paysage est le milieu de vie de l'individu, l'aspect social devient plus élaboré. S'il s'agit d'un paysage non vécu, la relation est différente : c'est la perception sensible de l'environnement. Cette dualité pose le problème de la création architecturale et urbanistique dans un milieu où le décideur ne peut vivre et qu'il impose à ceux qui vont y résider. (Bailly, 1977, p. 25)

Cependant, l'élaboration des notions de significations et de symbolisme dans la représentation spatiale revient principalement à Ledrut (1973). En effet, ce dernier, reconnu comme le principal critique de l'approche environnementaliste (Jodelet, 1982), fut le premier à distinguer l'image de la ville qui émane du comportement perceptif de celle qui ressort de « l'imaginaire urbain » qui elle, se réfère aux significations sociales des lieux : « On est bien dans un monde de "significations" mais plutôt celui des signaux que celui des symboles, celui des indices et des repères que celui des expressions » (Ledrut, 1973, p.27). Avec son célèbre ouvrage

intitulé *Les images de la ville*, Ledrut vient alors marquer un profond changement d'orientation théorique et méthodologique dans le domaine des représentations socio-spatiales. La réflexion qu'il développe autour du *symbolisme urbain*, se base sur une méthode sémantique. Ce type de représentation porte par exemple sur le symbolisme des limites (culturelles, historiques) et des quartiers, le magnétisme du centre, l'opposition entre centre-périphérie, la différenciation entre quartiers de *bonne* et *mauvaise* réputation (même si elles ne correspondent plus tout à fait à la situation actuelle). Cette approche, qui sera enrichie par la suite par d'autres études, aborde la ville comme un *champ de significations* (Ledrut, 1990 ; Morisset et al., 1999, Noppen, 1995). Elle privilégie principalement le processus de construction de l'image sociale de la ville et traite cette dernière comme un mythe. Selon Morisset (1999), la ville, au-delà de sa matérialité (bâtiments, rues, espaces publics, etc.) est une entité virtuelle, une image mentale, dans laquelle on se représente ou qu'on représente un territoire particulier. Pour Mercier, Morin et Parazelli, la ville est avant tout le reflet de l'esprit de la société qui l'a créée :

La ville serait une matière pétrie de représentations, de symboles et de mythes. Selon, cette perspective, la raison d'être de la ville déborderait l'usage direct que l'on en fait. Le sens de la ville résiderait aussi et peut-être surtout dans l'émotion qu'elle provoque, dans ce qu'elle nous fait croire, dans ce qu'elle nous fait craindre et espérer, dans l'optimisme ou le pessimisme qu'elle inspire. En d'autres termes, la ville serait ce qu'elle est parce qu'on se l'imagine. Car notre manière d'agir dans et sur la ville serait à la mesure de cette imagination qu'elle éveille en chacun de nous. Par l'entremise de notre imagination, la ville se connecte donc directement à l'imaginaire, c'est-à-dire "l'instance où, en deçà des événements, de la culture matérielle, des idéologies et des institutions, se forge le sens des gestes, des mots et des choses". (Mercier, Morin, Parazelli, 1999, p.209)

Soulignons que cette approche est fortement utilisée en géographie culturelle (Anderson et Gale, 1992 ; Bédard, 1987 ; Bell et Valentine, 1997 ; Claval, 1984 ; Géronimi, 2003 ; Keith et Pile, 1993 ; Mercier et Ritchot, 1996 ; Racine, 1981 ; Sanguin, 1981) et en anthropologie (approche plus connue sous le nom de *la construction sociale de l'espace* ; Low, 1996). Elle est également présente dans les études en tourisme urbain. Dans ce domaine, c'est au sociologue américain Dean Mac Cannell (1976) qu'on doit la théorie de la « sacralisation » d'un lieu à des fins touristiques. Selon ce chercheur, aucun site, ni paysage ou artefact n'est



naturellement touristique, ils le deviennent après mythification. Morisset (2000) qui a adapté ce modèle théorique aux paysages bâtis patrimoniaux, insiste sur le recours au discours interprétatif pour créer la « notoriété » des ensembles bâtis touristiques. Un discours « qui aborde les représentations symboliques du lieu en le transformant en un paysage *désirable* » (Géronimi, 2003, p.42). On affirme que c'est autour d'un mythe (qui peut surgir à partir d'un vaste matériel sémantique) que les villes se sont constituées comme nouveaux territoires touristiques. L'étude de Gilberd et Hancock (2000) a prouvé, d'ailleurs, que c'est dans cet esprit que plusieurs villes - dont l'image n'était guère séduisante - se sont vues redorer une image. D'autres recherches ont également confirmé cette hypothèse en démontrant que les significations de l'espace sont susceptibles de variations même si rien ne change dans leur aspect physique. Concrètement, cette approche s'oriente sur le décodage des images qui surgissent des différents médiums de représentations (journaux, romans, cinéma, théâtre, photographie, caricature, peinture, récits de voyages, guides touristiques, cartes postales, plans d'aménagement, etc.) et qui révèlent, informent, alimentent, voire façonnent la vision de la ville que se forment les collectivités. Elle permet ainsi de mettre en exergue les idées que se font les différents représentants sur la ville comme milieu de vie ou artefact. Selon Bailly (1995) et Morisset (1999), on peut distinguer trois genres de représentations de la ville selon la position de leurs représentants :

Représentants	Image
a- Ceux qui vivent la ville	image mentale de la ville
b- Ceux qui interprètent la ville	scripturale, picturale de la ville
c- Ceux qui planifient la ville	architecturale, urbanistique de la ville

La première représentation réfère à celle du citadin, qui avec sa culture, son histoire, son genre de vie, son sexe, son âge, sa classe sociale, produit un monde complexe de représentations intersubjectives et donne un sens aux espaces vécus. La deuxième représentation émane de la fortune critique qui se manifeste à travers différentes formes littéraires et artistiques : il s'agit de la ville racontée par l'historien,

la ville donnée à lire par le visiteur étranger, la ville mise en scène par le cartographe, le cinéaste, le dessinateur, le graveur, le peintre, etc. Enfin, la dernière est celle des experts de l'aménagement et des producteurs de l'espace tels que les urbanistes ou les politiques et qui diffère des précédentes dans la mesure où elle porte sur quelque chose qui n'existe pas : c'est l'imaginaire des projets, à l'origine d'utopies ou de décisions de planification. En somme, l'image de la ville peut prendre plusieurs formes, elle peut être « *portrait, figure, modèle*, selon le niveau d'abstraction, de *schématisation* que l'on prend en compte » (Ledrut, 1973, p.18). Cependant, Morisset (1999) et Bailly (1995) insistent sur le fait que ces différentes représentations ne se forment pas indépendamment les unes des autres, mais s'alimentent mutuellement. Enfin, il faut remarquer que, contrairement à la tendance environnementaliste, cette approche ne se contente pas uniquement d'étudier l'imagerie urbaine du citoyen, mais celles qui émanent d'autres sources qui ne sont pas nécessairement liées à la pratique spatiale, à l'usage et au vécu, mais qui nourrissent tout autant l'imaginaire urbain collectif.

### 1.3 CADRE CONCEPTUEL

S'il existe plusieurs travaux sur les représentations sociales de l'espace urbain, on compte, cependant, très peu d'études sur les représentations rattachées aux quartiers centraux affectés par le phénomène de gentrification. Bien entendu, les tenants de l'approche socioculturelle ont signalé l'apparition, durant les années 1970-80, d'«une nouvelle image de l'espace ancien» basée sur « une série de valeurs » (Bourdin, 1984, p.11-12). Toutefois, dans la plupart des cas, les auteurs se contentent d'énumérer ces valeurs sans donner plus de précisions sur leur définition et la raison de leur émergence. Devant cette lacune, il nous a semblé essentiel, avant de procéder à l'analyse de notre étude de cas (le Plateau Mont-Royal), d'aborder en profondeur ces valeurs culturelles - quelles soient anciennes ou récentes - sur lesquelles s'est appuyée la représentation postmoderne du quartier central. Considérant que la connaissance de telles valeurs est indispensable pour une meilleure compréhension du phénomène du « retour à la ville », nous avons

construit un cadre conceptuel<sup>4</sup> autour de la question. Pour ce faire, nous avons fait appel à plusieurs champs de connaissances telles que la sociologie urbaine, la géographie culturelle ou encore l'histoire architecturale et urbaine. La section suivante présente ainsi cette élaboration théorique qui tente d'établir des liens conceptuels entre différents univers disciplinaires.

### **1.3.1 La revalorisation de la « vie urbaine » : une réaction à l'urbanisme moderne (valeur d'urbanité)**

Pour plusieurs auteurs, le regain d'intérêt pour la vie urbaine - après avoir été dévalorisée dans la période précédente - est née de la prise de conscience sociale des ravages causés par l'urbanisme d'après-guerre qu'ont connu les villes occidentales (Bourdin, 1984 ; Lévy, 1987 ; Rémy, 1983). En effet, les années 1960 et 1970 sont le théâtre de nombreuses revendications et de mouvements contestataires urbains, tant en Amérique qu'en Europe. On s'interroge sur le type de développement urbain dominant, héritier de l'urbanisme fonctionnaliste, soumis aux forces du marché et qui impose une organisation spatiale très éclatée. Plusieurs critiques se sont dressées contre l'urbanisme moderniste lui reprochant d'avoir cherché, en faisant table-rase de l'héritage historique, à faire disparaître ce qui fait que la ville est un « milieu de vie » : sa diversité sociale et fonctionnelle, son dynamisme, la sociabilité qu'elle permet et met en scène. Les pouvoirs publics ont également été accusés d'avoir trop souvent été au service des promoteurs et pas assez au service des citoyens. De nouveaux partis politiques naîtront revendiquant une « ville pour les citoyens » et la participation publique. On assiste également à l'émergence d'une nouvelle pensée plus « engagée » socialement se manifestant en autres en planification urbaine et régionale (concept d' « advocacy planning »).

Il faut également rappeler que la constitution de ce mouvement donna souffle à de nouvelles conceptions urbanistiques qui prirent la ville traditionnelle (sa forme et son contenu) comme référence. Ces théories marqueront profondément la pensée des

---

<sup>4</sup> Ce cadre conceptuel a fait l'objet d'une publication, à savoir Benali (2005).

aménagistes postmodernes. Parmi elles, on retrouve l'approche dite la plus conservatrice qui prêche pour le retour total à la forme ancienne de la ville et de son respect. Elle vante les charmes, les qualités visuelles, les qualités d'ambiance et de confort de la ville du passé (Cullen, 1961; Krier, 1980). Ce courant de pensée se caractérise par une vision esthétique, une contestation du progrès, une volonté de réification de la culture du passé et une obstination à vouloir momifier la ville ancienne ou à en faire une ville-tableau. Il place, en fait, l'espace de centralité, auquel on reconnaît toutes les valeurs, comme un territoire à défendre. D'ailleurs, il nourrira largement le mouvement patrimonial. Une autre école de pensée, plus conciliatrice que la première, fera son apparition en force en Italie et en France, connue sous le nom de la typo-morphologie (Aymonino et *al.*, 1966; Caniggia et Maffei, 1979; Castex et *al.*, 1980; Conzen, 1978; Muratori et *al.*, 1963; Panerai et *al.*, 1980; Rossi, 1982). Cette approche ne consiste pas à mettre en lumière toutes les traces de l'histoire, mais cherche à travers l'étude historique de l'espace urbain traditionnel (logiques de constitution et de transformation, sédimentation, superposition des structures urbaines, etc.) des éléments de références pour assurer la continuité et le contrôle morphologique de la ville.

D'autres penseurs privilégieront davantage la recherche de *l'urbanité traditionnelle* (contenu) qu'un retour systématique au modèle (forme). Ce principe du retour à l'urbanité a été essentiellement défendu par les *culturalistes* qui se sont intéressés à la ville dans sa globalité. Selon eux, les faits sociaux de la ville priment sur son organisation physique. Une des figures les plus importantes de ce courant nostalgique de la ville « conviviale » est Lewis Mumford (1964). Disciple de Patrick Geddes, Mumford est l'un des plus importants critiques acérés du développement urbain moderne. Redoutant la suburbanisation généralisée à laquelle il prévoit un destin catastrophique, Mumford plaide pour une ville équilibrée, de dimension restreinte, une ville qui demeure le théâtre de l'action sociale. Ce mouvement de pensée fut popularisé par les travaux de Gutkind (1962) et de Jane Jacobs (1961) qui firent l'apologie de l'urbanité ancienne, de la rue comme espace social. Citons également les importants travaux de Lynch (1960, 1984) portant sur les centres-

villes qui mettent en exergue leurs éléments de lisibilité qui assurent le bien être physique et psychologique des habitants. En France, Lefebvre (1968) avec *Le droit à la ville* marque un tournant important dans la pensée urbanistique. Lefebvre défend l'idée qu'en plus des besoins anthropologiques de base (sécurité, certitude, aventure, travail, échange, etc.), il faut prendre en compte le besoin de ville et de vie urbaine, c'est-à-dire le besoin de lieux qualifiés, de simultanéité, de rencontres, où l'usage ne passe pas par la valeur d'échange, le commerce et le profit. Sa réflexion urbanistique vise la connaissance et la reconstitution des capacités intégratives de l'urbain ainsi que les conditions de la participation pratique, en d'autres termes, l'objet des études urbaines doit être l'urbain, où passé, présent et possible ne se séparent pas. En somme, spécialistes et populations habitantes ont tous dressé durant ces années un véritable plaidoyer en faveur du centre de la ville et de sa diversité fonctionnelle et sociale :

L'intérêt se porte vers tout ce qui rendait la ville et la vie urbaine plus aimables ou moins agitées, plus conviviales surtout. La recherche des solidarités et des lieux où celles-ci étaient sensées se forger est troublante : l'agora, le forum, la piazza ou plaza, la place, la rue, sont considérées comme ayant l'échelle optimale pour susciter cette démocratie du coude à coude et de la rencontre quotidienne. C'est bien d'une apologie de la vie quotidienne qu'il s'agit alors. L'intérêt va ainsi vers des époques où la ville était *œuvre* avant d'être *produit*, et, pour reprendre des formules qu'Henri Lefebvre a contribué à vulgariser, où les *valeurs d'échange* n'avaient pas encore fait disparaître les *valeurs d'usages*. (Lévy, 1987, p.44)

### 1.3.2 Le centre-ville, un « espace de consommation culturelle et ludique » (valeur culturo-ludique)

Selon Zukin (1998) et Molotch (1996), l'attractivité des centres urbains repose en grande partie sur leur « économie symbolique » qui s'est déployée ces dernières années en réponse aux nouveaux styles de vie. Ils remarquent qu'à l'âge postmoderne, l'art, le ludique et le culturel tiennent une place prépondérante. La ville postmoderne se caractérise par une diversité d'espaces de « consommation culturelle », tels que les restaurants de cuisine exotique, les clubs, boutiques, galeries d'art, coffee bars, pubs, etc. Zukin met également en évidence l'émergence du tourisme urbain culturel, qui a pris une ampleur sans précédent et qui est devenu

un important facteur de développement économique. Au sommet de la hiérarchie urbaine culturelle, New York, Paris et Londres ont su s'imposer comme de véritables « capitales culturelles » avec leurs boutiques de luxe, les spectacles et les événements médiatiques (mode, cinéma, etc.) qui s'y tiennent. Zukin note que les stratégies de développement culturo-économique prennent plusieurs formes, passant de la valorisation patrimoniale, à la création de zones récréatives ex-nihilo (musées, festivals de musique, de cinéma etc.). C'est sur ce mode culturel que les villes internationales, sensibles à leur image dans un contexte de compétition économique, misent pour se distinguer et asseoir leur spécificité (villes historiques comme Paris vs villes avant-gardistes comme New York). L'économiste américain Florida (2002) va jusqu'à soutenir que les villes les plus florissantes sont celles qui misent précisément sur ce type d'activités et lieux, capables d'attirer des travailleurs à haut niveau d'éducation et talentueux qui cherchent à vivre dans une atmosphère propice à la créativité et où règne un « bien-être urbain ». Pour Zukin, cette « économie symbolique » des centres urbains a sensiblement modifié le paysage urbain tant sur le plan fonctionnel qu'esthétique.

### **1.3.3 L'aspect de tolérance des quartiers centraux (valeur morale) :**

Plusieurs auteurs se sont appuyés sur le concept de la ville comme espace d'émancipation pour expliquer la gentrification des quartiers centraux. Si ce concept est contenu implicitement dans les études de Ley (1996) et Butler (1997), il est plus explicite dans la recherche de Caulfield (1994). En effet, l'étude de Toronto de Caulfield aborde le centre-ville comme un espace d'émancipation et la gentrification comme une pratique sociale d'émancipation, une forme de contestation sociale aux patterns institutionnels dominants. Selon lui, si les centres anciens sont élus milieux de vie par les gentrificateurs (surtout les groupes dits en « marges ») c'est parce qu'ils permettent la « différence », la « tolérance » et l'expression des libertés individuelles. La ville reconnaîtrait plus facilement les droits politiques et civiques (concept déjà élaboré par A. Lees, 1985). Pour Caulfield, l'ambiance de tolérance est due au côtoiement et aux rencontres fréquentes des « différentes » personnes

que le centre-ville, comme territoire restreint, occasionne. Cette idée avait déjà été mise en avant par les géographes féministes (comme Rose, 1987), qui expliquaient l'attrait des quartiers centraux notamment par l'ambiance de « tolérance » qu'on y trouve et qui était recherchée par les ménages non conventionnels (ménages biraciaux, ménages homosexuels, ménages monoparentaux, etc.).

Cependant, ce plaidoyer de Caulfield en faveur des centres urbains a été vivement critiqué par d'autres auteurs qui y ont vu plus un idéal urbain (des centres où triompheraient la mixité, l'assimilation et l'intégration) qu'une réalité. Lees (2000) rappelle que les groupes de gentrificateurs n'ont pas tous nécessairement ce « désir » de cohabitation diversifiée (mis en avant dans la thèse de Caulfield), comme le prouve également l'étude de Butler et Robson (2001) sur Londres. Zukin (1995) note que les réticences envers les *étrangers* (définis ici comme personnes différentes socialement) a même permis la formation de quartiers « enclaves » fortement typés du point de vue de l'appartenance sociale, de l'origine ethnique ou de la tendance sexuelle. Il existerait une sorte de ségrégation urbaine au sein même du territoire gentrifié. Ces critiques reprennent, en quelque sorte, l'idée de l'écologie urbaine (École de Chicago) selon laquelle les groupes sociaux (dans ce cas, les gentrificateurs) rivalisent entre eux, selon leurs moyens, pour l'espace et se regroupent entre eux selon certaines affinités, ce qui donne une répartition résidentielle différenciée par statut socio-économique et par appartenance culturelle. L'auteur le plus opposé à la thèse de Caulfield est Smith (1996) qui considère le centre-ville, non pas comme un espace d'émancipation, mais au contraire, comme une zone de combat entre les classes aisées et les classes défavorisées et où s'établissent des lignes de démarcation socio-spatiale (« urban frontier »). À l'opposé de la thèse de la ville « émancipatrice », la thèse de la ville « revanchiste » de Smith se concentre sur le « désir d'accaparement » territorial de l'élite et sur ses conséquences *violentes* sur les populations originaires. La gentrification est alors perçue comme une pratique d'injustice sociale (déplacement des populations en situation de précarité économique).

En revanche, force est d'admettre que la ville, comme l'affirmait Grafmeyer (1994), même organisée en « ghettos », provoque des occasions d'interactions ou des situations de cohabitation, qu'elles soient souhaitées ou subies, susceptibles de créer une « ambiance de tolérance » à laquelle Caulfield réfère. On ne peut nier ce que Grafmeyer nomme *l'effet de contexte* auquel aucun citoyen ne peut être indifférent. De plus, les modalités de cohabitation peuvent différer d'un contexte urbain à un autre (pacifiste vs conflictuelle). Certes, la proximité physique n'est pas le garant de la proximité sociale, mais la cohabitation de populations hétérogènes dans le même espace peut aussi bien aviver les tensions que favoriser les relations cordiales et les influences mutuelles. D'ailleurs, les études de Goldberg et Mercer (1980 ; 1986) avaient déjà remis en cause le modèle ségrégatif de la ville nord-américaine qu'on voulait universalisant, en démontrant les différences contextuelles entre villes canadiennes et villes américaines. Selon ces auteurs, la vie dans les centres urbains canadiens était plus attrayante que dans le cas des États-Unis, grâce, entre autres, à la « culture urbaine » des canadiens et à leur tolérance vis-à-vis de la diversité sociale et ethnique.

#### **1.3.4 La revalorisation du patrimoine urbain : une quête de sens pour la postmodernité (valeur patrimoniale)**

Certains chercheurs (Bourdin, 1984 ; Chastel, 1980 ; Germain, 1988 ; Lévy, 1987 ; Mercier, 1988 ; Noppen et Morisset, 1997 ; Schiele, 2002) s'attachent davantage à dire que cette réappropriation collective des quartiers centraux s'appuie sur la reconnaissance sociale du patrimoine urbain et de la nécessité de sa préservation. Les années 1970 et 1980 se caractérisent par l'introduction du concept de patrimoine et de l'historicité dans la conception de la ville. Prenant comme acquis que le patrimoine est une construction sociale, ces auteurs s'intéressent particulièrement à la signification et au sens conférés au patrimoine au tournant des années 1970, une période charnière de la valorisation spatiale. La question du sens leur est primordiale, car selon eux, si la patrimonialisation est un marquage de l'espace, elle témoigne encore plus des nouvelles représentations sociales de



l'espace. Ce n'est donc pas la matérialité (ou l'immatérialité) de l'objet qui compte, mais sa charge symbolique (commémoration, appréciation, rejet, etc.). Pour saisir le phénomène patrimonial, il est alors impératif de le relier au champ des significations qui lui donne sens et fonde sa concrétisation. Le patrimoine qualifie avant tout une attitude sociale (Chastel, 1980), il est une façon de penser le monde et de se penser dans le monde (Schiele, 2002). Pour la plupart des auteurs, le patrimoine est avant tout un regard, un regard orienté qualifiant un rapport au temps et à l'espace. Cependant, la question du rapport à la temporalité ne semble pas faire l'unanimité et soulève plusieurs controverses. Si Davallon (2002) suppose que c'est la projection vers le passé qui sous-tend l'appropriation symbolique du patrimoine, Schiele avance que c'est la relation avec le futur qui est déterminante. Ce dernier part de l'hypothèse que le regard contemporain porté sur le patrimoine convoque le passé pour interpellier et se prémunir contre l'avenir :

Le passage d'une société de la connaissance à une société de l'innovation entraîne une déstabilisation perpétuelle du présent. Ce changement se produit en conjonction avec un reflux des idéaux des Lumières et l'incertitude dont s'accompagne cette dissolution des repères. Le passé apparaît alors comme une valeur refuge et un moyen de conjurer le futur et de fixer, ne serait-ce que temporairement, une impermanence sur laquelle la société n'a plus de prise. (Davallon, 2002, p.10)

L'idée du désenchantement contemporain et de la crise des valeurs à laquelle Schiele fait allusion est largement partagée par plusieurs auteurs (Bourdin, 1984 ; Castells, 1996, 2000 ; Chastel, 1980). La revalorisation du patrimoine serait alors une réponse à notre temps, caractérisée par le doute et l'inquiétude face à un futur incertain suscités par les mutations politiques, économiques, socioculturelles, scientifiques et technologiques. Les tenants de cette approche placent, en fait, la perte de sens comme un enjeu du patrimoine contemporain. Ils partent du postulat que notre postmodernité, souvent définie comme un espace d'instabilité dépourvu « d'horizons moraux » (Lyotard, 1979), convoquerait les formes du passé pour redonner sens au présent et au futur. Laidi (1997, tiré de Schiele 2002) voit que ces mutations ont permis progressivement une recomposition de notre relation au temps et à l'espace. Pour Chastel (1980, p.113), le mouvement patrimonial est un repli réactionnel face aux changements modernes : « L'âme moderne souffre d'une

tendance schizophrénique qui ne s'est jamais atténuée, la valorisation des formes anciennes s'intensifient au fur et à mesure que les développements modernes, mécaniques, industrialisés les dérangent davantage ». Bref, selon cette thèse, la patrimonialisation se présente comme une quête de sens devant un contexte social en mutation ou en crise, où les repères traditionnels auraient disparu sans qu'il y ait d'autres de substitution.

Toutefois, une tendance moins alarmiste que la précédente (Bourdin, 1984 ; Lévy, 1987 ; Morisset, 1995) et dans laquelle nous nous inscrivons, considère que notre époque vit la fin de la philosophie des Lumières en même temps que sa réussite. Un changement dans la civilisation occidentale n'entraîne nullement l'image de la faillite, du grand saut d'un monde à un autre, mais plutôt une remise en cause de l'ensemble des catégories fondamentales qui nous servent à penser le monde. De plus, le recours à l'histoire n'est pas propre à notre époque, on retrouve ce mouvement pendulaire dans l'histoire des idées. En effet, on note plusieurs similitudes lorsqu'on compare notre époque, qui succède à une phase de croissance économique, à celles qui vinrent après les vigoureux développements de la Révolution Industrielle à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. L'évocation contemporaine des quartiers anciens relève de cette même démarche empreinte de nostalgie propre à d'autres périodes historiques (comme la Renaissance avec l'antiquité gréco-romaine ; la Révolution industrielle avec le classicisme). On remarque surtout que la quête du passé surgit souvent suite à d'intenses productions du cadre bâti et d'urbanisme modifiant sensiblement le paysage urbain. Cependant, Bourdin souligne qu'à la différence des autres époques, les attitudes contemporaines se contentent d'évoquer le passé sans chercher des références aux origines proprement dites. On s'attache davantage aux valeurs incarnées par ce passé (valeur d'ancienneté, d'historicité, d'authenticité, etc.) qu'aux modèles morphologiques :

Ce triomphe n'inaugure-t-il pas en fait une période de grande instabilité ? Conséquence logique et ultime d'un processus, n'en est-il pas aussi la crise ? Alors, une autre hypothèse prendrait corps, celle d'une tentative désespérée ou conquérante pour réintroduire le sens d'un dispositif qui l'a complètement évacué. Au lieu de

proposer des valeurs de substitution, condamnées par avance, on tenterait de recréer un cadre de référence, sous la forme d'une image des origines. Cette réaction, de plus vaste portée qu'on le disait à l'instant, rappelle, mutatis mutandis, la Renaissance qui, elle aussi, allait chercher un modèle dans le passé. Dans les attitudes actuelles, il n'y a guère de véritables références aux origines. L'ancienneté, l'historicité, le naturel se suffisent à eux-mêmes, et la sagesse ou le bonheur de nos pères, lorsqu'on les évoque, n'apparaissent que dans un halo intemporel. (Bourdin, 1984, p.23)

Selon cette perspective, notre époque est plutôt envisagée comme une « renaissance », à savoir « à la fois une rupture d'avec le présent disqualifié, une réforme plus ou moins draconienne de ce présent, et un ressourcement fondamentaliste à quelque modèle passé » (Durand, 1996a, p.175).

### **1.3.5 La réappropriation du patrimoine bâti : une quête de statut social (valeur du statut résidentiel)**

Pour plusieurs auteurs (Castells, 1997 ; Noppen, 1995 ; Schiele, 2002), la revalorisation du patrimoine urbain constitue également un enjeu identitaire. Ils soulignent le rapport entre les identités collectives et l'espace urbain historique. Le patrimoine bâti, perçu comme un moyen pour établir une relation mémorielle avec le passé, est porteur de significations particulières : forme tangible de l'héritage collectif, il évoque l'identité d'un groupe, d'une société, d'une nation, d'une civilisation. La glorification des *lieux de mémoire* répond à une volonté d'affirmation sociale et de reconnaissance des appartenances et des identités communautaires. Elle se veut surtout l'écho d'une protestation contre l'uniformisation et la standardisation culturelle, « une aspiration à retrouver ou à conforter le sens des racines, des origines » (Arpin, 2002, p.24). D'une manière générale, le paysage urbain historique, réinvesti par les collectivités, joue un rôle de caractérisation identitaire, tel que noté par Noppen (1995, p.7) : « L'affirmation de l'identité de celles-ci, certes, s'associe souvent à quelque forme bâtie manifestant parmi d'autres l'originalité ou la spécificité de ces collectivités ; mieux, tous admettent que la stricte morphologie du paysage architectural participe à la reconnaissance des caractéristiques définitoires du groupe, du peuple ou de la nation ».

Dans le cas des quartiers anciens centraux, Germain (1984) souligne que ce sont essentiellement les couches moyennes, soucieuses de valoriser leur capital culturel, qui investissent les quartiers patrimoniaux, jugés comme lieux prestigieux et propices pour se distinguer comme groupe social. Selon Rémy (1983, p.314), cette catégorie sociale cherche, à travers son association à ce type de milieu, à se construire une identité symbolique révélant leur position sociale, ou ascension sociale : « En effet, la classe moyenne peut être définie comme une position sociale de transition qui cherche à dissocier son groupe de référence de son groupe d'appartenance et à se construire un passé et une identité enracinée ». Il semblerait que l'attitude de ces couches moyennes s'apparente de près à celle de la bourgeoisie, ce qui probablement explique le fait qu'on l'ait qualifiée de *nouvelle petite bourgeoisie* (Rémy, 1983). En effet, la bourgeoisie, remarquent Pinçon et Pinçon-Charlot (1989, 2001), construit son identité sociale à partir de la réputation rattachée aux quartiers prestigieux. Habiter le « beau quartier » consacrerait la réussite sociale et valoriserait l'image de soi :

Les qualificatifs utilisés pour désigner les différentes parties de la ville sont en principe d'images positives, ou négatives, qui s'appliquent à la fois à une fraction déterminée de l'espace urbain et à ses habitants. Habiter les "beaux quartiers" constitue un "stigmat" positif, valorisant le lieu de résidence et donc le résident lui-même. Il y a un pouvoir de la nomination, qui est à l'œuvre dans les conversations, les textes littéraires, les guides touristiques, les articles de presse ou les publicités immobilières. [...] Il existe ainsi, sous de multiples formes et avec les supports les plus divers, un rappel incessant de l'excellence supposée induite par le fait de résider dans les espaces privilégiés. [...] Les classements sociaux passent ainsi par des classements spatiaux qui, comme tout classement, contribuent à doter les agents classés des propriétés qui en organisent le tri. (Pinçon et Pinçon-Charlot, 1989, p.44-45)

Que ce soit dans le cas de la bourgeoisie (Pinçon et Pinçon-Charlot, 1989) ou celui des couches moyennes (Bourdieu, 1984 ; Jager, 1986), la mise en scène architecturale des « beaux quartiers » (par le traitement architectural, l'aménagement paysager, l'esthétique urbaine, les commerces de luxe, etc.) constitue une traduction spatiale de la volonté d'exprimer sa position sociale. L'espace agit alors comme un élément de différenciation et de démarcation sociales :

L'organisation urbaine et les aspects architecturaux des beaux quartiers donnent à ceux-ci leur spécificité sociale et leur pouvoir de redoubler les effets de la ségrégation spatiale, par l'esthétique des formes urbaines, leur symbolique sociale, les "goûts" qui s'expriment dans les aménagements publics ou privés et jusque dans les vitrines offertes au regard du passant, par tout cet environnement muet et formidablement bavard de la vie quotidienne. Les commerces locaux construisent quotidiennement et à longueur de rue l'image d'un certain mode de vie. (Pinçon et Pinçon-Charlot, 1989, p.47)

Jager (1986) précise un élément important : la forme architecturale et urbaine n'affirme pas seulement le rang social, mais en détermine les limites : un changement dans l'échelle sociale suppose un changement de lieu de résidence. De plus, Jager insiste sur l'interrelation entre la définition de la classe moyenne et celle du cadre bâti historique. L'environnement bâti est à la fois contrainte et expression des relations sociales. Il reflète le changement social et le structure en même temps. En somme, le rapport entre l'espace et les sujets n'est pas unidirectionnel (il peut être le déterminant, le véhicule, le résultant, la cause ou l'effet des quêtes identitaires, selon Noppen, 1995). Dans cette perspective, la présence de cette catégorie sociale aurait elle aussi un impact sur l'identité du quartier. L'appropriation et l'occupation des lieux historiques par les élites permettent au patrimoine bâti d'acquérir une dimension symbolique et idéologique. En outre, sa conservation participe également à la valorisation de ceux qui l'initient. Cette idée vient conforter la thèse de Duarte (2000) selon laquelle la représentation sociale fonctionne en boucle et comporte deux dimensions interreliées : la représentation comme l'effet d'une forme urbaine sur une forme sociale et celle comme l'effet inverse, c'est-à-dire comme l'impact d'une forme sociale sur une forme urbaine. Ainsi la valorisation urbaine entraîne une valorisation sociale qui elle-même entraîne une valorisation urbaine et vice-versa. Cela dit, comment expliquer l'inclination de la classe moyenne pour les formes historiques ? Jager évoque à ce sujet les « goûts » esthétiques articulés autour de la notion *d'histoire*. Selon lui, le « modèle formel » se caractérise par l'évocation de l'histoire qui elle-même est associée au prestige. L'histoire est alors une valeur que la classe moyenne partage avec la bourgeoisie (Pinçon et Pinçon-Charlot, 1989 ; 2001). Sinou (2001) nous apprend que cette sensibilité des élites envers les témoignages physiques du passé n'est pas récente mais qu'elle s'est

construite au fil des époques. Les idéaux morphologiques remontent à la Renaissance italienne où les artefacts historiques (gréco-romains), ayant acquis une nouvelle signification, devenaient l'apanage des élites aristocratiques et savantes (souverains, Église, architectes, historiens, peintres, etc.) qui s'étaient placées comme gardiennes de l'héritage collectif et du génie de leurs peuples. En se manifestant dans d'autres époques (notamment au Moyen âge et XIX<sup>e</sup> siècle), le modèle se consolide pour devenir l'emblème même de la nomenclature urbaine. S'il portait à ces époques des enjeux philosophiques et politiques, il sous-tend au XX<sup>e</sup> siècle un enjeu identitaire. Il s'agit d'une consommation et reproduction de l'histoire à des fins de démarcation sociale. Pour Jager, l'appropriation des environnements patrimoniaux est une appropriation *trionphale* car elle suppose que seule une certaine catégorie sociale a le privilège d'acquisition. La question de rareté et d'exclusivité de l'objet historique confère à son acquéreur du prestige, ce qui devient un facteur de valorisation (se mesurant notamment au nombre d'objets collectionnés : meubles antiques, tableaux anciens, vaisselles, etc ; Pinçon et Pinçon-Charlot, 1989). Cette démarche repose sur un processus social mental cumulant l'idée de l'exception et de l'unicité, qui marque la supériorité de la classe sociale détentrice sur les autres. Pinçon et Pinçon-Charlot (1989 ; 2001) rajoutent que la bourgeoisie, dans le contexte européen, affectionne les formes historiques pour les valeurs d'ancienneté et d'authenticité qu'elles incarnent, des valeurs auxquelles elle s'associe pour se légitimer et se distinguer des nouvelles fortunes (ligne de partage entre vieilles et jeunes bourgeoisies).

### 1.3.6 Notre modèle interprétatif

À la lumière des considérations théoriques susmentionnées, nous pouvons établir un modèle basé sur sept valeurs dont un quartier peut se trouver investi, susceptibles de lui assurant sa notoriété. Rappelons que ces valeurs relèvent de la *représentativité*, c'est-à-dire de la représentation de l'objet que se fait la collectivité. Il est important d'aborder ce modèle avec une approche systémique, à savoir celle qui considère un ensemble d'éléments comme un système où les constituants sont

reliés les uns les autres, si bien que, si l'un des éléments est modifié, l'équilibre du système est affecté (Ouellet, 1981). Cette approche qui soulève les limites de la méthode analytique cartésienne, appelle à une vision globale du phénomène pour saisir la réalité : « La division du problème en parties n'apporte rien, tant que l'art de diviser demeure inexpliqué. Il faut percevoir l'objet dans son environnement et faire de la compréhension de cet environnement, la condition de notre connaissance de l'objet » (Ouellet, 1981, p.4). Ainsi, l'énumération analytique des valeurs investies ne peut suffire à expliquer la signification rattachée au quartier, il est donc essentiel de prendre en compte également les liens et relations établies entre elles. L'idée forte sur laquelle se fonde le modèle proposé est que le processus de reconnaissance ou de notoriété d'un quartier central est lié aux variations du poids relatif de chacune des valeurs (qui elles mêmes sont stables, mais dont la connotation varie selon le contexte, l'espace-temps, la sensibilité contemporaine). Le degré de connotation des valeurs peut expliquer les résultats inégaux de la reconnaissance d'un quartier à un autre. Ayant été exposées dans les paragraphes précédents, les valeurs en question sont présentées ici d'une manière synthétique et serviront de cadre herméneutique pour l'interprétation de nos données :

- **Valeur topologique** : La valeur topologique est celle qui réfère à la localisation absolue du quartier (centralité, espaces naturels, densité de l'espace), à sa localisation relative par rapport aux espaces urbains (proximité aux lieux de travail, facilités de transport, accessibilité) et à sa localisation relative par rapport aux appartenances sociales. Elle se rapporte également à la définition des limites.
- **Valeur d'urbanité** : La valeur d'urbanité se rapporte à l'urbanité en tant que telle. Celle-ci est souvent associée à la mixité sociale, à la diversité fonctionnelle, à la diversité spatiale (espaces publics, lieux favorables aux rencontres et la sociabilité) et à la dimension restreinte du quartier (forme compacte).

- **Valeur d'usage** : La valeur d'usage réside dans la capacité d'un quartier à s'adapter à un usage actuel et aux conditions contemporaines. Elle se rattache aussi à sa multifonctionnalité et aux changements physiques et économiques induits par les interventions urbanistiques (restauration, réhabilitation, aménagement du mobilier urbain, projets immobiliers, etc.).
- **Valeur patrimoniale** : La valeur patrimoniale est celle qu'on confère au cadre bâti ancien. Cette notion de patrimoine est flexible et se décline elle-même sous plusieurs valeurs, entre autres : la valeur d'ancienneté (appréciation du passé en soi, appréciation d'une apparence ancienne avec ses dégradations), la valeur historique (appréciation d'une œuvre qui corresponde à un moment particulier de l'Histoire humaine), la valeur d'art (qualités esthétiques) et la valeur identitaire (reconnaissance et caractérisation d'un groupe ou d'un peuple à travers le bâti).
- **Valeur culturo-ludique** : Cette valeur est celle qu'on attribue aux quartiers qui connaissent un dynamisme en raison d'une concentration élevée d'espaces de consommation ludique et culturelle.
- **Valeur morale** : Cette valeur renvoie au type de cohabitation des habitants du quartier. Le quartier peut être perçu soit comme un espace d'émancipation, de tolérance, un lieu de cohabitation pacifique entre différentes classes sociales ou ethniques, soit comme un espace de ségrégation urbaine, un ghetto, un lieu de discrimination socio-économique.
- **Valeur du statut résidentiel** : Cette valeur réfère à la différenciation sociale du quartier par rapport aux autres quartiers. Elle renvoie à la notion de distinction, de classe sociale et de prestige.



## CHAPITRE II

### STRATEGIE DE RECHERCHE

Dans le présent chapitre, nous présenterons en premier lieu l'objectif de recherche. Nous présenterons ensuite l'hypothèse émise à la lumière de la littérature théorique. Enfin, nous exposerons la méthodologie mise en œuvre (échantillonnage, type de traitement, mode analytique, etc.).

#### 2.1 OBJECTIF DE RECHERCHE

Comme déjà énoncé précédemment, le quartier retenu aux fins de cette recherche est le Plateau Mont-Royal, un quartier central communément reconnu comme l'exemple le plus éloquent de la gentrification montréalaise. La revitalisation urbaine dont il a bénéficiée durant les trente dernières années a constitué, pour plusieurs, une « réussite urbaine », tant sur le plan urbanistique que social. En effet, après le déclin des années 1950-60, il va connaître à partir des années 1970, une gentrification et une renaissance remarquable que certains auteurs qualifient même d'« exploit » (Knight, 1995). Notre recherche, qui s'inscrit dans l'approche socioculturelle, s'intéresse de manière générale, à retracer la symbolique urbaine qui fut rattachée au quartier durant cette période de renouveau. L'objectif principal n'est pas d'expliquer le phénomène de gentrification du quartier en tant que tel, mais de mettre en lumière l'imaginaire urbain qui fut susceptible d'influencer ce phénomène.

Nous voulons dégager l'univers idéal qui, parallèlement aux investissements physiques et économiques du lieu, a participé à sa régénérescence urbaine. Il s'agit de saisir comment son image a été façonnée et quelles ont été les significations qui lui ont été attribuées des années 1970 jusqu'au milieu des années 1990 (période correspondant au début et à la fin de la revitalisation urbaine axée sur la réhabilitation de l'habitat existant ; à partir de 1995, elle s'oriente vers la construction neuve<sup>1</sup>). Cependant, les documents auxquels les chercheurs peuvent recourir pour étudier les représentations sociales sont nombreux et variés. À titre indicatif, on peut citer quelques uns que Loubet del Bayle (1989) a identifiés comme principaux :

Les documents écrits :

- a- les documents publiés (documents officiels, non officiels, la presse)
- b- les archives (les archives publiques, les archives privées)
- c- les statistiques (techniques de dénombrement direct, la technique des indices, la technique de l'échantillon)

Les documents non écrits :

- a- les documents iconographiques (documents artistiques, les documents photographiques et cinématographiques)
- b- les documents phonétiques (documents relatifs à la communication orale : chansons, musique, discours, conversations, etc., qui sont enregistrés sur disque et bande magnétique)

En plus de la diversité des documents, le chercheur fait face à plusieurs types de représentations urbaines (émanant de ceux qui vivent la ville, de ceux qui interprètent la ville et de ceux qui la planifient) qui participent toutes à la formation de l'imaginaire urbain collectif. Devant l'impossibilité de couvrir l'ensemble de ces représentations, nous avons opté pour l'étude des représentations médiatiques, et précisément celles qui émanent de la presse écrite (faisant partie de celles qui interprètent la ville). Ce choix est motivé par le fait que les représentations

---

<sup>1</sup> Lire à ce sujet Rose (2004).

médiatiques, de par leur grande accessibilité, sont celles qui contribuent le plus à la formation de l'imaginaire collectif. De surcroît, la presse écrite constitue un lieu traversé par une variété de représentations, nous permettant ainsi d'entrevoir le discours des autres acteurs urbains (ceux qui vivent la ville, la planifient et l'interprètent), comme le précise Drouin (2004, p.23) : « Les articles de journaux, par le discours véhiculé, par les prises de positions exprimés, par la parole donnée (ou prise) par les acteurs, donnent accès aux représentations du patrimoine (et) de la ville ». Cependant, la presse doit, à cet égard, être prise comme une source de deuxième degré, car ces différents discours peuvent nous parvenir, selon les intérêts des journalistes (diffusion ou propagande), soit sous une forme objective soit sous une forme interprétative. En fait, s'il est communément admis que les médias occupent une place centrale dans la construction sociale de la réalité, il demeure que la nature de leur rôle reste un sujet controversé. Deux approches s'opposent quant à la question de leur objectivité (Rieffel, 2001). La première approche, qui recourt au concept de « sphère publique », considère les médias comme le « miroir » de la vie sociale, le médiateur objectif qui ne fait qu'exposer l'opinion publique et transmettre la marche du monde (Clauwert, 1999, Derville, 1999, Fiske, 1987 ; Gingras, 1999 ; Stuart, 1980). Pour les tenants de cette approche, la presse écrite est un moyen essentiel de réception et de diffusion des idées au sein de la société. En ce sens, la presse constitue pour le chercheur une source précieuse et d'une grande richesse à travers laquelle se reflète l'ensemble de la vie sociale et politique (Loubet del Bayle, 1989). Elle peut nous renseigner judicieusement sur les faits et les événements qu'elle relate et « fournit une documentation irremplaçable pour l'étude de l'opinion publique et de ses mouvements » (Loubet del Bayle, 1989, p. 104). Le premier à avoir soutenu cette thèse est le psychosociologue du siècle dernier, Gabriel Tarde (1901). En effet, dans sa théorie moderne de l'opinion, il plaça la presse écrite comme l'un des facteurs favorisant l'émergence et l'essor de l'opinion publique, un lieu de démocratie. De plus, il avance que les médias, grâce à la mondialisation des flux d'information qui porte le débat public à l'échelle planétaire, jouent un rôle de cimentation humaine et de pacification (atténuation de conflits grâce à la prise de conscience des individus des idées et points de vue

émanant de populations dispersées géographiquement). Gilbert et Brosseau nous donnent une excellente définition de cette pensée théorique :

Dans cette perspective, les médias constituent une « sphère publique », un lieu de délibération accessible, transparent et rationnel. Malgré leurs quelques défauts, ils agiraient comme un maillon fondamental du système démocratique. Les médias permettent en effet aux individus et aux groupes constitutifs de la société civile de s'exprimer. Ils offrent aux élus l'occasion de connaître les besoins et aspirations des citoyens, d'échanger avec eux, de répondre à leurs opposants. Ils leur permettent de soumettre les politiques publiques à l'approbation citoyenne. Selon ce point de vue, les médias seraient devenus le lieu de délibération par excellence sur les grands enjeux de société. C'est par leur intermédiaire que la plupart des problèmes se retrouvent sur la place publique, qu'ils sont discutés, débattus. En assurant la rencontre et la confrontation d'un éventail de points de vue sur tout un ensemble de questions pratiques et politiques et leur discussion rationnelle, les médias permettent la formation d'une opinion éclairée, fondement de la participation à la vie politique. Ce faisant, non seulement les médias contribuent-ils à l'exercice de la démocratie, mais ils en constituent un passage obligé. (Gilbert et Brosseau, 2002, p.521-522)

L'antithèse du premier modèle est celui de « l'appareil idéologique » qui nie toute neutralité aux médias (Bourdieu, 1994,1996; Sénécal, 1995) et qui les considère plutôt comme un « agent » des pouvoirs économiques et politiques, un outil de légitimation du pouvoir en place. Selon cette perspective, la « marchandisation » de l'espace médiatique conditionnerait fortement la représentation que les médias construisent des réalités sociales. Les lois du marché de l'information et l'exigence de rentabilité auxquels ils sont soumis, leur ôtent toute capacité de se poser comme une agora publique. Le « quatrième pouvoir » est alors envisagé comme un instrument totalitaire, exerçant une sorte d'agression symbolique sur le citoyen, un « monopole de fait sur la formation des cerveaux d'une partie importante de la population » (Bourdieu, 1996, p.16-17). Il s'agit bien ici d'un tribunal où les médias sont accusés de manipuler la pensée des individus, en amplifiant, dramatisant les événements (au nom du sensationnalisme rentable ou de l'activisme militant), en forçant la stéréotypisation et en légitimant certaines opinions au détriment d'autres. En somme, on les tient responsables de l'instauration d'un conformisme de pensée :

Les médias, la télévision en particulier, mais aussi les autres composantes du monde des communications à qui elle impose de plus en plus les règles du jeu, y sont vus comme des instruments de domination et de censure : parce qu'ils imposent un agenda, contrôlant les sujets dont on traite, la façon dont on les traite, les institutions et les groupes qui peuvent légitimement se prononcer sur la question ; parce qu'ils

excluent du débat celles et ceux qui ne détiennent pas à leurs yeux une parole légitime ; parce qu'ils orientent la production de l'information dans le sens de la conservation des valeurs établies, du *statu quo*, présenté comme le meilleur qui puisse exister de façon réaliste. [...] Le citoyen se trouverait de la sorte bafoué par les médias, qui, loin de lui offrir une possibilité de participer activement au processus démocratique, produisent son consentement à l'ordre établi par les logiques dominantes institutionnelles et marchandes. (Gilbert et Brosseau, 2002, p. 523-524)

En revanche, d'autres auteurs se positionnent à la croisée des deux visions, considérant les médias comme un lieu complexe de représentations (Cefai, 1996, Lochard, 1999 ; Rieffel, 2001). Pour Loubet del Bayle (1989), les médias sont à la fois un reflet de l'opinion mais aussi un instrument de formation de l'opinion. Ils sont, dans cette mesure, à la fois traces et moteurs de la dynamique imaginaire. Moscovici (1961) affirme que les médias sont le lieu principal où se « fabriquent » les représentations collectives. Pour Gingras (1999), le journalisme n'est jamais fixe, il vague souvent entre logique citoyenne et logique marchande. Selon Moscovici (1961), cela dépend des objectifs que se donnent les quotidiens : lorsque les médias visent uniquement *la diffusion*, l'information peut être neutre, mais lorsqu'ils servent *la propagation* et *la propagande*, l'information connaît alors une manipulation, un remodelage pour devenir une pensée toute faite, prête à être assimilée. Enfin, Gilbert et Brosseau (2002), quant à eux, sans adopter entièrement le raisonnement de Bourdieu, ni celui de la première vision jugée naïve politiquement (faisant abstraction des jeux de pouvoir constitutifs de la société), abordent le travail de construction de l'actualité comme le produit de multiples transactions entre les journalistes et les autres acteurs sociaux, le produit d'une confrontation d'un ensemble de contraintes :

Il dépend certes du média qui les embauche, inégalement soumis à la loi du marché, et dont l'autonomie varie. Il dépend aussi du statut du journaliste, de son expérience, de la rubrique dans laquelle il officie. Cela a été amplement traité (Tuchman, 1978 ; Bourdieu, 1994, Derville, 1999). Mais les structures auxquelles sont soumis les journalistes n'expliquent pas tout. La pratique journalistique doit être évaluée à la lumière du contexte particulier dans lequel elle s'insère. Le milieu a un profond effet sur le rôle politique des médias locaux et régionaux : tant les pratiques sociales constitutives de la localité que les tensions qui l'agitent et les relations qu'elle entretient avec d'autres lieux et d'autres espaces, à différentes échelles spatiales, et à divers moments dans le temps influenceront sur la place qu'ils occuperont sur le continuum sphère publique-appareil idéologique. C'est cette dimension de la question,

vers laquelle les géographes commencent à tourner leur attention (Klodawsky et *al.*, 2002), qui nous intéresse ici. (Gilbert et Brosseau, 2002, p.525)

Dans le domaine des études urbaines, ce n'est que tout récemment que la presse a été reconnue comme une source précieuse d'information sur le sens prêté à l'espace et un outil privilégié qui révèle non seulement des images de l'environnement mais aussi de véritables modes d'appréhension de l'espace (Delporte, 1999 ; Gilbert, 1986 ; Gilbert et Brosseau, 2002). À cet égard, notre recherche s'inscrit dans la lignée des études récentes en géographie sociale et culturelle qui se sont penchées sur le rôle des médias dans la sphère urbaine, à leur discours sur la ville, à leur pouvoir de façonner une image et à leur implication dans la prise de décision sur l'aménagement urbain<sup>2</sup>.

Si ces études révèlent aisément l'existence de liens étroits entre la presse et la ville, même complexes et ambigus (Parisi et Holcomb, 1994), notre recherche doctorale, quant à elle, ne tient pas à préciser la nature de ces liens, ni ne prétend mettre en lumière les intentions explicites ou inconscientes des journalistes, mais s'efforce uniquement de dégager l'image globale forgée du Plateau Mont-Royal, une image comprise comme la résultante d'une transaction entre les différentes représentations (celles des journalistes et des autres acteurs sociaux). Nous nous inscrivons ainsi dans la dernière approche susmentionnée qui adopte une position réconciliatrice. Sans ignorer que les différentes pratiques de « manipulation » auxquels a recours la presse conditionnent le regard porté sur la ville (sensationalisme, sélection des événements, redondance, renforcement de l'illusion, etc.), notre intention ici n'est pas de relativiser ou de valider scientifiquement cet imaginaire, mais uniquement de le dévoiler tel qu'il fut proposé aux lecteurs usagers. Car, comme Bonardi et Roussiau (1999), nous pensons qu'il importe peu que cet imaginaire soit juste ou faux, intéressé ou naïf, du moment qu'il circule dans la société et que les collectivités l'incorporent dans leur conception de l'espace et conditionne leurs actions.

---

<sup>2</sup> Voir à ce propos l'étude de Gilbert et Brosseau (2002) au sujet du rôle du quotidien *Le Droit* dans la construction de l'image négative du vieux centre-ville de Hull ; l'étude de Dugas (1999) et Lessard (1999) sur le discours médiatique sur la Promenade du Portage de Hull ; l'étude de Mitchell (1996) de la chronique publiée dans *The Vancouver Sun* sur le futur de Vancouver ; El Yamani (1997) sur la construction médiatique autour du quartier Côte-des-Neiges à Montréal ; références tirées de Gilbert et Brosseau (2002).

## 2.2 HYPOTHESE DE RECHERCHE

À la lumière des considérations théoriques présentées dans le chapitre précédent, nous posons une hypothèse exploratoire à savoir que le Plateau Mont-Royal a bénéficié d'un discours médiatique positif qui s'appuie sur diverses valeurs et qui fait ressortir trois grandes phases de gentrification.

## 2.3 METHODOLOGIE

De la presse montréalaise francophone, nous avons retenu essentiellement les deux quotidiens *La Presse* et *Le Devoir*, et ce de 1970 jusqu'à 1995. Le choix de ces quotidiens repose sur le fait qu'ils offrent une large diffusion au sein de la société montréalaise; et d'autre part, parce qu'ils ont consacré plusieurs séries sur les quartiers et les rues commerciales de Montréal durant ces années. De plus, de par leur capital thématique, ces quotidiens semblent plus destinés ou du moins plus susceptibles d'être lus par les couches moyennes intellectuelles, auxquelles appartiennent la majorité des gentrificateurs (*communauté réceptive*, Dayan, 2003). En effet, *La Presse* et *Le Devoir* portent l'étiquette de journaux d'élite (Donneur, 1971 ; Lahaise, 1994). *Le Devoir* est reconnu comme le principal « organe d'information des intellectuels et des professionnels » (Donneur, 1971, p. 4). S'il ne couvre pas, à l'instar de *La Presse*, l'ensemble de l'actualité, *Le Devoir* se distingue, en revanche, par la qualité des articles se rapportant à la culture, aux mouvements sociaux, à la vie intellectuelle et à l'éducation (Ryan, 1996). D'ailleurs, plusieurs reconnaissent son leadership en matière culturelle, éducative et sociale qui en fait un important « lieu de développement des idées, un lieu de réflexion et de parole »<sup>3</sup>. *Le Devoir* est également réputé pour son engagement envers le « progrès social » et sa contribution à la modernisation du Québec durant la Révolution tranquille, ce qui lui valut le titre de « Reflet du Québec au XX<sup>e</sup> siècle » (Lahaise, 1994). Bien qu'il se définisse, depuis sa création en 1910, comme un quotidien indépendant, il a souvent adopté des positions gauchistes et militantes à l'égard des droits sociaux et a

fortement appuyé l'émancipation sociale, culturelle et politique du Québec (De Lagrave, 1980). *La Presse*, d'allégeance libérale, est un quotidien francophone qui a un fort tirage et qui est diffusé à travers tout le Québec. Il est considéré comme un des journaux les plus complets en matière d'actualité et des plus ouverts aux débats d'idées (Ryan, 1996). Si *Le Devoir* et *La Presse* ont fourni la trame de fond de notre recherche (60 % du corpus), d'autres journaux ont également été consultés tels que les quotidiens montréalais *The Gazette* et *The Montreal Star*, l'hebdomadaire *Voir*, le journal communautaire du Plateau Mont-Royal *Liaison Saint-Louis* ou encore le journal pancanadien *The Globe and Mail* (voir le Tableau 1). Cependant, les articles retenus de ces derniers sont peu nombreux en raison des contraintes de cueillette que ces journaux soulevaient (outils informatisés non disponibles au moment de la recherche). Ayant été retracés grâce, entre autres, aux dossiers archivés d'Héritage Montréal et ceux de notre co-directrice, professeure Damaris Rose, ils ont été traités comme des matériaux complémentaires. Enfin, quelques articles postérieurs à 1995 (datant de 1996, 1997 et 1998) ont été également intégrés comme matériaux complémentaires car ils présentaient une grande pertinence dans la mesure où ils dressaient le bilan des années précédentes. Au final, nous pouvons conclure que les représentations médiatiques analysées sont plus issues de la presse francophone puisque les articles de la presse anglophone retracés ne constituent que 17% du corpus (composé de 566 articles).

### 2.3.1 La cueillette et traitement des données

La cueillette des données concernant *Le Devoir* et *La Presse* s'est effectuée grâce aux fichiers informatisés (voir Tableau 2), disponibles à la bibliothèque centrale de l'UQÀM (banques de données : « Bibliothèque québécoise », « bibliobranchée », site internet). Quant aux autres quotidiens, devant l'impossibilité de dépouiller manuellement toutes les années indexées, nous avons retenu ceux qui étaient disponibles, sous forme d'imprimés, dans les archives d'Héritage Montréal, de la Ville de Montréal et les archives personnelles de notre co-directrice de recherche.

---

<sup>3</sup> Propos de Guérard et Émond dans Comeau et Desrochers (1996) : 34.



**Tableau 1 : Nombre d'articles traités**

<b>JOURNAUX FRANCOPHONES</b>	
<b>JOURNAL</b>	<b>NOMBRE D'ARTICLES</b>
<i>La Presse</i>	201
<i>Le Devoir</i>	138
<i>Liaison St-Louis</i>	24
<i>Montréal-Matin</i>	16
<i>Voir</i>	15
<i>Guide Mont-Royal</i>	12
<i>Le Journal de Montréal</i>	12
<i>Le Jour</i>	8
<i>Place Publique</i>	8
<i>Super Hebdo</i>	7
<i>Habitabec</i>	5
<i>Saint-Louis/Mile-End</i>	3
<i>Dimanche-Matin</i>	3
<i>L'Actualité</i>	2
<i>La Patrie</i>	2
<i>Ici</i>	1
<i>Le Petit Journal</i>	1
<i>Hebdo Saint-Louis</i>	1
<i>Perspectives-Dimanche</i>	1
<i>L'information Centre-ville</i>	1
<i>Montréal Campus</i>	1
<i>S.O.S Montréal</i>	1
<i>Le Journal de Rosemont</i>	1
<i>Québec-Presse</i>	1
<i>Ensemble</i>	1
<b>TOTAL</b>	<b>466</b>
<b>JOURNAUX ANGLOPHONES</b>	
<i>The Gazette</i>	71
<i>The Montreal Star</i>	12
<i>The Globe &amp; Mail</i>	6
<i>Montreal Mirror</i>	5
<i>Hour</i>	4
<i>S.O.S Montreal</i>	1
<i>The Monitor</i>	1
<b>TOTAL</b>	<b>100</b>

Il est important de signaler que nous avons retenu, pour l'ensemble des journaux, les textes des journalistes (éditoriaux, chroniques), le courrier des lecteurs et les chroniques d'opinion. Nous avons ainsi laissé de côté la publicité et la promotion immobilière. Pour le repérage systématique, nous avons procédé avec certains mots-clés comme le nom du quartier (Plateau Mont-Royal, Grand Plateau, Plateau) et les noms de ses secteurs (Saint-Louis, Mile-End, etc.). Nous avons retenu tous les articles sauf ceux qui traitaient des faits divers, des critiques gastronomiques (spécialités servies dans tel ou tel restaurant) et des critiques artistiques (chroniques sur les pièces théâtrales, concerts de musique, expositions, etc.). Au total, nous avons analysé 566 articles de presse. En raison du nombre volumineux d'articles en format imprimés dont l'informatisation aurait nécessité un temps considérable, le traitement de l'information recueillie s'est faite d'une manière conventionnelle (non informatisée). Une première lecture du corpus nous a permis de repérer de manière inductive 5 thématiques : la centralité, l'urbanité/ l'urbanisme, la gentrification, le romanesque et l'identité urbaine. Nous avons par la suite procédé à une classification des articles selon les thématiques, puis à une classification par ordre chronologique. Ce choix structurel, qui permet d'éviter toute répétitivité, a finalement déterminé les chapitres analytiques (composés par thématique à l'intérieur desquels on retrouve une chronologie de discours).

### **2.3.2 Analyse qualitative du contenu médiatique**

L'analyse de contenu retenue dans notre étude est de type qualitatif (contrairement à celle dite quantitative) et qui est fréquemment utilisée par les historiens, les critiques littéraires et les chercheurs en géographie culturelle. Nous adoptons à cet égard le point de vue de l'approche qui n'appréhende ni l'organisation textuelle en elle-même (la matérialité linguistique, dimensions lexicales, syntaxiques), ni la situation de communication (Maingueneau, 2001), mais celle qui s'efforce d'extraire la « structure mythologique » du texte (Durand, 1996 ; Frye, 1984 ; Géronimi, 2003 ; Mercier et Ritchot, 1996).

**Tableau 2 : Outils de recherche disponibles selon le quotidien**

JOURNAL	OUTILS DE RECHERCHE
<i>Le Devoir</i>	Bibliothèque québécoise : Index informatisé de 1966 à aujourd'hui Biblio branchée : index informatisé de 1985 à aujourd'hui et textes intégraux à partir de 1990 Actualité/Québec (CD-ROM) : 1985 à 2000 Site Internet le Devoir.com : Index de 1980 à aujourd'hui
<i>La Presse</i>	Bibliothèque québécoise : Index informatisé de 1966 à aujourd'hui Biblio branchée : index informatisé de 1985 à aujourd'hui et textes intégraux à partir de 1990 Actualité/Québec (CD-ROM) : 1985 à 2000 Site internet Cyberpresse.ca : Index de 1980 à aujourd'hui
<i>The Gazette</i>	Canadian News Index : Index (papier) de 1980 à 1992 Canadian Index : Index (papier) de 1993 à 1998 Canadian News Disc : articles intégraux de 1997 à 2002
<i>The Montreal Star</i>	Canadian Newspaper Index : index de 1977 jusqu'à sa disparition en 1979

Ce type d'étude s'établit généralement sur une grille catégorielle basée sur des *unités de significations* ou *thèmes* (Bardin, 2003 ; Robert et Bouillaguet, 1997). Dans notre cas d'étude, après avoir dégagé les thématiques représentatives à partir d'une première lecture du corpus, nous avons procédé à l'analyse systématique de chaque article en vue de faire émerger le discours relié à la thématique en question. L'ensemble des valeurs élaborées dans le cadre conceptuel (valeur topologique, valeur d'urbanité, valeur d'usage, valeur patrimoniale, valeur morale, valeur du statut résidentiel) nous a servi de cadre herméneutique ou de grille référentielle pour baliser l'analyse et l'interprétation des différents discours. Nous nous sommes donc efforcés de mettre en lumière ces différentes valeurs, voire de nouvelles, d'en démontrer la cohérence et d'en suivre les déplacements. Précisons, toutefois, que notre analyse sémantique s'est attachée autant au sens explicite qu'implicite du texte. Le recours aux règles d'énumération (fréquence d'occurrence d'un mot ou

thème, observation des cooccurrences, ordre d'occurrence) ne nous paraissait pas pertinent pour mesurer l'importance des thèmes, convaincus que *l'absence* ou les *non-dits* peuvent être aussi signifiants (Bardin, 2003). Loubet del Bayle dira au sujet de cette approche :

Elle ne procède à aucune mesure, à aucune quantification. Son souci est de ne rechercher que la signification du document, aussi bien la signification évidente que la signification implicite. [...] Pour dégager la signification du texte, on se réfère alors à la structure logique du document, d'en découvrir les idées fondamentales et leur articulation. On distinguera ainsi les idées principales et les idées secondaires du texte, non en fonction de leur répétition, mais en fonction de leur place dans l'architecture d'ensemble du document, en fonction de la dynamique interne de celui-ci. C'est donc à partir de l'agencement logique du texte que sera déterminée sa signification après analyse raisonnée de celui-ci par le chercheur. Ainsi une idée pourra, par exemple, n'apparaître qu'une seule fois, à la fin d'un texte, et pourtant être considérée comme la plus révélatrice de la signification de ce texte, parce que toute la construction logique antérieure du document aura été agencée pour amener la formulation finale de cette idée. (Loubet del Bayle, 1989, p.112)

En d'autres termes, nous n'avons pas prétendu à l'examen de l'ensemble des questions définies dans le schéma de Lasswell<sup>4</sup> nécessaire à la réalisation complète d'une analyse de contenu (approche dite quantitative, largement utilisée dans la *linguistique pragmatique*). Ainsi, aucune étude approfondie n'a été réalisée autour des questions de l'émetteur (le journaliste, les spécialistes, les lecteurs), des récepteurs (public-cible), ni de l'effet du message (réception du message et son interprétation par les destinataires). Nous nous sommes tenus à la seule dénotation et signification du contenu, autrement dit, répondre uniquement au deuxième moment du schéma de Lasswell à savoir *qu'est-ce qui est dit ?*

<sup>4</sup> Le schéma de Lasswell (élaboré dans Lasswell, H.D et al. (1949). *Language of politics*. Cambridge, Mass., MIT Press) définit 5 questions auxquelles est soumise l'analyse de contenu :

- 1- Qui parle? (étude de l'émetteur)
- 2- Qu'est-ce qui est dit? (analyse du contenu proprement dit, *content analysis*)
- 3- À qui ? (étude du ou des récepteurs, le public, *audience analysis*)
- 4- Par quel canal ? (analyse des moyens ou vecteurs du message, *media analysis*)
- 5- Avec quel effet ? (analyse de l'effet)

# DOMAINE D'ÉTUDES : « RETOUR À LA VILLE » DES ANNÉES 1970 AUX 1990

## CONTEXTES

### Contexte politico-économique

- Crise de l'énergie
- Inflation économique
- Désindustrialisation
- Tertiairisation
- Restructuration du travail
- Féminisation du travail
- Coûts élevés de la construction
- Coûts élevés du transport
- Clivage fiscal entre centre/banlieue

### Contexte démographique

- Départ précoce du foyer familial
- Hausse de la scolarité
- Hausse des revenus
- Arrivée des femmes professionnelles
- Baisse de la natalité
- Entrée tardive dans la vie conjugale
- Fréquence des divorces

### Contexte culturel

- Anticonformisme à l'ordre établi
- Quête de sens pour la postmodernité
- Idéologie socialiste
- Esprit pacifiste
- Esprit écologiste
- Esprit de tolérance
- Revendication des droits de la femme
- Liberté sexuelle

## AU NIVEAU DES QUARTIERS CENTRAUX

### Morphologie urbaine

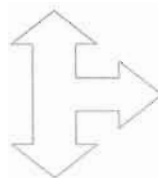
#### Restructuration urbaine

(Réhabilitation, restauration, aménagement des rues et parcs, etc.)

#### Réorientation de l'industrie de la construction

Diffusion de modèles urbains (promoteurs, architectes, urbanistes, investisseurs privés, etc.)

#### Revitalisation économique (programmes pour les commerces)



### Morphologie sociale :

Gentrificateurs :  
Babyboomers  
Ménages non familiaux  
Ménages monoparentaux  
Ménages non conventionnels

### Morphologie culturelle :

Styles de vie pro-urbains

Désaffection vis-à-vis de l'urbanisme moderne

Revalorisation de l'urbanité (diversité fonctionnelle et sociale, proximité des services, sociabilité, esprit de tolérance, etc.)

Revalorisation du patrimoine urbain

Appréciation des espaces verts urbains

## SUJET DE RECHERCHE

### APPROCHE SOCIOCULTURELLE

Imaginaire collectif

### IMAGERIE URBAINE

#### REPRÉSENTANTS

- A- Ceux qui vivent la ville
- B- Ceux qui planifient la ville
- C- Ceux qui interprètent la ville

#### TYPE D'IMAGES

- Mentale
- Urbanistique/Architecturale
- Scripturale/Picturale

### ÉTUDE DE CAS

### OBJECTIF

### MÉTHODOLOGIE

### LE QUARTIER PLATEAU MONT-ROYAL À MONTRÉAL

### DÉGAGER LES REPRÉSENTATIONS MÉDIATIQUES

### ANALYSE QUALITATIVE DES QUOTIDIENS

Figure 2 : Développement de la recherche

## CHAPITRE III

### LE CAS D'ETUDE : LE PLATEAU MONT-ROYAL

Dans le chapitre qui suit, nous aborderons en premier lieu la situation géographique du quartier à l'étude ainsi que sa toponymie. Dans un second temps, nous dresserons un bref historique de ce quartier, composé à l'origine de petits hameaux nés de l'exploitation des carrières au XIX<sup>e</sup> siècle et qui a vu, au fil des ans, ses villages devenir villes, puis quartiers quand la métropole l'engloba au tournant du XX<sup>e</sup> siècle. L'histoire de sa revitalisation urbaine et sa gentrification sera esquissée dans la dernière section. Tel que précisé dans l'introduction, ce chapitre n'a pas la prétention de relater toute l'histoire urbaine du quartier mais d'offrir au lecteur des points de repères historiques qui serviront d'arrière-plan à la lecture des résultats.

#### 3.1 SITUATION GEOGRAPHIQUE ET TOPONYMIE

Situé au cœur de Montréal, le Plateau Mont-Royal est l'un des plus vieux quartiers de la ville. Son appellation apparaît pour la première fois dans le *Guide Mont-Royal* en 1940<sup>1</sup> mais ne devient officielle qu'au début des années soixante-dix<sup>2</sup>. Supposément nommé ainsi en 1939 par Louis-Joseph Allard, fondateur du *Guide Mont-Royal*<sup>3</sup>, probablement du fait qu'il forme une vaste terrasse dominant légèrement le centre-ville et adossée sur le flanc est du parc Mont Royal, il est

---

<sup>1</sup> Le nom apparaît dans une série d'articles du *Guide Mont-Royal*, signée Casimir Hébert, de décembre 1940 à décembre 1941 et qui est entièrement consacrée au quartier. Voir ces articles dans la section *Articles de journaux* dans bibliographie.

<sup>2</sup> Le nom apparaît dans les documents et les plans officiels de la Ville dès 1971.

<sup>3</sup> Affirmation de son fils M. Allard, qui lui a succédé, dans « Le tour de mon jardin », *La Presse*, 26 mai 1977.

aujourd'hui entendu comme le « Grand Plateau ». Ce territoire est délimité au sud par la rue Sherbrooke, l'une des principales artères de la ville et bordé au nord et à l'est par la voie ferrée du Canadien Pacifique. Quant à la limite ouest, elle longe, dès le début des années 1970, le parc Mont Royal passant par le boulevard Saint-Laurent jusqu'à l'avenue des Pins, puis l'avenue du Parc et la rue Hutchison à la limite d'Outremont ; avec la fusion municipale de 2002, cette limite est repoussée vers l'ouest pour se fixer sur la rue University et englobant ainsi la partie connue sous le nom de McGill Ghetto (Le Blot et *al.*, 2002). Sur le plan administratif, le Plateau Mont-Royal fut dès le début des années 1970 un territoire indépendant. Lorsqu'en 1990, la Ville restructure les territoires de la municipalité en arrondissements, le Plateau Mont-Royal est rattaché au Centre-Sud pour former l'arrondissement Plateau Mont-Royal/Centre-Sud. À partir de janvier 2002, il se détache de ce dernier pour devenir un arrondissement en soi couvrant une superficie de 11,7 Km<sup>2</sup> (Le Blot et *al.*, 2002). Il compte actuellement une population de 98 682 résidents et une des plus importantes densités, soit 8406 habitants/ Km<sup>2</sup> (Laperrière, 2003). Il est essentiel de signaler qu'étant donné que notre étude se limite aux années 1990, nous évoquerons tout le long de cette étude les limites territoriales fixées avant à la fusion municipale de 2002, qui correspondent



Figure 3 : Plan de la Ville de Montréal en 1979. Source : Marie de Jocas, Laboratoire de cartographie UQAM (1979).

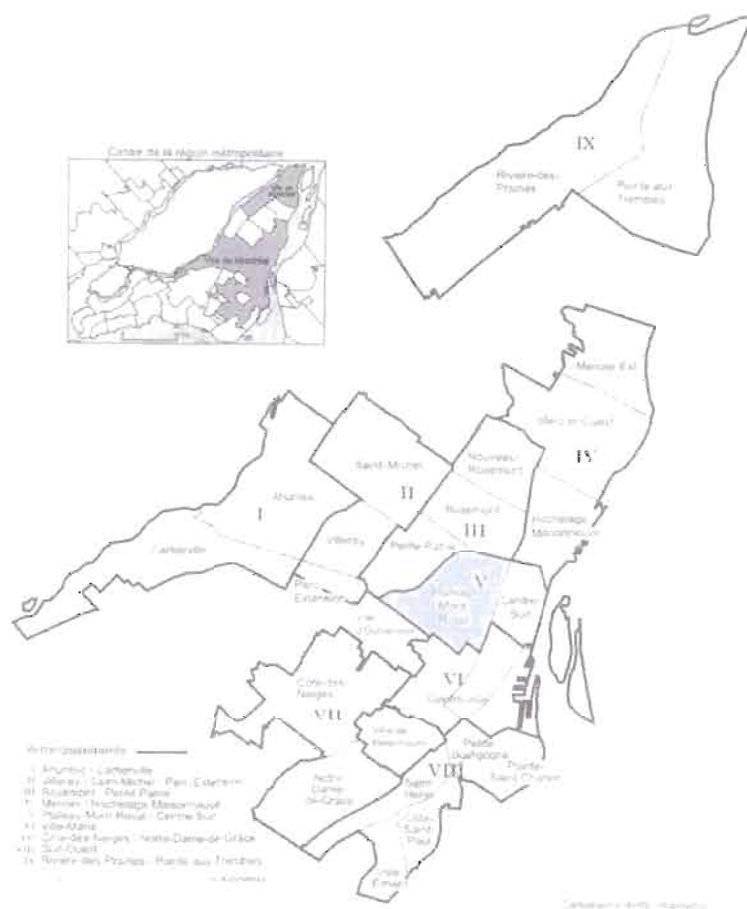
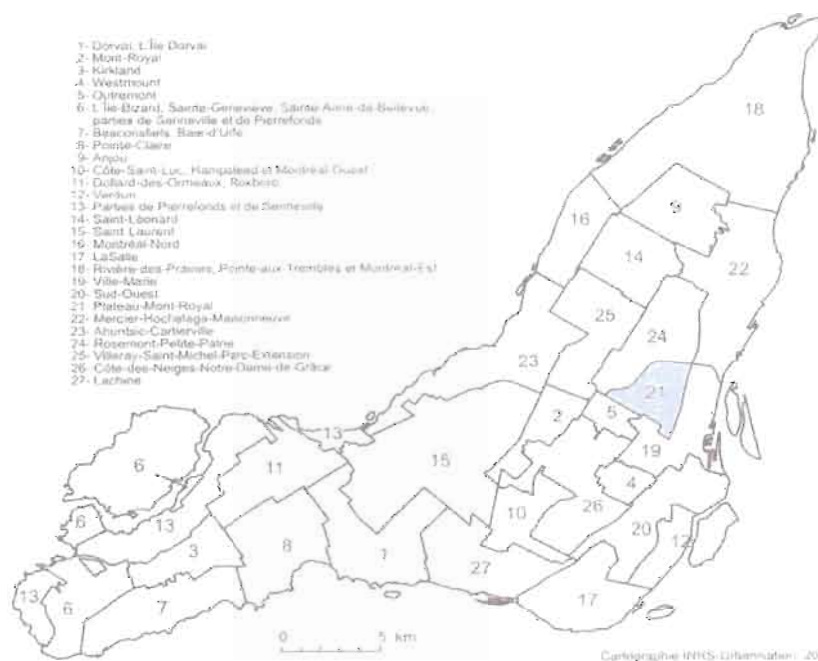


Figure 4 : Le quartier avant la fusion municipale de 2002. Fond de carte tiré de Morin (2003).





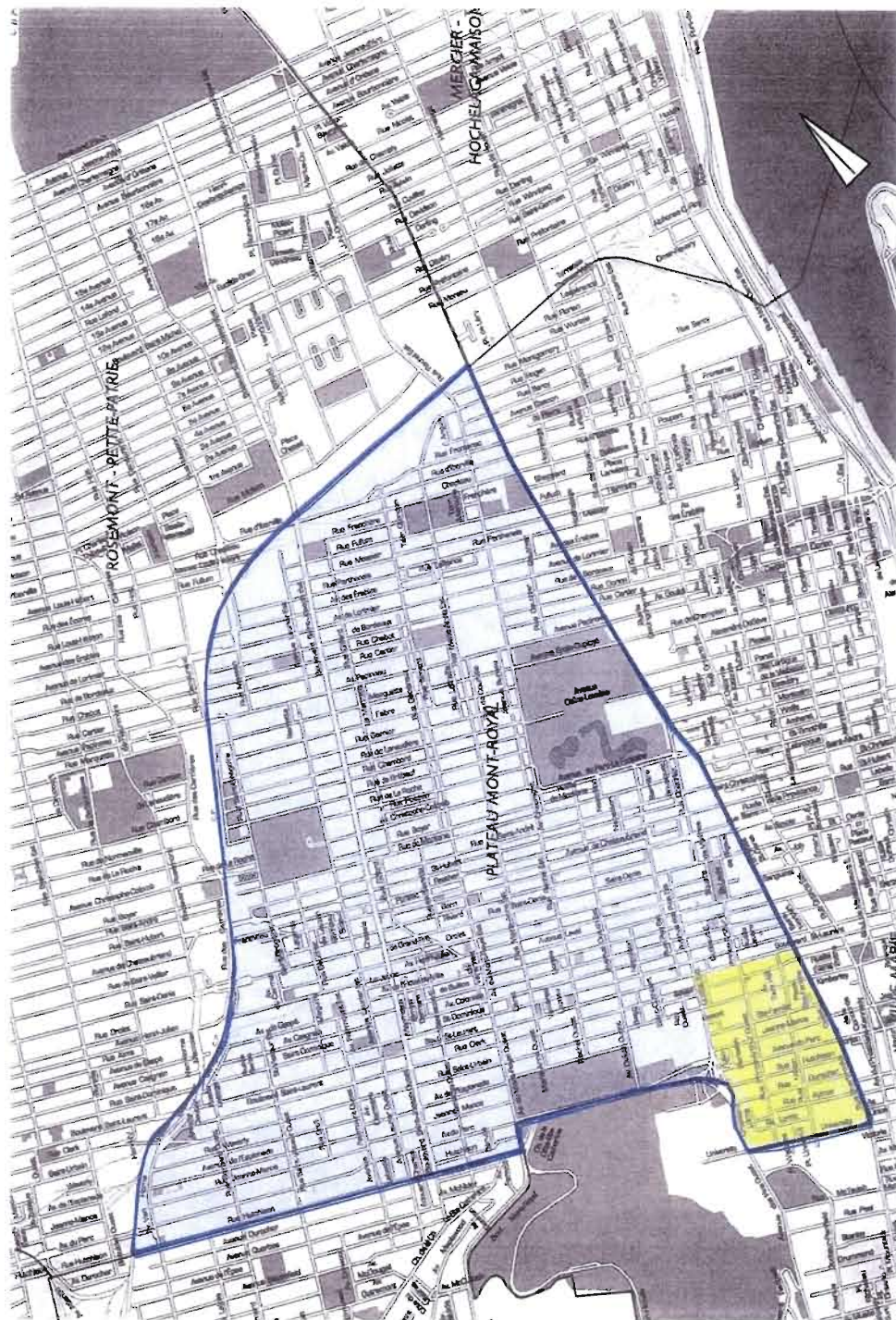


Figure 6 : Plan du Plateau Mont-Royal de 2002. En jaune, secteur annexé. Source : Ville de Montréal (2002).

Depuis le début des années 1970, le Plateau Mont-Royal comprend les cinq districts ou quartiers de planification suivants : à l'ouest de la rue Saint-Denis, on retrouve les quartiers Mile-End et Saint-Louis (séparés entre eux par l'avenue Mont-Royal) ; et à l'est de la rue Saint-Denis, les quartiers Du Parc Laurier, Du Parc Lafontaine et De Lorimier (Figure 7).



Figure 7 : Quartiers de planification, avant 2002. Fond de carte tiré de la Ville de Montréal (1984).

Cependant, dans plusieurs ouvrages, l'identification de cette unité socio-spatiale ne correspond pas forcément à celle de la municipalité. En effet, on retrouve une multitude de scénarii de délimitation territoriale basés sur l'histoire, l'ethnie ou le



statut socio-économique (expl.: Dansereau, 1974 ; Le Bot, 2002 ; Mathews, 1986). En fait, le nom et les contours de cet espace varient en fonction de l'auteur ou le contexte de cette définition. Parfois, le « Plateau » (son nom abrégé, couramment employé) est réduit à la partie Du Parc Lafontaine (dans Le Bot, 2002); dans d'autres cas, le Plateau réfère à toute la partie située à l'est de la rue Saint-Denis, faisant contrepoids à celle de l'ouest, formée par le Mile-End et Saint-Louis (dans Dansereau, 1974 ; Mathews, 1986). Cependant, le schéma le plus courant que l'on retrouve est celui qui le situe dans la partie francophone (englobant les quartiers Du Parc laurier, Du Parc Lafontaine et De Lorimier), le distinguant des parties cosmopolites Mile-End et Saint-Louis. Devant cette ambiguïté territoriale, il nous semble alors essentiel de vérifier, à travers notre recherche, à quel territoire correspond exactement le Plateau Mont-Royal dans l'imaginaire montréalais des années 1970 jusqu'au milieu des années 1990. Précisément, il s'agit de voir si le Plateau qu'on invoque correspond à la partie francophone ou s'il tend à inclure les quartiers multiethniques Mile-End et Saint-Louis. En d'autres termes, nous chercherons à déterminer, comme le remarque Morin (2003) pour plusieurs quartiers montréalais, s'il y a confrontation, négociation ou inadéquation entre le *territoire objectif* (délimitation administrative) et le *territoire subjectif* (émanant des représentations collectives).

### 3.2 FORMATION ET TRANSFORMATION DU QUARTIER

#### 3.2.1 Avant 1850 : constitution de la structure territoriale

Dès la première moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, la cité de Montréal, entourée d'une enceinte<sup>4</sup> datant du Régime français, déborde largement des fortifications. En 1792, l'administration de Montréal décide d'étendre ses limites à cent chaînes<sup>5</sup> des fortifications (pour se fixer sur l'actuelle rue Duluth), englobant les différents noyaux

<sup>4</sup> Enceinte qui se termine en 1760 et qui sera démolie entre 1801 et 1817 (Lussier, 1984).

<sup>5</sup> Environ un mille et quart.

d'habitations extra-muros répartis des côtés ouest et est du chemin Saint-Laurent<sup>6</sup>, tracé en 1717 : les faubourgs Saint-Antoine, Saint-Laurent à l'ouest et, à l'est, le faubourg Québec et celui des Récollets ou Saint-Joseph (Lussier, 1984). À cette époque, le chemin Papineau (avenue aujourd'hui) est également tracé, permettant de relier la ville à la rive nord de l'île.

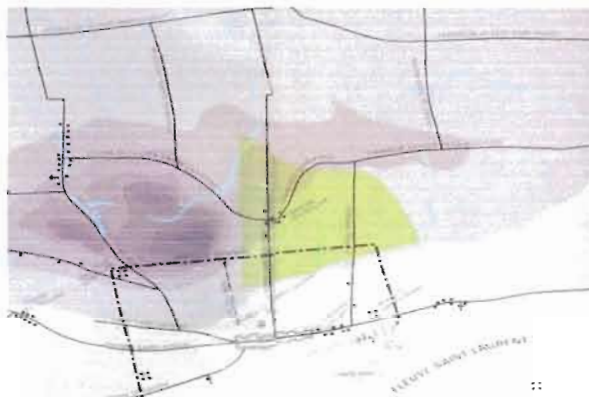


Figure 8 : Topographie de Montréal au XVIII<sup>e</sup>s. Tiré de Ville de Montréal (1984).



Figure 9 : Scène de chasse, chemin du Mile End (actuelle avenue Mont-Royal). Tiré de Ville de Montréal (1984).

L'ensemble du territoire du Plateau est composé de deux structures agricoles situées à l'ouest et à l'est du chemin Papineau : la Côte-Saint-Louis et la Côte-de-la-Visitation. La partie sud de la Côte-Saint-Louis est nommée la « Côte à Baron », en raison du nom du propriétaire d'une de ses terres, un dénommé Jean Augé dit Baron (Ville de Montréal, 2004). Bordant de part et d'autre l'actuelle rue Sherbrooke, elle annonçait les hauteurs de Montréal, dominées par les vastes terres agricoles et une riche forêt qui servait notamment de terrain de chasse pour les citoyens fortunés.

À l'ouest du chemin de Saint-Laurent, les Hospitalières de Saint-Joseph occupent une grande propriété qui accueillera par la suite l'Hôtel Dieu. À leur côté, les terres concédées au début de la colonie appartiennent à de grands bourgeois anglophones

<sup>6</sup> Ce chemin fut tracé en 1717 pour rejoindre le Sault-au-Récollet et l'île Jésus (Ville de Montréal, 2004).

qui firent construire de vastes demeures entourées de jardins. La partie est du chemin de Saint-Laurent est, quant à elle, composée des fermes de la bourgeoisie francophone telle que les Guy, Cherrier, Viger et Papineau (Ville de Montréal, 1984). Vers 1760, un dénommé Jean Brazeau acheta aux Sulpiciens, seigneurs de l'île de Montréal, une large bande de terrain située aux environs des actuelles rues Henri-Julien et Mont-Royal (Lussier, 1984). À cette époque, on ne comptait que deux ou trois maisons sur cette terre. Durant les années qui suivirent, un officier de milice anglaise habitant sur le site, M. Fay, fit tracer quelques sentiers. Cette pratique a permis la découverte de grands gisements de pierre calcaire propice à la construction. Cette découverte attira aussitôt des investisseurs qui se pressèrent d'acheter des terrains et d'y planter des équipes de manœuvres. L'extraction de la pierre qui commence en 1773 allait donner le coup d'envoi au développement urbain du secteur (Courcy-Legros et Verret, 1979). D'autres carrières de pierre seront par la suite découvertes et exploitées de part et d'autre du « chemin des carrières ». Un autre pôle de développement émergera, autour de la tannerie construite en 1800 par M. Plessis dit Bélair, située sur le terrain entre les actuelles rues Saint-Denis et Henri-Julien (Lussier, 1984). L'agglomération qui se forma dans cette partie du Plateau fut nommée jusqu'à la moitié du XIX<sup>e</sup> siècle le village des « Tanneries des Bélairs ».

Figure 10 : Le Plateau Mont-Royal avant 1850. On y voit aussi les nouvelles limites de la ville de Montréal de 1792, correspondant à cent « chaînes » du premier noyau fortifié se positionnant sur l'actuelle rue Duluth. Tiré de Ville de Montréal (1984).



### 3.2.2 1845-1880 : formation des villages et villes

- Le noyau autour des carrières : Côteau Saint-Louis

Le Plateau Mont-Royal est issu d'un assemblage progressif de plusieurs villages dont la naissance et le développement se rattachent essentiellement à l'exploitation de ses carrières (Ville de Montréal, 1984 ; Marois, 2001). Dès le début du XIX<sup>e</sup> siècle, l'exploitation des gisements calcaires s'intensifie grâce à la croissance urbaine de Montréal qui nécessite de grandes quantités de pierres pour la construction de ses nouveaux édifices (Lussier, 1984). Cette activité en plein effervescence attira de nombreuses familles de travailleurs (charretiers, coupeurs de pierre, etc.) qui s'installèrent à proximité des lieux de travail. L'arrivée de cette population suscita l'implantation de petits commerces d'alimentation, de vêtements et de services. Au fil des années, avec la croissance démographique considérable, on décida d'établir une administration. Au début, cette administration était composée uniquement de commissaires. Ce n'est qu'en 1846, que l'agglomération demande l'incorporation civile à laquelle la législature du Bas Canada répondra favorablement la même année (Lussier, 1984). Cette incorporation sera désignée officiellement par Côteau-Saint-Louis et sera administrée par les propriétaires des carrières devenus maire et conseillers. En 1848, Mgr Bourget juge que la population est assez importante pour établir une « mission », à savoir une annexe de la paroisse Notre-Dame (Courcy-Legros et Verret, 1979). En 1867, le Côteau Saint-Louis devient une paroisse officiellement autonome dont la dénomination religieuse est « Saint-Enfant-Jésus », embrassant tout le territoire au nord de la rue Duluth. Le village est également connu sous le nom de « Village des Pieds-Noirs » (Ville de Montréal, 1984). Selon Lussier (1984), ce sobriquet serait lié au fait que les ouvriers des carrières, en rentrant chez eux après une longue journée de travail, avaient l'habitude de s'installer dans la galerie de leur maison et d'exposer à la vue des passants, leurs pieds déchaussés et, noirs de saleté vu les conditions d'hygiène qui prévalaient au XIX<sup>e</sup> siècle. Ces gens ont marqué l'histoire populaire (Ville de Montréal, 1965), célèbres par leur endurance, leur jovialité et leur brutalité (Lussier,

1984). Cependant, Lussier affirme qu'ils étaient aussi réputés pour leur militantisme et leur participation aux actions politiques à l'échelle nationale et internationale (participation à l'affaire Riel, opposition à la guerre d'Afrique, élection des rouges).

Les chroniques présentent les "Pieds noirs" comme des rudes gaillards, turbulents et batailleurs. Le travail de carrières avait produit, selon quelques informations, des personnes dures à l'épreuve, fortes à boire, solides dans leur foi et accordant un culte particulier à la force musculaire. Querelleurs, sachant donner une raclée avec art, ils paraient semer la terreur chez leurs rivaux. Il semble, toujours selon ces chroniques, que le curé de Saint-Enfant-Jésus devait mettre (vers 1880-1890) de l'ordre dans les querelles de paroissiens "Pieds-noirs" et "Nombrils-jaune" (qui habitaient l'ouest de Saint-Louis) à coups de pieds. (Lussier, 1984, p.11)

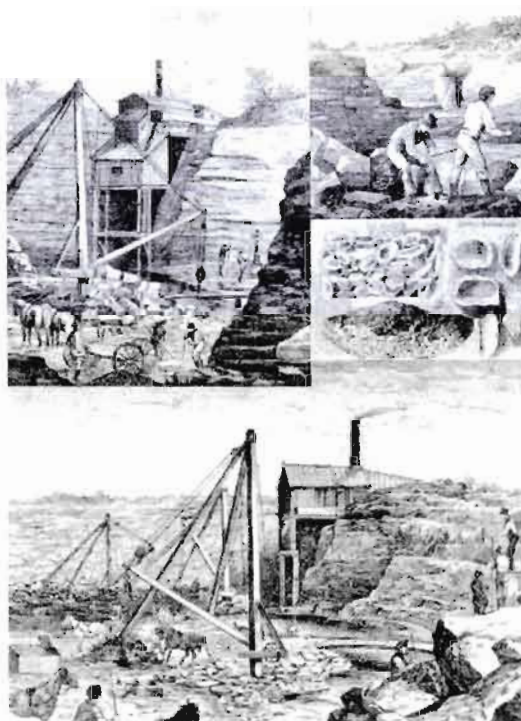


Figure 11: « Sketches in Montreal Quarries », *The Canadian Illustrated News*, 17 mars 1877, BNC : Albums Massicotte, cote : A-50-a.

- Subdivision du Côteau Saint-Louis en plusieurs villages

Au cours de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, le grand territoire du Côteau Saint-Louis se subdivise en plusieurs villages. Le village de Côteau-Saint-Louis, devenu par la suite Ville de la Côte-Saint-Louis en 1890 (Ville de Montréal, 1965), se réduit à la partie nord, entre le chemin Papineau à l'est, la rue Saint-Denis à l'ouest et l'avenue Mont-Royal au sud. Le deuxième village, Saint-Jean-Baptiste, constitue la partie sud qui se détache en 1861 (Lussier, 1984). Il est compris entre la rue Duluth



au sud, le Mont-Royal à l'ouest et le chemin Papineau à l'est. Au début, sa population comprenait surtout des ouvriers des carrières et de la « Tannerie des Bélairs », mais avec le développement du transport intra-urbain qui monte le long de Saint-Denis jusqu'à Mont-Royal (omnibus, tramways, traîneaux en hiver, tirés par des chevaux), elle s'accroît davantage et attire commerçants et professionnels. Avec l'introduction d'un système de tramways en 1864, cette partie passe de zone rurale à une banlieue de Montréal.

Figure 12 : Le Plateau entre 1850-1890. On y voit les 4 villages. La partie comprise entre les rues Sherbrooke et Duluth appartenait à la époque à la ville de Montréal. Tiré de Ville de Montréal (1984).

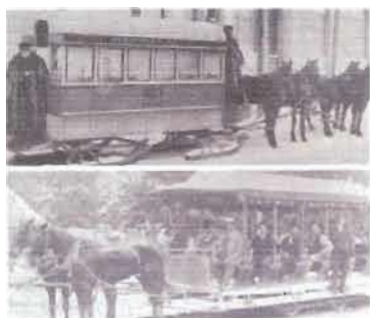


Figure 13 : Tramway d'hiver en 1861 et d'été en 1887. Tiré de Ville de Montréal (1984).

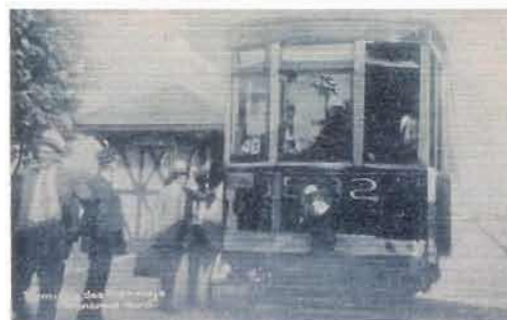


Figure 14 : Terminus du Tramway, Montréal-Nord. Source : BNQ, Coll. Michel-Bazinet, cote : CP 5388.



En 1870, un marché est construit à l'angle Saint-Laurent et Rachel, qui deviendra un important lieu de rencontre entre les agriculteurs et les ouvriers nouvellement installés en ville. Il sera surtout réputé pour sa joyeuse animation :

À l'angle Saint-Laurent et Rachel, le marché marque le cœur du village. On y assiste, certains jours, à des débats enflammés : le projet de la Confédération, le départ des zouaves pontificaux vers la Ville sainte, l'affaire Riel, sont tous des sujets qui passionnent la société de 1860. À proximité du marché, on trouve le bureau de poste, le télégraphe et plusieurs hôtels réputés. Après les heures de marché, les fermiers de l'île de Jésus y séjournent pour la nuit. À la sortie du village, rue Mont-Royal, il y a, comme sur beaucoup de chemins à l'extérieur de la ville, une barrière de péage. Pour poursuivre leur route, les voyageurs, en calèche ou autrement, car c'est aussi le terminus des « p'tits chars », doivent déboursier un droit de passage. (Ville de Montréal, 1984, p. 4)



Figure 15 : Le marché du village St-Jean-Baptiste en 1880. Source: "St. Lawrence Market: The Markets Holiday Time". *Canadian Illustrated News*, 03 January, 1880. BNC: CIN-vol. XXI, no.1.

Vers 1880, le village Saint-Jean-Baptiste connaît un boom démographique engendré par la vague d'expansion de la ville de Montréal. Des années 1881 à 1891, sa population passe de 5874 à 15 423 habitants (Lussier, 1984). En 1884, le village devient une ville (Ville de Montréal, 1965). En 1876, la création du chemin de fer reliant Montréal à Saint-Jérôme, passant par la rue Bernard et le boulevard Saint-Laurent, va permettre le développement de l'agglomération qui s'était formée autour du centre d'extraction connu sous le nom de Pierreville. Il s'agit du troisième village, celui de Saint-Louis du Mile-End, qui se situe dans la partie nord ouest de Côteau Saint-Louis et qui se détache de ce dernier en 1878. Il est délimité au nord par la

municipalité de la paroisse de Saint-Laurent, la rue Mont-Royal au sud, les rues Sanguinet et Drolet à l'est et Outremont à l'ouest.

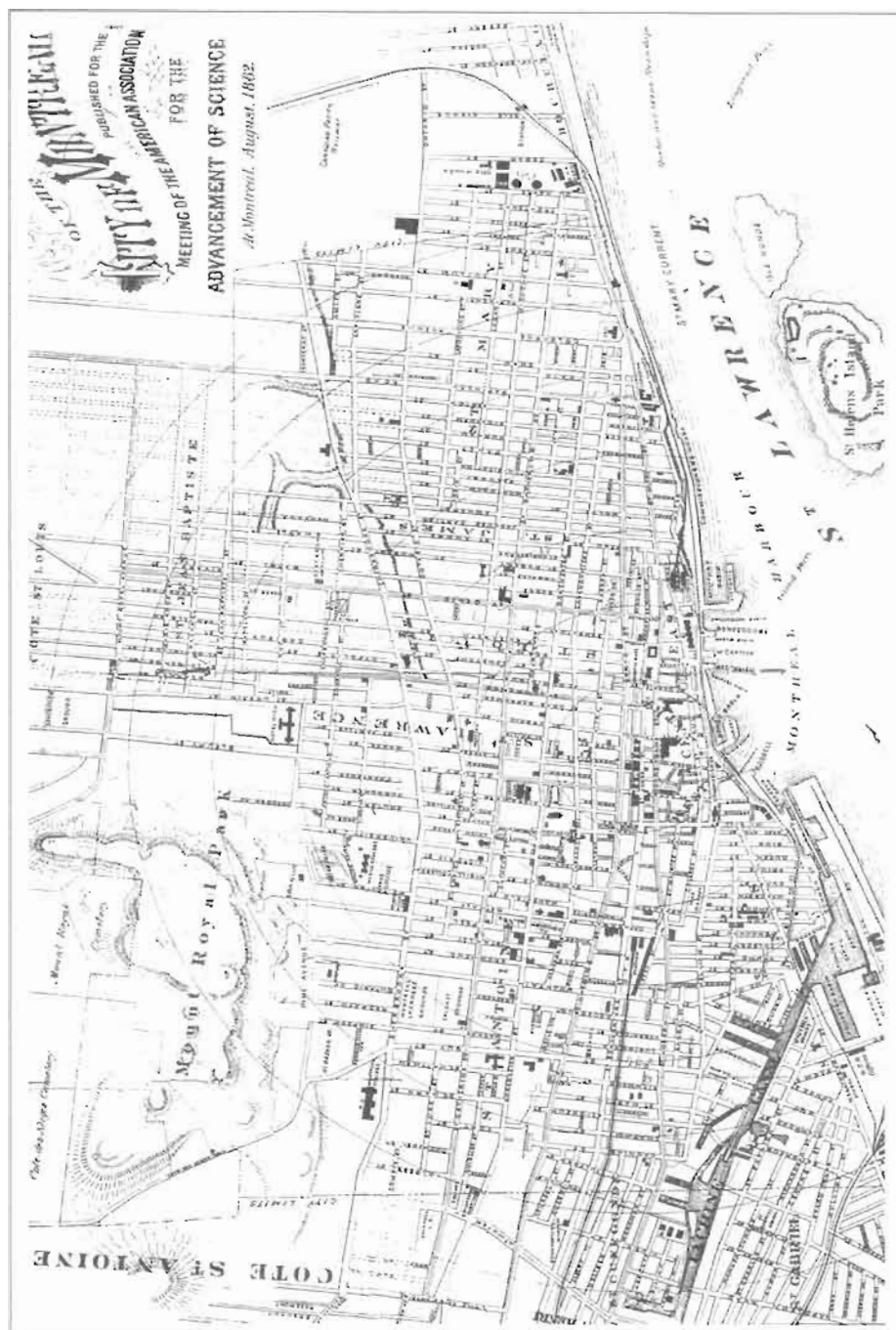


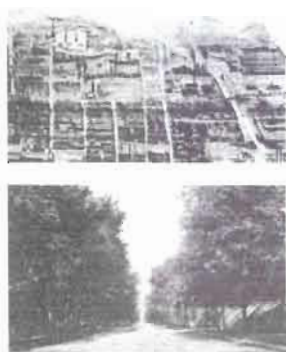
Figure 16 : Plan de Montréal datant de 1882. On y voit le développement du Plateau . Fond tiré de Lussier (1984).

L'origine du nom Mile-End est liée à l'hippodrome localisé, au XIX<sup>e</sup> siècle, près de la rue Mont-Royal. Cependant deux explications ont été avancées : « L'une attribue ce nom au fait que l'on n'atteignait la municipalité de Saint-Louis qu'en franchissant l'endroit de la piste où les chevaux terminaient la course d'un mile. L'autre réfère à la distance d'un mile parcourue à partir des limites de la cité de Montréal pour atteindre l'hippodrome en empruntant le seul chemin possible, soit : le boulevard Saint-Laurent puis la rue Gilford » (Lussier, 1984, p.14). Vers 1888, des propriétaires implantent de nouvelles industries dans le village, attirés par les perspectives économiques que permet le chemin de fer. De nombreux ménages ouvriers s'y installent, de même que des familles bourgeoises qui se concentreront dans le secteur chic appelé l'Annexe. En 1895, le statut de ville est demandé et accordé : le village de Saint-Louis de Mile-End devient la ville Saint-Louis (Courcy-Legros et Verret, 1979 ; Lussier, 1984).



Figure 17 : Carte de Montréal datant aux environs de 1890. Source : BNQ, G 3454 M65 1890 C57 CAR.

Enfin, plus à l'est du territoire du Côteau Saint-Louis, le noyau qui se développe le long du chemin Papineau, se détache du village de la Côte de la Visitation en 1895 pour former le village de Delorimier. Selon la Ville de Montréal (1965), le nom du village a été donné pour perpétuer la mémoire du Chevalier de Lorimier, brigadier-général des patriotes en 1837 et exécuté à Montréal sur la Place des Patriotes, le 15 février 1839. Ce village semble, malgré ses industries et les abattoirs de l'Est, contraster avec les autres villages ouvriers :



C'est le village de Delorimier, charmante banlieue résidentielle dotée de belles avenues, de trottoirs en béton et d'élégantes demeures. Le parc Faimount, aujourd'hui Delorimier, offre fraîcheur et verdure. On y trouve une piste de course de chevaux réputée, le « Montreal Driving Club », site actuel du parc Baldwin. Cet hippodrome sera déplacé, en 1911, au nord de la rue Masson, en bordure des voies ferrées. (Ville de Montréal, 1984, p. 6)

Figure 18 : Le village de Delorimier avec ses industries. Tiré de Ville de Montréal (1984).

Figure 19 : L'avenue de Lorimier en 1905. Tiré de Ville de Montréal (1984).

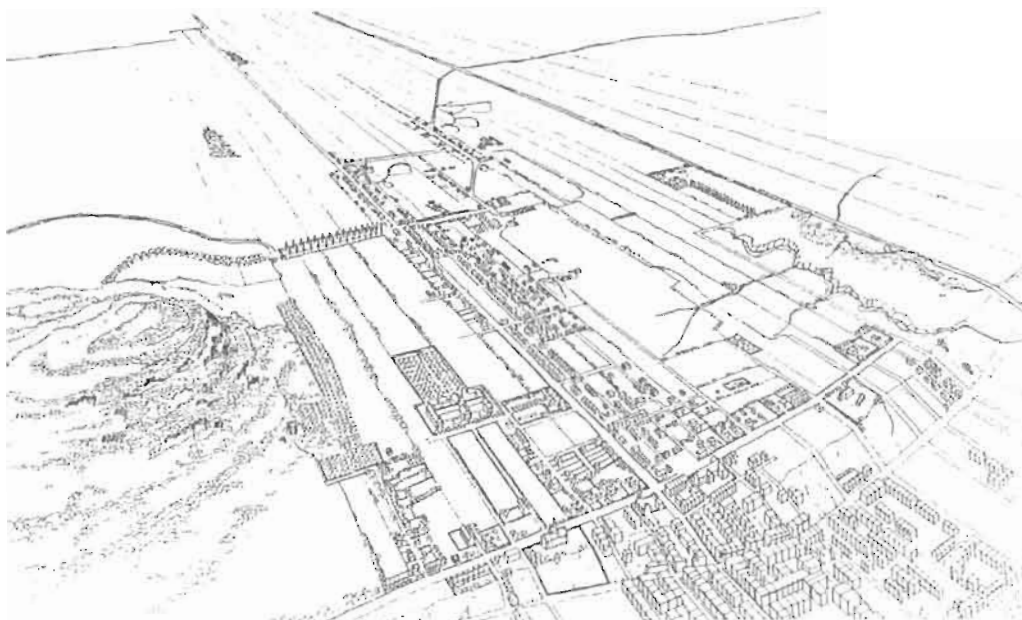


Figure 20 : Le paysage du Plateau Mont-Royal vers 1860. Source : Knight et Vallée (1988).



Parallèlement à la formation de ces villages, plusieurs paroisses se détachent de la paroisse Saint-Enfant-Jésus pour former celles de Saint-Jean-Baptiste en 1875, Saint-Édouard en 1895, Saint-Denis en 1899 et Saint-Georges érigée en 1908 (Marois, 2001). Il est important de signaler que l'implantation de ces nouvelles paroisses allait être essentielle pour le développement des villages puisqu'elles constituaient à l'époque les piliers de l'organisation sociale (GIUM, 1989). En effet, autour de chaque ensemble ecclésial (formé d'une église, d'une école, d'un couvent, et souvent d'un hôpital) qui assurait à la communauté les services en éducation et en santé, s'élevaient des édifices publics (hôtel de ville, bureau de poste, etc.) puis plus tard des caisses populaires. Entre-temps, la partie du Plateau comprise à l'intérieur des limites de Montréal (au sud de la rue Duluth), connue sous le nom de la Côte à Baron, s'embourgeoise. La bourgeoisie anglophone fut la première à s'établir le long de la rue Sherbrooke<sup>7</sup> où s'élevaient de somptueuses résidences en pierre. Avec l'arrivée de la bourgeoisie francophone au tournant du XX<sup>e</sup> siècle, l'aspect prestigieux de la rue se consolide (Lussier, 1984). D'autres rues adjacentes présenteront le même caractère, bien que moins opulentes en termes architecturaux. C'est le cas de Saint-Denis habitée par des notables, les rues Sainte-Famille et Parc Lafontaine ou encore celles qui entourent le square Saint-Louis, ancien réservoir d'aqueduc construit en 1848 et qui devint après sa reconversion en 1878, l'un des plus beaux squares de la ville (Ville de Montréal, 1984).



Figure 21: Carte postale sur la rue Sherbrooke.  
Source : BNQ, Collection Michel Bazinet, cote : CP51144.



Figure 22: Autre carte postale sur la rue Sherbrooke.  
Source : BNQ, Collection Michel Bazinet, cote : CP51155.

<sup>7</sup> En 1817, la rue Sainte-Marie est nommée rue Sherbrooke, du nom du gouverneur général du Canada de 1816 à 1818, Sir John Cooper Sherbrooke (Lussier, 1984).

Elles inspireront par la suite les rues bourgeoises des autres parties du Plateau telles que la rue Saint-Hubert, le boulevard Saint-Joseph et l'avenue De Lorimier. Il faut souligner que la fin du XIX<sup>e</sup> siècle est également marquée par la création des grands parcs du quartier, à savoir le parc du Mont Royal (1875) ainsi que le parc Lafontaine (1888) qui fut autrefois la ferme Logan (GIUM, 1989).



Figure 23 : Vue du parc Lafontaine vers 1900. Source : Musée McCord, Archives photographiques Notman.



Figure 24 : Vue du boulevard Saint-Joseph (sans date). Tiré de Ville de Montréal (1984).



Figure 25 : Vue de la rue Hutchison (sans date). Tiré de Ville de Montréal (1984).



Figure 26 : Vue de la rue Saint-Denis (sans date). Tiré de Ville de Montréal (1984).



Figure 27 : Carte postale sur le square Saint-Louis (sans date). Source : Musée McCord.

### 3.2.3 1880-1914 : l'âge d'or du développement

À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, le développement urbain de Montréal s'accélère sous l'impulsion de l'industrialisation, l'exode rural, la croissance démographique et l'immigration. Les différentes municipalités et villages qui se sont développés sur le Plateau au cours du siècle précédent se voient annexés de 1880 à 1909 pour devenir en bloc des quartiers montréalais (Ville de Montréal, 1965; Marois, 2001). Saint-Jean-Baptiste est la première municipalité à être incorporée à la ville de Montréal en 1884 pour des raisons financières (endettée de 47 792 \$) mais aussi politiques (Lussier, 1984). En effet, dans un contexte d'affrontement ethnique sur la scène municipale, l'annexion de Saint-Jean-Baptiste allait apporter un bloc important d'électeurs francophones, permettant l'avènement d'une majorité canadienne-française au conseil municipal de Montréal. D'ailleurs, la plupart des annexions étaient « envisagées comme éléments stratégiques de la conquête de la scène politique montréalaise par des élites politiques canadiennes-françaises » (Lussier, 1984, p.15). La Ville de la Côte-Saint-Louis (ancien village de Côteau-Saint-Louis) est annexée en 1893 pour devenir le quartier Saint-Denis. Selon les archives municipales, le nom Saint-Denis ne fut pas choisi en l'honneur de la paroisse Saint-Denis située dans la localité puisque cette dernière ne fut fondée qu'en 1899, mais probablement en raison du fait qu'on qualifiait déjà à l'époque cette zone du nord de Montréal qui longeait la rue Saint-Denis de « Boulevard Saint-Denis » (Ville de Montréal, 1965). De plus, il existait un syndicat immobilier nommé « Boulevard Saint-Denis » situé dans cette partie et qui contribua grandement au développement de cette zone (Ville de Montréal, 1965). Le village Delorimier, quant à lui, fut annexé en 1909 et devint le quartier De Lorimier. La même année, la Ville Saint-Louis (ancien village de Saint-Louis du Mile-end) est immédiatement désignée par le quartier Laurier en l'honneur de Sir Wilfrid Laurier (1841-1919), avocat, député, ministre, chef de parti libéral, premier ministre du Canada et officier de la Légion d'Honneur (Ville de Montréal, 1965). En 1921, lorsque la Législature de Québec décide que le nombre des quartiers municipaux de Montréal doit passer à 35 (formé

jusqu'ici de 20 quartiers), le quartier Saint-Michel est formé par détachement du quartier Laurier (Ville de Montréal, 1965). On lui attribua ce nom en 1922 en l'honneur de la paroisse Saint-Michel-Archange comprise dans les limites de cette localité et qui desservait les catholiques de langue anglaise. Parallèlement, une bonne partie du sud de l'actuel Plateau Mont-Royal (jusqu'ici intra-muros) est occupée par le quartier Saint-Louis (faubourg incorporé en 1832) et le quartier Saint-Jacques Nord (formé en 1899) rebaptisé La Fontaine en 1903 (Ville de Montréal, 1965). La zone restante du sud est grignotée par les quartiers limitrophes qui sont à l'époque Saint-Laurent, Crémazie, Bourget, Saint-Eusèbe. À en juger de la documentation officielle de la Ville, le territoire de l'actuel Plateau Mont-Royal est occupé par ces différents quartiers (Saint-Louis, Lafontaine, Saint-Jean-Baptiste, Laurier, Saint-Michel, Saint-Denis, De Lorimier ; et grignoté au sud par Saint-Laurent, Crémazie, Bourget et St-Eusèbe) jusqu'à la fin des années 1960 (Figure 28). Ce n'est qu'à partir de 1971, lorsqu'apparaît pour la première fois dans la documentation municipale le nom du Plateau Mont-Royal, que ces différents quartiers deviennent des « quartiers de planification » avec les délimitations que nous connaissons actuellement.

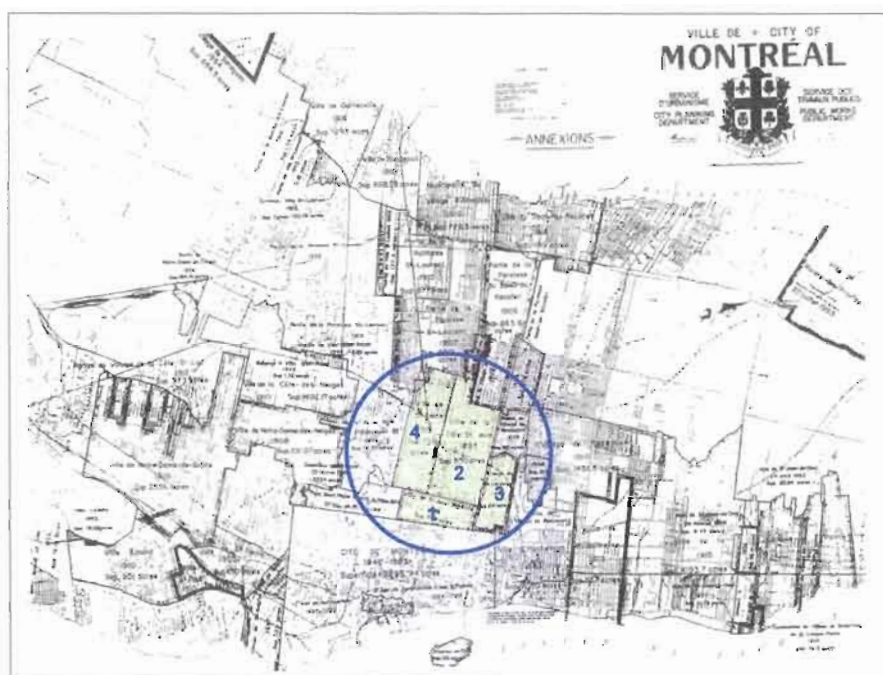


Figure 28 : Carte sur les annexions de Montréal de 1910. Source : Ville de Montréal (1965). En jaune, les villes et villages du Plateau : on peut lire 1) Ville de St-Jean-Baptiste, 1884, sup. 300 acres ; 2) Ville de la Côte St-Louis, 1893, sup. 850 acres ; 3) Village de Lorimier, 1909, sup. 391 acres ; 4) Ville de St-Louis, 1910, sup. 720 acres.





Figure 29 : Le territoire du Plateau Mont-Royal en 1915. Source : Service du cadastre, Ville de Montréal (1915).





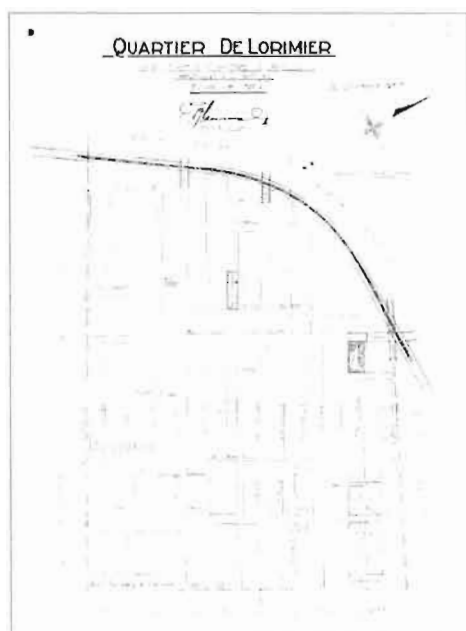


Figure 31 : Plan du quartier De Lorimier en 1922.  
Source : Ville de Montréal (1934).



Figure 32 : Plan du quartier Saint-Denis en 1935.  
Source : Ville de Montréal (1935).



Figure 33 : Le Plateau Mont-Royal entre 1890-1914. Tiré de Ville de Montréal (1984).



Figure 34: Le Plateau Mont-Royal vers 1905, vu de la montagne. Tiré de Ville de Montréal (1984).

La fin du XIX<sup>e</sup> siècle annonça, en fait, une ère de prospérité pour ce quartier central de la ville. On qualifia même cette période « d'âge d'or du développement » du Plateau (Ville de Montréal, 1984 ; 2004), en raison du boom de la construction résidentielle<sup>8</sup>, qui porte la densité à un point jusqu'ici inégalé, mais aussi pour l'importante production architecturale de grande qualité. En effet, c'est à cette époque que vont être érigés les plus beaux bâtiments institutionnels et religieux du Plateau et que va apparaître la forme architecturale typique de ce secteur montréalais : les duplex et les triplex<sup>9</sup>, fruit de la réglementation d'homogénéisation du parcellaire mise en œuvre par la Ville à partir de 1880.



Ce type architectural apparaît sur le Plateau Mont-Royal notamment en raison de la forte demande en logement et de la mise en place de la réglementation municipale sur la construction dans ce secteur. En 1880, la Ville de Montréal standardise la dimension des lots et la présence des ruelles et continuera par la suite à augmenter cette réglementation en exigeant une marge de recul avant et des matériaux de revêtement particulier (pierre et brique). La présence de grandes propriétés foncières et de la spéculation immobilière seront aussi deux facteurs qui favoriseront la formation de grands lotissements homogènes. (Ville de Montréal, 2004)

Figure 35 : Triplex sur la rue Marquette. Tirée de Ville de Montréal (1984).

Figure 36 : Triplex sur la rue Casgrain. Tirée de Ville de Montréal (1984).

<sup>8</sup> Selon la Ville de Montréal (2004), il y a eu deux phases. De 1885-1891 : on assiste à la construction de maisons unifamiliales pour la clientèle bourgeoise et de duplex pour la population ouvrière et le second boom, entre 1904 et 1914, c'est la construction majoritaire de triplex. De 1907 à 1914, le quartier De Lorimier connaît une densification intense.

<sup>10</sup> Bâtiments de deux et trois étages, divisés en appartements dont l'organisation spatiale est en enfilade de la façade à la galerie qui donne sur la cour arrière. Ils se caractérisent aussi par une marge de recul en avant et un escalier extérieur (droit, en 'S' ou en colimaçon).

Dès le début du XX<sup>e</sup> siècle, le Plateau Mont-Royal prend le visage qu'on lui connaît aujourd'hui (Ville de Montréal, 1984). En effet, en 1914, pratiquement toute la superficie du Plateau Mont-Royal est construite, mise à part les zones situées au nord et à l'est de l'arrondissement, le long de la voie ferrée, et qui resteront à vocation industrielle. Il faut également signaler que c'est durant cette période que le boulevard Saint-Laurent se consolide comme grande artère régionale avec ses commerces, ses manufactures et ses banques (GIUM, 1989). Entre 1911 et 1922, le boulevard Saint-Joseph est tracé, appelé à être « la représentation de la vie catholique » qui s'oppose au sud, majoritairement « protestant » (Knight, 1995, p. 19).

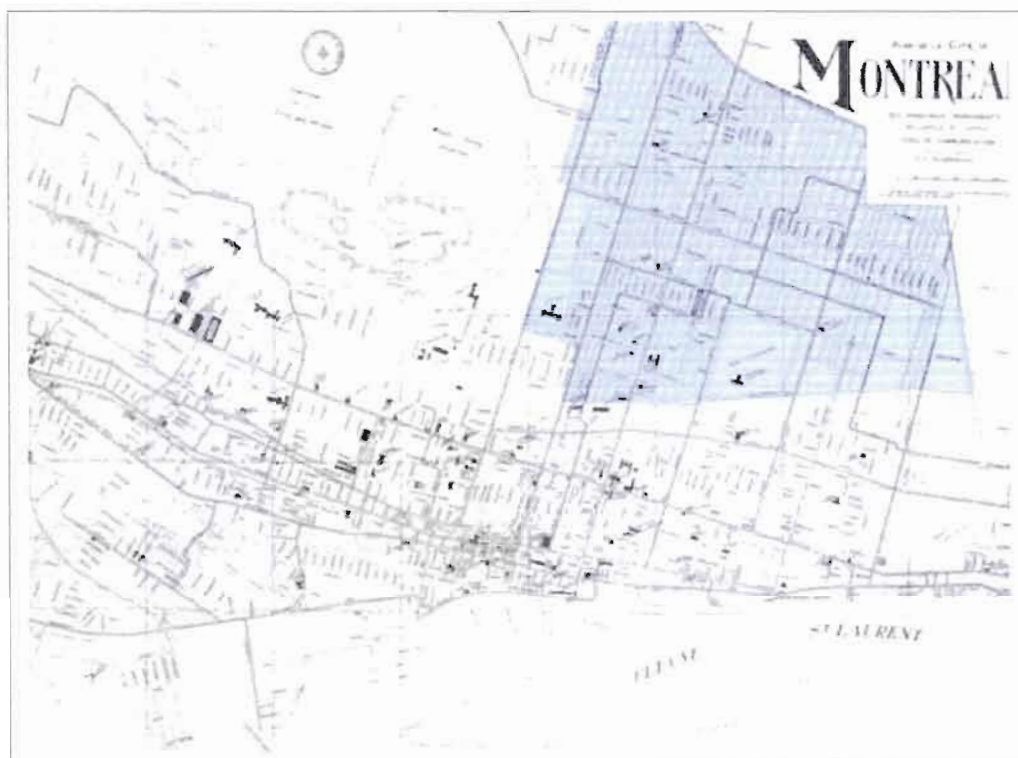


Figure 37 : Plan de Montréal, qui date probablement de 1910. Source : BNQ, cote : G 3454 M65 1910 P53 CAR.

D'autre part, le Plateau devient, en cette fin siècle, le principal quartier d'accueil des nouveaux immigrants, provenant de l'Europe orientale et qui fuyaient les turbulences

politiques qui allaient mener, plus tard, à la Première guerre mondiale (LaFerrière, 1995). En effet, de nombreux Juifs, Allemands, Russes, Polonais, Roumains et Litوانيens viennent s'installer à Montréal, alors en plein essor économique. Ils vont élire domiciles et établir leurs commerces et manufactures le long du boulevard Saint-Laurent, communément appelée la « Main » et désignée comme la « frontière ethnique entre le monde anglophone à l'ouest et francophone à l'est » (Ville de Montréal-CIDEM 1984, p.7). Les immigrants occuperont également la partie nord-ouest, surnommée l'Annexe, contribuant grandement au développement rapide de ce secteur. Dès 1900, Saint-Louis du Mile-End devient une ville cosmopolite (Ville de Montréal, 1984). Si après la Deuxième guerre mondiale, la plupart des ces communautés immigrantes se déplaceront vers les quartiers de l'ouest (Outremont, Westmount, Côte-des-Neiges), ce secteur du Plateau continuera, cependant, d'être le premier point de chute des vagues d'immigration qui leur succéderont. C'est le cas des Grecs qui s'y installent durant les années 1950, implantant leurs commerces et leurs restaurants sur l'avenue du Parc, vite surnommée la « Petite Athènes ». Viendra par la suite la communauté portugaise durant les années 1960 et 1970 qui investira le secteur compris entre les rues Coloniale, de Bullion, Roy et Rachel. Toutes ces communautés imprèneront le Plateau de leur culture urbaine et marqueront indéniablement le paysage avec leurs différents édifices religieux (protestants, orthodoxes et juifs), leurs commerces et leurs manufactures. Certaines d'entre elles, comme la communauté portugaise, contribueront même à freiner la détérioration du quartier durant les années de déclin (LaFerrière, 1995).

Figure 38 : Cérémonie sur le boulevard Saint-Laurent aux alentours des années 1940-50. Source : Archives d'Héritage Montréal (dossier Plateau Mont-Royal).







Figures 39 et 40 :  
Photos du boulevard  
Saint-Laurent aux  
alentours des  
années 1940-50.  
Source : Archives  
d'Héritage Montréal  
(dossier Plateau  
Mont-Royal).

### 3.2.4 1914-1950 : stagnation urbaine

Le développement accéléré au tournant du siècle atteint un point de saturation à la veille de la Première guerre mondiale. Le Plateau amorce dès lors une longue période de stagnation qui se poursuit jusqu'à la fin de la Seconde guerre mondiale (Ville de Montréal, 1984). C'est essentiellement la crise des années trente qui ralentira quelque peu l'ardeur de ce fulgurant développement économique et urbain et engendra une conjoncture difficile pour le quartier et sa population essentiellement de couche ouvrière. De plus, le déménagement de l'Université de Montréal à l'ouest du Mont-Royal en 1920 entraîna le départ de la bourgeoisie francophone. En effet, plusieurs familles bourgeoises, qui habitaient alors les belles demeures de la rue Sherbrooke, suivirent cette migration institutionnelle. La bourgeoisie anglophone délaissera elle aussi peu à peu les lieux au profit des quartiers plus verdoyants comme Westmount et Notre-Dame-de-Grâce (Ville de Montréal, 1984). Le quartier connaîtra, toutefois, quelques réalisations urbaines. Face à la crise économique des années 1930 qui marque l'arrêt de la construction, les gouvernements lancent quelques projets ponctuels pour remédier au chômage : la clinique Laurier, la cour juvénile (actuellement, École nationale de Théâtre du Canada), le chalet du parc Laurier et le tunnel Iberville. On dote le vieux marché Saint-Jean-Baptiste d'un édifice plus moderne et la gare du Mile-End est remplacée par la gare Jean-Talon. Quelques aménagements de parcs seront également réalisés, à savoir le parc Sir-Wilfrid-Laurier vers 1920 et, au nord du Plateau, les anciennes carrières Dubuc et Limoges deviennent le parc Laurier en 1925 (Marois, 2001).



Figure 41 : Vue aérienne du Plateau Mont-Royal en 1920. On y voit le Parc Lafontaine. Source : BNQ.



### 3.2.5 Des années 1950 à 1970 : la période sombre

Les années d'après-guerre vinrent marquer la fin d'une époque pour annoncer celle du déclin des quartiers centraux. En effet, le retour à la paix, loin d'avoir avantagé les quartiers anciens, a plutôt déclenché une nouvelle vague d'expansion au profit des espaces périphériques.



Figure 42 : Vue aérienne du Plateau Mont-Royal. Tiré de GIUM (1985a).

Largement favorisée par l'interventionnisme étatique, cette vague engendra une restructuration du territoire montréalais (renforcement des transports, développement du réseau autoroutier, création des banlieues et de zones industrielles en périphérie, etc.). La migration industrielle qui en découla, stimulée par les restructurations économiques et l'étalement urbain des années cinquante-soixante, eu des répercussions dramatiques sur les quartiers anciens, notamment sur le Plateau Mont-Royal qui assista au déménagement de plusieurs entreprises en raison des nouvelles exigences modernes et spatiales (Marois, 2001). Cette situation asséna un coup dur au quartier et transforma profondément son portrait : exode de sa population, affaiblissement de ses activités commerciales et économiques, détérioration majeure du cadre bâti.



Figure 43 et 44 : Photos montrant les bâtiments industriels qui connaissent un déclin économique. À droite, le boulevard St-Laurent menacé par les activités commerciales de périphérie. Tirées de GIUM (1985a).



En outre, le Plateau Mont-Royal, comme l'ensemble des quartiers centraux, connu à partir des années 1960 une hémorragie démographique dramatique due, entre autres, au vieillissement de la population, la baisse de la natalité et l'exode des jeunes familles vers la banlieue (Marois, 1989, 2001). Durant la seule période allant de 1971 à 1981, la population du Plateau chuta de 110,000 habitants à 77 500, soit une réduction de 30% en dix ans (GIUM, 1985a).

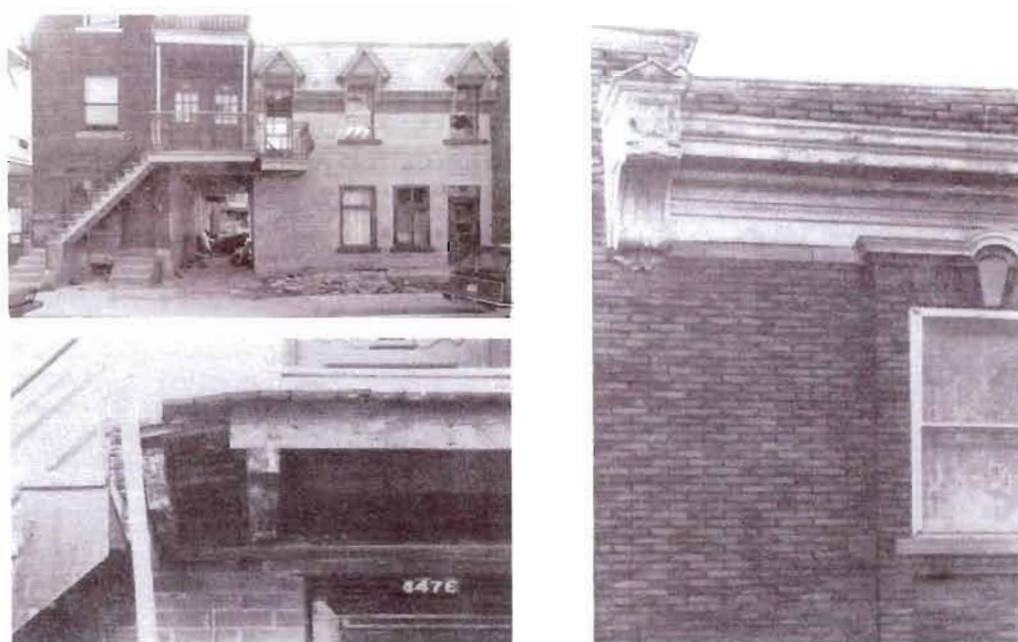


Figure 45 : Ensemble de photos montrant la détérioration du bâti du Plateau Mont-Royal. Tirées de GIUM (1985a).

Cette période est également consacrée aux grands travaux d'aménagement entrepris, dès l'aube des années cinquante, par les autorités municipales fortement animées par l'idée de création d'un centre-ville moderne. En effet, dans la foulée du mouvement d'après-guerre de modernisation de la société québécoise, les autorités municipales, largement inspirées par les principes de l'*Urban Renewal*, lancèrent de vastes opérations de rénovation urbaine au centre-ville. Dans le Plateau, ce sont les rues Sherbrooke, parc Lafontaine et le boulevard Saint-Joseph qui furent le plus touchées par la construction de haute densité (Ville de Montréal, 1984, 2004). On implanta également des blocs d'appartements sur plusieurs rues traditionnelles

comme la rue Rachel et l'avenue Papineau, ainsi que des tours industrielles dans la partie nord-est du Mile-End (GIUM, 1989). Enfin, cette vague de rénovation culmina avec la construction du complexe d'habitations La Cité Concordia (de 1972 à 1979), dans le secteur dit Milton Parc à l'extrême ouest du quartier (Ville de Montréal et MCC, 1998). Toutefois, devant les fortes protestations des résidents et des militants de mouvement patrimonial, le projet initial des tours de La Cité qui prévoyait de raser le secteur en entier, fut limité à quatre tours, dont la réalisation nécessita tout de même la démolition d'une partie non négligeable de maisons victoriennes (Germain et Rose, 2000 ; Ville de Montréal, 1984).



Figure 46 : Ensemble de photos sur la construction en hauteur : a) et b) les tours implantées dans le Plateau Mont-Royal, c) et d) destruction du cadre bâti patrimonial. Tirées de GIUM (1984a).

Outre ces travaux, on s'attaqua aux infrastructures routières afin de réorganiser la circulation. C'est ainsi qu'on réalisa l'échangeur des Pins/du Parc et qu'on transforma le boulevard Saint-Joseph en une artère à six voies par le rétrécissement de son terre-plein central en 1962. De plus, les autorités locales, en prévision de l'organisation de l'exposition universelle (1967) et désireuses de rehausser l'image de leur ville sur le plan international, entreprirent de 1962 à 1966 l'aménagement du réseau de métro.



Figure 47 : Les 3 stations de métro du Plateau. Tiré de Ville de Montréal (1992).

Le quartier fut doté de trois stations sur la ligne « orange » dans l'axe de la rue Berri : Sherbrooke, Mont-Royal et Laurier.



Figure 48 : Sortie de la station de métro Mont-Royal. Photo : Kenza Benali.

Ceci dit, en dépit des bonnes intentions qui animaient les acteurs de ces multiples interventions urbaines, il n'en demeure pas moins, comme le laissent entrevoir de nombreux ouvrages, que plusieurs d'entre elles sont passées, dans l'imaginaire collectif, comme autant d'erreurs urbanistiques ayant contribué davantage au déclin du quartier qu'à sa renaissance proprement dite (GIUM, 1989). On estime que les démolitions et les reconstructions qui ont en résulté, ont déstructuré le tissu urbain traditionnel et perturbé l'homogénéité du cadre bâti. Ces interventions, dites « destructrices » et « brutales » (GIUM, 1984a), suscitèrent une vive opposition de la part des résidents et de nombreux acteurs sociaux qui se regroupèrent autour de mouvements de contestation pour réclamer de véritables actions de revitalisation et le respect du patrimoine de leur milieu de vie (GIUM, 1984a). En effet, de nombreux comités citoyens se formèrent pour sensibiliser la population et les pouvoirs publics à la détérioration du quartier et à l'urgence de prendre des mesures pour redresser la situation. Leur feuille de route mettait essentiellement en avant des revendications sociales appelant à la construction de logements à loyer modique (HLM) et à la conservation - restauration du stock résidentiel au profit des couches populaires dont la quotidienneté était fortement affectée par les démolitions occasionnées par les travaux de développement et la détérioration du milieu de vie (GIUM, 1984a).





Figure 49 : Ensemble de photos montrant la construction en hauteur du quartier : a) la Cité Concordia sur l'avenue du Parc, secteur Milton Parc, b) rue Sherbrooke, à l'intersection avec la rue Clark, c) rue Sherbrooke, à l'intersection avec le bd Saint-Laurent, d) et e) Tours sur la rue Berri, vue de la rue Saint-Denis, f) rue Sherbrooke, vue à partir de la rue Sanguinet. Photos : Kenza Benali.

### **3.2.6 Des années 1970 aux années 1990 : revitalisation urbaine et gentrification**

Devant les groupes de pression qui s'opposaient farouchement à la rénovation urbaine des quartiers centraux, et suite à la déception des résultats de la fâcheuse expérience de rénovation dans la Petite Bourgogne (n'ayant jamais atteint les objectifs fixés et connu une perte de presque 50 % de sa population de 1966 à 1977), la municipalité se vit contrainte de réorienter son action (Morin, 1987). C'est dans ce contexte qu'elle opta pour la politique de revitalisation des quartiers anciens, jugée plus efficace et moins évinçante pour la population que celle entreprise auparavant (Linteau, 2000). En plus de maintenir la population locale, la revitalisation urbaine se présentait comme une stratégie judicieuse permettant de rehausser la valeur marchande du bâti et par conséquent, de renflouer les caisses de municipalité via son système de taxation, sans y avoir à injecter d'importants investissements.

Cette nouvelle orientation donna naissance, dès 1973, à une véritable politique à la fois de réanimation urbaine et de restauration du stock de logements, dont l'application se fit grâce à deux principaux dispositifs : les programmes gouvernementaux établis à l'échelle régionale et nationale et, ceux de la municipalité adaptés aux spécificités montréalaises (Morin, 1987). Ainsi, furent mis sur pied le PAQ (programme d'amélioration de quartiers), impliquant les trois paliers gouvernementaux (Société canadienne d'hypothèques et de logement, la Société de l'habitation du Québec et la municipalité) et qui visait à rehausser l'image des vieux quartiers et à améliorer les conditions d'habitabilité de leurs résidents ; le PAREL (programme d'aide à la remise en état des logements) mis sur pied par le gouvernement fédéral ; le programme provincial de subvention à la restauration domiciliaire LOGINOVE; le programme de subventions à la restauration des bâtiments de la Ville de Montréal; et, enfin, le programme d'aide aux logements coopératifs visant, comme le soulignait Morin, « à promouvoir l'achat-restauration de logements par des coopératives d'habitation » (Morin, 1987, p.44). En 1977, suite à

un colloque sur le logement, les instances municipales manifestèrent davantage leur intention de rompre avec la vision de grandeur exprimée lors des aménagements réalisés en vue des Jeux Olympiques de 1976 afin de privilégier une attitude plus respectueuse du milieu existant et une politique plus axée sur la renaissance de la ville ancienne. De manière générale, elles se sont préoccupées du maintien de la population modeste sur place, de la relance économique locale et de l'amélioration de l'environnement urbain. Cette nouvelle approche fut fortement appuyée par le gouvernement provincial qui adopta, dès le début de 1978, des moyens permettant à la Ville de Montréal de réaliser ses objectifs de consolidation du tissu urbain existant et de réaménagement de l'île de Montréal, tels que la Loi sur la protection du territoire agricole pour freiner l'urbanisation des terres arables et réduire l'étalement urbain, ainsi que la Loi sur la fiscalité municipale pour renforcer le rôle de l'impôt foncier.

Pour la relance économique des quartiers centraux, la politique municipale fut structurée autour trois axes de développement : la construction résidentielle, l'affirmation de l'armature commerciale et la consolidation de la structure industrielle. C'est ainsi que fut mis sur pied, dès 1979, la CIDEM (Commission d'initiative et de développement économique de Montréal) chargée « d'élaborer, planifier, coordonner et exécuter les programmes et les projets de la Ville en matière d'habitation, de promotion et de développement économique » (Morin, 1987, citant la Ville de Montréal, règlement n° 5380). Cette commission lança dès le début l'opération 10000 logements (élargie à 20 000) pour attirer les jeunes familles de couche moyenne. En 1981, un autre organisme fut créé pour régir le secteur industriel, la SODIM (Société de développement industriel de Montréal) dont la mission consistait à « acquérir, rénover, [...] administrer les immeubles industriels et [...] gérer un programme d'aide à la restauration et l'agrandissement... » de ces derniers (Morin, 1987, p. 47).

Les autorités municipales lancèrent également un programme de revitalisation des artères commerciales (RAC) en vue d'embellir les rues principales de quartiers et

d'assurer leur attrait. Enfin, elles encouragèrent fortement la création de SIDAC (Société d'initiatives et de développement des artères commerciales), une forme d'association de commerçants et de gens d'affaires voulant s'impliquer dans la régénérescence de leurs rues commerciales respectives (Morin, 1987). Cependant, devant l'impossibilité de réaliser les programmes PAQ<sup>10</sup> dans les délais imposés par la Société de l'habitation du Québec, les instances municipales décidèrent, en 1980, d'intervenir directement dans les quartiers anciens par le biais d'un programme appelé PIQA (Programme d'intervention dans les quartiers anciens) sous le contrôle exclusif, cette fois-ci, de la Ville de Montréal (Gingras et *al.*, 1983). À l'échelle de Montréal, huit quartiers ont retenu l'attention des autorités municipales, considérés comme « zones prioritaires à l'intervention », « suffisamment dynamiques, potentiellement du moins, pour générer un effet d'entraînement » et susceptibles d'« attirer de nouveaux citoyens » (Gingras et *al.*, 1983, citant la Ville de Montréal) : le Plateau Mont-Royal, Centre-Sud, Hochelaga-Maisonneuve, Pointe Saint-Charles, Saint-Henri, Côte Saint-Paul et Sainte-Marie. Cependant, c'est le Plateau Mont-Royal qui fut le plus choyé en termes d'opérations urbanistiques (Gingras et *al.*, 1983). En effet, trois secteurs du quartier ont bénéficié du PIQA en 1980, soient les zones Bienville, Guilbault et Marie-Anne (GIUM, 1984b). Les opérations ont porté sur différents aspects, entre autres, ajout de 0,65 hectares d'espaces verts, mise en valeur des rues, injection d'équipements communautaires, plantation d'arbres, réparation des trottoirs, aménagement du mobilier urbain, enfouissement de fils électriques et goudronnage des chaussées, (Gingras et *al.*, 1983). Les rues Prince-Arthur, Duluth, Mont-Royal, Rachel et Saint-Laurent, bénéficiant du programme de revitalisation des artères commerciales (RAC) en 1981 et 1982, deviennent peu à peu des « rues d'ambiance » ou dite « à la mode » grâce à la mise en valeur et l'implantation de nombreux établissements spécialisés et des commerces sophistiqués dits de « nouvelle vague » liés au loisir, à la mode et à la restauration (cafés-bistrot, restaurants, pubs, épiceries ethniques, etc.) (AHM, 1990). De 1985 à 1989, le nombre de commerces « nouvelle vague » sur le boulevard Saint-Laurent

<sup>10</sup> À Montréal, en 1983, presque tous les programmes PAQ sont interrompus. Les seuls qui restent sont le PAQ Terrasse Ontario dans le quartier Centre-Sud et le PAQ St-Henri (Gingras et *al.*, 1983).

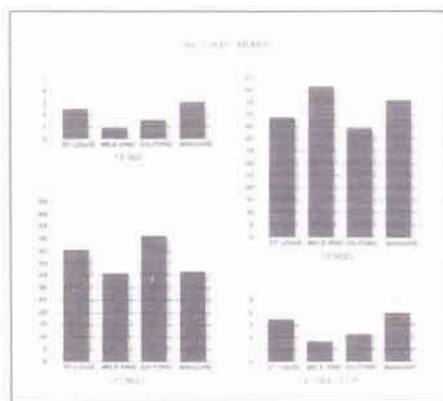


passé de 91 à 127 et sur la Saint-Denis de 163 à 250 (GIUM, 1989). C'est dire que la morphologie urbaine du Plateau y était propice (GIUM, 1985).



Figure 50 : Les PIQA dans les secteurs du Plateau Mont-Royal. Tiré de GIUM (1984b).

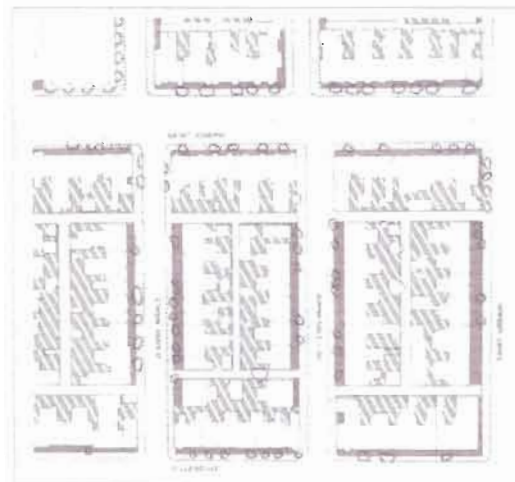
En effet, grâce à ses nombreux trottoirs larges, l'aménagement du mobilier urbain (bancs, bacs à fleurs, arbres et lampadaires) et des cafés-terrasses était rendu possible. De la même façon, la présence de cours arrière constitue un atout pour les commerces nécessitant un espace fonctionnel. Enfin, la structure physique des îlots, le rapport entre la hauteur des bâtiments et la largeur de la chaussée expliquent en partie la qualité spatiale de ces rues. Le caractère des rues du Plateau sera davantage marqué grâce à d'autres interventions telles que « l'Opération commerce de la Ville de Montréal » en 1992, et « l'Opération Pignon sur rue » en 1994 (Deschatelets, 1995).



### SAINT-LOUIS : ÎLOTS-TYPES



### MILE-END : ÎLOTS-TYPES



### LÉGENDE

- RUE
- MARGE DE RECUL
- ▨ ARRIÈRE-COUR
- ▤ TROTTOIR
- ARBRE



Figure 51: Planche montrant la morphologie urbaine de certains secteurs du Plateau Mont-Royal. Figures tirées de GIUM (1985a).



Figure 52 : Le bd St-Laurent. Photo : Kenza Benali.



Figure 53 : L'avenue Mont-Royal. Photo : Kenza Benali.



Figure 54 : La rue Saint-Denis. Photo : Kenza Benali.

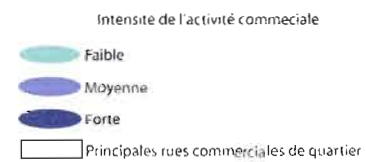
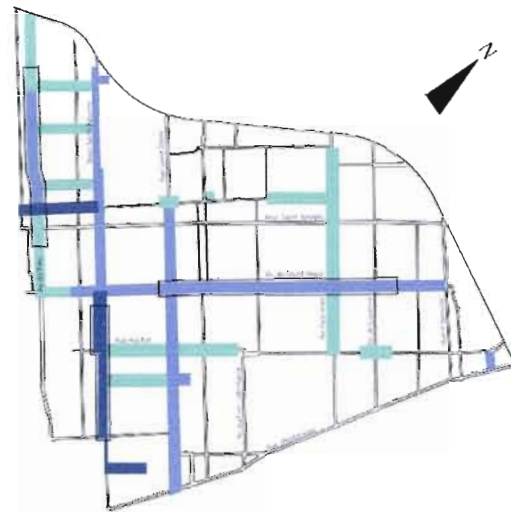


Figure 55 : Carte montrant l'activité commerciale du Plateau Mont-Royal. Données tirées de Ville de Montréal (1992).



Figure 56 : La rue Prince-Arthur. Photo : K. Benali.

Le développement intense que va connaître le Plateau en l'espace de quelques décennies, va lui permettre également de se confirmer comme un important espace culturel à l'échelle de la ville (Ville de Montréal, 1992). En effet, il dispose aujourd'hui d'un très grand nombre d'équipements culturels publics et privés ayant un rayonnement métropolitain. Avec le Centre-Sud, il regroupe le quart des activités et des équipements culturels de Montréal (Ville de Montréal, 1992). Ses nombreuses librairies, galeries d'art, centres d'expositions, salles de spectacles et cinémas, concentrés essentiellement le long du boulevard Saint-Laurent et la rue Saint-Denis, lui confèrent un dynamisme particulier.



Figure 57: Ensemble de photos montrant les équipements culturels : a) sur la rue St-Denis, b) et c) sur l'avenue Mont-Royal. Photos : Kenza Benali.



Figure 58 : Carte montrant les équipements culturels du Plateau Mont-Royal. Données tirées de Ville de Montréal (1992).



D'autre part, le riche patrimoine architectural et urbain dont regorge le Plateau Mont-Royal a bénéficié de plusieurs mesures de protection et de reconnaissance provinciale et municipale (Ville de Montréal, 1992). Le site du parc du Mont Royal qui longe le quartier ainsi que le site comprenant l'église Saint-Jean-Baptiste et l'ensemble conventuel et civil situés sur la rue Rachel à l'ouest de la rue Saint-Denis, ont été reconnus « sites du patrimoine » en 1987. On compte aussi un certain nombre d'édifices cités ou classés « monuments historiques »<sup>11</sup> par le Ministère des affaires culturelles<sup>12</sup> comme le Monastère des Pères du Très-Saint-Sacrement, classé en 1979, et qui jouit notamment d'une aire de protection. Plusieurs rues offrant un cadre bâti commercial et institutionnel de grande qualité ont également été reconnues par la municipalité comme des « secteurs de valeur exceptionnelle » tels que les rues Saint-Denis, Saint-Hubert, le boulevard Saint-Joseph et plus tard, la rue Rachel-est et l'avenue Delorimier. La valeur patrimoniale du paysage bâti ne se limite pas aux bâtiments prestigieux ou à certains secteurs urbains mais s'étend pratiquement à l'ensemble du tissu résidentiel. L'architecture résidentielle du Plateau, qui connut tout un mouvement de restauration durant les années 1970-1980, comme nous le verrons dans le paragraphe suivant, est aujourd'hui sacrée comme l'un des paysages urbains les plus significatifs de Montréal. À cet égard, le Carré Saint-Louis est sans conteste celui qui recèle quelques-uns des plus beaux exemples de l'architecture victorienne de Montréal (Ville de Montréal, 1992).

Figure 59 : Carte sur le patrimoine architectural du Plateau. Données tirées de Ville de Montréal (1992).



<sup>11</sup> Voir la liste des édifices classés et cités dans la base de données sur le patrimoine (*Inventaire architectural de Montréal*) disponible sur le site de la Ville de Montréal au : [www.patrimoine.ville.montreal.qc.ca/patrimoine.htm](http://www.patrimoine.ville.montreal.qc.ca/patrimoine.htm)

<sup>12</sup> Aujourd'hui Ministère de la Culture et des communications.



Figure 60 : Ensemble de photos sur le patrimoine architectural du quartier reconnu comme exceptionnel : a) L'église St-Jean-Baptiste, b) bâti de la rue Prince-Arthur, c) et d) quelques typologies architecturales du Plateau, tiré de GIUM, 1985a, e) L'Hôtel-Dieu (affilié au CHUM), f) cadre bâti de la rue St-Urbain, g) cadre bâti de la rue de Bullion. Photos : Kenza Benali.







Figure 61: Ensemble de photos sur le patrimoine architectural du Plateau Mont-Royal : a) rue Saint-Cuthbert, b) rue Clark, c) rue Clark, d) avenue Coloniale, e) détail architectural à l'intersection des rues Sewell et Saint-Cuthbert, f) détail architectural sur la rue de l'Hôtel de Ville. Photos : Kenza Benali.

En termes de rénovation résidentielle, le Plateau fut l'un des quartiers des plus privilégiés. En effet, la Ville accorda un nombre important de permis de réparation et de modification résidentielle, passant de 163 en 1976 à 300 en 1981 (Gingras et *al.*, 1983). De plus, entre 1980 et 1983, 65% de la restauration domiciliaire dans les zones PIQA du Plateau fut subventionnée par la municipalité. En l'espace de trois ans, près de 2500 logements et 724 bâtiments bénéficièrent de ces subventions qui totalisèrent un montant de 13 662 000 \$ (Gingras et *al.*, 1983) .

**Tableau 3**

Subventions à la restauration, Plateau Mont-Royal : 1980 -1983

Nombre de/ Année	1980	1981	1982	1983
Bâtiments	441	155	91	37
Logements	1504	487	272	235
Valeur/logement	3313 \$	7921 \$	10797 \$	8017 \$

Source : Gingras et *al.* (1983), reprenant les données du Service de la restauration, Ville de Montréal.

Il faut souligner que le mouvement de rénovation résidentielle a été au départ un mouvement spontané qui remonte aux années 1970. Dans cette auto-amélioration effectuée par la population en place, mentionnons celle entreprise par les Portugais dans leur secteur de Saint-Louis (délimité par les rues Coloniale, de Bullion, Roy et Rachel) et qui leur vaudra, en 1975, le prix d'excellence de la Société d'architecture de Montréal (LaFerrière, 1995). En 1983, la rénovation résidentielle spontanée est pratiquement achevée, surtout dans la partie est du Plateau (Gingras et *al.*, 1983). Elle sera remplacée par la suite par celle entreprise par les professionnels (architectes, investisseurs, entrepreneurs) qui bénéficieront largement des subventions municipales. Ceci dit, avec les mesures incitatives municipales, le quartier va connaître, dès 1981, une accélération phénoménale de l'accession à la propriété (AHM, 1990). En effet, en dépit du moratoire sur les conversions en



copropriété instauré en 1979<sup>13</sup>, on assiste à une prolifération de logements reconvertis en copropriété (indivise et divise) et en propriété mixte (Choko et Dansereau, 1987 ; CLSL, 1986). Bien que le taux de propriétaires y soit plus faible que dans certains quartiers montréalais, le Plateau reste néanmoins, avec le Centre-Sud, le quartier qui a subi la plus importante hausse de 1976 à 1986. Selon Statistique Canada, le taux de propriétaires-occupants passe durant ces 10 années de 10.1% à 17.5%. Cependant, pour la SIDAC Mont-Royal, le taux de propriétaires-occupants atteint, en 1986, 38,4% alors que le journaliste Serge Truffaut affirme, dans *Le Devoir* le 13 septembre 1986, qu'il approche 50% selon les spécialistes (CLSL, 1986).

**Tableau 4**

Comparaison de l'évolution du taux de propriétaires dans 6 quartiers montréalais entre 1976 et 1986

	% 1976	%1981	%1986	Variation 76-81	Variation 81-86	Variation 76-86
Plateau	10.1	13.7	17.5	36.3	27.7	73.3
Hochelaga	12.00	12.1	13.2	1.5	8.4	10.1
Notre-Dame-de-Grâce	23.1	23.5	26.4	1.7	12.2	14.3
Rosemont	21.5	22.4	23.9	4.6	6.3	11.2
Villeray	20.1	21.7	22.7	8.2	4.4	12.9
Centre-Sud	5.9	7.5	10.9	28.2	44.9	84.7

Source : AHM (1990), reprenant les données du recensement de 1976, 1981 et 1986 de Statistique Canada.

À en juger par la « carte sur l'état de logement » que l'Atelier Habitation Montréal a réalisée en 1990 (Figure 62), c'est dans le secteur central du Plateau (pris entre rues St-Hubert, Papineau, la rue Sherbrooke et la voie ferrée) que l'on compte le plus

<sup>13</sup> Selon Comité Logement St-Louis (1986), l'étendue du phénomène de la conversion durant le moratoire s'explique par le fait qu'il était possible de « contourner légalement la loi ». Il avance que la majorité des conversions, qui ont été entreprises par des professionnels de l'immobilier possédant une expertise légale, ont pu être réalisées grâce à l'éviction des locataires qui constituaient l'obstacle légal.

grand nombre de rénovations résidentielles et de ventes de copropriétés. En fait, c'est dans cette partie, qui a connu une nette amélioration de son stock de logement, que s'est fait sentir le phénomène de gentrification, comme nous le démontrons un peu plus loin. On y retrouve aussi les deux plus grands parcs du Plateau, à savoir le parc Lafontaine et le parc Laurier. Dans le secteur ouest, la quantité de logements rénovés y est plus faible qu'ailleurs sur le territoire. Mises à part quelques portions de rues comme Waverly, Jeanne-Mance et Esplanade entre Fairmount et Bernard, les améliorations se concentrent de part et d'autre de l'avenue du Parc. Par contre, les rues Saint-Denis, Laval, Drolet ainsi que celles qui entourent le Carré Saint-Louis ont connu des restaurations majeures et luxueuses. Dans le secteur est, on y trouve une certaine mixité, dans laquelle certains logements restaurés côtoient d'autres en mauvais état.

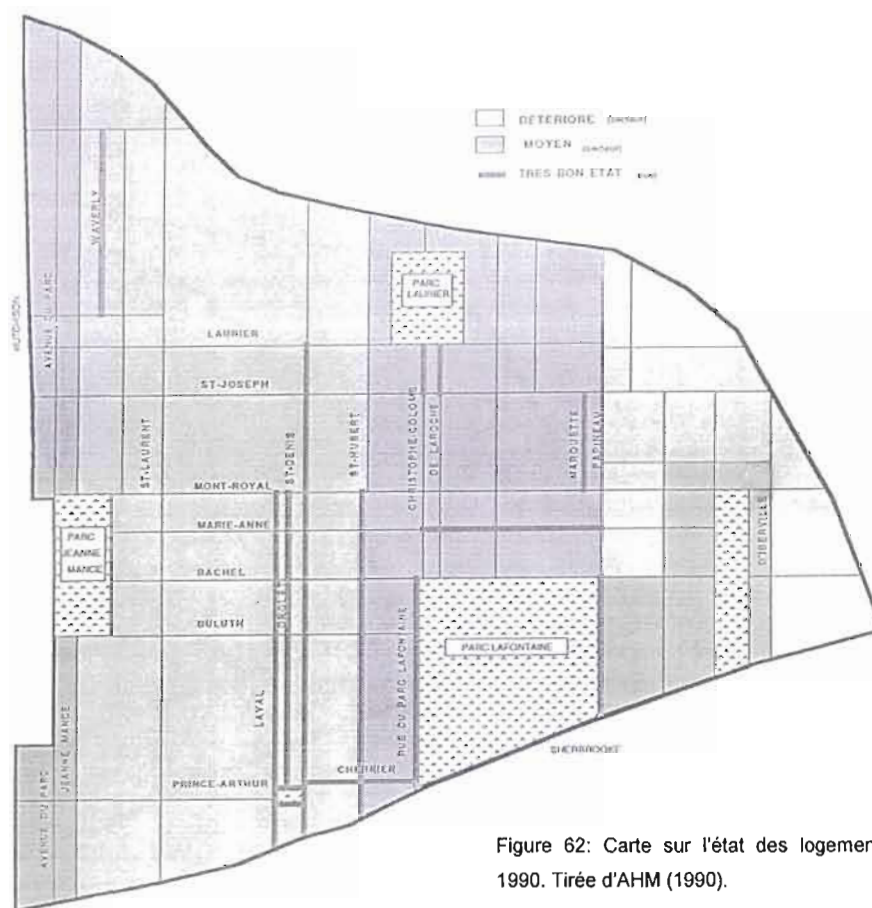


Figure 62: Carte sur l'état des logements en 1990. Tirée d'AHM (1990).

La clientèle de copropriétaires qui entreprend la rénovation résidentielle semble constituer, en fait, la deuxième vague de gentrificateurs qui s'installe dans le quartier dès le début des années 1980 (GIUM, 1985).



Figure 63: Carte sur les parcs du Plateau Mont-Royal. Données tirées de Ville de Montréal (1992).



Figure 64: Ensemble de photos montrant les parcs du Plateau : a) square Saint-Louis; b) et c) parc Jeanne-Mance, d) et e) parc Laurier; f) parc Lafontaine. Photos : Kenza Benali.

En effet, c'est une population économiquement supérieure à la population « autochtone », dans laquelle on compte un nombre important de professionnels et de ménages dits « marginaux » (familles monoparentales, couples sans enfants, personnes seules) (GIUM, 1985). Cette population succède, en fait, à la première vague de « pionniers » qui se sont établis dès le début des années 1970, composée d'artistes et d'étudiants qui se découvrent un engouement pour la vie de quartier (Ville de Montréal, 1984 ; Monet, 1984). Les cartes de typologie démographique de 1961, 1971, 1981 et 1986, dressées par le Groupe d'intervention urbaine de Montréal (1989), laissent entrevoir l'importante transformation démographique qu'a connue le Plateau en l'espace de quelques décennies.

On constate dans le portrait de 1961 dressé par le GIUM que le Plateau est occupé essentiellement par deux types de populations qui se situent de part et d'autre de la rue Saint-Denis. La partie-est est composée de la population que le GIUM a baptisée « traditionnelle », et qui est presque exclusivement francophone. Elle comporte un nombre élevé de ménages conventionnels. Sur le plan économique et éducatif, elle correspond au profil moyen de la population montréalaise. La partie ouest qui comprend les secteurs Saint-Louis et Mile-End, regroupe quant à elle la population dite « allophone », aux origines multiethniques.



Figure 65 : Portrait démographique de 1961. Données tirées de GIUM (1989).



On compte, tout de même, dans cette population, un certain nombre d'anglophones qui se concentrent essentiellement dans le secteur Milton Parc. Cette population dite « allophone » se caractérise par une forte proportion de ménages familiaux (enfants de 0-14 ans) et par des revenus faibles. Cependant, trois petits secteurs se démarquent de cette typologie. Le secteur (1) à proximité d'Outremont est formé par une population jeune (20-34 ans) d'origine multiethnique, plus scolarisée que l'ensemble du territoire et mieux nantie. Le secteur (2) comprend aussi une population allophone, caractérisée par de jeunes couples (20-44 ans) avec enfants et une forte proportion de ménages non-familiaux. Contrairement au premier groupe, le taux de chômage y est élevé. Enfin, le secteur (3) est composé d'une population majoritairement francophone, la plus scolarisée du territoire et qui englobe de jeunes célibataires et de nombreux ménages non-familiaux, dont la majorité est locataire. On y trouve les plus hauts revenus moyens par ménage du territoire. Les personnes âgées et enfants y sont quasi-absents.

Dans le portrait de 1971, on remarque l'apparition d'une nouvelle population largement composée de jeunes de 20-34 ans et de ménages non-familiaux, majoritairement francophone, très instruite mais au capital économique relativement faible. Cette population *pionnière*, qualifiée de « jeunes professionnels défavorisés » s'installe autour du parc Lafontaine, à proximité des artères commerciales (Saint-Denis, Duluth, Rachel, Mont-Royal) et où le cadre bâti est d'une grande richesse architecturale.

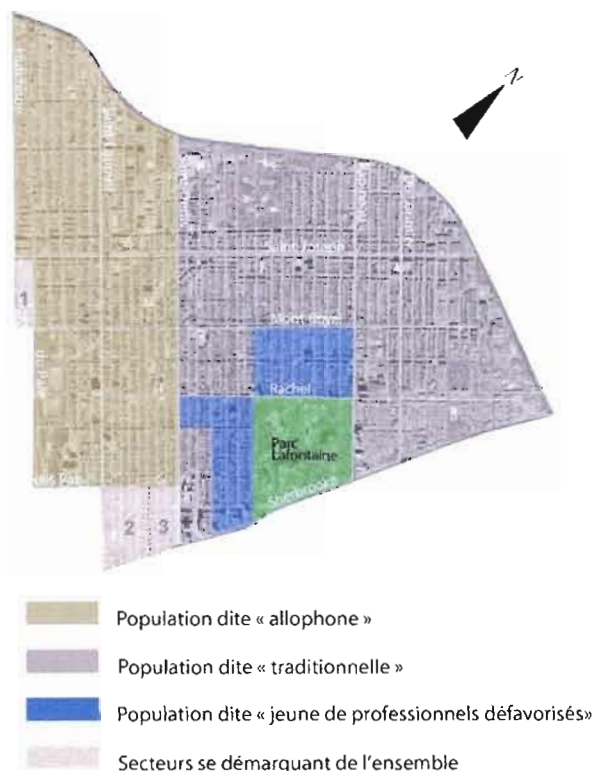


Figure 66 : Portrait démographique de 1971. Données tirées de GIUM (1989).

Mise à part ce secteur, le reste du territoire conserve les mêmes populations qu'en 1961.

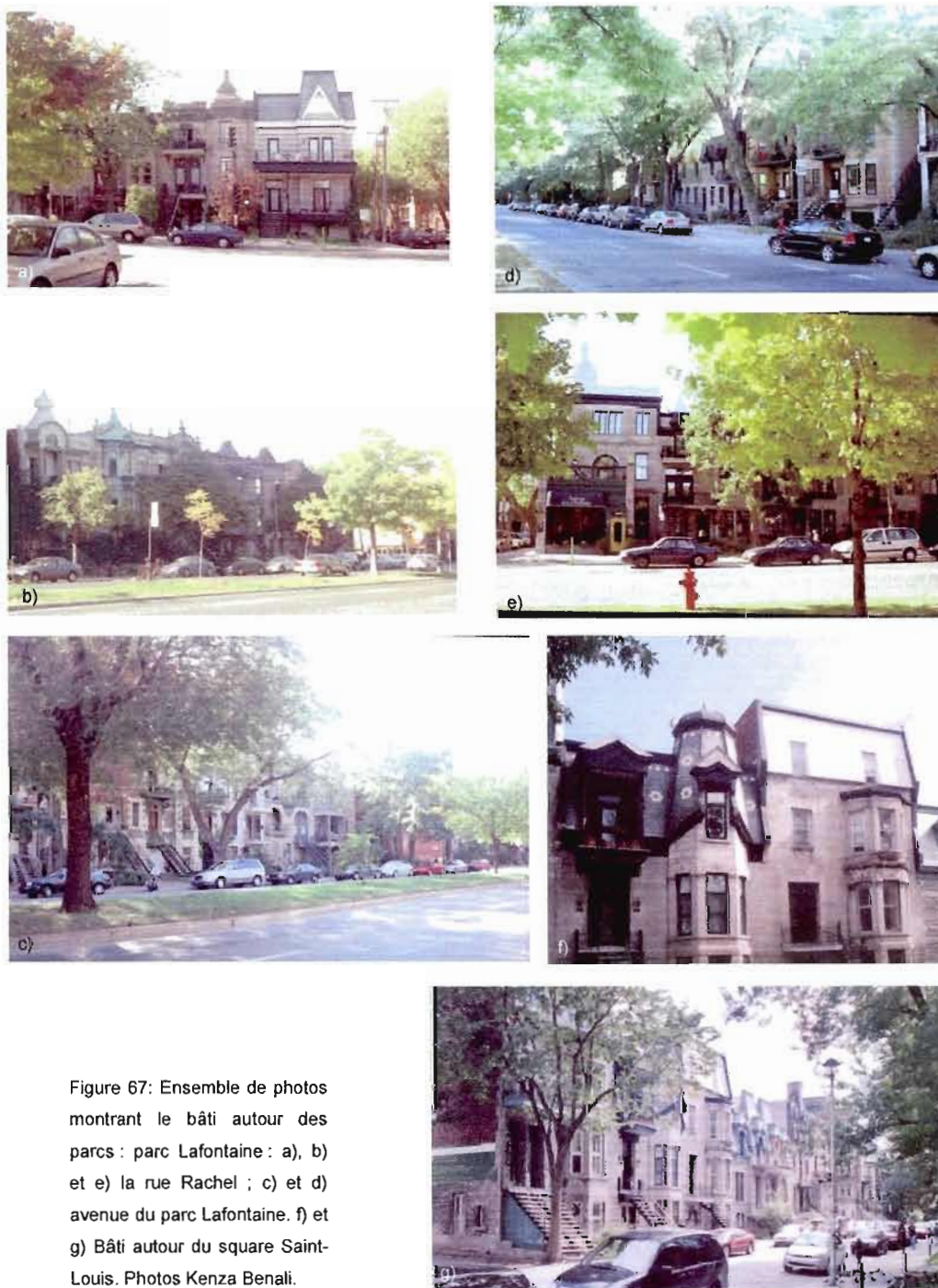


Figure 67: Ensemble de photos montrant le bâti autour des parcs : parc Lafontaine : a), b) et e) la rue Rachel ; c) et d) avenue du parc Lafontaine. f) et g) Bâti autour du square Saint-Louis. Photos Kenza Benali.

En 1981, on remarque que les populations « traditionnelle » et « allophone » cèdent du terrain à la population de « jeunes professionnels défavorisés ». En effet, cette dernière gagne surtout les secteurs se trouvant à proximité des premiers établissements. Cependant, on constate l'apparition d'un nouveau groupe qui occupe une partie du territoire investi précédemment par les jeunes pionniers. Il s'agit de la population dite de « jeunes professionnels favorisés », qui est un peu moins jeune (dominance des 20-44 ans) mais mieux positionnée économiquement. On trouve dans cette population intellectuelle, une forte proportion de francophones, un fort pourcentage de célibataires et de ménages non-familiaux. La majorité est propriétaire.

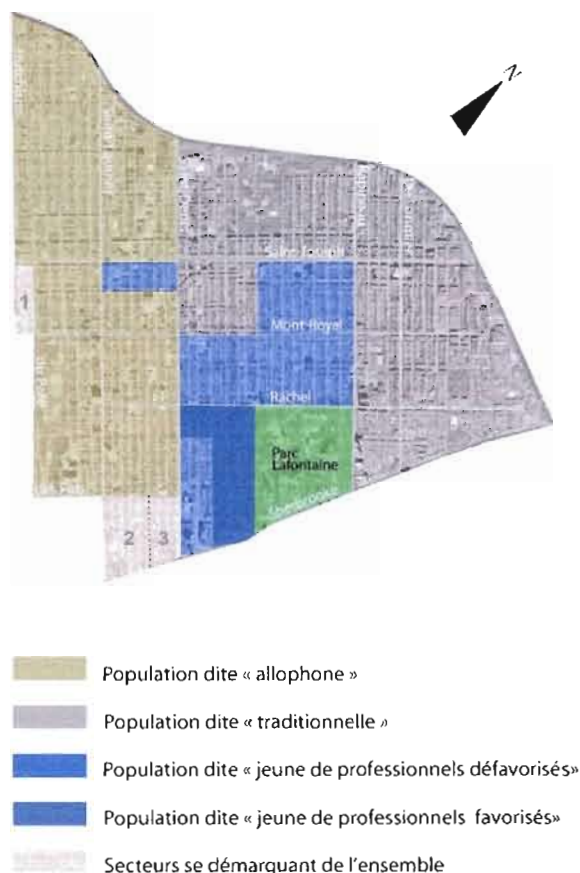


Figure 68 : Portrait démographique de 1981. Données tirées de GIUM (1989).

Il s'agit bien ici de la clientèle de copropriétaires que nous avons évoquée auparavant et qui entreprend la rénovation résidentielle. Selon le GIUM (1989), cette population dite de « jeunes professionnels favorisés » correspondrait à la population *pionnière* devenue mieux nantie en 1981. Elle se concentre du côté ouest du parc Lafontaine, dans la partie comprise entre les rues Christophe-Colomb, Saint-Hubert, Duluth et Sherbrooke, ainsi que le secteur délimité par les rues Duluth, Rachel, Christophe-Colomb et Saint-Denis. Là aussi, il semble que les secteurs convoités







La population de « jeunes professionnels favorisés », quant à elle, grossit et gagne du terrain à l'est et à l'ouest du parc Lafontaine. S'il est admis qu'il ne s'agit pas d'influx massif de banlieusards, puisque plus de la moitié des ménages habitant les logements rénovés, qui furent interrogés en 1982 par le GIUM, sont originaires ou ont séjourné dans le quartier (58%), on compte néanmoins 22% provenant des autres quartiers montréalais, 11% des banlieues de l'agglomération montréalaise et 9% de l'extérieur de la région (GIUM, 1984a). D'autre part, on remarque l'existence de deux nouveaux secteurs qui échappent aux typologies susmentionnées. La partie (4) comprise entre les rues Christophe-Colomb, Saint-Hubert, boulevard Saint-Joseph et l'avenue Mont-Royal constitue un secteur plus près des moyennes montréalaises que celle du territoire, avec une structure familiale plus traditionnelle et un meilleur statut économique. La partie du secteur de Gilford (5) constitue également un secteur très particulier. Il est occupé par une population qui partage certaines caractéristiques avec les « jeunes professionnels défavorisés » et d'autres avec ceux dits favorisés. Comme le premier groupe, cette population comporte une forte proportion de jeunes de 20-34 ans (43%), très scolarisés (majorité d'universitaires) et locataires, tandis que sa structure et son niveau économique s'apparentent à ceux des « jeunes professionnels favorisés » (célibataires, ménages non-familiaux avec des revenus supérieurs). Outre les cartes typologiques dressées par le Groupe d'intervention urbaine de Montréal, les cartes effectuées par David Ley retraçant l'évolution de la gentrification pour le centre de Montréal, sont d'une grande pertinence. En mettant en évidence l'évolution du statut social des secteurs de recensements sur la base des données socio-économiques de Statistique Canada<sup>15</sup>, les portraits cartographiés pour les périodes 1971-1981, 1981-1986, 1986-1991 (respectivement dans Ley, 1988 ; Ley, 1992 ; Ley, 1996) démontrent bien que le Plateau Mont-Royal est l'un des quartiers centraux qui ont connu une forte gentrification. Comme l'avait constaté le GIUM, entre 1971-1981, l'insertion des couches moyennes se fait essentiellement dans les secteurs

<sup>15</sup> L'indice du statut social est basé sur la moyenne du pourcentage de la population possédant une instruction universitaire et du pourcentage de la population active ayant une occupation dite quaternaire, à savoir « professional, managerial, technical and administrative jobs » (Ley, 1988 : 32).

possédant un grand intérêt patrimonial et à proximité des espaces naturels (parc Mont Royal, parc Lafontaine, parc Laurier, parc Jeanne-Mance, Carré St-Louis).

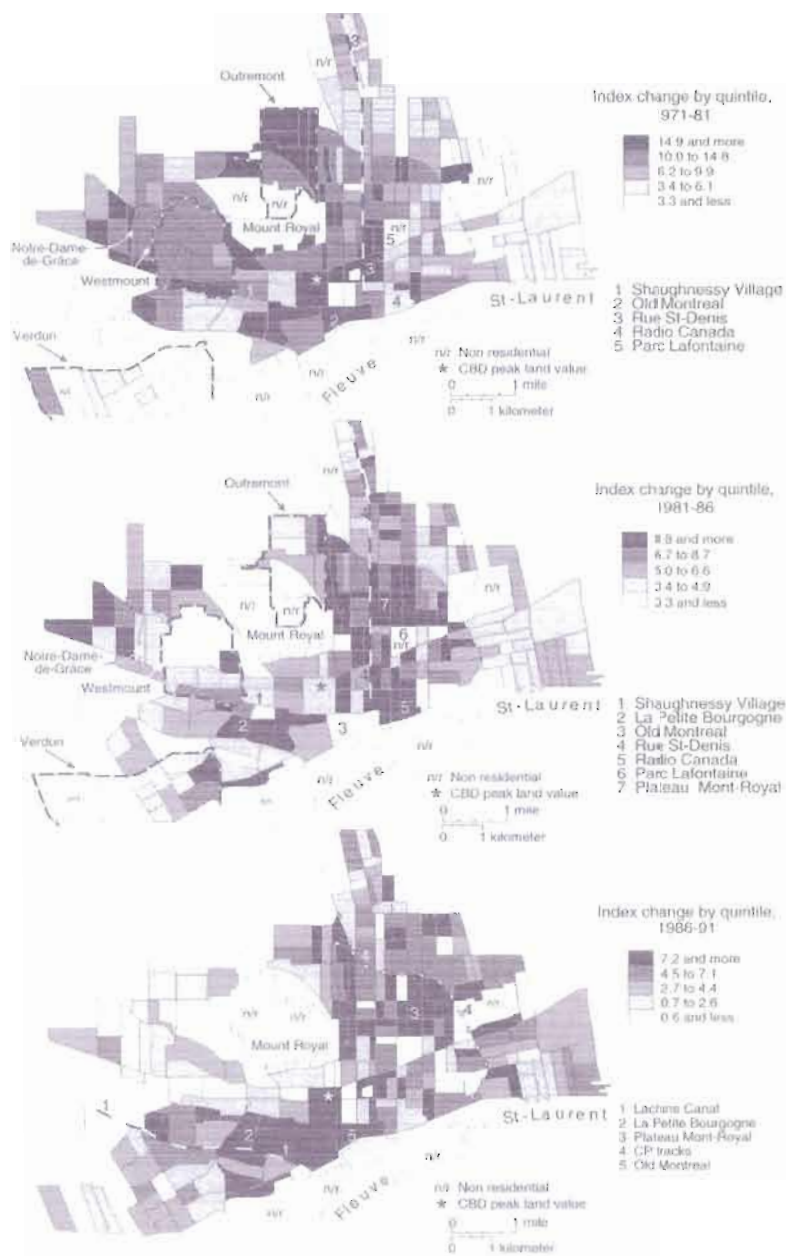


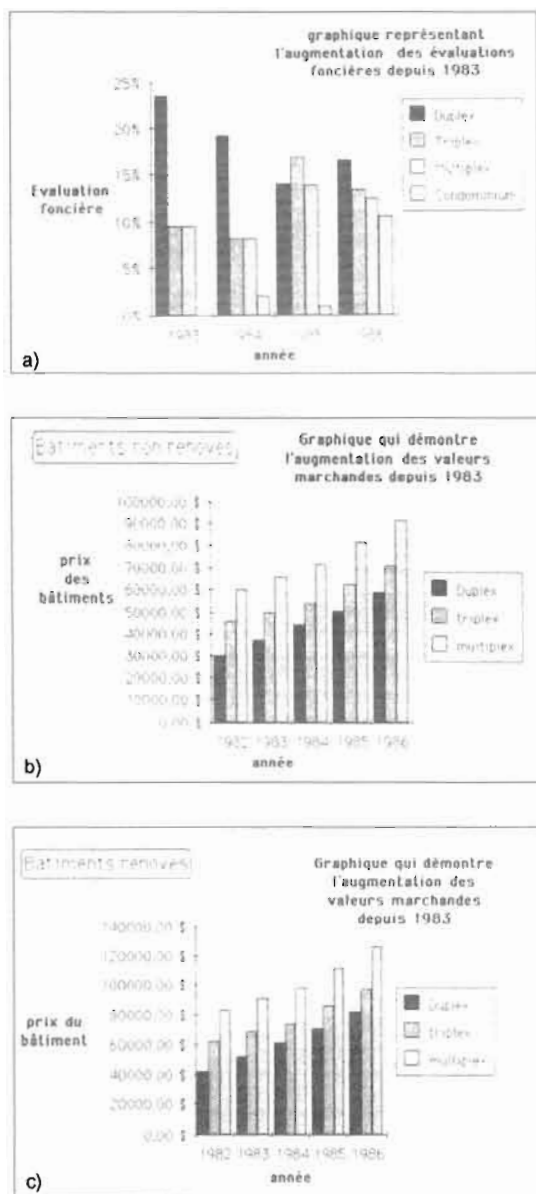
Figure 70 : Cartes sur le changement du statut social dans les quartiers centraux de Montréal : a) 1971-1981, b) 1981-1986, c) 1986-1991. Sources respectives : Ley, 1988; Ley, 1992; Ley, 1996.

Cependant, durant la période de 1981-1986, la carte de Ley laisse entrevoir un étalement des professionnels plus large que celui évoqué par le GIUM. La partie ouest longeant le parc Mont Royal ainsi que certains secteurs à l'est connaissent un fort taux de gentrification<sup>16</sup>. Enfin, entre 1986 et 1991, ce sont le nord et l'est du Plateau qui se voient touchés par ce phénomène, probablement en raison de la saturation des premiers secteurs. Toutes ces transformations physiques et sociales entreprises en quelques décennies vont permettre au quartier de connaître un nouveau souffle, une remarquable renaissance. En effet, la présence accrue des nouvelles couches intellectuelles, la restructuration économique, la rénovation résidentielle, la patrimonialisation, l'embellissement du mobilier urbain, l'implantation de nouvelles activités ludiques et culturelles sont autant de facteurs ayant contribué au renouveau du Plateau. Si la revitalisation urbaine du Plateau est, pour plusieurs, une « réussite urbaine », il faut cependant rappeler qu'elle a entraîné dans son cortège une importante vague de délogements (AHM, 1990). En effet, l'importante hausse des valeurs foncières et l'intense activité immobilière<sup>17</sup> qui en découlèrent ont eu des répercussions majeures sur la population locataire à faible revenu. Plusieurs dénoncèrent d'ailleurs la revitalisation urbaine comme une opération de « restructuration sociale » et d'évacuation des populations vulnérables (ménages peu instruits, marginaux, chômeurs, personnes à revenu faible, personnes peu qualifiées, minorités raciales, etc.) par des moyens urbanistiques (incitatifs municipaux, réglementation permissive), économiques (hausse brutale des loyers) et répressifs (harcèlement des propriétaires) :

La gentrification des quartiers centraux nous porte à croire que nous sommes devant une situation de "socialisme pour les plus riches et de libre entreprise pour les plus démunis". En effet, on subventionne d'abord l'appropriation et la mise à jour du logement au bénéfice des ménages à revenu plus ou moins élevé alors que peu d'attention est accordée aux ménages n'ayant pas les moyens de se porter acquéreurs d'un logement et qui ne savent pas comment se défendre devant les avis d'éviction : personnes âgées, familles monoparentales, immigrants, chômeurs, etc. (GIUM, 1984a)

<sup>16</sup> Une méconnaissance des indices utilisés par le GIUM nous empêche de comprendre cette différence de résultats.

<sup>17</sup> Selon la Société d'habitation du Québec, la valeur des logements duplex et triplex a augmenté de façon plus importante dans le Plateau qu'ailleurs à Montréal. Les hausses sont de l'ordre de 95% à 125% entre 1976 et 1986 (rapporté par GIUM, 1989).



C'est au sein de l'association militante *Comité Logement St-Louis* que les habitants du quartier se mobilisèrent pour manifester leurs inquiétudes quant à la problématique de l'inaccessibilité au logement. Leurs revendications, publiées en 1986, dans un rapport intitulé *Le Plateau des uns fait le bonheur des autres. Mon logement n'est pas à vendre*, appelaient à la sauvegarde des intérêts des habitants démunis, au droit au maintien dans les lieux et plaidaient l'urgence d'une politique globale résidentielle pour faire face aux contraintes associées à la spéculation effrénée du marché immobilier. Cette crise du logement au Plateau fera d'ailleurs l'objet de plusieurs ouvrages qui proposeront aux autorités des alternatives d'intervention.

Figure 71 : Ensemble de graphiques (a, b, c) montrant l'augmentation des évaluations foncières et des valeurs marchandes dans le Plateau, de 1983 à 1986. Tirés de C.L. St-Louis (1986).

Ceci dit, il n'est point de notre propos d'approfondir la question, puisqu'elle fut largement traitée dans la littérature se rapportant au quartier. Notre intérêt est plutôt de comprendre ce qui a suscité l'engouement envers ce quartier.

Lors d'un sondage réalisé par le GIUM à l'été 1982 auprès de 600 ménages du Plateau Mont-Royal, les habitants évoquaient comme principaux attraits du quartier la centralité, le transport en commun, la présence de plusieurs parcs à vocation régionale (le Mont Royal, les parcs Lafontaine et Laurier), la variété commerciale et le patrimoine architectural. Sur le dernier point, 96 % des personnes interrogées disaient apprécier l'architecture traditionnelle en raison de la solidité de la construction, l'originalité architecturale et mais aussi comme trace tangible de l'histoire (GIUM, 1983).

Cependant, ces valeurs topologique et patrimoniale évoquées ne semblent pas suffire pour justifier la notoriété du Plateau puisque ces atouts furent, a priori, ceux de l'ensemble des quartiers centraux. En effet, la plupart des quartiers centraux montréalais possédaient pratiquement les mêmes qualités telles que la centralité, le transport en commun, la proximité des bassins d'emploi et de culture. De plus, ils disposaient, tout comme le Plateau, d'un cadre bâti traditionnel et d'une concentration de logements de bonne qualité à prix raisonnable. Or, certains d'entre eux n'ont pas réussi à susciter un tel engouement auprès des nouvelles couches moyennes, malgré les tentatives de revitalisation urbaine entreprises par les autorités municipales, comme le quartier Centre-Sud (Morin et *al.*, 2005). Comment expliquer alors cette popularité particulière du Plateau Mont-Royal ? Qu'est-ce qui le distingue du reste des quartiers montréalais ? Comment s'est construit son « mythe »<sup>18</sup> ? Les chapitres qui suivent tentent d'apporter un éclairage sur la question en révélant le rôle joué par la presse écrite dans la « mythification » du Plateau.

---

<sup>18</sup> Évoqué dans *Continuité* (1995), numéro consacré entièrement au Plateau Mont-Royal.

## DEUXIÈME PARTIE

---

### L'IMAGE MÉDIATIQUE DU PLATEAU

## INTRODUCTION - PARTIE II

Comme déjà mentionné dans l'introduction, cette deuxième partie de la thèse porte entièrement sur les résultats de la recherche, à savoir la reconstitution du récit médiatique du Plateau Mont-Royal des années 1970 à 1995. Mais devant l'inefficacité ou la lourdeur de l'approche chronologique (répétitivité et redondance des thèmes), nous avons préféré procéder selon une logique thématique. Ainsi, cinq chapitres retracent, par le biais des thèmes qui ressortent de l'analyse des journaux, tout l'imaginaire médiatique rattaché au Plateau. Dans le premier chapitre de cette deuxième partie de la thèse, il est question de la délimitation territoriale du quartier, de sa toponymie, mais surtout du sens qu'on a accordé à sa centralité (thème de la centralité). Le chapitre suivant démontre comment il fut consacré référence d'urbanité et d'urbanisme et relate tout le cheminement par lequel il est passé du symbole de la « ville traditionnelle », argument qui a servi au départ à discréditer le paysage moderniste, à celui de la « ville sophistiquée » dont le dynamisme culturel est dit unique à Montréal (thème de l'urbanité/urbanisme). Le troisième chapitre traite de sa mutation sociale qui est devenue proverbiale (thème de la gentrification). Le chapitre suivant s'attarde sur l'impact de l'oeuvre et de la notoriété de l'auteur-dramaturge Michel Tremblay sur l'image du quartier (thème du romanesque). Enfin, le dernier chapitre aborde la « montréalité » du quartier qu'on a logée dans ses caractéristiques physiques et sociales et qui a été récupérée lors de sa mise en tourisme (thème de l'identité urbaine). Il convient de préciser que chaque chapitre comporte trois parties, à savoir un *sommaire* qui annonce brièvement la thématique abordée ; un *développement* qui rapporte le discours médiatique proprement dit (tout en prisant au fur et à mesure qui prend la parole : journaliste, citoyen, militant, etc.) et qui, dans certains cas, est structuré selon une diachronicité (évolution du discours thématique des années 1970 aux années 1990) ; et enfin, une *synthèse-discussion* dans laquelle nous confrontons les résultats saillants à notre cadre conceptuel (vérification de la présence des valeurs élaborées dans la première partie de la thèse ; voire l'apparition d'autres valeurs).



## CHAPITRE IV

### LE QUARTIER « AU CŒUR DE MONTREAL »

Dans ce premier chapitre analytique, nous verrons comment la presse montréalaise a insisté sur l'importance de la centralité du quartier et les avantages qu'elle autorise. Mais avant d'entamer ce sujet, nous aborderons en premier lieu la question de la toponymie et la délimitation du quartier.

#### 4.1 TOPONYMIE ET DELIMITATION, LES « ENIGMES » DU PLATEAU

Si un grand nombre d'articles identifient le Plateau Mont-Royal comme un agrégat de quatre villages historiques, ils demeurent cependant muets sur la question de sa toponymie. En effet, aucun article n'évoque l'origine de l'appellation du *Plateau Mont-Royal* mise à part un article de *La Presse* datant de 1977 dans lequel, M. Allard, propriétaire à l'époque du journal *Guide Mont-Royal* avance que c'est son père « Louis-Joseph, fondateur du "Guide", qui a baptisé ce quartier "Plateau Mont-Royal" en 1939 »<sup>1</sup>. Il faut croire que cette occultation dans la presse relève plus de l'ignorance généralisée que du désintérêt, comme l'atteste un article du *Voir*, paru en 1993, qui qualifie la toponymie du Plateau de véritable « énigme » :



Figure 72 : L'article du *Voir* paru le 18-02-1993.

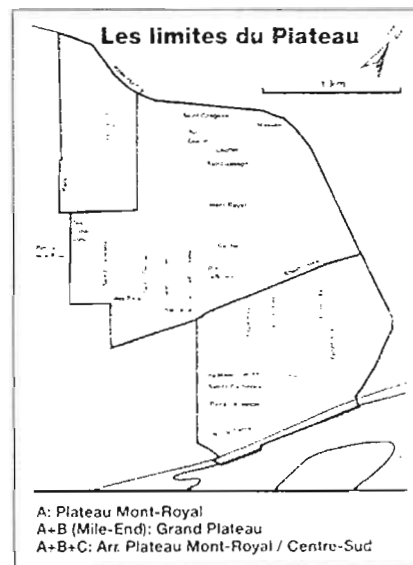
<sup>1</sup> « Le tour de mon jardin », *La Presse*, 26 mai 1977.

On sait que par sa géographie, le quartier est une "étendue plate dominant les environs", un plateau, quoi. Mais on ignore pourquoi, à un moment donné, on s'est mis à appeler ce qui était un amalgame de quatre villages, le "Plateau". Michel Tremblay a popularisé l'expression, mais ne l'a pas créée. Si les historiens de Montréal ont étudié de fond en comble l'origine des noms de rues, il semble que l'origine des noms de quartier fait figure de parent pauvre de la toponymie urbaine.<sup>2</sup>

S'appuyant sur les propos de l'historien et résident du Plateau, Jean-Claude Germain, l'article du *Voir* affirme que son usage est récent, puisque les générations passées avaient plutôt « une géographie de paroisses » et, que c'est donc « le renouveau yuppie du quartier qui aurait fait naître un sentiment d'appartenance aux frontières plus étendues »<sup>3</sup>. Il faut savoir, toutefois, que l'appellation du Plateau Mont-Royal apparaît dans la presse montréalaise dès 1948, désignant souvent la partie francophone située à l'est de Saint-Denis<sup>4</sup>. L'autre « mystère » non élucidé est celui des frontières du quartier. Si on rappelle que pour le « baptiseur » du Plateau Mont-Royal, Louis-Joseph, le quartier « commençait à l'avenue du Parc »<sup>5</sup>, on affirme, en revanche, qu'il existe dans l'imaginaire collectif une confusion certaine autour de la délimitation territoriale. Déjà en 1977, un article de *La Presse* soutenait :

[...] on ne s'entend même pas sur ses limites. Au sud, pas de problème, c'est la rue Sherbrooke. Au nord par contre, certains reculent la frontière du Plateau jusqu'au chemin de fer, d'autres l'arrêtent à Laurier. D'est en ouest c'est encore plus compliqué. [...] Il reste que dans l'esprit des résidents du quartier, la limite ouest, c'est la rue Saint-Denis. Vers l'est, on ne sait pas non plus où s'arrêter, la démarcation se situant quelque part entre Papineau et Iberville.<sup>6</sup>

Figure 73 : Les différents scénarios de délimitation dans l'article du *Voir* paru le 18-02-1993.



<sup>2</sup> J.-H.R., « Cahier spécial Plateau : L'énigme Plateau », *Voir*, 18 février 1993.

<sup>3</sup> *Ibid.*

<sup>4</sup> À en juger du dossier des Archives municipales, le plus vieil article qui mentionne l'appellation est : « Grande parade au Plateau Mont-Royal », *Le Devoir*, 25 mai 1948.

<sup>5</sup> Affirmation de M. Allard, dans « Le tour de mon jardin », *La Presse*, 26 mai 1977.

<sup>6</sup> « Le tour de mon jardin », *La Presse*, 26 mai 1977.

En 1993, le problème demeure posé :

Où commence et où finit le Plateau ? Les frontières nord et est (voie ferrée du CP), et sud (rue Sherbrooke) du quartier sont claires. C'est à l'ouest que ça se corse. Certains font arrêter le Plateau à Saint-Denis. D'autres, faisant valoir que la Main et le Mile-End sont des sociétés distinctes, tracent la ligne autour du boulevard Saint-Laurent. Mais les bureaucrates le font buter à la Montagne et à Outremont, faisant en sorte que si vous habitez du côté montréalais d'Hutchison, par exemple, vous voilà résidant du Plateau !<sup>7</sup>

Cette ambiguïté par rapport aux coordonnées géographiques du quartier est présente également dans la presse montréalaise et ce, tout le long de la période d'étude. Dans la majorité des articles francophones, la représentation du Plateau Mont-Royal se réduit à la partie est de la rue Saint-Denis ou encore du boulevard Saint-Laurent, occultant donc totalement ou partiellement les territoires cosmopolites Mile-End et Saint-Louis. Dans ces cas de figure, la limite ouest constitue une frontière ethnique et le Plateau est envisagé comme une entité francophone.

Toutefois, la limite ouest n'est pas la seule à connaître des variations. La frontière de l'est, est elle aussi souvent déplacée. Qu'elle soit fixée sur la rue d'Iberville, sur l'avenue Delorimier ou encore sur l'avenue Papineau, cette dernière traduit plutôt une démarcation basée sur le statut socio-économique. Les districts internes connaissent eux aussi plusieurs scénarii de délimitation, voire des changements de dénomination comme c'est le cas pour Saint-Louis qui se voit parfois remplacé par Jeanne-Mance ou Du parc Lafontaine par Plateau Mont-Royal<sup>8</sup>. Il arrive aussi que d'autres districts fassent apparition comme Mercier (Christophe Colomb, Laurier, Papineau, Rachel) ou encore Milton Parc (Hutchison, avenue des Pins, Saint-Laurent, Sherbrooke)<sup>9</sup>. La presse

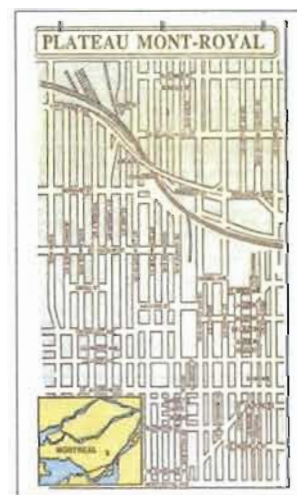


Figure 74 : Délimitation du secteur nord du PMR proposée par l'article paru dans *The Gazette* le 23-05-1987.

<sup>7</sup> J.-H.R. « Cahier spécial Plateau : L'énigme Plateau », *Voir*, 18 février 1993.

<sup>8</sup> Ferko, John.L., « Plateau Mont-Royal, vie urbaine et vie de quartier... en harmonie », *Habitabec*, 1 novembre 1991.

<sup>9</sup> Ponbrilliant, Claire, « Sondage du GIUM : Les résidents parlent de leur quartier », *Liaison St-Louis*, s.d (probablement 1983).

anglophone, quant à elle, semble davantage inscrire le Plateau Mont-Royal dans une dimension multiculturelle en y intégrant le Mile-End et Saint-Louis. Il reste que son attention se porte souvent sur le territoire cosmopolite, sans pour autant en préciser les limites comme c'est le cas des articles parus dans *The Gazette* le 18 avril et 23 mai 1987<sup>10</sup>. Parallèlement à cette représentation géographique qui inscrit le quartier dans une dualité francophone/cosmopolite - obéissant ainsi à une symbolique identitaire - une autre représentation se dégage de certains articles qui, elle, appréhende le Plateau Mont-Royal comme « un quartier double »<sup>11</sup>.

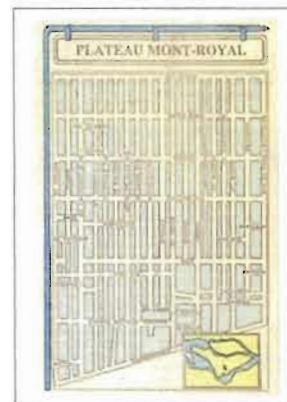


Figure 75 : Délimitation du secteur sud du PMR proposée par l'article paru dans *The Gazette* le 18-04-1987.

Dans cette vision, le quartier est composé du « petit Plateau », souvent rattaché à la partie centrale du quartier et identifié comme francophone et, du « grand Plateau », multiculturel et aux limites plus évasives. Il faut croire que cette perception géographique est plus proche de celle qui subsiste dans l'imaginaire collectif montréalais, à en juger des propos du journaliste Serge Truffaut tenus dans un article du *Devoir* : « Il y a, précise-t-il, le Plateau des puristes, qui est enclavé entre les rues Saint-Denis, Papineau, Sherbrooke et Mont-Royal, et il y a le grand Plateau qui est bordé par Saint-Laurent, Papineau, Sherbrooke et Saint-Joseph »<sup>12</sup>. Si la délimitation donnée par Truffaut pour le petit Plateau est la plus couramment évoquée dans les articles parcourus, celle prêtée au grand Plateau est, en revanche, nettement moins répandue. Quoiqu'il en soit, l'imprécision de la délimitation rappelle que le quartier n'est surtout pas un microcosme fermé aux frontières étanches. De plus, elle ne s'avère pas un obstacle à l'identification au quartier de la part de ses résidents. Les résultats du sondage réalisé en 1982 par le *Groupe d'intervention Urbaine de Montréal* auprès de 597 habitants du « grand Plateau », laissent

<sup>10</sup> Ackerman, Marianne, « Plateau Mont-Royal South: changing face of inner city », *The Gazette*, 18 avril 1987; Todd, Jack, « Plateau Mont-Royal North: melting pot where east meets west », *The Gazette*, 23 mai 1987.

<sup>11</sup> Truffaut, Serge, « Le Plateau est cher : Le marché pour deuxièmes acheteurs est responsable de la surévaluation des propriétés », *Le Devoir*, 23 mars 1996.

<sup>12</sup> *Ibid.*

entrevoir un fort sentiment d'appartenance comme le rapportent *La Presse* (24 octobre 1982)<sup>13</sup>, *Le Devoir* (24 et 29 novembre 1982)<sup>14</sup>, le *Montréal Campus* (5 avril 1983)<sup>15</sup> ou encore *Liaison Saint-Louis* qui précise : « Cette enquête auprès de la population nous démontre que les résidents du plateau ont un sens d'appartenance très fort à leur quartier »<sup>16</sup>. En 1996, on va jusqu'à affirmer que ce phénomène est unique à l'échelle de Montréal : « Le Plateau Mont-Royal se distingue de tous les quartiers composant Montréal par le fort sentiment d'appartenance que manifestent ses habitants »<sup>17</sup>. Par ailleurs, si la notion de quartier revêt un sens profond, il en est autrement de l'arrondissement. Les articles font rarement mention du nouveau découpage municipal créé au tournant des années 1990. Ce référent territorial semble ne pas avoir eu de poids face à « l'identité vécue »<sup>18</sup> ou subjective.

#### 4.2 LE QUARTIER « AU CŒUR DE LA METROPOLE »

Si la délimitation territoriale du Plateau Mont-Royal ne fait pas l'unanimité, il demeure que la position privilégiée qu'il occupe au « cœur de Montréal »<sup>19</sup> est largement reconnue. Dès les années 1970, son emplacement stratégique est mis en avant et considéré comme un atout incontestable tel qu'en témoigne un article du *Devoir* en 1978 qui affirme que « c'est lui en effet qui forme le centre quasi-géographique de l'île, en tout cas un point d'équilibre et une plaque tournante »<sup>20</sup>. Identifiée comme la principale raison d'attachement des habitants au quartier<sup>21</sup>, la centralité s'impose dès le début des années 1980 comme un thème récurrent. Le Plateau Mont-Royal se révèle alors comme le « commutateur urbain » par excellence de par son accessibilité aux espaces urbains montréalais les plus significatifs, comme on le suggère dans un article d'*Habibtabec* : « La gamme des

<sup>13</sup> Masse, Denis, « Le "new look" est mal vu par les résidents du Plateau Mont-Royal », *La Presse*, 24 octobre 1982.

<sup>14</sup> Duhamel, Alain, « En matière de rénovation urbaine, les Montréalais veulent avoir leur mot à dire », *Le Devoir*, 24 novembre 1982 ; Duhamel, Alain, « Le Montréalais aime encore l'architecture ancienne », *Le Devoir*, 29 novembre 1982.

<sup>15</sup> Constantin, Michaël, « Plateau Mont-Royal : Le GIUM fait parler les résidents », *Montréal Campus*, 5 avril 1983.

<sup>16</sup> Ponbrilliant, Claire, « Sondage du GIUM : Les résidents parlent de leur quartier », *Liaison St-Louis*, s.d (probablement 1983).

<sup>17</sup> Truffaut, Serge, « Le Plateau Mont-Royal et ses architectures singulières », *Le Devoir*, 16 mars 1996.

<sup>18</sup> Morin (2003).

<sup>19</sup> Comme l'expression est courante, nous n'énumérerons pas ici tous les articles qui en font mention.

<sup>20</sup> Roberge, François, « Le centre-ville ne veut pas mourir : 4) Les villages du Plateau Mont-Royal », *Le Devoir*, 2 octobre 1978.

<sup>21</sup> Constantin, Michaël, « Plateau Mont-Royal : le GIUM fait parler les résidents », *Montréal Campus*, 5 avril 1983.

avantages offerts au cœur du Plateau Mont-Royal serait incomplète sans mentionner un accès rapide au centre-ville et aux axes de communication majeurs. C'est, de plus, [...] le lien facile entre le grand centre, le mont Royal ou le Vieux Port »<sup>22</sup>. C'est surtout l'avantage d'une accessibilité aux différents lieux sans le recours à l'automobile qui est fortement soulignée, comme on peut le remarquer dans l'énoncé d'un article du *Devoir* : « On peut vivre dans ce quartier sans être dans l'obligation de se déplacer en bagnole. Si on travaille à Montréal, on peut utiliser le métro et l'autobus. Pour ce qui est des courses, on peut, contrairement au Vieux-Montréal, se rendre à pied à destination »<sup>23</sup>. Plusieurs journalistes souligneront comment le service de transport en commun qui « dessert assez bien le Plateau avec la ligne de métro 2 longeant Saint-Denis »<sup>24</sup> lui ouvre une communication commode avec toutes les parties de la ville. C'est que sa situation médiane (mais « juste assez éloignée »<sup>25</sup>) au centre-ville, où se concentrent les services spécialisés (assurances, banques, sièges sociaux, universités, etc.) et un marché d'emploi aux gammes étendues de qualification, présente des avantages certains. On ne s'étonne pas, d'ailleurs, qu'il y ait eu une corrélation entre cette dynamique économique et la concentration des couches sociales plus qualifiées dans ce secteur, car c'est là que celles-ci pouvaient trouver un éventail d'emplois répondant à leurs profils professionnels. C'est aussi dans ce secteur que ces gentrificateurs pouvaient facilement accéder aux équipements publics et privés éducatifs, culturels, commerciaux qui correspondent à leurs pratiques de consommation. Mais la centralité invoquée n'est pas uniquement entendue dans un sens géographique mais aussi symbolique. Elle n'est pas qu'un attribut objectif, elle constitue une valeur d'une grande richesse sémantique. Elle évoque « la qualité de vie en milieu urbain » ou l'urbanité, de par le fait qu'elle favorise, ou tout le moins autorise, un éventail de consommations, de pratiques, d'activités, de rencontres, de fréquentations, supposément absents dans les zones urbaines plus reculées ou dans les espaces suburbains réduits à une vocation exclusivement résidentielle.

<sup>22</sup> Ferko, John.L., « Plateau Mont-Royal, vie urbaine et vie de quartier... en harmonie », *Habibec*, 1 novembre 1991.

<sup>23</sup> Truffaut, Serge, « Le Plateau Mont-Royal et ses architectures singulières », *Le Devoir*, 16 mars 1996.

<sup>24</sup> Garceau, Linda, « Les quartiers de Montréal : Le Plateau Mont-Royal, site d'une transformation intense », *Habibec*, 9 mars 1990.

<sup>25</sup> Chartier, Jean, « L'avenir du quartier Centre-Sud reste bouché : la situation est loin de s'améliorer, constatent les citoyens », *Le Devoir*, 31 mai 1996.



Dans la presse montréalaise, le Plateau n'est pas seulement le quartier « au coeur de la métropole », il est « le cœur même de la ville de Montréal »<sup>26</sup>.



Figure 76 : Photo de l'avenue Laurier où on peut apercevoir les différents moyens de circulation (piétons, automobiles, cyclistes). Photo de Gordon Beck, tirée de Todd, Jack, « Plateau Mont-Royal North: Melting pot where east meets west », *The Gazette*, 23 mai 1987.

### 4.3 SYNTHÈSE

La première remarque que nous pouvons émettre est que la presse, à l'instar de la littérature sur le quartier, reste assez confuse sur la question de la toponymie et le périmètre exact du Plateau et ce, tout le long de la période étudiée. Ce sont, de manière générale, les limites qui constituent des frontières artificielles ou naturelles (topographiques) qui apparaissent clairement, à savoir les limites nord et est qui forment une barrière plus au moins franchissable (voie ferrée) et la limite sud correspondant au début de la dénivellation (rue Sherbrooke). Ce type de limites s'inscrit, en fait, dans la définition qu'accorde Kevin Lynch (1960) aux limites d'un

<sup>26</sup> Bonhomme, Jean-Pierre, « Le cœur même de la ville de Montréal : Québec approuve le projet de revalorisation du Plateau Mont-Royal », *La Presse*, 31 octobre 1979.

territoire (quartier, ville). Selon son étude sur la lisibilité d'une ville, les barrières physiques et les limites géographiques (muraille, rivage, rivière, tranchée, etc.) constituent souvent, pour les habitants, les véritables « références latérales » qui délimitent une zone. Contrairement aux voies, elles jouent un rôle important de caractérisation d'un territoire. Ces frontières constituent également, pour reprendre la terminologie de la morphologie urbaine, des « structures de permanence » du territoire (contrairement au bâti, aux espaces libres et certaines voies, susceptibles de changer au fil du temps) d'où leur forte prégnance dans l'imaginaire collectif. Quant à limite ouest du Plateau, la presse avance de multiples scénarii, basés essentiellement sur la composition ethnoculturelle (limite se jouant entre la rue Saint-Denis, le boulevard Saint-Laurent et la rue Hutchison). Il semblerait que cette confusion ne soit pas due uniquement à la diversité sociale du quartier mais aussi à un manque d'unité architecturale. Selon Lynch (1960), les quartiers sont facilement reconnaissables lorsqu'ils présentent un caractère homogène qui leur permet d'être identifiés de l'intérieur et de l'extérieur (gabarit, couleur, matériaux, typologie, etc.). Or, l'hétérogénéité architecturale du Plateau - et celle du quartier voisin Outremont - ne permet pas une identification nette. L'histoire est également un autre facteur qui rentre en jeu. L'accumulation des différentes limites données au fil du temps (délimitations des quatre premiers villages, la « géographie de paroisse » et les multitudes délimitations municipales) viennent également brouiller l'identification du périmètre. Quoi qu'il en soit, cette confusion territoriale révèle l'inadéquation entre le *territoire objectivé* (délimitation administrative) et le *territoire subjectivé* (émanant des représentations collectives).

Malgré cette ambiguïté territoriale, la **valeur topologique** du Plateau demeure, elle, un élément peu discuté (même dans la littérature scientifique; entre autres, Chicoine et Rose, 1998). Traversé par ce boulevard Saint-Laurent qui divise géographiquement et symboliquement Montréal en deux (est-ouest), le Plateau est considéré dès le début des années 1970 comme le centre par excellence de la métropole, le *centre du centre*, pour ainsi dire. Cette situation privilégiée qu'il occupe au sein de la ville - soutenue par un système de transports alternatifs à l'automobile

(autobus, vélo, piéton, métro) qui accroît l'accessibilité aux différents lieux de travail, espaces et services urbains - lui permet de détenir un avantage certain sur les autres quartiers montréalais. Si la centralité est si appréciée c'est parce qu'elle constitue un concept puissant comme nous le rappellent Coffey, Manzagol et Shearmur (2000) :

Le concept de centralité est tout à la fois puissant et flou. [...] On peut s'entendre pour y reconnaître les dimensions économique, sociale, politique et symbolique : concentration en un lieu stratégique des acteurs et des activités tirant parti de l'accessibilité, des moindres coûts de transfert, des avantages de l'agglomération, de la richesse de l'information ; mais aussi intensité et variété des formes de sociabilité ; mais enfin localisation du pouvoir et charge de significations. [...] L'image millénaire que nous avons de la ville, s'organise autour de l'agora, du forum, de la cathédrale, du palais ou du beffroi : autour de ce point de commandement, d'interaction, s'ordonnent les hommes et leurs activités. La ville vit de son centre, écrivait J. Labasse, « champ d'exercice et d'accomplissement des responsabilités et des satisfactions d'un ordre élevé ; prestige, information et interconnexions en sont les attributs apparemment irrécusables », et par la vertu de son centre, « la métropole contrôle, présente, distribue, rassemble » (Labasse, 1966, p. 357). (Coffey, Manzagol et Shearmur, 2000, p.277-278)

Les différentes dimensions susmentionnées ne coïncident pas toujours dans l'espace géographique ; mais dans le cas du Plateau, elles s'imbriquent comme dans le modèle des villes anciennes. L'appréciation de la centralité du Plateau est due aussi au fait qu'elle s'inscrit dans cette logique traditionnelle, à savoir celle qui allie géographie et urbanité. Ce type de centre est un espace fortement chargé de sens et de significations. Il constitue un lieu et un espace symboliques pour ceux qui y résident et ceux qui s'y réfèrent. En effet, accumulant les fonctions - politique, économique, commerciale, religieuse, culturelle etc. - le centre se pose en référent pour le reste de la ville. Rayonnant sur un territoire plus vaste, il symbolise et représente la cité. Avec sa morphologie, les équipements qu'il regroupe, les lieux de divertissement qu'il offre (cafés, espaces de loisirs...), il constitue la vitrine d'une société. Il exprime, entre autres, son degré de développement technique, économique et sociopolitique, ainsi que son degré de tolérance et d'ouverture. Dans le cas du Plateau, c'est la (re) découverte de cette urbanité traditionnelle, revendiquée au départ puis mise en valeur par la suite - comme nous le verrons dans le chapitre suivant - qui va conférer au Plateau un nouveau statut.

## CHAPITRE V

### UN MODELE D'URBANITE ET D'URBANISME : DE LA VILLE TRADITIONNELLE A LA VILLE SOPHISTIQUEE

Une des plus importantes thématiques évoquées dans la presse montréalaise est celle dédiée à l'urbanité du quartier. Nous avons distingué trois discours correspondant chacun d'eux à l'une des trois décennies étudiées. Dans ce chapitre, nous commencerons par aborder la période des années 1970, un « moment » décisif de l'histoire du quartier où il fut revendiqué comme la figure type de la « ville traditionnelle ». Dans un second temps, nous nous attarderons sur les années 1980 où il subit une transformation physique et une relance économique des plus fulgurantes grâce à l'initiative collective et à la multitude d'opérations de revitalisation mises en branle par la municipalité. Enfin, nous nous pencherons sur la période des années 1990, celle de « la phase de stabilisation », durant laquelle le Plateau n'incarnera plus uniquement la « ville traditionnelle » mais aussi, et surtout, la « ville sophistiquée ».

#### 5.1 1970-1979 : LA FIGURE TYPE DE LA « VILLE TRADITIONNELLE » A SAUVEGARDER

Comme le rapportent plusieurs auteurs<sup>1</sup>, la foulée du mouvement d'après-guerre de modernisation de la société québécoise allait inspirer aux autorités municipales de Montréal une volonté de renouveau urbain. Le contexte économique favorable des

---

<sup>1</sup> La présentation du contexte des années 1960 et 1970 se base principalement sur les ouvrages suivants : Carreau et Serfaty (1998) ; Drouin (2004) ; Favreau (1989) ; Germain et Rose (2000) ; Linteau (1992) ; Linteau et al. (1989) ; Morin (1987) ; Noppen et Morisset (2003b).

années cinquante et soixante, dominé par un optimisme certain, allait permettre à Jean Drapeau<sup>2</sup>, alors maire de Montréal, d'entreprendre d'importants projets urbains en vue de rehausser l'image de la ville sur le plan international. Animé par l'idée du progrès, à l'instar du gouvernement provincial de la « Révolution tranquille » qui s'employait à construire le Québec moderne, Jean Drapeau se consacra à faire de Montréal « la métropole du progrès » alors qu'elle perdait son titre de « métropole du Canada » au profit de Toronto. C'est dans cet esprit que les autorités municipales, largement inspirées par les principes de l'*Urban Renewal* alors à la mode dans les pays occidentaux, entreprirent très tôt de vastes opérations urbanistiques tels que l'élargissement, en 1955, du boulevard Dorchester et le lancement de la « Cité des ondes ». Mais c'est durant les années soixante que le paysage urbain de Montréal subit une réelle transformation avec les projet publics de grande envergure comme le métro avec sa « ville souterraine », la tenue de l'Exposition universelle de 1967 et les gratte-ciels à bureaux érigés par les prometteurs, fortement appuyés par la municipalité. Les Place Ville-Marie, Place Bonaventure, Place Victoria, Place du Canada, Place Guy-Favreau, Westmount Square, le siège social d'Hydro-Québec, la tour Bell, le complexe Desjardins, la Canadian Industries, la Canadienne impériale du commerce, la tour de la Banque Nationale ne sont que quelques-unes de ces réalisations qui donnèrent à la métropole son nouveau « skyline ». Faut-il préciser que la volonté de modernisation se doubla d'une autre intention, d'ordre identitaire, à savoir celle de la création d'un centre-ville totalement francophone à l'est de la ville. En effet, les autorités municipales et les prometteurs francophones, qui s'inquiétaient devant l'« anglicisation » de plus en plus manifeste de l'image du centre-ville, alors que Montréal était majoritairement francophone, y voyaient une opportunité à saisir. C'est cette idée de « francisation » de l'est de la ville qui incita les autorités provinciales à prendre part à l'effort consenti et à lancer, vers la fin des années soixante et tout au long de la décennie suivante, une série de chantiers qui marquèrent la partie est du centre-ville montréalais comme la construction des bâtiments du Ministère de la justice et de la Sûreté du Québec, l'érection de

---

<sup>2</sup> Jean Drapeau fut maire de Montréal de 1954 jusqu'à 1986.

l'immeuble de Radio-Québec (aujourd'hui Télé-Québec), la construction de la Place des Arts et la réalisation du nouveau campus de l'Université du Québec à Montréal. En dépit des répercussions qu'elles pouvaient avoir sur les quartiers centraux, ces interventions annonçaient l'amorce, tant souhaitée, de l'extension du centre-ville vers l'est et traduisaient, par la même occasion, la volonté des autorités publiques d'équilibrer leur politique de développement urbain et d'initier, voire même d'encourager, de vastes opérations de rénovation dans cette direction. Ces efforts à la fois de modernisation et de « francisation » se poursuivirent avec la même vigueur jusqu'à l'épisode très controversé du stade olympique en 1976<sup>3</sup>. Cependant, le règne Drapeau ne se fit pas en toute quiétude mais fut ponctué par plusieurs tentatives de renversement politique opérées par des groupes sociaux qui militaient pour l'amélioration des quartiers centraux de Montréal. Dès la fin des années 1960, un vent de protestation s'était levé pour dénoncer la gestion des autorités municipales qu'on pressait d'agir en faveur des quartiers centraux marqués par des problèmes de paupérisation, de vieillissement, de dépeuplement, d'affaiblissement économique et de dégradation du logement. Sur la scène municipale, de nouveaux partis, organisés autour d'intervenants communautaires et de syndicats, se formèrent comme le FRAP (Front d'action politique) qui tenta, sans succès, de faire perdre à Jean Drapeau les élections de 1970. Le climat d'insécurité et la Crise d'octobre avaient joué en faveur de ce dernier qui avait mené une campagne basée sur la peur. Par contre, aux élections de 1974, le RCM (Rassemblement des citoyens de Montréal), préoccupé par « les besoins immédiats de la population en matière de logement, de transport en commun, de loisir et de santé »<sup>4</sup>, fit une entrée à l'Hôtel de Ville. On verra, quatre plus tard, l'apparition du GAM (Groupe d'action municipale) formé de personnalités des milieux patrimoniaux (Jean-Claude Marsan, Michael Fish, Serge Joyal, Nick auf der Maur et Bob Keaton) proposant une vision patrimoniale de la ville. Néanmoins, les conflits internes du RCM et du GAM allaient permettre à Jean Drapeau de rafler une autre victoire électorale. D'autre part, l'agitation se manifestait également dans la rue montréalaise. Tout un courant

<sup>3</sup> Lire à ce sujet : Noppen, L. (1992). « Le stade olympique », In *Continuité*, n° 53 : 31-34.

<sup>4</sup> Linteau (1992) : 541.



populaire de contestation s'organisa à Montréal au tournant des années 1970 s'opposant aux destructions du centre-ville occasionnées par l'urbanisme moderne. Ce mouvement, initié par des groupes de citoyens et appuyé par les célèbres groupes de conservation *Espaces verts*, *Sauvons Montréal* et *Héritage Montréal*, fondés respectivement en 1971, 1973, 1975, allaient tirer la sonnette d'alarme face aux pertes imminentes engendrées par la politique de la table-rase. Montréal des années 1970 allait devenir le lieu d'une véritable effervescence « patrimonialiste », si on ose dire. On se mobilisait pour la sauvegarde d'une rangée de maisons historiques, d'un édifice menacé ou d'un espace vert à protéger (parc Viau, domaine des Sulpiciens, etc.). Si au départ les luttes de défense de l'environnement urbain se sont concentrées sur des éléments ou ensembles ponctuels (le domaine des Sulpiciens, la maison Van Horne, la gare Windsor, le couvent des Sœurs grises, la chapelle de l'Invention-de-la-Sainte-Croix, etc.), c'est la réalisation du grand projet de développement La Cité Concordia dans le secteur ouest du Plateau Mont-Royal, connu sous le nom de Milton Parc, qui allait faire prendre conscience de la menace qui pesait sur le « milieu de vie ». En effet, ce projet a eu pour effet de déplacer le débat sur les édifices à celui de la « ville », du « tissu urbain » et du « cadre de vie » à sauvegarder. C'est à partir de ce moment précis que le Plateau Mont-Royal retient toute l'attention médiatique. En fait, tout le long de cette décennie, il bénéficie d'une couverture médiatique sans relâche. On le dit objet de convoitise pour les promoteurs immobiliers, le théâtre de luttes ardues contre sa destruction, un terreau idéal pour l'Opposition politique et un fantastique laboratoire urbanistique pour les professionnels. En examinant le corpus de journaux, on constate aussi que les journalistes ne se sont pas contentés de rapporter épisodiquement les faits et le débat d'idées, mais ont été partie prenante du côté des forces mobilisatrices du moment, que ce soit à travers leur propre discours ou à travers la parole donnée aux différents acteurs militants pour la préservation du milieu urbain. Par le récit qu'elle a livré et les positions qu'elle a appuyées, la presse montréalaise a activement contribué à cette « idéologie de réappropriation qui valorise le milieu de vie, son

cadre bâti et les valeurs qui s'y rattachent »<sup>5</sup>, laquelle finira par influencer les choix urbanistiques de la Ville.

### 5.1.1 Un « milieu de vie » menacé par l'urbanisme moderne

Depuis son annonce à la fin des années 1960 jusqu'à la dernière étape de sa réalisation à la fin des années 1970, le projet La Cité Concordia, qui prévoyait l'érection d'un édifice à bureaux de vingt-neuf étages, un hôtel de 500 chambres et deux tours d'habitations totalisant 2400 logements dans le secteur Milton Parc, a constitué le projet urbanistique le plus controversé de l'histoire récente de Montréal. Dès 1969, il allait se heurter à la vive réaction des résidents du secteur, regroupés dans le *Comité des citoyens de Milton Parc*, et qui multiplièrent les actions d'opposition tels que les pétitions, le tapage médiatique ou encore les manifestations dans la rue comme celle organisée devant l'Hôtel de Ville le 24 mars 1969<sup>6</sup>.

Les premières réactions de la population locale furent largement manifestées et commentées dans l'espace médiatique. Mais la presse ne se contenta pas de relater les événements, elle fit part, elle aussi, de ses inquiétudes vis-à-vis de ce projet que les auteurs présentaient comme « un projet de rénovation urbaine » qui fournirait « 5000 emplois »<sup>7</sup>. Dans un article du *Montréal-Matin*, on prétendait qu'il allait plutôt « amener la destruction de bons logements à prix modique pour des logements de luxe »<sup>8</sup>.



Figure 77 : Plan du secteur Milton Parc. Tiré de Helman (1987).

<sup>5</sup> Carreau et Serfaty (1998) : 32.

<sup>6</sup> « Les citoyens du quartier Milton-Parc s'insurgent contre le projet Concordia », *Le Devoir*, 24 mai, 1969 ; « Le projet Concordia : le comité Milton-Parc s'en prend aux déclarations de Saulnier », *Le Devoir*, 29 mai 1969 ; « Face au projet Concordia, McGill pourrait venir à l'aide des citoyens de Milton-Parc », *Le Devoir*, 30 août 1969 ; « Le comité des citoyens de Milton-Parc présente à la commission parlementaire des Affaires municipales un mémoire », *Le Devoir*, 27 novembre 1969 ; « Deux agences sociales demandent que l'assemblée nationale garantisse par une loi les droits des résidents du secteur Milton-Parc », *Le Devoir*, 18 décembre 1969 ; « Le comité des citoyens de Milton-Parc s'en prend à la ville de Montréal et au gouvernement de la province pour l'adoption du Bill 249 permettant la réalisation du projet Concordia », *Le Devoir*, 22 décembre 1969.

<sup>7</sup> « Saint-Louis et Milton Parc protestent : le projet Concordia favorisera plutôt les logements de luxe », *Montréal-Matin*, 3 juillet 1970.

<sup>8</sup> *Ibid.*

L'auteur de l'article ajoutait :

Durant les six dernières années, Montréal a été témoin de la destruction d'environ 10,000 habitations à prix modique (Radio-Canada, L'Autostade, l'élargissement de la rue Dorchester, la route Transcanadienne et beaucoup d'autres). Les plans de développement comme Concordia accentueront cette situation scandaleuse.<sup>9</sup>



Figure 78 : Architectes et promoteurs examinant la maquette du projet Concordia, le 22 juin 1970. Photo d'Alan R. Leishman/ *Montreal Star*/ Archives Publiques du Canada / PA-153973.

Le journaliste rapportait également les propos virulents qu'avaient adressés les associations des citoyens de Saint-Louis et Milton Parc à l'endroit de l'administration Drapeau-Saulnier dont le soutien pour ce projet, dit « grandiose » par la municipalité, était perçu comme un signe d'« indifférence » à l'égard de leurs besoins :

L'appui de la ville au projet, disaient-ils, est un exemple frappant de cette indifférence. Il est inacceptable que M. Saulnier refuse de faire tout commentaire public concernant la compagnie, véritable "fiasco" créant de plus en plus de problèmes sociaux.<sup>10</sup>



Figure 79 : Manifestation du Comité des citoyens de Milton Parc devant l'Hôtel de Ville le 24 mai 1969. Photo de George Bird/ *Montreal Star*/ Archives Publiques du Canada/ PA-153958.

*Le Devoir*<sup>11</sup> et *Le Montreal Star*<sup>12</sup> ne manquèrent pas, eux, de souligner la position du président du FRAP, Paul Cliché, qui condamnait cette tentative immobilière comme « le début d'une vaste opération financière pour refouler les locataires à revenus modiques du centre-ville

<sup>9</sup> « Saint-Louis et Milton Park protestent : le projet Concordia favorisera plutôt les logements de luxe », *Montréal -Matin*, 3 juillet 1970.

<sup>10</sup> *Ibid.*

<sup>11</sup> Richard, Pierre, « Nomination dans St-Louis : le président du FRAP attaque violemment le projet Concordia », *Le Devoir*, 16 septembre 1970.

<sup>12</sup> Fournier, Jean-Pierre, « FRAP blasts city for letting Concordia 'uproot the poor' », *Montreal Star*, 16 septembre 1970.

vers des ghettos et pour faire place à l'édification de conciergeries luxueuses qui permettent des profits élevés»<sup>13</sup>. Toute cette agitation ne pu, cependant, empêcher l'opérationnalisation en 1972 de la première phase du projet immobilier, qui occasionna en l'espace de quelques années la démolition de « 225 logements et le déplacement d'au moins 700 personnes »<sup>14</sup> pour faire place à un complexe hôtelier, résidentiel et commercial. La destruction des maisons anciennes en 1972 provoqua tout une vague d'indignation au niveau de la population locale qui s'empessa d'entamer la première lutte de défense du territoire. La presse de l'époque couvrit largement cette lutte vigoureuse et informé avec diligence les lecteurs de toutes ses étapes : protestations, grève de la faim, confrontations, arrestations<sup>15</sup>. Malgré le cortège de manifestations et les efforts déployés pour tenter d'arrêter la destruction d'une partie du tissu urbain du secteur, la Ville permit aux promoteurs de La Cité Concordia de poursuivre.

Figure 82 : Début de la démolition sur Prince-Arthur (à côté de l'avenue du Parc), 19 mai 1972. Photo de Peter Brosseau/ *Montreal Star*/Archives Publiques du Canada/ PA-153955.



Figure 80 : Manifestation du Comité des citoyens de Milton Parc devant l'Hôtel de Ville le 24 mai 1969. Photo de George Bird/ *Montreal Star*/ Archives Publiques du Canada/ PA-153959.



Figure 81 : Nicole Durand et David Williams du Comité devant l'Hôtel de Ville le 24 mai 1969. Photo de George Bird/ *Montreal Star*/ Archives Publiques du Canada/ PA-153960.



<sup>13</sup> Richard, Pierre, « Nomination dans St-Louis : Le président du FRAP attaque violement le projet Concordia », *Le Devoir*, 16 septembre 1970.

<sup>14</sup> « Saint-Louis : le cas type du grand quartier cosmopolite appelé à disparaître sous la poussée du centre-ville », *Le Jour*, 4 novembre 1974.

<sup>15</sup> Entre autres : Chalvin, Solange, « Le projet de Cité Concordia : Les cris des citoyens se mêlent au fracas des pics démolisseurs », *Le Devoir*, 20 mai 1972; Trait, Jean-Claude, « Onze citoyens de Milton Parc entreprennent la grève de la faim », *La Presse*, 10 juin 1972; Trait, Jean-Claude, « Milton-Parc : le nombre des grévistes de la faim augmente », *La Presse*, 14 juin 1972.





Figure 84 : Manifestation sur la rue Prince-Arthur, le 23 mai 1972. Photo de David Miller, tirée de l'article « L'Affaire Milton-Parc : 10) Les efforts de la dernière chance », *Place Publique*, juin 1995.



Figure 83 : Occupation sur la rue Prince-Arthur le 23 mai 1972. Photo de David Miller, tiré Helman (1987).



Figure 85 : Phase I du projet Concordia, 6 Avril 1974. Photo de Gerry Davidson/ *Montreal Star*/ Archives Publiques du Canada/ PA-153966.

Pire encore, elle adopta en 1974, un règlement municipal permettant la réalisation du plan d'ensemble de réaménagement du projet. Cette annonce, avec celle du lancement du projet Saint-Louis-sur-le-Parc qui prévoyait la construction de deux tours de vingt-quatre étages au sud du Carré Saint-Louis, eurent l'effet d'une bombe. Choqués par la prolifération de cet urbanisme auquel on imputait « l'anarchie »<sup>16</sup> qui régnait, des représentants de huit comités de citoyens se précipitèrent pour dénoncer cette situation « grave » lors d'une conférence de presse tenue le 28 mars 1974 :

<sup>16</sup> « Les citoyens du quartier St-Louis : ne bouleversez pas notre voisinage ! », *Montréal-Matin*, 2 juin 1974.

Les tours de luxe commerciales et d'habitations envahissent la rue Sherbrooke. Le Projet Concordia gruge le quartier. L'institut du Tourisme, le projet Saint-Louis-sur-le-parc avec ses deux tours apparaissent dans le décor. Les terrains de stationnement font office d'espaces verts.<sup>17</sup>

Ces projets, ajoutaient-ils, « viennent bouleverser notre voisinage immédiat, régis par les seules lois de la spéculation et de la recherche du profit maximum »<sup>18</sup>. Selon *Le Devoir*, ces faits avaient été rendus publics pour alerter surtout les autorités municipales qu'on accusait d'avoir abandonné les habitants des secteurs en question<sup>19</sup>. C'est que le laxisme municipal était tenu comme principal responsable du « processus d'invasion systématique du quartier »<sup>20</sup> par les spéculateurs qui avaient déjà « chassé 2,800 familles en 10 ans de St-Louis »<sup>21</sup>.



Figure 86 : Vue aérienne de La Cité Concordia, prise le 14 février 1976. Photo de Gerry Davidson/ *Montreal Star*/ Archives Publiques du Canada/ PA-153967.

On reprochait à la Ville d'avoir laissé entrer encore une fois « l'envahisseur »<sup>22</sup>. Les résidents soutenaient : « avec la complicité de l'administration, les spéculateurs achètent partout des maisons qu'ils laissent se détériorer »<sup>23</sup> car « ils sont plus intéressés par la valeur des terrains que par le bien-être des locataires »<sup>24</sup>. Dénonciation que partageaient certains opposants politiques comme le soulignait *Le Jour* :

Selon le candidat Jean Roy [candidat au Rassemblement des citoyens dans Saint-

<sup>17</sup> Chouinard, Marcel, « Le quartier Saint-Louis menacé par la spéculation », *Montréal-Matin*, 29 mars 1974.

<sup>18</sup> « Les citoyens du quartier St-Louis : ne bouleversez pas notre voisinage ! », *Montréal-Matin*, 2 juin 1974.

<sup>19</sup> « 10 organismes populaires se portent à la défense du quartier St-Louis », *Le Devoir*, 29 mars 1974.

<sup>20</sup> Chouinard, Marcel, « Le quartier Saint-Louis menacé par la spéculation », *Montréal-Matin*, 29 mars 1974.

<sup>21</sup> Berthault, Madeleine, « La spéculation a chassé 2,800 familles en 10 ans de St-Louis », *La Presse*, 29 mars 1974.

<sup>22</sup> « Saint-Louis : le cas type du grand quartier cosmopolite appelé à disparaître sous la poussée du centre-ville », *Le Jour*, 4 novembre 1974.

<sup>23</sup> Chouinard, Marcel, « Le quartier Saint-Louis menacé par la spéculation », *Montréal-Matin*, 29 mars 1974.

<sup>24</sup> « 10 organismes populaires se portent à la défense du quartier St-Louis », *Le Devoir*, 29 mars 1974.



Louis], le dilemme ira croissant tant que l'administration municipale laissera les promoteurs privés libres d'agir à leur guise, tant que des hommes comme le maire Drapeau invoqueront l'absence de pouvoirs pour les laisser démolir et construire en hauteur, tant qu'ils profiteront des pouvoirs qu'ils ont pour faciliter la tâche, comme ce fut le cas à Milton Park, où la Ville a exproprié elle-même les terrains nécessaires à Concordia.<sup>25</sup>

En plus du laisser-faire municipal, les citoyens reprochaient à la Ville d'adopter une politique d'autruche face aux véritables besoins de ce quartier, frappé par la détérioration, le manque criant de logements, d'espaces publics et de mini-parcs<sup>26</sup>. C'est qu'on estimait que le quartier croulait, depuis quelques années, sous plusieurs difficultés qui exigeaient « que la vie des résidents soit repensée globalement et que l'espace soit réaménagé »<sup>27</sup>. Cependant, on ne voulait pas un réaménagement, comme le remarquait *La Presse*, « dans le sens des "partisans du progrès" qui voulaient faire passer la rue Christophe-Colomb en plein centre du Parc Laurier et qui se sont heurtés, heureusement, à l'irréductible opposition du conseiller Joseph-Marie Savignac »<sup>28</sup>. Lors de la conférence de presse, les représentants des citoyens rappelaient qu'en dépit de leurs revendications pour l'amélioration des conditions du quartier et la lutte farouche qu'ils menèrent dans le secteur de Saint-Louis pour la création de mini-parcs<sup>29</sup>, le quartier n'avait finalement bénéficié d'aucune politique réelle d'aménagement. « Après six ans de travail et de revendication de toutes sortes, révélaient-ils, le quartier ne possède pas une seule patinoire et le nombre de mini-parcs est insuffisant »<sup>30</sup>. D'autre part, les organismes de citoyens affirmaient à cette époque qu'ils ne partageaient pas le même type d'opposition que les nouveaux citoyens du Carré Saint-Louis, ces artistes-propriétaires regroupés dans l'association du Faubourg Cherrier, et dont le militantisme ardent contre l'implantation de « tours de luxe » dans le secteur jouissait « d'une publicité considérable »<sup>31</sup>. Ce secteur, rappelons-le, était depuis quelques années (ré)approprié par les premiers gentrificateurs, ces *pionniers* formés d'artistes, d'intellectuels et de professionnels

<sup>25</sup> « Saint-Louis : le cas type du grand quartier cosmopolite appelé à disparaître sous la poussée du centre-ville », *Le Jour*, 4 novembre 1974.

<sup>26</sup> « Les quartiers naturels : Saint-Louis », *La Presse*, 19 octobre 1974.

<sup>27</sup> « Les quartiers naturels : Saint-Édouard », *La Presse*, 15 octobre 1974.

<sup>28</sup> *Ibid.*

<sup>29</sup> La lutte eu lieu de 1969 à 1971.

<sup>30</sup> « 10 organismes populaires se portent à la défense du quartier St-Louis », *Le Devoir*, 29 mars 1974.

<sup>31</sup> R., AG., « Selon des associations de citoyens du quartier : le Carré St-Louis, c'est l'affaire d'artistes et de propriétaires ! », *Le Jour*, 29 mars 1974.

qui achetaient à bas pris et rénovaient eux-mêmes les habitations du quartier, quoique délabrées physiquement mais intéressantes sur le plan historique et architectural. Si certains reconnaissaient ces nouveaux propriétaires comme les défenseurs attitrés du Carré Saint-Louis, voire les initiateurs des améliorations du secteur<sup>32</sup>, les citoyens du grand Saint-Louis, qui se considéraient eux comme les habitants légitimes du quartier, critiquaient la « superficialité » de leur combat. Comme le révélait *Le Jour*, ils leur reprochaient leur manque de réalisme par rapport « aux problèmes vécus par la majorité des citoyens, qui sont aux prises, depuis des années, avec les "Envahisseurs" »<sup>33</sup>. C'est la raison pour laquelle ils n'avaient pas voulu, lors de la conférence de presse du 28 mars 1974, s'attarder sur « l'affaire du Carré Saint-Louis » lorsqu'on les invita à se prononcer sur la question. Ils prétendirent qu'elle ne concernait pas vraiment l'ensemble des résidents du quartier mais une minorité, influente certes, mais aux considérations différentes à celles de la collectivité :

Le Carré Saint-Louis, c'est une affaire d'artistes! Et les gens qui luttent pour sa préservation, les Pauline Julien, André Payette, Claude Jutra, etc...font partie d'une minorité influente, souvent propriétaire, qui n'a aucune racine dans le quartier, où les citoyens doivent faire face à des problèmes beaucoup plus graves que des préoccupations d'architecture ou de classification historique.<sup>34</sup>

Si les citoyens « autochtones » n'appuyaient pas totalement la démarche des artistes du Carré Saint-Louis, c'est aussi parce qu'ils considéraient que les intérêts de ces derniers restaient mesurés à l'aune de leur groupe et non de l'ensemble : « Tous ces projets créent une insécurité croissante dans le quartier et constituent une menace faite à nos conditions de vie et à l'atmosphère du quartier...Nous sommes face à la destruction d'un quartier, qui dépasse les frontières du carré Saint-Louis »<sup>35</sup>. Toutefois, les propos, rapportés par *La Presse*, de l'architecte-urbaniste Jacques Folch-Ribas, résident et ardent défenseur du quartier Saint-Louis, venaient contredire quelque peu leur thèse<sup>36</sup>. Le combat mené pour la préservation

<sup>32</sup> Moissan, Stéphane, « La ville se donne une âme nouvelle », *La Presse*, 5 mai 1977.

<sup>33</sup> R., A.G., « Selon des associations de citoyens du quartier : le Carré St-Louis, c'est l'affaire d'artistes et de propriétaires ! », *Le Jour*, 29 mars 1974.

<sup>34</sup> *Ibid.*

<sup>35</sup> Berthault, Madeleine, « La spéculation a chassé 2,800 familles en 10 ans de St-Louis », *La Presse*, 29 mars 1974.

<sup>36</sup> « À la défense de "son quartier"..."Les citoyens devront agir" », *La Presse*, 17 octobre 1974.

du secteur ancien ne semblait pas être motivé uniquement par une préoccupation architecturale puisqu'il affirmait qu'il fallait défendre ce lieu où « la qualité de vie est intense » et où « on se parle dans la rue, dans toutes les langues »<sup>37</sup>. De surcroît, l'argumentaire mis en avant par Folch-Ribas s'inscrivait en droite ligne dans celui des résidents « autochtones ». Comme eux, il soulignait la nécessité de préserver « un tissu socioculturel », « un cadre humain » et condamnait la complicité entre la Ville et les promoteurs, accusés de viser uniquement « le profit » :

Voyez ce qu'ils font aux environs du Carré Saint-Louis : une bêtise! Ils permettent la construction de tours d'habitation qui rompent avec le caractère architectural ambiant et détruisent le tissu socio-culturel du quartier. Voyez ce qu'ils ont fait du boulevard Saint-Joseph : un crime! Ils ont réduit la banquette centrale, abattu les arbres. Et pourquoi? Pour ajouter un lit de voitures. [...] Tant que cette politique prévaudra, on continuera à démolir et à construire dans l'anarchie. Il est évident que stopper la spéculation, obliger la rénovation ou la restauration de vieux quartiers ne sont pas dans l'intérêt des constructeurs, ni dans celui de la Ville. Bâtir de nouveaux buildings enrichit les promoteurs et la Ville y trouve son profit en obtenant supplément de taxes appréciable.<sup>38</sup>

C'est pour freiner efficacement cet urbanisme jugé ravageur que Jacques Folch-Ribas lançait un appel à la mobilisation commune et à l'organisation d'une action concertée, comme ce fut le cas aux États-Unis :

S'ils veulent sauvegarder leur quartier et bénéficier des services auxquels ils ont droit, les citoyens devront agir. Il revient donc à ces derniers de se grouper, de travailler ensemble pour, à plus ou moins long terme, constituer une force de pression réelle. Dans certaines municipalités américaines, une action concertée des citoyens a forcé les autorités à démolir des autoroutes construites au cœur de la ville. Le vote est également un moyen de faire savoir aux gouvernements que l'on désire "vivre dans une ville vivable". Si les gens élaient des représentants qui défendent les intérêts de la communauté, bien des désastres seraient évités et pas seulement en matière d'urbanisme.<sup>39</sup>

Il est évident que cette volonté des *pionniers* de « vivre dans une ville vivable » discréditait quelque peu le prétexte invoqué par les citoyens « autochtones ». C'est peut-être ce qui amena ces derniers à révéler la véritable raison de leur réticence à appuyer l'association du Faubourg Cherrier : à savoir leur crainte du refoulement des populations à faible revenu que pouvaient engendrer les efforts de patrimonialisation

<sup>37</sup> « À la défense de "son quartier"..."Les citoyens devront agir", *La Presse*, 17 octobre 1974.

<sup>38</sup> *Ibid.*

<sup>39</sup> *Ibid.*

de ces artistes-proprétaires : « En transformant le Carré et ses abords en arrondissement culturel, protégé et rénové, est-ce qu'on contribuera à chasser d'autres citoyens du quartier, soit ceux qui n'ont pas les moyens de se payer de beaux grands logements à la mode historique ? »<sup>40</sup>

Malgré la tension déjà visible entre anciens et nouveaux résidents<sup>41</sup>, on fit front commun contre l'érection de ce qu'on jugeait comme des « habitations résidentielles ou commerciales qui finissent par étouffer toute vie de quartier »<sup>42</sup>. Le Comité logement du quartier Saint-Louis organisa, en outre, une fête populaire le 1<sup>er</sup> juin de 1974 dans le Carré Saint-Louis pour, rapportait-on dans *Le Montréal-Matin*, « inviter les gens à prendre conscience du danger qui les menace » et « démontrer à l'administration municipale que la vie de quartier n'est pas encore morte dans ce secteur constamment menacé de démolition »<sup>43</sup>. La manifestation des habitants voulait surtout signifier à la Ville leur opposition unanime à ce mouvement qu'ils qualifiaient comme étant celui de « la destruction au profit de la spéculation et de la recherche du profit maximum »<sup>44</sup>.

Toutes ces extraordinaires mobilisations populaires permirent au quartier, surtout dans sa partie ouest, d'être reconnu comme un véritable bastion du militantisme pour la sauvegarde de « la vie de quartier » et du patrimoine urbain. La presse le qualifiait en 1974 comme le « secteur farouchement indépendant », le lieu où se concentrait depuis des années des « énergies » qui se battent « à différents niveaux »<sup>45</sup>. L'étude du Groupe de recherche de *Sauvons Montréal* réalisée en 1974 sur les secteurs Saint-Louis et Milton Parc, applaudissait elle aussi l'exceptionnel sentiment d'appartenance et d'attachement au quartier dont faisait preuve les habitants à travers leur combativité et leurs efforts d'enjolivement du quartier. C'est ce que mettait en exergue *Le Devoir* au moment de la divulgation de l'étude :

<sup>40</sup> R., AG., « Selon des associations de citoyens du quartier : le Carré St-Louis, c'est l'affaire d'artistes et de propriétaires ! », *Le Jour*, 29 mars 1974.

<sup>41</sup> Ce sujet sera davantage élaboré dans le chapitre qui est consacré à la gentrification du quartier.

<sup>42</sup> M., C., « Le Carré Saint-Louis envahi par les citoyens du quartier », *Montréal-Matin*, 24 mai 1974.

<sup>43</sup> *Ibid.*

<sup>44</sup> « Les citoyens du quartier St-Louis : ne bouleversez pas notre voisinage ! », *Montréal-Matin*, 2 juin 1974.

<sup>45</sup> « On se côtoie, son se mêle pas », *La Presse*, 17 octobre 1974.

Le groupe de recherches de Sauvons Montréal définit le sentiment d'appartenance au quartier par la volonté qu'ont les citoyens de s'approprier le territoire et de le transformer selon leurs aspirations et leurs besoins. On donne en exemple l'opération d'embellissement du quartier Village Saint-Louis et l'activité du comité de citoyens de Milton Parc pour s'opposer au plan Concordia comme preuve de l'implication des citoyens dans le devenir de leur quartier et leur volonté de continuer à l'habiter.<sup>46</sup>

Une réputation qui se confirmera davantage avec une autre lutte, celle de l'automne 1975, menée fermement contre le projet de construction d'un édifice multifonctionnel de quatorze étages sur un terrain vague situé sur la rue Rachel, entre la rue Clark et le boulevard Saint-Laurent. L'approbation municipale accordée le 28 août 1975 à la Compagnie Aladin pour l'érection de cette tour suscita, comme le remarquait à l'époque la journaliste Monique Girard, toute « une panique dans le quartier Saint-Louis »<sup>47</sup>. « Encore une fois, disait à ce moment-là le journaliste André Charron, les citoyens du quartier Saint-Louis sont aux prises avec une compagnie qui veut construire en hauteur. Et, une fois encore, ces gens se sentent envahis et délaissés par les autorités municipales de Montréal »<sup>48</sup>. Mais au-delà du fait qu'on refusait que le boulevard Saint-Laurent ne perdît son « caractère très humain » pour « celui très froid des grands magasins »<sup>49</sup>, l'octroi du permis de construire fut perçu comme une atteinte à la vie de quartier des Portugais qui s'y étaient installés depuis quelques années et qui avaient manifesté « leur désir de rester dans le quartier »<sup>50</sup> en achetant et rénovant à leurs propres frais leurs maisons ; une restauration domiciliaire qui reçut, par ailleurs, le premier prix de la *Société d'architecture de Montréal* au début de cette année là. *Le Devoir* insistait lui aussi sur la spécificité de cette communauté culturelle : « Contrairement à plusieurs autres groupes d'immigrants qui tour à tour depuis plusieurs décennies se sont succédées dans ce que plusieurs appellent la "petite Europe", les Portugais ne manifestent nullement l'intention d'émigrer plus tard vers d'autres quartiers de la métropole »<sup>51</sup>. Dans la presse de l'époque, on ne s'étonne pas que ces derniers « s'inquiètent de voir

<sup>46</sup> « Village Saint-Louis et Milton Parc perdront leur caractère de quartiers », *Le Devoir*, 18 mai 1974.

<sup>47</sup> Girard, Monique, « Une "tour" sème la panique dans le quartier Saint-Louis », *Le Jour*, 12 septembre 1975.

<sup>48</sup> Charron, André, « Le quartier St-Louis proteste contre les édifices en hauteur », *Montréal-Matin*, 12 septembre 1975.

<sup>49</sup> Berthault, Madeleine, « Des citoyens de Saint-Louis dénoncent la détérioration de leur quartier », *La Presse*, 12 septembre 1975.

<sup>50</sup> Berthiaume, Christiane, « L'érection prochaine d'un édifice de 14 étages sur la rue Rachel inquiète un groupe de citoyens », *La Presse*, 28 août 1975.

<sup>51</sup> « Dans le quartier Saint-Louis : les portugais manifestent à leur tour contre la spéculation foncière », *Le Devoir*, 12 septembre 1975.

l'érection d'une tour sur leur rue »<sup>52</sup> et qu'ils entreprennent « une bataille contre les premières manifestations dans leur secteur résidentiel des effets de la spéculation foncière »<sup>53</sup>. Si ces citoyens d'origine portugaise se hâtent d'afficher leur inquiétude au comité exécutif de la Ville de Montréal, c'est parce que, selon la journaliste Christiane Berthiaume, ils « tiennent à ce que leur coin garde son caractère chaleureux et ne bascule pas dans l'anonymat des grands buildings » comme ce fut le cas dans « le quartier voisin de l'avenue du Parc » qui « a été rasé pour laisser la place au projet Concordia » et dont « l'atmosphère » a été « automatiquement éliminé »<sup>54</sup>. Ce constat du chamboulement des secteurs cosmopolites du Plateau Mont-Royal vient appuyer quelque peu la thèse selon laquelle ces secteurs sont le sacrifice d'une opération de « francisation » de l'est du centre-ville entreprise par la Ville et les hommes d'affaires francophones. C'est ce que laissait entrevoir un article paru un an auparavant dans *Le Jour* et qui s'intitulait « Saint-Louis : le cas type du grand quartier cosmopolite appelé à disparaître sous la poussée du centre-ville » :

[...] Saint-Louis, c'est aussi et surtout le cas type du grand quartier urbain hétérogène et hétéroclite appelé à disparaître sous la poussée du développement qui a nivelé tous les centre-villes d'Amérique pour en faire des monuments de verre et de béton à la gloire des multinationales (sièges sociaux) et des congressistes de passage (hôtels), des célibataires sans racines et des couples styles "Nous" ou "Décormag" (appartements à prix touristiques), des boutiquiers de luxe et des commerçants en hauteur. [...] C'est une forme de spéculation qui longtemps n'avait sévi que dans l'ouest, celui d'Eaton's, de la Royal Bank et du CN, et qui s'est maintenant étendue à la grandeur de la "Catherine" et de Dorchester, sous la poussée, il faut bien le dire, des francophones qui attendaient leur part du gâteau : la CBC a fini par combler son trou de l'est. Marc Carrière, Sogena et les hommes d'affaires de l'est ont construit leur "place", tandis que les promoteurs de la Place Desjardins sont en train de prouver aux Anglais qu'ils sont capables, eux aussi, de calculer au pied carré et en hauteur. D'ailleurs, étendre le centre-ville, n'est-ce pas l'un des buts avoués des promoteurs de la Place Desjardins, y compris les dirigeants municipaux ? "il était une fois dans l'Ouest", comme ils disent...<sup>55</sup>

Une thèse qui sera reprise avec force dans un autre article paru en 1978 dans *Le Devoir*, titré « Les coûts humains d'un rêve » :

<sup>52</sup> Girard, Monique, « Une "tour" sème la panique dans le quartier Saint-Louis », *Le Jour*, 12 septembre 1975.

<sup>53</sup> « Dans le quartier Saint-Louis : les portugais manifestent à leur tour contre la spéculation foncière », *Le Devoir*, 12 septembre 1975.

<sup>54</sup> Berthiaume, Christiane, « L'érection prochaine d'un édifice de 14 étages sur la rue Rachel inquiète un groupe de citoyens », *La Presse*, 28 août 1975.

<sup>55</sup> « Saint-Louis : le cas type du grand quartier cosmopolite appelé à disparaître sous la poussée du centre-ville », *Le Jour*, 4 novembre 1974.



[...] la "révolution tranquille" prend son essor et appuie de tout son poids la montée d'une élite francophone soucieuse de venger l'honneur des Québécois en créant de toute pièce un nouveau quartier des affaires qui remplace dans le centre-est de la métropole un ensemble urbain pauvre et laissé à l'abandon, par des propriétaires de ghettos dans la plus pure tradition new yorkaise. Le maire de Montréal, M. Jean Drapeau, fera sa part, de même que le compte de taxe de tous les montréalais, à ce rêve qui a fait du centre-ville un ensemble étrié, construit dans un style éclaté, qui constitue un véritable défi pour la planification d'un habitat humain. Radio-Canada s'installe à l'est, après la Place des Arts. Suivent Place Dupuis, la construction du cégep du Vieux-Montréal, Radio-Québec, Parthenais, l'édifice Fullum du gouvernement du Québec, l'UQAM, le Complexe Desjardins et ses tours qui appartiennent largement à des intérêts internationaux, blanchis au Liechtenstein, à Panama, Andorr, etc. [...] Chambardement au centre-ville. Près de 6000 logements à loyer modique disparaissent, plusieurs sont engloutis dans l'holocauste du week-end rouge. [...] On peut imputer largement la baisse démographique au coût humain, écologique et fiscal du rêve grandiose d'un centre-ville économique francophone dans l'est de Montréal. Et on peut y ajouter encore les effets à moyen et long terme des "pyramides" olympiques où nul pharaon ne reposera probablement jamais.<sup>56</sup>

Pour revenir au projet sur la rue Rachel, il faut souligner que ce nouvel « excès » urbanistique allait créer tout un mouvement de solidarité dans le quartier. En effet, les résidants d'origine portugaise reçurent l'appui de plusieurs habitants du secteur Saint-Louis qui alertèrent l'opinion publique sur les conséquences d'une telle construction sur leur quartier. Lors d'une conférence de presse tenue le 11 septembre 1975, ils mettaient en garde : « Si la compagnie Aladin, à qui le permis a été accordé, construit cette gigantesque tour, la vie de tout le quartier, habité en majorité par une population d'origine portugaise, s'en ressentira »<sup>57</sup>. Ils y exposaient aussi leur crainte de voir une hausse foncière qui rejaillirait sur tout le quartier : « Il peut s'ensuivre des conséquences graves pour la population des environs. Que l'on songe à l'augmentation de la valeur des terrains d'où la hausse des taxes et du coût des loyers »<sup>58</sup>. M. Carlos Borges, l'un des porte-parole de la coalition de citoyens, précisait davantage : « Les commerçants verront leurs commerces menacés, les propriétaires de maisons verront la valeur des terrains augmenter et, par conséquent, leurs taxes aussi »<sup>59</sup>. La presse reconnaissait elle aussi le danger d'une telle situation sur la population locataire qui pouvait se trouver dans l'obligation de

<sup>56</sup> Roberge, Françoise, « Le centre-ville ne veut pas mourir : 1) Les coûts humains d'un rêve », *Le Devoir*, 11 septembre 1978.

<sup>57</sup> Girard, Monique, « Une "tour" sème la panique dans le quartier Saint-Louis », *Le Jour*, 12 septembre 1975.

<sup>58</sup> *Ibid.*

<sup>59</sup> Charron, André, « Le quartier St-Louis proteste contre les édifices en hauteur », *Montréal-Matin*, 12 septembre 1975.

« s'exiler faute de pouvoir envisager des loyers plus élevés »<sup>60</sup>, sans oublier la détérioration des logements qui s'en suivrait puisqu'on estimait que « cela se produit toujours lorsque la valeur des terrains grimpe »<sup>61</sup>. Mais ce que les citoyens redoutent le plus, à ce moment-là, c'est que ce projet ne devienne, pour reprendre l'expression du journaliste André Charron, un « fâcheux précédent »<sup>62</sup> dans le développement du secteur ; ce que confirmait *Le Jour* : « Ces citoyens craignent que ce permis accordé par la ville à la compagnie Aladin ne préfigure le type de développement que l'on veut imposer à ce quartier. La rue St-Laurent, disent-ils, détermine l'avenir de tout le quartier »<sup>63</sup> ; ou encore *Le Devoir* : « Ils craignent en effet que le projet de la compagnie Aladin ne soit que le premier d'une longue série de projets de construction en hauteur puisque plusieurs espaces sont libres dans le quartier et que plusieurs maisons sont à vendre »<sup>64</sup>. C'est pour toutes ces raisons que la coalition de résidants réclama à la municipalité la suspension temporaire du permis de construire jusqu'à l'adoption des nouveaux règlements de zonage par le conseil de la Ville. En plus, elle exigea, comme elle le fit en vain depuis deux ans, que l'élaboration de ces règlements se fasse en concertation avec la population locale et que la Ville tienne compte de la vie communautaire qui s'y trouve. « Bref, résumait la journaliste Madeleine Berthault, on demande à la Ville de Montréal de cesser de se moquer de la population en laissant un quartier se détériorer pour ensuite le changer de visage »<sup>65</sup>.

Il faut préciser que le groupe de conservation *Sauvons Montréal* avait fortement appuyé les citoyens militants contre le projet de la rue Rachel<sup>66</sup> ainsi que ceux des secteurs Milton Parc et Carré Saint-Louis<sup>67</sup>. Dans l'étude réalisée en 1974 sur Milton Parc et Saint-Louis, *Sauvons Montréal* invitait tous les Montréalais à prendre conscience des dangers que pouvait constituer la politique de rénovation urbaine. Le

<sup>60</sup> Charron, André, « Le quartier St-Louis proteste contre les édifices en hauteur », *Montréal-Matin*, 12 septembre 1975.

<sup>61</sup> Rochette, Guy, « Saint-Louis: nouvelle étape dans la lutte pour sauver le quartier », *Le Jour*, 12 septembre 1975.

<sup>62</sup> Charron, André, « Le quartier St-Louis proteste contre les édifices en hauteur », *Montréal-Matin*, 12 septembre 1975.

<sup>63</sup> Rochette, Guy, « Saint-Louis: nouvelle étape dans la lutte pour sauver le quartier », *Le Jour*, 12 septembre 1975.

<sup>64</sup> « Dans le quartier Saint-Louis : les portugais manifestent à leur tour contre la spéculation foncière », *Le Devoir*, 12 septembre 1975.

<sup>65</sup> Berthault, Madeleine, « Des citoyens de Saint-Louis dénoncent la détérioration de leur quartier », *La Presse*, 12 septembre 1975.

<sup>66</sup> « Protest swells in St.Louis: Inner village takes on high rise », *The Gazette*, 12 septembre 1975.

<sup>67</sup> Descôteaux, Bernard, « Village Saint-Louis et Milton Parc perdront leur caractère de quartiers », *Le Devoir*, 18 mai 1974.

journaliste du *Devoir*, Bernard Descôteaux, les résumait ainsi :

Cette transformation radicale amènera l'exode de la population actuelle dans d'autres centres de la ville et causera l'éclatement de la vie de quartier. [...] Une des conséquences directes de ce type de projets, qui se font sous le couvert de la rénovation urbaine, est de provoquer la disparition de la vie communautaire. [...] Le sort que l'on réserve aux quartiers Milton Parc et Village Saint-Louis n'est pas unique. Rappelons seulement le cas du quartier Centre-Sud. [...] L'étude réalisée par le Groupe de recherches de Sauvons Montréal pourrait s'appliquer à plusieurs quartiers. En comparant les quartiers Milton Parc et Village Saint-Louis, on a justement voulu faire une analyse du phénomène de la rénovation du centre-ville. Cette étude sera d'ailleurs présentée lors de la "Semaine Sauvons Montréal" et pourra servir aux groupes intéressés.<sup>68</sup>

Si l'étude prend particulièrement l'exemple du secteur ouest du Plateau Mont-Royal, au lieu d'autres quartiers centraux durement éprouvés par la rénovation urbaine comme Centre-Sud qui, selon un reportage médiatique, perdit près de 50% de sa population entre 1961 et 1971<sup>69</sup>, c'est parce qu'elle le considère comme un des rares endroits de Montréal où il « existe encore » une « vie de quartier »<sup>70</sup>. C'est en raison de cet état intact de la viabilité du secteur que le groupe de recherche de *Sauvons Montréal* le présenta comme l'archétype de « la ville traditionnelle » qu'il fallait protéger à tout prix. Une proclamation qui eut un impact certain.

### 5.1.2 Plaidoirie en faveur du symbole de la « ville traditionnelle »

Il faut rappeler que *Sauvons Montréal* fut fondé suite à l'échec de la sauvegarde de la maison Van Horne en 1973. La démolition de celle-ci, malgré les nombreuses tentatives de sauvegarde qui firent couler beaucoup d'encre, permit une prise de conscience de la menace qui guettait le patrimoine urbain montréalais. C'est pour mieux prévenir ce genre de destruction que fut créée *Sauvons Montréal* un mois après la démolition de la maison Van Horne. On voulait surtout fédérer tous les organismes soucieux de l'environnement bâti qui étaient jusqu'ici atomisés dans la ville. Si au départ *Sauvons Montréal* était davantage préoccupé par des considérations architecturales ou historiques, l'intégration des associations de

<sup>68</sup> Descôteaux, Bernard, « Village Saint-Louis et Milton Parc perdront leur caractère de quartiers », *Le Devoir*, 18 mai 1974.

<sup>69</sup> Roberge, Françoise, « Le centre-ville ne veut pas mourir : 1) Les coûts humains d'un rêve », *Le Devoir*, 11 septembre 1978.

<sup>70</sup> Descôteaux, Bernard, « Village Saint-Louis et Milton Parc perdront leur caractère de quartiers », *Le Devoir*, 18 mai 1974.

résidents, des groupes d'aide au logement et à la rénovation résidentielle ainsi que les groupes environnementaux allaient élargir le champ d'intérêts et réorienter l'action militante vers la sauvegarde du « milieu de vie ». Martin Drouin écrit au sujet de cette fédération :

Les associations de résidents luttèrent pour le droit au logement de leurs membres, les groupes d'aide au logement tentèrent d'en favoriser l'accès, les groupes d'aide à la restauration, eux, militèrent pour des conditions décentes pour les locataires, les groupes environnementaux pour un milieu de vie sain, et les groupes voués à la sauvegarde du patrimoine, enfin, pour la reconnaissance du paysage construit, pour l'histoire et les caractères de la ville. *Sauvons Montréal* faisait en quelque sorte la synthèse de ces luttes. [...] Les groupes réunis autour de *Sauvons Montréal*, comme le soulignait Michael Fish, annonçant la création de l'organisme, "poursuivaient dans le fond un même but : une ville belle où il fait bon vivre".<sup>71</sup>

Cette diversité d'intérêts ne fut pas sans influencer la conception de la ville. Les nombreuses campagnes d'opinion qui allaient suivre la création de *Sauvons Montréal* allaient promouvoir la ville ancienne qu'on disait trahie par l'urbanisme moderne. On estimait que le développement urbain lâche de l'après-guerre avait engendré « l'éclatement du centre ville »<sup>72</sup> dans tous les sens et remis en cause le rôle traditionnel et, plus que jamais essentiel, de la ville comme carrefour social, lieu de brassage, de rencontre, d'identité et comme foyer de civilisation. Ce raisonnement s'inscrivait ainsi en droite ligne dans la pensée occidentale culturaliste de l'époque, empreinte de nostalgie et qui condamnait l'urbanisme « vu d'en haut ». La diffusion de cette idéologie qu'on qualifia par la suite « de réappropriation » allait être essentiellement assurée par des intellectuels et des professionnels de l'aménagement très engagés (et médiatisés) comme Phyllis Lambert, Michael Fish (fondateur de *Sauvons Montréal*) ou encore Jean-Claude Marsan. À cet égard, nous pouvons citer un texte de Marsan publié dans *Le Devoir* en 1975 qui est d'une grande éloquence. En effet, il y dresse un véritable procès à l'urbanisme moderne dont les réalisations sont assimilées à la folie guerrière hitlérienne. On retrouve dans sa description du centre-ville tout l'imaginaire tragique de la « ville détruite par la guerre ». Comme le suggère d'emblée le titre de son article, « le centre d'une ville bombardée », l'image du centre-ville de Montréal qui y transparaît renvoie à celle du

<sup>71</sup> Drouin (2004) : 46-47.

<sup>72</sup> Picher, Claude, « L'éclatement du centre-ville n'est pas près de prendre fin », *Montréal-Matin*, 18 mars 1975.

lieu dévasté, anéanti, ruiné. Dans ce tableau apocalyptique, le vide laissé, ces « cratères » pour reprendre son expression, évoquent la plaie, la béance, la perte :

Notre centre-ville est devenu un véritable champ d'asperges. À mesure que les édifices de haute taille y dressent leur silhouette, l'environnement, au niveau du piéton, se désagrège, laissant graduellement la place à des cratères béants qu'envahissent frénétiquement les automobilistes. De plus en plus, le centre-ville montréalais apparaît dépourvu d'unité, physiquement et visuellement désarticulé, socialement et culturellement stérilisant. Que l'on jette un coup d'œil, pour les besoins de la cause, sur une photographie de Notman, photographie prise du haut de la tour d'angle de l'hôtel Windsor vers 1910, et montrant ce secteur qui est devenu aujourd'hui la partie est du centre-ville. En ce début de siècle, le tissu urbain apparaît sain, régulier et serré, et doté d'une échelle humaine ; les arbres y foisonnent. Aujourd'hui, ce même secteur, tel qu'aperçu du haut de la tour de la Place Ville-Marie, donne l'impression d'avoir été bombardé récemment. Le spectacle offert par Coventry ou Rotterdam, à la suite des blitz hitlériens, n'a pas dû être très différent de l'image que présente actuellement cette partie de notre centre-ville. Est-ce là la rançon du progrès ? Sommes-nous condamnés, à mesure que croît notre niveau de vie, à subir une dégradation parallèle de notre environnement, à enregistrer une baisse progressive de la qualité de vie, à perdre d'un côté ce que nous gagnons de l'autre ? Pouvons-nous arrêter cette destruction insensée, non seulement de notre héritage culturel mais d'aires résidentielles encore fort viables, de constituants architecturaux contribuant au caractère de notre cité et à la valeur de son environnement ?<sup>73</sup>

Marsan fustige également l'automobile et ses répercussions sur le paysage urbain. Son discours s'inscrit dans le droit-fil de cette doctrine du refus de l'automobile<sup>74</sup> qui considère l'automobilisation comme l'antithèse de la ville et la voiture comme l'élément responsable de sa déstructuration :

Comme la municipalité n'a aucune politique cohérente de transport, l'automobile privée réclame son dû : routes, autoroutes, stations de services, terrains de stationnement. Pour chaque structure qui est démolie, un espace de stationnement s'impose, répondant à cette demande et évitant les taxes d'immeuble au détriment du trésor municipal. Le piéton n'a plus sa place dans cet environnement. Les passages piétonniers souterrains qui se développent depuis quelques années reflètent autant notre capacité de lutter contre cette tyrannie de l'automobile - comme le rendent bien les dessins d'un Frolon ou d'un Steinberg - que le désir d'accorder un peu de confort aux piétons.<sup>75</sup>

Le constat de la perte du caractère de la ville allait finalement renouveler une sensibilité en faveur de la « ville traditionnelle » qu'on accusait l'*Urban Renewal* de

<sup>73</sup> Marsan, Jean-Claude, « Le centre d'une ville bombardée », *Le Devoir*, 11 janvier 1975.

<sup>74</sup> Lire à ce sujet les ouvrages suivants : Dupuy, G. (1995). *Les Territoires de l'automobile*. Paris, Anthropos ; Wiel, M. (2002). *Ville et automobile*. Paris, Descartes & Cie.

<sup>75</sup> Marsan, Jean-Claude, « Le centre d'une ville bombardée », *Le Devoir*, 11 janvier 1975.

vouloir assassiner. Décrédibilisée en raison de ses expériences fâcheuses et sa politique de table-rase, l'utopie moderniste s'est vue ainsi supplantée par une nouvelle utopie, apparemment consensuelle, qui elle, privilégie ce qui constitue l'essence même de la ville, l'urbanité. Et dans cette quête de l'urbanité, ce sont justement ces « petits villages » du centre-ville qu'on reprochait aux spéculateurs de vouloir tuer « pour établir leur cité orgueilleuse »<sup>76</sup>, qui allaient symboliser la « bonne ville » en raison de la mixité sociale, la diversité spatiale, l'accessibilité variée et les lieux publics qui favorisent les occasions et les opportunités d'interactions. Le Plateau Mont-Royal allait correspondre plus particulièrement à cette ville à laquelle on vouait un culte absolu. Grâce à sa vitalité, assurée par sa centralité, sa composition sociale diversifiée, son hétérogénéité architecturale et fonctionnelle, le Plateau Mont-Royal allait constituer la figure type de la « ville traditionnelle ». Au moment où Gilles Ritchot et son équipe recommandaient, dans leur *Rapport d'étude sur le patrimoine immobilier* déposé en 1977 au ministère des Affaires culturelles, la protection de l'ensemble du Plateau Mont-Royal pour cause d'exemplarité<sup>77</sup>, Jean-Claude Marsan, lui, le proclamait, dans un Symposium, « un exemple d'urbanisme » et une référence pour les professionnels de l'aménagement. Une déclaration rapportée par le journaliste du *Devoir*, Alain Duhamel, dans un article paru le 9 juin 1977 et intitulé « Selon Jean-Claude Marsan : le plateau Mont-Royal est un exemple d'urbanisme » :

Le modèle d'une ville adaptée aux besoins de ses habitants et agréable à vivre a peut-être pris naissance dans des quartiers populaires de Montréal au début du siècle. M. Jean-Claude Marsan, architecte et directeur de l'école d'architecture de l'Université de Montréal, laisse entendre que des quartiers comme celui du plateau Mont-Royal, œuvre des constructeurs et non des architectes, constituent une excellente référence aux spécialistes de la vie urbaine à la recherche de nouveaux modèles d'aménagement et de développement urbain.<sup>78</sup>

Déjà dans son célèbre ouvrage de 1974, *Montréal en évolution*, Marsan accordait au Plateau Mont-Royal une place privilégiée. Il faut préciser qu'à l'époque l'engouement des professionnels de l'aménagement pour la ville traditionnelle et la campagne

<sup>76</sup> « On se côtoie, on se mêle pas », *La Presse*, 17 octobre 1974.

<sup>77</sup> Ritchot et al. (1977).

<sup>78</sup> Duhamel, Alain, « Selon Jean-Claude Marsan : le plateau Mont-Royal est un exemple d'urbanisme », *Le Devoir*, 9 juin 1977.



promotionnelle qu'ils livreront pour la reconnaissance du patrimoine architectural du Plateau Mont-Royal<sup>79</sup>, vu comme la traduction physique de cette ville, s'explique en grande partie par « la pauvreté architecturale et urbanistique en ce qui concerne l'habitat »<sup>80</sup>. C'est que devant l'effacement progressif du centre de Montréal, la question de la survie du modèle urbain se posa. Et c'est cette ville traditionnelle qui allait incarner l'espoir urbain. La référence historique, souvent convoquée dans les jours difficiles, n'était pas seulement nostalgie mais point d'appui. D'ailleurs, le regain d'intérêt pour l'histoire, manifesté dans de nombreux articles de presse, traduit bien la vision dans laquelle on considère l'histoire comme un enseignement sur l'urbain et dont la compréhension s'établit comme le préalable nécessaire pour assurer un développement futur plus respectueux de la tradition urbaine<sup>81</sup>. En effet, plusieurs articles des années 1970 jusqu'aux années 1990 s'évertueront à restituer les temps forts de l'histoire du Plateau Mont-Royal (formation des quatre villages) ou à dresser la périodisation de la production du cadre bâti, comme à la recherche de la « substance » garante de la qualité urbaine.

Mais avant qu'on consacre le Plateau Mont-Royal d'« exemple d'urbanisme », c'est le secteur ouest du quartier qui fut associé, au départ, à cet « environnement urbain de grande qualité »<sup>82</sup> qu'on tentait de défendre en raison de sa vulnérabilité face au développement moderne. Dans leur étude réalisée en 1974 sur Milton Parc et Saint-Louis, *Sauvons Montréal* y voyait une référence d'urbanité. Le journaliste Bernard Descôteaux rapportait à l'époque la teneur de cette étude qui plaçait la diversité sociale (tant sur le plan économique qu'ethnique) et la sociabilité comme le fondement de cette réussite urbaine :

La composition des deux quartiers, (dans Village Saint-Louis : immigrants, jeunes marginaux, travailleurs à faible revenu ; dans Milton Parc : étudiants de plusieurs nationalités, personnes âgées, célibataires et immigrants) fait qu'il s'y crée une vie comparable à celle des vieux quartiers en Europe, c'est-à-dire une forte concentration des activités sociales au niveau du quartier. Les gens sont moins confinés dans leurs maisons et vivent dans les parcs, rues, cafés et restaurants et il s'ensuit une intensification des relations de voisinage du fait que les structures et la vie de ces

<sup>79</sup> Ce sujet sera traité en profondeur dans le chapitre VIII.

<sup>80</sup> Carreau et Serfaty (1998) : 35.

<sup>81</sup> Au sujet de ce courant de pensée, lire Lévy, J.P. (1987). *Centres ville en mutation*. Paris, Éditions du CNRS.

<sup>82</sup> Marsan, Jean-Claude, « Le centre d'une ville bombardée », *Le Devoir*, 11 janvier 1975.

quartiers permettent de se rencontrer et de s'entraider. La mise sur pied de services communautaires par les citoyens, la physionomie que les gens ont donnée à leur quartier montrent qu'il existe une volonté de vivre dans un climat agréable et à l'image de ceux qui l'habitent, explique-t-on. De même l'existence de pôles d'attraction comme le carré Saint-Louis et la rue Saint-Laurent qui offre des ressources de toutes sortes est aussi un indice de fréquentation et d'attachement au quartier.<sup>83</sup>

Il n'est pas étonnant que la sociabilité soit un signifiant majeur dans cette étude, puisque dans la pensée culturaliste à laquelle elle adhère, c'est elle qui est et qui demeurera fondamentale pour l'existence de la ville. La thématique de la sociabilité, de la diversité sociale et du cosmopolitisme sera largement reprise par de nombreux journalistes. Dans un article de *La Presse* paru quelques mois après la divulgation de l'étude de *Sauvons Montréal*, on souligne fortement le caractère cosmopolite de Saint-Louis pour signifier l'ambiance de tolérance qui y règne, même si « on ne se mêle pas », ainsi que l'esprit d'entraide et la chaleur humaine qu'on y trouve malgré l'état de dégradation de l'environnement physique :

Ici, autant de frontières que de langues parlées : français, grec, portugais, espagnol, italien, anglais, chinois... On se côtoie mais on ne se mêle pas dans le grand quartier Saint-Louis. [...] Demeurer dans Saint-Louis, c'est avoir la quasi-certitude qu'un compatriote nous tirera d'embarras advenant le pire. C'est un des paradoxes de ce grand quartier hétérogène du centre montréalais : une certaine chaleur humaine cohabite avec un réel inconfort matériel.<sup>84</sup>

Le *Montreal Star* ne manque pas lui aussi de souligner le « gaiety mix »<sup>85</sup> de Saint-Louis. Le *Journal* le peint également comme un espace de tolérance grâce à la cohabitation pacifique entre les différentes ethnies et classes (différents types de ménages et de communautés immigrantes installées depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle) :

Saint-Louis, c'est le district cosmopolite par excellence. Qui incarne la grande ville, celle où réussissent à se mêler, sans jamais se fusionner, toutes les cultures et contre-cultures. Saint-Louis, c'est une série de villages : le ghetto universitaire de McGill, le secteur farouchement indépendant d'Olier, le Carré des artistes et des clochards, la rue Saint-Laurent des Grecs et des Portugais, la rue Saint-Denis des amateurs de rendez-vous nocturnes, qui forment un milieu architectural baroque, mais à l'échelle humaine, où les balcons sont visibles du trottoir. Jusqu'aux commerces, merceries de la rue Mont-Royal ou restaurants de l'avenue du Parc, qui témoignent de la vie du district : une affaire entre voisins !<sup>86</sup>

<sup>83</sup> Descôteaux, Bernard, « Village Saint-Louis et Milton Parc perdront leur caractère de quartiers », *Le Devoir*, 18 mai 1974.

<sup>84</sup> « On se côtoie, on se mêle pas », *La Presse*, 17 octobre 1974.

<sup>85</sup> « Despair, gaiety mix in St. Louis », *The Montreal Star*, 28 octobre 1974.

<sup>86</sup> « Saint-Louis : le cas type du grand quartier cosmopolite appelé à disparaître sous la poussée du centre-ville », *Le Journal*, 4 novembre 1974.

Il est clair que ce discours élogieux envers le secteur ouest du Plateau Mont-Royal allait le consacrer comme le lieu où s'affirment les contrastes sociaux et ethniques. Mais il transparaît surtout, au fil des articles, que le secteur ouest du Plateau Mont-Royal est envisagé comme le haut lieu de la sociabilité du côtoiement et de la spontanéité, l'endroit privilégié des échanges, des rencontres, des contacts, des confrontations, du brassage d'idées, de personnes. Il constitue le support et le théâtre d'une vie publique intense. Certains vont jusqu'à affirmer que les escaliers extérieurs, les balcons et les galeries, qui caractérisent tant l'architecture résidentielle du quartier, sont l'expression physique de cette convivialité<sup>87</sup>, de cette « volonté de communication dans sa forme la plus simple »<sup>88</sup>. C'est cette convivialité, cette sociabilité et la « sincérité » des habitants dans leur façon de vivre<sup>89</sup> qui amène le journaliste Stéphane Moissan à dire, en 1977, qu'il constitue « un quartier authentique » puisque, selon lui, il a su conservé « un cadre chaleureux », « une âme » et « les dernières traces d'un mode de vie bon enfant, où "l'autre" n'est pas encore anonyme, indifférent, hostile, à travers qui l'on regarde »<sup>90</sup>. Dans une société dite marquée par l'individualisme et l'atomisation des liens sociaux, il n'est pas étonnant que le quartier ait incarné cet idéal communautaire à la villageoise. Ce caractère de « petit village » qu'on lui reconnaît, qui fait dire au journaliste Stéphane Moisson que le secteur ouest est « un vrai quartier »<sup>91</sup>, semble à priori paradoxal avec la notion d'urbanité. Cependant, le village n'est pas ici synonyme d'anti-ville, mais évocateur de la dimension humaine, tant dans le sens spatial que social (convivialité, solidarité entre les habitants, etc.). C'est que, hormis les grandes artères et certains parcs, véritables lieux urbains à l'échelle métropolitaine, le Plateau Mont-Royal est réellement ce territoire formé d'une mosaïque de « villages urbains »<sup>92</sup>. Selon le journaliste Roberge, c'est justement ce « concept du village », devenu très populaire durant les années 1970, qui est à la base du retour au centre-ville :

<sup>87</sup> Selon Georges Adamczyk, professeur de design industriel à l'UQAM, dans Truffaut, Serge, « Le Plateau Mont-Royal et ses architectures singulières », *Le Devoir*, 16 mars 1996.

<sup>88</sup> Propos de Courcy-Legros et Verret rapportés dans Bonhomme, Jean-Pierre, « Le cœur même de la ville de Montréal : Québec approuve le projet de revalorisation du Plateau Mont-Royal », *La Presse*, 31 octobre 1979.

<sup>89</sup> Marinie, Arièle, « Rue Prince Arthur, le Montréal insolite », *Le Devoir*, 12 juin 1975.

<sup>90</sup> Moissan, Stéphane, « La ville se donne une âme nouvelle », *La Presse*, 5 mai 1977.

<sup>91</sup> *Ibid.*

<sup>92</sup> Roberge, François, « Le centre-ville ne veut pas mourir : 4) Les villages du Plateau Mont-Royal », *Le Devoir*, 2 octobre 1978.

En 1978, en dépit du village global avancé par McLuhan, la vie villageoise renaît à Montréal. C'est un état d'esprit hérité probablement un peu des leçons de "simplicité" californiennes, un peu de l'exemple des villages ethniques de la métropole et aussi de l'exemple de villes comme New York ou de Greenwich à la petite Italie on revient à la bourgade, lieu de communautés qui peu à peu reprennent un peu du dynamisme perdu. Small is beautiful! C'est l'une des caractéristiques du centre-ville que de se retrouver autour de ce concept. Le Village du Carré Saint-Louis, le Village portugais, le Village du parc Lafontaine, le quartier Chinois, le Village Saint-Denis, nouveau quartier latin, en sont autant d'exemples.<sup>93</sup>

Si certains journalistes regrettent la détérioration physique du quartier, d'autres journalistes, comme Ariele Marinie, laissent croire que cet aspect délabré rime avec pittoresque et convivialité :

Elle [rue Prince Arthur] n'a l'air de rien cette petite rue vieillotte, et pourtant, c'est l'une des plus sympathiques et des plus pittoresques de Montréal. Parallèle à la rue Sherbrooke, c'est surtout dans la partie comprise entre la rue Saint-Laurent et le Carré Saint-Louis qu'elle a le plus de caractère. Petites boutiques de vieilleries (robes, bijoux) aux fenêtres ornées de rideaux de dentelle et protégées par des grilles branlantes et rouillées, ateliers d'artisanat, ...restaurants bon marché où se groupent les étudiants plus ou moins assidus, quelques voyageurs, de vrais de faux artistes, des 'profs' de l'université McGill et des originaux du coin, vieux Hongrois ou Polonais, ou encore de temps en temps, une famille pas très riche dont la maman rappelle les bonnes manières à une petite espiègle. Le 'Mazurka', restaurant polonais, [...] ; le 'Bateleur', restaurant vietnamien, et son voisin, un petit restaurant grec, attirent les amateurs de cuisine exotique. Les jours de grand soleil, les propriétaires de boutiques, assis au pas de la porte, bavardent avec les passants [...]. Si l'on n'est pas pressé, rien n'interdit d'entrer dans une boutique et de bavarder avec l'artisan. S'il n'est pas trop occupé, il sera enchanté de trouver un interlocuteur pour le distraire. Et si l'on n'a pas envie d'acheter quoi que ce soit, il n'arborera pas un sourire désagréable comme on le fait parfois dans certains magasins du Centre-Ville ! Il faut aussi se balader dans les ruelles transversales, 'Coloniale', 'Bullion' dont les vieilles bicoques à l'allure passablement penchée sont peintes de couleurs vives, rouge, vert, jaune. [...] Par les fenêtres ouvertes s'échappent des bribes de conversation. Tintamarre de casseroles, quelques notes de piano nostalgiques, un lambeau des Brande-Bourgeois de Bach, ou encore quelque morceau de musique résolument contemporaine. [...] Des vieux, installés dans un fauteuil à bascule, fument leur pipe, des femmes s'arrêtent au milieu de la chaussée pour échanger des nouvelles domestiques. Quelqu'un déménage, à grand renfort de camionnettes, aidé par les voisins.<sup>94</sup>

Nous retrouvons bien dans cet article la référence à ce parfum européen en plein cœur de la ville nord-américaine, auquel faisait allusion l'étude de *Sauvons Montréal*. Plus précisément, le tableau pittoresque qu'on y peint renvoie à l'image

<sup>93</sup> Roberge, François, « Le centre-ville ne veut pas mourir : 2) Retour au village », *Le Devoir*, 18 septembre 1978.

<sup>94</sup> Marinie, Ariele, « Rue Prince Arthur, le Montréal insolite », *Le Devoir*, 12 juin 1975.

des vieilles villes européennes, tant vantée par les guides touristiques et prônée comme un « art urbain » par certains architectes-urbanistes célèbres comme Camillo Sitte (1889), Raymond Unwin (1981) ou Gordon Cullen (1961). Et comme ce dernier, la journaliste affectionne ce pittoresque du fait qu'il représente l'opposé du paysage moderne caractérisé par le zonage et la circulation automobile : « Sommes-nous bien en Amérique du Nord ? Brusquement, on a oublié les gratte-ciels sévères du Centre-ville et le passage incessant des automobilistes. On pourrait se croire dans quelque ville d'Europe, ayant fait un bond d'une trentaine d'année arrières ! »<sup>95</sup>. À l'instar d'Arielle Marinie, le journaliste Stéphane Moisson s'attarde lui aussi sur la description des rues du secteur Saint-Louis, comme la rue Duluth où il remarque que « la majorité des artisans travaillent sur place, parlent de la vie de leur quartier avec enthousiasme, [et] se disent heureux », ou encore ces « petites rues transversales avec leurs découvertes insolites »<sup>96</sup>. Cependant, la thématique du pittoresque qu'on oppose à la ville moderne y est beaucoup plus explicite :

Toutes ces petites maisons de style souvent bâtard, bâties presque sur le trottoir avec leurs balcons de bois, ces fenêtres à lucarnes, les rues étroites, l'épicier et le barbier du coin, c'est tout cela qui permet de conserver une atmosphère qui ne soit pas déshumanisante et qui se compare d'ailleurs avantageusement avec les récentes constructions résultant d'un coup de crayon hâtif et qui nous plongent dans tant de morne laideur.<sup>97</sup>

Il est important de signaler que durant les années soixante-dix, la ville traditionnelle était définie uniquement sur un plan conceptuel (urbanité, histoire), ce n'est que plus tard que certains architectes et spécialistes de l'aménagement, munis d'a priori typomorphologiques, lui conféreront une substance matérielle précise, comme nous le verrons en détails dans le dernier chapitre. On se doute bien que le raisonnement sur la valeur patrimoniale du bâti n'était pas clairement pensé à ce moment, mais ressenti, confusément. On évoquait le terme pittoresque, en fait, pour signifier le concept d'historicité de la ville traditionnelle. Si on glorifiait le secteur ouest c'est parce qu'il faisait penser à la ville qui, en sa forme et ses usages, respectait non seulement le passé mais s'inscrivait dans la continuité historique avec laquelle la

<sup>95</sup> Marinie, Arielle, « Rue Prince Arthur, le Montréal insolite », *Le Devoir*, 12 juin 1975.

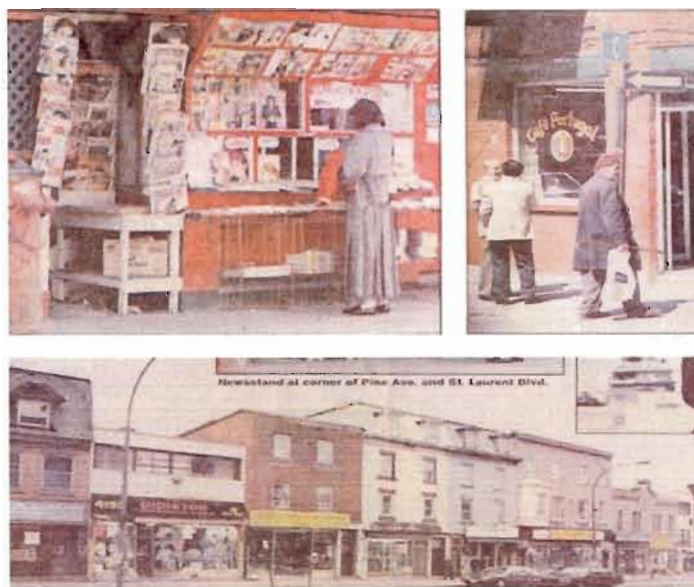
<sup>96</sup> Moisson, Stéphane, « La ville se donne une âme nouvelle », *La Presse*, 5 mai 1977.

<sup>97</sup> *Ibid.*

ville moderne avait rompu. D'où la désignation du secteur comme le lieu « où le passé se mêle au présent »<sup>98</sup>. C'est dans cet esprit historiciste que le journaliste Stéphane Moissan fustigea l'absence de mémoire des aménagements modernes et leur absence de respect à l'égard du patient travail de sédimentation dont témoigne ce quartier ancien :

On ne peut en effet remplacer l'épicier du coin pas plus qu'inventer la sensation d'être bien quelque part. C'est peut-être ce qui explique pourquoi certaines familles portugaises et grecques ont choisi ce coin pour s'établir. Car ce ne sont jamais les sites et les monuments qui font l'histoire d'une ville, ni les plans. [...] On n'invente pas le pittoresque. Il naît spontanément d'une situation insolite, d'une rencontre involontaire et se confirme au fil des années pour faire partie des attraits d'une ville ou d'un quartier. Le pittoresque c'est ce vieux quartier avec ses petites boutiques, ses enseignes surannées, ses maisons vieilles très émouvantes parce que l'effort, la patience et le travail des hommes les ont façonnées et que rien ne pourra les remplacer.<sup>99</sup>

Figure 87 : Scènes du Plateau tirées de l'article d'Ackerman dans *The Gazette* du 18-04-1987. On y montre l'aspect pittoresque de la vie dans le quartier.



Les symptômes apparents de la dégradation et les effets de l'usure prennent ici une connotation positive contrairement aux années précédentes. Ces altérations causées par l'action corrosive du temps traduisent, à cette époque, l'authenticité, le

<sup>98</sup> Moissan, Stéphane, « La ville se donne une âme nouvelle », *La Presse*, 5 mai 1977.

<sup>99</sup> *Ibid.*



« vrai », comme l'avait admirablement expliqué Françoise Choay<sup>100</sup>. Cette affectivité pour le bâti ancien explique en grande partie la fascination pour la rénovation domiciliaire du secteur Saint-Louis entreprise par la population d'origine portugaise. En effet, plusieurs applaudirent, à l'instar de *Sauvons Montréal*, ces citoyens qui « s'évertuent à conserver et à améliorer »<sup>101</sup> le quartier et qui ont « redonné la vie au quartier Saint-Louis »<sup>102</sup>. Si cette auto-amélioration reçut le premier prix de la *Société d'architecture de Montréal* en 1975, c'est parce qu'elle constituait un projet à contre-courant des tendances urbanistiques de l'époque et une nouvelle avenue pour le développement urbain futur, d'où sa consécration comme « un exemple de rénovation domiciliaire »<sup>103</sup>. Elle avait le mérite, entre autres, de s'être effectuée sans le recours d'une aide financière gouvernementale. Le journaliste de *La Presse*, Jacques Benoît, révélait, au lendemain de la remise du prix, les véritables enjeux de cette reconnaissance :

C'est à la colonie portugaise du quartier Saint-Louis qui a été décerné, hier, le prix de la Société d'architecture de Montréal, pour la rénovation de nombreuses maisons des rues Coloniale et Prince-Arthur. De ces maisons d'un autre âge, jugées souvent inhabitables et bonnes pour la démolition, les membres de la colonie portugaise ont su faire des immeubles habitables, aux couleurs vives et gaies, dont l'aspect rajeuni a changé l'atmosphère du quartier, a déclaré en substance le président de la SAM, l'architecte Pierre Beaupré, en annonçant la nouvelle. Plusieurs raisons expliquent que ce soit à la colonie portugaise que la SAM attribue son prix, qui est "destiné à souligner et à encourager tout effort individuel ou collectif visant à améliorer la qualité de notre environnement urbain", a précisé M. Beaupré. "En premier lieu, parce qu'il s'agit d'un projet qui a eu le bonheur de se réaliser alors que, trop souvent les actions revendicatrices de divers groupes de citoyens demeurent vaines et sont vouées à l'échec à cause de l'écrasante disproportion des forces en présence. En second lieu, parce que cette réalisation s'est faite dans des conditions qui, à priori, semblaient extrêmement défavorables à toute entreprise du genre. Ce n'est qu'à force de ténacité, d'ingéniosité que les habitants ont pu redonner vie à ce secteur de la ville que la progression apparemment irrésistible des tours d'habitation semblait vouer à la démolition." Car, en fait, c'est sans aide gouvernementale de quelque nature, et presque dans tous les cas de leurs propres mains, que les membres de la colonie portugaise ont mené à bien ces travaux de rénovation. Quoique modeste, cette réalisation n'est donc pas moins exemplaire, car elle démontre que "la réfection des vieux immeubles n'est pas seulement une marmotte d'esthète, mais une réalité bénéfique à la fois à la cité et à l'occupant de l'immeuble", a conclu à ce sujet le président de la SAM.<sup>104</sup>

<sup>100</sup> Choay (1992).

<sup>101</sup> Moisson, Stéphane, « La ville se donne une âme nouvelle », *La Presse*, 5 mai 1977.

<sup>102</sup> « La colonie portugaise a redonné la vie au quartier Saint-Louis ! », *Montréal-Matin*, 3 juillet 1976.

<sup>103</sup> Benoît, Jacques, « La colonie portugaise : exemple de rénovation domiciliaire », *La Presse*, 29 janvier 1975.

<sup>104</sup> *Ibid.*

La fascination pour le secteur Saint-Louis se poursuit jusqu'en 1978, même si la couverture médiatique qui lui est consacré se fait plus rare. L'article de *Perspective-Dimanche* paru le 20 août 1978, dans lequel on y présente une série de photographies prises dans ce quartier « où l'on vit sur un balcon et où on fête dans la rue »<sup>105</sup>, est en fait le dernier article de la décennie à rendre un hommage exclusif à ce secteur. Si dans l'article du *Devoir* paru le 2 octobre 1978, on se plaît encore à examiner les rues de ce Saint-Louis qu'on juge comme le village du Plateau Mont-Royal « le plus développé comme entité autonome » avec « son parc, ses commerces et ses rangées de maisons avec jardinets aménagés en couleurs vives dans un goût européen », c'est uniquement pour souligner les denrées exotiques qu'on y trouve et le mode de consommation à la traditionnelle qui défie celui des grandes surfaces modernes. Là encore, la nostalgie s'exprime :

La rue Saint-Laurent, on trouve les boutiques de denrées internationales qui influent constamment sur les mœurs alimentaires des Montréalais et attirent une faune très cosmopolite dans ses abords immédiats. La rue Saint-Laurent joue aussi le rôle d'un marché urbain où l'on peut s'approvisionner en produits divers qui permettent de boucler des budgets domestiques réduits. [...] Rue Prince-Arthur, rue Duluth et rue Roy, on trouve aujourd'hui des services commerciaux qui font un centre d'activités unique pour les habitants du quartier. C'est là que l'on trouve les plus belles laines vierges sud-américaines, certains des plus beaux vêtements anciens, dentelles et soies, des antiquités, des produits d'artisanat, poterie, cuirs, abat-jours à la mode d'antan, meubles de bois, objets art-déco, et aussi pour un prix raisonnable. Et on pourrait ajouter nombres de commerces spécialisés offrant divers produits importés qui s'adressent à une clientèle moyenne qui organise sa vie en dehors des sentiers courants de la surconsommation.<sup>106</sup>

### 5.1.3 La reconnaissance officielle et la volonté municipale de mettre en valeur « la ville traditionnelle »

Si la couverture médiatique sur « la menace » qui pèse sur la partie ouest du quartier devient moins importante à la fin de la décennie, c'est essentiellement en raison du changement d'attitude de la municipalité vis-à-vis de l'ensemble du Plateau Mont-Royal et, de manière générale, du centre-ville de Montréal. Les luttes épiques et les plaidoyers enflammés allaient finalement porter leurs fruits puisque,

<sup>105</sup> « Les voisins du quartier Saint-Louis », *Perspectives - Dimanche*, 20 août 1978.

<sup>106</sup> Roberge, François, « Le centre-ville ne veut pas mourir : 4) Les villages du Plateau Mont-Royal », *Le Devoir*, 2 octobre 1978.

durant la deuxième moitié des années 1970, la Ville opta pour une toute autre approche, privilégiant dès lors la valorisation des quartiers centraux et la revitalisation urbaine. C'est en 1976 qu'elle afficha ouvertement sa volonté de protéger « la ville traditionnelle » en adoptant un nouveau projet de zonage réglementant les constructions en hauteur. Dans son édition du 30 janvier 1976, *La Presse* annonçait :

Dans un document dûment approuvé en principe par le comité exécutif de la Ville, le Service d'habitation et d'urbanisme a rendu publics hier deux importants projets de zonage qui, notamment, mettent à l'abri de la démolition le couvent des sœurs Grises, le carré Saint-Louis, la maison Shaughnessey et plusieurs rues à caractères résidentielles entourant ces trois symboles menacés de la vie montréalaise. [...] Le carré Saint-Louis a failli être charcuté il y a deux ans par un projet d'édifices en hauteur de la firme Procan Finanz. La Ville indique maintenant son intention ferme de garder ce lieu tel qu'il est présentement. [...] Le premier projet de règlement de zonage dévoilé hier s'applique à un vaste territoire délimité, au nord et à l'est, par les voies du Canadien Pacifique, au sud par la rue Sherbrooke et à l'ouest par la rue University, le parc Mont-Royal et la ville d'Outremont. Il a pour but principal de conserver le caractère actuel de ce quartier en imposant des maximums de hauteur pour la plus grande partie de ce territoire. Pour le carré Saint-Louis, qui fait partie de ce secteur, la hauteur maximale des constructions a été fixée à trois étages, c'est-à-dire un maximum de 35 pieds. Le projet de Procan prévoyait la construction de deux édifices de 23 étages, l'un commercial, l'autre d'habitation.<sup>107</sup>

Plusieurs journalistes commenteront les grandes lignes du nouveau plan d'aménagement prévu par la municipalité qui affirmait « les vertus d'un centre-ville fort »<sup>108</sup>, et qui visait « la renaissance de la ville traditionnelle »<sup>109</sup>, sa « régénérescence »<sup>110</sup> à travers « la rénovation des quartiers, l'assainissement du tissu urbain, la protection du patrimoine, la restauration résidentielle, le remembrement des zones industrielles et la revitalisation des artères commerciales »<sup>111</sup>. Cependant, le fait que cette annonce survint au moment où le RCM réclamait du comité exécutif l'élaboration d'une politique d'aménagement pour tout le secteur compris entre les rues Atwater, Papineau, Des Pins et le fleuve Saint-

<sup>107</sup> « Le carré Saint-Louis et le couvent des sœurs Grises seraient protégés : un nouveau projet de zonage réglementant de façon précise les constructions en hauteur », *La Presse*, 30 janvier 1976.

<sup>108</sup> Descôteaux, Bernard, « Prenant le RCM de court, l'administration entreprend l'aménagement du centre-ville », *Le Devoir*, 3 février 1976.

<sup>109</sup> Expression d'Yvon Lamarre, vice-président du comité exécutif de la Ville, rapportés dans « Montréal va préparer un plan d'aménagement complet du centre-ville », *La Presse*, 3 février 1976.

<sup>110</sup> Expression d'Yvon Lamarre reprise dans Chouinard, Marcel, « Le centre de Montréal doit être aménagé », *Montreal-Matin*, 3 février 1976.

<sup>111</sup> Descôteaux, Bernard, « Prenant le RCM de court, l'administration entreprend l'aménagement du centre-ville », *Le Devoir*, 3 février 1976.

Laurent, le revirement politique de la Ville fut perçu, à ce moment-là, plus comme une stratégie politique pour désarçonner l'Opposition qu'une véritable intention de conserver et d'améliorer les quartiers centraux. La « prise de court » du RCM ainsi que l'emprunt de « quelques éléments de [sa] politique »<sup>112</sup> furent soulevés dans la plupart des articles de presse. On pouvait ainsi lire dans *Le Devoir* : « L'annonce de cette décision par M. Lamarre a fait quelque peu sourire le Rassemblement des citoyens de Montréal. Le conseiller Nick Auf der Maur (RCM Côte-des-Neiges) s'est dit frappé de voir le Parti civique considérer subitement comme un problème prioritaire chaque question importante soulevée par l'Opposition »<sup>113</sup>. *La Presse* renchérisait : « Après l'annonce surprise de deux importantes mesures de zonage la semaine dernière, il est donc devenu tout à fait évident hier que le Parti civique a décidé de couper l'herbe sous les pieds du RCM chaque fois que cela est possible »<sup>114</sup>. Il reste que l'application de la réglementation de zonage en 1977 sur ces secteurs, qui bénéficiaient jusqu'ici d'un gel de développement, vint ôter le doute sur l'intentionnalité réelle de la Ville. Cette mesure allait finalement empêcher la réalisation de la deuxième phase du projet Concordia. Ainsi, le projet initial de Concordia, qui devait détruire tout le secteur, se vit limité à quatre tours. Cette restriction allait surtout préserver le Plateau Mont-Royal de la « mutilation » qu'avait subi le Centre-Sud, comme le remarquait le journaliste Roberge en 1978 : « Contrairement au Centre-sud, ce quartier n'a pas été massivement détruit par le pic de démolisseurs pressés d'y élever des "boîtes de verre", selon la mode britannique des années 1960. Concordia demeure l'un des principaux projets massifs avec quelques tours d'habitation du Parc Lafontaine »<sup>115</sup>. Le scepticisme se dissipa davantage en 1979, lorsque la Ville appliqua un autre règlement de zonage limitant, cette fois-ci, la construction de tours dans le centre-ville qui, selon certains journalistes, avaient donné à cette zone l'air d'un « gigantesque champ d'asperges »<sup>116</sup>.

<sup>112</sup> Descôteaux, Bernard, « Prenant le RCM de court, l'administration entreprend l'aménagement du centre-ville », *Le Devoir*, 3 février 1976.

<sup>113</sup> *Ibid.*

<sup>114</sup> « Montréal va préparer un plan d'aménagement complet du centre-ville », *La Presse*, 3 février 1976.

<sup>115</sup> Roberge, François, « Le centre-ville ne veut pas mourir : 4) Les villages du Plateau Mont-Royal », *Le Devoir*, 2 octobre 1978.

<sup>116</sup> Dore, Marc, « Montréal : l'ère des gratte-ciel tire à sa fin », *La Presse*, 1 juin 1979.

Enfin, l'année 1979 fut également celle de la victoire accordée (ou remportée) aux habitants de Milton-Parc, après neuf années de lutte féroce contre les promoteurs<sup>117</sup>. *La Société canadienne d'hypothèques et de logement* répondit ainsi à leurs pressions et permit aux résidents du secteur l'acquisition de 600 logements et de vingt-cinq commerces, par le biais de la création d'une vingtaine de coopératives, dont huit existaient déjà. Ce fut le coup d'envoi d'un projet qui dura cinq ans (de 1980 à 1985), accueillant l'espace coopératif le plus important au Canada et dans lequel les maisons du secteur bénéficièrent d'une restauration gérée par un organisme fondé par *Héritage Montréal*, soit *La Société du patrimoine urbain de Montréal*.

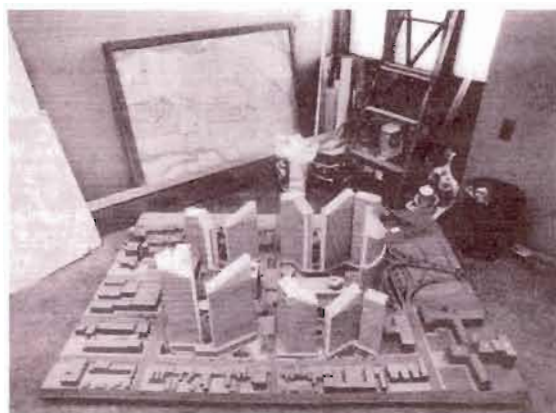


Figure 88 : La maquette du projet initial de La Cité Concordia avec les neuf tours. Photo de Robert Fréchette, tirée de l'article de Cadotte dans *Liaison St-Louis*, 26-03-1986.



Figure 89 : Vue du quartier Milton-Parc. On y voit 2 des 4 tours réalisées lors de la première phase du projet. Photo de Robert Fréchette, tirée du journal *Liaison St-Louis*, 26-03-1986.

<sup>117</sup> Carbonneau, Claude, « Un grand projet de la SCHL ajouterait 600 logements coop », *Ensemble*, 1 juin 1979 ; Girard, Michel, « Milton-Parc : Un quartier complet transformé en logements coopératifs », *La Presse*, 7 juillet 1980 ; Bonhomme, Jean-Pierre, « Milton Park : Un quartier désormais protégé de la dégénérescence », *La Presse*, 17 juin 1981 ; Goddard, John, « Le coopérative de logements du Parc Milton : Logements convenables, prix raisonnables », *La Presse*, 28 juillet 1981.

Dans le cahier consacré au quartier Milton Parc paru en 1986, le journal *Liaison St-Louis* rappelait ainsi le couronnement des efforts des habitants de ce secteur dit « riche en histoire » et « l'un des plus beaux »<sup>118</sup>. Les résidents y sont présentés comme des guérilleros triomphants, des rebelles intrépides mais qui se sont, depuis, réconciliés avec le complexe :

Ce sont [les citoyens de Milton-Parc] des durs, des trompe-la-mort, presque des insensés. C'était en 72, l'ennemi était là, sûr de lui avec ses machines de guerre. Armés de pétitions et de leur seule colère, ils étaient prêts pour l'épreuve de force occupant parfois des logements voués à la démolition. Ils ont perdu la première manche, mais gagné cette bataille qui allait devenir presque un symbole des luttes populaires. Des coopératives d'habitation ont été formées ; les citoyens allaient pouvoir se réapproprier le quartier. [...] La lutte des citoyens de Milton Parc fut importante, mais la conjoncture, faut-il le dire, leur a été favorable. La SCHL est aujourd'hui propriétaire des habitations La Cité, ce qui n'inclut pas le complexe commercial et hôtelier. [...] Même s'ils n'ont pas vraiment eu le choix, les gens du quartier se sont aujourd'hui réconciliés avec le mastodonte. Même que selon Marc Nader, impliqué depuis le début dans les coopératives, les rapports sont excellents entre les membres des coopératives et l'ensemble du complexe commercial et hôtelier. Les gens font leurs achats aux Promenades sans problème, et on leur prête régulièrement des locaux pour leurs activités sociales. Les commerces font maintenant partie du quartier et le desservent.<sup>119</sup>

Si la fin des années 1970 marqua le terme d'une époque, comme le claironnait avec soulagement un journaliste de *La Presse* dans un article intitulé « Montréal : l'ère des gratte-ciel tire à sa fin »<sup>120</sup>, le début des années 1980 allait annoncer une nouvelle ère, celle de la revitalisation urbaine.



Figure 90 : Bâti restauré de Milton-Parc. Photo tirée de l'article paru dans *Liaison St-Louis* le 26-03-1986.

<sup>118</sup> Cadotte, François, « Coopératives et tours d'habitation : deux mondes qui cohabitent », *Liaison St-Louis*, 26 mars 1986.

<sup>119</sup> *Ibid.*

<sup>120</sup> Doré, Marc, « Montréal : l'ère des gratte-ciel tire à sa fin », *La Presse*, 1 juin 1979.





Figure 91 : Autre vue des maisons en pierre de Milton-Parc. Photo de Robert Fréchette, tirée de l'article de Cadotte dans *Liaison St-Louis*, 26-03-1986.

## 5.2 1980-1990 : LE QUARTIER A LA « METAMORPHOSE » SPECTACULAIRE

C'est à partir de 1980 que la Ville entreprit concrètement sa politique de revitalisation urbaine des quartiers centraux avec l'opération *Tournesol*, un programme subventionné de démolition, de déblaiement de bâtiments vétustes et de réaménagement. En effet, l'application de ce programme, soutenu financièrement par le gouvernement du Québec et visant « à ramener dans une ville retapée des contribuables qui avaient émigré en banlieue, tout autant que de rendre esthétique ce qui ne l'était plus depuis belle lurette »<sup>121</sup>, allait constituer le point départ de ce revirement urbanistique qu'on annonçait depuis quelques années. La presse n'hésita pas à souligner ce premier succès enregistré par la municipalité :

Déjà 2,186 hangars de bois et de tôle, [...] ont été démolis depuis le début de l'année et tout indique que l'objectif de 4,000 prévu par l'opération "Tournesol" sera atteint avant le début de l'hiver. Le président du Comité exécutif de Montréal, M. Yvon Lamarre, qui surveille de près l'application du programme mis en vigueur le 1<sup>er</sup> mai, se déclare satisfait des résultats obtenus jusqu'à maintenant. [...] En trois mois, les nouvelles mesures incitatives ont permis de quintupler les démolitions de hangars décrits par le Service municipal des incendies comme de véritables "nids à feux". Entre-temps, pas moins de 13,197 appels téléphoniques ont été logés au Service de la restauration, en rapport avec ce programme, provenant de personnes qui s'informent comment ça fonctionne exactement. [...] Pour inciter encore un plus grand nombre de propriétaires à se prévaloir des dispositions de ce programme, qui n'a rien d'obligatoire, un secteur de trois ruelles du Plateau Mont-Royal où pullulent ces témoins gênants d'une époque révolue, sera l'objet d'un programme encore plus attrayant cet automne. [...] La plupart des propriétaires participants de ce programme, ont déboursé plus que les \$2,000 accordées par l'administration. Souvent, l'escalier qui doit être refait, le retapage du mur arrière de la maison, le nouvel enclos et le jardinet imposent des charges qui dépassent les \$2,000 mais il n'en reste pas moins que les améliorations apportées sont en grande partie couvertes par la subvention.<sup>122</sup>

Mais c'est avec ses subventions à la restauration domiciliaire et sa politique de revitalisation des rues commerciales entreprises dès l'année suivante que la Ville allait, pour certains, réussir un coup de maître. Cette nouvelle attitude de la Ville fera gagner au président du comité exécutif, Yvon Lamarre, l'éloge de quelques journalistes. Ainsi, dans un article de *L'Actualité* datant de 1981, il est décliné sous

<sup>121</sup>Chénier, André, « L'Opération Tournesol est lancée : Montréal sonne le glas de ses vieux hangars », *La Presse*, 6 mai 1980.

<sup>122</sup>Masse, Denis, « Opération Tournesol : déjà 2,186 hangars sont tombés sous le pic des démolisseurs », *La Presse*, 2 septembre 1980.

les traits du héros, de l'homme de la situation, celui qui insuffle à la métropole un renouveau urbain :

L'homme que vous voyez en couverture, sereinement appuyé sur un des "ses" parcomètres tout neufs, ne vous est sans doute pas familier, surtout si vous habitez hors de Montréal. Mais si loin de la métropole que vous viviez, il comptera dans vos vies... Yvon Lamarre, président du comité exécutif de la ville de Montréal, pur produit des "petites patries", homme politique éminemment local, est en effet la cible d'un fort mouvement au sein du parti libéral pour trouver un successeur à Claude Ryan. Et même s'il décidait, comme il le promet, de ne pas moisir en politique, son action se fera sentir dans tout le Québec, dont Montréal -s'en plaint-on assez !- est le centre de gravité économique et financier. Quand Montréal va, bien des choses vont... Or, depuis quelques années, Montréal n'allait guère. Nostalgie de l'Expo 67, indigestion olympique de 1976, contrecoups d'octobre 1970, angoisses linguistiques, la métropole était devenue la mal aimée, la mal comprise, la mal foutue. Cette année, les visiteurs sont stupéfaits : on construit, on nettoie, on relève, on rénove le privé comme le public, on travaille, on sort, on s'amuse. Montréal a le goût de Montréal.<sup>123</sup>

De tous les quartiers montréalais en transformation, c'est probablement le Plateau Mont-Royal qui fut le plus exposé aux projecteurs médiatiques. Dès l'été 1981, on déclarait dans *La Presse* que « toute la partie ouest est en pleine mutation »<sup>124</sup>, d'autres iront jusqu'à dire que « c'est tout le quartier qui change d'aspect et se régénère. Tout le quartier, peu à peu, une rue après l'autre »<sup>125</sup>. Le ton était définitivement donné à la couverture des années à venir. La mutation du Plateau Mont-Royal allait être, durant toute la décennie, le maître mot dans la tribune médiatique. On ne cessa de le qualifier comme « le quartier qui bouge »<sup>126</sup>, « un quartier en pleine effervescence »<sup>127</sup>, a « neighborhood [getting a ] makeover »<sup>128</sup>, a « neighborhood in transition, [having] a changing face »<sup>129</sup>, an « old neighborhood [undergoing] a rapide change »<sup>130</sup> ou encore le « site d'une transformation intense »<sup>131</sup>. C'est principalement vers l'activité commerciale que les regards se sont tournés. Il faut dire que dès le début de l'année 1981, le Plateau Mont-Royal allait être choyé par la municipalité à ce niveau-ci. À peine avait-on opérationnalisé le

<sup>123</sup> Paré, Jean, « Avez-vous le goût de Montréal ? », *L'Actualité*, décembre 1981.

<sup>124</sup> Propos du directeur du poste de police 34, M. Ronald Prévost, dans Masse, Denis, « Le Plateau Mont-Royal, une ville dans une ville », *La Presse*, 8 août 1981.

<sup>125</sup> Masse, Denis, « Le Plateau Mont-Royal, une ville dans une ville », *La Presse*, 8 août 1981.

<sup>126</sup> « Le "Plateau" : un quartier qui bouge », *La Presse*, 12 octobre 1982.

<sup>127</sup> Propos d'un entrepreneur situé dans le quartier, Claude Laframboise, dans Masse, Denis, « Le Plateau Mont-Royal : un nouveau visage qui plaît. Les jeunes y reviennent », *La Presse*, 12 octobre 1982.

<sup>128</sup> Saper, Shana, « Montreal neighborhood gets makeover », *The Globe and Mail*, 15 mars 1983.

<sup>129</sup> Ackerman, Marianne, « Plateau Mont-Royal South : changing face of the inner city », *The Gazette*, 18 avril 1987.

<sup>130</sup> Todd, Jack, « Plateau Mont-Royal North : melting pot where east meets west », *The Gazette*, 23 mai 1987.

<sup>131</sup> Garceau, Linda, « Les quartiers de Montréal : le Plateau Mont-Royal, site d'une transformation intense », *HabitaBec*, 9 mars 1990.



projet *Tournesol*, qu'on commençait la revitalisation de plusieurs des rues du quartier. *La Presse* rapportait, cette année-là, les grandes lignes du plan d'aménagement élaboré spécifiquement pour le quartier :

Ce plan directeur d'aménagement prévoit le réaménagement de toutes les rues est-ouest comprises entre la rue Laurier au nord et la rue Sherbrooke au sud, et bornées à l'ouest par le boulevard Saint-Laurent et à l'est par la rue Delorimier. [...] Selon le directeur du service des Travaux publics de la Ville de Montréal, M. Richard Vanier, le réaménagement de toutes les rues est-ouest du Plateau Mont-Royal signifie la disparition des équipements hors sol des services d'utilité publique, la réflexion de l'éclairage, des trottoirs et du pavage ainsi l'aménagement du mobilier propre au Plateau Mont-Royal. Ce projet de l'administration pourrait prendre forme dans deux ans ou trois. [...] Avec la réalisation de ces travaux, c'est tout l'aspect visuel du Plateau Mont-Royal qui sera modifié puisqu'on songe à y faire de l'aménagement mixte, c'est-à-dire des rues avec saillies ou des rues piétonnes ou semi-piétonnes. [...] Par ailleurs, dès l'automne prochain, la rue Prince-Arthur sera transformée en rue semi-piétonne. Les travaux sont commencés et cet aménagement doit coûter un million de dollars à la Ville de Montréal. Prince-Arthur deviendra la première rue piétonne de façon permanente à Montréal alors que des projets sont sur les tables de travail pour la transformation d'autres rues, dont possiblement une partie de la rue Duluth. Dans les plans du nouvel aménagement de la rue Prince-Arthur, on remarque l'absence de trottoirs et le revêtement du sol sera de granite et de pavés unis. On y installera aussi des lampadaires du 19<sup>e</sup> siècle pour respecter l'ambiance actuelle de la rue Prince Arthur. De plus, selon M. Pierre Bourque du module parcs du service Travaux publics, un mobilier urbain signé et propre à la rue Prince-Arthur sera mis en place. Pour compléter ce qui pourrait éventuellement rappeler certaines villes européennes, la rue Prince-Arthur sera reliée, par le Carré Saint-Louis, en passant par la rue Saint-Denis, à la ruelle Émery qui sera baptisée du nom de Place Borduas. Viendra se greffer à tout ça, le boulevard Saint-Laurent, entre les rues Sherbrooke et Duluth, où la Ville de Montréal termine les travaux d'élargissement des trottoirs et la pose de pavés unis complétés par l'aménagement de saillies aux intersections des rues et la plantation d'arbres. Et c'est l'an prochain que la deuxième phase de travaux sur le boulevard Saint-Laurent sera commencée par son réaménagement de la rue Duluth à l'avenue du Mont-Royal.<sup>132</sup>

Plusieurs journalistes se diront, dès 1982, séduits par le changement opéré dans certaines rues du quartier, même si on regrette qu'il se soit produit « de manière fort inégale comme si certains y avaient droit et d'autres pas »<sup>133</sup>. On louangera ainsi l'avenue Mont-Royal « que l'administration vient d'astiquer »<sup>134</sup>, cette avenue qui avait jusqu'ici « résisté farouchement au phénomène de mutation observé dans le

<sup>132</sup> Laberge, Yvon, « Un avant-goût sur St-Laurent et Prince-Arthur : plan d'aménagement du Plateau Mont-Royal », *La Presse*, 23 juillet 1981.

<sup>133</sup> Marsolais, Daniel, « Cosmopolite et très densément peuplé : Saint-Louis où l'on perçoit l'inconfort de la différence », *La Presse*, 4 octobre 1982.

<sup>134</sup> Masse, Denis, « Le Plateau Mont-Royal : un nouveau visage qui plaît. Les jeunes y reviennent », *La Presse*, 12 octobre 1982.

secteur ouest »<sup>135</sup> et que les autorités municipales avaient vainement tenté de transformer en mail piéton au début des années 1970<sup>136</sup>. Une amélioration très appréciée aussi par un résidant du quartier : « C'est devenu *une rue l'fun*, où j'aime de plus en plus aller me promener, de jour ou de soir ; j'aime bien les nouveaux réverbères de style, les îlots de verdure, c'est vivant, c'est gai et cet esprit se reflète chez les promeneurs subitement plongés dans un bain de Jouvence »<sup>137</sup>. Il en allait de même pour certains propriétaires commerciaux qui percevaient les voies positives de cette transformation sur leurs établissements : « Le *face-lifting* de la rue Mont-Royal, ça me plaît, il fallait concurrencer les grands centres commerciaux des villes de banlieues ; l'installation des parcomètres est un atout de plus pour le commerce qui peut ainsi bénéficier d'un roulement plus soutenu de la clientèle »<sup>138</sup>. On estimait, cependant, que c'était dans les rues Prince-Arthur et Duluth que les changements étaient les plus apparents. Certains journalistes admettaient même que la partie piétonne de la rue Prince-Arthur, comprise entre les rues Saint-Laurent et Laval, à laquelle « on a refait une beauté » avec « des dalles, des réverbères de style ancien, quelques arbres et des arrangements floraux » constituait une belle réussite, même si « cela a coûté cher »<sup>139</sup>. La journaliste du *Globe and Mail*, Shana Saper, affichait le même avis au sujet de la rue Duluth :

Duluth street used to be a rundown residential street with a scattering of corner stores, a bakery, barber shops, a tavern or two. A place where, according to one resident, "never a tree grew". A desolate street located in the immigrant, working-class St. Louis district of Montreal. Today Duluth is a "name", a location on tourist map, a place to dine out in one of dozens of chic, new restaurants. The facelift is remarkable. In place of rutted asphalt, there are brick paving stones; overhead power lines have given way to underground cables; renovated buildings with Mediterranean facades pretend to be "Le Vieux Duluth".<sup>140</sup>

Toutefois, il en est tout autrement pour certains résidents du quartier. C'est surtout la

<sup>135</sup> Masse, Denis, « Le Plateau Mont-Royal : une ville dans une ville », *La Presse*, 8 août 1981.

<sup>136</sup> Beauvais, André, « Montréal se lance dans la planification de quartier », *La Presse*, 24 juillet 1970; « la Métropole ...en vrac », *La Presse*, 16 juin 1971; « Le mail Mont-Royal disparaît », *La Presse*, 16 juin 1971; Beauvais, André, « La Ville ou les marchands eux-mêmes? Qui est responsable de l'avenir commercial de la rue Mont-Royal ? », *Montréal-Matin*, 7 juillet 1972.

<sup>137</sup> Propos de Gilles Maillé, dans Masse, Denis, « Le Plateau Mont-Royal : un nouveau visage qui plaît. Les jeunes y reviennent », *La Presse*, 12 octobre 1982.

<sup>138</sup> Propos d'un entrepreneur situé dans le quartier, Claude Laframboise, dans Masse, Denis, « Le Plateau Mont-Royal : un nouveau visage qui plaît. Les jeunes y reviennent », *La Presse*, 12 octobre 1982.

<sup>139</sup> Marsolais, Daniel, « Cosmopolite et très densément peuplé : Saint-Louis où l'on perçoit l'inconfort de la différence », *La Presse*, 4 octobre 1982.

<sup>140</sup> Saper, Shana, « Montreal neighborhood gets makeover », *The Globe and Mail*, 15 mars 1983.

transformation de la rue Duluth qui suscita de vives réactions de la part de certains habitants locaux qui affirmaient que son réaménagement, qu'on disait plus brutal que dans le cas de la rue Prince-Arthur, ne profitait nullement à la qualité de vie du quartier mais uniquement aux gens « extérieurs » et aux touristes. Dans un article du *Devoir*, le journaliste Daniel Marsolais mentionnait ce mécontentement populaire :

Sans consultation aucune, la ville a décidé de tout bouleverser pour en faire une autre rue Prince-Arthur. Depuis le début de l'été, la rue Duluth est un véritable chantier et les protestations des "Voisins de la rue Duluth" n'ont pas fait taire le tintamarre des marteaux-piqueurs. On a beau s'insurger, s'élever, affirmer que les projets de la ville n'amélioreront pas la qualité de la vie du quartier, mais plutôt le contraire, rien n'y fait. La seule victoire "morale", remportée jusqu'ici par les citoyens c'est le moratoire décrété par la ville afin de limiter le nombre de restaurants.<sup>141</sup>

Pour Daniel Marsolais, il n'est pas étonnant que les petits commerçants aient vu d'un mauvais œil la prolifération des restaurants sur la rue Duluth qui instaurent une concurrence féroce et causaient le départ de nombreux petits artisans : « [...] plusieurs petits artisans ont quitté parce que les immeubles qu'ils occupaient ont été vendus à des restaurateurs. Ces derniers, la plupart helléniques, ont déferlé comme un véritable raz-de-marée. La popularité de ces estaminets est telle qu'on vient en autobus nolisé »<sup>142</sup>. De plus, les travaux municipaux étaient considérés par ces habitants comme un gaspillage de fonds publics produisant inutilement une hausse de taxes, comme en témoigne un résident interrogé :

C'est odieux en temps de récession de gaspiller ainsi l'argent des pauvres. Ça fait trois fois qu'ils ouvrent la rue. Ils ont commencé par l'électricité. Puis ils ont refait les égouts et l'aqueduc. Maintenant c'est le gaz. Vous appelez ça de la planification ? Écoutez, quand les affaires baissent, ce n'est pas le temps de jeter de l'argent par les fenêtres. C'est ça le problème avec la Ville de Montréal. Embellir Montréal ça coûte cher. On est mieux d'avoir une ville moyennement belle et vivre selon nos moyens.<sup>143</sup>

Par contre, d'autres résidents virent dans la rue Duluth transformée un des « foyers d'intérêt » du Plateau, après l'avenue Mont-Royal et le parc Lafontaine<sup>144</sup>.

<sup>141</sup> Marsolais, Daniel, « Cosmopolite et très densément peuplé : Saint-Louis où l'on perçoit l'inconfort de la différence », *La Presse*, 4 octobre 1982.

<sup>142</sup> *Ibid.*

<sup>143</sup> Propos de M. Florian Lacroix, propriétaire-commerçant, dans Marsolais, Daniel, « Cosmopolite et très densément peuplé : Saint-Louis où l'on perçoit l'inconfort de la différence », *La Presse*, 4 octobre 1982.

<sup>144</sup> Masse, Denis, « Le Plateau Mont-Royal : un nouveau visage qui plaît. Les jeunes y reviennent », *La Presse*, 12 octobre 1982.



Cette divergence de perceptions au sujet du « new look » des rues commerciales allait, d'ailleurs, ressortir du sondage d'opinions réalisé en 1981 par le GIUM et effectué auprès de 597 ménages du grand Plateau. *La Presse* faisait état des conclusions de l'étude, rendue publique un an après :

Les résidents du Plateau Mont-Royal, en général, boudent les rues commerciales auxquelles l'administration municipale a donné un "new look". Les rues Duluth et Prince-Arthur, par exemple, sont peu fréquentées par les résidents du quartier tandis que la rue Saint-Denis, la seule artère qui n'a pas été touchée par le programme municipal de *revitalisation* et de réaménagement, réussit à attirer un pourcentage important des résidents (35,5 p. cent). Telle est l'une des nombreuses conclusions qui se dégagent d'un sondage effectué l'été dernier par le Groupe d'intervention urbaine de Montréal, un organisme qui a bénéficié à cette fin de diverses subventions et qui a interviewé environ 150 ménages dans chacune des agglomérations du Plateau Mont-Royal : le Mile-End, Saint-Louis, Mercier et Milton Parc. Selon l'étude rendue publique hier, la réaction des résidents par rapport à la transformation des rues commerciales, est assez mitigée : 37,5 p. cent y sont favorables, 24,5 p. cent se prononcent contre et 21,5 p. cent expriment une opinion mixte. Chez les répondants qui se déclarent hostiles à de tels projets, les raisons invoquées englobent la transformation profonde de la vie de quartier, le gaspillage des fonds publics, la fuite des résidents, l'augmentation du coût de la vie et des logements, etc. Il est assez significatif à cet égard, a déclaré M. Christophe Caron, l'un des organisateurs du sondage, que six conseillers du Parti civique ont perdu leurs élections dans les districts qui recouvrent l'ensemble du Plateau Mont-Royal.<sup>145</sup>

Ceci dit, pour plusieurs, le changement du Plateau Mont-Royal n'était pas uniquement dû à la revitalisation commerciale mais également à la rénovation résidentielle. Même que certains journalistes avançaient que « la métamorphose du quartier est davantage attribuable à la rénovation domiciliaire que l'on y effectue depuis quelques années qu'aux programmes d'embellissement des rues de la ville de Montréal »<sup>146</sup>. Effectivement, on remarquait « beaucoup d'améliorations faites aux bâtisses, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur dans le but de préserver l'architecture, ce cachet bien particulier des maisons du Plateau »<sup>147</sup>. Ce constat était également soulevé par les résidents du quartier : « Jusqu'à il y a deux ans environ, le quartier était en chute libre ; tu voyais plein de maisons abandonnées, la rue Mont-Royal "décrépiissait". Mais, depuis quelques temps, on dirait que ce quartier s'est repris en

<sup>145</sup>Masse, Denis, « Le "new look" est mal vu par les résidents du Plateau Mont-Royal », *La Presse*, 24 octobre 1982.

<sup>146</sup>Marsolais, Daniel, « Cosmopolite et très densément peuplé : Saint-Louis où l'on perçoit l'inconfort de la différence », *La Presse*, 4 octobre 1982.

<sup>147</sup>Desjardins, Louise, « Stimulant économique pour le Plateau Mont-Royal », *Journal de Rosemont*, 17 février 1982.

maines ; ça bouge partout, il y a beaucoup de rénovations»<sup>148</sup>. On mentionne, à titre d'exemple, la restauration des maisons de pierre du secteur Milton-Parc, effectuée grâce aux projets coopératifs, mais également la restauration domiciliaire « florissante » qu'on trouve dans les secteurs nouvellement gentrifiés :

Près du carré Saint-Louis, et autour de la rue Saint-Denis, plus au nord, où l'on pouvait jadis trouver à bon prix de grands logements familiaux, la restauration résidentielle est florissante. Les jeunes ménages de classe moyenne ont remplacé progressivement les anciens résidents moins fortunés. Ils louent à prix fort des maisons qui sont parfois chichement rénovées où encore les achètent, seuls ou en co-propriété.<sup>149</sup>

Le phénomène de rénovation domiciliaire entreprise par les gentrificateurs avait déjà été remarqué en 1978<sup>150</sup>, mais c'est avec les nombreuses subventions accordées par la municipalité pour la rénovation des propriétés ainsi que les incitatifs d'acquisition qu'il allait prendre de l'ampleur. L'étude du GIUM de 1981 révélait d'ailleurs une tendance accrue de l'accès à la propriété dans ce quartier<sup>151</sup> ; un phénomène qui prendra des proportions plus importantes durant les années suivantes. Sans nous attarder ici sur l'arrivée de jeunes ménages qu'on considérerait comme la dimension sociale du changement du quartier - nous traiterons ce sujet plus en détails dans le chapitre qui lui est consacré - il est important de signaler qu'elle fut désignée comme un facteur déterminant sur la flambée des prix et la spéculation foncière. Presque tous admettaient que « la popularité du secteur fait monter les prix...et l'évaluation foncière aussi »<sup>152</sup>. Comme nous le verrons dans le chapitre 6, cette nouvelle vague de gentrification, perçue par certains comme la conséquence sociale de la revitalisation urbaine, sera dénoncée farouchement par la population « autochtone » et décriée dans de nombreux articles et ce, tout le long de la décennie. La réticence de cette communauté envers toute nouvelle politique municipale devenait ainsi un rituel. Si durant les années 1970, on craignait l'impact négatif de la rénovation urbaine sur la vie de quartier, durant cette décennie, on

<sup>148</sup>Propos de Gilles Maillé, dans Masse, Denis, « Le Plateau Mont-Royal : un nouveau visage qui plaît. Les jeunes y reviennent », *La Presse*, 12 octobre 1982.

<sup>149</sup>Marsolais, Daniel, « Cosmopolite et très densément peuplé : Saint-Louis où l'on perçoit l'inconfort de la différence », *La Presse*, 4 octobre 1982.

<sup>150</sup>Roberge, François, « Le centre-ville ne veut pas mourir : Les villages du Plateau Mont-Royal », *Le Devoir*, 2 octobre 1978.

<sup>151</sup>Masse, Denis, « Le "new look" est mal vu par les résidents du Plateau Mont-Royal », *La Presse*, 24 octobre 1982.

<sup>152</sup>Marsolais, Daniel, « Cosmopolite et très densément peuplé : Saint-Louis où l'on perçoit l'inconfort de la différence », *La Presse*, 4 octobre 1982.

redoutait celui de la revitalisation urbaine qu'on incriminait déjà en raison de la spéculation foncière, la hausse des taxes et, par conséquent, l'exode de la population à faible revenu. Selon le journaliste Alain Duhamel, l'inquiétude par rapport aux répercussions sociales et économiques de telles opérations était tout à fait compréhensible de la part de ces résidants échaudés par les bouleversements urbanistiques qu'avait subi leur quartier durant les années précédentes : « Ces quartiers anciens du centre de la ville de Montréal [Plateau Mont-Royal et Milton Park], rappelait-il, ont été, depuis quelques décennies, les plus touchés par les grands phénomènes urbains de Montréal. Les programmes de rénovation urbaine, les démolitions, la construction de grands ensembles immobiliers et les campagnes d'opinion en faveur de la préservation du patrimoine immobilier ont eu dans ces quartiers un impact certain »<sup>153</sup>. Ces résidants avaient donc la mémoire longue et la méfiance enracinée. Et comme les années précédentes, ils reprochaient à la Ville de ne pas les consulter avant ses prises de décision au sujet de leur environnement. Une fâcheuse habitude que certains journalistes, comme Jean-Guy Dubuc, déploraient aussi : « Montréal n'a pas l'habitude de la consultation : c'est une question de principe, une tradition qui ne semble pas vouloir perdre ses forces. La consultation ne fait pas partie de nos mœurs »<sup>154</sup>. Et encore une fois, on estimait que la Ville faisait fi des intérêts de la population locale qui, dans ce cas-ci, se disait préoccupée « de la congestion et le bruit de la circulation, de la saleté, du manque de stationnement, de la détérioration des immeubles, du manque d'espaces verts, du vandalisme et de la délinquance »<sup>155</sup>. Se rangeant du côté des habitants hostiles au changement urbain, Christophe Caron, président du GIUM, regrettait lui aussi l'attitude de la municipalité et l'aveuglement des autorités gouvernementales : « La ville, déclarait-il, travaille in vitro, isolée de tout contexte, et sans "l'input" des résidants et commerçants. Le gouvernement ne se rend pas compte de ces évidences »<sup>156</sup>.

<sup>153</sup>Duhamel, Alain, « En matière de rénovation : les Montréalais veulent avoir leur mot à dire », *Le Devoir*, 24 novembre 1982.

<sup>154</sup>Dubuc, Jean-Guy, « Les nouvelles amours Ottawa-Québec-Montréal », *La Presse*, 30 mars 1985.

<sup>155</sup>Constantin, Michaël, « Plateau Mont-Royal ; le GIUM fait parler les résidants », *Montréal Campus*, 5 avril 1983.

<sup>156</sup>*Ibid.*

Toutefois, cette attitude réfractaire envers tout geste posé par la Ville n'était pas le propre de tous les résidents du quartier. Certains appréciaient « l'intervention rapide et énergétique »<sup>157</sup> de la Ville et se disaient sensibles aux efforts qu'elle déployait pour l'amélioration du quartier, comme le laissait savoir un habitant interrogé par *La Presse* :

J'ai l'impression qu'il y a encore quelque temps, les autorités étaient surtout préoccupées par la création d'une grande métropole, tandis que maintenant - depuis deux ans, peut-être - l'on tend davantage à améliorer la qualité de la vie dans les différents quartiers. Avant, c'était le métro, le stade olympique, Terre des Hommes, le Grand Prix automobile, les grandes voies de ceinture, tous éléments de vie urbaine qui bénéficiaient à l'ensemble de la population, mais maintenant les modifications apportées dans mon quartier me touchent de plus près.<sup>158</sup>

Les vives oppositions d'une fraction de la population du Plateau ne réussirent pas pour autant à freiner la prolifération de commerces qui répondaient aux demandes de la nouvelle clientèle, ni à entraver la poursuite du développement urbain que la municipalité disait « bénéfique pour l'ensemble de la ville de Montréal au plan touristique et économique »<sup>159</sup>. Même que cette dernière renforça davantage sa politique de revitalisation commerciale au cours de l'année 1985, grâce notamment à l'appui des gouvernements provincial et fédéral pour la relance économique et touristique de la métropole<sup>160</sup>. Cette entente inhabituelle des trois paliers gouvernementaux fut accueillie favorablement par quelques journalistes, comme Jean-Guy Dubuc qui la qualifia ironiquement de « nouvelles amours Ottawa-Québec-Montréal » :

Évitons les interprétations trop politiques ou les visées purement partisans. Tentons plutôt de nous réjouir de cette manne subitement offerte. Au moment où Ottawa menace de s'engager dans des coupures de déficit et dans des économies draconiennes, au moment où Québec ouvre avec parcimonie ses coffres à des employés qu'il a l'habitude de choyer, voilà où Montréal profite de tout. [...] Espérons que tout cela répondra aux attentes de ceux qui sont concernés, que tout cela

<sup>157</sup> Masse, Denis, « Le Plateau Mont-Royal : un nouveau visage qui plaît. Les jeunes y reviennent », *La Presse*, 12 octobre 1982.

<sup>158</sup> *Ibid.*

<sup>159</sup> Propos du président du comité exécutif, M. Yvon Lamarre, dans Allaire, Luc, « Zonage sur Prince-Arthur : trop peu, trop tard », *Liaison St-Louis*, du 7 au 21 novembre 1984.

<sup>160</sup> Cette entente intergouvernementale fut conclue en 1985, mais le projet fut annoncé en 1984. Entre autres, « Québec donnera \$23 millions pour revitaliser les centres-villes de Québec et Montréal », *Le Journal de Montréal*, 20 juin 1984 ; « Revitalisation du centre-ville : Québec offre un crédit de taxe à la ville », *The Monitor*, 3 juillet 1984, Dagenais, Angèle, « \$72 millions pour revitaliser les artères commerciales de Montréal », *Le Devoir*, 21 août 1984 ; Bernard, Florian, « \$72 millions pour donner un "look" au centre-ville de Montréal », *La Presse*, 21 août 1984 ; Favreau, Marianne, « \$30 millions pour revitaliser le centre-ville », *La Presse*, 29 mars 1985 ; Duhamel, Alain, « Des engagements financiers de \$29 millions pour Montréal : Québec s'engage dans la revitalisation des artères commerciales de la métropole », *Le Devoir*, 29 mars 1985 ; Duddin, Jean-Maurice, « \$29 millions pour la revitalisation des rues du centre-ville », *Le Journal de Montréal*, 29 mars 1985.

respectera les personnes et les situations, que tout cela engendrera la paix et la non division. Car chez nous les plus belles intentions se transforment parfois en cauchemars. [...] Il faut rendre Montréal accueillant vu qu'on ne sait plus le rendre profitable. Il faut des moyens pour séduire des étrangers et des raisons pour nous visiter, puisque l'argent et le commerce nous délaissent. Il faut être réaliste et cesser de vouloir jouer au New York et au Paris : on n'offre trop souvent que ce qui se trouve à New York et Paris à meilleur prix. Il faut nous identifier et nous définir, avec sobriété.<sup>161</sup>

Si l'intensification commerciale du centre de Montréal bénéficiait d'une perception positive de la part de nombreux journalistes, qui affichaient ouvertement leur engouement pour ce « cœur de la ville » qu'on « aime bien visiter comme on visite une ville étrangère »<sup>162</sup>, où « il ne coûte pas plus cher qu'ailleurs de magasiner et se divertir »<sup>163</sup> et où on retrouve « une rare concentration de divertissements »<sup>164</sup> qui non seulement « agissent comme un aimant et attirent chaque jour les habitants de la banlieue et des quartiers environnants »<sup>165</sup> mais en font une destination de « vacances » de fin de semaine des plus intéressantes<sup>166</sup>, elle ne constituait pas, comme le pressentait Jean-Guy Dubuc, un sujet de réjouissance pour certains habitants du Plateau Mont-Royal. L'apparition exponentielle de commerces de « nouvelle vague », définis comme des commerces « qui témoignent de tendances récentes en matières de biens de consommation ainsi qu'au niveau de la présentation et du marketing »<sup>167</sup>, et l'implantation d'équipements publics et privés (comme l'École de technologie supérieure) suscitèrent immanquablement l'exaspération de la population locale qui se plaignait déjà de l'achalandage et du cortège de nuisances qu'il causait<sup>168</sup>. Mais c'est surtout le laisser-faire municipal envers l'accroissement commercial illégal qui soulevait l'indignation comme on peut le percevoir dans une lettre que l'*Association des résidents et des résidentes du Plateau Mont-Royal* adressée au président du comité exécutif de la Ville de

<sup>161</sup> Dubuc, Jean-Guy, « Les nouvelles amours Ottawa-Québec-Montréal », *La Presse*, 30 mars 1985.

<sup>162</sup> Desrochers, Jeanne, « J'aime bien visiter ma ville comme on visite une ville étrangère », *La Presse*, 22 août 1984.

<sup>163</sup> « Il ne coûte pas plus cher qu'ailleurs de magasiner et se divertir au centre-ville », *La Presse*, 22 août 1984.

<sup>164</sup> Dubois, Robert, « Centre-ville : une rare concentration de divertissements », *La Presse*, 22 août 1984.

<sup>165</sup> *Ibid.*

<sup>166</sup> « Il ne coûte pas plus cher qu'ailleurs de magasiner et se divertir au centre-ville », *La Presse*, 22 août 1984.

<sup>167</sup> Masse, Denis, « Selon le Groupe d'intervention urbaine : profondes mutations et lacunes dans le centre-ville de Montréal », *La Presse*, 26 novembre 1985.

<sup>168</sup> « Dans le Plateau Mont-Royal, on est 86,000, faut s'imposer ! », *Guide Mont-Royal*, 22 mai 1985 ; Piette, François, « L'association des résidents et résidentes du Plateau prépare une première offensive », *Guide Mont-Royal*, 12 juin 1985 ; « Quartier St-Louis/Mile-End, la qualité de vie menacée », *Hebdo Saint-Louis*, 26 juin 1985 ; Wilmhurst, David, « Plateau residents protest in the streets to let city hall know that they're fed up », *The Gazette*, 25 juin 1985.

Montréal, le 5 juillet 1985 :

[...] Vous n'êtes pas sans savoir que nous avons déjà tenu deux assemblées publiques. L'intérêt des citoyens à participer à la résolution des problèmes de quartier est très évidente. À ce sujet, la commercialisation du quartier est un des problèmes majeurs identifiés par les résidents. À la dernière réunion du conseil de ville, vous avez annoncé que les rues Marie-Anne et de la Roche seront enfin protégées du développement commercial. Nous en sommes ravis, ainsi que les résidents des rues avoisinantes, qui ont lutté depuis trois ans pour protéger leur environnement. À cette même réunion, vous annonciez le nouveau "concept de zonage commercial" et promettiez une consultation publique. Soyez sans crainte, M. Lamarre, vous pouvez compter sur notre participation. Nous avons, toutefois, quelques hésitations quant à la validité des nouveaux règlements de zonage puisque ceux en vigueur ne sont pas respectés. Nous désirons attirer votre attention sur la situation qui persiste sur la rue Duluth. Selon un document déposé à la réunion du conseil de ville du 2 avril 1985 et préparé par votre cabinet, sur 27 restaurants en opération sur la rue Duluth, 11 sont non conformes aux règlements de zonage. Le plus célèbre a eu 30 demandes de procédures déposées à la cour municipale. L'exploitant a été condamné dans deux causes à payer 110\$ plus les frais. Un autre cas de non-conformité : l'exploitation du 2<sup>e</sup> étage n'étant pas autorisée, 19 demandes de procédures ont été déposées ; l'exploitant a été condamné dans la cause à payer 110\$ et dans 12 causes à payer 115\$. Pour ces commerçants, ces amendes représentent une légère surtaxe municipale ou l'équivalent du prix d'un souper pour dix personnes (12x10), taxes, service et vin inclus. Il nous importe peu, M. Lamarre, que des règlements de zonage existent si vous êtes incapable de les faire appliquer. Ce non-respect a des retombées sérieuses pour notre quartier. L'augmentation de la capacité d'accueil des restaurants a une incidence sur l'augmentation de la circulation automobile, la diminution des espaces de stationnement, l'augmentation des vidanges, la saleté accrue et plus de risques lors d'incendie, puisque nos rues et ruelles sont encombrées de voitures. De plus, nous craignons que la ville tolère cette situation illégale et modifie le zonage actuel afin de permettre l'occupation commerciale du 2<sup>e</sup> étage ou la présence des bars sur Duluth. Si telle est votre intention, nous nous y opposons vigoureusement. Nos demandes sont : 1- Que des mesures soient prises par votre administration pour assurer que les commerces sur Duluth soient conformes au zonage existant et ce, 30 jours suivants l'avis donné aux commerçants; 2- Que les espaces ainsi libérés retrouvent leur vocation originale, c'est-à-dire résidentielle, et ce, au plus tard six mois après l'avis donné aux commerçants. Sans ces actions de votre part, nous concluons que votre administration est incapable de gérer ses propres règlements et de faire respecter la qualité de vie des résidents d'un quartier. Nous serons tentés de trouver une solution ailleurs.<sup>169</sup>

La crainte d'une modification de zonage en faveur des commerçants exprimée par l'association n'était pas sans fondement, puisque la Ville proposa, quelques mois plus tard, un projet de zonage commercial couvrant l'ensemble du territoire du Plateau Mont-Royal. Bien entendu, les résidents, regroupés dans *l'Association des résidents et des résidentes du Plateau Mont-Royal*, se montrèrent fortement irrités

<sup>169</sup> Plante, Carole et Réjean Legault, « L'avenir du Plateau Mont-Royal », *La Presse*, 5 juillet 1985.



par cette nouvelle mesure qui prévoyait « une expansion du commerce débordant jusque dans les rues résidentielles »<sup>170</sup>. Une étude du GIUM, divulguée à ce même moment, vint mettre de l'huile sur le feu en prouvant que « l'activité commerciale culturelle », qu'on disait ne pas correspondre aux besoins de la population locale mais qui attirait « beaucoup plus une clientèle régionale », était un facteur contribuant à la diminution du stock de logement, et par conséquent, un facteur aggravant le phénomène d'exode de la population locataire<sup>171</sup>. D'autres études et articles alarmistes viendront se rajouter pour dénoncer l'expansion commerciale encouragée par la municipalité et qui touche de plus en plus la rue Saint-Denis et le boulevard Saint-Laurent, jusqu'ici épargnés. C'est le cas, par exemple, de l'article paru dans *The Gazette* intitulé « Remember the Main, it may never be the same »<sup>172</sup> ou encore celui de *Liaison St-Louis* qui révèle comment les petits commerces du quartier subissent de plein fouet ce qu'on qualifie d'« expansionnisme mercantile » :

Saviez-vous que les loyers de ces commerces ne sont contrôlés par aucune régie. Qu'ils fluctuent selon l'humeur du marché et des spéculateurs. Que les effets de la spéculation provoquent une augmentation des taxes et...des loyers, ce qui a une incidence sur les prix. Qu'en quelques années la valeur de certains baux a bondi de 460%. Ce qui met les petits commerçants dans des situations difficiles ou de faillite. Ce qui n'empêche pas le Plateau Mont-Royal de se transformer. Ainsi, la rue St-Denis reçoit de plus en plus de commerces nouveaux s'adressant à une clientèle n'habitant pas le quartier. Le commerce des biens de luxe remplace petit à petit celui des biens essentiels. Cet expansionnisme mercantile pose quelques petits problèmes. Sur certaines rues, comme Duluth, c'est le stationnement pour résident(e)s qui manque. À quelques endroits, il y a des problèmes d'odeurs, de bruits causés par les activités des commerces.<sup>173</sup>

Ce climat passablement agité allait finalement jouer en faveur du RCM qui parvint à ravir le pouvoir municipal en 1986. Il faut croire que les habitants furent plus sensibles au programme de ce dernier, qui prônait pour Montréal une réglementation plus stricte, une protection plus renforcée du patrimoine architectural et naturel, ainsi que l'amélioration et la création d'espaces verts<sup>174</sup>. La politique du RCM se voulait

<sup>170</sup>Duhamel, Alain, « Le Plateau Mont-Royal : le commerce contribue aussi à la diminution du nombre de logements », *Le Devoir*, 26 novembre 1985.

<sup>171</sup>*Ibid.*

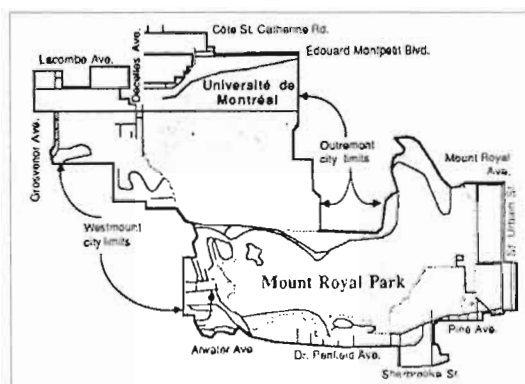
<sup>172</sup>Scott, Marian, «Remember the Main, it may never be the same», *The Gazette*, 23 octobre 1986.

<sup>173</sup>Patry, Jean, « Dans quel quartier débarquez-vous? », *Liaison St-Louis*, 2 juillet 1986.

<sup>174</sup>Politique annoncée en 1984 et rapportée dans Dagenais, Angèle, « Jean Doré prône une réglementation stricte pour l'aménagement du centre-ville », *Le Devoir*, 11 octobre 1984.

ainsi plus populiste que celle du parti sortant qui s'était discrédité en proclamant que les intérêts parcellaires devaient s'effacer en faveur de l'intérêt général. C'est l'arrivée du nouveau maire, Jean Doré, et son engagement envers ses promesses électorales, qui allaient apaiser considérablement les tensions. Dès la fin de l'année 1986, la presse montréalaise se montra très attentive au nouveau virage initié par l'administration Doré. On soulignait les nombreux coups d'éclat de la Ville en matière de patrimoine, facilités par la modification de la *Loi sur les biens culturels* qui permettait aux municipalités de citer des monuments historiques, de former des sites du patrimoine et d'octroyer du financement et de l'aide technique pour la conservation<sup>175</sup>. On rapportait ainsi en 1987 le classement du Mont Royal et des alentours (englobant entre autres, la rue Esplanade et l'avenue des Pins) en « site du patrimoine »<sup>176</sup>, faisant suite aux revendications des citoyens qui s'étaient insurgés contre les projets immobiliers et récréatifs prévus sur la montagne<sup>177</sup> ; ou encore la citation « monument historique » de la Maison des Amis du Plateau Mont-Royal en 1989<sup>178</sup>, après la lutte entreprise contre sa démolition<sup>179</sup>.

Figure 92 : Plan montrant la zone classée « site du patrimoine » comprenant le mont Royal et les rues avoisinantes. Tiré de l'article de Peritz, dans *The Gazette*, 16-09-1987.



<sup>175</sup> Cette modification fut effectuée en 1986, lire à ce sujet Carreau et Serfaty (1998).

<sup>176</sup> Gervais, Raymond, « Le mont Royal bientôt mis à l'abri des projets grandioses », *La Presse*, 11 avril 1987 ; Peritz, Ingrid, « City has last say on changes to 'heritage' homes », *The Gazette*, 26 septembre 1987 ; Favreau, Marianne, « Mont Royal: Montréal consulte la population », *La Presse*, 29 septembre 1987 ; Berthault, Madeleine, « Protection du mont Royal: 200 personnes participent à l'assemblée d'information », *La Presse*, 1 novembre 1987.

<sup>177</sup> Bumbaru, Dinu et Cécile Grenier, « Le mont Royal : symbole d'une vision plus humaine de la ville », *La Presse*, 25 janvier 1986 ; Favreau, Mariane, « "Les Amis de la montagne" se regroupent : offensive contre le projet de tour sur le mont Royal », *La Presse*, 2 avril 1986 ; Bonhomme, Jean-Pierre, « Gymnase : McGill veut empiéter sur le mont Royal », *La Presse*, 30 avril 1986 ; Soulié, Jean-Paul, « Projet de six pistes de ski sur le mont Royal », *La Presse*, 17 juin 1986 ; Leblanc, Gérald, « Un engagement solennel de Claude Dupras : rien ne sera bâti sur le mont Royal », *La Presse*, 26 juillet 1986.

<sup>178</sup> Gilbert, Nathalie, « La Maison des amis reconnue sous peu », *Super Hebdo*, 29 janvier 1989.

<sup>179</sup> Gilbert, Nathalie, « Les employés et les utilisateurs de la Maison des Amis du plateau Mont-Royal s'opposent à sa démolition », *Super Hebdo*, 16 octobre 1988 ; Favreau, Marianne, « La Maison des amis sera-t-elle démolie ? », *La Presse*, 17 octobre 1988 ; Gilbert, Nathalie, « Démolition de la Maison des Amis du Plateau Mont-Royal : une décision irréversible », *Super Hebdo*, 23 octobre 1988 ; « Maison sauvée sur le Plateau », *La Presse*, 26 octobre 1988 ; Gilbert, Nathalie, « À la défense de la Maison des Amis : Manon Forget est aux aguets », *Super Hebdo*, 30 octobre 1988.

Mais c'est avec les *Plans directeurs d'aménagement et de développement* créés en 1990, et davantage appliqués en 1992, que la municipalité assura une protection accrue des secteurs patrimoniaux jugés intéressants et des édifices dits de valeur exceptionnelle que l'on retrouve en grand nombre sur le Plateau Mont-Royal. La Ville de Montréal allait ainsi passer d'un zonage permissif, à un zonage restrictif puis à un zonage de protection avec l'administration Doré. Même si elle ne subventionna plus, depuis 1986, la restauration des commerces, la municipalité encouragea cependant les initiatives de restauration commerciale comme celle amorcée en 1989 sur l'avenue Mont-Royal et soutenue par la *SIDAC* et *Héritage Montréal*<sup>180</sup>. Au niveau du quartier, la Ville ne se limita pas à cette mise en valeur du patrimoine bâti et naturel, elle lança une véritable politique d'amélioration urbaine qui fut reçue avec grand enthousiasme. Il y eut, entre autres, le projet de stationnement prioritaire pour les résidents du Plateau Mont-Royal<sup>181</sup> et l'amélioration des infrastructures (enfouissement du système électrique, éclairage et pavage des ruelles, réfection des trottoirs)<sup>182</sup>. Il reste que c'est la création de nombreux espaces verts, comme les trois implantés dans le secteur Saint-Louis/Mile-End « reconnu par tous comme l'un des secteurs les plus pauvres en espaces verts de Montréal »<sup>183</sup> (autour de l'École de technologie supérieure, dans le quadrilatère borné par les rue Drolet, Villeneuve, Henri-Julien et Mont-Royal) qui suscita la satisfaction collective comme le laissait paraître François Auger, du *Comité des résidents pour l'aménagement du quartier St-Louis-Mile-End* : « Ces espaces verts vont apporter une amélioration de la vie de quartier. Je suis même surpris que le tout soit fait aussi rapidement »<sup>184</sup>. Dans le journal communautaire du quartier, *Liaison St-Louis*, habituellement très critique envers la Ville, on concluait avec une certaine allégresse : « Petit à petit, plusieurs des promesses électorales deviennent réalité »<sup>185</sup>. Il n'est pas surprenant que la

<sup>180</sup> « Avenue Mont-Royal : des devantures de commerces à revampier », *Le Journal de Montréal*, 16 mars 1989 ; Favreau, Mariane, « Les marchands de l'avenue du Mont-Royal invités à retaper leurs commerces », *La Presse*, 16 mars 1989 ; Favreau, Mariane, « Les commerçants de la rue Mont-Royal veulent retrouver les clientèles perdues », *La Presse*, 26 mars 1989.

<sup>181</sup> Paré, Isabelle, « Projet de stationnement prioritaire : les résidents du Plateau ont assez fait de compromis », *Le Devoir*, 25 novembre 1987 ; Favreau, Marianne, « Certains résidents du Plateau Mont-Royal auront priorité de stationnement, de Berri à Laval, entre les rues Rachel et Roy », *La Presse*, 17 décembre 1987.

<sup>182</sup> Côté, Raymond, « PIQA Bienville : les poteaux disparaîtront », *Liaison St-Louis*, 29 avril 1987, Thériault, Robert, « Michel Prescott : avant tout pour le quartier », *Liaison St-Louis*, 1 avril 1987.

<sup>183</sup> Thériault, Robert, « Un petit poumon vert », *Liaison St-Louis*, 22 avril 1987.

<sup>184</sup> *Ibid.*

<sup>185</sup> Thériault, Robert, « Michel Prescott : avant tout pour le quartier », *Liaison St-Louis*, 1 avril 1987.

réalisation de ces parcs fut bien accueillie par les habitants du quartier, eux qui en avaient manifesté le besoin à maintes reprises et qui n'avaient, jusqu'ici, qu'essuyer des refus municipaux dont le dernier, qui remonte à 1984, avait été perçu comme une « mesquinerie » politique, une « pénalisation » en raison de leur allégeance au parti d'opposition<sup>186</sup>. La Ville allait pousser encore plus loin. En 1988, elle annonçait un important projet de réaménagement pour ce Plateau Mont-Royal qui, une fois de plus, allait être gâté sur le plan urbanistique. Le *Super Hebdo* mettait en relief, à ce moment-là, les éléments saillants de ce programme triennal d'immobilisations 1989-1991, dont le plus spectaculaire était le réaménagement du parc Lafontaine :

La ville de Montréal se targue d'investir plusieurs millions sur le plateau Mont-Royal pour les trois prochaines années dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 1989-1991. Le point majeur de ce programme est certes le réaménagement du parc Lafontaine qui se poursuivra sur trois ans et qui engloutira une somme de 1,7 millions \$. Le parc Jeanne-Mance héritera de 1,2 million \$, soit pour la réfection des deux terrains de soccer, sur l'un desquels on posera du gazon synthétique. Au parc Mont-Royal, c'est 800 000\$ qui seront investis. La ville souhaite réaménager la place devant le chalet et exécuter de légers travaux de reboisement. De plus, une nouvelle place publique sera mise à la disposition des citoyens du plateau. Il s'agit de la Place Roy, qui sera située au carrefour des rues Roy et Saint-André. Environ 2 millions \$ y passeront. Une sculpture-fontaine viendra s'ajouter à la nouvelle place. Les infrastructures : La ville de Montréal prévoit rouvrir le viaduc Rachel à la circulation dès l'an prochain. 2 millions \$ seront dépensés en 1989 pour sa construction. [...] Le plateau Mont-Royal devrait profiter des 7 millions \$ consacrés en 1989 à la reconstruction des trottoirs de Montréal [...]. En ce qui a trait à la sécurité sur les pites cyclables existantes, le RCM prévoit l'installation de plusieurs feux pour cyclistes sur les rues Rachel, Brébeuf et Mont-Royal. Développement communautaire : Le Centre de développement physique, au coin des rues Fullum et Saint-Jospeh, sera entièrement restauré et ouvert au public dès 1989. Le RCM a donc confirmé son engagement à cet égard. Le Centre Calixa-Lavallée, quant à lui, bénéficiera d'un investissement de 400 000\$ pour la restauration du sous-sol. Côté culturel, 150 000\$ seront consacrés au projet d'une nouvelle bibliothèque centrale. Cette somme servira aux études nécessaires à ce projet.<sup>187</sup>

Il faut signaler que d'autres sommes importantes furent investies dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 1992-1994 (amélioration des infrastructures, développement des espaces verts, construction d'équipements récréatifs, etc.), renforçant davantage la position enviable du Plateau Mont-Royal<sup>188</sup>. L'autre mesure

<sup>186</sup> Goyer, François, « M. Lamarre, vous avez une manière d'agir cavalière », *Le Journal de Montréal*, 3 juillet 1984.

<sup>187</sup> N., G., « Le parc Lafontaine va être réaménagé en 3 ans. Le Plateau va profiter des \$7 millions consacrés à la réfection des trottoirs », *Super Hebdo*, 16 octobre 1988.

<sup>188</sup> « Programme triennal d'immobilisations 1992-1994 : investissements prévus de 36 218 millions \$ pour l'arrondissement », *Journal St-Louis et Mile-End*, 20 octobre 1991.

fortement appréciée fut le zonage restrictif au sujet des bars. Si l'administration Doré semblait continuer dans le sillage de l'ancienne administration en poursuivant (ou permettant) la revitalisation de quelques rues, comme l'avenue du Parc entre l'avenue Mont-Royal et la rue Laurier (aménagement des trottoirs, installation de mobilier urbain, feux de signalisation, etc.)<sup>189</sup>, et plus tard, celle de l'avenue Mont-Royal avec *l'Opération Commerce* en 1992 et le concours *Pignon sur rue* en 1994<sup>190</sup>, elle se montra, en revanche, plus stricte en ce qui concerne l'implantation de bars dans les artères principales. En 1990, elle adopta un moratoire interdisant l'ouverture de bars sur tout le territoire du Plateau. Cette nouvelle disposition protectionniste voulait ainsi dépasser le règlement de zonage qui avait été instauré par l'administration Drapeau en 1984 et qui empêchait la prolifération de bars et restaurants uniquement sur les rues Prince-Arthur et Saint-Dominique ; un règlement qui avait été, à l'époque, jugé par le RCM comme ridicule en raison de son adoption tardive<sup>191</sup>.

Il va sans dire que toutes ces mesures préconisées par le RCM, se voulant plus respectueuses de la volonté populaire, allaient réduire considérablement le fossé qui s'était creusé entre les habitants du Plateau et la Ville, puisque, depuis 1986, la presse ne rapportait presque aucun mécontentement populaire dans le quartier. Si ce n'était pas la levée du moratoire sur les bars en 1994, qui fit ressurgir les craintes au sujet de la réglementation « permissive », on aurait cru volontiers que la hache de guerre entre citoyens et municipalité eût été définitivement enterrée.



Figure 93 : Vue de l'avenue du Parc avec l'un de ses nombreux restaurants grecs. Photo de Gordon Beck, tirée de l'article de Todd, dans *The Gazette*, 23-05-1987.

<sup>189</sup>N., G., « Le parc Lafontaine va être réaménagé en 3 ans. Le Plateau va profiter des \$7 millions consacrés à la réfection des trottoirs », *Super Hebdo*, 16 octobre 1988.

<sup>190</sup>Dupaul, Richard, « Avenue Mont-Royal : un vent de renouveau », *La Presse*, 21 mars 1995.

<sup>191</sup>Allaire, Luc, « Zonage sur Prince-Arthur : trop peu, trop tard », *Liaison St-Louis*, du 7 au 21 novembre 1984.

### 5.3 1991-1995 ET + : UNE REUSSITE URBANISTIQUE

#### 5.3.1 « La petite ville dans la grande ville »

Lorsque l'auteur d'un article du *Guide Mont-Royal* paru en 1964 avançait d'emblée que le Plateau Mont-Royal était « tel une ville dans une ville »<sup>192</sup>, il ne se doutait probablement pas que ce slogan serait repris inlassablement dans la presse montréalaise durant les années 1990. Si certains articles des années 1980 ne manquent pas de rappeler qu'il constitue « une ville dans la ville »<sup>193</sup>, c'est au tournant des années 1990, qu'on le dit le seul quartier montréalais qui forme « une petite ville dans la grande ville »<sup>194</sup> ou tout simplement « la ville »<sup>195</sup>.



Figure 94 : Évocation de « La petite ville dans la grande ville » dans *La Presse* du 12-07-97.

À l'instar des spécialistes de la sociologie urbaine qui s'accordent à dire que la ville est, par essence, densité, hétérogénéité sociale et multifonctionnalité, les journalistes justifient ce statut privilégié d'urbanité par le fait que Plateau est le quartier « le plus densément peuplé de l'île de Montréal »<sup>196</sup>, voire du Canada<sup>197</sup>, et qu'il a toujours su se distinguer, « hier comme aujourd'hui », « par sa diversité urbaine, son hétérogénéité économique, ses disparités ethniques tout comme ses variétés sociales »<sup>198</sup>. Il est reconnu comme le seul quartier montréalais qui « possède un cachet particulier et de nombreuses richesses, tant au plan de sa vie culturelle que de sa convivialité, son activité commerciale, son histoire et son

<sup>192</sup> « Tel une ville dans une ville », *Guide Mont-Royal*, 2 décembre 1964.

<sup>193</sup> Masse, Denis, « Le Plateau Mont-Royal, une ville dans la ville », *La Presse*, 8 août 1981.

<sup>194</sup> Hébert, Claudine, « La petite ville dans la grande ville », *La Presse*, 12 juillet 1997.

<sup>195</sup> Expression couramment utilisée pour désigner le Plateau, comme le fait Michel Depatie, directeur de la Société de développement de l'avenue Mont-Royal, dans l'article de Calvé, Julie « Sur un plateau d'argent », *Voir*, 19 juin 1997.

<sup>196</sup> Picard, André, « 'It's exactly what a street should be'. City Streets, a celebration of urban life », *The Globe and Mail*, 10 août 1991.

<sup>197</sup> Pelletier, Réal, « Faire des courses : Avenue du Mont-Royal entre du Parc et Saint-Hubert », *La Presse*, 15 juillet 1994.

<sup>198</sup> Truffaut, Serge, « Le Plateau Mont-Royal, un quartier canaille même dans les prix », *Le Devoir*, 08 juin 1991.



architecture »<sup>199</sup>. On avance que c'est le « bouillonnement »<sup>200</sup> assuré par ses artères commerciales, renommées déjà en 1978 pour être de véritables « marchés urbains »<sup>201</sup> à l'échelle de la ville, qui fait que « la vie bat son plein au Plateau Mont-Royal »<sup>202</sup>. On le présente comme l'espace qui offre au citadin un « bain de foule »<sup>203</sup> exceptionnel, un endroit d'animation et de « lieux de rencontre improvisés dont la popularité, selon l'éditorialiste Agnès Gruda, tient du mystère »<sup>204</sup>. C'est d'ailleurs cette dimension aléatoire qu'une résidente du Plateau Mont-Royal, interrogée par *The Gazette* en 1997, dit apprécier le plus de son quartier : « That's what I love about this place, you never know who you are going to meet on the street »<sup>205</sup>. Une vitalité exceptionnelle qu'un autre habitant avait déjà souligné dix ans plutôt : « The people here, the activity in the streets, it's something you don't find anywhere else in the city. Without people, you have no beauty, no life »<sup>206</sup>. Ce rayonnement à l'échelle métropolitaine lui valu, par ailleurs, la consécration comme « la zone de rencontre par excellence de Montréal »<sup>207</sup>. On retrouve bien dans cette désignation le sens de l'agora grecque, du forum romain, de la piazza italienne, compris comme lieu de convergence de tous les flux de la ville, véritable espace de communication à l'échelle urbaine dans lequel s'instaurent et s'entretiennent des liens sociaux, mais aussi comme le miroir de la société et un espace de représentation, dans lequel les habitants se donnent en spectacle, les uns aux autres.

La thématique de la convivialité intimiste n'est pas pour autant écartée. En effet, on reconnaît déjà en 1987 que le quartier a gardé cette « atmosphère de village »<sup>208</sup> qu'on disait, au début des années 1980, menacée par l'intensification commerciale. Si durant les années 1970, on insiste davantage sur le caractère villageois du Plateau, durant les années 1990, on préfère souligner sa capacité à concilier « vie

<sup>199</sup> Deschênes, Johanne, « À la découverte du Plateau Mont-Royal », *La Presse*, 21 juin 1996.

<sup>200</sup> Calvé, Julie, « Sur un plateau d'argent », *Voir*, 19 juin 1997.

<sup>201</sup> Roberge, François, « Le centre-ville ne veut pas mourir : 4) Les villages du Plateau Mont-Royal », *Le Devoir*, 2 octobre 1978.

<sup>202</sup> Ferko, John L., « Plateau Mont-Royal, vie urbaine et vie de quartier... en harmonie », *Habitabec*, 1 novembre 1991.

<sup>203</sup> Lebel, Andrée, « Faire des courses : Boulevard Saint-Laurent entre Sherbrooke et Mont-Royal », *La Presse*, 19 août 1994.

<sup>204</sup> Gruda, Agnès, « Bars barbares ? », *La Presse*, 15 août 1994.

<sup>205</sup> King, Annabelle, « Back to the Plateau », *The Gazette*, 7 août 1997.

<sup>206</sup> Dans Ackerman, Marianne, « Plateau Mont-Royal South: changing face of inner city », *The Gazette*, 18 avril 1987.

<sup>207</sup> Truffaut, Serge, « Le Plateau Mont-Royal, un quartier canaille même dans les prix », *Le Devoir*, 8 juin 1991.

<sup>208</sup> Sicotte, Anne-Marie, « Louissette Dussault à Liaison St-Louis : s'exprimer autrement », *Liaison St-Louis*, 1 avril 1987.

urbaine et vie de quartier en harmonie »<sup>209</sup>. Il est donc ce quartier qui peut s'enorgueillir d'avoir une « qualité de grande ville/petit village »<sup>210</sup>. La thématique du pittoresque persiste également. On rappelle souvent que le « territoire demeure pittoresque et riche en histoire »<sup>211</sup>. Le mythe du modèle urbanistique traditionnel est lui aussi encore très vivace durant les années 1990, comme on peut le constater dans un article de *La Presse*, paru en 1991, qui salue le savoir bâtisseur des anciens constructeurs du Plateau Mont-Royal reconnus comme de véritables artisans de l'urbanité : « Les bâtisseurs qui ont autrefois édifié ces quartiers vivants et attachants, avaient pour conviction de participer à la réalisation d'une grande œuvre collective : la ville »<sup>212</sup>. Si l'urbanité traditionnelle reste un thème récurrent, c'est l'urbanité « renouvelée » induite par la revitalisation urbaine qui subjugue les journalistes montréalais durant les années 1990.

### 5.3.2 Le symbole de la ville revivifiée

Dès le début de cette décennie, on observe une remarquable floraison d'articles qui forment un véritable plaidoyer pour le retour du savoir-vivre urbain. La revitalisation urbaine du Plateau Mont-Royal est souvent perçue comme un témoignage de la renaissance de la ville, une ville qui retrouve son dynamisme d'antan, comme le résume avec force le titre, en forme de jeu de mot, d'un article du *Voir* : « Retour vers le futur » ; ou encore sa conclusion : « Tel un flashback vers le bon vieux temps, le quartier revit »<sup>213</sup>. En fait, on louange la régénérescence du quartier comme si cette dernière se voulait une métaphore du triomphe citadin. Le mythe fondateur de la ville se voit réactualisé par cette résurrection foudroyante du quartier qui donne une force de conviction à la ville toujours capable de rebondir. En résistant aux vicissitudes de l'histoire et aux traumatismes urbanistiques, la ville remporte en quelque sorte une victoire symbolique. Le vocable employé dans la plupart des articles des années 1990 exprime cette célébration de « l'héroïsme » du

<sup>209</sup>Ferko, John.L., « Plateau Mont-Royal, vie urbaine et vie de quartier...en harmonie », *Habibabec*, 1 novembre 1991.

<sup>210</sup>Laberge, Yvon, « Le Plateau Mont-Royal est un quartier à la mode », *La Presse*, 30 mars 1997.

<sup>211</sup>Dion, Jean, « Étonnante promenade sur le Plateau Mont-Royal », *La Presse*, 15 novembre 1991.

<sup>212</sup>Duff, Jocelyn, « La banalisation de l'avenue Mont-Royal », *La Presse*, 21 avril 1991.

<sup>213</sup>Roy, Jean-Hugues, « Brève histoire du Plateau : Retour vers le futur », *Voir*, 18 février 1993.

Plateau Mont-Royal, qu'on peut déceler implicitement dans les propos du journaliste Jean-Hugues Roy lorsqu'il s'interroge sur « comment quatre villages en marges de la ville sont devenus un quartier qui a failli crever, mais qui, aujourd'hui, vit une renaissance ? »<sup>214</sup>. Cette résurrection est d'autant plus appréciée qu'elle ne s'est pas produite dans certains quartiers centraux, comme le quartier voisin, le Centre-Sud<sup>215</sup>. C'est ainsi pour illustrer cette « gloire » du quartier que certains journalistes insistent sur la description et la beauté des réaménagements urbains (places, mobilier urbain, aménagements paysagers, pistes cyclables, etc.) ou encore proposent des promenades dans le quartier revitalisé comme une invitation à la (re)découverte de la « poétique de la ville », à laquelle Sansot faisait allusion en 1973<sup>216</sup>.

Pouvons-nous aussi voir dans les expressions courantes dans la presse, comme « le poulx de la ville », « le quartier le plus vivant », « le quartier qui revit », « le quartier où la vie bat son plein » et même les termes « renaissance » et « revitalisation », une référence au vivant. Celles-ci évoquent ainsi la « guérison » du quartier central, qui après avoir connu une « agonie » durant les années 1950-60, est maintenant « apaisé » de la « maladie » qui l'accablait. Le « vitalisme » du Plateau, qu'on rattache en grande partie à la politique de revitalisation urbaine, est ainsi associé au succès « chirurgical » ; une réussite urbanistique qui amène d'ailleurs Denys Marchand, professeur à l'École d'architecture de l'Université de Montréal, à dire qu'« il reste à en tirer les leçons applicables ailleurs dans la ville »<sup>217</sup>. Ce raisonnement se pose, en fait, comme la suite logique de celui des années 1960-1970 qui avait décrit la crise des centres comme une pathologie urbaine et conféré aux urbanistes un rôle de « chirurgiens » urbains. Lévy avait déjà écrit à ce sujet :

Les médias, la presse écrite notamment, ont contribué largement à la vulgarisation de la crise des centres, à partir de l'emploi d'un vocabulaire emprunté à la médecine. Les

<sup>214</sup> Roy, Jean-Hugues, « Brève histoire du Plateau : Retour vers le futur », *Voir*, 18 février 1993.

<sup>215</sup> Chartier, Jean, « L'avenir du quartier Centre-Sud reste bouché : la situation est loin de s'améliorer, constatent les citoyens », *Le Devoir*, 31 mai 1996.

<sup>216</sup> Sansot, P. (1973). *La poétique de la ville*. Klincksieck.

<sup>217</sup> Marchand, Denys, « Vivre en milieu urbain : l'équilibre entre la ville et les banlieues passe par un réinvestissement de l'habitat dans les quartiers centraux », *Le Devoir*, 26 octobre 1996.

maux du centre sont décrits avec un luxe de raffinements. Les maladies dépistées font frémir tant par leur nombre que par leur caractère gravissime. [...] Le centre souffre de *congestion*, il est menacé par la *paralyse*, l'*infarctus*, la *thrombose*, l'*artériosclérose*, l'*embolie*, l'*apoplexie*. La *gangrène* le guette aussi qui impose un recours à la chirurgie. On évoque la nécessité du *curetage*, l'urgence de l'*amputation*, ou celle de *greffes* destinées à assurer une *régénération du tissu urbain*. Tout ce vocabulaire est constamment sous-jacent lorsqu'on suggère que soient entrepris la restructuration, la rénovation, la restauration, la réhabilitation, la reconversion, le remodelage, le sauvetage.<sup>218</sup>

Ainsi, le discours journalistique sur le quartier revitalisé est largement teinté d'écologisme. En fait, la représentation médiatique du quartier est fortement imprégnée de l'idéologie urbanistique qui assimile la ville à un « organisme vivant »<sup>219</sup>. La description du Plateau, comme le « cœur » qui bat dans la ville, le « nerf » de la vie urbaine, où les rues sont autant « d'artères », de « veines jugulaires » qui irriguent le « tissu urbain », dont le parc principal est le « poumon » par lequel la ville respire ou encore dont le sous-sol constitue « le ventre de la ville »<sup>220</sup>, témoigne de la prégnance de cet imaginaire organiciste de la ville propre aux gestionnaires et aménagistes contemporains<sup>221</sup>. En effet, nous nous trouvons devant la pensée urbanistique écologiste dans sa plus grande lisibilité, celle qui place l'image du vivant comme modèle à la définition de la ville et qui se légitime dans le savoir biologique. Si pour les culturalistes la figure du vivant renvoie à la symbiose du corps social avec le dispositif spatial, chez les organicistes, elle évoque plutôt l'équilibre harmonieux entre les différentes composantes urbaines. La réussite de la ville résiderait dans l'imbrication « organique » de ses fonctions, car dans cette pensée, précise Parazelli, « le fonctionnement harmonieux de l'ensemble des fonctions de la ville favoriserait la vie communautaire et créerait de ce fait la cohérence d'un quartier considéré comme composante du système urbain »<sup>222</sup>. L'analogie entre « l'organisme urbain » et l'organisme vivant repose sur cette

<sup>218</sup>Lévy (1987) : 37.

<sup>219</sup>Cette pensée s'inspire, entre autres, des travaux de Marcel Poète du début du siècle. Lire Poète, M. (1924). « La ville comme être vivant ». Tiré de Roncayolo, M. et T. Paquot, dirs, (1992). *Villes et civilisation urbaine, XVIIIe-XXe siècles*. Paris, Larousse : 184-195.

<sup>220</sup>Certaines expressions ont déjà été présentées, quant aux autres, elles le seront au fur mesure dans les paragraphes suivants, mise à part celle du « ventre de la ville » qui est tirée de Marsolais, Claude-V., « Dans le ventre de la Ville : les travaux de réfection de l'égout collecteur du quartier Plateau Mont-Royal vont bon train », *La Presse*, 26 juin 1995.

<sup>221</sup>Sur la pensée organiciste, lire Bofil, R. et N. Véron (1995). *L'architecture des villes*. Paris, éditions Odile Jacob.

<sup>222</sup>Parazelli, M. (2004). « Jeunes de la rue et gestionnaires urbains : une topologie conflictuelle ». In Boudreault, P-W et M. Parazelli (dirs.), *L'imaginaire urbain et les jeunes : la ville comme espace d'expériences identitaires et créatrices*. PUQ : 183-202.

perception de la ville comme un système, à savoir un ensemble de parties reliées les unes aux autres, si bien que si l'une d'entre elles est modifiée c'est tout l'équilibre du système qui en est affecté. Cette approche systémique, qui appelle à une vision globale du phénomène urbain, soulevait les limites de l'approche moderniste, contestée pour sa logique de « séparation des fonctions » et sa production fragmentaire (paysage caractérisé par des éléments disparates, épars, amorphes, déconnectés les uns des autres). Pour les aménagistes organicistes, c'est justement cette rupture du lien « organique » entre les différents éléments constitutifs de la ville qui a failli causer la « mort » de cette dernière. Ce concept d'organicité est, d'ailleurs, implicitement évoqué par David Hanna, professeur de géographie urbaine à l'UQÀM et proche des milieux de sauvegarde, lorsqu'il associe le Plateau Mont-Royal à cette « ville médiévale » qui s'est imposée dans la culture urbanistique occidentale comme le symbole de la ville unifiée : « Quartier hétéroclite, déclare-t-il ainsi au *Devoir*, le grand Plateau fait bien penser, à bien des égards, à la ville médiévale. Ce quartier fait plus d'un clin d'œil à l'organisation urbaine propre au Moyen âge en ce sens qu'il est le contraire de la conception moderne de la cité qui, elle, privilégie la compartimentation »<sup>223</sup>. L'admiration que suscite le quartier est également liée au fait qu'il représente la ville qui s'est refaite sur elle-même, tel que le laisse entrevoir le maire Jean Doré lorsqu'il soutient « qu'il s'agit là d'un bel exemple que tout peut-être modifié »<sup>224</sup>. Cette « reconstruction de la ville sur la ville »<sup>225</sup> est d'autant plus importante qu'elle a le mérite de s'inscrire dans le respect de la sédimentation historique, à l'image des vieilles villes européennes, au lieu de perpétuer les anciennes attitudes urbanistiques qui, selon l'architecte et résident du Plateau, Jacques Rousseau, n'ont cessé depuis le Régime français jusqu'au Régime moderniste de construire « une ville devant la ville » et qui ont fait de Montréal une « ville de ruptures successives »<sup>226</sup>.

<sup>223</sup> Truffaut, Serge, « Le Plateau Mont-Royal, un quartier canaille même dans les prix », *Le Devoir*, 8 juin 1991.

<sup>224</sup> Lévesque, Kathleen, « Entrevue avec le premier citoyen de Montréal : Doré, le maire qui vit sa ville "dans ses tripes" », *Le Devoir*, 2 août 1994.

<sup>225</sup> Lire au sujet de ce concept : Avril, B. et M. Martinez, éds. (1998). *Reconstruire la ville sur la ville*. Paris : Association des études foncières.

<sup>226</sup> Expressions de l'architecte et résident du Plateau Jacques Rousseau, dans LeBlanc, Gérald, « Question de mémoire », *La Presse*, 7 février 1990.

### 5.3.3 Le symbole de la ville sophistiquée

Durant les années 1990, plusieurs journalistes consacrent des articles entiers à l'ambiance et l'agitation des rues et des boulevards du Plateau Mont-Royal, signe non pas d'une nouveauté en soi mais de l'ampleur de leur dynamisme à l'échelle de Montréal, voire du Canada. Le discours médiatique s'attarde surtout sur les biens sophistiqués de consommation culturelle qu'il offre à une échelle intimiste, sur ses attraits gastronomiques et toutes ses activités ludiques, comme pour rappeler que le Plateau était avant tout, pour reprendre l'expression d'Hélène Laperrière, « une ambiance, un enchevêtrement culturel, un lieu où s'inventent les tendances... »<sup>227</sup>. L'abondance d'expressions élogieuses et de superlatifs dans la presse montréalaise fait foi de cet émerveillement envers la vie trépidante et l'effervescence commerciale et culturelle du quartier, jugée sans équivalent à Montréal. C'est ainsi qu'on évoque le fameux boulevard Saint-Laurent, cette « Main » qu'on dit « plus qu'une artère, la veine jugulaire de Montréal »<sup>228</sup>. Il est sacré « joyau de la mosaïque ethnique montréalaise »<sup>229</sup>, où « il fait toujours bon s'y aventurer, ne serait-ce que pour goûter à l'air du temps et défiler devant les institutions que sont devenus ses commerces bigarrés, rappel de la vieille Europe et chasse gardée depuis des lunes des différentes communautés ethniques qui l'ont adoptée »<sup>230</sup>.



Figure 95 : L'article de Lebel dans *La Presse* du 19-08-94.

Dépeint comme une promenade temporelle et spatiale, il incarne un lieu d'évasion, un univers de « dépaysement garanti », de « découvertes inattendues », permettant aux habitants comme aux visiteurs de « faire le tour du monde à pied en quelques heures seulement » et de « voyager d'un pays à l'autre, de rencontrer des gens de toutes les origines et de découvrir diverses facettes de leur culture : cuisine, mode

<sup>227</sup> Laperrière (2003) : 148.

<sup>228</sup> Roy, Jean-Hugues, « La Main imaginaire : de Ducharme à Richler », *Voir*, 16 septembre 1993.

<sup>229</sup> Réginald, Harvey, « Île de Montréal : une île urbaine baignée de verdure », *Le Devoir*, 1 mai 1999.

<sup>230</sup> Dion, Jean, « Étonnante promenade sur le Plateau Mont-Royal », *La Presse*, 15 novembre 1991.



de vie, artisanat, musique et même littérature »<sup>231</sup>. Bien qu'il traverse toute l'île de Montréal, du sud au nord, c'est le tronçon pris dans les limites du Plateau qui est reconnu comme le « pouls de la ville » où « les nouvelles tendances s'y épanouissent, les différents styles se côtoient et toutes les audaces y sont permises »<sup>232</sup>, probablement parce que le boulevard a « le don, peut-être plus que toute autre grande voie de circulation, de faire monter le sang au cerveau des créateurs de la métropole »<sup>233</sup>. Dans son article paru dans *La Presse* du 19 août 1994, Andrée Lebel le présente à la fois comme un lieu exotique, un formidable bazar et une extraordinaire foire aux odeurs et aux saveurs :

Seul, en couple ou en famille, on vient de tous les quartiers en acceptant de succomber à l'attrait des bonnes odeurs. Les fromages de La vieille Europe, les saucisses de la Boucherie hongroise ou la choucroute de Slovenia parfument la rue aussi sûrement que l'arôme du pain au maïs de la Boulangerie portugaise ou des pâtisseries grecques de Samos. À côté des épiceries de renom (Warshaw et Les 4 frères, par exemple) champignonnent les comptoirs de fruits et légumes- beaux, bons, pas chers et souvent exotiques. Pour ajouter au dépaysement, chaque établissement est baigné de musique : rythmes d'Afrique et des Antilles, chansons d'amour typiquement latines ou langoureusement orientales, c'est le festival permanent. On peut même se procurer sur place des disques qu'on ne trouve nulle part ailleurs à Montréal. [...] Les vitrines des boutiques de vêtements ont parfois des airs new-yorkais ou résolument avant-gardistes. [...] D'autres boutiques sont de véritables souks. On y trouve de tout à condition de ne pas chercher quelque chose en particulier. Le magasinage est un art et le plaisir de la découverte n'est pas le moindre de ses attraits. Il y a aussi les commerces dont les locaux n'ont jamais été rénovés. Quelques-uns d'entre eux ont un petit air de magasin général de village d'après-guerre. Autre flash-back, ces officines d'herboristes et de produits naturels où sont proposées toutes sortes de concoctions destinées à soulager divers maux. Plusieurs salons de coiffure affichent également un petit air rétro. Le boulevard Saint-Laurent a ses bouquinistes qui s'intéressent aux livres rares, aux livres d'occasion ou à la littérature spécialisée. Par exemple, la bédé et la littérature underground sont à l'honneur chez Danger. [...] Plusieurs cafés, bistros et bars attirent une partie importante de leur clientèle avec le billard et le baby-foot. D'autres sont équipés d'écrans géants, comme ceux de Champs, afin de plaire aux sportifs. Des petits restaurants sans prétention voisinent avec ceux qui misent sur l'élégance (de la table et de la clientèle). Certains sont forts réputés d'autres garantissent la nouveauté. [...] Vers la fin de la soirée, les clients font la queue devant les boîtes les plus branchées. À l'occasion, certains cafés ethniques comme la maison de la culture mondiale, ou des boîtes reconnus comme Balattou, présentent des spectacles colorés.<sup>234</sup>

<sup>231</sup> Lebel, Andrée, « Faire des courses : Boulevard Saint-Laurent entre Sherbrooke et Mont-Royal », *La Presse*, 19 août 1994.

<sup>232</sup> *Ibid.*

<sup>233</sup> Roy, Jean-Hugues, « La Main imaginaire : de Ducharme à Richler », *Voir*, 16 septembre 1993.

<sup>234</sup> Lebel, Andrée, « Faire des courses : Boulevard Saint-Laurent entre Sherbrooke et Mont-Royal », *La Presse*, 19 août 1994.

On louange également le « renouveau » de la « célèbre avenue Mont-Royal »<sup>235</sup> qui, plus que le « nerf économique » et « lieu de ralliement »<sup>236</sup> du quartier, est désignée comme le « véritable musée dédié au Plateau Mont-Royal »<sup>237</sup>. En fait, tous s'entendent pour dire que cette avenue est « un modèle de rue commerçante de quartier pour tout le Canada »<sup>238</sup>, « avec ses fruiteries et ses charcuteries, ses lingeeries fines et ses "tout à 1\$", ses restaurants haut de gamme et ses "Binerie Mont-Royal" »<sup>239</sup>, ainsi que son « inventaire de boulangers le plus important de Montréal »<sup>240</sup>. Les spécialistes l'ont proclamée comme « the most natural and authentic street in the city », « where homes and shops co-exist in harmony », « like on the main street of a small town »<sup>241</sup>. À l'instar de l'architecte Michael Fish qui déclare au *Globe and Mail* que l'avenue Mont-Royal « it's exactly what a street should be »<sup>242</sup>, l'architecte Jocelyn Duff affirme à *La Presse* qu'elle constitue une véritable leçon d'urbanisme :

L'avenue du Mont-Royal est l'un des rares axes urbains à Montréal qui offre une perspective sur deux repères visuels importants : l'un naturel, la montagne, et l'autre créée de toutes pièces, la tour du Stade. Mais bien plus encore, le long de la "rue" Mont-Royal, comme les gens l'appellent familièrement, s'est développée une architecture à l'échelle humaine et agréable pour le piéton. [...] Dans son ouvrage *L'Art de bâtir les villes*, Camillo Sitte a identifié cette atmosphère comme le "genius loci", c'est-à-dire l'esprit du lieu.<sup>243</sup>



Figures 96 et 97 : Articles de Pelletier dans *La Presse* du 15-07-94 (tronçon entre du Parc et St-Hubert) et du 22-07-94 (tronçon entre St-Hubert et Iberville).

<sup>235</sup>Dupaul, Richard, « Avenue Mont-Royal : un vent de renouveau », *La Presse*, 21 mars 1995.

<sup>236</sup>Dion, Jean, « Étonnante promenade sur le Plateau Mont-Royal », *La Presse*, 15 novembre 1991.

<sup>237</sup>Dupaul, Richard, « Avenue Mont-Royal : un vent de renouveau », *La Presse*, 21 mars 1995.

<sup>238</sup>Pelletier, Réal, « Faire des courses : Avenue du Mont-Royal entre Saint-Hubert et Iberville », *La Presse*, 22 juillet 1994.

<sup>239</sup>*Ibid.*

<sup>240</sup>Truffaut, Serge, « Le carré de la boulange : tous les pains possibles et inimaginables existent avenue du Mont-Royal », *Le Devoir*, 5 septembre 1996.

<sup>241</sup>Picard, André, « 'It's exactly what a street should be'. City Streets, a celebration of urban life », *The Globe and Mail*, 10 août 1991.

<sup>242</sup>*Ibid.*

<sup>243</sup>Duff, Jocelyn, « La banalisation de l'avenue Mont-Royal », *La Presse*, 21 avril 1991.

On peut déceler dans cette référence à Camillo Sitte et à cette appréciation de « l'échelle humaine », la pensée urbanistique culturaliste qui plaide en faveur d'une ville à dimensions humaines qu'on oppose à la ville « gigantesque » de l'urbanisme fonctionnaliste. Il s'agit bien de cette idéologie déjà évoquée auparavant qui aborde la ville comme un « milieu de vie » au lieu d'une « œuvre d'art » et privilégie « l'urbanisme pour les citoyens » en réaction à « l'urbanisme vu d'en haut ». Ce souci du rapport direct entre la taille des individus et l'environnement, témoigne bien de cette vision qui place l'humain, ou l'humanité, comme la substance même de l'expression physique de la ville.



Figure 98 : Vue de l'avenue Mont-Royal. On y voit le bâti à l'échelle humaine. Photos : Kenza Benali.





Figure 99 : Ensemble de photos montrant l'activité commerciale dans l'avenue Mont-Royal. Photos : Kenza Benali.

On rend aussi hommage à la rue Saint-Denis, cette « rue populaire et régionale » qui, en plus d'être « une rue d'ambiance », est classée « rue des terrasses et de la mode »<sup>244</sup>. On rappelle qu'elle forme un « passage toujours agréable avec ses bars »<sup>245</sup> et ses « boutiques à la mode » qui « côtoient les restaurants les plus en vogue où artistes et intellectuels aiment bien s'attabler » et où se concentrent « de nombreux établissement culturels, tels cinémas, théâtres et bibliothèques »<sup>246</sup>.

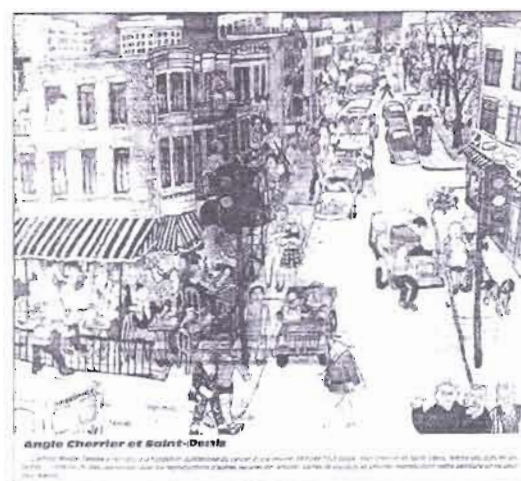


Figure 100 : Oeuvre de l'artiste Miyuki Tanobe intitulée « Tout passe, coin Cherrier et Saint-Denis » jugée par le commentateur « on ne peut plus réaliste » ; dans *La Presse* du 02-10-94.

<sup>244</sup>Propos de Jacques Bénard, directeur du Centre d'intervention pour la revitalisation des quartiers, dans Chartier, Jean, « L'avenir du quartier Centre-Sud reste bouché : la situation est loin de s'améliorer, constatent les citoyens », *Le Devoir*, 31 mai 1996.

<sup>245</sup>Dion, Jean, « Étonnante promenade sur le Plateau Mont-Royal », *La Presse*, 15 novembre 1991.

<sup>246</sup>Garceau, Linda, « Les quartiers de Montréal : le Plateau Mont-Royal, site d'une transformation intense », *Habitabec*, 9 mars 1990.



Figure 101: Ambiance de la rue Saint-Denis. Photo : Kenza Benali.



Figure 102 : Ambiance de la rue Saint-Denis. Photo : Kenza Benali.

Il en va de même pour l'avenue Laurier, dont le charme est remarquablement vanté par la journaliste Andrée Lebel :

Quel que soit le moment de la journée, la rue Laurier affiche un charme discret et une convivialité de bon aloi. Un va-et-vient continu se nourrit de la fidélité et des habitudes des clients, qui trouvent diversité et qualité... Des commerces établis depuis plusieurs décennies voisinent avec les boutiques branchées et les restaurants in. Leur renommée dépasse souvent les limites du quartier, tandis que leur nom évoque un style de vie. [...] La rue Laurier invite aussi à l'aventure gastronomique... Du jardin-terrasse à la salle à manger élégante, il y a des restaurants pour tous les budgets et tous les goûts. Les cuisines russe, thaïlandaise, vietnamienne, japonaise, libanaise, française et italiennes sont bien représentées. [...] À la nuit tombée, la rue Laurier invite à la rêverie. Après un repas dans l'un ou l'autre de ses nombreux restaurants, il est difficile de résister à l'attrait de ses vitrines à l'éclairage tamisé. Les jeunes couples s'y promènent main dans la main en faisant des projets. Les vieux couples marchent bras dessus bras dessous, un peu plus lentement, en se rappelant quelques doux souvenirs.<sup>247</sup>



Figure 103 : L'article de Lebel dans *La Presse* du 12-08-94.

D'autres rues font également l'objet d'une attention particulière comme Saint-Viateur, définie comme « a special street » dont la « invigorating mixture » fait d'elle « a vital artery in the heart of Montreal »<sup>248</sup>. Estimée comme la « main drag in the "bagel capital" », on affirme que Saint-Viateur « possesses what makes a great street: its neighborhood residents shop and stroll on it and block its sidewalks to greet and chat each other up »<sup>249</sup>. On s'est intéressé aussi à la rue Prince-Arthur, saluée pour son cachet pittoresque à l'européenne ou encore à l'avenue des Pins qui « regorge de richesses contribuant à la variété culturelle de Montréal »<sup>250</sup>. À travers cette apologie des rues où pullulent bars, restaurants, cafés, bistrot, boutiques de mode, épiceries fines, théâtres, cinémas, galeries d'art, c'est bien d'une théâtralisation, à la fois forte et subtile, de la vitalité particulière du Plateau Mont-Royal qu'il s'agit. C'est que le quartier est placé, en arrière-plan de ce tableau flatteur des parcours, comme le haut lieu de la consommation culturelle et ludique à

<sup>247</sup> Lebel, Andrée, « Faire des courses : Avenue Laurier entre Saint-Laurent et Côte-Sainte-Catherine », *La Presse*, 12 août 1994.

<sup>248</sup> Fine, Philip, « St. Viateur St.: invigorating mixture makes this a special street », *The Gazette*, 17 décembre 1995.

<sup>249</sup> *Ibid.*

<sup>250</sup> Klein, Robert, « Via le passé : l'avenue des Pins », *Place Publique*, 11 septembre 1997.



Montréal. Cette révélation trouve d'ailleurs confirmation dans les propos de M<sup>me</sup> Thérèse Daviau, alors conseillère municipale du Plateau Mont-Royal :

La présence de plusieurs institutions culturelles et de nombreux artisans de la vie culturelle montréalaise donnent au grand Plateau un dynamisme sans égal. Depuis toujours, et de partout, les gens viennent goûter le bouillon culturel d'ici. Cet esprit particulier ne se trouve nulle part ailleurs aussi concentré et procure en même temps aux citoyens qui habitent ici un accès rapide à la consommation de biens culturels diversifiés et de grande qualité.<sup>251</sup>

Il n'est pas surprenant que la presse parle du quartier avec autant de ferveur à une époque axée sur les valeurs culturelles et ludiques, comme l'avait remarqué Zukin (1998). Si dès le début des années 1990, ce sont surtout les journalistes qui s'expriment au sujet de l'effervescence urbaine du Plateau Mont-Royal, il faudra attendre l'année 1994 pour entendre la voix des habitants. Une voix, cependant, qui se manifestera pour décrier la levée du moratoire sur les bars annoncée par la Ville en juin 1994. En fait, l'annonce du nouveau projet de règlement de zonage autorisant l'implantation de bars et de bars-billards dans le quadrilatère formé par les rues Saint-Laurent, Sherbrooke, Saint-Denis et Mont-Royal, ainsi que la transformation des étages supérieurs d'immeubles en commerces, raviva les craintes des habitants et commerçants du Plateau inquiets des conséquences d'une telle mesure sur « l'équilibre fragile entre la vie urbaine et la vie de quartier ». Une nouvelle lutte allait ainsi s'enclencher, devenant un événement marquant de l'actualité montréalaise puisqu'elle fit les machettes des journaux pendant plusieurs semaines. La presse couvrit abondamment toutes les étapes de ce nouveau bras de fer entre les citoyens et la Ville : on rapportait ainsi les protestations des citoyens et commerçants, regroupés dans le mouvement *La coupe est pleine*, qui eurent lieu un mois avant l'entérinement du dit règlement<sup>252</sup>; l'amplification du mouvement avec la venue du parti municipal *Vision Montréal*<sup>253</sup>; l'adoption controversée du nouveau

<sup>251</sup> Dans Ferko, John L., « Plateau Mont-Royal, vie urbaine et vie de quartier...en harmonie », *Habibec*, 1 novembre 1991.

<sup>252</sup> Feinberg, Jennifer, « Zoning : our cup runneth over », *Hour*, 14 juillet 1994; Gauthier, Gilles, « "La coupe est pleine"...de bars et de billards sur le Plateau », *La Presse*, 15 juillet 1994; Lalonde, Michelle, « Plateau residents fighting plan for more bars along Main : people say they're tired of picking up after noisy, drunk and messy bar-hoppers », *The Gazette*, 15 juillet 1994; « Question of the week : should city allow more bars on Plateau Mont-Royal? », *The Gazette*, 17 juillet 1994; « Les bars du Plateau », *La Presse*, 4 août 1994; « Bars, flics et sécurité », *Voir*, 4 août 1994.

<sup>253</sup> Lalonde, Michelle, « Vision Montreal candidates join fight against Plateau Bars », *The Gazette*, 4 août 1994; Lévesque, Kathleen, « Trop de bars sur le boulevard Saint-Laurent ? Vision Montréal se joint à "la coupe est pleine" », *Le Devoir*, 4 août 1994.

règlement de zonage le 8 août 1994<sup>254</sup> ; et la poursuite des contestations populaires<sup>255</sup>... jusqu'à l'ultime victoire remportée des citoyens le 18 août 1994, soit les amendements municipaux limitant la prolifération des bars et des bars-babillards dans le Plateau Mont-Royal<sup>256</sup>. Cependant, contrairement aux luttes des années 1970, la presse ne se rangea pas totalement du côté des résidants du quartier. Si quelques journalistes avançaient qu'on pouvait « comprendre les récriminations des résidants vivant à proximité de rues fréquentées par la faune nocturne des bars »<sup>257</sup>, d'autres, comme Agnès Gruda, y voyaient une exagération de la part de ces habitants. Cette dernière n'hésita pas à décocher quelques flèches à l'endroit des manifestants :

Mise à part un "trou" législatif qui permet de contourner les limites municipales en ouvrant des salles de billard avec consommation d'alcool, la nouvelle réglementation de la Ville est pleine de bon sens. Par définition, le moratoire sur les nouveaux bars n'offrait qu'une solution temporaire. Fallait-il couler l'interdiction dans le ciment d'un règlement définitif ? Surtout pas. Le Plateau, ce n'est pas Brossard. Les gens qui s'y installent le choisissent aussi pour sa vie grouillante, ses cafés, son activité [...]. Le règlement tel qu'il est n'est pas parfait, mais il est perfectible, notamment sur la question des billards. Pour le reste, de nouveaux bars pourront ouvrir, mais à la condition de ne pas surcharger le quartier. L'arbitrage est réussi. Ceux qui lancent la pierre à la Ville devraient se demander s'ils aimeraient autant le Plateau sans ses surprises urbaines et sans sa bruyante, et parfois dérangeante, vitalité.<sup>258</sup>

Mais les amendements municipaux ne mirent pas fin aux tensions. En 1995, une autre crise refit surface lorsqu'un bar-discothèque s'installa sur la rue Guilbault suscitant la colère des habitants<sup>259</sup>. Cependant, l'événement ne bénéficia pas d'une grande attention médiatique ; de même que la lutte déclenchée un an plus tard

<sup>254</sup>Beaudin, Monique, « City extends freeze on new Plateau Bars : changes to urban plan agreed to after meetings with area residents », *The Gazette*, 10 août 1994 ; Chartier, Jean, « Douze conseillers s'attaquent au nouveau règlement d'urbanisme. Les bars du Plateau Mont-Royal sèment la bisbille », *Le Devoir*, 10 août 1994 ; Pineau, Yann, « Les citoyens du Plateau craignent néanmoins l'implantation de bars déguisés dans le secteur », *La Presse*, 10 août 1994 ; Sansfaçon, Jean-Robert, « Les beaux bars du Plateau », *Le Devoir*, 11 août 1994.

<sup>255</sup>Feinberg, Jennifer, « City hall : New Plateau bar rules leave opponents angry », *Hour*, 11 août 1994 ; Pineau, Yann, « L'ouverture appréhendée d'un bar-billard réveille les craintes des gens du Plateau », *La Presse*, 11 août 1994 ; Stewart, Lyle, « Plateau Plan : Bar increase put on hold », *Montreal Mirror*, 11 août 1994, « Bars in Plateau add urban charm, but rowdy bar-life will ruin area for residents », *The Gazette*, 11 août 1994 ; Gruda, Agnès, « Bars Barbares? », *La Presse*, 15 août 1994 ; Picard, André, « When do alcohol, people cease to mix? », *The Globe and Mail*, 17 août 1994.

<sup>256</sup>Adolph, Carolyn, « Bar fight: Residents win small victory in bid to limit Plateau saloons », *The Gazette*, 19 août 1994 ; Chartier, Jean, « Montréal s'européanise : feu vert aux bistrot de quartier. Lavallée limite à deux l'ouverture de nouveaux bars sur le Plateau », *Le Devoir*, 19 août 1994 ; Pineau, Yann, « Les bars-billards de Montréal soumis aux mêmes règles que les bars », *La Presse*, 19 août 1994.

<sup>257</sup>Sansfaçon, Jean-Robert, « Les beaux bars du Plateau », *Le Devoir*, 11 août 1994.

<sup>258</sup>Gruda, Agnès, « Bars Barbares? », *La Presse*, 15 août 1994.

<sup>259</sup>Adolph, Carolyn, « Bar fight brewing on Plateau street », *The Gazette*, 14 mai 1995 ; Lévesque, Kathleen, « Colère contre un bar: la clientèle enjouée risque de bousculer le calme d'un quartier résidentiel », *Le Devoir*, 15 mai 1995 ; Cellini, Adelia, « Rowdy bar customers anger Plateau residents: Want city to do something about noise », *The Gazette*, 18 juillet 1995.

contre la prolifération des restaurants sur l'avenue Mont-Royal et qui dura six mois jusqu'au contingentement des nouveaux restaurants par la Ville<sup>260</sup>.

Mise à part cet épisode dans lequel les habitants du Plateau manifestèrent leur rébellion légendaire, les yeux restèrent rivés sur l'urbanité sophistiquée du Plateau Mont-Royal durant toute la décennie. Finalement, rien ne put entacher la notoriété bien établie de ce Plateau Mont-Royal reconnu comme un « quartier à la mode »<sup>261</sup>, le quartier « branché de la ville »<sup>262</sup>, le quartier « in »<sup>263</sup>, « the funky village »<sup>264</sup>, « un quartier unique à Montréal »<sup>265</sup>, le « meilleur »<sup>266</sup> de tous les secteurs de la métropole, un « lieu privilégié, voire culte »<sup>267</sup>. Sa popularité a même dépassé les frontières de Montréal puisqu'il fut hissé par le magazine américain *Utne Reader* « au quatrième rang des quartiers les plus hip en Amérique »<sup>268</sup>, en raison, entre autres, de son charme bohème, son cosmopolitisme et sa frénésie urbaine.



Figure 104 : Manifestation des résidents du Plateau contre la prolifération des restaurants sur l'avenue Mont-Royal. Photo de Richard Artless JR. dans Heinrich, Jeff, « Neighbors want old street back », *The Gazette*, 18 novembre 1996.

<sup>260</sup> Myles, Brian, « L'avenue du Mont-Royal prend du ventre. Les restaurants poussent comme des champignons. En quantités indigestes, disent les résidents du Plateau », *Le Devoir*, 22 juin 1996 ; « Trop de restaurants », *La Presse*, 18 novembre, 1996 ; Heinrich, Jeff, « Restaurants eating at them : Neighbors want old street back », *The Gazette*, 18 novembre 1996 ; Laberge, Yvon, « Montréal contingente l'implantation de nouveaux restaurants au Plateau », *La Presse*, 14 décembre 1996 ; Marsolais, Claude-V., « Avenue du Mont-Royal : accord pour limiter les restaurants », *La Presse*, 22 janvier 1997.

<sup>261</sup> Laberge, Yvon, « Le Plateau Mont-Royal est un quartier à la mode », *La Presse*, 30 mars 1997.

<sup>262</sup> Rivard, Sylvie, « Plein air en ville : Les dessous du Plateau », *Voir*, 30 avril 1998.

<sup>263</sup> « Bars in Plateau add urban charm, but rowdy bar-life residents », *The Gazette*, 11 août 1994.

<sup>264</sup> Picard, André, « 'It's exactly what a street should be'. City Streets, a celebration of urban life », *The Globe and Mail*, 10 août 1991.

<sup>265</sup> Propos de Jean Lamothe, fondateur et vice-président de l'Association touristique du Plateau, dans Arcand, Denis, « Le Plateau au quatrième rang des quartiers les plus hip en Amérique », *La Presse*, 24 octobre 1997.

<sup>266</sup> « Best Neighbourhood », *Montreal Mirror*, 30 avril 1998.

<sup>267</sup> Calvé Julie, « Le marché immobilier sur le Plateau : condo or not condo », *Voir*, 19 juin 1997.

<sup>268</sup> Classé 4 sur 15 par le magazine américain *Utne Reader* : après les quartiers Lower Garden à la Nouvelle-Orléans, Inner Mission à San Francisco et Williamsburg à Brooklyn ; tirés de Curran, Peggy, « Plateau on hip list », *The Gazette*, 22 octobre 1997 ; Arcand, Denis, « Le Plateau au quatrième rang des quartiers les plus hip en Amérique », *La Presse*, 24 octobre 1997 ; Preville, Philip, « The Plateau in decline? », *Montreal Mirror*, 6 novembre 1997.

### 5.3.4 Le symbole de la ville réconciliée avec la nature

Si le Plateau Mont-Royal captive durant les années 1990 c'est aussi parce qu'il incarne l'alliance entre l'urbanité et la nature, grâce aux nombreux espaces verts dont il dispose. Certains souligneront que le Plateau Mont-Royal a « une présence plus évidente d'arbres et petits squares que dans d'autres quartiers de Montréal »<sup>269</sup>, ce qui fait de lui l'un des rares quartiers susceptibles d'offrir aux habitants cette marge de nature de plus en plus en demande. Mais on ne se contente pas d'énumérer ses nombreux « îlots de verdure »<sup>270</sup> au cœur de l'animation urbaine, on applaudit aussi leur qualité. Considérés déjà en 1978 comme les « points névralgiques »<sup>271</sup> du quartier, les différents parcs « qui parsèment le territoire »<sup>272</sup> ont droit eux aussi à une pléthore admirative. C'est ainsi qu'on évoque le parc Jeanne-Mance qui a le privilège de se tenir au pied du fameux Mont Royal, ce « vaste et privilégié lieu de nature sauvage où des milliers de citoyens viennent à cœur d'année s'ébrouer et admirer la ville à leurs pieds »<sup>273</sup> ; le « magnifique parc Sir-Wilfred-Laurier » considéré comme « un bonheur »<sup>274</sup> et « un fabuleux havre de tranquillité »<sup>275</sup> ; ou encore le square Saint-Louis qu'on présente comme le « Victorian park in downtown Montreal »<sup>276</sup>.



Figure 105 : Le square Saint-Louis. Photo : Kenza Benali.



Figure 106 : Petit parc entre les rues Sewell et Clark. Photo : Kenza Benali.

<sup>269</sup>Propos de M. Georges Adamcsyk, professeur à l'École de design de l'UQÀM, dans Truffaut, Serge, « Le Plateau Mont-Royal et ses architectures singulières », *Le Devoir*, 16 mars 1996.

<sup>270</sup>Deschênes, Johanne, « À la découverte du Plateau Mont-Royal », *La Presse*, 21 juin 1996.

<sup>271</sup>Roberge, François, « Le centre-ville ne veut pas mourir : 4) Les villages du Plateau Mont-Royal », *Le Devoir*, 2 octobre 1978.

<sup>272</sup>Garceau, Linda, « Le Plateau Mont-Royal, site d'une transformation intense », *Habibec*, 9 mars 1990.

<sup>273</sup>Réginald, Harvey, « Île de Montréal : une île urbaine baignée de verdure », *Le Devoir*, 1 mai 1999.

<sup>274</sup>Dion, Jean, « Étonnante promenade sur le Plateau Mont-Royal », *La Presse*, 15 novembre 1991.

<sup>275</sup>Rivard, Sylvie, « Tourisme sur le Plateau : Plateauland », *Voir*, 19 juin 1997.

<sup>276</sup>Propos de l'actrice et résidente Louise Latraverse dans Ackerman, Marianne, « Plateau Mont-Royal South : Changing face of the inner city », *The Gazette*, 18 avril 1987.

Cependant, de tous les espaces verts du quartier, c'est le parc Lafontaine qui est le plus acclamé. Si on le percevait déjà durant les années 1980 comme une « espèce de grand *Central Park*, théâtre de toutes les manifestations, grouillant d'activités culturelles, sportives, [et] de détente »<sup>277</sup>, on le dit durant les années 1990 le lieu qui « attire les Montréalais de toutes parts »<sup>278</sup> au point de devenir « le lieu rassemblement par excellence »<sup>279</sup>. On le présente comme « l'un des poumons »<sup>280</sup>, « l'endroit le plus vert » et « le plus calme de Montréal »<sup>281</sup>. Certains se demandent même « que serait Montréal sans le magnifique parc Lafontaine »<sup>282</sup>, « où se dissimule le théâtre de Verdure » qui a habitué les citoyens « à vivre la culture dans un cadre exceptionnel »<sup>283</sup>. D'autres journalistes se plaisent à vanter les charmes du parc qualifié comme « l'un des plus beaux de la ville » grâce, entre autres, à « son étang, sa nouvelle place piétonnière - Rachel et Calixa-Lavallée -, ses sentiers pédestres et sa piste cyclable »<sup>284</sup>. Sous la plume des journalistes, le parc Lafontaine devient progressivement le lieu d'une contemplation romantique et un endroit enchanteur. On décrit la splendeur du paysage naturel, on évoque le spectacle pittoresque des jeux sur le lac, on insiste sur la fraîcheur apportée par ses grands arbres et les plaisirs que procure les loisirs de plein air (aires de détente, aménagements nautiques, circuits pédestres, pistes cyclables).

Il faut dire que les paysages décrits dans la presse ne revêtent pas uniquement une dimension esthétique mais également symbolique. Les espaces verts urbains sont considérés ici comme des lieux sublimés à parcourir, des lieux d'évasion, de détachement de la réalité quotidienne. Cet engouement envers les parcs s'inscrit bien dans cette attitude postmoderne à l'égard de la nature, examinée par certains chercheurs<sup>285</sup>. Si elle est empreinte de nostalgie telles que celles qui se sont manifestées dans les siècles précédents, la conception contemporaine n'établit pas,

<sup>277</sup> Masse, Denis, « Le Plateau Mont-Royal : un nouveau visage qui plaît. Les jeunes y reviennent », *La Presse*, 12 octobre 1982.

<sup>278</sup> Garceau, Linda, « Le Plateau Mont-Royal, site d'une transformation intense », *Habitabec*, 9 mars 1990.

<sup>279</sup> Ferko, John L., « Plateau Mont-Royal, vie urbaine et vie de quartier... en harmonie », *Habitabec*, 1 novembre 1991.

<sup>280</sup> Dion, Jean, « Étonnante promenade sur le Plateau Mont-Royal », *La Presse*, 15 novembre 1991.

<sup>281</sup> Boisselle, Andrée, « Le Plateau en long et en large : circuit pédestre pour redécouvrir le plateau Mont-Royal », *Le Devoir*, 14 juin 1995.

<sup>282</sup> Ferko, John L., « Plateau Mont-Royal, vie urbaine et vie de quartier... en harmonie », *Habitabec*, 1 novembre 1991.

<sup>283</sup> Rivard, Sylvie, « Tourisme sur le Plateau : Plateauland », *Voir*, 19 juin 1997.

<sup>284</sup> Dion, Jean, « Étonnante promenade sur le Plateau Mont-Royal », *La Presse*, 15 novembre 1991.

<sup>285</sup> Mercier, G. et J. Bethemont, eds. (1998). *La ville en quête de nature*. Septentrion, Centre Jacques Cartier.



à la différence des périodes passées, d'opposition entre la ville et la nature mais valorise plutôt « l'héritage vert » existant qui s'insère dans la ville au même degré que les places publiques et les diverses infrastructures. Ainsi, au terme de la division ville/nature, succède celui de l'intégration de la nature. Dans un contexte marqué par l'écologisme et où la reconquête de l'environnement naturel devient fondamentale, le Plateau Mont-Royal, de par l'imbrication des espaces verts dans sa trame, évoque ainsi la réconciliation entre l'urbain et la nature. Par ce rapprochement des deux univers, la ville contemporaine, souvent critiquée pour être grande consommatrice d'espace et de ressources rares, retrouve en quelque sorte une nouvelle crédibilité : elle ne consomme plus, ne perturbe plus, ne dégrade plus ces espaces naturels mais les maintient, les valorise et encore mieux, les « patrimonialise »<sup>286</sup>. Bref, comme on l'annonçait déjà à la fin des années 1980, « il est fini le temps où l'on grugeait sur les espaces verts pour en faire du stationnement »<sup>287</sup>.

Figure 107 : Le parc Lafontaine.  
Photo : Kenza Benali.



<sup>286</sup> Les parcs Baldwin, Lafontaine et square Saint-Louis sont aujourd'hui reconnus comme *secteurs de valeur patrimoniale exceptionnelle*.

<sup>287</sup> Propos de Michel Prescott, conseiller municipal de Jeanne-Mance, dans Thériault, Robert, « Un petit poumon vert », *Liaison St-Louis*, 22 avril 1987.



C'est bien ce mariage réussi entre l'urbanité et la nature qui permet à Michel Depatie, directeur de la *Société de développement de l'avenue Mont-Royal*, d'affirmer que le Plateau, « c'est un peu la campagne en ville, mais, c'est aussi la ville »<sup>288</sup> ; ou encore la journaliste Julie Calvé de déclarer :

On l'a dit et redit. Le Plateau, c'est l'un des petits bijoux résidentiels de l'île. Architecture typée. Espaces verts. Transports en commun tout près. Proximité aussi du centre-ville. Services. Vie de quartier. Bref, le Plateau combine le cachet de la campagne, la familiarité de la banlieue et l'animation de la ville. Le meilleur des trois mondes en un seul. Sans le purin, le pont, l'ennui...<sup>289</sup>

#### 5.4 SYNTHÈSE

Dans la représentation médiatique, le Plateau n'est pas envisagé comme un quartier ordinaire mais bel et bien comme le lieu sur lequel se cristallisent les *valeurs urbaines*, l'endroit qui incarne l'essence de la ville de par sa centralité géographique, sa multifonctionnalité, sa densité, ses espaces publics et sa diversité sociale (**valeur d'urbanité**). Cependant, ce jugement favorable dont a bénéficié le Plateau tout au long des trois décennies n'est pas un hasard. Cette consécration il la doit, certes, à ses caractéristiques intrinsèques mais surtout à la conjoncture particulière des années 1970 qui a renouvelé une sensibilité en faveur de la « ville traditionnelle ». Dès le début des années 1970, les journaux se font écho de la représentation culturaliste de l'époque qui prône la « ville-à-vivre » en réaction à la « ville-machine » de l'urbanisme d'après-guerre. Plus précisément, cette exaltation pour l'urbanité traditionnelle découle de la pensée urbaine qui se forge à Montréal durant cette décennie en alternative à l'idéologie progressiste qui n'a cessé, depuis les années soixante, de cloisonner, de découper, de segmenter l'espace et de déstructurer l'existant. Ainsi, lorsque le Plateau est en passe d'être « sacrifié » par l'urbanisme moderne et l'oblitération des gouvernements, toute une coalition d'acteurs (résidents locaux, artistes, experts d'aménagement, journalistes, etc.) se prendra subitement de passion pour ce territoire menacé. C'est donc au nom de

<sup>288</sup> Dans Calvé, Julie, « Michel Depatie : sur un plateau d'argent », *Voir*, 19 juin 1997.

<sup>289</sup> Calvé Julie, « Le marché immobilier sur le Plateau : condo or not condo », *Voir*, 19 juin 1997.

cette vulnérabilité que son paysage bâti fera l'objet d'une sacralisation étonnante. On le dira unique en raison tout à la fois de sa valeur d'ancienneté, valeur prisée en ces temps de modernisme intense ; de sa « viabilité », qualité fortement appréciée car supposément absente dans les patrimoines « muséifiés » par l'État québécois ; et de son architecture vernaculaire, revalorisée, à cette époque marquée par le populisme, pour être le témoin du « génie du peuple » (**valeur patrimoniale**). Mais au-delà de sa matérialité, c'est son esprit de tolérance qu'on encense, sa capacité à être un « milieu de vie » où cohabitent *pacifiquement* différentes classes sociales et communautés ethniques (**valeur morale**). Telles seront les arguments (valeurs d'urbanité, patrimoniale et morale) qu'on mobilisera hardiment pour assurer la sauvegarde du Plateau. Les nombreuses « levées de boucliers » de la population locale, sa (ré)appropriation par les groupes dits contre-culturels, sa reconnaissance comme « un exemple d'urbanisme » par les élites savantes à une époque marquée par la pauvreté architecturale et urbanistique, auront non seulement réussi à faire fléchir la politique municipale, mais aussi à jeter les bases du mythe du Plateau comme la référence d'urbanité et d'urbanisme à Montréal.

Cette notoriété du Plateau amorcée durant les années 1970 se verra, durant la décennie suivante, renforcée par les nombreuses opérations de mise en valeur initiées par la municipalité qui réoriente sa politique urbanistique (**valeur d'usage**). Sa mutation physique et économique suscite, toutefois, toute une controverse. Deux discours s'affronteront principalement, l'un y voyant les germes d'un renouveau urbain et touristique et l'autre, les prémices du déclin de la vie de quartier. Ainsi, pour cette période, le Plateau ne bénéficie pas d'un discours médiatique totalement positif, ce qui vient nuancer notre hypothèse de départ.

Mais si dans l'espace médiatique des années 1980 l'euphorie se mêle à l'inquiétude, durant les années 1990, le ton se veut résolument positif, malgré certains événements - l'ouverture permise de plusieurs bars sur les artères principales - qui font ressurgir les réactions virulentes au sujet de l'urbanisme « permissif ». Le discours, qui, en fait, se penche sur « la phase de stabilisation », vient souligner la

réussite de la « métamorphose » urbaine de ce quartier déjà aurolé de sa « victoire » sur l'urbanisme moderne. À ce stade final, le Plateau, auquel on a insufflé une nouvelle vocation placée sous le signe de la culture, n'incarne plus seulement la « ville traditionnelle » mais aussi, et surtout, la « ville sophistiquée » que la presse ne manque pas de sublimer (**valeur culturo-ludique**).

## **CHAPITRE VI**

### **LE QUARTIER RECONQUIS PAR L'ELITE SOCIOCULTURELLE :**

#### **DES « HIPPIES » AUX « DINKS »**

Une des thématiques fortement présentes dans la presse montréalaise est celle de la gentrification du quartier. Dans la couverture de ce dossier, nous avons identifié trois types de discours dominants qui obéissent à différentes temporalités. En fait, chacun d'eux correspondant à l'un des cycles du schéma des trois phases de Pattison (1977) à quelques variantes près. Ce chapitre trace ainsi les moments forts du récit médiatique dédié à cette gentrification devenue proverbiale.

#### **6.1 LE PLATEAU DES ANNEES 1970 : LE FIEF DE LA « BOHEME » ARTISTIQUE ET INTELLECTUELLE MONTREALAISE**

Durant les années 1970, la couverture de la presse sur les premiers signes de changement social du Plateau Mont-Royal est très minime, comparativement aux années subséquentes. Alors que l'attention médiatique est tournée vers le débat sur la sauvegarde patrimoniale, on compte très peu d'articles sur la question, probablement du fait que durant cette décennie « les informations diffusées sur ces changements, comme l'affirme le journaliste Roberge, ont été essentiellement anecdotiques »<sup>1</sup>. Il faudra attendre les décennies suivantes pour qu'on aborde, avec

---

<sup>1</sup> Roberge, François, « Le centre-ville ne veut pas mourir : 4) Les villages du Plateau Mont-Royal », *Le Devoir*, 2 octobre 1978.

recul, cette première phase de gentrification comme le fait Annie-Marie Sicotte dans *Liaison St-Louis* lorsqu'elle rappelle qu'« à la fin des années 1960, la construction du pavillon Lafontaine de l'UQÀM entraîne la venue d'étudiants, de professeurs et de marxistes, qui s'installent autour du parc [Lafontaine] et dans les rues adjacentes. Cette partie du Plateau est une des premières à changer »<sup>2</sup>. Néanmoins, les quelques articles datant des années 1970 sont assez révélateurs tel que celui paru au *Devoir* en 1978 et qui résume parfaitement les changements survenus dans le Plateau Mont-Royal depuis le début de la décennie :

Composé de plusieurs villages distincts, il a subi des transformations visibles au cours des années. Il est le lieu de résidence de plusieurs mouvements importants que l'on appelle couramment "contre-culturels" et plusieurs de ses artères principales ont fait l'objet de transformations importantes depuis 10 ans.<sup>3</sup>

Ce groupe social qualifié de « contre-culturel » est souvent identifié par la presse comme un ensemble formé d'artistes, d'artisans, de professeurs et de professionnels qui sont à contre-courant du « mode de vie » du moment, des « tenants de la "vie simple" » qui visent « à se défaire du système classique de consommation » et qui « cherchent à vivre à leur rythme et sans dépenses capitales »; bref, « une clientèle moyenne qui organise sa vie en dehors des sentiers courants de la surconsommation »<sup>4</sup>. Si pour les résidents « autochtones » du Plateau, ces premiers gentrificateurs n'ont « aucune racine dans le quartier »<sup>5</sup>, la presse montréalaise, elle, ne s'est jamais prononcée sur leur origine. Aucun article des années 1970 ne précise réellement si ce sont de nouveaux arrivés, des « revenants » ou des résidents établis de longue date dans le quartier. On les dit, cependant, séduits par le Plateau Mont-Royal en raison de « la situation géographique des lieux, à proximité des ensembles économiques et culturels accessibles sans le recours à l'automobile », des « loyers d'un coût accessible ...et le stock de logements relativement abondant »<sup>6</sup>. Ceci dit, comme l'avaient remarqué les chercheurs, ces gentrificateurs n'investissent pas les quartiers populaires

<sup>2</sup> Sicotte, Anne-Marie, « Louise Dussault à Liaison St-Louis : s'exprimer autrement », *Liaison St-Louis*, 1 avril 1987.

<sup>3</sup> Roberge, François, « Le centre-ville ne veut pas mourir : 4) Les villages du Plateau Mont-Royal », *Le Devoir*, 2 octobre 1978.

<sup>4</sup> *Ibid.*

<sup>5</sup> R., A.G., « Selon des associations de citoyens du quartier : le Carré St-Louis, c'est l'affaire d'artistes et de propriétaires », *Le Jour*, 29 mars 1974.

<sup>6</sup> Roberge, François, « Le centre-ville ne veut pas mourir : 4) Les villages du Plateau Mont-Royal », *Le Devoir*, 2 octobre 1978.

centraux uniquement pour des raisons économiques ou pratiques (loyers abordables, centralité, accessibilité piétonne, diversité fonctionnelle, etc.) mais ont également des motivations d'ordre symbolique. En fait, ces résidants, qui correspondent parfaitement au portrait des *pionniers* dressé par les chercheurs, paraissent à travers les descriptions médiatiques comme ces catégories intellectuelles à faible revenu (détenant un fort capital culturel, une idéologie de gauche, mais dont le capital économique demeure relativement faible ou moyen) qui élisent les quartiers populaires comme lieu de « marginalisation volontaire » par contestation aux valeurs dominantes de l'époque. Comme l'avaient souligné Pinçon-Charlot et Pinçon pour le cas parisien<sup>7</sup>, ces gentrificateurs, souvent très engagés politiquement, affichent un mode de vie très différent de celui de la bourgeoisie traditionnelle (associée à l'ordre établi) : ils prônent, entre autres, la diversité sociale, le respect des droits de la personne, l'écologie, la liberté culturelle et sexuelle, la non-violence, l'alimentation saine (bio) ; d'où leur désignation dans la presse comme « la colonie hippy »<sup>8</sup>, la « new bohemia »<sup>9</sup> ou « les granolas ». Habités par une forte conscience sociale, ils témoignent, à travers leur choix résidentiel, d'une volonté de mixité sociale, d'un désir de cohabiter avec les classes populaires et d'un refus de l'aspect entre-soi et guindé des quartiers bourgeois. Il y a en eux, pour reprendre l'expression de Pinçon-Charlot et Pinçon, un « résidentiellement correct » comme en témoigne une gentrificatrice du Plateau dans *Continuité* : « Les gens du Plateau ont, je pense, une conscience sociale plus grande qu'ailleurs, une tolérance à l'égard des autres. Ça me fait penser à Soho à New York ou au quartier latin à Paris »<sup>10</sup>. Cette opposition de mode de vie et de pensée entre quartier « intello de gauche » et quartier bourgeois traditionnel ressort clairement de l'article de Jean Paré paru dans *L'Actualité* en 1981 dans lequel il distingue le Plateau Mont-Royal d'Outremont (ce dernier souvent perçu comme le quartier bourgeois francophone de Montréal qui abrite une grande partie de la classe dirigeante) :

<sup>7</sup> Pinçon et Pinçon-Charlot (2001, 2<sup>e</sup> éd. 2003).

<sup>8</sup> Benoit, Michel, « Faux policier et prêtre de 20 pieds : spectacle inusité au Carré Saint-Louis », *Montréal-Matin*, 2 juin 1971.

<sup>9</sup> « Despair, gaiety mix in St. Louis », *The Montreal Star*, 28 octobre 1974.

<sup>10</sup> Propos de l'artiste résidente, Marie Eikel, dans Piché, M. (1995). « La vie d'artiste sur un Plateau », in *Continuité* n° 66, *Le Plateau Mont-Royal : dossier spécial*. Québec : 25.



[...] même en démocratie, toutes les circonscriptions et toutes les villes n'ont pas le même poids politique. Outremont est la ville la plus représentée aux parlements : Marc Lalonde et Pierre Fortier, mais aussi Pierre Trudeau, Claude Ryan, Pierre-Marc Johnson, Bernard Landry, Jacques-Yvan Morin. Plus Pierre Desmarais (Communauté urbaine), Robert Bourassa et nombre d'autres. Mais le Plateau Mont-Royal, quartier naguère populaire, devient de plus en plus l'Outremont de "l'alternatif". Méchamment appelé Macraméville, Granola Beach, c'est aussi le quartier des "ismes", féminisme, écologisme, syndicalisme, naturisme, socialisme, tiers-mondisme, trotskisme, le bastion des contestataires, des "drippés", des lobbies de la différence. On y trouve, entre les librairies et les restaurants végétariens, l'aide aux révolutionnaires latino-américains, l'amitié avec la Chine, les pacifistes et les anti-nucléaires. Peu d'élus, mais beaucoup d'appelés. Pas de pouvoir, mais par les livres, les revues, les associations, les collèges, l'UQAM et les bars, les citoyens du Plateau exercent leur influence dans tout le Québec. La plume est plus forte que l'épée, même chez les guérilleros...<sup>11</sup>

Cette concentration de rebelles idéologiques amène le journaliste Daniel Pérusse à qualifier le Plateau d'« improbable ghetto de la contre-culture québécoise », la « Capitale du macramé », la « Shangrila des macro-biotiques », le « carrefour des toutes les idées nouvelles », ainsi que l'endroit où « progrès » et « culture » font bon ménage<sup>12</sup>. La journaliste Marinie met également en exergue cette ambiance bohème dans sa description de la rue Prince Arthur « où se regroupent les étudiants plus ou moins assidus, quelques voyageurs, de vrais de faux artistes, des "profs" de l'université McGill et des originaux du coin, vieux Hongrois ou Polonais... »<sup>13</sup>.

La sensibilité des *pionniers* pour le patrimoine architectural et urbain s'inscrit également dans cette attitude de contestation idéologique. Attirés par l'ambiance pittoresque et conviviale du quartier, ces gentrificateurs voient dans le Plateau Mont-Royal le symbole de la ville ancienne - avec quelques unes de ses pratiques sociales- qui a réussi à se soustraire de la tendance moderniste de l'époque et à garder une certaine authenticité, une certaine qualité de vie et chaleur humaine. Plus qu'une question d'esthétique, leur investissement du quartier se veut une défense des valeurs d'ancienneté, par rejet des valeurs de contemporanéité (modernité, société de consommation, matérialisme, individualisme, etc.) incarnées par les productions modernes, tels que les banlieues pavillonnaires ou encore les centres-

<sup>11</sup> Paré, Jean, « Avez-vous le goût de Montréal ? *L'Actualité*, décembre 1981.

<sup>12</sup> Pérusse, Daniel, « Macramé Power : Improbable ghetto de la contre-culture québécoise, le Plateau Mont-Royal vit à l'heure du granola », *L'Actualité*, décembre 1981.

<sup>13</sup> Marinie, Ariele, « Rue Prince Arthur, le Montréal insolite », *Le Devoir*, 12 juin 1975.

villes ponctués de gratte-ciels. Le quartier ancien est surtout pour eux un habitat en rupture par rapport aux espaces modernes critiqués pour leur incapacité à créer des supports de vie collectifs. Cette négation radicale de la tendance moderniste ressort fortement de l'article de Stéphane Moissan paru dans *La Presse* en 1977 :

Artistes, artisans, étudiants, professeurs, restaurateurs et habitués du quartier ne veulent pas voir naître un jour ou l'autre un printemps glacé par un environnement de tours, au pied desquelles on trouve un peu de gazon pasteurisé et des arbustes trop bien alignés. Et ce cadre chaleureux ils le retrouvent dans leur quartier qui a conservé encore une âme.<sup>14</sup>

La journaliste Marinie fera la même remarque au sujet de ceux qui se sont installés autour de la rue Prince-Arthur :

La Prince Arthur, c'est un peu le coin des "hippies", pour reprendre l'expression des bonnes gens du coin. On y refuse le "Centre-Ville" et tout ce qu'il représente, c'est-à-dire un style de vie auquel on ne souscrit pas, et on s'efforce de recréer, parmi l'asphalte et le béton, son petit coin de campagne, avec les moyens dont on dispose.<sup>15</sup>

D'où leur militantisme pour la sauvegarde du patrimoine bâti lorsque celui-ci fut menacé par les effets dévastateurs des projets urbanistiques modernes. C'est au nom de la « viabilité », de la « qualité de vie » et de la convivialité du quartier, vertus supposément absentes dans les espaces récents, qu'ils se dressèrent comme d'ardents défenseurs du Plateau Mont-Royal. Nous retrouvons, d'ailleurs, ce type de discours dans les propos de l'architecte-urbaniste et résident du quartier, Jacques Folch-Ribas, tenus en 1974 :

Vous pouvez être magané et très beau. Regardez la rue Saint-Laurent, c'est détérioré mais beau. La qualité de vie est intense. On se parle dans la rue ; dans toutes les langues. Quand ils démoliront, ce sera épouvantable. On détruit trop à Montréal. Pourquoi démolir si, en construisant, on n'améliore pas l'habitat ? Il y a des immeubles modernes qui sont des taudis virtuels. De tristesse. De solitude. Et je considère que bien des maisons de banlieue le sont également.<sup>16</sup>

Ces *pionniers* sont, en fait, porteurs de cette nouvelle idéologie culturaliste (traitée dans le chapitre précédent) qui évoque la nécessité de préserver l'identité locale de la vieille ville et de lutter contre la déstructuration des espaces existants. De plus, ils

<sup>14</sup> Moissan, Stéphane, « La ville se donne une âme nouvelle », *La Presse*, 5 mai 1977.

<sup>15</sup> Marinie, Arièle, « Rue Prince Arthur, le Montréal insolite », *Le Devoir*, 12 juin 1975.

<sup>16</sup> « À la défense de "son quartier"..."Les citoyens devront agir", *La Presse*, 17 octobre 1974.

ne se contentent pas de discourir sur la nécessité de sauvegarder le patrimoine bâti mais posent de véritables gestes de mise en valeur. Ils constituent réellement ce petit groupe de personnes dites audacieuses (« risk oblivious ») qui achètent à bas prix et rénovent elles-mêmes les habitations délabrées. Cette prise en charge du patrimoine résidentiel leur valu la reconnaissance par les médias comme l'un des principaux initiateurs du mouvement d'auto-amélioration urbaine de ce Plateau des années 1970 marqué par la « détérioration »<sup>17</sup>. En effet, la presse souligne fortement leur contribution à la rénovation du bâti situé sur les « rues comme Drolet, de Bullion, Papineau, De Lorimier », sur les rues « en bas et autour du Carré Saint-Louis » ainsi que celui « d'une bonne partie du quartier Saint-Louis », ce « Village portugais de Montréal...qui a reçu [en 1973] le prix d'aménagement de la Société d'architecture de Montréal, comme projet de rénovation d'ensemble de l'année »<sup>18</sup>. Un phénomène urbain sans précédent à en juger du témoignage d'une gentrificatrice du quartier qui s'est prononcé sur le sujet dans *Continuité* : « Le Plateau est l'un des quartiers qui a le plus évolué à Montréal. On sent une volonté collective de le réhabiliter depuis les années 1970 alors que des gens, des artistes du Vieux-Montréal entre autres, sont montés au Plateau pour prendre soin des maisons en décrépitude »<sup>19</sup>. Cette image de gardiens du patrimoine qu'ils cultiveront - à travers leur discours militant, leur réappropriation du quartier et la réhabilitation résidentielle entreprise - leur permettra, par la suite, d'être considérés officiellement comme l'un des moteurs de la conscience patrimoniale et l'un des éléments déclencheurs de la reconnaissance du milieu traditionnel montréalais tel qu'on le fait remarquer dans l'ouvrage intitulé *Le patrimoine de Montréal* publié en 1998 :

L'appropriation du tissu urbain ancien, en particulier à partir des années 1970, concerne principalement ce que l'on a appelé les nouvelles classes moyennes qui recherchent les anciens logements, renouvelant ainsi les notions d'ensembles et de voisinages traditionnels, de même que l'intégration du neuf et de l'ancien, la rénovation et le recyclage. On constate en effet la « nette coïncidence entre l'essor de cette nouvelle classe moyenne sur le plan urbain et la montée du mouvement de critique du modernisme au profit de valeurs associées à la conservation du patrimoine »<sup>20, 21</sup>.

<sup>17</sup> « La Métropole ...en vrac. Plateau Mont-Royal : deuxième phase », *La Presse*, 16 juin 1971.

<sup>18</sup> Roberge, François, « Le centre-ville ne veut pas mourir : 4) Les villages du Plateau Mont-Royal », *Le Devoir*, 2 octobre 1978.

<sup>19</sup> Propos d'une artiste résidente, Louisette Dussault, dans Piché, Micheline, (1995). « La vie d'artiste sur un Plateau », In *Continuité* n° 66, *Le Plateau Mont-Royal : dossier spécial*. Québec : 24.

<sup>20</sup> Citation tirée de *Patrimoine et développement : connivences ou divergences ?* (1991 : Lyon) : 4.

<sup>21</sup> Carreau et Serfaty (1998) : 34-35.

Durant les années 1970, cette première gentrification incitait les plus optimistes à imaginer les prémices d'une « résurrection », tout du moins d'un «renouveau» pour ce Plateau qui, depuis les années 1950, souffrait d'une stigmatisation liée à son déclin économique et sa paupérisation. Une ancienne résidente du quartier, qui se réjouissait des améliorations apportées par ces jeunes gentrificateurs, déclarait ainsi à *La Presse* : « C'est grâce à eux que nous pouvons rester chez nous et que le quartier conserve son âme tout en développant un certain cachet »<sup>22</sup>. Cette hypothèse de la reviviscence du Plateau fut cependant très controversée. Les plus prudents, comme l'auteur d'un article de *La Presse* paru le 26 mai 1977, la jugeaient trop hâtive :

Pour ceux qui y sont nés, il achève de mourir. Pour ceux qui viennent de s'y installer, il commence à revivre! Ce qui est certain, si on en juge par le nombre de maisons à vendre, c'est qu'il est en train de changer de mains. [...] C'est à partir de 1950 que le Plateau s'est graduellement désenbourgeoisé, avec l'exode vers les banlieues de ses cols blancs, remplacés par les cols bleus et même par une foule de sans col qui n'avaient pas plus de chemise que d'emploi. Le Plateau, c'est le refuge des déracinés de la campagne, venus chercher pitance en ville, les Gaspésiens en particulier, regroupés autour de "leurs clubs" comme autour d'une église. De plus en plus pauvre, le Plateau est devenu le terrain de jeu d'une petite pègre musclée. Barbotes et bordels étaient florissants tandis que les commerçants traditionnels s'en allaient sur la bum. La rue Mont-Royal se délabrait, surtout après la malheureuse expérience du mail de 70 et 72. En revanche, les loyers n'étaient pas élevés. Encore aujourd'hui, je connais des gens, rue des Érables, rue Garnier, rue de Lorimier qui occupent de magnifiques sept pièces pour \$130 par mois. Bien sûr, ils les gardent! Et quand par hasard ils les quittent, les mêmes loyers passent immédiatement à \$250, \$300...C'est que le Plateau est à nouveau à la mode. Adopté par une bourgeoisie intellectuelle, professeurs, technocrates du culturel, jeunes cadres, employés de Radio-Canada, le prix des maisons a doublé en cinq ans. Chaque semaine s'ouvre un nouveau restaurant, une nouvelle boutique, un atelier d'artisan. Si bien que trois époques irréconciliables s'entremêlent actuellement sur le Plateau. L'époque du gras commerce dont il ne reste que des ruines, l'époque musclée dont il reste de nombreuses tavernes [...], et l'époque freak, artiste, macrobiotique, écologique, vélocipède, cosmétique et planétaire, appelez-la comme vous voulez. Je ne crois pas pour autant que le Plateau est en train de revivre. On ne peut pas dire encore. Il peut aussi crever sous le poids de son nouveau snobisme qui fait monter les prix. Ça va dépendre de l'équilibre qui s'établira, ou pas, entre les bums à Camaro, et les profs à bicyclette. Ça prend toutes sortes de monde pour faire un quartier vivant. Et ça en prend juste une sorte, n'importe laquelle, pour faire un ghetto.<sup>23</sup>

<sup>22</sup> M<sup>me</sup> Sauvé, résidente et présidente de "La Place Soleil" (lieu de rendez vous pour 3<sup>ème</sup> âge) dans Moissan, Stéphane, « La ville se donne une âme nouvelle », *La Presse*, 5 mai 1977.

<sup>23</sup> « Le tour de mon jardin », *La Presse*, 26 mai 1977.

Quant aux plus radicaux, ils y virent un début d'accaparement territorial fort nuisible à la population locale. En effet, la présence de cette première vague de gentrificateurs fut perçue très tôt comme une menace pour la stabilité et l'équilibre social du quartier. La tension entre les habitants traditionnels et ces premiers gentrificateurs était déjà soulevée par la presse de l'époque, quoique de manière moins intense par rapport aux années suivantes durant lesquelles elle défraye la chronique. En 1978, le quartier y est présenté comme « l'objet d'une âpre lutte entre tenants de deux types de civilisation urbaine »<sup>24</sup>. On insiste sur les risques de la spéculation et du refoulement des populations locales peu fortunées qu'occasionne la présence de ces *pionniers*. On accuse, en fait, cette « nouvelle classe moyenne préoccupée souvent d'un type d'écologie » de repousser « graduellement les anciens habitats hors de ces quartiers »<sup>25</sup>. On cite l'exemple de ces « artistes et artisans qui ont repris en main une bonne partie du quartier Saint-Louis repoussant quelque peu la communauté juive de Montréal vers le nord et vers l'ouest, elle qui autour de la rue Mont-Royal avait sa principale assise dans ce quartier modeste qui va de l'ouest de la rue Saint-Laurent à la rue de Bleury »<sup>26</sup>. On s'inquiète aussi de l'impact de la présence de cette « nouvelle clientèle un peu plus fortunée » qui pourrait, « à moyen terme », faire du quartier un ghetto bourgeois, « un nouvel Outremont »<sup>27</sup>, selon l'expression consacrée.

Il reste que l'Histoire donnera raison à ceux qui prédisaient à la fin des années 1970 que le Plateau Mont-Royal deviendrait, durant les années suivantes, « l'un des quartiers les plus vivants et les plus originaux de Montréal »<sup>28</sup>. De plus, on admettra bien plus tard que ces *pionniers* ont été à l'origine du renversement de la tendance au déclin du quartier central. C'est qu'une bonne partie de la notoriété du Plateau a émané d'un jeu symbolique très fort qui a vu le jour avec l'arrivée de ces artistes et intellectuels au début des années soixante-dix<sup>29</sup>. La simple élection du quartier

---

<sup>24</sup> Roberge, François, « Le centre-ville ne veut pas mourir : 4) Les villages du Plateau Mont-Royal », *Le Devoir*, 2 octobre 1978.

<sup>25</sup> *Ibid.*

<sup>26</sup> *Ibid.*

<sup>27</sup> *Ibid.*

<sup>28</sup> *Ibid.*

<sup>29</sup> Ceci fut confirmé, entre autres, dans Venne, Michel, « Que sont les granolas devenus », *Liaison St-Louis*, 25 mars 1987.

comme lieu de création et d'habitation par ces derniers a permis d'amorcer le processus de réhabilitation d'une image qui imprégna le quartier jusqu'à aujourd'hui : à savoir celle du Plateau comme « le lieu de l'avant-garde artistique et politique montréalaise »<sup>30</sup> ou encore comme la principale « artists' community »<sup>31</sup> de la métropole. D'ailleurs, dès le début des années 1980, plusieurs journalistes se plaisent à souligner que le quartier est la terre natale, d'accueil ou de « retour » de plusieurs figures importantes du monde artistique québécois tel que le fit Masse dans *La Presse* en 1981:

Le poète Émile Nelligan, auteur du "Vaisseau d'or", habitait ce quartier. Plus près de nous, Michel Tremblay et Robert Charlebois y sont nés et y ont grandi, de même que Jean-Pierre Ferland, Ginette Reno et Maureen Forrester. Mais pour le comédien Michel Noël (l'inoubliable interprète du grand-père de "Quelle Famille"), qui a été élevé dans ce quartier et qui y habite à nouveau depuis huit ans, c'est un "retour au village".<sup>32</sup>

L'arrivée de la deuxième vague d'artistes durant les années 1980 vint renforcer davantage cette image du Plateau comme la pépinière artistique de Montréal, tel que le souligne Ackerman dans un article paru dans *The Gazette* en 1987 :

Where once the area belonged to struggling poets and students, it is now home to a good slice of Montreal's artistic establishment: film-makers Francis Mankiewicz and Gilles Carle, playwright Denise Boucher, producers Jean-Claude L'Espérance and Louise Claude; in the Laval St. house once occupied by the poet Émile Nelligan, pianist André Gagnon; and, until he disappeared mysteriously last winter, director Claude Jutra.<sup>33</sup>

Cette image sera reprise également par de nombreux journalistes durant les années 1990 comme Leduc avec son article du *Devoir* paru le 29 juin 1996<sup>34</sup>, ou encore Baillargeon avec son article intitulé « Beau plateau! » qui, à l'occasion de la remise des prix du Gouverneur général de 1999, ne manqua pas de souligner que quatre des lauréats (Michel Tremblay, Ginette Reno, Denise Filiatrault et Louis Quilico) étaient issus du Plateau :

<sup>30</sup> Grindatto, Stéphanie, « Les Humanistes du Plateau », *Le Devoir*, 1 août 1995.

<sup>31</sup> Propos d'un résident de N.D.G au sujet du Plateau, dans Beverly, Mitchell, « N.D.G. : a "goodplace to taste the two cultures" », *The Gazette*, 6 juin 1987.

<sup>32</sup> Masse, Denis, « Le Plateau Mont-Royal, une ville dans la ville », *La Presse*, 8 août 1981.

<sup>33</sup> Ackerman, Marianne, « Plateau Mont-Royal South : changing face of inner city », *The Gazette*, 18 avril 1987.

<sup>34</sup> Leduc, Louise, « Univers d'écriture. Ma banlieue, ma ménageriel Dominique Demers, entre famille et travail », *Le Devoir*, 29 juin 1996.



Les noms des nouveaux récipiendaires des prix du Gouverneur général pour les arts de la scène étaient dévoilés hier. [...] Le dramaturge Michel Tremblay, la chanteuse pop Ginette Reno, la comédienne et metteuse en scène Denise Filiatrault, le baryton Louis Quilico, mais aussi le cinéaste David Cronenberg (*The Fly*, *Le Festin nu*, *Crash...*) et l'homme de théâtre Mavor Moore (son adaptation d'*Anne, la Maison aux pignons verts* détient un record de longévité au Canada), reçoivent cette année les Prix du Gouverneur général pour les arts de la scène. Ces récompenses, créées en 1992 mais déjà auréolées d'un grand prestige, sont remises chaque année à des artistes canadiens «dont les réalisations et le talent sont exceptionnels et qui ont consacré leurs efforts à enrichir la vie culturelle du Canada». [...] Quatre artistes originaires du Québec assistaient à la première conférence de presse, les Filiatrault, Quilico, Reno et Tremblay. «Trois des quatre personnes honorées et présentées ce matin proviennent du plateau Mont-Royal», observait après-coup ce dernier. Lui-même est né rue Fabre, Mme Filiatrault vient de la rue Cartier, Mme Reno de la rue Garnier. «Je remarque simplement que ce quartier de Montréal a engendré toute une génération d'artistes».<sup>35</sup>

Lorsqu'en cette fin décennie cette image dépassera les frontières de Montréal, on n'hésitera pas à affirmer que le Plateau est à Montréal ce que Montmartre est à Paris, Beacon Hill à Boston, Soho ou Greenwich Village à New York<sup>36</sup>.

## 6.2 LE PLATEAU DES ANNEES 1980 : LIEU DE PREDILECTION DES « YUPPIES » ET SYMBOLE DE LA GENTRIFICATION « ABUSIVE »

C'est durant les années 1980 que le gentrification du Plateau Mont-Royal reçoit une plus grande attention médiatique en raison de l'amplification du phénomène avec l'émergence ou/et l'affluence de nouveaux occupants issus de la classe moyenne en ascension professionnelle qu'on qualifie souvent de « Yuppies » (*Young Urban Professionals*). Intéressés à leur tour par ce quartier central, alors en pleine mutation sous l'effet de la revitalisation urbaine, ces gentrificateurs de 2<sup>ème</sup> vague sont souvent décrits dans la presse comme des jeunes adultes en phase avec le libéralisme économique, nés du développement du secteur tertiaire comme les nouvelles technologies, l'enseignement, les médias, les communications, la culture ou les arts. On les qualifie comme « les enfants issus de la prospérité économique

<sup>35</sup> Baillargeon, Stéphane, « Beau plateau! Tremblay, Reno, Filiatrault, Quilico, Cronenberg et Moore, lauréats des prix du Gouverneur général », *Le Devoir*, 28 septembre 1999.

<sup>36</sup> Dans Deschênes, Johanne, « À la découverte du Plateau Mont-Royal », *La Presse*, 21 juin 1996; Calvé, Julie, « Michel Depatie : sur un plateau d'argent », *Voir*, 19 juin 1997; Rivard, Sylvie, « Tourisme sur le Plateau : Plateauland », *Voir*, 19 juin 1997.

de l'après-guerre, les babyboomers »<sup>37</sup>, « la dernière intelligentsia de Montréal »<sup>38</sup> ou encore comme « une clientèle très "in", souvent mieux nantie que la clientèle traditionnelle du secteur »<sup>39</sup>. Ils constituent ainsi cette nouvelle élite socioculturelle, formée de diplômés relativement à l'aise financièrement, qui possède une idéologie libertaire mais qui demeure rattachée à certaines valeurs défendues par les *pionniers*. En fait, ils combinent certains traits de la « bourgeoisie » avec ceux de la « bohème », ressemblant quelque peu au portrait des « Bobos » (« les bourgeois bohèmes ») qu'avait dépeint ironiquement l'essayiste américain David Brooks dans son fameux livre *Bobos in Paradise*<sup>40</sup>. Ils ont eux, en effet, une sorte de culture hybride : un pouvoir financier doublé de conscience sociale, un matérialisme teinté d'éthique, une consommation emprunte de bon goût et ouverte sur l'international; comme on le fait remarquer dans le journal *Liaison St-Louis* : « On achète son condo, on le rénove avec son Décormag à la main et on va manger au Shushi-bar... »<sup>41</sup>. Cette culture mixte s'explique probablement du fait qu'une partie de ces *Yuppies* correspond à la population *pionnière* devenue, la décennie suivante, mieux nantie, plus consommatrice et moins utopiste. C'est du moins ce que laisse entrevoir un article très éloquent du journal *Liaison St-Louis*, intitulé « Que sont les granolas devenus » :

Que sont les granolas devenus ? Les vrais. Ceux qui traversaient la ville à vélo pour aller porter quelques bouteilles vides dans un dépôt de récupération. Ceux qui étaient de toutes les manifestations anti-nucléaires, pro-pistes cyclables, et toutes les fêtes populaires de la rue Duluth. Ceux qui refusaient de manger des bananes parce que les bananes étaient symboles de l'exploitation du tiers-monde. Les granolas qui ont fait la réputation du Plateau Mont-Royal. De qui ont tant ri parce qu'ils étaient les premiers à manger du tofu et qu'ils songeaient à se réfugier sur une terre... Les "alternatifs", les "macramés", les "freaks"...



Figure 108 : Photo des *pionniers*. Photo de Michel Dubreuil, tirée de Venne, Michel, *Liaison St-Louis*, 25 mars 1987.

<sup>37</sup> Fortier, Alain, « Selon les invités du Club des Ami-e-s de Liaison St-Louis : le Plateau est encore peu touché par la gentrification », *Liaison St-Louis*, 2 juillet 1986.

<sup>38</sup> Leclerc, Jean-Claude, « L'Opération 10 000 chambres », *Le Devoir*, 14 octobre 1986.

<sup>39</sup> Garceau, Linda, « Les quartiers de Montréal : Le Plateau Mont-Royal, site d'une transformation intense », *Habitabec*, 9 mars 1990.

<sup>40</sup> Brooks, D. (2000).

<sup>41</sup> Propos d'un participant du débat sur la gentrification du quartier tenue le 28 mai 1986 et rapportés dans Fortier, Alain, « Selon les invités du Club des Ami-e-s de Liaison St-Louis : le Plateau est encore peu touché par la gentrification », *Liaison St-Louis*, 2 juillet 1986.

qui ont failli faire élire un clown, Chatouille, comme députée fédérale dans Laurier il y a quelques élections. "Ils sont toujours là", pense Christian Lamontagne, éditeur du Guide de ressources alternatives. "Mais ils ont vieilli. Ils partagent les mêmes valeurs - une vie saine, le respect de la nature, la créativité dans le travail mais ils essaient de les concrétiser dans un cadre productif, dit-il. Ces gens-là, qui étaient marginaux il y a cinq ou dix ans, sont dans la fleur de l'âge aujourd'hui. Au moment de leur vie où, forts d'une expérience, et peut-être un peu plus riches, ils ont le goût de produire quelque chose." [...] François Roberge, co-ordonnateur de la Coop d'alimentation saine du Plateau, est aussi d'avis que les utopistes d'il y a dix ans sont devenus plus réalistes. "Parmi les fondateurs de la coop, dit-il, il y avait des gens scolarisés. Des profs de cégep, des comptables, qui ont fini par se dire qu'ils pourraient peut-être s'habiller comme il faut pour aller occuper les postes de décision, plutôt que de prendre les pancartes. Ils se sont dit que c'était plus efficace comme moyen à prendre pour changer le monde que de se retrouver quelques-uns à la coop, à parler du Honduras tout en coupant des meules de fromage bénévolement." Aujourd'hui, continue M. Roberge, de plus en plus de gens viennent à la coop simplement parce que c'est le magasin d'aliments naturels situé le plus près de chez eux. "Les histoires d'apporter ses pots vides pour les remplir de beurre d'arachide qu'on prend dans une grosse chaudière, c'est plutôt terminé. Avec l'ouverture de nombreux magasins d'aliments naturels et la popularité croissante de l'alimentation saine, les gens veulent de la qualité et du service, dit-il. Dans un sens, les gens sont plus consommateurs que militants." "Avant, on se faisait dire d'arrêter d'envoyer des lettres aux membres", raconte Pierre Leclerc de la coopérative grossiste en aliments naturels La Balance, "parce qu'on tuait des arbres pour utiliser le papier. Aujourd'hui, les gens veulent des beaux petits sacs imprimés "La Balance" qu'ils vont jeter après usage." Les valeurs fondamentales sont les mêmes. Mais on ne s'enfarge plus dans les fleurs du tapis. Et on a intégré des valeurs nouvelles. "Avant, l'organisation, c'était tabou", affirme François Roberge. Maintenant, les "granolas" sont organisés. [...] Les granolas existent encore, donc. Mais le Plateau Mont-Royal est-il encore leur foyer? Oui, répond Christian Lamontagne. "Le Rumin'en vert et le Matin des magiciens n'existent plus, et les rues commerciales sont plus "fashion", dit-il mais la vie alternative y est encore très intense. D'autres lieux publics ont été créés. Mais il y a surtout du monde plus privé de l'alternative. Celui des gens qui s'adonnent à la croissance personnelle et l'alimentation saine qui sort peu à peu de sa clandestinité et de sa marginalité".<sup>42</sup>

Même si certains affirment que la présence de ces professionnels dans le Plateau Mont-Royal n'est pas « un phénomène nouveau » puisque « déjà en 1971, ils étaient proportionnellement plus nombreux dans le quartier qu'ailleurs à Montréal »<sup>43</sup>, il reste que dans la plupart des articles, on les présente comme une population provenant de l'extérieur du quartier, une population d'« envahisseurs » qui, en « déferlant » sur le Plateau Mont-Royal, a désapproprié la population « autochtone »

<sup>42</sup> Venne, Michel, « Que sont les granolas devenus », *Liaison St-Louis*, 25 mars 1987.

<sup>43</sup> Fortier, Alain, « Selon les invités du Club des Ami-e-s de Liaison St-Louis : le Plateau est encore peu touché par la gentrification », *Liaison St-Louis*, 2 juillet 1986.

de son quartier. Pour plusieurs, ces jeunes ménages qui « reviennent s'installer »<sup>44</sup> dans le quartier, provoquant ainsi un « rajeunissement notable de sa population »<sup>45</sup> (alors qu'on le disait, quelques années auparavant, marqué par le vieillissement démographique), sont souvent des banlieusards « reconvertis » comme les perçoit le directeur du poste policier 34, M. Ronald Provost interrogé par *La Presse* :

Ce qui se passe, c'est qu'un grand nombre de banlieusards, attirés par le nouveau style des boutiques et des restaurants qui s'ouvrent sans arrêt, reviennent s'installer dans ce quartier ; les vieilles maisons d'autrefois sont rénovées avec goût, prennent même un petit air de banlieue ; les anciennes tavernes ferment et sont remplacées par des brasseries. Ces gens, bien souvent de jeunes couples, apportent avec eux un nouveau style de vie ; ce sont, pour la plupart, des gens paisibles, qui écoutent volontiers de la musique s'ils n'en jouent pas eux-mêmes, qui sont anti-pollution et anti-tout-ce-qu'on-voudra, qui "vivent sur le Granola" tu vois le genre.<sup>46</sup>

Qu'ils soient « nouvellement arrivés ou établis depuis dix ans »<sup>47</sup>, il semble qu'ils aient tous élu domicile dans les logements entourant les parcs du Plateau Mont-Royal puisque, selon un agent immobilier, c'est là que les propriétés « ont vu leur valeur augmenter considérablement »<sup>48</sup>. Ceci dit, on compte très peu d'articles sur la répartition territoriale des gentrificateurs. Seule une étude intitulée « Le Plateau Mont-Royal à la loupe », divulguée le 17 mars 1986, donne une idée plus précise sur les territoires gentrifiés. Et là encore, elle ne révèle que ceux formés en 1981 et qui se situent dans la partie est du Plateau Mont-Royal (à partir de la rue Saint-Denis). Le journaliste François Piette en rapportait les observations qui, soit dit en passant, se rapprochent nettement de celles du GIUM (1989) :

Mme [Odette] Delisle, auteur du document, a par ailleurs regroupé certaines des données de l'étude et tracé une image territoriale du Plateau. Ainsi, selon elle, le Plateau est distinctivement séparé en deux zones. Une première zone forme un couloir entre Saint-Denis et Christophe-Colomb et est caractérisé par son hétérogénéité. On y retrouve des personnes seules à revenu élevé au sud de Duluth, secteur considérablement affecté par la restauration et la commercialisation des bâtiments, alors qu'au nord de Duluth vivent une concentration élevée de familles monoparentales à faible revenu. Plus au nord encore, à partir de Mont-Royal dans ce même couloir, les personnes allophones sont proportionnellement plus nombreuses

<sup>44</sup>Propos d'un résident, Gilles Maille, dans Masse, Denis, « Le Plateau Mont-Royal : un nouveau visage qui plaît. Les jeunes y reviennent », *La Presse*, 12 octobre 1982.

<sup>45</sup>Rousseau, Paul-André, « Plateau Mont-Royal; un vieux quartier qui fait place aux jeunes », *Le Journal de Montréal*, 11 août 1984.

<sup>46</sup>Propos du directeur du poste 34, M. Ronald Provost, dans Masse, Denis, « Le Plateau Mont-Royal, une ville dans la ville », *La Presse*, 8 août 1981.

<sup>47</sup>Fortier, Alain, « Selon les panellistes invités du Club des Ami-e-s de Liaison St-Louis : " I have met the enemy : he is us », *Liaison St-Louis*, 9 juillet 1986.

<sup>48</sup>Millette, Réjean, « Marché immobilier : le Plateau Mont-Royal...un quartier de locataires », *Habibec Montréal*, 14 juin 1985.

qu'ailleurs. La deuxième zone qui couvre la partie est du Plateau, à partir de Christophe-Colomb jusqu'à la voie ferrée du CP, est d'une part hétérogène autour du Parc Lafontaine et de la rue Rachel, où cohabitent les personnes seules à revenu élevé et des familles et des personnes seules à faible revenu. Cependant, le reste de cette zone, qui représente la plus vaste partie du Plateau, est plutôt homogène : francophone, plus stable, plus familiale, à revenu moyen. La restauration s'y fait aussi plus subtile.<sup>49</sup>

Par contre, on se prononce plus volontiers sur les raisons du choix résidentiel de cette « nouvelle » clientèle. Certains attribuent cette popularité à la concentration d'activités et le bon état du stock immobilier qui demeure accessible financièrement, comme ce journaliste Paul-André Rousseau qui rappelle que le Plateau Mont-Royal est un quartier « où les gens de 20 à 35 ans s'installent pour vivre au cœur des activités sportives, sociales et culturelles nombreuses » et où « les logements ne sont pas trop vieux dans l'ensemble et encore bon marché »<sup>50</sup>. D'autres évoquent le « nouveau visage »<sup>51</sup> du Plateau ou encore le développement économique qu'il connaît depuis peu, comme la journaliste Louise Desjardins qui s'aperçoit que « depuis quelques années le Plateau Mont-Royal se développe très rapidement. Une vie très stimulante s'y est installée attirant un grand nombre de nouveaux résidents »<sup>52</sup>. Mais globalement, on reprend les mêmes raisons qu'on avait avancées pour les *pionniers*, mise à part l'aspect contestataire. On prétend, grosso modo, que ce sont « les avantages que leur rapporte la centralité du Plateau », « la présence de services multiples, la proximité du lieu de travail, l'architecture originale des bâtiments et le rythme de vie plus écologique du quartier » qui sont à la base du choix résidentiel de ces « professionnels de tout genre ou militants recyclés ou encore actifs »<sup>53</sup>. « À cela, précise Duhamel, s'ajoute l'infrastructure du transport en commun et ce, pour une raison financière évidente. Les trois stations de métro qui traversent le sous-sol du Plateau permettent, d'après les spécialistes, de vendre la deuxième voiture dont disposent fréquemment, parait-

<sup>49</sup> Piette, François, « Le Plateau Mont-Royal à la loupe : Encore beaucoup de misère dans le quartier », *Guide Mont-Royal*, 26 mars 1986.

<sup>50</sup> Rousseau, Paul-André, « Plateau Mont-Royal : un vieux quartier qui fait place aux jeunes », *Le Journal de Montréal*, 11 août 1984.

<sup>51</sup> Masse, Denis, « Le Plateau Mont-Royal : un nouveau visage qui plaît. Les jeunes y reviennent », *La Presse*, 12 octobre 1982.

<sup>52</sup> Desjardins, Louise, « Stimulant économique pour le Plateau Mont-Royal », *Le Journal de Rosemont*, 17 février 1982.

<sup>53</sup> Fortier, Alain, « Selon les invités du Club des Ami-e-s de Liaison St-Louis : le Plateau est encore peu touché par la gentrification », *Liaison St-Louis*, 2 juillet 1986.

il, les couples qui choisissent ce secteur de la ville »<sup>54</sup>. Ainsi, on focalise essentiellement sur les motivations d'ordre topologique, économique et esthétique, faisant totalement abstraction du poids de la mythification du quartier des années 1970 (luttons populaires pour la sauvegarde du patrimoine urbain, la promotion de ce dernier par l'élite savante, l'auto-amélioration résidentielle, présence et rôle des artistes et intellectuels) qui, de toute évidence, n'est pas étrangère à l'apparition de cette 2<sup>ème</sup> vague de gentrification. On fait remarquer, tout au plus, que ces gentrificateurs sont porteurs de valeurs « reliées à la qualité de la vie, plus urbaines que celles choisies par ceux qui décidaient autrefois de s'établir en banlieue »<sup>55</sup>, sans pour autant s'attarder sur les fondements d'un tel renversement de valeurs. Il reste que cette allusion au fossé intergénérationnel au niveau de l'imaginaire urbain n'est pas insignifiante. Bien entendu, la valorisation de la vie urbaine n'est pas un fait nouveau (puisque la présence des *pionniers* en est la première manifestation), mais devant l'ampleur du « retour à la ville » des années 1980, elle n'est plus perçue comme une tendance marginale mais belle et bien comme « un phénomène socio-culturel important »<sup>56</sup>. C'est à partir de cette décennie qu'on réalise que les quartiers centraux, qui s'effondraient sous les aspects négatifs durant les années d'après-guerre, bénéficient désormais d'une vision plus favorable. On prend conscience qu'à la représentation des quartiers centraux comme symbole d'insécurité, d'archaïsme, d'insalubrité et d'encombrement social et physique qui prévalait durant les années 1950-60, s'est substituée une autre représentation plus positive. C'est ce que mettra en exergue un article de *La Presse* en 1994 intitulé « Bye-bye banlieue ! »<sup>57</sup> faisant état de la différence de conception urbaine entre ancienne et nouvelles générations. On y propose une confrontation entre l'auteur de *La petite patrie*, Claude Jasmin, résidant de la banlieue, et son fils Daniel, au sujet du départ ce dernier avec sa petite famille pour le Plateau Mont-Royal. La répulsion et la diabolisation du centre de Montréal qu'en fait le père, inquiet pour ses petits-enfants, traduisent bien cette

<sup>54</sup> Truffaut, Duhamel, « Le Plateau Mont-Royal, quartier canaille », *Le Devoir*, 13 septembre 1986.

<sup>55</sup> Propos de Christophe Caron, président et porte-parole du GIUM, dans Fortier, Alain, « Selon les invités du Club des Ami-e-s de Liaison St-Louis : le Plateau est encore peu touché par la gentrification », *Liaison St-Louis*, 2 juillet 1986.

<sup>56</sup> Fortier, Alain, « Selon les invités du Club des Ami-e-s de Liaison St-Louis : le Plateau est encore peu touché par la gentrification », *Liaison St-Louis*, 2 juillet 1986.

<sup>57</sup> « Bye bye banlieue », *La Presse*, 18 septembre 1994.



vision urbanophobe propre à la génération d'après-guerre. La ville, chargée de pessimisme, est assimilée à un milieu d'insécurité, de « perdition », un lieu dépourvu de qualité de vie et d'hygiène; bref, un environnement néfaste pour y élever des enfants :

Non, j'étais pas content du tout ! Imaginez, ami lecteur, mon fils avait réussi à dénicher un coin de rêve, un joli parc boisé avec tout autour des rues en impasses, donc sécuritaires pour les deux gamins et...vouloir quitter cette charmante banlieue pour, horreur, rentrer à Montréal et dans un quartier à risques, le plateau Mont-Royal ! Non, pas content le grand-père Jasmin ! Comment m'expliquer cette réaction ? Je viens d'un quartier où l'on jouait dans des ruelles sales, où l'on courait entre des poubelles mal fermées. On devait non pas grimper aux arbres mais aux clôtures branlantes et dangereuses des fonds de cour, dans Villeray. Je viens d'un coin de Montréal, peut-être embelli par mes écrits nostalgiques, mais qui, en réalité, était bien peu propice à une vie un peu naturaliste. Quoi encore ? J'avais, moi, réglé cette question dès l'âge de 30 ans quand j'ai acheté (avec hypothèque !) un joli bungalow dans le Vieux-Bordeaux, avec, comme cour, de vastes champs en jachère, propriété d'Hydro-Québec. Mes deux enfants allaient respirer du bon air et avoir de l'espace pour se développer physiquement.

Le fils, quant à lui, avance une argumentation d'une toute autre nature. Contrairement à son père, il ne voit pas dans la ville, à laquelle il associe le Plateau Mont-Royal, une menace pour l'éducation des enfants, mais bien au contraire, un espace propice à leur développement. Déconstruisant les préjugés anti-urbains, il présente la ville (incarnée par le Plateau Mont-Royal) comme un lieu de brassage culturel, de stimulation intellectuelle, de liberté et de tolérance. Il prétend alors que le quartier est un milieu très enrichissant et une excellente école de vie pour les enfants :

Je suis persuadé que mes enfants vont s'enrichir énormément en vivant en ville. Marcher rue Saint-Denis, rue Papineau, rue Rachel, rue Mont-Royal va leur ouvrir les horizons. Et puis il y a toutes les activités culturelles qu'une grande ville offre : festivals, maisons de la culture, musées, théâtres, etc. Ils vont apprendre le métro, l'autobus, aller où ils veulent et faire des activités variées. Ils ne seront pas confinés à jouer du Nintendo et à parler hockey dans des sous-sols mal aérés. Ils vont rencontrer des gens d'origine et cultures très diverses grâce au copain marocain ou au petit voisin polonais. Bien sûr la vie à Montréal est plus inquiétante qu'en banlieue. C'est évident. La ville, c'est un peu la loi de la jungle. Mais n'est ce pas ce qui attend chaque enfant une fois devenu adulte ? Se trouver un emploi, se tailler une place dans la société, apprendre à être tolérant, faire face à mille et une responsabilités. Un enfant élevé dans le monde homogène et rassurant de la banlieue sera-t-il aussi bien armé qu'un enfant qui a grandi en ville ?

Dans l'argumentaire du fils Jasmin, la valorisation du quartier se double d'un procès envers le milieu périurbain stigmatisé pour son manque de tolérance et sa déshumanité. Ce dernier est surtout décrié sous prétexte qu'il représente l'antithèse de la ville : un milieu d'homogénéité et de renfermement social :

La banlieue, ce n'est pas la ville, ce n'est pas la campagne, c'est juste une série de bungalows alignés les uns à côté des autres. Une espèce de compromis qui n'a ni les avantages de l'un (la vraie ville), ni les avantages de l'autre (la vraie nature). Et puis tout le monde se ressemble en banlieue. [...] À Montréal, comme dans n'importe quelle grande ville, il y a de tout. [...] homosexuels, punks, artistes connus et méconnus, hommes et femmes de carrières. [...] Cet entre-deux [la banlieue] me fait penser à une grosse bulle aseptisée. La banlieue est bien souvent un petit monde fermé dans lequel sont absents les vieux, les pauvres, les artistes, les immigrants, les célibataires.

On retrouve bien ici dans cette opposition ville (Plateau) /banlieue, qui renvoie à celle de la « vraie ville »/« fausse ville », cette préoccupation de l'authenticité de la ville qui hante tant la pensée culturaliste. Ce raisonnement semble, en tout cas, convaincre Claude Jasmin puisqu'il finit par reconnaître les avantages de la ville, tout au moins, l'attrait qu'elle exerce aujourd'hui sur ces jeunes ménages à la sensibilité pro-urbaine :

J'étais, je le croyais, un modèle, comme tous ceux d'ailleurs qui s'installaient dans toutes ces banlieues naissantes autour de ce Montréal pollué. Eh bien non ! Fin d'un cycle ? Fin d'une mode ? D'un mode de vie ? Fin d'une sorte d'idéal d'habitation ? Faut le croire puisque, de plus en plus, j'entends parler de jeunes couples qui rentrent en ville, dans cette ville quittée par des parents angoissés dès l'après-guerre. Fin de la peur ? Fin des angoisses non fondées ? Adieu l'anxiété d'antan ? La ville n'est pas plus ce lieu de perdition ? La ville a mille avantages ? Ça se peut. Je veux rester souple et ouvert et les arguments de mon fils, je l'admets, m'ont ébranlé. Oui, le cocon trop isolé peut être nocif. Oui, l'abri trop étanche peut s'avérer une mauvaise école de réalisme....En vérité, ce qui m'a chagriné en constatant la nouvelle orientation d'hébergement de Daniel et Lynn, ma belle brue, est que leur décision contestait mon choix de 1962. Vanité. Ça voulait dire : "t'as fait une erreur papa ! On y a jonglé et c'est en pleine cité, au milieu de la foule des citoyens que des enfants apprennent le vrai, le réel. C'est là, entre les rues Papineau et Saint-Denis, entre Laurier et Rachel que des enfants apprennent la débrouillardise, apprennent à devenir des adultes solides". Oui, orgueil, c'était me dire : "cher papa, on a eu, nous, enfants de banlieue, du mal à s'intégrer aux réalités de l'existence à cause de vos soins pour trop nous préserver". Ça fait un peu mal. Passé les moments de vanité, on se dit : merde, si c'était vrai ?

Cet aspect du « quartier très convoité » qui ressort de cet article ne date pas des

années 1990 mais remonte à la décennie précédente. Dès 1985, le Plateau est confirmé comme le quartier le plus en vogue de Montréal comme en témoignent les journalistes Truffaut et Millette qui déclarent dans leurs articles respectifs que « le Plateau est à la mode, très à la mode »<sup>58</sup>, que « le Plateau Mont-Royal demeure à toutes fins utiles, un quartier où l'on aime revenir y vivre »<sup>59</sup>, ou encore comme le certifie l'auteur d'un article du *Guide Mont-Royal* publié en 1985: « Le Plateau Mont-Royal est un quartier de plus en plus populaire, ça tout le monde en convient. On en parle partout, on veut y habiter, les gens se ruent littéralement sur les logements vacants »<sup>60</sup>.

Néanmoins, cette gentrification ne fut pas sans causer certains inconvénients d'ordre social, ni exempte de sérieuses contradictions. C'est que ces gentrificateurs, qui valorisaient au départ la mixité sociale du Plateau, semblent l'avoir paradoxalement perturbée (de manière significative, selon certains). Si au début des années 1980, ce n'est que la population « autochtone » qui voit dans cette 2<sup>ème</sup> vague de gentrification « la destruction de l'identité du quartier »<sup>61</sup>, à partir de la moitié de la décennie, tous ou presque sont unanimes sur l'imminent danger qu'elle fait peser sur les résidents locaux à faible revenu. En effet, lorsque le mouvement prend de l'ampleur (grâce, entre autres, aux incitatifs à la rénovation domiciliaire et à l'accès à la propriété), la gentrification, qu'on avait jusqu'ici vue comme un moyen propice pour arrêter le déclin du quartier, se voit rapidement associée à un mouvement d'infiltration massive, qui tend à minoriser, voire expulser, les populations locales vulnérables, incapables de se maintenir dans les logements locatifs en raison de l'inflation des coûts d'accès au logement et la spéculation immobilière engendrées par la forte demande en logements. C'est cet inconvénient que soulève le journaliste Leclerc en 1986 :

Une nouvelle migration, relativement fortunée, y a stoppé l'érosion du centre-ville ; mais un autre peuple y survit, menacé par une rénovation trop dispendieuse et une spéculation de plus en plus éhontée. Il ne passe pas de semaine, en effet, sans que maints résidents, soient l'objet de visites, d'appels téléphoniques, et d'invitations

<sup>58</sup> Truffaut, Serge, « Le Plateau Mont-Royal, quartier canaille », *Le Devoir*, 13 septembre 1986.

<sup>59</sup> Millette, Réjean, « Marché immobilier : le Plateau Mont-Royal... un quartier de locataires », *Habitable Montréal*, 14 juin 1985.

<sup>60</sup> (Illiisible), « Ces nouveaux voisins... », *Guide Mont-Royal*, 4 septembre 1985.

<sup>61</sup> Pontbriand, Claire, « Sondage du GIUM : les résidents parlent de leur quartier », *Liaison St-Louis*, s.d (probablement 1982).

multipliées par toute une gent immobilière fébrile, intéressée à vendre et à revendre à prix fort tout ce qu'on trouve de maisons multifamiliales. Le repeuplement du Plateau avait commencé de sauver le quartier, ses écoles, ses magasins. Voilà qu'une spéculation débridée et exacerbée, et les hausses de taxe et de loyer qu'elle entraîne, ramènent d'autres périls.<sup>62</sup>

the low-income residents of these districts," Garnier Says. "The city's aim is to renovate building, make everything look good and to do it fast without paying any attention whatsoever to the social repercussions". Another harsh critic is Christine Racine, of the Comité Logement de St.Louis. "Instead of living up to one of its main aims and preserving the existing population", says Racine, "the PIQA project is driving away the existing population in the Plateau Mont Royal area. The city is aiming at the gentrification of the plateau. Drapeau has said before that he didn't want any low-income housing in the downtown area and PIQA is the proof". [...] The committee [the Comité Logement St.Louis] blames the PIQA for encouraging Plateau Mont Royal landlords to apply for government grants and renovate their buildings, the increase the rents, making it impossible for people with low-incomes to live in them.<sup>64</sup>

Il demeure que c'est à l'occasion de la divulgation d'une étude du Laboratoire de recherche en sciences immobilières (LARS) de l'UQÀM en mai 1985 que l'opinion publique fut alertée sur l'importance du phénomène. Cette étude, élaborée pour le compte de la SCHL, eut un plus grand effet sur l'imaginaire collectif en raison de sa crédibilité scientifique : elle affirmait, statistiques à l'appui, que « l'embourgeoisement des quartiers du centre Montréal » ne faisait « plus de doute »<sup>65</sup>. Même si la recherche s'étendit sur un vaste territoire (entrevues de 1982 à 1984 auprès de 467 résidents vivant dans les logements restaurés situés dans les quartiers centraux), elle permit de donner une certaine idée sur ce que pouvaient être les gentrificateurs du Plateau Mont-Royal (caractéristiques et motivations) ainsi que les locataires déplacés. Le journaliste Pierre Bellehumeur rapportait quelques-unes de ses conclusions :

**Des conclusions :** On fait ressortir, entre autres, que : • 68% de ceux qui restaurent ont eu une subvention ; • les nouveaux résidents des logements restaurés viennent à 79% de Montréal, • 39% des résidents sont propriétaires ou copropriétaires par rapport à 13,3% antérieurement ; • la grande majorité (76%) de la clientèle du logement restaurée est formée de personnes seules, ou de ménages à deux ; • plus de la moitié de la clientèle du logement restauré est composée de personnes à revenus élevés. **Qui sont les copropriétaires ?** De nouvelles clientèles apparaissent : • 63% ont moins de 40 ans, 62 % ont une formation universitaire et 59% sont des professionnels ou cols blancs ; • le revenu des copropriétaires est de \$ 42, 000 en moyenne ; • 42 % des copropriétaires pensent que leur condo vaut plus de \$ 70,000 bien que 13% seulement atteignent ce chiffre selon l'évaluation municipale. **Les locataires déplacés :** Où peuvent bien se loger les personnes affectées par un tel remaniement ? Qui sont-elles ? M. Jacques St-Pierre, directeur du programme, en arrive aux conclusions suivantes : • 63% des locataires déplacés par la restauration se sont

<sup>64</sup> Morin, Éloise, « City aid to landlords blamed for chasing poor from homes », *The Gazette*, 4 février 1984.

<sup>65</sup> « Selon une étude du LARS : l'embourgeoisement des quartiers du centre de Montréal ne fait plus de doute », *Le Devoir*, 17 mai 1985.

relocalisés dans la zone d'étude; • 80% des locataires déplacés restent locataires; • ces locataires sont plus vieux que ceux qui les ont remplacés dans leur ancien logement, ils sont moins scolarisés et moins fortunés que les nouveaux locataires. **Pourquoi y vivre?** Les personnes interviewées font ressortir en premier lieu 5 facteurs importants : la taille du logement, la qualité du logement, le quartier, la proximité du lieu de travail, le prix payé. Dans un deuxième choix, les services urbains revêtent une importance particulière.<sup>66</sup>

Bien qu'elle se garda de tout parti pris laudatif ou dénonciateur, l'étude du LARSI mis la gentrification en lien direct avec la restauration domiciliaire, permettant au journaliste Pierre Bellehumeur de conclure que c'est la restauration subventionnée qui « modifie la structure du paysage [social] »<sup>67</sup> des quartiers centraux. Une allégation qui eut un impact certain puisque, depuis, on ne douta plus de la culpabilité des autorités gouvernementales au sujet de cette vague de délogements. Quelques mois après la parution de l'étude du LARSI, une autre recherche vint renchérir : celle du GIUM mettant en relief les mutations profondes que subissait le Plateau Mont-Royal dans ses secteurs Saint-Louis, Mile-End, Gilford et Maguire<sup>68</sup>. Dans un article du *Journal de Montréal*, titré « Les quartiers du "Grand Plateau" : Secteur domiciliaire cédé aux "bourgeois" », Louise Blanchard en donnait un compte-rendu alarmiste :

Les loyers pour personnes à faible revenus et la pluralité ethnique du secteur compris entre les rues Sherbrooke, Saint-Viateur, Saint-Denis et du Parc risquent-ils de disparaître pour céder la place aux "bourgeois"? La question se pose au moment où le Groupe d'intervention urbaine de Montréal vient de rendre publique une analyse détaillée des quartiers Saint-Louis, Mile-End, Gilford et Maguire. Regroupés sous le terme de "Grand Plateau", ces quartiers affichent un changement de vocation qui peut se résumer par le terme "embourgeoisement". Depuis trois ans, la rénovation des résidences et de commerces a pris une ampleur considérable : extérieurement, 20% des édifices ont changé de poil et les rénovations intérieures toucheraient 35% à 40% du stock immobilier. L'activité commerciale sur certaines artères a aussi subi des changements majeurs. Sur 1,343 commerces recensés sur les 8 principales rues commerciales, 28% sont de type "nouvelle vague", offrant un type de marchandise et une allure d'aménagement différents. "L'effet est frappant sur la rue Saint-Laurent, entre Mont-Royal et Saint-Joseph, fait remarquait Christophe Caron, designer urbain et président du GIUM. Depuis trois ans, la récupération des immeubles industriels aux fins d'activités qui n'ont rien à voir avec l'environnement immédiat a transformé "la Main", lui a donné un souffle nouveau. La rue était morte il y a quatre ans!" Certes,

<sup>66</sup> Bellehumeur, Pierre, « La restauration des quartiers modifie l'image des centre-ville », *Le Journal de Montréal*, 20 juillet 1985.

<sup>67</sup> *Ibid.*

<sup>68</sup> Duhamel, Alain, « Le Plateau Mont-Royal : le commerce contribue aussi à la diminution du nombre de logements », *Le Devoir*, 26 novembre 1985; Masse, Denis, « Selon le Groupe d'intervention urbaine : profondes mutations et lacunes dans le centre-ville de Montréal », *La Presse*, 26 novembre 1985.



ces effets sont positifs, reconnaît M. Caron. Mais en autant où ce phénomène d'embourgeoisement ne menace pas de couper radicalement le stock de logements pour les personnes à faibles revenus. Le quart des ménages de ce secteur gagne en effet moins de \$10,000 par année. Le Grand Plateau a perdu en 10 ans 1,400 logements et 32, 500 résidants avec la transformation de logements en commerce. Une augmentation du phénomène risquerait d'affecter encore plus sévèrement la population actuelle et pourrait pousser les ethnies, nombreuses dans ce secteur, à immigrer dans d'autres quartiers. En 82, une étude démontrait que la majorité des ménages du secteur pouvait occuper un logement de 6 pièces et demi pour \$ 350 par mois. "Aujourd'hui, ils payent le double pour la même chose, affirme Christophe Caron. Un triplex qui se vendait \$30,000 ou \$40,000 en 82, ne se vend pas en bas de \$150,000 aujourd'hui". Se disant opposé à la formation d'un ghetto riche et professionnel, tout comme à celle d'un ghetto pauvre et ethnique, M. Caron plaide l'équilibre des forces en place. Selon lui, des mesures pourraient être prises pour éviter l'homogénéisation à la hausse du secteur. Beaucoup de terrains vacants, et des immeubles industriels désaffectés : les nombreuses ressources du secteur pourraient être utilisées à bon escient si elles étaient considérées à l'intérieur d'un schéma d'aménagement. Le GIUM se donne jusqu'au printemps pour établir ce schéma. En espérant que, d'ici là, les autorités municipales s'intéresseront aussi au sort de ces quartiers.<sup>69</sup>

Ce sont visiblement ces deux études qui donnèrent le coup d'envoi à la fameuse saga médiatique qui, pendant plus de deux ans, se focalisa sur l'ampleur du phénomène (revitalisation/gentrification/spéculation) et de ses répercussions sur les personnes affectées. En effet, dès la divulgation de ces études en 1985, la rhétorique du « retour à la ville fatal à la population locale à faible revenu » est utilisée à profusion par la presse montréalaise (spéculation immobilière, impacts de la rénovation domiciliaire et de la conversion des logements en copropriété, pénurie de logements locatifs pour familles nombreuses, rareté et précarité des maisons de chambres, augmentations de loyers, hausse des taxes, etc.)<sup>70</sup>. Le phénomène fit couler beaucoup d'encre si bien que le Plateau Mont-Royal s'est vu imposer peu à peu le label du quartier à l'embourgeoisement outrancier : dès 1986, on le dit le

<sup>69</sup> Blanchard, Louise, « Les quartiers du "Grand Plateau" : Secteur domiciliaire cédé aux "bourgeois" », *Le Journal de Montréal*, 26 novembre 1985.

<sup>70</sup> En autres, « Campagne d'information auprès des locataires et petits propriétaires pour le RCM -Plateau Mont-Royal », *Guide Mont-Royal*, 19 février 1986 ; Venne, Michel, « L'Association des résidents s'inquiète : La spéculation provoque de hausses de taxes », *Liaison St-Louis*, 26 mars 1986 ; Gutknecht, Charles, « Sommet économique de Montréal : Rien de neuf pour le logement des aînés », *Liaison St-Louis*, 25 juin 1986 ; Truffaut, Serge, « Le Plateau Mont-Royal, quartier canaille », *Le Devoir*, 13 septembre 1986 ; Laprade, Yvon, « Les chambreurs du Plateau partent en guerre », *Le Journal de Montréal*, 10 octobre 1986 ; « L'Opération 10 000 Chambres », *Le Devoir*, 14 octobre 1986 ; Labrosse, Serge, « Les locataires demandent l'arrêt des conversions de logements en condominiums », *Le Journal de Montréal*, 29 octobre 1986 ; Soumis, Laurent, « Une coalition veut faire interdire la conversion des logements locatifs en condos », *Le Devoir*, 29 octobre 1986 ; « "Sauvons nos logements" demande qu'on protège les droits des assistés sociaux », *La Presse*, 29 octobre 1986 ; Berthault, Madeleine, « Le Plateau Mont-Royal est menacé par la spéculation », *La Presse*, 31 mars 1987 ; Thériault, Robert, « Toujours moins de logements locatifs », *Liaison St-Louis*, 8 avril 1987 ; Ackerman, Marianne, « Plateau Mont-Royal South : changing face of inner city », *The Gazette*, 18 avril 1987 ; Todd, Jack, « Plateau Mont-Royal North: melting pot where east meets west », *The Gazette*, 23 mai 1987.

« quartier canaille »<sup>71</sup>, l'endroit où le phénomène de gentrification « est le plus avancé »<sup>72</sup> ou encore le secteur de la ville centrale où « the effects [of the gentrification] have been spectacular »<sup>73</sup>. Érigé ainsi comme le symbole de « la gentrification abusive »<sup>74</sup>, le Plateau Mont-Royal fut souvent dépeint comme le théâtre d'un combat territorial inéquitable entre anciens résidents dépourvus financièrement, perçus comme de véritables victimes et, nouveaux résidents plus aisés, parfois étiquetés de citoyens n'ayant pas ou plus de conscience sociale.



Figure 111 : L'article de Rivière, Daniel, « Dossier noir du FRAPRU : La gentrification a un quartier », *Liaison St-Louis*, 8 avril 1987.

Le blâme adressé à ces derniers est d'ailleurs clairement sous-entendu dans l'article de Serge Truffaut qui reproche aux gentrificateurs du Plateau, autrefois réputés pour leur sens de la justice, leur virage vers des valeurs plus axées sur le matérialisme et le « superficiel » :

L'étude de Larsi a évalué qu'en 1980 le nombre de propriétaires de leurs logements étaient de 13%. Aujourd'hui, on approche les 50% selon les spécialistes. Qui sont-ils? Dans une bonne proportion, il s'agit de personnes dans la trentaine qui défendaient il y a 10 ans à peine le prolétaire, la veuve et l'orphelin. On a troqué *Québec-Presses* pour *Idées de ma Maison*. D'ailleurs, si sur la rue Bernard à Outremont on parfume les cafés d'existentialisme, *Le Flore* et *L'invité*, l'absurde sévit dans le Plateau. Eh oui! Les bars qui sont fréquentés se prénomment *Le plus moche* ou bien *Les éclopés*. Alors, à quand *L'épais dans le plus mince*.<sup>75</sup>

Certains, comme le journaliste Michel Venne de *Liaison St-Louis*, allèguent cette situation, souvent qualifiée de « scandaleuse », aux spéculateurs jugés comme des

<sup>71</sup> Truffaut, Serge, « Le Plateau Mont-Royal, quartier canaille », *Le Devoir*, 13 septembre 1986.

<sup>72</sup> Propos de François Saillant, responsable du FRAPRU, dans Rivière Daniel, « Dossier noir du FRAPRU : La gentrification a un quartier », *Liaison St-Louis*, 8 avril 1987.

<sup>73</sup> Todd, Jack, « Plateau Mont-Royal North: melting pot where east meets west », *The Gazette*, 23 mai 1987.

<sup>74</sup> Fortier, Alain, « Selon les panellistes invités du Club des Ami-e-s de Liaison St-Louis: "I have met the enemy: he is us" », *Liaison St-Louis*, 9 juillet 1986.

<sup>75</sup> Truffaut, Serge, « Le Plateau Mont-Royal, quartier canaille », *Le Devoir*, 13 septembre 1986.

impoteurs, des malfaiteurs habiles « qui courent les rues du quartier » et dont la population locale devrait se méfier et éviter tout contact :

Un spéculateur, c'est quelqu'un qui profite des fluctuations naturelles du marché pour réaliser des bénéfices. Autrement dit, si les maisons se vendent bien sur le Plateau Mont-Royal par les temps qui courent, un bon spéculateur s'arrangera pour acheter le plus de maisons possibles, pour les revendre, parfois rénovées, avec plus de profit possible. Ce genre d'individus court justement les rues du quartier depuis quelques années au point où par leur faute, les petits propriétaires du Plateau paient plus de taxes, et leurs locataires de plus gros loyers. Il pourrait donc vous être utile de connaître quelques traits caractéristiques de ces spécimens qui se font appeler aussi parfois développeurs, promoteurs ou agents immobiliers. Ils se présentent de toute façon presque toujours sous des noms de compagnies qui commencent par Investissements..., Corporation immobilière..., Gestion..., Immeubles..., et autres appellations tout aussi élégantes. Le plus dur, c'est que la plupart des spéculateurs possèdent deux ou trois compagnies, de telle sorte qu'il devient difficile de les repérer. Ils sont en général très portés sur les lettres officielles qui annoncent des hausses de loyers qui vous donnent envie de déménager ou des réparations majeures qui vous obligent à quitter pendant si longtemps que vous n'avez plus le goût de revenir. Il faut dire qu'une maison, c'est plus facile à transformer en condos, ou à vendre, quand il n'y a plus personne qui habite dedans... Si vous en rencontrez un, faites semblant de ne pas le voir et parlez-en à vos voisins... Les spéculateurs profitent souvent de l'isolement des locataires pour mener à bien leurs projets.<sup>76</sup>

Dans d'autres cas, on ne l'impute pas seulement à « l'opportunisme amoral » des développeurs immobiliers mais aussi au laxisme des autorités municipales qui ne font pas respecter les lois, entre autres, le moratoire sur la conversion des immeubles locatifs en copropriété divise établi depuis 1979. À cet égard, elles sont jugées aussi responsables sinon plus :

Personne en effet n'irait contester la pertinence de la restauration des vieilles maisons du Plateau. Mais il est difficile de faire preuve de gratitude envers le développeur bienfaisant, quand celui-ci, dans le cadre de son engagement social, remplace les logements jadis abordables pour le citoyen moyen, par des condominiums accessibles qu'à une classe plus aisée de la population. D'autant plus quand les bénéfices de la transaction, plutôt que de servir à reloger les plus pauvres, vont directement dans la poche de notre missionnaire des temps modernes. [...] Nos articles sur le sujet ont abondamment illustré que le développement immobilier dans le Plateau est le fait d'anarchistes qui profitent unilatéralement de la complaisance d'autorités municipales et gouvernementales ayant à toutes fins pratiques démissionné devant leurs responsabilités. Les développeurs volent au-dessus des lois. Ceux qui ont la charge d'appliquer l'esprit des lois doivent être accusés, autant que le promoteur délinquant. La répétition de tels abus n'est possible que dans le contexte permissif où la liberté du plus fort est la seule à avoir droit de cité. C'est sur ceux qui cautionnent un tel état de

<sup>76</sup> Venne, Michel, « Spéculer ? », *Liaison St-Louis*, 26 mars 1986.

choses que doit reposer une grande partie du blâme et c'est sur ceux-là, en définitive, que se portera le jugement de la population. Même si les pouvoirs publics ne font plus régner l'ordre, la loi prévoit des sanctions contre les actes des spéculateurs.<sup>77</sup>

Certains intervenants communautaires incriminaient, quant à eux, l'ensemble des autorités gouvernementales comme on peut le remarquer dans un article de *Liaison St-Louis* dans lequel Lyne Boucher des *Habitations communautaires Vie Urbaine*<sup>78</sup> affirme que « le phénomène d'incitation au retour à la ville et les différents programmes provinciaux et fédéraux d'aide à la rénovation constituent deux des éléments importants entourant le problème de spéculation dans le quartier »<sup>79</sup>.

Figure 112 : Différents groupes du quartier réunis pour exprimer leur position au sujet du problème du logement. Photo d'Alain Chagnon, tirée de Thériault, Robert, « Toujours moins de logements locatifs », *Liaison St-Louis*, 8 avril 1987.



Cet avis est également partagé par certains experts comme on le rapporte dans un autre article de *Liaison St-Louis* :

[...] c'est qu'il est difficile sinon inutile de culpabiliser les "gentrificateurs", qu'ils soient nouvellement arrivés ou établis sur le Plateau depuis dix ans. Étudiants, jeunes professionnels et militants participent tous, à leur manière, aux changements socio-économiques et physiques du quartier. [...] Les trois panellistes [Christophe Caron, président du GIUM; Francine Dansereau, sociologue à l'INRS; Marcel Sévigny, coordonnateur communautaire au YMCA International et membre des Habitations communautaires Vie Urbaine] qui ont participé au débat, le 28 mai, s'entendent sur le fait que c'est dans le choix des politiques de nos gouvernements que va se jouer l'avenir du quartier. Les RAC (rénovations des artères commerciales), les programmes d'aide à la rénovation des logements, de même que la loi sur le logement locatif et, sans oublier, les exemptions d'impôts pour les propriétaires, sont autant de mesures

<sup>77</sup> Le Comité de rédaction, « Le cas Laferrière : L'engagement social des spéculateurs », *Liaison St-Louis*, 26 mars 1986.

<sup>78</sup> Organisme communautaire créé en 1986 visant à maintenir la population à faible revenu dans le quartier en leur vendant à prix raisonnable des logements qu'il a achetés.

<sup>79</sup> Dans Thériault, Robert, « Toujours moins de logements locatifs », *Liaison St-Louis*, 8 avril 1987.

gouvernementales qui traduisent en quelque sorte les formes de propriété encouragées par les politiciens au pouvoir.<sup>80</sup>

Il est donc assez apparent que le discours médiatique, qui se développe à partir de la moitié des années 1980, s'abreuve largement de la thématique de la ségrégation urbaine. Agrémenté de concepts marxistes, ce discours assimile fortement le retour à la ville à une injustice du néolibéralisme ambiant qui aurait exercé une violence symbolique sur la population démunie (correspondant à la thèse de la ville « revanchiste » de Smith). Connotée de façon péjorative, la gentrification est perçue comme un obstacle à l'accès équitable au logement et de par ce fait, associée à la négation de l'idéal urbain de « vivre ensemble », de la mixité sociale définie comme une juste coexistence de tous. Elle soulève, en fait, une question d'ordre éthique. D'ailleurs, le discours médiatique de cette époque a recours aux trois paradigmes de la philosophie de l'éthique<sup>81</sup>. Nous retrouvons ainsi le paradigme *conséquentialiste* lorsqu'on évalue les portées négatives dont font les frais les résidents aux conditions modestes (délogements, exode, déracinement, perte de leur milieu de vie, déstructuration de leurs repères socio-spatiaux, fragilisation de leur situation déjà précaire). L'évocation du droit de cité des résidents démunis, des obligations des propriétaires et spéculateurs (le devoir de respecter les lois sur le logement) et de la responsabilité des gouvernements (le devoir d'appliquer les lois, de ne pas laisser à la logique du marché le soin de réguler la dynamique urbaine, de lutter contre la pauvreté, de favoriser la concertation et l'égalitarisme) s'inscrit, quant elle, dans le paradigme *déontologique*. Enfin, nous sommes dans le paradigme *de la vertu*

<sup>80</sup> Fortier, Alain, « Selon les panellistes invités du Club des Amis-e-s de Liaison St-Louis : " I have met the enemy ; he is us », *Liaison St-Louis*, 9 juillet 1986.

<sup>81</sup> Nous retrouvons une excellente synthèse dans Mercier, G., Morin, R., Parazelli, M. (2005). *Éthique et populations marginalisées dans un contexte de revitalisation urbaine : le cas de Montréal et Québec*. Rapport de recherche, Université du Québec à Montréal : « 1) Il y a d'abord un paradigme dit *conséquentialiste* où les doctrines considèrent que ce sont les conséquences d'un acte qui sont la plus juste mesure de sa moralité. Pour ces doctrines (qu'il ne faut pas associer brutalement à la seule idée que la fin justifie les moyens), le bien ou le juste doit surtout s'incarner dans les bienfaits que tout un chacun tire d'une action. Dans ce paradigme éthique, on reconnaît donc que la valeur morale d'un acte réside principalement en ce qu'il en résulte ou devrait en résulter. 2) Le paradigme *déontologique*, de son côté, réunit des doctrines où la plus haute valeur morale d'un acte réside non pas dans ses conséquences mais dans sa légitimité. On doit par conséquent le juger en regard des normes existantes, c'est-à-dire des droits, des devoirs et des obligations des uns et des autres. Autrement dit, l'appréciation morale de l'acte n'est pas concentrée sur les bienfaits et les méfaits qui en découlent mais sur les conditions normatives de son exercice. 3) Un troisième paradigme, que l'on peut désigner sous le titre de *l'éthique de la vertu*, rassemble quant à lui des doctrines où le jugement d'un acte doit toujours tenir compte de la personne qui le pose. Il ne s'agit pas seulement d'évaluer les conséquences d'un acte ou de vérifier s'il enfreint ou non une norme. Il faut plutôt interpréter tout cela à la lumière des circonstances où le geste a été posé, ce qui inclut au premier chef l'intention, l'attitude et la faculté de juger de la personne qui l'a posé. Ces doctrines surdéterminent donc le jugement de tout acte à une conception qui reconnaît la faiblesse du genre humain et la difficulté d'agir correctement- d'où les fautes que nous commettons- et qui nourrit l'espoir que, grâce à la compassion, cette faiblesse et cette difficulté ne sont pas insurmontables. » (p.9)

lorsqu'on porte un jugement sur la moralité ou l'attitude des gentrificateurs et des spéculateurs (opportunisme, maximisation du profit, primat de l'intérêt privé, égoïsme, indifférence, manque de compassion et d'empathie envers les moins nantis), de même quand on évoque l'intention réelle des autorités municipales (visées purement économiques, relégation au second rôle des intérêts sociaux au profit des intérêts financiers, etc.). Toutefois, on ne se contenta pas de dénoncer cette « situation critique » (et ses éventuels responsables), on la fit émerger comme une « crise grave » qui appelait des « solutions d'urgence », reprenant quelque peu la rhétorique de la catastrophe naturelle ou du conflit de guerre<sup>82</sup>. Certains prirent même des initiatives comme la création de la société d'habitation à but non lucratif *Habitations Communautaires Vie Urbaine* qui tenta, avec peine, d'acquérir un certain nombre de propriétés pour y loger les ménages à faible revenu<sup>83</sup>.

Il faudra attendre, néanmoins, le Sommet économique tenu à Montréal le 17, 18 et 19 juin 1986 pour que les représentants des différents paliers gouvernementaux se penchent sur la question du logement locatif<sup>84</sup>. Bien que la tenue du Sommet fut qualifiée d'« électoraliste » par le RCM (organisé par le Parti Civique cinq mois avant les élections), elle permit d'« officialiser » le problème et de mettre un terme au dialogue de sourds entre gouvernements et population.



Figure 113 : Le Sommet économique de Montréal en juin 1986. Photo de Robert Fréchette, tirée de Venne, Michel, « Sommet économique de Montréal », *Liaison St-Louis*, 25 juin 1986.

Ceci dit, la seule proposition émise lors du Sommet fut des plus inattendues : le

<sup>82</sup> Entre autres : « Des pasteurs du Plateau s'inquiètent de la situation du logement...et organisent une assemblée d'information », *Liaison St-Louis*, 26 février 1986 ; Venne, Michel, « L'Association des résidents s'inquiète : La spéculation provoque de hausses de taxes », *Liaison St-Louis*, 26 mars 1986.

<sup>83</sup> Rivière, Daniel, « Habitations Communautaires Vie Urbaine : une société populaire pour contrer les spéculateurs », *Liaison St-Louis*, 12 mars 1986.

<sup>84</sup> Venne, Michel, « Sommet économique de Montréal », *Liaison St-Louis*, 25 juin 1986.



ministre de l'Habitation, Monsieur André Bourbeau, annonçait alors son intention de « lever le moratoire sur la conversion des logements locatifs en copropriété divisée à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1987 », avec comme conditions, « le maintien complet dans les lieux pour les locataires »<sup>85</sup>. Comme on peut s'en douter, l'annonce de ce projet quelque peu paradoxal mit le feu aux poudres et suscita toute une polémique.

Dans les mois qui suivirent l'annonce de la mesure envisagée, toute une coalition d'acteurs se mobilisa sommant les instances gouvernementales à adopter une politique de logement mieux adoptée aux résidents démunis afin d'« éviter que le Plateau ne devienne un autre ghetto sans les couleurs et la saveur d'une population hétérogène »<sup>86</sup>. Associations de citoyens, intervenants communautaires et politiques multiplièrent ainsi assemblées publiques, actions revendicatrices, pétitions et appels à la mobilisation, de même qu'on invita une panoplie de spécialistes qui proposèrent une multitude d'alternatives et de stratégies d'intervention qu'on pressait les autorités d'adopter (augmentation du nombre de logements par l'ajout d'étages à chaque bâtiment ; remplacement des duplex incendiés par des triplex ; subventions à la restauration octroyées aux résidents nécessiteux ; application d'une rente de « stabilisation » ;



Figure 114 : Manifestation des représentants du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) contre le projet gouvernemental de conversion des logements en copropriétés. Photo de Robert Fréchette, tirée de Gutknecht, Charles, « La levée du moratoire sur la conversion des logements en "condos" a été annoncée. Habitation : habitez-vous encore chez vous en 1987 ? », *Liaison St-Louis*, 25 juin 1986.

<sup>85</sup> Communiqué de presse émis par le ministre de l'Habitation, au cours du Sommet, tiré de Gutknecht, Charles, « La levée du moratoire sur la conversion des logements en "condos" a été annoncée. Habitation : habitez-vous encore chez vous en 1987 ? », *Liaison St-Louis*, 25 juin 1986.

<sup>86</sup> Fortier, Alain, « Selon les panellistes invités du Club des Ami-e-s de Liaison St-Louis : "I have met the enemy ; he is us" », *Liaison St-Louis*, 9 juillet 1986.

développement de la copropriété sans but lucratif et la propriété collective non étatique, etc.)<sup>87</sup>. On forma même une coalition à l'échelle provinciale, regroupant une trentaine d'associations de locataires sous le nom de *Sauvons nos logements*, qui exigea des autorités provinciales et des chefs de partis municipaux de Montréal, alors en pleine campagne électorale, l'arrêt « clair et net » des conversions de logements en copropriété divise. Le journaliste Laurent Soumis donnait, dans *Le Devoir*, un aperçu des revendications de cette association de locataires exacerbés :

Regroupés au sein de la coalition provinciale *Sauvons nos logements*, les groupes adressent leur demande au ministre responsable de l'Habitation, M. André Bourbeau. Selon eux, le moratoire actuel - que le ministre songe à lever en juillet prochain - ne protège pas adéquatement les locataires. À l'heure actuelle, estiment-ils, la conversion en copropriété encourage la spéculation immobilière, entraîne le rétrécissement du parc de logements locatifs, et provoque l'éviction des locataires à revenus modestes au profit des résidents plus aisés. La coalition réclame l'arrêt temporaire des conversions en attendant l'adoption de mesures de protection et d'aide aux locataires qui veulent acquérir collectivement, ou à tout le moins, demeurer dans leur logement. À la veille des élections municipales dans la métropole, la coalition somme les chefs des deux partis en liste, MM. Jean Doré et Claude Dupras, de réviser leur position. [...] La coalition invite les partis à soutenir le développement du logement social par l'octroi d'une aide financière, de terrains et de bâtiments aux coopératives d'habitation. Depuis dix ans, le moratoire interdit - du moins sur papier - la conversion de logements locatifs en condominiums. La restriction des reprises de possession aux quatre logements garantis aux locataires un certain droit à demeurer dans les lieux. "Mais ceux qui bénéficient de l'expertise légale ont facilement appris à contourner la loi", affirme la coalition. Le stratagème consisterait d'abord à acquérir un immeuble en propriété indivise puis, à en obtenir la reprise en possession. Lesdits logements n'étant plus alors "locatifs" au sens du moratoire, il ne resterait plus qu'à les transformer en condominiums et à les revendre. Dans le quartier montréalais du Plateau Mont-Royal, les spéculateurs auraient appliqué la recette à grande échelle et réalisé de copieuses bénéfices, soutient la coalition. [...] Après avoir minutieusement dépouillé les archives publiques de la métropole, la coalition affirme aujourd'hui que la conversion a entraîné, depuis cinq ans, la disparition de 12,000 logements locatifs et l'éviction de 22,000 locataires dans le seul quartier [Plateau] Mont-Royal. Environ 70% des conversions seraient attribuables au stratagème dénoncé.<sup>88</sup>

C'est à la fin de l'année 1986, avec la victoire du RCM aux élections municipales, que la polémique entourant la conversion des logements locatifs s'estompa

<sup>87</sup> Entre autres : Fortier, Alain, « Selon les invités du Club des Ami-e-s de Liaison St-Louis : Le Plateau est encore peu touché par la gentrification », *Liaison St-Louis*, 2 juillet 1986 ; Fortier, Alain, « Selon les panellistes invités du Club des Ami-e-s de Liaison St-Louis : "I have met the enemy ; he is us" », *Liaison St-Louis*, 9 juillet 1986 ; Labrosse, Serge, « Les locataires demandent l'arrêt des conversions de logements en condominiums », *Le Journal de Montréal*, 29 octobre 1986 ; Soumis, Laurent, « Une coalition veut faire interdire la conversion des logements locatifs en condos », *Le Devoir*, 29 octobre 1986 ; « "Sauvons nos logements" demande qu'on protège les droits des assistés sociaux », *La Presse*, 29 octobre 1986.

<sup>88</sup> Soumis, Laurent, « Une coalition veut faire interdire la conversion des logements locatifs en condos », *Le Devoir*, 29 octobre 1986.

considérablement. On estimait à l'époque que la seule arrivée de l'administration RCM constituait un « espoir » en soi pour les habitants du Plateau<sup>89</sup>. Cela dit, il eût encore, au début de l'année 1987, quelques manifestations de résidents impatients de voir des résultats concrets<sup>90</sup>. Par contre, dès l'été 1987, plus aucun article ne fit allusion à la gentrification « abusive » et à la spéculation « effrénée ». On pourrait croire que ce fut le maintien du moratoire après la date à laquelle on devait instaurer sa levée (1<sup>er</sup> juillet 1987) qui mit un terme définitif au tapage médiatique. Mais au début des années 1990, plusieurs attribueront cette fin de cycle à la stabilisation du marché immobilier causée par la récession économique. Une explication avancée, par exemple, par Pierre Marquis du *Comité Logement Saint-Louis*, rapportée dans le journal *Voir* en 1993 :

Au Comité-logement Saint-Louis, on identifie deux vagues de transformations sur le plateau Mont-Royal. Lors de la première, au début des années 1980, des spéculateurs achetaient et revendaient les immeubles rapidement, s'assurant de substantiels profits. "Puis il y a eu une deuxième vague d'achats, celle-là par des petits propriétaires qui ont payé les immeubles 12 ou 13 fois leur valeur. Plusieurs d'entre eux se sont fait prendre dans l'engrenage. Le prix des maisons a chuté. Ils n'ont pas pu revendre et ils sont aujourd'hui incapables de respecter leurs paiements hypothécaires". La crise économique a en effet sa part de responsabilité dans les changements sociaux du quartier. "Il y a dix ans, on n'a pas voulu se compliquer la vie, alors on a parlé de gentrification pour ne pas parler des autres problèmes. Si, aujourd'hui, le marché immobilier s'est stabilisé, c'est aussi à cause de la récession. Il faut cesser de blâmer la gentrification pour tout".<sup>91</sup>

### 6.3 LE PLATEAU DES ANNEES 1990 : UN QUARTIER A LA GENTRIFICATION « MARGINALE » ET CONVOITE PAR LES « DINKS »

Contrairement aux prédictions de certains fatalistes qui estimaient durant les années 1980 que l'équilibre socioéconomique du quartier était voué à l'échec en raison de l'écrasante disproportion des forces en présence et sonnaient, de la sorte, le glas du

<sup>89</sup> Berthault, Madeleine, « Le Plateau Mont-Royal est menacé par la spéculation », *La Presse*, 31 mars 1987.

<sup>90</sup> Côté, Raymond, « Des propriétaires s'élèvent contre les hausses de taxes : une pétition circule », *Liaison St-Louis*, 25 mars 1987 ; « Situation critique du logement », *Liaison St-Louis*, 25 mars 1987 ; Berthault, Madeleine, « Le Plateau Mont-Royal est menacé par la spéculation », *La Presse*, 31 mars 1987 ; Thériault, Robert, « Toujours moins de logements locatifs », *Liaison St-Louis*, 8 avril 1987 ; Côté, Raymond, « L'Association des résident(e)s se fera plus visible : Les secteurs seront représentés », *Liaison St-Louis*, 15 avril 1987 ; Ackerman, Marianne, « Plateau Mont-Royal South : changing face of inner city », *The Gazette*, 18 avril 1987.

<sup>91</sup> Collard, Nathalie, « La gentrification : Yuppies, quels yuppies? », *Voir*, 18 février 1993.

quartier « hétérogène », on affirmait durant les années 1990 que le Plateau Mont-Royal était loin du mythe du quartier totalement « embourgeoisé ». Il faut rappeler tout d'abord que cette thèse avait été déjà avancée durant la deuxième moitié des années 1980, au fort du débat houleux, mais fut largement étouffée par le discours anti-gentrification alors dominant. En effet, en 1985, Réjean Millette remarquait qu'une forte proportion de la population locale demeurait encore défavorisée :

Comme dans tous les vieux quartiers, la population du Plateau connaît une situation économique difficile. Près de 40% des habitants du secteur ont des revenus qui les situent autour du seuil de la pauvreté. Dans les secteurs du parc Lafontaine et du Carré St-Louis, ce pourcentage y est même plus élevé. Les ménages défavorisés se divisent en deux. D'une part, la population âgée du Plateau ne vit que de sa pension de vieillesse et du supplément de revenu garanti. D'autre part, un bon nombre de ménages dont le chef de famille est âgé de moins de 65 ans sont considérés comme économiquement faibles. Cette situation n'est pas nouvelle, ce sont d'ailleurs les raisons qui ont forcé la création du Centre Immaculée-Conception, sur la rue Papineau.<sup>92</sup>

Une année plus tard, l'étude intitulée « Le Plateau Mont-Royal à la loupe », préparée par Odette Delisle pour le compte du CLSC Plateau Mont-Royal, venait elle aussi prouver, à l'aide de statistiques, que le quartier, du moins dans sa partie est (à partir de la rue Saint-Denis), était encore très touché par la pauvreté. Dans *Le Journal de Montréal* du 9 avril 1986, la journaliste Michelle Coudé-Lord en résumait le contenu :

Le Plateau Mont-Royal reste pauvre, plus pauvre que le quartier Rosemont. Les pauvres représentent 35 pour cent de la population de ce quartier. Les personnes âgées sont seules, abandonnées à elles-mêmes. Et plus de 25 pour cent des jeunes du Plateau Mont-Royal de 15 à 17 ans ne vont plus à l'école. [...] Les 20-30 ans représentent le quart de la population du Plateau Mont-Royal. Même si les personnes âgées qui représentent 14 pour cent de la population du secteur vivent la pauvreté et l'isolement, ce sont les jeunes qui connaissent l'état de pauvreté le plus aigu, ne bénéficiant pas des politiques de soutien de revenu. Ainsi, l'étude révèle que chez les pauvres de moins de moins de 18 ans, 60 pour cent sont très pauvres alors que les personnes âgées très pauvres représentent 10 pour cent des gens âgés pauvres. Une plus forte proportion de pauvres vit à l'ouest du territoire entre les rues Saint-Denis et Christophe-Colomb au nord de la rue Duluth. Des 12,100 personnes qui vivent seules, près de la moitié ont moins de 35 ans, et une large part vit sous le seuil du faible revenu. Le pourcentage des familles monoparentales sur le Plateau Mont-Royal est presque deux fois plus élevé que celui de l'ensemble du Québec. Ces familles vivent également dans l'isolement.<sup>93</sup>

<sup>92</sup> Millette, Réjean, « Marché immobilier : le Plateau Mont-Royal... un quartier de locataires », *Habibec Montréal*, 14 juin 1985.

<sup>93</sup> Coudé-Lord, Michelle, « "Le Plateau Mont-Royal à la loupe" : où les gens sont pauvres et isolés », *Le Journal de Montréal*, 9 avril 1986.

Cette étude révélait ainsi, comme le remarquait la journaliste Madeleine Berthault à l'époque, que « dans ce quartier du centre-ville où habitent 58 000 personnes, toutes les couches de la population se côtoient : pauvreté et richesse, isolement et bien-être »<sup>94</sup>. Mais l'étude n'eut pas un grand impact, probablement du fait qu'elle contenait une certaine « faiblesse », comme le soulignait le journaliste François Piette à ce moment-là, à savoir que « sa principale source d'information, Statistique Canada 1981 » datait « déjà de quelques années »<sup>95</sup> et par ce fait, paraissait dépassée. D'autres tentèrent, eux aussi, de nuancer la thèse du « ghetto bourgeois », comme les spécialistes invités à l'assemblée organisée par le *Club des Ami-e-s de Liaison St-Louis* le 28 mai 1986, qui soutenaient que « jusqu'ici, le phénomène de gentrification, même s'il a engendré le départ forcé de plusieurs locataires et la perte de logements pour budgets modestes, n'a pas encore transformé du tout au tout le visage du Plateau »<sup>96</sup>. Dans son édition du 2 juillet 1986, *Liaison St-Louis* rapportait la conclusion de l'experte invitée, M<sup>me</sup> Francine Dansereau de l'INRS-Urbanisation :

Il n'y a pas encore, à proprement parler, de gentrification sur le Plateau Mont-Royal, même si le mouvement est bien enclenché. C'est la conclusion rapide qu'on peut tirer suite au débat du 28 mai. La gentrification d'un quartier implique des changements profonds, le remplacement de la population résidente par une autre plus instruite, plus jeune mais surtout plus fortunée. Or selon Francine Dansereau, sociologue à l'emploi de l'Institut National de recherche Scientifique (INRS) secteur Habitation, le Plateau Mont-Royal, même s'il se transforme, vit plutôt une certaine "régénérescence" qu'un réel embourgeoisement. Selon Mme Dansereau, le Plateau Mont-Royal se transforme plus lentement qu'un quartier "gentrifié" comme celui du "McGill Ghetto", situé entre les rues University, Hutchison, Sherbrooke et des Pins. [...] La vague de rénovations qui a déferlé sur le quartier et qui a redonné un air de jeunesse a certainement contribué à l'amélioration générale de la qualité des logements. Mais ceux et celles qui achètent et rénovent des maisons sur le Plateau, n'appartiennent pas à la catégorie des revenus élevés même s'ils occupent des postes de professionnels, les professionnels du Plateau Mont-Royal, même s'ils sont nombreux, ne font pas partie des professions traditionnelles. Ils oeuvrent plutôt dans des services sociaux ou comme pigistes dans le domaine de la culture ou des communications.<sup>97</sup>

<sup>94</sup> Berthault, Madeleine, « Le Plateau Mont-Royal à la loupe : Le CLSC lance un appel au secours », *La Presse*, 10 avril 1986.

<sup>95</sup> Piette, François, « Le Plateau Mont-Royal à la loupe : Encore beaucoup de misère dans le quartier », *Guide Mont-Royal*, 26 mars 1986.

<sup>96</sup> Rapporté par Fortier, Alain, « Selon les panellistes invités du Club des Ami-e-s de Liaison St-Louis : " I have met the enemy ; he is us » », *Liaison St-Louis*, 9 juillet 1986.

<sup>97</sup> Fortier, Alain, « Selon les invités du Club des Ami-e-s de Liaison St-Louis : Le Plateau est encore peu touché par la gentrification », *Liaison St-Louis*, 2 juillet 1986.

Figure 115 : Panel constitué de Christophe Caron, Francine Dansereau et Marcel Sévigny, réuni à l'occasion du débat du 28 mai 1986 organisé par le *Club des Ami-e-s de Liaison St-Louis*. Photo de Robert Fréchette, tirée de l'article d'Alain Fortier, dans *Liaison St-Louis* du 2 juillet 1986.



Certains, comme la journaliste de *The Gazette*, Marianne Ackerman, allèrent même jusqu'à soutenir que le Plateau Mont-Royal, surtout dans sa partie sud, était un lieu criminogène :

But make no mistake. This is not a pocket of Outremont. After a decade of frantic renovation, the area's dark underbelly still shows through the white paint. Last year, residents demanded the city make all north/south streets one-way between St.Laurent Blvd. and St.Denis St., their aim being to make things difficult for clients of prostitutes working the park. It worked, sort of. The action has moved a block north to Pine Ave. St.Louis Square closes officially at midnight, but that hasn't deterred the serious grinkers who wander over from nearby taverns. Some residents think the park's stone flower shop should be returned to its original use: a public toilet. "The neighborhood was a mess when I came here", says Latraverse, "but things have changed so much. Some people say it's dangerous. I brought up my child here. He saw things, but that's good. He knows what life is about. It toughened him up."<sup>98</sup>

Si dans ces quelques articles, préfigure le ton du futur discours, ce n'est qu'à partir du début de la décennie 1990, lorsque le Plateau Mont-Royal rentre dans sa phase de « stabilisation », qu'il émerge avec force. En fait, c'est l'étude réalisée par la SHQ sur la gentrification des quartiers centraux de Montréal, divulguée en mars 1991, qui dissipa définitivement le doute sur la « gentrification marginale »<sup>99</sup> du Plateau. Depuis, cette thèse fut reprise dans la plupart des quotidiens. Ainsi, dans un article

<sup>98</sup>Ackerman, Marianne, « Plateau Mont-Royal South: changing face of inner city », *The Gazette*, 18 avril 1987.

<sup>99</sup>Gruda, Agnès, « La ville des yuppies », *La Presse*, 9 mars 1991 ; Lessard, Denis, « Le centre-ville de Montréal s'"embourgeoise", confirme une étude de la Société d'habitation », *La Presse*, 6 mars 1991.



de *La Presse* paru le 11 avril 1992, la journaliste Francine Pelletier déclarait :

Avec ses triplex renipés et copropriétés, ses boutiques spécialisées et ses lampadaires assortis, le Plateau, vieux quartier ouvrier créé durant la première grande guerre, fleurit aujourd'hui "l'embourgeoisement". Là où il y avait un magasin général mené par un vieux monsieur juif, par exemple, on trouve maintenant un commerce de rotin et de stores vénitiens tenu par un couple d'homosexuels. Ça vous donne une petite idée du changement survenu. Mais les apparences, en fait, sont trompeuses. Derrière la soi-disante *gentrification* du quartier, il y a toujours des "grosses femmes d'à côté" avec leur petit Marcel, beaucoup de familles monoparentales, en fait, beaucoup de gens qui, comme Esteban (gagnant 14 000 \$ par année et payant 350 \$ de loyer), en arrachent. En termes de chiffres, le Plateau ressemble à ceci : 40 p. cent de ménages pauvres (dont 30 p. cent gagnent moins de 15 000 \$ par année), 32 p. cent de communautés culturelles (notamment grecques, portugaises et latino-américaines) et 25 p. cent de familles monoparentales. Et une densité "trois fois plus élevée que dans l'ensemble de Montréal". Bref, pas si bourgeois que ça, le Plateau Mont-Royal. Plutôt, un quartier méli-mélo où le meilleur côtoie le pire, où les effluves de souflaki donnent la réplique aux odeurs de lilas et où "Jesus loves you" tout autant que "Jésus s'enrichit" (sic).<sup>100</sup>

S'appuyant sur les propos de Pierre Marquis, du Comité Logement Saint-Louis, ainsi que sur ceux du professeur de géographie à l'Université de Montréal, Claude Marois, l'article de Nathalie Collard, édité dans *Voir* le 18 février 1993, se voulait encore plus convaincant au sujet de la « gentrification marginale » :

**Mythe :** Il y a un retour en ville et le Plateau est au cœur de ce mouvement. **Réalité :** la gentrification est un phénomène beaucoup plus marginal qu'on le croit. Au début des années 1980, le plateau Mont-Royal était tellement convoité par les spéculateurs que même les chiens craignaient pour leur niche. Les yuppies avaient envahi le quartier à l'est de la rue Saint-Denis et renippaient les vieilles demeures à coups de milliers de dollars. Pendant presque dix ans, les beaux soirs d'été, le quartier vibrait au son des coups de marteau et des grincements de scie. Quant aux vieux résidents du Plateau, ils n'avaient d'autre choix que d'entasser leurs effets personnels dans un *pick-up* pour fuir vers des quartiers aux logements moins onéreux. La *gentrification* (terme emprunté à l'anglais *gentry*, classe sociale située juste sous l'aristocratie, qui avait le droit de posséder des armoiries, mais sans titres de noblesse) faisait rage ! Avec les années, cependant, personne n'ose plus employer ce terme galvaudé. "La gentrification, c'est le remplacement d'une population par une autre, plus aisée. Or le tissu social du plateau Mont-Royal n'a pas vraiment changé, croit Pierre Marquis, du Comité-logement Saint-Louis. Il n'y a pas plus de riches qu'avant. C'est vrai que les loyers ont beaucoup augmenté sur le Plateau et que plusieurs résidents ont dû quitter. Mais ceux qui les ont remplacés sont aussi pauvres, et bon nombre d'entre eux ont choisi la colocation pour réussir à joindre les deux bouts [...]. La population pauvre est plus importante qu'avant sur le Plateau." [...] Claude Marois est du même avis. Professeur de géographie à l'Université de Montréal, il estime qu'on a simplifié les choses en parlant de gentrification. "Les catégories sociales ont changé, mais

<sup>100</sup> Pelletier, Francine, « ...et le logement social, bordel ? », *La Presse*, 11 avril 1992.

globalement, il n'y a pas de grandes différences. On trouve encore de très vieux résidents du Plateau, des gens qui y sont nés et qui y vivent toujours, et on a tendance à les oublier. Il y a également ceux qui reviennent dans le quartier après quelques années [...]". Selon M. Marois, on a confondu rénovation et gentrification. "À la fin des années 1970, il y a eu un mouvement de restauration des immeubles sur le Plateau. On a amélioré la qualité des logements, souvent à l'aide de programmes gouvernementaux, mais il n'y avait aucun contrôle sur le prix des loyers. Résultat ? Le marché foncier a été totalement gonflé. Pourtant, quand on y regarde de plus près, on constate qu'il y a très peu de riches parmi ceux qui ont rénové, donc, très peu de véritables gentrificateurs." [...] Malgré tout, le plateau Mont-Royal a quand même subi un *facelift* depuis une quinzaine d'années. Les rues les plus touchées par les travaux de rénovation et de restauration étaient souvent celles qui comportaient déjà des avantages comme la beauté de l'architecture, le type de logements ou la proximité d'un parc. "Dans le cas du plateau Mont-Royal, explique Claude Marois, on devrait plutôt parler de gentrification marginale sur des sections de rues très précises. L'avenue du parc La Fontaine est un bon exemple. Par contre, à quelques mètres de là, rue Marquette, les transformations n'ont pas eu lieu dans la même mesure."<sup>101</sup>

Ainsi, nous pouvons conclure que, selon la presse, la première et la deuxième phases du processus de gentrification du Plateau répondent parfaitement au schéma élaboré par Pattison. L'arrivée d'une 3<sup>ème</sup> vague de gentrificateurs semble se vérifier également puisqu'on constate à partir de 1993 l'apparition d'une nouvelle clientèle formée essentiellement de cadres supérieurs de moins de 40 ans, vivant souvent en couples, mais sans enfant, d'où leur surnom de « Dinks » (*Double Income No Kids*)<sup>102</sup>. Cependant, cette nouvelle vague de gentrificateurs « qui ont plus de 30 ans, qui aiment la vie urbaine, qui n'ont pas d'enfants et pour lesquels l'automobile est vraiment accessoire »<sup>103</sup> ne semble pas assez importante pour permettre cette homogénéité sociale supposément acquise dans la troisième phase selon le schéma de Pattison. Quoi qu'il en soit, le rôle de cette dernière vague de gentrification n'est pas pour autant négligeable car elle semble avoir propulsé de manière significative la construction neuve dans le quartier<sup>104</sup>. En effet, à partir de la deuxième moitié de la décennie, la construction immobilière connaît un véritable boom dans le Plateau Mont-Royal, facilitée notamment par la baisse des taux

<sup>101</sup> Collard, Nathalie, « La gentrification : Yuppies, quels yuppies? » *Voir*, 18 février 1993.

<sup>102</sup> Calvé, Julie, « Les vieux commerçants du Plateau : Artefacts du temps présent », *Voir*, 19 juin 1997.

<sup>103</sup> Truffaut, Serge, « Le Plateau est cher : Le marché pour deuxièmes acheteurs est responsable de la surévaluation des propriétés », *Le Devoir*, 23 mars 1996.

<sup>104</sup> Lamey, Mary, « Building boom hits Plateau », *The Gazette*, 20 septembre 1996.

d'intérêt du moment et le programme de congé d'impôt instauré depuis 1990<sup>105</sup>, comme le fait savoir le journaliste Yvon Laberge dans *La Presse* du 30 mars 1997 :

[...] aidés par la baisse des taux d'intérêt et un généreux programme municipal de congé d'impôt foncier, des propriétaires de terrains vagues - plutôt petits que grands - font des affaires d'or. À en croire l'administration Bourque, un véritable boom des mises en chantier est en train de souffler le Plateau... Évidemment, en comparant les chiffres de 1996 à ceux de 1995, il y a de quoi pavoiser! Les chiffres disent en effet qu'en 1995, seulement 65 logements ont été construits dans l'arrondissement Plateau Mont-Royal/Centre-Sud, contre 287 en 1996, soit en hausse de... 342%. En comparant maintenant les chiffres de 1995 avec ceux de 1994, on peut affirmer que 1995 fut la pire année de mémoire d'homme avec seulement 65 mises en chantier contre 349 en 1994, soit un énorme moins 81%! En poussant plus loin la comparaison, retenons les chiffres des années 1994 et 1996, soit 349 mises en chantier contre 287, et on constate alors une baisse de 18%. Bref, en additionnant les 65 mises en chantiers de 1995 aux 287 de 1996, on se retrouve au même niveau qu'en 1994, soit autour de 350 mises en chantier. Comme quoi, on peut faire dire n'importe quoi aux chiffres. Cela dit, peu importe les chiffres, le Plateau Mont-Royal est à la mode comme jamais.<sup>106</sup>

Selon des données du service de congé de taxes foncières de la Ville de Montréal, compilées entre 1993 et 1996, 38% des acheteurs de l'arrondissement Plateau Mont-Royal/Centre-Sud habitaient déjà le quartier en tant que locataires et 25% des nouveaux propriétaires provenaient de l'extérieur de Montréal<sup>107</sup>. Se basant sur les remarques des agents immobiliers, Serge Truffaut nous apprend que : « c'est vers le "petit" Plateau que convergent la majorité des acheteurs potentiels. On ne va dans le deuxième qu'après avoir réalisé qu'il n'est pas possible de trouver l'unité souhaitée au moment, bien évidemment, où l'on cherche. Que ce soit dans l'un ou l'autre Plateau, l'éventail des prix est identique »<sup>108</sup>. Ainsi, après avoir connu un calme apparent au tournant de la décennie, le Plateau Mont-Royal semble être redevenu un quartier très convoité comme le laisse entendre le journaliste Yvon Laberge lorsqu'il conclut que « le Plateau Mont-Royal est un quartier à la mode » où « les prétendants à la citoyenneté "plateau-montréaliste" sont légion »<sup>109</sup>; ou Claudine Hébert lorsqu'elle avance que « près de 100 000 personnes se sont

<sup>105</sup> À ce sujet, lire Rose, D. (2004). « Discourses and experiences of social mix in gentrifying neighbourhoods. A Montreal case study ». In *Canadian Journal of Urban Research* 13 (2) : 278-316.

<sup>106</sup> Laberge, Yvon, « Le Plateau Mont-Royal est un quartier à la mode », *La Presse*, 30 mars 1997.

<sup>107</sup> Hébert, Claudine, « La petite ville dans la grande ville », *La Presse*, 12 juillet 1997.

<sup>108</sup> Truffaut, Serge, « Le Plateau est cher : Le marché pour deuxièmes acheteurs est responsable de la surévaluation des propriétés », *Le Devoir*, 23 mars 1996.

<sup>109</sup> Laberge, Yvon, « Le Plateau Mont-Royal est un quartier à la mode », *La Presse*, 30 mars 1997.

laissées charmer par l'image de bohème et l'architecture du Plateau »<sup>110</sup>; ou encore Serge Truffaut quand il déclare dans *Le Devoir* :

Toutes catégories confondues, tous marchés confondus, le Plateau, il faut le souligner, bénéficie d'une demande plus prononcée que dans la majorité des quartiers qui composent Montréal. Agent chez Royal LePage, Christian Pertin a remarqué que le "retour par visite libre est plus important dans le Plateau que, par exemple, à Outremont". Il est un quartier qui attire beaucoup [...].<sup>111</sup>

Cette popularité fut d'ailleurs confirmée par l'étude de la SCHL portant sur les immeubles à logements multiples montréalais, réalisée en août 1996. En effet, celle-ci révélait que le Plateau Mont-Royal était un des quartiers qui affichaient le taux d'inoccupation le plus bas de la région de Montréal, en raison, entre autres, de sa qualité de vie mais aussi de sa réputation de quartier « embourgeoisé » acquise durant les années 1980. Le journaliste Serge Truffaut en divulguait les résultats et les explications dans l'édition du *Devoir* du 15 février 1997 :

Le taux d'inoccupation moyen des logements situés dans la grande région de Montréal est de 5,7% actuellement. Cela dit, dans dix quartiers, le taux avoisine les 3%, alors que dans onze autres, il varie entre 7 et 11%. Dans les quartiers ou municipalités suivants, Jacques Pelletier, économiste à la Société canadienne d'hypothèque et de logement (SCHL), a calculé que les taux d'inoccupation respectifs étaient les suivants : 2,8% à Côte-Saint-Luc et à Westmount, 2,9 % dans la MRC Thérèse-de Blainville, 3,4% dans le Plateau Mont-Royal et Villeray, 3,5 % à Côte-des-Neiges, Ville de Mont-Royal et Outremont, et 3,7% à Laval. Maintenant, les taux les plus élevées ont été observées à Dorval, Lachine et saint-Pierre avec 11%, 8,9% à Longueuil, 8,7% à Ahuntsic et Montréal-Nord, 7,7% à Saint-Laurent et Cartier-ville, 7,4% à Verdun et dans le sud-ouest de Montréal, et 7,1% à Hochelaga-Maisonneuve. **Qualité de vie.** Revenons au premier groupe. Revenons-y pour signaler tout d'abord que si le nombre de logements vides est faible à Westmount, Mont-Royal, Sainte-Thérèse, Outremont et Laval, c'est tout simplement parce que ce sont des quartiers ou municipalités où les parcs immobiliers sont dominés par des unités occupées par des propriétaires. Dans le cas du Plateau Mont-Royal et de Villeray, ce dernier étant de plus en plus convoité, la faiblesse du taux d'inoccupation est attribuable en grande partie à la qualité de vie qui s'y est développée depuis plusieurs années. À cela, mais également au fait qu'il s'agit de quartiers centraux. Donc des quartiers proches de tous les services et des lieux de travail. Qui plus est, dans le cas du Plateau, l'économiste de la SCHL a noté que ce dernier proposait le plus grand nombre de logements vastes et spacieux de tous les quartiers montréalais. En outre à cause du processus d'embourgeoisement qui s'est poursuivi tout au long des années 1980, le Plateau a un fort pouvoir d'attraction.<sup>112</sup>

<sup>110</sup>Hébert, Claudine, « La petite ville dans la grande ville », *La Presse*, 12 juillet 1997.

<sup>111</sup>Truffaut, Serge, « Le Plateau est cher : Le marché pour deuxièmes acheteurs est responsable de la surévaluation des propriétés », *Le Devoir*, 23 mars 1996.

<sup>112</sup>Truffaut, Serge, « Le taux d'inoccupation varie de 3... à 11% : Seulement 2,8% de logements sont inoccupés à Westmount, contre 9% à Longueuil », *Le Devoir*, 15 février 1997.

Cette étude démontrait, en fait, qu'en dépit des affirmations répétées sur l'hétérogénéité du quartier, le Plateau Mont-Royal avait tout de même acquis durant les années 1980, du moins dans l'imaginaire collectif, le statut du quartier prestigieux, du « beau quartier ». Une image qui aurait, semble-t-il, séduit ceux en quête d'un territoire qui les stigmatiserait positivement et les distinguerait socialement. Mais pour plusieurs, c'est l'arrivée de ces derniers gentrificateurs, au pouvoir financier plus élevé que la moyenne, qui aurait fait du Plateau Mont-Royal un « quartier cher », comme le soutient ouvertement Serge Truffaut dans son article paru en mars 1996 sous le titre « Le Plateau est cher : le marché pour deuxièmes acheteurs est responsable de la surévaluation des propriétés » :

Le Plateau est cher. C'est lapidaire comme constat. On en convient. Mais lorsqu'on songe aux prix que demandent les vendeurs du Plateau et qu'on les compare aux prix fixés par les propriétaires d'unités comparables, unités situées dans des quartiers guère plus éloignés du centre-ville que ne l'est le Plateau, on ne peut que souligner la prétention du rapport qualité-prix qui prévaut dans ce coin de pays. Il en est ainsi à cause du marché pour deuxièmes acheteurs. Les valeurs qui ont cours sur ce segment de l'activité immobilière sont élevées au point où on est en droit de formuler l'hypothèse suivante : "Ils fixent les prix comme si nous étions encore à l'ère de l'inflation élevée. Or, l'inflation, nourriture par excellence de l'immobilier, il n'y en a plus. Enfin presque plus". Mieux, ou pire, la courbe des prix qui distingue le marché pour deuxièmes acheteurs a été confectionnée comme si ce quartier avait fait faux bond, pour ainsi dire, à la récession du début de la décennie ainsi qu'à la lente rémission qui a fait suite.<sup>113</sup>

Quoiqu'il en soit, le Plateau Mont-Royal de cette fin de décennie est largement perçu comme un des quartiers montréalais des plus inaccessibles. L'article de Julie Calvé datant du 19 juin 1997 est des plus éloquents à ce sujet :

Les agents immobiliers se frottent les mains. On achète, on vend, on convertit...le Plateau Mont-Royal, un nouveau petit Outremont ? [...] pour élire domicile en ce lieu privilégié, voire culte (si ce n'est déjà fait), mieux vaut compter sur un portefeuille bien garni. [...] Au cœur du Plateau, un triplex en bon état, sans stationnement ni cour, va facilement chercher dans les 200 000\$. Et ici, on ne parle pas du "kit de luxe" dans le genre "céramiques portugaises et terrasse à la provençale"...Les immeubles à logements deviennent une denrée rare sur le Plateau. La mode, quoi qu'en ait dit au cours des dernières années, demeure la conversion en copropriétés. Le Plateau se transforme peu à peu en repaire de condos. Au-delà de 400 mises en chantier ont occupé le Plateau et le Centre-Sud au cours de l'année dernière. On retape de vieux immeubles, l'ancienne usine Stuart de la rue Laurier par exemple. On construit sur des

<sup>113</sup>Truffaut, Serge, « Le Plateau est cher : Le marché pour deuxièmes acheteurs est responsable de la surévaluation des propriétés », *Le Devoir*, 23 mars 1996.

petits lots restés vacants cédés par la Ville à des promoteurs. Et puis on convertit carrément les logements en condominiums. Mieux vaut vendre trois fois 100 000\$ qu'une fois 225 000\$. Quant aux locataires, qui paient déjà parfois jusqu'à 900\$ pour un logement, ils peuvent se permettre de faire le petit saut manquant pour devenir propriétaire. La Ville appuie d'ailleurs ce virage avec un programme de congé d'impôt foncier. Les immeubles à logements et les condominiums ne représentent que 30% du marché de l'immobilier au Québec. Cependant, c'est un marché en plein développement. [...] Un condominium, sur le Plateau, soit un cinq et demi ou un six et demi, se vend généralement autour de 100 000 dollars. Règle simple : à 80 000\$, on effectuera des travaux; à 120 000\$, on profitera du design. Cher ? Les agents immobiliers rétorquent que le marché a atteint un juste équilibre. Celui qui vend sa propriété ne perd pas d'argent, et celui qui l'achète n'en perdra pas non plus. Le Plateau Mont-Royal est un secteur de stabilité : il vit moins difficilement que les autres les années de crise, et se porte d'autant mieux les bonnes années. Bref, d'un côté comme de l'autre, on en a pour son argent. Petit budget, s'abstenir donc. Si vous rêvez d'un duplex pour moins de 125 000\$ (qui ne sera pas totalement à reconstruire, il va sans dire...), suivez la ligne du métro et descendez à la station Jean-Talon ou à Jarry. Quartier Villieray, exactement là où se dirige la vague spéculatrice, celle qui rafle présentement le Plateau, après avoir terminé avec Outremont voilà dix ans.<sup>114</sup>

Néanmoins, mise à part quelques critiques envers l'intensification de la construction neuve, cette dernière vague de gentrification ne fut pas dénoncée farouchement comme celles des années précédentes. Même que les opposants les plus intraitables des années 1980 ne la virent pas comme une menace sur les habitants locaux. On s'inquiète tout au plus des problèmes d'ordre pratique qu'elle amène (bruit, congestion des rues, stationnement), comme le constate le journaliste Yvon Laberge dans *La Presse* :

Les cinq conseillers municipaux du quartier - tous dans l'opposition - ne s'en plaindront pas. L'un deux, Michel Prescott, trouve qu'il n'y a pas là matière à tant "de pétage de bretelles" et souhaite que l'administration Bourque donne l'heure juste, pas des demi-vérités. En attendant, d'insertion en insertion, le Plateau continue de se tricoter encore plus serrée. Michel Depatie, directeur général de la SIDAC de l'avenue du Mont-Royal, le constate aussi. Il faudra donc, dit-il en substance, que l'administration municipale gère les problèmes qui viennent avec! Notamment, celui du stationnement...<sup>115</sup>

Si l'infiltration de ces derniers gentrificateurs ne suscite pas de réactions virulentes comme dans le passé, c'est probablement parce qu'elle s'est faite d'une manière plus douce et qu'elle n'a pas vraiment dérangé les locataires en place, des locataires qui ont eu de surcroît, comme le soulignait la journaliste Julie Calvé, la possibilité

<sup>114</sup>Clavé, Julie, « le marché immobilier sur le Plateau : Condo or not condo », *Voir*, 19 juin 1997.

<sup>115</sup>Laberge, Yvon, « Le Plateau Mont-Royal est un quartier à la mode », *La Presse*, 30 mars 1997.



d'acheter un logement neuf grâce au programme municipal de congé d'impôt foncier établi depuis 1990. Comme le confirme Michel Depatie, directeur de la SIDAC de l'avenue Mont-Royal, le Plateau des années 1990 est visiblement plus marqué par la sophistication de l'activité commerciale que par un bouleversement démographique :

Le boum des années quatre-vingt est passé. On a atteint une forme de stabilisation. Maintenant le Plateau va bien. La conversion des logements en condos se poursuit, ce qui ne signifie pas que les gens qui habitent le quartier depuis trente, quarante ou cinquante ans en soient chassés. S'il est évident qu'il est plus difficile pour quelqu'un à faible revenu d'habiter le Plateau, il est aussi vrai que ceux qui y sont depuis longtemps peuvent continuer à y vivre. Le quartier conserve une diversité intéressante, en termes de milieu social. [...] Depuis dix ans, les changements sont plus apparents au niveau commercial que démographique. Une mixité commerciale s'est développée en fonction du nouveau résident, du nouveau consommateur. Dans l'alimentation, par exemple, on a commencé à desservir à l'européenne. C'est ce qui s'est accentué au cours des années quatre-vingt-dix.<sup>116</sup>

#### 6.4 SYNTHÈSE

La première remarque que nous pouvons émettre est que chaque discours identifié dans la presse correspond à l'un des trois cycles du schéma de gentrification de Pattison (1977). Le premier discours - bien que discret comparativement à celui de la décennie suivante - porte ainsi sur la première vague de gentrificateurs qui s'est manifestée durant les années 1970. La description médiatique de ce premier groupe de gentrificateurs, formé d'artistes, de professionnels et d'étudiants, concorde assez bien avec la description des *pionniers* faite par les théoriciens de la gentrification. En effet, ils paraissent à travers la presse comme ces groupes intellectuels, à faible ou moyen revenu, qui investissent les quartiers populaires centraux pour des raisons économiques mais aussi symboliques (anti-conformisme, « marginalisation voulue »). Figurant parmi les premiers à percevoir et à vouloir faire reconnaître les valeurs **topologique** (centralité, accessibilité, diversité des transports, etc.), **d'urbanité** (sociabilité, diversité spatiale et fonctionnelle), **patrimoniale** (stock immobilier de grande qualité architecturale et à prix abordable) et **morale** (diversité

---

<sup>116</sup>Propos de M. Depatie dans Calvé, Julie, « Michel Depatie : sur un plateau d'argent », *Voir*, 19 juin 1997.

ethnique et sociale, cohabitation pacifique, tolérance, entraide, etc.) du quartier ancien, ces *pionniers* sont présentés comme des acteurs qui ont joué un rôle incontestable dans le renversement de la tendance au déclin du quartier central. Mais leur contribution ne se limitera pas à cela. En élisant le quartier comme lieu de résidence et de création, ce groupe, qui compte un nombre élevé d'artistes, viendra à son tour conférer au quartier une nouvelle valeur. Cette valeur est très peu explorée par la littérature consacrée au « retour à la ville » (mise à part quelques auteurs comme Ley, 1996), alors qu'elle apparaît clairement dans la presse : à savoir celle que nous pouvons qualifier comme la **valeur de créativité**. Cette valeur est celle qu'on reconnaît depuis peu aux endroits devenus d'importantes scènes intellectuelles et artistiques; aux espaces qui furent les lieux de naissance, de résidence, de travail ou de passage de grandes personnalités artistiques; ou qui ont constitué tout simplement le décor de célèbres œuvres artistiques (littérature, théâtre, cinéma, peinture, etc.). En effet, c'est en se basant sur cette valeur que l'Unesco (organisme international voué à la sauvegarde patrimoniale) a procédé à la nomination des « Villes créatives », telle qu'Édimbourg (Écosse), première ville consacrée « Ville Unesco de littérature » en 2004; suivie de Santa Fé (USA), première « Ville Unesco des arts populaires » en 2005 et Popayan (Colombie), première « Ville Unesco de la gastronomie » en 2005. Dans le cas du Plateau, cette valeur de créativité émerge dans le discours médiatique à la fin des années 1970 et se voit renforcée durant les années suivantes : le Plateau n'est pas seulement reconnu comme le vivier par excellence des groupes créatifs montréalais - dont certains connaissent une notoriété à l'échelle nationale - mais aussi - comme nous le verrons dans le chapitre suivant - le lieu de résidence et la source d'inspiration du plus célèbre auteur-dramaturge montréalais, à savoir Michel Tremblay. Notre étude nous apprend ainsi que le rôle des artistes sur la réhabilitation de l'image d'un quartier n'est pas négligeable. Que ce soit par leur engagement envers le patrimoine bâti (discours militant et auto-amélioration domiciliaire) ou par leur simple présence, ils induisent une nouvelle lecture des quartiers centraux. Si, de manière générale, la première vague de gentrificateurs fut bien accueillie par la presse, il en fut tout autrement pour la deuxième vague. En effet, lorsque le phénomène de gentrification

prend de l'ampleur et gagne une grande visibilité durant les années 1980 (grâce, entre autres, aux incitatifs à la rénovation domiciliaire et à l'accès à la propriété), le discours de la presse se fait plutôt alarmiste et dresse le Plateau Mont-Royal comme un lieu de tension entre anciens et nouveaux habitants. Il faut préciser que le profil médiatique de ces derniers correspond assez fidèlement au portrait des *Yuppies* dressé par les théoriciens de la gentrification. La presse les présente effectivement comme cette catégorie socioculturelle qui œuvre dans le domaine du tertiaire (les nouvelles technologies, l'enseignement, les médias, les communications, la culture ou les arts) et qui bénéficie de meilleurs revenus comparativement aux *pionniers*. Au chapitre du choix résidentiel, la presse fonde leurs motivations essentiellement sur quatre valeurs, à savoir la **valeur topologique** du quartier, sa **valeur d'urbanité**, sa **valeur patrimoniale** ainsi que sa **valeur d'usage** (rénovation domiciliaire et revitalisation urbanistique). Cependant, aucun article, à notre connaissance, ne fait allusion à l'impact du discours et des actions menées durant la décennie précédente et qui ont, pourtant, jeté les bases de la notoriété du Plateau (luttres populaires pour la sauvegarde du patrimoine urbain, promotion du modèle urbanistique traditionnel par l'élite savante, l'auto-amélioration résidentielle de la population locale et des *pionniers*, etc.). Pouvons-nous croire que ces seconds gentrificateurs furent indifférents à la campagne de revalorisation entreprise durant les années 1970 et qui a fortement contribué à faire reconnaître officiellement les qualités du quartier jusqu'ici oblitérées? Auraient-ils également été insensibles à la valeur de créativité instaurée par la concentration d'artistes ou encore à la valeur identitaire du quartier que nous présenterons en détails dans le dernier chapitre ? Chose certaine est que leur arrivée a profondément marqué l'histoire du quartier par la polémique qu'elle suscita. Car, à ce stade historique, la gentrification n'est plus considérée comme un élément positif pour le quartier - contrairement à la première qui fut perçue comme un gage de prospérité - mais plutôt comme un phénomène d'« embourgeoisement outrancier », jugé immoral et néfaste pour la population locale. Le discours du moment reprend largement la thèse de la « ville revanchiste » de Smith (1996) selon laquelle la gentrification serait une injustice sociale et une pratique de ségrégation urbaine. La dramatisation médiatique du phénomène fera,

en tout cas, du Plateau le symbole de la « gentrification abusive » à Montréal. Une étiquette qui marquera les esprits puisqu'on n'hésitera plus, par la suite, à citer en exemple le Plateau lorsqu'on abordera le thème de la gentrification immorale<sup>117</sup>. Ainsi, pour cette période, le Plateau ne bénéficie pas d'un discours médiatique positif, ce qui vient nuancer notre hypothèse de départ. Il faudra attendre la décennie suivante, au moment où le Plateau rentre dans sa « phase de stabilisation » pour que la polémique prenne fin. Le discours des années 1990 viendra alors nuancer la thèse du « ghetto bourgeois » en prouvant, à l'aide de statistiques, que le Plateau demeure, malgré l'importante vague de délogements qu'il connu, un lieu où cohabitent toutes les couches socioéconomiques. Cependant, il faut reconnaître que la gentrification des années 1980 - même farouchement condamnée - permit au Plateau d'acquérir un certain **statut résidentiel**. En effet, c'est à partir de ce moment que Plateau commence à perdre sa réputation de « quartier populaire » - qui avait fortement séduit les *pionniers* - au profit du quartier « convoité » et « cher ». D'ailleurs, dans de nombreux articles de presse, on percevra l'arrivée des troisièmes gentrificateurs comme l'indicateur de cette réputation récemment acquise; une réputation qui se verra, par la même occasion, renforcée par la présence de ces derniers. Enfin, il faut préciser que ces troisièmes gentrificateurs - qu'on surnomme les « Dinks » et dont le profil médiatique correspond assez fidèlement à celui dépeint par les théoriciens - ne semblent pas constituer un groupe assez imposant quantitativement pour assurer l'homogénéisation sociale que la littérature scientifique reconnaît habituellement à la troisième phase. Cela semble être la seule nuance à apporter au schéma de Pattison.

---

<sup>117</sup> Entre autres, Hétu, Richard, « Les vertus de la 'gentrification' », *La Presse*, 31 mars 2002.

## CHAPITRE VII

### UN QUARTIER ASSOCIE A MICHEL TREMBLAY

Ce chapitre aborde l'impact de la notoriété de l'auteur-dramaturge montréalais, Michel Tremblay, ainsi que son œuvre - *Les Chroniques du Plateau Mont-Royal*<sup>1</sup> - sur la représentation médiatique du Plateau Mont-Royal. Toutefois, avant d'entamer le vif du sujet, nous présenterons en premier lieu cette personnalité qui a marqué l'histoire québécoise et qui est reconnue aujourd'hui comme une figure emblématique de la culture montréalaise.

#### 7.1 UN AUTEUR EXCEPTIONNEL A LA REPUTATION INTERNATIONALE

Michel Tremblay est largement reconnu aujourd'hui comme l'un des piliers de la littérature et du théâtre québécois<sup>2</sup>. Il fut souvent qualifié par la critique comme le plus illustre auteur-dramaturge montréalais, celui qui « a secoué le vieux théâtre et renouvelé de fond en comble la dramaturgie québécoise il y a 25 ans » et qui est devenu depuis « une personnalité énorme dans le monde théâtral québécois »<sup>3</sup>.



Figure 116 : Michel Tremblay. Photo tirée de *Liaison St-Louis*, du 7 au 21-11-1984.

<sup>1</sup> Les *Chroniques du Plateau Mont-Royal* sont une série de six livres sur les habitants du Plateau Mont-Royal : a) *La Grosse femme d'à côté est enceinte* (Tome I), Montréal, Leméac, 1978 et 1986; b) *Thérèse et Pierrette à l'école des Saints-Anges* (Tome II), Montréal, Leméac, 1980 et 1986; c) *La Duchesse et le roturier* (Tome III), Montréal, Leméac, 1982 et Paris, Grasset, 1984; d) *Des nouvelles d'Édouard* (Tome IV), Montréal, Leméac, 1984; e) *Le Premier Quartier de la lune* (Tome V), Montréal, Leméac, 1989; f) *Un objet de beauté* (Tome VI), Montréal Leméac, 1997.

<sup>2</sup> Les informations sont tirées des ouvrages sur l'auteur qu'on retrouve dans la bibliographie.

<sup>3</sup> Lévesque, Robert, « Michel Tremblay au milieu de son monde », *Le Devoir*, 31 août 1993.

On le dit même « béni des dieux tant son oeuvre est rapidement devenue synonyme de succès de public »<sup>4</sup>. En effet, plusieurs de ses pièces ont été applaudies au Québec et à l'étranger et la plupart d'entre elles ont été publiées en anglais. Six fois boursier du Conseil des Arts du Canada, Tremblay s'est vu décerné de nombreux prix dont le premier remonte à 1964 au Concours des Jeunes Auteurs de Radio-Canada avec la pièce *Le Train*. Il reçoit par la suite les Prix du Gala Méritas en 1970 pour sa fameuse pièce *Les Belles-Sœurs*, créée au Théâtre du Rideau Vert à Montréal en 1968, et qui connut un triomphe foudroyant tant au Québec qu'à l'étranger. Cette pièce qui avait suscité à l'époque toute une controverse, fut par la suite traduite en treize langues et jouée dans une vingtaine de pays. Ce vif succès lui a valu d'ailleurs une inscription dans la « Bibliothèque idéale du théâtre » par le magazine littéraire français. Il s'est vu attribué plusieurs autres distinctions qui ont été largement relayées dans la presse montréalaise<sup>5</sup>. C'est en raison de cette consécration nationale et internationale que la presse lui accorde un éloge particulier :

Tremblay, l'un des écrivains canadiens les plus connus à travers le monde, a pratiquement fondé la dramaturgie québécoise moderne en 1968 en faisant créer à la scène, par le metteur en scène André Brassard, *Les Belles-soeurs*, une pièce écrite dans la langue de la rue montréalaise, ce qu'on appelait alors le joul. Depuis près de trente ans, Tremblay a poursuivi et poursuit encore une oeuvre majeure qui compte son lot de chefs-d'oeuvre. L'auteur d'*À toi pour toujours*, *ta Marie-Lou* et d'*Albertine en cinq temps* a aujourd'hui 52 ans et son univers littéraire s'est étendu à l'adaptation théâtrale, au roman, à la chronique, à la chanson, au recueil de souvenirs d'enfance et

<sup>4</sup> David, Gilbert, « Michel Tremblay : L'amour et le désamour », *Le Devoir*, 3 février 1996.

<sup>5</sup> Tels que le Prix Chalmers Award en 1972, 1973, 1974, 1975, 1978 et 1986; le Prix Victor-Morin de la Société Saint-Jean-Baptiste pour l'ensemble de son oeuvre en 1974; le Prix du meilleur scénario au Festival du film canadien en 1975; le Prix du Lieutenant-gouverneur de l'Ontario en 1975 pour *Hosanna* et en 1976 pour l'ensemble de son oeuvre. En août 1978, il est désigné comme le Montréalais le plus remarquable des deux dernières décennies dans le domaine du théâtre. Il obtient notamment le Prix France-Québec en 1981 pour *Thérèse et Pierrette à l'école des Saints-Anges*; le Prix Québec-Paris en 1984 pour *La Duchesse et le roturier* et pour *Des nouvelles d'Édouard*. En mars 1984, le gouvernement français lui rend hommage en le nommant Chevalier de l'Ordre des Arts et des Lettres de France. Le Prix Athanase-David lui est remis en 1988 pour l'ensemble de son oeuvre. L'année suivante, il remporte le Grand Prix du livre de Montréal. En 1991, à Lyon, le romancier reçoit officiellement le Prix Jacques-Cartier pour l'ensemble de son oeuvre tandis qu'à Montréal, il obtient un doctorat honorifique des Universités Concordia et McGill. En 1992, l'Université Stirling d'Écosse lui remet aussi un doctorat honorifique pour la pièce *Les Belles-Sœurs* traduite en Yiddish. La même année, il gagne le Grand Prix de théâtre du *Journal de Montréal* et il est le premier des auteurs montréalais à recevoir le meilleur hommage littéraire dans le cadre du concours « La petite bibliothèque du parfait Montréalais » tenu au Marché Bonsecours. Sa pièce *Les Belles sœurs* fut récompensée en raison de « l'excellence et la 'montréalité' [...] indéniables » (« Les meilleurs hommages littéraires à Montréal », *Le Devoir*, 11 septembre 1992). *La grosse femme d'à côté est enceinte* gagne notamment la faveur des Montréalais invités à choisir leur livre préféré à travers le concours *Mon Montréal à Moi*. En 1995, on lui remet les Prix Molson et Le Signet d'Or de Plaisir de lire pour *Un Ange cornu avec des ailes de tôles* et le Prix littéraire du Québec et le Prix des lectrices d'*Elle Québec*. Enfin, il mérite en 1999, le Prix du Gouverneur général pour les arts de la scène ainsi que le Prix Gascon-Thomas de l'École nationale de théâtre. Il faut noter en passant que plusieurs de ses oeuvres théâtrales ont été portées au grand écran dont *C'ta ton tour Laura Cadieux* en 1998 réalisé par Denise Filiatrault et qui connut un record d'affluence. Il fera également sa marque dans la chanson (parolier pour Pauline Julien, Renée Claude et Monique Leyrac) et le cinéma (signant les scénarios des films suivants : *Françoise Durocher*, *Waitress*, *Il était une fois dans l'Est*, *Parlez-moi d'amour* et *Le Soleil se lève en retard*).



d'adolescence (où il excelle), et même au pamphlet avec son récent brûlot sur la télévision publique, *En circuit fermé*, une attaque en règle de la médiocrité et de la vénalité qui règnent dans l'univers télévisuel. Son théâtre est traduit et joué à travers le monde où l'on ne compte plus les productions de ses pièces, de la Grande-Bretagne à la Finlande, du Chili au Zaïre. Il y a quelques années la revue *Lire*, alors dirigée par Bernard Pivot, rangeait *Les Belles-soeurs* dans les 50 pièces de la bibliothèque idéale du théâtre, toutes époques confondues.<sup>6</sup>

## 7.2 LE PLUS CÉLÈBRE DÉFENSEUR DE LA LANGUE « POPULAIRE »

La réputation de celui qu'on reconnaît aujourd'hui comme le « plus célèbre auteur dramatique du Québec »<sup>7</sup>, ne tient pas uniquement de sa prodigieuse production littéraire et artistique mais aussi du fait qu'il fut le premier auteur à donner une place entière au « joual », la langue vernaculaire québécoise (tout au moins montréalaise). C'est dire qu'il constitue une figure emblématique de sa valorisation et de sa réhabilitation morale. Il s'est dressé comme le plus ardent défenseur de la langue populaire, à une époque où fusaient les lamentations et les accusations portant sur ce type langagier, une période connue sous le nom de la « querelle du joual ». Il est important de rappeler cette époque, où le débat linguistique prit une ampleur polémique impressionnante, pour saisir la place privilégiée qu'a occupée Michel Tremblay dans le paysage socioculturel du Québec<sup>8</sup>.

Comme nous le savons, la Révolution tranquille, amorcée durant les années 1960, allait sonner l'avènement d'une ère nouvelle, celle de la profonde réforme politique, économique, sociale et culturelle du Québec. Cette période de modernisation, caractérisée notamment par l'avènement de l'État moderne et de l'affirmation de l'identité québécoise, allait projeter au devant de la scène la question linguistique. La langue française allait devenir le fer de lance de la redéfinition identitaire des Canadiens-français, devenus Québécois. La nouvelle vision de la langue comme

<sup>6</sup> Lévesque, Robert, « Michel Tremblay reçoit le prix Molson du Conseil des arts », *Le Devoir*, 31 mars 1995.

<sup>7</sup> Baillargeon, Stéphane, « Personne ne condamne Michel Tremblay », *Le Devoir*, 16 novembre 1992.

<sup>8</sup> Le contexte est tiré principalement des ouvrages suivants : Allard (1982); Archambault (1975); Barrette (1996); Bélair (1972); Bouchard (1998); Boulanger (2001); Brochu (2002); Castonguay (1984); Corbeil (1980); David et Lavoie (1993); Ducrocq-Poirier (1987); Filteau (1978); Gauvin (2000); Gémard (1983); Lamonde (1998); Laurendeau (1985, 1987); Leclerc (1986, 2004); Legrand (1980); Piccione (1999); Plourde (2000).

instrument idéologique et «symbole de libération d'une société qui n'acceptait plus son statut de minorité plus ou moins aliénée »<sup>9</sup>, allait déboucher, quelques années plus tard, sur « l'époque des lois linguistiques »<sup>10</sup> qui allait permettre au français de passer du statut de langue des Canadiens-français à celui de langue étatique. Toutefois, cette prise de conscience linguistique allait se manifester par une détermination excessive du *purisme* à l'égard du français. En effet, pour plusieurs intellectuels, le français québécois paraissait « dégradé » et « contaminé » par l'anglais et il leur semblait impératif de renouer avec la mère-patrie pour faire face à l'assimilation. Le français populaire traversa alors une période de dépréciation. On lui préféra le français de Paris, associé au « raffinement », qui devint d'ailleurs, durant les années 1960 et 1970, la norme des médias et de l'intelligentsia. L'élite québécoise, alignée sur le modèle parisien, s'efforça alors de valoriser la langue, non seulement en termes de statut politique et économique mais également en termes de prestige sociolinguistique. L'une des premières publications de l'Office de la langue française intitulée *Norme du français écrit et parlé au Québec* est révélatrice de cette conception dominante de la norme qui prévalait dans les années 1960. On y appelle à l'utilisation plus soignée du français et on n'admet que peu de variations linguistiques par rapport au français hexagonal :

L'Office estime que, pour résister aux pressions énormes qu'exerce sur le français du Québec le milieu nord-américain de la langue anglaise, il est indispensable de s'appuyer sur le monde francophone : cela veut dire que l'usage doit s'aligner sur le français international, tout en faisant sa place à l'expression des réalités nord-américaines.<sup>11</sup>

Cette nouvelle hantise linguistique allait nourrir tout un mouvement connu sous le nom du « joual-mépris », dont le célèbre ouvrage de Jean-Paul Desbiens intitulé *Les insolences du Frère Untel*, paru en 1960, se fit le représentant. Le joual fut alors dénigré, jugé comme un jargon infâme, vulgaire et truffé d'archaïsmes et d'anglicismes. Il fut souvent associé à l'incivilité, à un manque d'éducation, à un élément impropre à la réussite sociale et indigne de la culture québécoise, tel que l'a

<sup>9</sup> Leclerc (2004) : 1.

<sup>10</sup> La loi 63, loi pour promouvoir la langue française au Québec, 1969 ; La loi 22, loi sur la langue officielle, 1974 ; et La loi 101, charte de la langue française, 1977.

<sup>11</sup> Tiré de Leclerc (2004) : 4.

laissé apparaître un article, paru dans *La Presse* en 1973, qui fustigea le joul sans retenue :

Si l'on entend par là un mélange d'anglais et de français largement farci de jurons ou d'expressions ordurières...on ne peut hésiter un instant. Il faut l'empêcher de triompher, car il s'agit alors d'un jargon pour initiés, d'un dialecte tribal quelconque qui ne saurait prétendre véhiculer une réelle culture. C'est un langage plus près de l'animal que de l'homme.<sup>12</sup>

Enfin, ce mouvement de dédain culmina avec les propos tenus, en 1968, par Pierre Éliott Trudeau, alors ministre fédéral de la Justice, dans lesquels il traita le français vernaculaire québécois de *Lousy French* (français « pouilleux »), ajoutant qu'il était impossible de reconnaître des droits linguistiques et politiques à un peuple dont la langue était d'une piètre qualité. En réaction à cette croisade entreprise par les *puristes*, plusieurs artistes et intellectuels s'insurgèrent contre cette obsession du français normatif et dénoncèrent les tentatives d'anéantissement de la langue « québécoise » entreprise par cette élite dirigiste. En fait, cette idéologie « européanisante » ne fit pas l'unanimité à une « époque centrée sur la québecité »<sup>13</sup>. Tout un mouvement contestataire se dressa pour défendre la spécificité québécoise et clamer la fierté du joul, alors érigé comme le reflet de l'histoire et de l'âme du peuple québécois. Si Jacques Renaud publia le premier roman en langue vernaculaire en 1964, intitulé *Le Cassé*, c'est Michel Tremblay qui fut reconnu comme le chef de file du genre, avec la sortie des *Belles sœurs* en 1968, pièce théâtrale qui fut qualifiée de « bombe ». En effet, cette pièce (ainsi que toutes les autres oeuvres littéraires et théâtrales qui suivirent), qui s'inspirait du milieu populaire francophone et usait du langage ordinaire de tous les jours, suscita « une des plus importantes polémiques culturelles de l'histoire du Québec »<sup>14</sup>. Plusieurs critiques s'insurgèrent contre la « grossièreté » de la pièce comme le fit le critique du journal *La Presse*, Martial Dassylva, au lendemain de la première des *Belles sœurs* :

Cette grossièreté et cette vulgarité procèdent de la théorie archiréaliste suivant laquelle le joul est la langue naturelle et nationale des Québécois, et qu'en

---

<sup>12</sup> Tiré de Leclerc (2004) : 3.

<sup>13</sup> Leclerc (2004) : 4.

<sup>14</sup> Boulanger (2001) : 18.

conséquence, lorsqu'on met en scène des gens d'une certaine classe de la société québécoise, il faille, quoi qu'il coûte, user du langage que, prétend-on, ils emploient.<sup>15</sup>

Il reste que cette œuvre allait connaître un succès retentissant auprès d'un public qui s'y reconnaissait tel que le rappelait le journaliste à l'hebdomadaire *Voir*, Luc Boulanger : « Depuis lors [la sortie des *Belles sœurs*], les Québécois se reconnaissent intimement dans l'univers de cet écrivain prolifique, qui a su construire avec son public une puissante relation affective »<sup>16</sup>. C'est qu'en osant brandir sa langue et s'en servir comme instrument d'expression, pendant que d'autres cherchaient à l'étouffer, la refouler ou la renier, Michel Tremblay allait devenir un des principaux éveilleurs de la conscience québécoise et l'un des plus importants écrivains engagés qui parvint à « dignifier » la langue populaire. Grâce à sa capacité à cristalliser autour de sa personne le mouvement contestataire des québécois, Tremblay s'impose comme un révolutionnaire avéré. D'ailleurs, c'est comme un véritable leader politique qu'il s'exprimera lors d'une entrevue avec *La Presse*, en juin 1973 : « C'est [le joul] une arme politique et linguistique utilisée par les artistes, et que le peuple comprend d'autant plus qu'il l'utilise tous les jours. [...] C'est un devoir d'écrire en joul, tant qu'il restera dans un pays des québécois pour s'exprimer ainsi »<sup>17</sup>. Après être sorti gagnant de la lutte sur la question linguistique, il dira avec une certaine virulence à l'adresse des *puristes* :

On n'a plus besoin de défendre le joul, il se défend tout seul. Cela ne sert à rien de se battre ainsi. Laissons les détracteurs pour ce qu'ils sont : des complexés, des snobs ou des colonisés culturels. Laissons-les brailler, leur chiâlements n'empêcheront pas notre destin de s'accomplir. Le joul en tant que tel se porte à merveille, il est plus vivace que jamais... Quelqu'un qui a honte du joul, c'est quelqu'un qui a honte de ses origines, de sa race, qui a honte d'être québécois.<sup>18</sup>

Dans l'un de ses nombreux articles consacrés entièrement à Michel Tremblay, le chroniqueur Robert Lévesque nous livre une intéressante analyse sur l'impact révolutionnaire qu'a eu *Les Belles-sœurs* sur l'establishment de l'époque, à l'instar de la pièce théâtrale *Look back in Anger* de John Osborne en Grande-Bretagne :

<sup>15</sup> *La Presse*, 29 août 1968 ; tiré de Boulanger (2001) : 17.

<sup>16</sup> Boulanger (2001) : 10.

<sup>17</sup> Tiré de Boulanger (2001) : 18.

<sup>18</sup> Tiré de Leclerc (2004) : 4.

En 1956, en 1968, à Londres, à Montréal, ces deux pièces, aujourd'hui dans le répertoire mondial, sont des électrochocs sociaux bien avant d'être considérées comme des chefs-d'œuvre de la dramaturgie. Dans le matérialisme britannique de l'après-guerre, la figure, le cri du prolétaire Jimmy Porter dans *Look Back in Anger* résumant une rébellion sociopolitique qui prendra l'allure d'une lutte des classes. Dans le colonialisme culturel québécois des années 50 et 60, la figure, le cri de Germaine Lauzon dans *Les Belles-soeurs* épousent une révolte nationaliste qui prendra l'allure d'une bataille de la langue. Ce sont des pièces coups de poing. Des colères froides; les premières colères, réfléchies et percutantes. [...] Tremblay fait de Germaine Lauzon le réceptacle d'une colère plutôt que sa profératrice, elle est dans sa cuisine du Plateau Mont-Royal le témoin impuissant et floué d'une vaste machination de vol, mais un témoin qui gêne parce qu'il pleure à chaudes larmes, sa naïveté crevée. La pièce d'Osborne secoua les Anglais dans leur conformisme. La pièce de Tremblay secoua les Québécois dans leur innocence. Osborne avait 27 ans en 1958, sa première pièce prenait de court un public étouffé de snobisme et de traditions inébranlées depuis 50 ans, depuis les années Shaw. Tremblay avait 26 ans en 1968, il était tout simplement le premier, ici, à porter à la scène le langage populaire, son accent, ses sacres, ses misères. Politique à Londres, linguistique ici, le combat était le même, combats de désespérés dans des décors de logements à deux sous. [...] En 1968, le monde vu par Germaine Lauzon était celui d'un Québec aux prises avec une Révolution tranquille dérapante, Jean-Jacques Bertrand bafouillait une politique de la langue, les timbres Gold Star régnaient et le terrorisme grondait. [...] À la fin des Belles-soeurs, agenouillée, ramassant ce qui reste de livrets, Germaine Lauzon crie «mes timbres, mes timbres!» comme Harpagon criait «ma cassette, ma cassette!». Comme Jimmy Porter crie sa colère pour qu'elle ne s'enfuie pas. De ces trois personnages de théâtre qui vivent d'illusions et de misère, seule Germaine pleure à chaudes larmes. Elle pleure à chaudes larmes, écrit Tremblay en didascalie. Pourquoi pleure-t-elle tant ? Pas pour ses timbres. On ne pleure jamais pour les détails. Les détails cachent les causes muettes. Jimmy pleure sur la difficulté d'être ; Germaine sur la dépossession d'elle-même. Ces pièces-là étaient de grandes premières colères. Osborne s'est calmé. Tremblay persiste.<sup>19</sup>

L'analyse de Lévesque vient ainsi confirmer l'idée de Boulanger selon laquelle « le dramaturge est autant un acteur qu'un témoin des bouleversements de la société québécoise. [...] L'histoire de son œuvre dramatique est intimement liée à celle de ce pays et de la société qui la compose ; elle a su s'en faire le reflet autant que le révélateur »<sup>20</sup>. Si certains historiens affirment que cette obsession ou malaise linguistique n'a jamais été totalement étouffé<sup>21</sup>, il demeure qu'aujourd'hui la langue vernaculaire est un élément culturellement acquis et largement employé dans la littérature, le chant, la comédie et la télévision, grâce notamment au combat mené par Michel Tremblay.

<sup>19</sup> Lévesque, Robert, « Pleure pas, Germaine », *Le Devoir*, 19 février 1993.

<sup>20</sup> Boulanger (2001) : 8.

<sup>21</sup> Selon Bouchard (1998) et Leclerc (2004), ce malaise est toujours présent mais avec moins d'intensité que durant les années 1960-1970.

### 7.3 UN AUTEUR ISSU DU PEUPLE QUI ECRIT SUR LES MILIEUX POPULAIRES MONTREALAIS

Outre son rôle sociopolitique dans la glorification de la langue populaire, Michel Tremblay est également reconnu pour avoir contribué au renouveau littéraire des années 1960-1970 qui marqua une rupture avec la période précédente fortement alimentée par le conservatisme clérico-politique. En effet, sous le gouvernement de Lesage qui abolit la censure, la littérature québécoise, qui se développe dans le sillage de la Révolution tranquille, prend un nouvel envol et les écrivains se mettent à innover et écrire sur la ville, considérée jusqu'ici comme lieu de débauche, de perversion et d'immoralité. Si les œuvres de Gabrielle Roy (*Bonheur d'occasion*) avaient quelque peu tracé le chemin durant les années d'après-guerre, les auteurs de l'après-Révolution tranquille abordent ouvertement la ville et les activités quotidiennes qui s'y rattachent (le chômage, la vie des ouvriers, la drogue, le meurtre, etc.). Les œuvres de Tremblay sont, à cet égard, des plus éloquentes. En effet, l'univers « tremblayen » est peuplé de marginaux et de citoyens ordinaires. En cherchant à rendre fidèlement les scènes et les mœurs de la vie quotidienne avec un souci de vérité, les œuvres de Tremblay recouvrent une critique saisissante des conditions sociales des milieux ouvriers montréalais des années 1940-50. Ses œuvres, qui mettent en scène les préoccupations de la classe prolétaire et révèlent les aspects de la société urbaine, assument quelque peu un rôle « sociocritique, puisque la société est représentée avec beaucoup de précision dans ses romans (et son théâtre) »<sup>22</sup>. Le journaliste Gilbert David dira au sujet de Tremblay qu'avec « une rare constance, il a touché la fibre sensible de la collectivité en jetant sur la scène des personnages d'une bouleversante humanité, animés par une révolte ou une rage qu'ils disputent à l'impuissance et par une soif de se comprendre qui les arrache à l'ignorance et aux préjugés de leur milieu étouffant. Un tel regard est inestimable »<sup>23</sup>. Brochu avancera également :

<sup>22</sup> Brochu (2002) :12.

<sup>23</sup> David, Gilbert, « Michel Tremblay. L'amour et le désamour: Messe solennelle pour une pleine lune d'été est créée chez Ducepte dans une mise en scène d'André Brassard », *Le Devoir*, 3 février 1996.



Conjointement avec la formule de la chronique romanesque à laquelle il donne ses lettres de noblesse, ce qui fait en bonne partie l'intérêt des romans de Tremblay et permet de les distinguer de beaucoup d'entreprises littéraires postmodernes, c'est que l'écrivain, issu du peuple, peint le peuple et confère naturellement à son œuvre une dimension carnavalesque, pour reprendre un concept du poéticien Mikhaïl Bakhtine. Cette dimension met l'œuvre de Tremblay en rapport avec l'une des grandes traditions de la littérature occidentale, celle qui s'alimente directement de la culture populaire. [...] Le réalisme grotesque, le rire qui permet aux personnages de transcender leur malheur, leur misère matérielle, affective et morale, sont présents aussi au cœur des grands romans de Michel Tremblay et déterminent une part essentielle du plaisir qu'on y prend. C'est le peuple qui parle, dans l'œuvre romanesque et dramatique de Tremblay, c'est ce milieu populaire auquel l'auteur appartient profondément.<sup>24</sup>

Si les défenseurs de la culture élitiste ont reproché à Tremblay le « misérabilisme » des milieux qu'il dépeint, les partisans de la culture populaire y ont vu une traduction fidèle de la réalité sociale et culturelle des québécois, tel que le suggérait Michel Bélair dans son ouvrage de 1972 :

Les textes de Tremblay ne sont pas improvisés ex nihilo ; ils traduisent une réalité : La nôtre. Ou du moins celle d'une partie de la population québécoise. De fait, il y a toujours deux types de réaction aux pièces de Tremblay ; il fallait assister à la première d'*À toi, pour toujours, ta Marie-Lou*, par exemple, pour se rendre compte. D'un côté, une première catégorie de spectateurs rejette ce monde trouble et peu réjouissant en prétendant qu'il n'est plus fidèle à la réalité et qu'il transcrit plutôt un univers culturel dont la majorité des Québécois ont réussi à se débarrasser. De l'autre, une deuxième catégorie de spectateurs semble se rendre compte que cet univers est encore excessivement présent et qu'il conditionne l'existence de la presque majorité des Québécois. Cette dernière attitude correspond plus à la réalité québécoise ; une brève incursion dans les quartiers populaires de Montréal le démontre rapidement. [...] Les personnages de Tremblay sont certes caricaturés ; mais ils ne traduisent pas moins une réalité qui s'impose comme étant l'une des plus vraies que l'on ait jamais mises en scène ici. L'image que l'œuvre de Tremblay donne de la société québécoise n'est peut-être pas très reluisante ; elle traduit du moins une facette de la réalité que l'on a peut-être trop tendance à oublier et qui, au niveau de certains comportements de base, communs même à ceux qui n'ont pas aucune attache avec les milieux populaires, reflète une certaine manière d'être Québécois.<sup>25</sup>

<sup>24</sup> Brochu (2002) : 42-43.

<sup>25</sup> Bélair (1972) : 39 et 59.

#### 7.4 LE PLATEAU, UNE SOURCE D'INSPIRATION ET UN « VILLAGE URBAIN » MAGNIFIÉ PAR MICHEL TREMBLAY

Le mythe du Plateau doit énormément à la légende de ce Michel Tremblay considéré comme le « prolifique auteur du Plateau Mont-Royal »<sup>26</sup>. Dans la presse montréalaise, la réputation du quartier se nourrit fortement de la renommée de cet auteur-dramaturge exceptionnel, né sur la rue Fabre au cœur de ce Plateau. Qu'elle soit d'une manière implicite ou explicite, la référence à Michel Tremblay est surtout présente dès la fin des années 1980 et tout le long des années 1990 (années glorieuses du Plateau durant lesquelles il reçoit les plus grands éloges de la presse). On souligne souvent que le Plateau Mont-Royal est « a Michel Tremblay neighborhood »<sup>27</sup> ou « le fief de Michel Tremblay »<sup>28</sup>. On rappelle que ce quartier « qui a inspiré Michel Tremblay dans ses *Chroniques du Plateau Mont-Royal* »<sup>29</sup> possède toutes les qualités requises « pour avoir imprégné l'imaginaire d'écrivains devenus célèbres »<sup>30</sup>. C'est essentiellement en référence à Michel Tremblay que certains journalistes anglophones diront que le « Plateau is the scene for fiction's famous characters »<sup>31</sup>. De même, les habitants interrogés par *La Presse* n'hésitent pas à afficher leur fierté de vivre dans « la petite patrie de Michel Tremblay »<sup>32</sup>.

Ceci dit, il n'y a pas uniquement l'image de Tremblay qui a joué un rôle significatif dans la construction de la légende du quartier, mais l'œuvre elle-même. Ce sont *Les Chroniques du Plateau* au succès retentissant - particulièrement celui de *La Grosse femme d'à côté est enceinte* en 1978 - qui allaient conférer au quartier un caractère « mythique » comme l'affirme le professeur de littérature, Alonzo LeBlanc :

Avec Michel Tremblay, le Plateau Mont-Royal est plus qu'un quartier, c'est un mythe. Par effet de l'art, la réalité géographique cède le pas à la représentation symbolique. [...] Au fil des œuvres, le Plateau Mont-Royal acquiert ainsi une existence seconde, proprement "tremblayenne" et mythique, c'est-à-dire élevée par l'art au statut de *mythe*, substance de récits anciens et nouveaux, de sorte que Pierre Popovic parlera

<sup>26</sup> « Les meilleurs hommages littéraires à Montréal », *Le Devoir*, 11 septembre 1992.

<sup>27</sup> Fiorito, Joe, « The Plateau: a Michel Tremblay neighborhood », *The Gazette*, 3 septembre 1995.

<sup>28</sup> Myles, Brian, « L'avenue du Mont-Royal prend du ventre », *Le Devoir*, 22 juin 1996.

<sup>29</sup> Deschênes, Joanne, « À la découverte du Plateau Mont-Royal », *La Presse*, 21 juin 1996.

<sup>30</sup> Duff, Jocelyn, « La banalisation de l'avenue du Mont-Royal », *La Presse*, 21 avril 1991.

<sup>31</sup> Todd, Jack, « Plateau Mont-Royal North: melting pot where east meets west », *The Gazette*, 23 mai 1987.

<sup>32</sup> « Bye bye banlieue », *La Presse*, 18 septembre 1994.

de la rue "Fabre" et qu'on ne peut plus évoquer ce quartier sans faire référence au plus illustre des habitants qui y ont vu le jour.<sup>33</sup>

Souvent dans la presse écrite, on ne peut s'empêcher de faire un clin d'œil à l'oeuvre de Tremblay lorsqu'on présente le Plateau. Certains journalistes l'évoquent lorsqu'ils dépeignent le Plateau comme la « Patrie de la *Binerie du Matou* et de nombreux personnages évoluant dans les romans de Michel Tremblay »<sup>34</sup>. D'autres en font référence lorsqu'ils décrivent les rues<sup>35</sup> ou encore l'architecture particulière du quartier comme le fait, par exemple, Jean Dion quand il parle de l'église Saint-Stanislas et l'Académie des Saints-Anges « rendues célèbres par Michel Tremblay dans le deuxième tome de ses *Chroniques du Plateau Mont-Royal* »<sup>36</sup> ou Marian Scott lorsqu'il traite du triplex : « Tremblay, famed for his plays chronicling life in working-class Montreal, describes a setting you couldn't find anywhere else. The setting is a triplex, a type of housing that Montreal invented »<sup>37</sup>.

Cette oeuvre allait ainsi donner au quartier ses lettres de noblesse comme le confirme le journaliste Denis Masse lorsqu'il avance que Michel Tremblay - avec le cinéaste André Melançon - « ont donné au Plateau Mont-Royal ses lettres de noblesse en y situant l'action de leurs oeuvres les plus attachantes »<sup>38</sup>. C'est qu'à travers l'oeuvre, le Plateau, qui est décrit avec un soin scrupuleux, se présente comme le « cœur » de Montréal, le lieu où « l'action véritable se passe ici »<sup>39</sup> :

Ce roman [La grosse femme d'à côté est enceinte], ainsi que les quatre qui le suivent, *Thérèse et Pierrette à l'école des Saints-Anges*, *La Duchesse et le roturier*, *Des nouvelles d'Édouard*, *Le premier quartier de la lune*, approfondissent la description du quartier. L'inventaire des lieux se déroule comme une spirale qui va de l'intérieur vers l'extérieur, à l'image même de la trajectoire personnelle de l'auteur, depuis le sein de sa mère, d'abord innommée, installée dans son lit, puis dans son fauteuil, dans sa chambre, de ce logement de sept pièces situé à l'étage du côté ouest de la rue Fabre près de Gilford, vers le quartier lui-même, les maisons voisines, la rue des magasins, le parc Lafontaine, le boulevard Saint-Joseph où sont installés les professionnels et les riches (comme l'ex-prostituée Ti-Lou), ainsi que les institutions propre au village urbain

<sup>33</sup> LeBlanc (1995) : 29.

<sup>34</sup> Garceau, Linda, « Le Plateau Mont-Royal, site d'une transformation intense », *Habibec*, 9 mars 1990.

<sup>35</sup> Dupaul, Richard, « Avenue Mont-Royal : un vent de renouveau », *La Presse*, 21 mars 1995.

<sup>36</sup> Dion, Jean, « Étonnante promenade sur le Plateau Mont-Royal », *La Presse*, 15 novembre 1991.

<sup>37</sup> Scott, Marian, « The 'livable, breathable house' : Triplex-with its outside stair case-is unique to Montreal », *The Gazette*, 21 avril 1994.

<sup>38</sup> Masse, Denis, « Le Plateau Mont-Royal, une ville dans la ville », *La Presse*, 8 août 1981.

<sup>39</sup> Brochu (2002) : 48.

québécois : l'église des Saints-Anges, l'école des garçons, et enfin vers les lieux situés hors du quartier : la bibliothèque municipale, la Main (rue Saint-Laurent), le Coconut Inn, le Théâtre des Variétés, le Théâtre National, le cinéma Outremont et ainsi de suite. Le narrateur évoque finalement toute la ville de Montréal, matrice de son épanouissement culturel comme de ses premiers succès de dramaturge et d'écrivain.<sup>40</sup>

Il faut souligner également que « l'univers sublimé qui va du Plateau Mont-Royal à la Main »<sup>41</sup>, instaure une vision du « village urbain » chargé d'humanisme. Combien de pages des *Chroniques du Plateau Mont-Royal* s'attardent sur la beauté du quartier, du parc Lafontaine, de ses rues dans lesquelles les gens virevoltent, de ses boulevards où se croisent les passants et où la diversité sociale se donnent à voir ou encore les arrière-cours des duplex et triplex où se déroule une vie de quartier intense. L'œuvre de Tremblay est, en ce sens, une apologie de la sociabilité de voisinage que la densité et promiscuité autorisent : un lieu où les uns et les autres cohabitent, dialoguent, se côtoient au marché, dans les parcs, bavardent à la sortie de la messe, conversent dans les bistrot du coin de la rue. Le Plateau devient un décor de la convivialité et un haut lieu des interactions sociales, qui sont, comme nous l'avons démontré dans le chapitre sur l'urbanité. André Brochu soulignera au sujet des *Chroniques du Plateau Mont-Royal* que « la chronique, c'est d'abord cela : une tribu considérable, dont chaque membre a son identité. Et ces personnages ont, les uns avec les autres, des relations fascinantes, en raison de leur individualité tantôt problématique, tantôt traversée par l'humour, la bonté, la souffrance. [...] En somme, tout le roman suggère, sur le plan symbolique, la constitution d'une société qui serait une immense famille »<sup>42</sup>. Ainsi ce Plateau « tremblayen » allait participer fortement au mythe du Plateau comme « village urbain » comme le remarque l'ouvrage intitulé *Le patrimoine de Montréal* :

Les années 1970 inaugurent alors une nouvelle phase où l'idéologie de rattrapage, qui "a transformé Montréal, mais plus spécifiquement le centre-ville, en un lieu d'échange, de spéculation, de mise en valeur des capitaux, étranger à l'histoire et aux aspirations de ses citoyens, échappant à leur contrôle, tant au plan social qu'esthétique"<sup>43</sup>, fait place à l'idéologie de réappropriation qui valorise le milieu de vie, son cadre bâti et les

<sup>40</sup> LeBlanc (1995) : 28.

<sup>41</sup> Lévesque, Robert, « Le cœur éclaté », *Le Devoir*, 12 juin 1993.

<sup>42</sup> Brochu (2002) : 35 et 180.

<sup>43</sup> Citation de Marsan (1983) : 121.

valeurs qui s'y rattachent. [...] La vie des quartiers se trouve également largement popularisée par des œuvres littéraires, comme celle de Michel Tremblay.<sup>44</sup>

Ce Plateau représenté comme un « village urbain » convivial a été d'autant plus significatif qu'il fut inspiré de la réalité du milieu comme le suggèrent Philippe Poullaouec-Gonidec et François Tremblay qui voient dans le « Plateau Mont-Royal tel que décrit par Michel Tremblay » un bel exemple de « littérature » qui « nous dessine » de « "beaux paysages de vie", indépendants de considérations formelles mais fortement ancrés dans une réalité sociale et culturelle »<sup>45</sup>. André Brochu partage également cette idée lorsqu'il révèle que « les Chroniques valent certainement par l'authenticité et la richesse de leur représentation d'un milieu populaire de Montréal »<sup>46</sup>.

Cependant, certains journalistes affirment qu'aujourd'hui « l'univers géographique de Michel Tremblay n'existe plus, sinon dans la dite œuvre et dans la mémoire de quelques anciens du Plateau »<sup>47</sup>, ce qui expliquerait le fait que le film *C'tà ton tour*, *Laura Cadieux* dû être tourné dans Hochelaga-Maisonneuve, estimé comme le quartier populaire montréalais qui a encore conservé « l'atmosphère du Plateau Mont-Royal de l'époque, avec ses cordes à linge, ses enfants qui jouent dans les ruelles, ses immeubles délabrés et certaines des grosses bonnes femmes qui sont au cœur de l'œuvre de Tremblay »<sup>48</sup>. Si le Plateau revitalisé ne correspond plus tout à fait à celui du « Québec urbain et prolétaire d'avant la Révolution tranquille »<sup>49</sup> que Tremblay a brillamment dépeint, il reste que ce dernier continue à alimenter l'imaginaire médiatique comme en témoignent de nombreux articles. D'ailleurs, dans l'un des articles de *La Presse*, Monique Larue et Jean-François Chassay se servent de *La Grosse femme d'à côté est enceinte* pour faire ressortir l'aspect « villageois » qui a toujours caractérisé le Plateau Mont-Royal<sup>50</sup>.

<sup>44</sup> Carreau et Serfaty (1998) : 32.

<sup>45</sup> Poullaouec-Gonidec, Philippe et François Tremblay, « Ressources patrimoniales : Mythes et fantasmes du paysage québécois : une réflexion sur les paysages devra tenir compte des valeurs inhérentes à un milieu », *Le Devoir*, 12 mai 1997.

<sup>46</sup> Brochu (2002) : 11.

<sup>47</sup> Calvé, Julie, « Les vieux commerçants du Plateau : Artefacts du temps présent », *Voir*, 19 juin 1997.

<sup>48</sup> Bilodeau, Martin, « Toutes des belles-soeurs! », *Le Devoir*, 3 octobre 1998.

<sup>49</sup> Brochu (2002) : 35.

<sup>50</sup> Larue, Monique et Chassay, Jean-François, « Promenades littéraires dans Montréal : Le Plateau Mont-Royal et le charme baroque de ses escaliers », *La Presse*, 10 décembre 1989.

Dans cette description du quartier, l'histoire et la fiction se confondent au point de devenir indiscernables :

Quartier résidentiel, essentiellement ouvrier à l'origine, le Plateau Mont-Royal, avec ses rues rythmées par les célèbres et controversés escaliers extérieurs, et bâties de duplex et triplex dont les balcons permettent d'assister au spectacle de la rue, offre une mise en scène urbaine typiquement montréalaise. Le dramaturge Michel Tremblay se souvient des lieux animés de son enfance quand il décrit une journée particulièrement mouvementée du début des années 1940 : "Tout le monde sur la rue Fabre sont sortis sur le balcon pour fêter le printemps"<sup>51</sup>. Sur une de ses galeries quasi campagnardes, Mauve, Violette et Rose, invisibles Parques montréalaises, tricotent des pattes pour bébés. En ce deux mai 1942 sept femmes de la rue Fabre sont sur le point d'accoucher. Autour d'elles, gens de voisinage, parents et amis croisent au fil des heures. Même la vieille Victoire, la mère d'Édouard, d'ordinaire occupée à régenter la vie quotidienne dans l'appartement quelque peu surpeuplé, sort de sa tanière. Fardée comme un clown, au bras de son fils rouge de honte, elle se promènera, en ce beau samedi après-midi ensoleillé, dans la rue Mont-Royal, sous le regard ébahi des commerçants qui la croyaient morte. [...] Comme les autres gamins, il (le petit Marcel, qui fait partie de la ribambelle des enfants de la rue Fabre), profite de cette journée de printemps et, traversant les rues Mont-Royal, Marie-Anne et Rachel, il débouche dans le parc Lafontaine pour s'adonner à ses jeux préférés. "Mais pour *jouer*, selon les critères de Marcel, il fallait entrer dans l'aire de verdure qui longeait la rue Calixa-Lavallée, en face de l'auditorium Le Plateau, là où se trouvaient tous les jeux, cette partie du parc Lafontaine qu'on appelait le *parc*".<sup>52</sup>

De même, quand on décrit le paysage social du Plateau des années 1990, on affirme que, malgré la gentrification du quartier, « il y a toujours "des grosses femmes d'à côté" avec leur petit Marcel »<sup>53</sup>. Certains vont jusqu'à parler des personnages « tremblayens » comme s'ils étaient réellement présents dans le voisinage :

I live in Michel Tremblay country, in the Plateau Mont-Royal. Here, if you look hard enough, you can see the ghosts of women knitting on their balconies and the ghost of Duplessis the cat sneaking under a fence. Two of these old women live across the lane behind my house. They meet over their clotheslines every morning. They're a little deaf and formal in the way they way they yell to each other. If you close your eyes, you can hear them pinning little loud sentences like shirts in the air.<sup>54</sup>

Enfin, il est utile de préciser que le Plateau « tremblayen » recouvre également une dimension identitaire. Correspondant au petit Plateau, il vient renforcer « le mythe

<sup>51</sup> Citation de M. Tremblay tirée de *La Grosse femme d'à côté est enceinte*, 1978 : 309.

<sup>52</sup> *Ibid.* : 82.

<sup>53</sup> Pelletier, Francine, « ... et le logement social, bordel ? », *La Presse*, 11 avril 1992.

<sup>54</sup> Fiorito, Joe, « The Plateau: a Michel Tremblay neighborhood », *The Gazette*, 3 septembre 1995.



montréalais du Plateau envisagé comme petite patrie francophone »<sup>55</sup>. Sous la plume de Tremblay, ce fief francophone, avec ses familles nombreuses, devient symbole de la culture urbaine francophone. Bien qu'il existait plusieurs quartiers du même type à Montréal, c'est le petit Plateau qui fut érigé comme l'emblème du Montréal populaire francophone comme nous le verrons en détails dans le dernier chapitre.

## 7.5 SYNTHÈSE

Ce chapitre fait surgir la valeur que nous avons présentée dans le chapitre précédent à savoir la **valeur de créativité** qu'on reconnaît, entre autres, aux lieux ayant inspiré des auteurs et des artistes célèbres ou encore qui furent marqués par leur passage. C'est cette valeur qui permet, par exemple, à Édimbourg d'être consacrée en 2004 première « Ville Unesco de littérature » pour avoir été le berceau de nombreuses légendes littéraires comme Sir Arthur Conan Doyle, le créateur de *Sherlock Holmes*, Sir Walter Scott, l'auteur d'*Ivanhoé* et de *Rob Roy*, Robert Louis Stevenson, auteur de *Dr Jekyll*, de *Mr Hyde* et de *L'Île au trésor*.

Cette qualité évocatrice d'une oeuvre ou d'une personnalité artistique n'est pas seulement reconnue aujourd'hui comme faisant partie du « patrimoine immatériel » d'une ville mais aussi considérée comme un atout touristique indéniable. En effet, ce type de légende est largement exploité par l'industrie du tourisme qui en a perçu tout récemment l'intérêt économique. Dans le jargon touristique, cette valeur de créativité est souvent définie comme une « ressource intangible » - incarnée par un support tangible (le lieu physique lui-même) - et qu'on vient souvent soutenir par une infrastructure touristique lorsque les formes construites chargées de stimuler la mémoire semblent insuffisantes (mise en valeur par l'aménagement ; mise en valeur par l'interprétation comme les guide-interprètes ou les manifestations grand public de tout genre : expositions, conférences, rencontres, ateliers, colloques; rajout

---

<sup>55</sup> Knight (1995): 17.

d'équipements comme points d'accueil, restaurants, transports, etc.). De ces ressources intangibles, on peut citer l'exemple des lieux de tournage de grandes productions hollywoodiennes (comme les maisons troglodytiques de Tozeur, au sud tunisien, où fut tourné *La Guerre des Étoiles* du réalisateur Georges Lucas, devenues depuis une véritable destination touristique) ou encore les lieux (résidences, cafés, hôtels, bistrots, etc.) fréquentés par d'illustres écrivains, poètes ou philosophes qui ont rythmé la vie artistique de la région (comme la résidence et les bars fréquentés par Ernest Hemingway à La Havane). Outre les circuits et visites qu'on offre de plus en plus aux néophytes et aux passionnés de culture, on assiste depuis peu à une profusion de publications, situées à mi-chemin entre guide touristique et livre d'histoire, qui mettent à l'honneur le « patrimoine littéraire » des villes. C'est le cas par exemple du récent livre français intitulé *Balades littéraires dans Paris du XVIIe au XIXe siècle* (Sarrot, 2005a) qui retrace tous les recoins de Paris qui accueillirent les grands noms de la littérature française (Dumas, Molière, Balzac, Hugo, Sand, etc.) ou encore son deuxième tome, *Balades littéraires dans Paris (1900-1945)* (Sarrot, 2005b), qui dévoile le Paris des artistes de la Belle époque, des Années folles, des années trente, de l'Occupation ou encore le Paris Bohème des dadaïstes, des surréalistes, des cubistes et des écrivains contemporains notoires comme Gide, Sartre, Camus, De Beauvoir, Cocteau, Malraux, etc. Ainsi, la ville, qui a toujours été un thème ou une scène de choix dans les arts et la littérature, vient, à son tour, rendre hommage à ces artistes et auteurs qui lui ont conféré, à travers leurs créations, une consistance symbolique.

À Montréal, la littérature a également joué un rôle important dans la construction légendaire des quartiers (Marsan, 1983 ; Morin, 2003 ; Sénécal, 1992 ; Sirois, 1968). On peut citer, par exemple, le livre *Bonheur d'occasion* de Gabrielle Roy, publié en 1947, pour le quartier Saint-Henri ; *La Petite-Patrie* de Claude Jasmin, publié en 1972, pour le quartier Villeray ou encore *Côte-des-Neiges* d'Alice Parizeau, publié en 1983, pour le quartier du même nom. Dans le cas du Plateau Mont-Royal, c'est sans contredit l'œuvre de Michel Tremblay qui immortalisa ce quartier décrit avec humour et tendresse dans les *Chroniques du Plateau Mont-Royal*. Mais dans la

presse écrite, le mythe du Plateau n'est pas uniquement lié à l'œuvre qui lui fut consacrée mais aussi à la légende même de ce Michel Tremblay, figure emblématique de la culture québécoise et auteur à renommée mondiale. Le Plateau a ainsi l'avantage d'avoir été à la fois la source d'inspiration et le lieu d'enfance du plus célèbre auteur-dramaturge montréalais.

## CHAPITRE VIII

### LE QUARTIER EMBLEMATIQUE DE MONTREAL

Ce dernier chapitre thématique traite du rapport identitaire entre le Plateau et Montréal. Nous verrons précisément pour quelle raison et de quelle façon les caractéristiques physiques et sociales du quartier ont été convoquées dans une construction identitaire qui le place comme l'emblème de Montréal. Nous tenterons, aussi, en filigrane, de reconstituer le processus par lequel cette « montréalité » a évolué du stade de la revendication à celui de la mise en tourisme. Enfin, pour mieux saisir l'enjeu identitaire qu'a constitué le Plateau, nous avons rattaché le discours médiatique sur le quartier au contexte de Montréal des années 1970 aux années 1990<sup>1</sup>.

#### 8.1 LE QUARTIER AU PATRIMOINE BATI « TYPIQUEMENT MONTREALAIS »

Comme nous l'avons démontré dans le chapitre V, les années 1970 ont été marquées par les campagnes acharnées qu'a livrées la collectivité pour la préservation du patrimoine architectural et urbain de la ville ancienne. Cependant, cette promotion patrimonialiste ne constituait pas uniquement une quête de l'urbanité (discours sur la ville/non-ville) mais aussi celle de l'identité de Montréal, dont on cherchait à l'époque plus la reconnaissance que la connaissance. En effet, la revendication populaire allait, comme l'a admirablement démontré Martin Drouin dans sa thèse de doctorat, concourir à la formulation d'une identité montréalaise :

---

<sup>1</sup>Le contexte est tiré principalement des ouvrages suivants: Carreau et Serfaty (1998) ; Drouin (2004 ; 2003a, 2003b) ; Germain et Rose (2000) ; Linteau (1992) ; Linteau et *al.* (1989) ; Marsan (1994) ; Noppen et Morisset (2003b).

« Au sein de cette fantastique mobilisation, dit-il, se nichaient des revendications pour le droit à l'expression d'une autre ville à même de valoriser une identité différente pour Montréal »<sup>2</sup>. C'est essentiellement avec la démolition de la maison Van Horne en 1973 que les montréalais prirent conscience de la vulnérabilité identitaire de leur ville. La création de *Sauvons Montréal* qui s'en suivit, puis d'*Héritage Montréal* deux ans plus tard, « répondait, précise David B. Hanna, à ce qui semblait alors une sorte de "conspiration des démolisseurs" visant à détruire l'environnement patrimonial et l'identité culturelle de l'agglomération montréalaise »<sup>3</sup>. Il faut préciser que jusqu'ici, la première vague de réalisations urbanistiques effectuées durant les années 1960 (métro, infrastructure autoroutière, Exposition universelle de 1967, tours dans le centre-ville, etc.) et qui visait à faire de Montréal une « métropole du progrès », ne fut pas totalement décriée. Même que la « nord-américanisation » de Montréal fut reconnue par certains comme « un processus nécessaire et inéluctable »<sup>4</sup>. Par contre, la deuxième génération de gratte-ciel, érigés durant les années 1970, fut perçue par les groupes voués à la sauvegarde patrimoniale comme une « trahison » de la ville moderne envers la ville ancienne. L'ampleur de la destruction engendrée par cette deuxième vague d'opérations devenait dès lors inadmissible. Les auteurs de l'ouvrage *Montreal at the Crossroads* remarquaient : « developments like Place Ville Marie and Place Bonaventure add excitement and vitality to the city center. But too many of the new projects add nothing but dollars to the developers' pockets and tend to turn the city into a canyon of concrete filing cabins »<sup>5</sup>. Ainsi, la vision du maire Drapeau, qui cherchait, en poussant plus loin la modernisation de la métropole, à faire de Montréal « la 1<sup>ère</sup> ville au monde »<sup>6</sup>, une « ville du futur » pour laquelle il prévoyait en 1974 que « comme à Rome, Athènes, Paris et New York dans le passé, des gens du monde entier viendront chercher ici un ville agréable à vivre, digne du 21<sup>e</sup> siècle »<sup>7</sup>, allait se heurter à la colère des montréalais. Dans la représentation collective de l'époque,

<sup>2</sup> Drouin (2004) : 39.

<sup>3</sup> Hanna (1995) : 1.

<sup>4</sup> Scully, Robert-Guy, « Montréal ville laide », *Le Devoir*, 21 août 1973.

<sup>5</sup> Gabeline, D., Lanken, D. et G. Pape. (1975). « Visions of the Future ». In *Montreal at the Crossroads*. Harvest House: 53.

<sup>6</sup> Nadeau, Michel, « Montréal, 1<sup>ère</sup> ville du monde? », *Le Devoir*, 20 janvier 1974; Doyle, Patrick, « 'First city of 21st century' Drapeau's next target », *The Gazette*, 20 janvier 1974.

<sup>7</sup> Nadeau, Michel, « Montréal, 1<sup>ère</sup> ville du monde? », *Le Devoir*, 20 janvier 1974.

comme le précisait Noppen et Morisset, « le béton, les infrastructures de transport et les gratte-ciel, représentaient l'intrusion de "l'autre" »<sup>8</sup>. On prétendait que Montréal devenait, sous l'effet de la « modernisation outrancière », une ville « dépossédée », une ville livrée aux « étrangers » : le promoteur était alors perçu comme « l'étranger qui construit dans la ville », l'automobile comme « l'envahisseur journalier » et les tours en hauteur comme « le vol de la ville infligé aux Montréalais »<sup>9</sup>. Au fur à mesure que s'élevaient les constructions en hauteur durant la première moitié des années 1970, un discours de « contre-identité » s'élabora rejetant en bloc l'image de la ville nord-américaine qu'on assimilait à la froideur et à l'anonymat. Les quotidiens de l'époque sont particulièrement représentatifs de ce discours qui redoutait le basculement de Montréal dans la catégorie des grandes villes dont la singularité était dite annihilée par la construction de gratte-ciel. Dans un article du *Devoir* datant de mai 1973, on pouvait ainsi lire : « si Montréal perd les témoins de son passé, nous deviendrons rapidement un autre Toronto, Chicago ou New York, échangeant nos couvents contre des blockhaus à conciergeries »<sup>10</sup>. Dans un autre article du *Devoir*, un membre de l'association *Sauver la rue Bishop* déclarait : « Nous voulons empêcher que Montréal fasse un pas de plus en avant pour ressembler à des villes ternes comme Toronto ou Détroit »<sup>11</sup>. On peut également citer l'article de Robert Harding paru dans *The Gazette* en juillet 1973 et qui avançait : « as things are going, Montreal, will be soon indistinguishable from Toronto, Pittsburgh and all other high-rise horrors »<sup>12</sup> ou encore celui d'Alice M. A. Lightball dans *Le Montreal Star* : « what do visitors come here to see ? Another high-rise wall, with a few plant tubs takings the place of our lovely shade tree ? They could see the same in dozens of other cities »<sup>13</sup>. Si en 1973, on nourrissait encore l'espoir de voir l'arrêt de la construction moderniste, en 1975, on concluait que « Montréal était déjà, à l'exemple des villes anonymes du continent nord-américain, défigurée, bétonnée, vitrifiée, cimentée, aluminisée, sans âme et sans chaleur »<sup>14</sup>. Il faut dire que ce discours

<sup>8</sup> Noppen et Morisset (2003b) : 82-84.

<sup>9</sup> Drouin (2004).

<sup>10</sup> Nicholson, Mona, « Montréal doit retenir la leçon d'Ottawa », *Le Devoir*, 16 mai 1973.

<sup>11</sup> Descôteaux, Bernard, « La rue Bishop a eu sa fête : Montréal refuse de devenir une ville terne », *Le Devoir*, 17 juin 1974.

<sup>12</sup> Harding, Robert, « Mansion defended », *The Gazette*, 7 juillet 1973.

<sup>13</sup> Lightball, Alice M.A., « Have we lost our love for a beautiful city to the music of cement mixers and wreckers? », *The Montreal Star*, 25 juillet 1973.

<sup>14</sup> Michaud, Yves, « Pitié pour le couvent », *Le Jour*, 3 juin 1975.



s'abreuvait en grande partie du courant occidental qui s'était élevé contre le phénomène inquiétant d'uniformisation des villes qu'on observait à l'échelle planétaire. Ce phénomène d'« homogénéisation » urbaine fut vite pris comme une menace pour l'identité locale des villes. La plupart des critiques mirent en cause le parti pris de la table-rase qui gouvernait la planification urbaine dite « universaliste » et son rapport à la mémoire de la ville. On parlait alors de son « caractère parachuté » et « superficiel », de son « manque de respect de l'identité de la ville ». On avançait que dans les grandes villes, l'urbanisation « globalisante » avait généré un horizon urbain flou et sans « âme ». On l'accusait de produire les mêmes types et les mêmes juxtapositions de formes urbaines dans différentes villes sans prendre en considération les spécificités locales. On condamnait alors les paysages enlaidis du « règne de l'urbanisme internationalisant » qui banalisait l'ensemble des villes. C'est pour mettre en garde contre les dangers que recelait ce phénomène mondial, que plusieurs théories introduirent dans le débat urbanistique la dimension mémorielle, laissant croire que seules préserveront une identité locale les villes capables de maintenir les traces tangibles de leur histoire. Ce courant contextualiste se tournait alors vers le patrimoine bâti local pour l'investir de cette mission de « remémoration intentionnelle » à laquelle référait Aloïs Riegl<sup>15</sup>.

Dans le cas de Montréal, la quête identitaire allait tabler sur un patrimoine bâti qu'on croyait susceptible de particulariser la métropole et de la distinguer non seulement de la ville « nord-américaine » que la municipalité s'employait à ériger, mais aussi de la ville « historique québécoise » que le gouvernement provincial s'évertuait à valoriser ou encore à ce paysage associé à « l'histoire canadienne » promu par le gouvernement fédéral. C'est que pour les défenseurs du patrimoine urbain, Montréal n'était pas seulement une ville « trahie » par les autorités municipales qui l'avaient livrée aux « destructeurs », mais également une ville délaissée par un État fédéral qui jouissait de peu de pouvoirs pour la protéger et négligée par un État québécois qui favorisait uniquement l'héritage du Régime français, et dans le cas de Montréal,

<sup>15</sup> Selon Riegl, la fonction de cette valeur est d'empêcher « quasi définitivement qu'un moment ne sombre dans le passé, et le garde toujours présent et vivant dans la conscience des générations futures ». Dans Riegl (1903, 2<sup>e</sup> éd. 1984) : 85.

de la ville préindustrielle (soit la petite ville française fondée en 1642 et la ville commerçante britannique subséquente). C'est précisément l'échec de la sauvegarde de la maison Van Horne en 1973 qui permit aux Montréalais de prendre conscience de la démission des instances gouvernementales face au patrimoine urbain de leur ville. Drouin soulignait à ce sujet : « L'échec de la campagne de sauvegarde de la maison Van Horne allait mettre en évidence à la fois une certaine hégémonie étatique qui tentait de définir les contours de "l'identité québécoise", les difficultés du gouvernement fédéral de valoriser une "identité canadienne" au Québec et l'inertie des pouvoirs face à la ville vue par des promoteurs immobiliers »<sup>16</sup>. Ceci dit, le débat qui entoura la maison Van Horne avant sa démolition, mit en lumière l'ambiguïté identitaire dans laquelle se débattait le patrimoine bâti montréalais, et à travers lui, Montréal. En effet, dépassant largement « la valeur patrimoniale réelle de l'édifice »<sup>17</sup>, plusieurs argumentaires furent avancés dans les quotidiens afin de sensibiliser les différents gouvernements à la sauvegarde de la maison Van Horne. On associa alors l'édifice à différentes identités territorialisées : on le disait, tour à tour, représentatif de « l'identité québécoise », de « l'identité canadienne », de « l'identité « nord-américaine »<sup>18</sup>. Si les différents plaidoyers identitaires n'empêchèrent pas la destruction de la maison Van Horne, leur confrontation permit, néanmoins, de donner naissance à un nouveau discours qui allait dissocier Montréal des trois paysages symboliques auxquels on avait tenté de le rattacher au départ (le Québec, le Canada, l'Amérique) pour lui conférer une identité propre. L'échec de la maison Van Horne, déclarait Drouin, « allait aussi donner une impulsion formidable à la formulation d'un argumentaire qui allait tabler, par la suite, sur la spécificité du patrimoine montréalais, dont les groupes de pression allaient être les promoteurs infatigables »<sup>19</sup>. Au fil des nombreuses campagnes médiatiques de sauvegarde, un discours de la spécificité s'élabora autour de l'espace ponctuel (bâtiments ou espace vert) pour s'étendre à celui de la ville toute entière. La destruction d'une partie importante des quartiers centraux de Montréal, allait permettre alors de réorienter le

---

<sup>16</sup> Drouin (2003a) : 220-221.

<sup>17</sup> Marsan (1994) : 385.

<sup>18</sup> Drouin (2003b).

<sup>19</sup> Drouin (2003a) : 220-221.

discours identitaire vers « un autre Vieux Montréal », non pas celui consacré *arrondissement historique* en 1964 par le gouvernement provincial et qu'on percevait comme un « musée, plastifié, stérilisé et inutilisé » mais celui qu'on considérait comme le « Vieux Montréal vivant », investi et approprié par la collectivité<sup>20</sup>. Le « véritable » Montréal patrimonial était dès lors associé au « Montréal populaire », au « Montréal vernaculaire » qui se trouvait justement dans les rues, le bâti résidentiel, les espaces verts et ses « petites patries » qui disparaissaient sous le pic des démolisseurs. On allait miser sur ce Montréal industriel du XIX<sup>e</sup> siècle alors menacé et mésestimé, et plus précisément, sur celui que *Sauvons Montréal* avait délimité à savoir le quadrilatère compris entre le fleuve Saint-Laurent, les avenues Atwater, des Pins et Papineau<sup>21</sup>. Dans ce mouvement identitaire qui tenta d'asoir la légitimité d'un patrimoine bâti « typiquement montréalais » encore méconnu, les architectes et les urbanistes, nombreux dans les rangs des groupes militants, jouèrent un rôle essentiel. Il faut souligner que l'identité de Montréal avait été dès le début des années 1970 une préoccupation majeure dans les tribunes architecturales et urbanistiques. Les différentes publications de l'époque comme *Pour une définition de l'architecture au Québec* de Melvin Charney en 1971, le *Guide d'excursions* de Ludger Beauregard en 1971, le *Montréal en évolution* de Jean-Claude Marsan en 1974 ou encore le texte de Melvin Charney *Saisir Montréal* paru dans *Découvrir Montréal* de la Société d'architecture de Montréal en 1975, allaient concourir à une nouvelle conceptualisation de l'identité montréalaise à travers une relecture du paysage bâti architectural et urbain. Sorti du débat entre nationalisme et internationalisme, Montréal ne se définissait plus uniquement par opposition à sa rivale, Québec, « berceau de la civilisation française en Amérique », ou encore à l'Amérique, « au paysage de style international », mais avait sa propre singularité, un caractère unique que l'architecte Melvin Charney, alors professeur à l'Université de Montréal, qualifiera en 1980 comme la « montréalité »<sup>22</sup>. Cette dernière -

<sup>20</sup> Scully, Robert-Guy, « Montréal ville laide », *Le Devoir*, 21 août 1973.

<sup>21</sup> Ce quadrilatère correspond aux limites de la ville avant les annexions faites au tournant du XX<sup>e</sup> siècle. Au sujet de sa revendication comme zone patrimoniale par *Sauvons Montréal*, lire Lefebvre, Urgel, « Appel aux candidats : "Sauvons Montréal" », *Le Devoir*, 29 septembre 1973. Il sera par la suite agrandi pour comprendre d'autres zones urbaines du centre de Montréal.

<sup>22</sup> Charney parle de *Montrealness*, mais selon Noppen et Morriset (2003b), il est probable que la traduction de « montréalité » revienne à Yves Deschamps, dans « Montréalité », *La Revue d'architecture ARQ*, n°102, 1998 :12-13.

aujourd'hui abondamment invoquée dans la fortune critique - fut au départ définie comme une symbiose entre un environnement physique - façonné et adapté aux conditions géographiques, économiques et sociales - et une population (diversifiée) qui l'anime. Dans *Saisir Montréal*, Charney déclarait : « Montréal est une des rares villes d'Amérique du Nord qui s'apparente à son milieu géographique. [...] Cette présence se traduit par un fort sentiment d'appartenance au lieu qui est source de plaisir, évident dans le caractère bâti »<sup>23</sup>. Marsan était encore plus précis sur la définition de Montréal vu comme le fruit de trois siècles d'évolution harmonieuse qui avait conjugué géographie, économie et culture :

[...] que l'architecture ou l'environnement montréalais soient, selon les périodes et les circonstances, le reflet d'un dynamisme naturel ou de l'intervention plus directe des hommes, une conclusion s'impose : ils ont été authentiques et valables dans la mesure où ils ont reflété une mise en équilibre des réalités en présence ; celles de la géographie ou du climat comme celles de l'économie ou de la culture.<sup>24</sup>

Dans la représentation architecturale et urbanistique d'alors, fortement empreinte du contextualisme et de la glorification du vernaculaire de l'époque, la spécificité montréalaise ne se logeait plus dans l'architecture institutionnelle et commerciale (monumentale) qui avait jusqu'ici bénéficié d'une attention particulière (étatique surtout), mais dans la « ville ordinaire », la « ville populaire » ou encore ce Montréal qu'on désignait comme « victorien » : à savoir la ville industrielle qui s'était développée à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et au premier quart du vingtième. On voulait ainsi sortir du concept de « monument historique » ou du « bien culturel », établis par l'État québécois, pour considérer l'ensemble de l'environnement urbain qui, selon les spécialistes de l'aménagement, constituait le véritable enjeu : « on parle d'œuvre d'art, de monument historique, de bien culturel, mais jamais de la qualité de l'environnement », notait le président de la *Société d'architecture de Montréal*, Pierre Beaupré<sup>25</sup>. Charney était l'un des plus grands défenseurs du Montréal populaire des quartiers centraux : « mais le véritable Vieux Montréal, soutenait-il, se trouve rue Panet où les gens vivent encore dans des conditions historiques. Personne ne

<sup>23</sup> Charney (1975) : 16.

<sup>24</sup> Marsan (1974) : 375.

<sup>25</sup> Propos de Pierre Beaupré, architecte et président de la Société d'architecture de Montréal, rapportés dans Benoît, Jacques, « La colonie portugaise : exemple de rénovation domiciliaire », *La Presse*, 29 janvier 1975.

songe à le sauver pourtant, pas plus que les bâtiments des quartiers ouvriers du XIX<sup>e</sup> siècle, pas plus que les places publiques de Saint-Henri»<sup>26</sup>. Il faut dire que Charney fut le premier, en 1971, à voir dans l'habitat ouvrier une « architecture authentique née dans le concret et enracinée dans la vie des gens »<sup>27</sup>. Selon lui, c'était cette architecture résidentielle, celle qui encadre la grille orthogonale traditionnelle des rues de Montréal, qui était la plus représentative de Montréal : « Si l'on veut retracer l'évolution d'une authentique architecture moderne au Québec au cours de la seconde partie du XIX<sup>e</sup> siècle et de la première moitié du XX<sup>e</sup>, c'est dans les rues qu'il faut la chercher »<sup>28</sup>. Son « Montrealness is in the street pattern » sera encore plus explicite dans son texte de 1975 : « Bien sûr, il existe des *monuments* architecturaux distinctifs. Mais c'est dans la rue que l'on rencontre une cohésion qui semble fournir un élément déterminant : [...] le sens de la ville »<sup>29</sup>. Dans *Montréal en évolution* de 1974 - ouvrage qui marquera un tournant dans la sensibilisation de l'opinion publique - Marsan partage lui aussi cette idéologie populiste qui voit dans l'habitat ouvrier la spécificité de Montréal. Cependant, Marsan ne glorifiait pas uniquement cette architecture domestique du fait qu'elle émanait des milieux sociaux modestes mais notamment parce qu'elle comportait une connotation ethnique : elle constituait pour lui l'expression du savoir-faire urbain des « francophones défavorisés » qu'il opposait à celle des « anglophones aisés ». Pour Marsan, qui posait la coexistence des deux cultures comme un trait montréalais - thème qui sera repris puis contesté par de nombreux auteurs - l'architecture domestique francophone était plus authentique du fait qu'elle était dépourvue d'artifices architecturaux en raison de son adaptation aux impératifs économiques. C'est dans cet esprit rationaliste<sup>30</sup> - et visiblement empreint du nationalisme québécois de l'époque - qu'il fustigea l'ornementation chargée et les référents stylistiques de certaines habitations bourgeoises anglophones dites « empreintes d'une individualité lourde de prétentions, et d'emprunts culturels étrangers » :

<sup>26</sup> Rozon, R. et M. Charney. (1972-1973). « La ville au musée ». In *Vie des Arts*, n° 69 : 33.

<sup>27</sup> Charney (1971).

<sup>28</sup> *Ibid.* : 23.

<sup>29</sup> Charney (1975) : 32.

<sup>30</sup> Pensée architecturale qui a gagné l'Europe à partir de la quatrième décennie du XIX<sup>e</sup> siècle et qui a été professée par Viollet-le-Duc. Elle a combattu l'historicisme et les principes romantiques de l'École des Beaux-arts. Pour les rationalistes, l'architecture doit être simple et économe. Elle doit être dépouillée de toute fantaisie ornementale pour refléter uniquement sa « vérité » : les matériaux et la structure constructive.

L'architecture domestique apparaît non seulement comme des plus authentiques reflets des idéaux d'une époque, mais également comme un fidèle miroir des conditions socio-économiques des populations. [...] dans le Montréal victorien, deux pôles se dessinent : les quartiers ou municipalités riches qui grignotent les flans du mont Royal, les quartiers ou les municipalités pauvres se répandent sur la basse terrasse, et dans ce qu'il est convenu d'appeler l'est de la métropole. Cependant, cette distinction entre quartiers riches et quartiers pauvres ne se limite pas, ici comme dans la plupart des villes, à une simple différence de classes sociales et de revenus. Cette distinction se double, en plus, d'une différence d'origine ethnique : les quartiers riches sont peuplés en majorité par les anglophones, tandis que les quartiers pauvres le sont en majorité par les francophones. [...] Cette vision repose sur une contestation principale, à savoir, que l'habitation des riches reflète avant tout les prétentions et les emprunts culturels d'une classe coloniale et privilégiée, tandis que l'habitation des classes défavorisées reflète, au contraire, une adaptation (obligée) aux réalités socio-économiques. [...] Elle [maison bourgeoise] reflète bien, en somme, la profonde insécurité artistique de cette classe de nouveaux riches, prêts à troquer des solutions originales et créatrices contre des valeurs sûres et sécuritaires ; prêts à mépriser les inspirations du milieu, pour mieux accueillir les influences étrangères, européennes ou américaines.<sup>31</sup>

Si Marsan reconnaît cependant une valeur aux maisons bourgeoises de type en rangée continue à la façade en pierre, dont la plupart se situent aux alentours du Mille-Carré mais qu'on retrouve également sur certaines rues de prestige du Plateau, ce sont, pour lui, les habitations en rangée continue (avec façade le plus souvent en brique), les *plex*, situées dans les secteurs populaires comme ceux du Plateau Mont-Royal, Rosemont ou Verdun, qui sont les plus caractéristiques de Montréal :

Plus on pénètre dans les quartiers populaires, que ce soit Rosemont, St-Édouard, ceux du plateau Mont-Royal ou ceux de Verdun, plus on constate qu'un type caractérisé d'habitation prédomine : habitations en rangée continue, à deux ou trois logements superposés, à façades le plus souvent en brique, murées invariablement, à l'avant comme à l'arrière, de balcons, de galeries et d'escaliers extérieurs. Au 19<sup>e</sup> siècle, chaque pays, on pourrait même dire chaque grande ville, a engendré un type d'habitation approprié aux conditions économiques et socioculturelles de la majorité de sa population. Il s'agit de l'habitation type ; celle qui semble être la moins originale, justement parce qu'elle est la plus répandue ; celle qui couvre de grandes superficies dans les villes, et qui leur confère à ce titre une partie de leur identité et de leur caractère propre.<sup>32</sup>

Après avoir retracé la genèse de cette « habitation-type caractérisant Montréal », et établi sa caractérisation avec une approche typomorphologique (escaliers extérieurs

<sup>31</sup> Marsan (1974) : 258-263.

<sup>32</sup> *Ibid.* : 265-267.



devant et à l'arrière, marge par rapport au trottoir, galeries, plan en longueur, murs mitoyens aveugles, etc.), Marsan propose dans son ouvrage, devenu depuis un classique du genre, un plaidoyer inédit en vue de sa reconnaissance sociale :

Cette habitation type montréalaise, que nous venons de décrire, a été jugée sévèrement par presque tous les critiques, qu'ils aient été urbanistes, géographes, architectes ou esthètes. Ils lui ont reproché l'exiguïté et la mauvaise disposition de ses pièces (les pièces de détente et de repos étant placées du côté bruyant des rues, celles de service du côté calme des cours arrière), et sa mauvaise ventilation et son mauvais éclairage naturels. On s'en est pris également à l'apparente fragilité de sa construction, à son toit plat, à ses corniches de tôle, à ses balcons, ses galeries, ses hangars, ses escaliers extérieurs, en somme à tous ses traits distinctifs. Les escaliers extérieurs, en particulier, ont fait l'objet de la désapprobation générale. [...] Il est temps de réviser ces jugements, en oubliant les conceptions stéréotypées de l'architecture et de la beauté, pour tenir compte davantage du contexte socio-économique et culturel qui a engendré cette habitation type. [...] le duplex et le triplex montréalais apparaissent une solution d'urgence, adoptée à un moment où une forte quantité d'immigrants ruraux envahissent la grande ville. [...] cette habitation type, [...], n'est pas sans défaut. Mais on aurait tort d'imputer ces défauts à l'architecture elle-même ; ils ont pour cause la pauvreté des ressources préalables à l'expression architecturale. Celle-ci, au contraire, véritable architecture sans architecte, est remarquable pour son taux élevé de préfabrication, pour ses fonctions exprimées spatialement, sans détour ni camouflage, pour son potentiel cybernétique qui fait ressembler ses galeries, ses passerelles et ses escaliers extérieurs aux convoyeurs aériens des fameux entrepôts à grains, près du port. Originales en elles-mêmes, ces habitations ont engendré un environnement urbain également original, qui a marqué profondément l'identité et l'image de Montréal.<sup>33</sup>

À la même époque, d'autres ouvrages travaillèrent à la compréhension du paysage urbain à travers l'iconographie comme celui de Luc d'Iberville-Moreau, publié d'abord en anglais en 1975, puis en français en 1977, qui, en comparant des photographies du moment avec celle du XIX<sup>e</sup> siècle, mettait en exergue « l'unicité » du Montréal « victorien » :

Publiées, elles feraient connaître le Montréal du dix-neuvième siècle en même temps qu'elles constitueraient une sorte de définition visuelle du mot patrimoine tel qu'il s'applique à l'une des plus anciennes villes d'Amérique du Nord. Ce mot vient souvent aux lèvres de ceux qui ont formé les groupements *Sauvons Montréal* et *Espaces verts* et il est à espérer que ce livre, en révélant le caractère et les particularités de leur ville, bâtie de peine et de misère au cours de plusieurs décennies plus lentement détruite en très grande partie à notre époque, fasse mieux comprendre la philosophie de ces conservationnistes et leur attirer de nouveaux partisans.<sup>34</sup>

<sup>33</sup> Marsan (1974) : 277-282.

<sup>34</sup> D'Iberville-Moreau, L. (1977). *Montréal perdu*. Montréal, Quinze : 5. *Lost Montreal* est le titre en anglais de l'ouvrage publié en 1975.

Ainsi, durant les années 1970, remarquait Drouin, « différentes actions s'évertuaient, chacune à leur manière, de connaître et de faire reconnaître la valeur du paysage urbain compris dans le quadrilatère identifié par *Sauvons Montréal*. Le Montréal du 19<sup>e</sup> siècle était considéré comme essentiel à l'identité de la ville, parce que constitutif de son histoire et reflet de son visage urbain »<sup>35</sup>. Nombreux de ces spécialistes de l'aménagement assurèrent la diffusion de leur vision à travers les nombreux articles de presse où ils exposaient les arguments de la sauvegarde. Ce paysage « victorien » dans lequel les défenseurs du patrimoine logeait la « véritable » identité de Montréal - une identité que l'École de Montréal<sup>36</sup> s'évertuera tout le long des années 1980-90 à définir les contours morphologiques - se voyait encore plus valorisé grâce aux luttes de sauvegarde entreprises par les habitants locaux. Le Montréal populaire n'était pas uniquement un paysage urbain valorisé par une élite savante mais également un milieu de vie revendiqué par la population résidente. L'effort fourni pour la sauvegarde du paysage urbain se voyait ainsi légitimé par un mouvement populaire qui le soutenait. Ce mouvement, dont la presse écrite le présentait comme « la voix des Montréalais », fut pris par les groupes de sauvegarde, en l'occurrence *Sauvons Montréal*, comme une arme redoutable susceptible de contrecarrer les projets urbanistiques en cours. *Sauvons Montréal*, qui s'instaurait comme le porte-parole des Montréalais, affirmait sa position démocratique dès l'annonce de sa création en 1973 : « nous croyons que notre héritage en matière de lieux et de bâtiments historiques ne devrait en aucune façon être le violon d'Ingres d'une élite. Cet héritage touche en fait de très près au problème fondamental de la démocratie urbaine »<sup>37</sup>. Ainsi, on instaurait une nouvelle vision du patrimoine : celle du patrimoine « participatif » qu'on opposait au patrimoine « institutionnel ». Drouin précisait à sujet :

Par cette déclaration, l'organisme rejetait les prétentions du gouvernement provincial de décider seul de la constitution du fonds patrimonial national et l'attitude autocratique des autorités municipales dans la gestion de la ville. *Sauvons Montréal* vouait aux

<sup>35</sup> Drouin, M. (2004) : 143.

<sup>36</sup> École de pensée qui se développera au sein de l'Unité d'architecture de l'Université de Montréal de 1975 à 1990. Fondée par Melvin Charney, elle investira essentiellement la production architecturale pour la définir à l'aune de sa montréalité. Les textes de Charney de 1980 et 1992, sont considérés comme fondateurs. Lire à ce sujet, Martin, L. (1995). « De l'école à la ville : la naissance d'une école de Montréal ». In *La Revue d'architecture ARQ* 83 : 8-13.

<sup>37</sup> Propos tenus par les représentants de l'organisme lors d'une conférence publique, rapportés dans Lefebvre, Urgel, « Appel aux candidats : "Sauvons Montréal" », *Le Devoir*, 29 septembre 1973.

luttons de sauvegarde un caractère populaire. Les groupes de sauvegarde incarneraient ce "nous" montréalais, qui travaillait à l'émergence d'une "conscience populaire", et qui appuierait les revendications des groupes de sauvegarde. Les autorités en charge de la protection du patrimoine, par leur implication déficiente aux yeux de *Sauvons Montréal* et leur absence au devant de la scène dans bien des dossiers, renforçaient, de façon surprenante, le lien des citoyens avec leur patrimoine. Les groupes de sauvegarde devenaient ainsi la voix des Montréalais. [...] l'émergence de *Sauvons Montréal* s'appuyait sur une double dynamique. Résolue, la première ambitionnait de faire entendre la voix des Montréalais. La seconde, indiquera Phyllis Lambert quelques années plus tard, aspirait à sensibiliser ces mêmes Montréalais aux richesses et à l'importance du patrimoine. L'affirmation d'un "nous" montréalais, auquel s'identifiaient les groupes de sauvegarde, allait s'opposer à l'autre - l'étranger - avant qu'il ne réduise, disait-on, Montréal à une énième répétition de l'anonymat urbain nord-américain. La sauvegarde du patrimoine à Montréal ne pouvait dès lors épouser de plus noble cause que la revendication *par et pour* les Montréalais.<sup>38</sup>

*Sauvons Montréal* n'allait pas tabler sur les questions esthétique ou historique pour maintenir le patrimoine urbain, comme l'avait fait la *Society for the Preservation of Great Places* lors de la campagne de la maison Van Horne, mais sur un autre argument : celui de l'appropriation et de l'implication des Montréalais. C'est ce même argument qui fut mis en avant dans son étude sur le Village Saint-Louis et Milton-Parc en 1974. Il soutenait que ces secteurs étaient remarquables rien que par « le sentiment d'appartenance [et] par la volonté qu'ont les citoyens de s'approprier le territoire et de le transformer selon leurs aspirations et leurs besoins »<sup>39</sup>. Il citait même l'exemple de « l'opération d'embellissement du quartier Village Saint-Louis et l'activité du comité de citoyens de Milton Parc pour s'opposer au plan Concordia comme preuve de l'implication des citoyens dans le devenir de leur quartier et leur volonté de continuer à l'habiter »<sup>40</sup>. Possédant l'envergure voulue pour incarner ce « Montréal patrimonial vivant et approprié par les habitants », cette partie du Plateau Mont-Royal faisait alors naître les espoirs. Elle n'était pas seulement un espace ancien mais un lieu animé. Ainsi, l'interpénétration du milieu de vie et du bâti historique dans le cas de Milton-Parc et Saint-Louis faisait de ces secteurs l'incarnation même de ce Montréal historique qu'on idéalisait. En même temps, *Sauvons Montréal*, fort de sa popularité, allait, avec cette étude élogieuse, propulser

<sup>38</sup> Drouin (2004) : 175 et 170.

<sup>39</sup> Rapporté par Descôteaux, Bernard, « Village Saint-Louis et Milton Parc perdront leur caractère de quartier », *Le Devoir*, 18 avril 1974.

<sup>40</sup> *Ibid.*

le territoire ouest du Plateau Mont-Royal - qui s'étendra par la suite à l'ensemble du quartier - comme le symbole du Montréal patrimonial vivant qu'il fallait à tout prix protéger. En effet, juste après la divulgation de l'étude, cette thématique fut reprise à profusion dans la presse montréalaise. On n'hésite pas dès lors à défendre ce secteur ouest du Plateau devenu le « Montréal des Montréalais, celui où on vit toujours »<sup>41</sup> et qu'on estimait plus *patrimonial* que « le Vieux-Montréal [...] puisque c'est là que vivent vraiment les Montréalais et que c'est dans ces façades [embellies] qu'est empreinte leur vie quotidienne depuis des décennies »<sup>42</sup>. Il est important de souligner que cette désignation des habitants du quartier comme « les Montréalais », faisant ainsi d'eux les représentants de la population montréalaise, sera reprise tout le long des années 1980 et 1990<sup>43</sup>. L'aboutissement de la lutte de sauvegarde de Milton Parc en 1979, par la création de coopératives et la restauration du bâti, viendra mythifier davantage ce secteur, comme le confirmait Drouin : « cette ville idéale, attentive à la survie de son patrimoine, se réaliserait en quelque sorte sous les traits du quartier Milton Parc. [...] Le quartier Milton Parc allait devenir un exemple abondamment cité qui renvoyait à la spécificité de Montréal et à la réussite du travail des groupes de sauvegarde »<sup>44</sup>. C'est probablement en se basant sur cet exemple que Linteau affirmera en 1992 :

Entre 1960 et 1990, le centre-ville montréalais est profondément transformé. Mais contrairement à ce qui se passe dans beaucoup de grandes villes d'Amérique du Nord, il reste un lieu animé, fréquenté par la population. [...] C'est là un des traits de la spécificité montréalaise. Malgré le changement de l'enveloppe extérieure, la population de Montréal a une façon bien à elle de s'approprier la ville.<sup>45</sup>

Il faudra attendre l'année 1977 pour que l'ensemble du Plateau Mont-Royal soit mis à l'honneur. Comme déjà évoqué dans le chapitre 5, le quartier allait bénéficier cette année-là d'une promotion extraordinaire de la part des spécialistes de l'aménagement qui cherchaient, au-delà du règlement de zonage limitant les

<sup>41</sup> « Saint-Louis : le cas type du grand quartier cosmopolite appelé à disparaître sous la poussée du centre-ville », *Le Jour*, 4 novembre 1974.

<sup>42</sup> Propos de Pierre Beaupré, architecte et président de la Société d'architecture de Montréal, rapportés dans Benoît, Jacques, « La colonie portugaise : exemple de rénovation domiciliaire », *La Presse*, 29 janvier 1975.

<sup>43</sup> Entre autres : Duhamel, Alain, « En matière de rénovation urbaine : les Montréalais veulent avoir leur mot à dire », *Le Devoir*, 24 novembre 1982; Duhamel, Alain, « Le Montréalais aime encore l'architecture ancienne », *Le Devoir*, 29 novembre 1982; Picard, André, « 'It's exactly what a street should be'. City Streets, a celebration of urban life », *The Globe and Mail*, 10 août 1991.

<sup>44</sup> Drouin (2004) : 127.

<sup>45</sup> Linteau (1992) : 505.

constructions en hauteur, une véritable mise en patrimoine. Il y eut, par exemple, le rapport de Ritchot et son équipe dans lequel ils recommandaient au ministère des Affaires culturelles la protection de l'ensemble du cadre bâti du Plateau Mont-Royal pour cause d'exemplarité<sup>46</sup>. Il y eut notamment le Symposium 77 dans lequel Jean-Claude Marsan proclamait le Plateau Mont-Royal comme « un modèle d'une ville adaptée aux besoins de ses habitants et agréable à vivre », une ville caractérisée par « une architecture intégrée à un milieu humain » et dans laquelle « les Montréalais », de « souche rurale récente », avaient « transporté des rapports sociaux de type rural » qui leur avaient permis de « combattre l'aliénation de la ville »<sup>47</sup>. On peut aussi mentionner l'intervention du groupe de chercheurs de l'École d'architecture de l'Université de Montréal qui pressait les pouvoirs publics à reconnaître le patrimoine bâti de ce quartier qu'ils considéraient comme « l'un des plus montréalais qui soient » et même comme le « vrai Montréal » :

[...] les corps publics, gouvernementaux ou municipaux, devront consentir à déclarer monuments historiques certaines constructions des années 1900 que les Québécois du temps ont construites avec certain génie créateur et un respect évident du milieu communautaire. Il s'en trouve plusieurs exemples que les chercheurs ont eux-mêmes classés et qu'ils aimeraient préserver comme un bien collectif de première importance. Ils ont du reste exprimé leur volonté de combattre pour faire admettre par la municipalité que les constructions du plateau Mont-Royal ou du quartier Laurier peuvent être tout aussi "historiques", que les constructions que l'on trouve dans le "musée" du Vieux-Montréal.<sup>48</sup>

Tant d'émoi autour du Plateau Mont-Royal semblait porter fruit à l'été 1979, lorsque la municipalité annonçait un projet d'amendement du règlement de zonage en vue d'assurer la protection de l'intégrité architecturale du Plateau Mont-Royal. Le journaliste Duhamel donnait à ce moment-là les grandes lignes du règlement qui s'inspirait de celui établi en 1977 pour le quartier voisin, le quartier Latin :

Les amendements proposés consistent à étendre au nord de la rue Sherbrooke certaines dispositions et l'esprit du règlement de zonage municipal du quartier latin, au sud de la rue Sherbrooke. [...] Les amendements proposés au règlement du plateau Mont-Royal protégeraient les façades à la fois dans leur intégrité architecturale et dans leur alignement. [...] L'administration municipale exigera désormais que les nouvelles ouvertures dans les façades respectent les proportions des anciennes. Les travaux de

<sup>46</sup> Ritchot et al. (1977).

<sup>47</sup> Rapporté par Duhamel, Alain, « Selon Jean-Claude Marsan : le plateau Mont-Royal est un exemple d'urbanisme », *Le Devoir*, 9 juin 1977.

<sup>48</sup> « La renaissance du vrai Montréal : Les jeunes architectes vont redonner vie aux quartiers centraux », *La Presse*, 12 février 1977.

réfection des façades en brique ou en pierre devront utiliser des matériaux de même type que ceux utilisés au moment de la construction de l'immeuble. De plus, pour les corniches et les balcons, le règlement amendé obligera les propriétaires à les entretenir, à les réparer et à les reconstruire s'ils sont démolis. Enfin le projet d'amendement révisé les exigences d'alignement des constructions nouvelles. Un nouveau bâtiment ou un bâtiment reconstruit pourrait s'aligner sur les bâtiments voisins même si ces derniers ne correspondent plus aux exigences actuelles d'alignement. Ces amendements s'inspirent des démarches entreprises depuis quelques années en vue d'assurer au plateau Mont-Royal une protection semblable à celle dont est pourvu le quartier-latin. "Il serait donc opportun, estime le Service d'urbanisme, que les deux territoires adjacents, de part et d'autre de la rue Sherbrooke, comprennent des dispositions semblables et la demande d'un groupe de citoyens du plateau Mont-Royal est tout à fait logique et réaliste".<sup>49</sup>

Cependant, ce projet de règlement fut retiré, quelque temps plus tard, lors d'une seconde étude<sup>50</sup>. En fait, il faudra attendre l'arrivée de l'équipe Doré (1986/1994) - et la modification de la *Loi sur les biens culturels* qui permet aux municipalités de citer des monuments historiques, de former des sites du patrimoine et d'octroyer du financement et de l'aide technique pour la conservation - pour que certains bâtiments et ensembles urbains du Plateau soient reconnus officiellement et qu'ils bénéficient d'une protection stricte. Jusqu'ici, on procéda uniquement à la réhabilitation du parc immobilier. Cela dit, l'annonce de ce projet municipal en 1979, ainsi que son approbation - bien que timide selon certains - par le gouvernement du Québec<sup>51</sup>, donna à certains journalistes, tel Duhamel, l'occasion de rappeler le « caractère particulier » du Plateau vu comme « l'un des quartiers le plus attachants de Montréal et les plus représentatifs de son patrimoine », ou encore comme celui qui reflète le plus « par son architecture et sa trame urbaine, les origines sociales des Montréalais et leur adaptation à la vie citadine »<sup>52</sup>. À l'instar de Duhamel, le journaliste Bonhomme s'appuie sur la brochure de Courcy-Legros et Verret, intitulée *Petite histoire du Plateau*, lancée à l'occasion de la semaine du patrimoine en 1979, pour souligner le caractère montréalais de ce qui, selon lui, n'était « pas encore devenu un musée urbain » :

[La brochure] révèle néanmoins aux centaines de milliers de Montréalais dont les

<sup>49</sup> Duhamel, Alain, « Montréal entend protéger la façade des vieux immeubles du plateau Mont-Royal », *Le Devoir*, 22 août 1979.

<sup>50</sup> Duhamel, Alain, « Le vieux Plateau Mont-Royal », *Le Devoir*, 29 octobre 1979 ; Bonhomme, Jean-Pierre, « Le cœur même de la ville de Montréal : Québec approuve le projet de revalorisation du Plateau Mont-Royal », *La Presse*, 31 octobre 1979.

<sup>51</sup> Bonhomme, Jean-Pierre, « Le cœur même de la ville de Montréal : Québec approuve le projet de revalorisation du Plateau Mont-Royal », *La Presse*, 31 octobre 1979.

<sup>52</sup> Duhamel, Alain, « Le vieux Plateau Mont-Royal », *Le Devoir*, 29 octobre 1979.

racines ont poussé dans ce secteur complexe, une partie de leur patrimoine du 19<sup>e</sup> siècle. Dans une petite brochure intitulée "Petite histoire du Plateau"- rien ne peut être "grand" dans les quartiers populaires de l'est comme on dit encore - Mmes Louise Courcy-Legros et Jocelyne Verret portent un regard objectif et général sur ce milieu urbain. [...] Non pas que le lieu a toujours été un paradis exotique. [...] Mais il reste qu'en bien des lieux, dans ces "villages", certaines demeures étaient pratiques, d'autres d'un goût certain. L'architecture victorienne de Montréal, soutiennent les auteurs, tant domestique que civile et religieuse, reflète "avec tous ses détails dans la finition, ses mélanges de formes et de couleurs, une conception plus humanisée du paysage urbain". Elles soutiennent en conclusion avec grande justesse, qu'à cet égard la conservation des parties encore valables du secteur central "peut être une façon de refuser la grisaille et la monotonie de la ville, lieu de monotonie et de consommation". En réalité, comme le soulignent Mmes Courcy-Legros et Verret, les maisons à logements superposés construites de 1880 et 1920, les fameux triplex montréalais, "donnent un cachet très particulier" à notre ville centrale et leurs escaliers balcons et galeries "témoignent d'une volonté de communication dans sa forme la plus simple". De surcroît le seul rappel de la valeur de l'architecture institutionnelle [...] justifie l'adoption de mesures protectrices patrimoniales [...].<sup>53</sup>

Le thème du « quartier typiquement montréalais »<sup>54</sup> sera abondamment évoqué durant les années 1980 et 1990, au point où le Plateau s'imposera dans l'imaginaire collectif, tel que l'affirment Noppen et Morisset, comme un élément-phare de l'identité de Montréal, au même titre que le fleuve Saint-Laurent, le Mont Royal ou la ville souterraine<sup>55</sup>. Vu comme un joyau de l'identité montréalaise, plusieurs spécialistes de l'aménagement, comme Deschambault, rappelleront la nécessité de le préserver et de s'en inspirer :

Le Plateau Mont-Royal constitue un milieu de vie dont la qualité est une richesse pour le patrimoine montréalais. Il importe de le préserver et, surtout, qu'on s'en inspire dans l'aménagement des nouveaux quartiers montréalais. En effet, on ne saurait mieux faire que de tirer profit des caractéristiques architecturales et urbanistiques qui donnent à ce quartier une personnalité attachante.<sup>56</sup>



Figure 117 : Triplex sur la rue St-Hubert. Photo : Kenza Benali.

De tout le paysage bâti du quartier, c'est dans les *p/lex* (pierre ou brique) et surtout

<sup>53</sup> Bonhomme, Jean-Pierre, « Le cœur même de la ville de Montréal : Québec approuve le projet de revalorisation du Plateau Mont-Royal », *La Presse*, 31 octobre 1979.

<sup>54</sup> Entre autres : « Avez-vous le goût de Montréal ? », *L'Actualité*, décembre 1981 ; Duff, Jocelyn, « La banalisation de l'avenue Mont-Royal », *La Presse*, 21 avril 1991 ; Cazalais, Normand, « Voyages culturels », *Le Devoir*, 31 mai 1996 ; Deschênes, Johanne, « À la découverte du Plateau Mont-Royal », *La Presse*, 21 juin 1996 ; Gauthier, Natasha, « New brochure tous Plateau as a tourist destination », *The Gazette*, 26 mai 1996.

<sup>55</sup> Noppen et Morisset (2003b) : 73.

<sup>56</sup> Deschambault (1995) : 13.



dans leurs fameux escaliers extérieurs, qu'on verra l'expression de Montréal. Cela avait déjà été noté par l'Atelier Habitation Montréal en 1990 : « l'image qu'ont les Montréalais du quartier Plateau Mont-Royal sont ces rangées d'escaliers extérieurs qui ondulent de rues en rues »<sup>57</sup>. C'est que le mythe des *plex* comme un des principaux symboles de Montréal est très vivace durant les années 1980 et encore plus durant les années 1990. L'idée qu'ils « demeurent toujours, après un siècle, un des traits architecturaux les plus distinctifs de la métropole » et « un facteur d'identité et de caractère propre [à Montréal] »<sup>58</sup>, que Marsan réitère dans son article publié au *Devoir* en 1992, ne fait plus aucun doute. Tout le long de la décennie quatre-vingt-dix, plusieurs journalistes rappelleront le caractère montréalais des *plex* qui, à peine quelques décennies auparavant, étaient encore méprisés. C'est le cas du journaliste Marian Scott qui, en s'appuyant sur les propos du professeur David Hanna, n'hésite pas à avancer que le « Triplex - with its outside staircase » est « unique to Montreal » :

Tremblay, famed for his plays chronicling life in working-class Montreal, describes a setting you couldn't find anywhere else. The setting is a triplex, a type of housing that Montreal invented. Sure Boston has its "triple-deckers", and Chicago its "three-flat houses". But only in Montreal do you find the outside staircases that make our triplex unique. "The golden age of the triplex was 1895 to 1930", said David Hanna, a professor of urban geography at the Université du Québec à Montréal. In just 35 years, as a series of building booms steamrollered north, east and west from downtown, the triplex created a new landscape in working-class districts like St-Henri, the Plateau Mont-Royal and Verdun. The West End is not triplex heartland, but there are sprinklings of theme in Westmount, N.D.G. and Côte des Neiges. And in Outremont, streets like Hutchison, Durocher, Querbes and de l'Épée are lined by tall rows of jumbo triplexes, often with decorative touches of Art Nouveau stained glass, built for a more affluent class. [...] We'll never know who built the first one, since the form was born of unknown builders, in humble neighborhoods. Its origins are surely in the duplex, a form of housing common in Scotland and the north of England that was imported to Montreal in the mid-19<sup>th</sup> century. [...] Hanna said the triplex still has much to recommend it. "What's special about it to my mind is it's very humane way of gaining density in a city", he said. "You've got your own door. You've got ventilation, you've got sun", he said. [...] "It's a livable, breathable house".<sup>59</sup>

Bien que cette figure architecturale ne soit pas le propre du Plateau, puisqu'on la retrouve, comme le précisait Scott, dans de nombreux quartiers de Montréal, voire

<sup>57</sup> AHM (1990) : 13.

<sup>58</sup> Idée présente dans *Montréal en évolution* et reprise dans Marsan, Jean-Claude, « La maison type », *Le Devoir*, 31 août 1992.

<sup>59</sup> Scott, Marian, « The 'livable, breathable house' : Triplex - with its outside staircases - is unique to Montreal », *The Gazette*, 21 avril 1994.

même, selon Noppen et Morisset, dans d'autres villes nord-américaines<sup>60</sup>, il demeure que c'est au Plateau Mont-Royal qu'elle sera le plus souvent associée. Après avoir caractérisé cette forme bâtie et sa logique d'implantation, Georges Adamczyk, alors professeur à l'UQÀM, conclut : « La qualité entre l'occupation du sol et l'espace qui existe au Plateau résume la qualité architecturale et urbaine de Montréal. C'est là, dans ce quartier, qu'elle se trouve »<sup>61</sup>. On va jusqu'à prétendre que « les escaliers extérieurs ont été "inventés par" le Plateau »<sup>62</sup>. La formidable entreprise de sensibilisation des années 1970, dans laquelle on n'a cessé de répéter que cette maison-type était présente dans « la majeure partie du Plateau Mont-Royal »<sup>63</sup>, a sans aucun doute joué un rôle essentiel dans la prégnance de cette image.

Figure 118 : Article de Monique Larue et Jean-François Chassay, dans *La Presse*, du 10 décembre 1989. On y évoque les célèbres escaliers extérieurs du Plateau Mont-Royal.



Il est également fort probable qu'elle ait eu une certaine influence sur les 80 pour cent des résidents du Plateau Mont-Royal qui, en 1982, disaient apprécier la maison traditionnelle pour la «solidité de la construction», « l'originalité de l'architecture », « l'histoire » ou encore pour « le cachet qu'[elle] confère à tout le paysage urbain »<sup>64</sup>. Il faut croire aussi qu'elle ait eu un impact sur les gentrificateurs vu que ce sont les *plex* du Plateau qui furent les plus recherchés durant les années 1980<sup>65</sup>, voire même durant la décennie suivante puisque Serge Truffaut nous apprend, dans un article

<sup>60</sup> Selon Noppen et Morisset (2003b), on la retrouve dans d'autres villes nord-américaines puisqu'elle fut largement adoptée par les promoteurs immobiliers, au début du XX<sup>e</sup> siècle.

<sup>61</sup> Cité dans Truffaut, Serge, « Le Plateau Mont-Royal et ses architectures singulières », *Le Devoir*, 16 mars 1996.

<sup>62</sup> Truffaut, Serge, « Un beau quartier, futé en plus : Rosemont a emprunté plusieurs de ses éléments distinctifs », *Le Devoir*, 18 mai 1996.

<sup>63</sup> Entre autres, Courcy-Legros et Verret, citées par Duhamel, Alain, « Le vieux Plateau Mont-Royal », *Le Devoir*, 29 octobre 1979.

<sup>64</sup> Selon le sondage du GIUM de 1982, rapporté par Masse, Denis, « Le "new look" est mal vu par les résidents du Plateau Mont-Royal », *La Presse*, 24 novembre 1982 ; Duhamel, Alain, « En matière de rénovation urbaine : Les Montréalais veulent avoir leur mot à dire », *Le Devoir*, 24 novembre 1982 ; Duhamel, Alain, « Le Montréalais aime encore l'architecture ancienne », *Le Devoir*, 29 novembre 1982 ; Constantin, Michaël, « Plateau Mont-Royal : Le GIUM fait parler les résidents », *Montréal Campus*, 5 avril 1983.

<sup>65</sup> Truffaut, Duhamel, « Le Plateau Mont-Royal, quartier canaille », *Le Devoir*, 13 septembre 1986.

datant de 1996, que « les étrangers, qui souhaitent habiter ce coin, souhaitent cela, s'y installer, parce que le Plateau Mont-Royal est ceci : une enclave regroupant et combinant escaliers extérieurs, pierres grises, briques, ruelles du type bon enfant »<sup>66</sup>. Quoiqu'il en soit, dès le tournant des années 1990 et jusqu'à la moitié de la décennie, on ne peut plus évoquer le Plateau Mont-Royal sans évoquer ses *plex* et leurs célèbres escaliers, comme on peut le constater dans l'article de Linda Garceau :

Quartier résidentiel, essentiellement ouvrier à l'origine, le Plateau Mont-Royal, avec ses rues rythmées, par les célèbres et controversés escaliers extérieurs, et bâties de duplex et de triplex dont les balcons permettent d'assister au spectacle de la rue, offre une mise en scène urbaine typiquement montréalaise. [...] Avec ses innombrables escaliers extérieurs, le Plateau donne l'impression d'escalades invraisemblables, d'un décor de théâtre populiste.<sup>67</sup>

Figures 119 et 120 :  
Triplex sur la rue St-  
Urbain. Photo : K.  
Benali.



Ou encore dans le témoignage de Mme Thérèse Daviau, alors conseillère municipale du Plateau Mont-Royal :

Ce secteur montréalais est ancien, d'où son charme particulier. Avec la venue des industries qui se sont installées plus à l'ouest et plus au nord au début du 19<sup>e</sup> siècle, les familles ont progressivement choisi de s'y établir. Les habitations sont majoritairement composées de triplex et mettent fièrement en évidence ce style caractéristique de Montréal : de superbes escaliers extérieurs.<sup>68</sup>

Cependant, certains spécialistes de l'aménagement, sensibles à la nouvelle pensée patrimoniale, dépassent le cliché des *plex* pour investir le Plateau d'une autre logique identitaire : celle de la « diversité ». Il faut préciser, qu'après avoir été

<sup>66</sup> Truffaut, Duhamel, « Le Plateau Mont-Royal et ses architectures singulières », *Le Devoir*, 16 mars 1996.

<sup>67</sup> Larue, Monique et Chassey, Jean-François, « Le Plateau Mont-Royal et le charme baroque de ses escaliers », *La Presse*, 10 décembre 1989.

<sup>68</sup> Propos de Thérèse Daviau, alors conseillère municipale du Plateau Mont-Royal, cités dans Ferko, John L., « Plateau Mont-Royal : Vie urbaine et vie de quartier ... en harmonie », *Habitabec*, 1 novembre 1991.

rattaché au patrimoine « victorien », le paysage urbain de Montréal va être redéfini, à partir des années 1990, comme celui de la « diversité ». Drouin retraçait, dans sa thèse, le cheminement qui mena à la formulation de cette « diversité montréalaise » :

Le Montréal « victorien » des années 1970, à force d'efforts et de luttes menées par les défenseurs du patrimoine, engloba progressivement un large éventail de patrimoines, grands et petits. Le paysage urbain de Montréal se définirait ainsi, au tournant des années 1990, comme celui de la "diversité". Le quadrilatère initialement identifié par *Sauvons Montréal* s'était considérablement élargi pour inclure un "autre" Montréal patrimonial de plus en plus vaste. À cette redéfinition géographique s'était greffée une gamme diversifiée de bâtiments et de lieux à protéger [...]. L'extension de la notion de patrimoine à Montréal suivait une tendance générale, observée à l'échelle occidentale. Toutefois, dans la métropole, elle se déclinait spécifiquement sous les traits de la "diversité" et renvoyait ainsi à un milieu de vie unique à valoriser. [...] Au cours des années 1970 et 1980, avait été identifié un paysage urbain composé de monuments importants, mais aussi de rues, de quartiers et d'espaces, qui structuraient le paysage urbain montréalais pour en faire un milieu unique. Les bases de l'identité urbaine avaient ainsi été jetées. À partir des années 1980, la montagne s'était lentement affirmée comme l'emblème fondamental de Montréal, la notion de "diversité" allait désormais investir le devant de la scène en s'imposant dans le paysage urbain montréalais des années 1990. [...] Ce nouveau regard porté sur la ville permettait d'inclure des "patrimoines", à l'évidence, plus que jamais éclatés. [...] la ville toute entière devenait "patrimoine". En parallèle de l'action militante, toute une "industrie" de la recherche permit de mieux connaître Montréal et, ainsi de conscientiser à la sauvegarde de son patrimoine. Ainsi, après une éclipse relative dans les années 1980, le travail de connaissance et de caractérisation connut un essor remarquable qui culmina avec les fêtes du 350<sup>e</sup> anniversaire de Montréal et se poursuivit tout au long de la décennie. Il était possible, à la fin des années 1990, d'avoir un panorama relativement complet de la "diversité" du patrimoine montréalais.<sup>69</sup>

Après avoir été annoncé par Marsan dans son *Montréal : une esquisse du futur* de 1983 dans lequel il déclarait que « cette métropole qui, en étant un conglomérat équilibré de "villages", de quartiers, de petites patries, représente un modèle urbain original et fait appel à une esthétique particulière, celle de la diversité »<sup>70</sup>, ce concept allait s'imposer avec force durant la décennie 1990 et permettre une nouvelle pensée sur l'identité de Montréal. Cette dernière est explicitement contenue dans l'article du directeur d'*Héritage Montréal*, Dinu Bumbaru, paru dans *La Presse* en 1998 :

<sup>69</sup> Drouin (2004) : 349-350 et 375.

<sup>70</sup> Marsan (1983) : 69.

La diversité, l'ancienneté et l'originalité de son paysage urbain distinguent Montréal des métropoles nord-américaines. Tous les quartiers sont riches en patrimoine. Il y a le Vieux-Montréal, qui est si précieux. Mais il ne faut pas oublier que, pendant que Côte-des-Neiges et Pointe-Saint-Charles célèbrent des tricentenaires cette année, il y a aussi Pointe-aux-Trembles, Hochelaga-Maisonneuve, la montagne, Sault-au-Récollet, le Plateau, NDG, le centre-ville, Saint-Henri et le Quartier latin... Partout, il y a des lieux et des édifices remarquables par leur beauté ou leur histoire, des maisons aux escaliers et aux jolis détails, des sites naturels et de beaux parcs, des rues bordées de commerces ou de grands arbres, des sites archéologiques connus ou insoupçonnés, des oeuvres et des traditions. À la fois mémoire et lieu de vie, le patrimoine contribue fortement à la personnalité et à la qualité de notre ville autant qu'à son attrait, notamment auprès des étrangers qui viennent de plus en plus nombreux la découvrir. C'est de la culture au quotidien qu'on utilise et qui nous apprend l'histoire, la géographie, l'architecture, les arts, les sciences et les traditions de notre ville.<sup>71</sup>

C'est dans ce contexte que certains allaient voir dans le bâti varié du Plateau Mont-Royal l'expression de ce Montréal, désormais réconcilié avec ses différents paysages, et décliné sous la diversité. À partir de la deuxième moitié des années 1990, on ne disait plus que l'architecture du Plateau était dominée par les *p/lex* mais plutôt « par les bâtiments aux grandes variétés de fenêtres, de corniches, de balcons et de longs escaliers »<sup>72</sup>.



Figure 121 : Ensemble de photos sur la diversité des corniches, ici celles de la rue Saint-Denis. Photo : K. Benali.

Cette variété architecturale du Plateau Mont-Royal, les spécialistes de l'aménagement, comme Hanna et Adamczyk, la lient à sa diversité socio-économique du passé<sup>73</sup>. En effet, déconstruisant l'idée que le Plateau fut toujours un quartier « populaire », les deux experts démontrent, à travers l'historique qu'ils

<sup>71</sup> Bumbaru, Dinu, « À 2002, monsieur le maire... », *La Presse*, 20 octobre 1998.

<sup>72</sup> Hébert, Claudine, « La petite ville dans la grande ville », *La Presse*, 12 juillet 1997.

<sup>73</sup> David Hanna cité dans Truffaut, Serge, « Le Plateau Mont-Royal, un quartier canaille même dans les prix », *Le Devoir*, 8 juin 1991 ; Georges Adamczyk cité dans Truffaut, Serge, « Le Plateau Mont-Royal et ses architectures singulières », *Le Devoir*, 16 mars 1996.



dressent, comment les « différences architecturales, qu'elles soient splendides ou affreuses »<sup>74</sup> du quartier sont le reflet de la population qui l'a occupé au XIX<sup>e</sup> siècle et qui était alors composée de bourgeois, d'ouvriers et de personnes de classe moyenne. Truffaut rapportait dans *Le Devoir* l'argumentaire d'Adamczyk :

Contrairement à ce que l'on croit trop souvent encore aujourd'hui, le Plateau n'était pas composé à l'origine par une forte majorité de pauvres ou de travailleurs chichement payés. En dehors des artères bourgeoises, genre Saint-Denis, Saint-Hubert et De Lorimier, les rues étaient habitées, a noté le professeur de l'UQÀM, par des ouvriers spécialisés, des contremaîtres et des cols blancs.<sup>75</sup>



Figure 122 : Ensemble de photos sur la diversité architecturale et chromatique. En haut, rue St-Cuthbert ; en bas, à gauche, rue Sewell, à droite, rue St-André. Photos : Kenza Benali.



Cela dit, Truffaut observe, dans le même article, que la population actuelle du quartier s'apparente quelque peu à celle du XIX<sup>e</sup> siècle. Après le déclin des années 1950-60 et la fuite de la bourgeoisie qui a fait du Plateau Mont-Royal un quartier « populaire », le quartier aurait repris alors son visage hétéroclite d'antan avec l'arrivée des gentrificateurs - dont la majorité d'ailleurs a investi les lieux laissés par la bourgeoisie partante (surtout ceux autour des parcs comme square Saint-Louis et parc Lafontaine) :

La composition sociale du Plateau d'aujourd'hui fait davantage écho à sa composition des débuts qu'à celle des années 60 et 70. Il y a entre 100 000 et 120 000 habitants. C'est hétérogène. C'est divers. C'est bigarré, mais il faut préciser. Dans ce quartier se côtoient des postmodernes et des avocats, des branchés et des prolos, des graphistes et des chômeurs, des ménages composés surtout d'une ou deux personnes, beaucoup moins de ménages avec enfants, des jeunes, des moins jeunes, et

<sup>74</sup> Truffaut, Serge, « Le Plateau Mont-Royal, un quartier canaille même dans les prix », *Le Devoir*, 8 juin 1991.

<sup>75</sup> Truffaut, Serge, « Le Plateau Mont-Royal et ses architectures singulières », *Le Devoir*, 16 mars 1996.

beaucoup moins, comparativement aux années 70, de vieux. Sur ce plan-là, le social-économique, le Plateau est le plus éclaté des quartiers montréalais.<sup>76</sup>

Cette observation ressort également de l'article de Jean-Hugues Roy publié en 1993 dans le *Voir* :

La bourgeoisie, qui habitait les vastes demeures des rues Saint-Hubert, Saint-Joseph et De Lorimier, quitte peu à peu le quartier dévasté par un chômage endémique. S'amorce alors un déclin, lent, mais sûr. [...] Particulièrement intense durant les années 1960 et 1970, la déconfiture du quartier est renversée à partir des années 1980. Une nouvelle faune emménage, renipe les vieux logements et redécouvre l'avenue du Mont-Royal, lui donnant un souffle tel, qu'on ne compte plus actuellement, sur les 300 commerces membres de la Société d'initiative et de développement (SIDAC) Mont-Royal, que sept emplacements vacants. Tel un flashback vers le bon vieux temps, le quartier revit.<sup>77</sup>

Il faut préciser que déjà en 1974-1975, on remarquait que le secteur ouest du Plateau Mont-Royal était devenu, avec l'arrivée de premiers gentrificateurs, le lieu où s'affirmaient les contrastes sociaux<sup>78</sup>. Cette néo-diversité sociale qui gagna, après trois décennies de gentrification, l'ensemble du quartier est d'ailleurs l'une des caractéristiques qu'on a abondamment invoquées pour signifier la montréalité du Plateau Mont-Royal.

## 8.2 UNE MOSAÏQUE SOCIALE ET ETHNIQUE « A L'IMAGE DE MONTREAL »

C'est cette même diversité socio-économique, qualifiée par certains comme « une diversité intéressante »<sup>79</sup> ou encore « un heureux mélange d'une population professionnelle ou instruite et d'une population pauvre »<sup>80</sup>, qui amena le professeur Marois, à dire, lorsqu'on l'invita à se prononcer sur l'embourgeoisement supposé du Plateau, qu'il constituait un quartier « à l'image de Montréal » : « On a voulu tracer le portrait-type du résidant du Plateau, mais nous n'avons pas pu parce qu'il s'agit d'un quartier très hétérogène, composé d'étudiants, de professionnels et de sans-

<sup>76</sup> Truffaut, Serge, « Le Plateau Mont-Royal et ses architectures singulières », *Le Devoir*, 16 mars 1996.

<sup>77</sup> Roy, Jean-Hugues, « Brève histoire du Plateau : Retour vers le futur », *Voir*, 18 février 1993.

<sup>78</sup> « On se côtoie, on se mêle pas », *La Presse*, 17 octobre 1974 ; « Despair, gaiety mix in St.Louis », *The Montreal Star*, 28 octobre 1974.

<sup>79</sup> Propos de M. Depatie cité dans Calvé, Julie, « Michel Depatie : sur un plateau d'argent », *Voir*, 19 juin 1997.

<sup>80</sup> Chartier, Jean, « L'avenir du quartier Centre-Sud reste bouché : la situation est loin de s'améliorer, constatent les citoyens », *Le Devoir*, 31 mai 1996.



emploi. C'est un quartier à l'image de Montréal »<sup>81</sup>. C'est dire que l'analogie entre le Plateau Mont-Royal et Montréal est fondée sur le fait qu'ils constituent tous deux une mosaïque ethnique. En effet, à l'instar de la métropole, le Plateau Mont-Royal est un ensemble de « petites patries »<sup>82</sup>. Il est « à la fois un quartier et une somme de quartiers »<sup>83</sup>. Mais avant les années 1990, on ne percevait pas le Plateau comme un « tout » mais plutôt comme un espace composé de deux types de territoires, séparés, selon les cas, soit par la rue Saint-Denis soit par le boulevard Saint-Laurent (réputé déjà pour être une frontière ethnique). D'une part, il y avait le secteur ouest renfermant Saint-Louis et Mile-End, défini par la presse comme le secteur « qui revêt l'allure internationale »<sup>84</sup>, « an ethnic potpourri with a little bit of everything »<sup>85</sup> ou encore « le quartier frontière entre l'est et l'ouest de la métropole démarquant la population francophone des secteurs anglophones, [...] une espèce de zone tampon de gens d'origine et de culture ethniques différentes qui impriment un caractère cosmopolite riche »<sup>86</sup>. D'autre part, il y avait le petit Plateau à l'est, qui était vu, dans la plupart des cas, comme un territoire essentiellement francophone. Comme nous l'avons évoqué dans le chapitre 5, le premier secteur - dont l'appellation abrégée « Saint-Louis » est couramment employée dans la presse - a été dès la deuxième moitié des années 1970 intronisé comme « le district cosmopolite par excellence »<sup>87</sup>. En effet, la presse le qualifiait à cette époque là comme « l'un des quartiers les plus cosmopolites de Montréal », le « carrefour des races », le lieu « où l'on travaille en français et en anglais, où l'on chante en espagnol et en italien et où l'on fête en portugais »<sup>88</sup>. Plusieurs articles d'alors se plaisaient à souligner comment ce secteur ouest, point de chute de plusieurs communautés immigrantes depuis le XIX<sup>e</sup> siècle, était devenu au fil du temps une terre de syncrétisme étonnant où langues, religions et modes d'activités se sont côtoyés. C'est le cas de cet article paru dans *Le Montreal Star* le 28 octobre 1974 et qui estimait que « St. Louis is really a collection of strung-

<sup>81</sup> Cité dans Collard, Nathalie, « La gentrification : Yuppies, quels yuppies? » Voir, 18 février 1993.

<sup>82</sup> Picard, André, « 'It's exactly what a street should be'. City Streets, a celebration of urban life », *The Globe and Mail*, 10 août 1991.

<sup>83</sup> Dion, Jean, « Étonnante promenade sur le Plateau Mont-Royal », *La Presse*, 15 novembre 1991.

<sup>84</sup> « Vivre à Montréal : Le quartier Saint-Louis revêt l'allure internationale », *Le Journal de Montréal*, 4 août 1984.

<sup>85</sup> Todd, Jack, « Plateau Mont-Royal North: Melting pot where east meets west », *The Gazette*, 23 mai 1987.

<sup>86</sup> « Saint-Louis : Le carré, Duluth, Prince Arthur et les autres... », *Le Journal de Montréal*, 4 août 1974.

<sup>87</sup> « Saint-Louis : Le cas type du grand quartier cosmopolite appelé à disparaître sous la poussée du centre-ville », *Le Jour*, 4 novembre 1974.

<sup>88</sup> « Les voisins du quartier Saint-Louis », *Perspectives - Dimanche*, 20 août 1978.

together communities with their own languages, customs, church»<sup>89</sup>, ou encore celui paru dans *La Presse* quelques jours plus tôt :

Saint-Louis, c'est une agglomération de villages québécois, juif, grec, italien, portugais, espagnol et chinois, qui s'étend approximativement de la rue Sherbrooke à la rue Van Horne et de l'avenue du Parc à la rue Saint-Denis. [...] un trait positif et fort original : la chaleur humaine qui se dégage de la diversité culturelle des 65,000 habitants et l'esprit d'entraide entre membres d'une même communauté, Saint-Louis étant le pied-à-terre par excellence des Néo-Québécois.<sup>90</sup>

Dans un autre article paru dans le même quotidien, on rappelait, toutefois, que ce secteur ouest comportait aussi des « villages francophones » (dont le carré Saint-Louis sera considéré comme le plus important) :

Ce qui ne veut en rien signifier que les francophones - à peine 50 p. cent de la population - soient noyés dans la masse des Néo-Québécois qui eux forment 40.p cent des habitants de Saint-Louis. Les Québécois français vivent aussi "dans leurs villages" qui s'étendent souvent autour du clocher et des écoles. Qu'on demande à un francophone du quartier où il demeure et, presque assurément, il répondra : "Dans Saint-Louis-de-France, Saint-Jean-Baptiste ou Saint-Enfant-de-Jésus".<sup>91</sup>

Figure 124 · Photo sur la diversité sociale.  
Photo de Robert Fréchette, tirée de l'article de Patry Jean, dans *Liaison St-Louis*, 2 juillet 1986.



Figure 123 : Photo montrant la diversité au niveau de l'âge. Photo de Gordon Beck, tirée de l'article de Todd Jack, dans *The Gazette*, 23 mai 1987.



<sup>89</sup> « Despair, gaiety mix in St.Louis », *The Montreal Star*, 28 octobre 1974.

<sup>90</sup> « Les quartiers naturels : Saint-Louis », *La Presse*, 19 octobre 1974.

<sup>91</sup> « On se côtoie, on se mêle pas », *La Presse*, 17 octobre 1974.

Dans un autre article de *La Presse* paru le 4 octobre 1982, le journaliste Daniel Marsolais précisait davantage la répartition géographique des différents groupes ethniques dans ce secteur : « Les francophones occupent surtout la partie orientale qui est contiguë au Plateau Mont-Royal [ici entendu comme le petit Plateau]. Les Portugais sont concentrés au centre, les anglophones au sud-ouest et les Grecs au nord, près de la ville d'Outremont »<sup>92</sup>. Cependant, à l'instar de ces journalistes qui regrettaient durant les années 1970 que dans ce secteur « on se côtoie [mais] on ne se mêle pas »<sup>93</sup> ou encore qu'il existe des « social lines »<sup>94</sup>, Marsolais déplore ouvertement la « ghettoïsation » supposée de ces différentes communautés :

Zone tampon séparant les deux principales communautés linguistiques de la métropole, le quartier Saint-Louis est un peu le microcosme de la société des nations, "made in Québec". C'est ici, en effet, en plein cœur de la ville, que cohabitent la plupart des nouveaux arrivants qui ont décidé de venir s'installer au Québec. Grecs, Italiens et Portugais y ont formé des enclaves tellement hermétiquement qu'ils y vivent pratiquement comme dans leurs pays d'origine. Cosmopolite et très densément peuplé, Saint-Louis est un quartier de couleurs et d'odeurs où l'on sent parfois, en se promenant, l'inconfort de la différence.<sup>95</sup>

Néanmoins, cette thèse sur les enclaves hermétiques sera largement réfutée durant les années 1990. Plusieurs affirmeront que cette juxtaposition des différentes communautés demeure une cohabitation conviviale, respectueuse et pacifique. La promiscuité acceptée par les habitants d'origines diverses (promiscuité découlant de la forte densité) traduirait même un esprit de tolérance exceptionnel comme en témoignent les propos d'une résidente recueillis dans *Continuité* : « La multiplicité des cultures donne au secteur ouest du Plateau Mont-Royal un caractère cosmopolite typique des grands centres urbains. Vécue de l'intérieur, cette multiplicité devient une leçon de cohabitation et de tolérance »<sup>96</sup>. Ce pacifisme entre différentes communautés ethniques a surtout été révélé par les travaux de chercheurs divulgués dans la presse. C'est, par exemple, l'une des conclusions qui ressort de l'étude portant sur la cohabitation interethnique et la vie quartier, réalisée

<sup>92</sup> Marsolais, Daniel, « Cosmopolite et très densément peuplé : Saint-Louis où l'on perçoit l'inconfort de la différence », *La Presse*, 4 octobre 1982.

<sup>93</sup> « On se côtoie, on se mêle pas », *La Presse*, 17 octobre 1974.

<sup>94</sup> « Despair, gaiety mix in St. Louis », *The Montreal Star*, 28 octobre 1974.

<sup>95</sup> Marsolais, Daniel, « Cosmopolite et très densément peuplé : Saint-Louis où l'on perçoit l'inconfort de la différence », *La Presse*, 4 octobre 1982.

<sup>96</sup> LaFerrière (1995) : 14.

en 1993-1994 dans sept quartiers montréalais, par une équipe de chercheur(e)s de l'INRS-Urbanisation<sup>97</sup>. Dans son article intitulé « Mile-End, cosmopolite et non-violent », la journaliste Louise Renaud s'attarde sur la partie consacrée au Mile-End élaborée par la chercheuse Rose et dans laquelle elle soulignait le pouvoir d'attraction qu'avait exercé ce type de cosmopolitisme sur les gentrificateurs<sup>98</sup> :

Le Mile-End se distingue non seulement à titre du plus ancien quartier multi-ethnique de Montréal, mais également par l'émergence de nouvelles classes moyennes qui ont commencé à y emménager à la fin des années 1970 et, surtout par la valorisation d'une image cosmopolite très forte, doublée d'un grand respect entre les individus. [...] Décrit dans le rapport final comme étant "un modèle cosmopolite mais aussi [...] un quartier traversé par des visions divergentes et par une fracture sociale distinguant ses parties est et ouest", le Mile-End a tout d'abord attiré l'attention de l'équipe de recherche par son identité multi-ethnique acquise dès le début du XX<sup>e</sup> siècle, alors qu'il constituait déjà un "couloir traditionnel", pour l'immigration. Parallèlement à cette dynamique de peuplement, souligne la responsable de la recherche pour le Mile-End, Madame Damaris Rose, on note depuis une quinzaine d'années un mouvement de gentrification c'est-à-dire l'arrivée, avec la transformation de logements en condominiums et la construction de nouvelles unités dans l'est du quartier, de nouvelles classes moyennes attirées par l'ambiance multi-ethnique et l'image cosmopolite du Mile-End, perçues comme des attributs positifs. "Autrement dit, reprend Mme Rose, si on ne valorise pas ces caractéristiques-là, on n'emménage pas dans Mile-End, il y a d'autres quartiers qu'on peut choisir". Les nouvelles classes moyennes n'ont pas nécessairement des relations intimes avec les groupes ethniques, poursuit-elle. Toutefois, selon le rapport, ce qui ressort [...] c'est une "cohabitation pacifique et distante". On se mélange peu, mais on ne s'importune pas non plus et l'ambiance qui règne dans les lieux de détente publics est libre de toute crainte.<sup>99</sup>

Dans un article de *La Presse* paru 21 mars 1996, on s'appuie également sur cette étude de l'INRS-Urbanisation pour souligner que Montréal est, contrairement à certaines grandes villes européennes et américaines, un « success story » ethnique :

Les chercheurs en sont arrivés à la conclusion que dans les lieux publics de ces quartiers, les résidents des divers groupes ethniques cohabitent de manière "distante mais pacifique". C'est à dire que les gens fréquentent presque toujours des membres de leur propre groupe, mais que cette préférence ne mène pratiquement jamais à des comportements hostiles à l'égard des autres. Il est rare, par exemple, qu'une communauté s'approprie un lieu public aux dépens des autres. Au contraire, qu'il s'agisse des bancs publics ou de terrains de basket, les équipements sont partagés avec souci évident d'éviter des heurts. Certains pourraient déplorer que les différentes ethnies ne se mêlent pas davantage, mais le professeur Germain n'est pas d'accord.

<sup>97</sup> Germain et al. (1995).

<sup>98</sup> Cette section correspond au chapitre de Rose, « Le Mile-End : un modèle cosmopolite ? », dans Germain et al. (1995) : 53-95.

<sup>99</sup> Renaud, Louise, « Mile-End, cosmopolite et non-violent », *Saint-Louis/Mile-End*, 6 avril 1996.

"C'est une vision très villageoise, a-t-elle expliqué hier en entrevue. On pense encore que dans un quartier, tout le monde doit se dire bonjour, tout le monde doit participer à toute la vie communautaire, alors que la réalité de la vie dans une grande ville, c'est pas ça. Dans une grande ville comme Montréal, c'est tout à fait normal que les gens n'aient pas d'échanges profonds sur la place publique". "Les gens ont pris l'habitude de fréquenter des endroits où il y a des gens différents d'eux. Ce n'est pas banal !" souligne Mme Germain. [...] Aussi à la lumière des expériences difficiles vécues par d'autres grandes villes européennes et américaines, la "cohabitation tranquille" observée dans les quartiers multiethniques de Montréal apparaît-elle à l'équipe de l'INRS comme un "remarquable *success story*".<sup>100</sup>

Dans la même veine, le professeur Claude Marois, interrogé par le journal *Place Publique* en mai 1997, démystifie la notion de communautés ethniques et déconstruit lui aussi la thèse de leur ghettoïsation hermétique, en s'appuyant, notamment, sur le fait de leur continuelle mobilité qui empêche toute fixation d'enclaves :

Contrairement à la croyance populaire, les communautés ethniques ne sont pas des ghettos fermés. "Les communautés ont des vision très stéréotypée d'elles-mêmes, indique Claude Marois, professeur de géographie à l'Université de Montréal. Quant aux Montréalais, ils nourrissent ces stéréotypes". Pourtant au sein des communautés, il y a autant de différences que de ressemblances. "C'est pas parce qu'on parle de traits communs que les individus sont identiques, dit M. Marois. Pour définir une communauté ethnique, plusieurs critères doivent être considérés". Chez les Juifs par exemple, le pays d'origine et la langue diffèrent d'un groupe à un autre. [...] les groupes ethniques se caractérisent par leur mobilité. "Les quartiers de Montréal ne sont pas figés. Ils sont en perpétuel mouvement, affirme M. Marois. Les groupes sont en continuelle relation avec d'autres groupes". C'est ainsi que les enclaves se forment, puis se dissolvent. "C'est comme les Français et les Anglais, on ne parle plus du tout à fait de division, mais bien de répartition," ajoute M. Marois. [...] Les secteurs ne cessent de se réidentifier. "Il y a 15-20 ans, St-Louis et Mile-End étaient très délabrés. Aujourd'hui, on assiste à une revalorisation, une restructuration et revitalisation de ces quartiers". Selon Mme Das [directrice de l'Institut Interculturel de Montréal], de nouvelles vagues d'immigration transformeront le visage du quartier. "C'est sa particularité", dit-elle.<sup>101</sup>

Réitérée dans plusieurs ouvrages spécialisés, cette idée sur le cosmopolitisme convivial du secteur ouest a fini par s'imposer comme une certitude. On la retrouve, notamment, dans l'article scientifique de Germain publié en 1999 :

Il y a donc aujourd'hui une certaine mixité socioéconomique dans le quartier et assurément une grande diversité ethnoculturelle. Le cosmopolitisme, marque de commerce du quartier, serait plutôt valorisé tant par les gentrificateurs que par

<sup>100</sup>Pratte, André, « Montréal, un "success story" ethnique », *La Presse*, 21 mars 1996.

<sup>101</sup>Cité dans Jarjoura, Katia, « La genèse du quartier », *Place Publique*, mai 1997.

d'anciens et nouveaux immigrants, même si on ne s'entend pas sur l'authenticité de cette valorisation. Elle semble en tout cas suffisante pour fonder une relative convergence des rapports au quartier. Celui-ci jouit d'une prime à l'ancienneté en matière d'accueil de l'immigration (la multiethnicité fait partie intégrante de l'identité du quartier), la succession des vagues d'immigration se fait sans « invasion » des nouveaux venus et une certaine convivialité à saveur cosmopolite fait vibrer les fêtes de quartier, certains espaces commerciaux et gagne parfois les relations de voisinage.<sup>102</sup>



Figure 125 : Ensemble de photos montrant la diversité ethnique du secteur ouest du Plateau. Photos de Gordon Beck, tirées de Todd, Jack, « Plateau Mont-Royal North: Melting pot where east meets west », *The Gazette*, 23 mai 1987.

Quant au secteur est du Plateau Mont-Royal, communément appelé le petit Plateau, où « the population is primarily francophone »<sup>103</sup>, il fut considéré pendant longtemps (de 1970 jusqu'au tournant des années 1990) comme le territoire des « purest Quebecois »<sup>104</sup> ou encore comme un « traditionally French-dominated ghetto »<sup>105</sup>. Si quelques quotidiens anglophones ont en fait allusion, cette idée de « petite patrie francophone » ressortait nettement dans la presse francophone. Lorsque le caractère identitaire n'était pas formulé explicitement dans les articles francophones, il demeurerait sous-jacent ne serait-ce que par l'intérêt exclusif qu'on manifestait au petit Plateau. Certains journalistes francophones sont allés jusqu'à afficher ouvertement

<sup>102</sup> Germain (1999): 20.

<sup>103</sup> Todd, Jack, « Plateau Mont-Royal North: Melting pot where east meets west », *The Gazette*, 23 mai 1987.

<sup>104</sup> *Ibid.*

<sup>105</sup> Propos d'un résident de N.D.G au sujet du Plateau, dans Mitchell, Beverly, « N.D.G. : a "good place to taste the two cultures" », *The Gazette*, 6 juin 1987.

l'exaltation identitaire que suscitait en eux le secteur est, comme le fit Jean Dion lorsqu'il affirma d'emblée que le Plateau était le « creuset de longue date de la classe moyenne (et basse) francophone » et qui, « avec ses petites rues, ses innombrables églises qui témoignent de son passé catholique fervent », « conserve une certaine homogénéité »<sup>106</sup>. Davantage, Dion va jusqu'à regretter que « l'évolution même de Montréal » soit « cependant en train de transformer » cette homogénéité qu'il semble tant apprécier. C'est, d'ailleurs, sur la partie francophone du quartier que le journaliste portera toute son attention par la suite. D'autres journalistes francophones se sont appuyés sur l'histoire pour marquer le caractère francophone du petit Plateau; une histoire qui semble, pour paraphraser Françoise Choay, « orientée...à laquelle on ne pose pas de questions mais à qui on demande des confirmations »<sup>107</sup>. À cet égard, on peut signaler l'article de Truffaut paru dans *Le Devoir* en 1991<sup>108</sup> qui, à travers son historique du quartier, rappelle avec insistance le rôle des ouvriers, des bourgeois et des grands propriétaires fonciers francophones dans le développement urbain du quartier, confortant en quelque sorte l'idée d'Alain Knight selon laquelle « ce visage du Plateau, on le doit notamment aux Rivard, David, Laurent et Drolet, promoteurs francophones qui, dans la foulée des Viger, Cherrier ou Cadieux de Courville, ont dessiné les traits de ce territoire » qui était « passé de la vie de campagne à la banlieue victorienne pour finalement prendre le visage d'une petite patrie francophone »<sup>109</sup>. D'autres y firent référence de façon plus subtile comme Duhamel quand il s'étonne du fait que dans les « communautés culturelles » du Plateau Mont-Royal on apprécie aussi « l'architecture traditionnelle montréalaise » alors que pour lui cette dernière « ne devrait pas avoir la même signification que pour le groupe francophone »<sup>110</sup>, comme si le bâti du quartier était un patrimoine francophone censé interpeller uniquement les francophones. Nombreux sont aussi ceux qui prirent le prétexte du boulevard Saint-Laurent pour signifier la division entre le monde anglophone et celui des francophones. À partir de la moitié des années 1990, l'allusion se fait de plus en plus

<sup>106</sup>Dion, Jean, « Étonnante promenade sur le Plateau Mont-Royal », *La Presse*, 15 novembre 1991.

<sup>107</sup>Choay, F. (1970). « L'Histoire et la méthode en urbanisme ». In *Annales, E.S.C.*, n° 4, 25<sup>e</sup> année : 1143-1154.

<sup>108</sup>Truffaut, Serge, « Le Plateau Mont-Royal, un quartier canaille même dans les prix », *Le Devoir*, 8 juin 1991.

<sup>109</sup>Knight (1995) : 17.

<sup>110</sup>Duhamel, Alain, « Le Montréalais aime encore l'architecture ancienne », *Le Devoir*, 29 novembre 1982.



discrète comme on peut le remarquer dans l'article de Pelletier dans lequel il précise rapidement qu'à partir de la rue Saint-Hubert on « s'engage résolument en pays francophone, dans la forte densité du Plateau »<sup>111</sup>. Il est aisé de supposer que cette évocation identitaire ait eu, durant les années 1970-80, une résonance particulière auprès de l'élite francophone montante en quête d'un territoire qui la caractériserait. Dans le contexte d'éveil identitaire des québécois et de la reconquête territoriale francophone dans un Montréal jugé dominé par les anglophones<sup>112</sup>, le petit Plateau était susceptible, de par ce mythe de « petite patrie francophone » (instauré notamment par l'imaginaire romanesque de Tremblay) d'interpeller la couche intellectuelle francophone qui aspirait à un lieu capable d'incarner (ou rendre justice à) ses origines, qu'elles fussent bourgeoises ou ouvrières. C'est, d'ailleurs, cette partie précise, ainsi que le Carré Saint-Louis, autre territoire considéré comme « traditionally French-dominated ghetto »<sup>113</sup>, qui connurent au départ une gentrification francophone intense. Sans doute, les instances municipales ont-elles leur part de responsabilité dans cette « consolidation identitaire », par leur volonté affichée de privilégier les secteurs francophones en termes de subventions et de réaménagements? C'est tout de moins ce que soulevait implicitement Roberge dans un article du *Devoir*, paru en 1978, lorsqu'il évoquait le soutien financier municipal dont bénéficiaient à l'époque les nombreux propriétaires francophones :

Quant à l'habitation, on note certains changements. Les prix montent, les grands logements sont transformés en studios de quatre pièces pour une clientèle aisée, des petits propriétaires aux noms bien francophones, Lessard, Lacombe, Parent, Gariépy accumulent des propriétés de plus en plus importantes qu'ils rénovent avec plus ou moins d'amour grâce... au financement des institutions publiques.<sup>114</sup>

C'est d'ailleurs la partie francophone du secteur Saint-Louis/Mile-End, qui fut la première à profiter de la politique de revitalisation urbaine de l'équipe Drapeau comme le précisait le journaliste Daniel Marsolais en 1982 : « Depuis les quatre dernières années, c'est surtout la partie francophone du quartier qui s'est graduellement modifiée. Physiquement, les changements, les plus apparents ont

<sup>111</sup>Pelletier, Réal, « Faire des courses : Avenue du Mont-Royal entre Saint-Hubert et Iberville », *La Presse*, 22 juillet 1994.

<sup>112</sup>Sur la question de la « francisation » du centre-ville de Montréal voir Linteau (1992) et Morin (1986; 1987).

<sup>113</sup>Propos d'un résident de N.D.G au sujet du Plateau, dans Mitchell, Beverly, « N.D.G. : a "good place to taste the two cultures" », *The Gazette*, 6 juin 1987.

<sup>114</sup>Roberge, François, « Le centre-ville ne veut pas mourir : 4) Les villages du Plateau Mont-Royal », *Le Devoir*, 2 octobre 1978.

touché deux rues, Prince-Arthur et Duluth »<sup>115</sup>. Avec l'administration Doré, ça sera surtout le petit Plateau qui retiendra l'attention<sup>116</sup> (entres autres : réaménagement du parc Lafontaine ; création de la Place Roy entre les rues Roy et Saint-André avec une sculpture-fontaine ; réouverture du viaduc Rachel à la circulation ; installation des feux pour cyclistes sur les rues Rachel, Brébeuf et Mont-Royal ; restauration du Centre de développement physique au coin des rues Fullum et Saint-Joseph ; restauration du sous-sol du Centre Calixa-Lavallée ; construction d'une nouvelle bibliothèque, etc.). Ce n'est pas non plus sans raison qu'on érigea au cœur du petit Plateau, dans le parc Lafontaine, de nombreux « bronzes qui commémorent les héros francophones », supposément « en réponse, selon Dinu Bumbaru, aux héros victoriens du square Dorchester »<sup>117</sup>. Quelques soient les administrations municipales, elles semblent toutes avoir été quelque peu les héritières du mouvement des années 1960 qui fut fortement animé par l'idée de création d'un centre-ville totalement francophone et qui avait tenté au début des années 1970, sans succès, de faire de la section de la rue Duluth prise entre le Mont Royal et le parc Lafontaine les « Champs Élysées de Montréal »<sup>118</sup>, pendant qu'on permettait le chamboulement des secteurs cosmopolites du quartier. Bien entendu, l'examen de l'intentionnalité identitaire de la municipalité dans la revitalisation du Plateau Mont-Royal nécessiterait une recherche plus approfondie qui, malheureusement, dépasse le cadre de cette recherche. Il demeure que cette dichotomie francophone/non francophone, franchement ou implicitement évoquée dans les articles des années 1970-80, et dans quelques articles du début des années 1990, sera progressivement balayée pour laisser place à cette notion de multiculturalisme si appréciée durant la dernière décennie pour sa charge sémantique (esprit de tolérance, distinction de la société montréalaise par rapport aux villes mondiales, etc.). Ainsi, avec la nouvelle pensée qui privilégie « la diversité montréalaise », le Plateau Mont-Royal, avec son secteur francophone et son secteur cosmopolite, symbolise à lui seul ce Montréal

<sup>115</sup> Marsolais, Daniel, « Cosmopolite et très densément peuplé : Saint-Louis où l'on perçoit l'inconfort de la différence », *La Presse*, 4 octobre 1982.

<sup>116</sup> « Le parc Lafontaine va être réaménagé en 3 ans, le Plateau va profiter des \$ 7 millions consacrés à la réfection des trottoirs », *Super Hebdo*, 16 octobre 1988.

<sup>117</sup> Bumbaru (1995) : 39.

<sup>118</sup> [Jocasse, Roger, « Pour relier le Mont-Royal au parc Lafontaine : Montréal aura ses Champs-Élysées », *La Patrie*, semaine du 6 juin 1971.

francophone épanoui dans le multiculturalisme. C'est dire que, dans les représentations de la ville de la dernière décennie, « la diversité ethnoculturelle » n'est plus perçue comme une menace pour le caractère francophone de la métropole - tel que dénoncée durant les années 1970-80 - mais comme « une richesse qui s'ajoute au fait français de Montréal »<sup>119</sup>. Ainsi, quels que soient la répartition géographique, le type et le pourcentage des différentes communautés ethniques dans le quartier, le Grand Plateau incarne ce Montréal vu désormais comme celui de la diversité culturelle, la « terre d'adoption » historique de tous « les Français, les Britanniques et les autres »<sup>120</sup> et qui se distingue « du reste du Québec »<sup>121</sup>. Le Plateau Mont-Royal s'impose donc comme une figure-type de ce Montréal de la réconciliation qui s'est substitué, après un long dialogue, émaillé de heurts, de conflits et de confrontations, au Montréal des deux solitudes. D'ailleurs, dans plusieurs articles de presse se rapportant au quartier, on ne mentionne plus le type d'ethnies qui s'y trouve, on se contente d'évoquer la « variété » comme on peut le constater dans l'article d'André Picard dans lequel il affirme que « The charm of The Plateau, the trendy area at the foot of Mount Royal, is its variety : people from all ethnic backgrounds »<sup>122</sup> ou encore celui de Truffaut dans lequel il avance : « Hier comme aujourd'hui, cet ensemble se distingue par sa diversité urbaine, son hétérogénéité économique, ses disparités ethniques tout comme par ses variétés sociales qui prennent un malin plaisir, plus que dans n'importe quel autre quartier de Montréal, à faire des pieds de nez à l'uniformité »<sup>123</sup>. C'est probablement en raison de cette variété sociale et ethnique qu'on surnomme encore ses habitants, en cette dernière décennie, « les Montréalais ». En effet, si cette désignation leur avait été accordée durant les années 1970 en raison de leur engagement vis-à-vis de la sauvegarde du patrimoine, dans les années 1990, elle semble davantage liée au fait qu'ils composent un microcosme du Montréal composite. Et peut-être parce qu'ils affichent une formidable tolérance, puisque « l'ouverture est un esprit qu'on voit et

<sup>119</sup>Rivière, Daniel, « Quand le Parti québécois parle de souveraineté aux membres des communautés culturelles du Québec », *Journal Saint-Louis et Mile-End*, 20 octobre 1991.

<sup>120</sup>Citation de Claire McNicoll, *Montréal, une société multiculturelle*, dans Jarjoura, Katia, « La genèse du quartier », *Place Publique*, mai 1997.

<sup>121</sup>Charest, Rémy, « Voir double: Sur toutes sortes de questions, Montréal et le reste du Québec se tourment le dos », *Le Devoir*, 17 juin 1993.

<sup>122</sup>Picard, André, « When do alcohol, people cease to mix ? », *The Globe and Mail*, 17 août 1994.

<sup>123</sup>Truffaut, Serge, « Le Plateau Mont-Royal, un quartier canaille même dans les prix », *Le Devoir*, 8 juin 1991.

qu'on perçoit dans ce quartier »<sup>124</sup> et qu'ils correspondent vraiment à ces « Montrealers [who], like no one else in North America, take pleasure in being with people, not necessarily their friends, but their neighbours in the broadest sense of the word »<sup>125</sup>. Certains voient même dans ce « quartier hétéroclite »<sup>126</sup> l'image du Canada : un quartier dont « l'histoire [...] reflète celle de la métropole qui, à son tour, représente le miroir du pays. Un pays multi-ethnique depuis déjà longtemps »<sup>127</sup>.

### 8.3 UNE « ATTRACTION TOURISTIQUE TYPIQUEMENT MONTREALAISE »

Avec l'explosion du tourisme culturel dès le milieu des années 1990, la diversité du Plateau Mont-Royal, tant sur le plan architectural, social que commercial, va être rapidement considérée comme une ressource touristique remarquable. À l'automne 1995, une association d'une soixantaine d'entreprises locales fondait alors l'organe *Tourisme Mont-Royal* afin de « faire connaître le quartier comme une destination touristique et culturelle pouvant intéresser des touristes de toutes provenances désirant sortir des sentiers battus »<sup>128</sup> et « faire partager aux autres Montréalais ainsi qu'aux visiteurs étrangers l'atmosphère, les charmes et les secrets du Plateau »<sup>129</sup>. En mai 1996, elle lançait alors *Le guide touristique et culturel du Plateau Mont-Royal*, véritable éloge de la diversité culturelle du quartier comme le précise le journaliste du *Devoir*, Normand Cazalais :

Fait significatif, le matériau culturel est ici amplifié : il ne concerne plus exclusivement les grandes œuvres des beaux-arts, de la musique ou de l'architecture, mais englobe l'histoire, la convivialité, la vie quotidienne, les espaces verts et même l'activité commerciale d'un quartier typique de Montréal qui ne peut, par contre, prétendre au statut de joyau du patrimoine de l'humanité. Mais il peut certes offrir aux Montréalais l'occasion de faire un "voyage" culturel chez eux et à leurs visiteurs de les accompagner.<sup>130</sup>

<sup>124</sup>Propos de Thérèse Daviau, conseillère municipale pour le district Plateau Mont-Royal, dans Ferko, John L., « Plateau Mont-Royal : Vie urbaine et vie de quartier ... en harmonie », *Habibec*, 1 novembre 1991.

<sup>125</sup>Propos d'Annick Germain, dans Picard, André, « It's exactly what a street should be'. City Streets, a celebration of urban life », *The Globe and Mail*, 10 août 1991.

<sup>126</sup>Truffaut, Serge, « Le Plateau Mont-Royal, un quartier canaille même dans les prix », *Le Devoir*, 8 juin 1991.

<sup>127</sup>Jarjoura, Katia, « La genèse du quartier », *Place Publique*, mai 1997.

<sup>128</sup>Cazalais, Normand, « Voyages culturels », *Le Devoir*, 31 mai 1996.

<sup>129</sup>Rivard, Sylvie, « Tourisme sur le Plateau : Plateauland », *Voir*, 19 juin 1997.

<sup>130</sup>Cazalais, Normand, « Voyages culturels », *Le Devoir*, 31 mai 1996.

Cette première initiative sera accueillie positivement par de nombreux journalistes, dont Sylvie Rivard qui la qualifiera d'invitation « longtemps attendue » :

La première cuvée du *Petit Guide du Plateau Mont-Royal* a permis de cristalliser ce désir de positionner le Plateau sur la scène touristique montréalaise. La petite brochure, sympathique comme le sont les gens du quartier qui l'ont inspirée, est comme une carte d'invitation d'un ami très cher, longtemps attendue. On y retrouve absolument tous les musts du coin : théâtres, cafés, boutiques, bouquineries, etc. ; tous bien indiqués sur une carte insérée au centre de la brochure. Ce n'est pas tout [...] la brochure permet de se figurer une petite virée dans des endroits méconnus du quartier, de remonter le temps, et d'apprendre de nombreuses anecdotes "plateauniennes".<sup>131</sup>

D'autres opérations touristiques suivront quelque temps après, comme le circuit pédestre intitulé « Le Plateau des odeurs et des couleurs » monté en juin 1996 sous l'égide d'un guide de la société Amarrages<sup>132</sup> ; le programme de forfaits culturels à la carte (restaurant, soirée théâtre, spectacles, hébergement dans un gîte ou auberge, etc.) nommé « La Culture sur un Plateau Mont-Royal » et organisé en janvier 1997<sup>133</sup> ; ou encore le circuit pédestre intitulé « À la découverte du Plateau Mont-Royal » opérationnel depuis juin 1997<sup>134</sup>. Dans un article du *Voir*, la journaliste Sylvie Rivard donnait un aperçu élogieux des deux circuits culturels qui, avec le circuit des pistes cyclables, formaient, selon elle, d'« heureux détours » :

Qui dit tourisme, dit aussi excursions et randonnées. [...] Le premier [des deux circuits pédestres], "À la découverte du Plateau Mont-Royal", retrace l'histoire du Plateau. Un itinéraire de deux heures dans la partie est du Plateau, la section ouvrière francophone, qui permet d'apprécier les différents styles architecturaux qui ont modelé le visage du quartier, et d'entendre de croustillantes anecdotes historiques. [...] Le deuxième circuit, "Le Plateau des odeurs et des couleurs" s'insinue dans le Plateau multiethnique. De nombreuses surprises jalonnent ces rues où l'on nous entraîne pendant près de deux heures trente minutes : synagogue, épiceries, restos et librairies étonnantes où on déniché de véritables trésors. Les vagues d'immigration juive, latino-américaine et d'autres communautés ont influencé la partie ouest du



Figure 126 : Article de Sylvie Rivard, dans *Voir*, 19 juin 1997

<sup>131</sup> Rivard, Sylvie, « Tourisme sur le Plateau : Plateauland », *Voir*, 19 juin 1997.

<sup>132</sup> « Circuit sur le Plateau », *La Presse*, 15 juin 1996.

<sup>133</sup> « La culture sur un plateau... royal », *Le Devoir*, 17 juin 1997.

<sup>134</sup> « Découvrir le Plateau Mont-Royal », *La Presse*, 21 juin 1997.

Plateau, lui conférant un exotisme et une saveur uniques, que l'on goûte dans tous les sens du terme. [...] Au chapitre des randonnées, le Plateau concentre le plus grand nombre de kilomètres de pistes cyclables de la ville. En fait, les axes nord-sud et est-ouest le traversent presque entièrement. On peut ainsi enfourcher son deux-roues avec à la main son *Guide du Plateau* et en découvrir à sa guise les points d'intérêt. La Maison des Cyclistes, installée au carrefour des deux axes, en face du parc Lafontaine, constitue une halte géniale pour reprendre son souffle, déguster une glace ou un espresso, et repérer dans le guide ce qui reste à découvrir.<sup>135</sup>

Un an plus tard, on poussa l'expérience plus loin : le regroupement des trois groupes environnementaux paramunicipaux, connus sous le nom d'« Éco-quartiers » (Mile-End, Jeanne-Mance et petit Plateau), proposait des randonnées écologiques intitulées les « Éco-promenades », afin de sensibiliser les citoyens à l'environnement : on y dévoilait les nombreux jardins du quartier, les arbres exceptionnels, les plantes médicinales qui y poussent, les « commerces écolo » ou encore les organismes voués au recyclage.<sup>136</sup>

Cependant, il n'y pas que les différentes corporations touristiques du quartier qui se sont évertuées à promouvoir le Plateau, la presse a également joué un rôle significatif. En effet, à l'instar de cette journaliste du *Voir* qui louange ce mariage entre « randonnée pédestre, vélo et culture dans cet arrondissement branché de la ville »<sup>137</sup>, plusieurs journalistes participèrent activement à faire reconnaître le Plateau Mont-Royal comme une des principales vitrines touristiques de la métropole. On compte un nombre élevé d'articles de presse qui évoquent les nombreux attraits qui « make the area special »<sup>138</sup> (tels que l'histoire, l'architecture, l'œuvre



Figure 127 : Article de Sheila McGovern, dans *The Gazette*, 14 octobre 1997.



Figure 128 Article de Joanne Deschênes, dans *La Presse*, 21 juin 1996.

<sup>135</sup> Rivard, Sylvie, « Tourisme sur le Plateau : Plateauland », *Voir*, 19 juin 1997.

<sup>136</sup> Rivard, Sylvie, « Plein air en ville : Les dessous du Plateau », *Voir*, 30 avril 1998.

<sup>137</sup> *Ibid.*

<sup>138</sup> « Selling the Plateau », *The Gazette*, 14 octobre 1997.

de Michel Tremblay, les espaces ludiques, les espaces verts et les pistes cyclables). C'est le cas, par exemple, de l'article de Joanne Deschênes paru dans *La Presse* le 21 juin 1996 :

[...] le Plateau possède un cachet particulier et de nombreuses richesses, tant au plan de sa vie culturelle que sa de sa convivialité, son activité commerciale, son histoire et son architecture. [...] Le Plateau, ce quartier au riche passé qui a inspiré Michel Tremblay dans ses *Chroniques du Plateau Mont-Royal*, a été formé d'un regroupement de petits villages situés au nord de ce qui était alors Montréal. Il s'est développé à partir de 1860 grâce, notamment, à ses carrières de pierre calcaire grise et à ses tanneries. Aujourd'hui, plusieurs artistes ont choisi d'y habiter, et il abrite de nombreux lieux de diffusion (théâtres, galeries d'art). Les restaurants, bars et cafés, boutiques de mode et épiceries fines entretiennent une vie commerciale animée. Les immigrants d'origines diverses y ont ajouté leur touche personnelle. On y trouve plusieurs îlots de verdure... et la plus forte concentration de cyclistes de toute la métropole.<sup>139</sup>

Mais à travers l'énumération des nombreuses attractions du Plateau, la presse célèbre en fait la « montréalité » qui s'exprime à travers toute cette diversité sociale, physique et culturelle. C'est que dans la représentation de l'époque persiste encore cette vision du quartier comme le « véritable Montréal », animé et approprié, qui s'oppose au Vieux-Montréal, encore perçu comme un tableau figé même s'il constitue « [the] Monteaal's most popular tourist attraction, [which] draws about 4 million people a year »<sup>140</sup>. C'est dans ce sens qu'on rappellera que le tourisme de ce Plateau reconnu comme « one of Montreal's most characteristic districts »<sup>141</sup>, est un « tourisme d'immersion » qui révèle aux visiteurs les vraies facettes de la vie montréalaise et les nombreuses « places where local people - the hearthbeat of the city - live »<sup>142</sup>. D'où la désignation du quartier comme « une attraction typiquement montréalaise »<sup>143</sup>. C'est d'ailleurs sur ce concept touristique, basé sur la vie sociale, que tableront les membres de la corporation touristique du Plateau dont fait partie Michel Départie, directeur de la *Société de développement de l'avenue du Mont-Royal* :

Le Plateau Mont-Royal, c'est un peu le Soho ou le Greenwich de New York. Nous avons une architecture et je ne sais plus combien de théâtres, de lieux de diffusion

<sup>139</sup> Deschênes, Joanne, « À la découverte du Plateau Mont-Royal », *La Presse*, 21 juin 1996.

<sup>140</sup> « Selling the Plateau », *The Gazette*, 14 octobre 1997.

<sup>141</sup> Gauthier, Natasha, « New brochure tout Plateau as a tourist destination », *The Gazette*, 26 mai 1996.

<sup>142</sup> McGovern, Sheila, « The Plateau as tourist mecca », *The Gazette*, 14 octobre 1997.

<sup>143</sup> Rivard, Sylvie, « Tourisme sur le Plateau : Plateauland », *Voir*, 19 juin 1997.



culturelle, de restaurants, de boutiques. Nous avons la vie d'un quartier montréalais. Dans le Vieux-Montréal, les touristes regardent du bâti. Ils voient des "grosses affaires". Ici, ils peuvent découvrir les gens. C'est ce qu'on cherche à mettre en valeur. On ne veut pas faire débarquer quatre autobus de Japonais ! Ce type de touristes veulent voir le Stade, l'Oratoire. Nous, nous offrons un tourisme d'immersion, un tourisme qui passe presque inaperçu. Le touriste visite à pied, loue un gîte chez un résidant du Plateau ou une chambre à l'auberge, va voir un spectacle de danse. Notre objectif est de faire découvrir le cachet de Montréal.<sup>144</sup>

Ainsi, encore une fois, le discours élogieux sur le Plateau Mont-Royal se double d'un procès envers le Vieux-Montréal. Si les détracteurs de ce dernier quartier lui ont toujours reproché son incapacité à acquérir le « titre de quartier résidentiel » et de ne jamais pouvoir ressembler « au Plateau Mont-Royal ou à Outremont »<sup>145</sup> (faute de services de proximité, de mixité sociale, d'accessibilité autre que par la voiture, de parcs) ou encore d'être un « musée, plastifié, stérilisé »<sup>146</sup> ; cette fois-ci, c'est sur son type de tourisme qu'il est critiqué. Lorsqu'on ne l'accable pas aussi ouvertement ou encore lorsqu'on lui reconnaît certains mérites (architecture, proximité du fleuve, restos huppés, etc.), il demeure que c'est au Plateau Mont-Royal qu'on associe le véritable charme de Montréal comme on peut le constater dans un article de *The Gazette*, signé Natasha Gauthier :

Any Montrealer who's played tour guide to out-of-town guests knows that while Old Montreal, Notre Dame Basilica and other "must-sees" are worth a visit, the city's true charm has to be experienced else-where, in vibrant, multicultural neighborhoods like the beloved Plateau Mont Royal. What better way to show off our city than to take a tourist for stroll past corniced roofs and winding staircases, or shopping on St. Denis St. and Laurier Ave., or for dinner in one of the hip new bistros on Mount Royal Ave.E?<sup>147</sup>

Enfin, à travers l'évocation des nombreux attraits touristiques du quartier, la presse montréalaise révèle tout le mythe du Plateau qui s'est construit en trois décennies. Elle rappelle indirectement comment le « Plateau a évolué pour le meilleur » et comment il est devenu « plus joli, plus animé, plus populaire que jamais »<sup>148</sup>. Ses différents atouts lui ont permis, en tout cas, d'être reconnu comme quartier unique à

<sup>144</sup> Cité dans Calvé, Julie, « Michel Depatie : Sur un plateau d'argent », *Voir*, 19 juin 1997.

<sup>145</sup> Le problème a été soulevé en 1978 dans Roberge, François, « Le centre ville ne veut pas mourir : 5) Que faire du vieux quartier ? », *Le Devoir*, 10 octobre 1978 ; et évoqué à nouveau en 1999 dans Alarie, Marie-Hélène, « Résidents privilégiés », *Le Devoir*, 25 septembre 1999.

<sup>146</sup> Scully, Robert-Guy, « Montréal ville laide », *Le Devoir*, 21 août 1973.

<sup>147</sup> Gauthier, Natasha, « New brochure tout Plateau as a tourist destination », *The Gazette*, 26 mai 1996.

<sup>148</sup> Calvé, Julie, « Les vieux commerçants du Plateau : Artefacts du temps présent », *Voir*, 19 juin 1997.

l'échelle de Montréal, voire à l'échelle mondiale comme nous le fait remarquer la journaliste Sylvie Rivard :

Le Plateau, avec son visage métissé où s'animent les acteurs des scènes culturelle, gastronomique et historique de Montréal, présente sans conteste, autant d'intérêt que le Greenwich Village de New York, ou le Beacon Hill de Boston. Le Plateau comporte de nombreux attraits : bistrots, restos, théâtres, parcs, lieux historiques, sans oublier ses nombreuses boutiques, boulangeries et autres ; le tout agrémenté ce quartier bien aimé des artistes, des étudiants et des nouveaux arrivants. Un bout de ville populaire, aux saveurs et aux couleurs d'ici, teinté d'exotisme et enveloppé d'une ambiance "conviviale" tout à fait unique à Montréal, voire au monde.<sup>149</sup>

#### 8.4 SYNTHÈSE

L'apport principal de ce chapitre est qu'il met en lumière une autre valeur, jusqu'ici insoupçonnée, à savoir la **valeur identitaire** rattachée à **la ville**. Dans notre cadre conceptuel, nous avons vu comment un quartier patrimonial pouvait être investi par un groupe en vue d'une démarcation sociale (caractérisation des résidents à travers le paysage historique du quartier). Cependant, dans le discours qui émane des journaux, porté essentiellement par les experts de l'aménagement, cette valeur dépasse largement l'échelle du quartier pour rejoindre celle de la ville toute entière. En effet, le Plateau n'est pas perçu comme le référentiel commun d'un groupe en particulier mais de toute la communauté montréalaise. Quelques soient les décennies, la presse l'a toujours présenté - ou a voulu le voir - comme l'expression de la ville toute entière, comme s'il était, pour paraphraser Lévy (1987, p.51), « le miroir dans lequel la ville se regarde et à travers lequel elle s'interroge sur sa propre identité ». Interrogation de la ville sur sa propre identité, telle est, en fait, le véritable fondement de cette construction identitaire autour du Plateau. Car en arrière-plan de ce discours d'« emblématisation » du Plateau, se niche un discours sur « l'identité montréalaise » qu'on a tenté de préserver durant les années 1970 (reconnaissance), de mieux définir morphologiquement durant les années 1980 (connaissance) et de mettre en valeur durant les années 1990 (« touristification »). Cependant, l'image

<sup>149</sup>Rivard, Sylvie, « Tourisme sur le Plateau : Plateauland », *Voir*, 19 juin 1997.

identitaire du Plateau fluctuera au gré des conceptions qu'on avancera pour cette « identité montréalaise ». En effet, l'histoire identitaire du Plateau suivra de près celle de Montréal, jalonnée de continuelles renégociations et réinterprétations. On distingue, en fait, trois moments dans cette histoire.

Le premier est celui des années 1970 durant lequel l'identité de Montréal et celle du Plateau, qui lui est intimement liée, se trouvent prises dans une ambivalence entre internationalisme, nationalisme et contextualisme. Si certains inscrivent le Plateau, à l'instar de Montréal, dans une dualité francophone/non francophone (la presse francophone s'attardera, elle, sur le petit Plateau envisagé comme la « petite patrie francophone », tandis que la presse anglophone s'intéressera davantage au secteur cosmopolite formé par le Mile-End et Saint-Louis), d'autres chercheront à dépasser ce débat pour légitimer une spécificité « montréalaise ». L'éveil de cette nouvelle conception identitaire est surtout assuré par les experts en aménagement qui logeront le « véritable » Montréal dans le « Montréal populaire », par opposition à « la métropole au style international » promue par la municipalité et la « ville historique » soutenue par l'État québécois. Dans cette vision *montréaliste*, le Plateau bénéficie d'un statut privilégié puisqu'on verra en lui une figure-phare de ce « Montréal populaire ». Cependant, devant l'urgence de préserver ce paysage bâti montréalais contre les ravages de l'urbanisme moderne, on visera plus sa reconnaissance que sa connaissance.

Les années 1980 vont constituer, quant à elles, une période de transition. Dans l'espace médiatique de l'époque, le dualisme susmentionné s'atténue peu à peu laissant une plus grande place à la « montréalité » dont les spécialistes s'évertuent à définir les aspects morphologiques. Au terme de ce travail de connaissance et de caractérisation (effectué en grande partie par l'École de Montréal) qui culmina avec les fêtes du 350<sup>e</sup> anniversaire de Montréal, on prend conscience de la richesse et de la « variété » du paysage bâti montréalais. Montréal, et par la même occasion le Plateau, vont être alors investis d'un nouveau discours qui ne tablera plus sur les « paradoxes » identitaires mais plutôt sur la « diversité ».

La presse des années 1990 va largement reprendre cette vision dans laquelle la métropole se réconcilie avec ses différentes appartenances. Le Plateau, qu'on évoque dès lors sous le nom de Grand Plateau, vient servir d'exemple pour illustrer ce Montréal de la réconciliation, du multiculturalisme, du pacifisme et de la tolérance. Par ailleurs, on remarque à travers ce discours identitaire des années 1990, une évolution importante dans la conception patrimoniale. En effet, cette fin de siècle se caractérise par l'élargissement de la notion de patrimoine qui vient englober d'autres concepts qui dépassent le champ proprement spatial. Le discours patrimonial « traditionnel », qui s'était jusqu'ici consacré essentiellement à l'identité de l'espace telle qu'elle s'exprime ou se constitue à travers le patrimoine construit - ignorant quelque peu la dimension sociale de l'identité - semble aujourd'hui ne plus suffire pour évoquer la spécificité du lieu. Dans la représentation patrimoniale montréalaise actuelle - qui suit la tendance générale observée en Occident - on admet plus volontiers que le paysage socioculturel (composition sociale, ambiances urbaines, styles de vie, implication des résidants, etc.) participe, au même titre que le paysage bâti, à la caractérisation et à la spécificité d'un territoire. Le discours médiatique de cette fin décennie laisse bien entrevoir cette nouvelle conception pour laquelle l'identité est étroitement liée à la culture urbaine des résidants. Le profil hétéroclite de la population locale, son mode de vie pro-urbain, ses pratiques spatiales diversifiées, sa manière de s'approprier le patrimoine bâti, sa cohabitation pacifique et son esprit de tolérance sont autant de facettes de cette « montréalité » qu'on reconnaît au Plateau. Dans cette nouvelle conception, si on institue le Plateau comme « l'emblème » de Montréal c'est parce qu'on le perçoit comme un microcosme de la métropole dans toutes ses dimensions (urbaine, physique, sociale et culturelle). D'ailleurs, ce sont bien tous ces patrimoines, tangibles et intangibles, que l'industrie touristique a récupérés ces dernières années afin de les proposer aux amateurs d'expériences culturelles à saveur « montréalaise ».

Pour la presse, cette « montréalité », qui participe fortement à l'« identité bien particulière »<sup>150</sup> du Plateau, permet à ce dernier de se démarquer des autres

<sup>150</sup> Garceau, Linda, « Le Plateau Mont-Royal, site d'une transformation intense », *HabitaBec*, 9 mars 1990.

quartiers. C'est que tout en étant considéré comme « un quartier typiquement montréalais » ou du moins « l'un des quartiers les plus typiques de Montréal », le Plateau est aussi perçu comme un quartier « original » par rapport aux autres quartiers de l'île. Cette double reconnaissance qui semble a priori paradoxale, ne l'est pas en fait, puisque c'est cette « montréalité » même qui fonde sa spécificité. En d'autres termes, si la presse le trouve original c'est parce qu'il serait le seul quartier à être à l'image de ce Montréal, décliné depuis peu sous le signe de la diversité (architecturale, sociale et ethnique).

## CONCLUSION

Au terme de cette recherche doctorale, nous pouvons conclure que l'imaginaire médiatique construit autour du Plateau a connu, en accompagnant toutes les étapes du processus de restructuration du paysage urbain du quartier, des fluctuations. De cette « histoire mythologique » mise en avant par la presse, on distingue, en fait, trois moments - ou épisodes (sous la plume des journalistes, elle se présente sous la forme d'un récit littéraire, d'un feuilleton ou d'une chronique<sup>1</sup>) - qu'on peut visualiser dans le schéma esquissé ci-dessous.

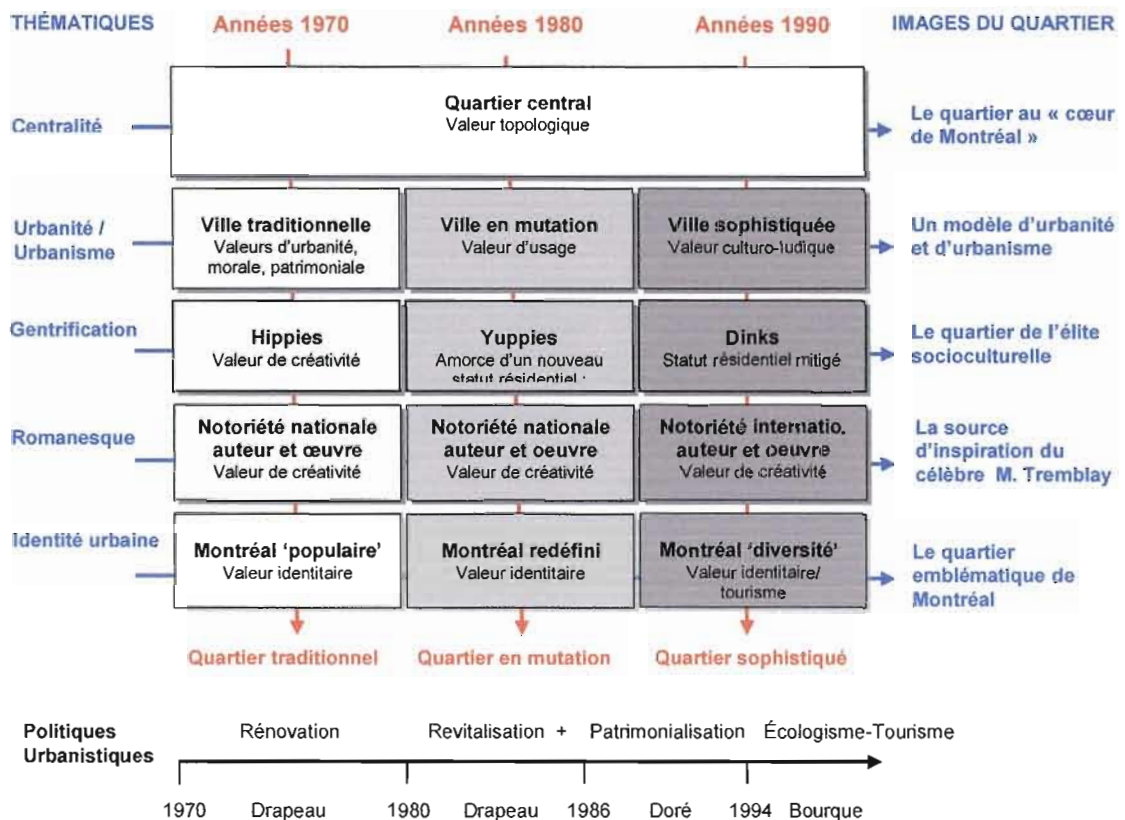


Figure 129 : Schéma sur le processus de revalorisation médiatique du Plateau

<sup>1</sup> Selon Lamizet (2002), cette forme d'écriture (mise en scène ou théâtralisation de l'information) a été adoptée par la presse écrite urbaine dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle.

Ce schéma propose, en fait, deux types de lecture : l'un sur un mode thématique (centralité, urbanité/urbanisme, gentrification, romanesque, identité urbaine) et dont le développement diachronique se lit horizontalement et l'autre, sur un mode historique qu'on lit verticalement et qui nous permet de visualiser l'ensemble des images médiatiques **rattachées** au quartier durant un moment précis. Comme nous avons déjà présenté les résultats selon une logique thématique, nous proposons dans cette conclusion, une relecture chronologique pour permettre une meilleure compréhension des moments forts de la revalorisation médiatique du Plateau.

Le premier moment (décennie 1970), caractérisé par la déstabilisation de la ville sous la poussée de l'urbanisme moderne, est le moment le plus décisif de l'histoire de la revalorisation médiatique du Plateau, à savoir le moment où furent jetées les bases de sa consécration. Dans un contexte marqué par le populisme et le traditionalisme, le Plateau **est** alors investi d'un **discours médiatique** qui l'érige comme le symbole de la « ville traditionnelle » (interpellant ses **valeurs topologique, d'urbanité, morale et patrimoniale**) par opposition à la « ville moderne » projetée par les autorités municipales. Mais le Plateau se voit aussi propulsé, à cette époque où l'identité de Montréal est tiraillée entre internationalisme et nationalisme, comme le « véritable Montréal » en réaction à « la métropole au style international » promue par la municipalité et la « ville historique » soutenue par l'État québécois (**valeur identitaire**). Vu comme un lieu d'histoire où passé et **présent** cohabitent, il devient une figure d'espoir, une promesse d'avenir pour cette collectivité soucieuse de sauver tout à la fois le paysage urbain, la ville et Montréal. Le Plateau vient ainsi incarner doublement la ville : la ville comme concept (urbanité, théâtre de sociabilité, etc.) mais aussi la ville, comme espace géographique, à savoir Montréal. Cette double image (symbole de la ville et de Montréal) se voit avalisée par l'arrivée des groupes dits contre-culturels, désignés par la presse comme les porteurs de cette nouvelle sensibilité envers le quartier ancien. En élisant le quartier, ils projettent, à leur tour, une autre **image** sur le Plateau que la presse présente comme celle du quartier de l'avant-garde artistique et intellectuelle montréalaise (**valeur de créativité**). Sur ce dernier point, il est intéressant de souligner que la présence de



gentrificateurs n'a pas été comprise, par la presse, comme une conséquence de la revalorisation du quartier central - comme on a tendance à le croire - mais partie prenante du processus. Enfin, cette **valeur de créativité** mise en avant par la presse est également étroitement liée à l'œuvre et la légende du célèbre Michel Tremblay qui a fortement marqué l'imaginaire collectif et plébiscité la qualité de vie des quartiers populaires.

Avec l'impulsion donnée durant la décennie soixante-dix, le Plateau s'engage dès lors dans une deuxième phase, celle du changement. Durant les années 1980, le quartier va faire l'objet d'importantes transformations d'ordre physique et économique initiées par la municipalité qui inscrit de la sorte sa nouvelle vision urbanistique, emprunte de références du passé mais aussi des attentes nées des changements contextuels (sociaux, culturels, politiques et économiques). Le quartier va connaître aussi une mutation sociale avec l'arrivée de la deuxième vague de gentrificateurs. À ce stade, le Plateau incarne le renouveau urbain (**valeur d'usage**). Mais ce qu'on retient surtout de cette période, c'est que l'impact du changement social et physique sur le quartier est loin d'avoir fait l'unanimité. Si plusieurs acteurs sociaux (journalistes, résidents, militants, etc.) ont apprécié cette métamorphose urbaine, d'autres l'ont vivement contestée. Durant cette phase, le Plateau est loin de bénéficier d'un discours aussi positif que celui de la décennie précédente (ce qui nuance notre hypothèse). Bien au contraire, il fait même l'objet d'une polémique qui, toutefois, ne réussira pas à le stigmatiser. Il demeure que l'arrivée des deuxièmes gentrificateurs - même farouchement condamnée - permet au Plateau d'acquérir un certain **statut résidentiel**. En effet, c'est à partir de ce moment que le Plateau commence à perdre sa réputation de « quartier populaire » au profit du quartier « convoité » et « cher ». Ces gentrificateurs n'ont pas uniquement investi l'espace reconsidéré - dans le but peut-être de signifier leur position statutaire ou de la constituer - mais ont ajouté, en ce faisant, du sens à l'espace, en superposant sur le cadre initial une autre image, celle du quartier qui s'embourgeoise.

Durant les années 1990, le discours médiatique reprend un ton résolument positif, même que le quartier connaît une sublimation médiatique sans précédent. Le développement urbanistique et culturel achevé, le Plateau devient, grâce à ses nombreux espaces ludiques et culturels, un bastion de la postmodernité (**valeur culturo-ludique**). Ce qui lui permet d'être placé dans le concert des quartiers les plus « branchés » en Amérique du Nord. Avec la notoriété internationale de Michel Tremblay et de son oeuvre, il acquiert ses lettres de noblesse (**valeur de créativité**). Au sujet de la gentrification, la presse le déculpabilise en insistant sur le fait qu'il a su se prévenir de l'« embourgeoisement » homogénéisé (comme le confirme les données socio-économiques ; entre autres, Ville de Montréal, 1996), même s'il accueille une dernière vague de gentrificateurs au statut économique relativement élevé. La question de son **statut résidentiel** reste toutefois mitigée : pour certains, il constitue un quartier « cher » et inaccessible, pour d'autres, il est loin de ressembler à un quartier « bourgeois » en raison de sa diversité socioéconomique. Néanmoins, la presse avance que la mixité sociale qu'il affiche - assurée notamment par la présence des gentrificateurs - lui permet de retrouver l'équilibre d'antan mais aussi l'envergure pour incarner ce Montréal décliné, depuis le début de la décennie, sous les traits de la diversité (**valeur identitaire**). Finalement, cristallisant toutes ses valeurs, intrinsèques ou acquises au fil du temps, le Plateau se voit, en cette fin de décennie, promu au rang des plus importants attraits touristiques de Montréal. Si le Plateau suscite, en cette fin de siècle, autant d'appréciations positives de la part de la presse c'est aussi parce qu'on le perçoit comme le quartier qui a réussi, en bout de course, à créer un équilibre que plusieurs quartiers peinent (encore) à assurer. On remarque que ce quartier « qui n'a jamais connu de repos dans son histoire »<sup>2</sup>, a su finalement allier urbanité et vie de quartier, effervescence commerciale et convivialité, patrimoine bâti et espaces verts, population modeste et population aisée, francophonie et cosmopolitisme, traditions et avant-gardisme. C'est probablement cette aptitude exceptionnelle qu'on lui reconnaît qui explique le fait qu'on le dise « l'un des rares quartiers de Montréal où les gens sont fiers de dire

---

<sup>2</sup> Propos de David Hanna, cités dans Truffaut, Serge, « Le Plateau Mont-Royal, un quartier canaille même dans les prix », *Le Devoir*, 8 juin 1991.

qu'ils y habitent » puisqu'ils « ne disent pas qu'ils habitent Montréal mais le Plateau »<sup>3</sup>. Il semblerait que c'est cette « originalité » qui amène la presse à le proclamer comme un quartier unique à Montréal, un quartier qui se démarque de tous les autres quartiers de la métropole. Mais la presse s'est surtout attachée à le parer d'une rhétorique qui le particularise des trois quartiers centraux valorisés que sont Outremont, le Vieux-Montréal et Centre-Sud, comme si ces derniers étaient les rivaux potentiels du Plateau. En effet, en se basant sur la diversité sociale et ethnique du quartier, la presse dépeint le Plateau comme un lieu de tolérance qu'elle oppose à Outremont, catalogué comme un « ghetto bourgeois » sclérosé (même s'il existe une différence nette entre le Haut et le Bas Outremont). Vu comme un quartier résidentiel détenant un patrimoine « vivant », on le dit plus authentique que le Vieux-Montréal, perçu comme un « musée figé », une « ville folklorisée » destinée uniquement aux touristes. Enfin, on prétend que sa renaissance urbanistique lui donne une longueur d'avance sur ce Centre-Sud dont la stigmatisation négative freine la relance.

Au terme de ce travail, nous pouvons conclure que l'hypothèse que nous avons émise au départ (le quartier ayant bénéficié d'un discours positif) est, de manière générale, validée mais doit être nuancée pour la décennie 1980. Le discours médiatique a également fait ressortir trois grandes phases de gentrification correspondant assez aux phases de Pattison. Concernant les valeurs élaborées dans le cadre conceptuel, nous les avons également toutes retrouvées dans le discours médiatique. Cependant, l'analyse du discours médiatique a fait surgir deux autres valeurs à savoir la **valeur de créativité** liée à **un artiste célèbre** (celle relative à la concentration d'artistes a déjà été mise en évidence par certains théoriciens de la gentrification comme Ley 1996) et la **valeur identitaire** rattachée à **la ville**. Si la première valeur peut être retrouvée dans d'autres cas, la dernière semble une particularité du quartier montréalais. L'identité d'un quartier est souvent associée à sa population et à son paysage bâti. Dans le cas du Plateau, cette

---

<sup>3</sup> Propos d'un commerçant du quartier, dans Calvé, Julie, « Les vieux commerçants du Plateau : artefacts du temps présent », *Voir*, 19 juin 1997.

identité dépasse les limites du quartier pour rejoindre celle de la ville toute entière. En effet, en plus des qualités qu'on reconnaît habituellement aux quartiers centraux, le Plateau a eu cet avantage d'être ce territoire sur lequel on focalisa tous les espoirs identitaires qu'on a nourris pour Montréal (qu'ils fussent nationalistes, internationalistes ou montréalistes). Ceci tient aussi, bien entendu, de la conjoncture de l'époque caractérisée par la quête d'un lieu capable de constituer l'enrochement de l'identité montréalaise.

D'ailleurs, le Plateau doit toute sa nouvelle substance mythique à cette concordance entre les nécessités d'une époque à retrouver le sens de la ville et ses propres aptitudes à répondre aux nouvelles sollicitations sociales. Ce nouveau statut conféré, il le doit ainsi à cette rencontre entre l'histoire et la géographie, entre les nouvelles aspirations sociales et son capital urbain. Ceci dit, cette revalorisation médiatique, même si elle incorpore des éléments nouveaux (énonciations postmodernes), elle se base, au fond, sur une *réactualisation* du mythe ancien de la ville. C'est que le Plateau a conservé, à travers les âges, l'esprit de cette ville d'autrefois ; un esprit, qui après avoir été méprisé ou délaissé, se verra remis à l'honneur à un moment où la recherche de strates et de traces devient essentielle. Cette étude nous apprend finalement que la ville historique ne constitue pas une sorte d'archive morte. La mémoire enfermée dans la ville peut toujours, à un moment donné, être interpellée comme source pour la constitution d'un nouvel imaginaire. Ce qui vient confirmer la thèse de Jung (1979) sur la survivance des mythes anciens ou la théorie des « redondances » mythiques mise en avant par Lévi Strauss, et développée plus tard par l'École de Grenoble (Durand, 1996b). Comme ces derniers théoriciens l'avaient souligné, le mythe ancien subsiste toujours dans le paysage imaginaire contemporain. Après avoir été fixé une première fois dans l'histoire, il opère par répétitivité et porte son sens à travers une diachronicité. Intemporel, il ne disparaît jamais totalement, même s'il subit, au fil du temps, des fluctuations ou connaît des périodes « d'effacement ou d'occultation » comme le précise Durand (1996b) :

Ce mythe, étant sempiternel, se maintient dans une sémantique fixée une fois pour toutes, ne disparaît jamais, mais s'use, c'est-à-dire qu'il y a dans le mouvement temporel du mythe des périodes d'inflation et de déflation. Il y a des périodes d'intensités et des périodes d'effacement, d'occultation. [...] J'appelle les périodes de déflation "l'usure" et, au contraire, on pourrait appeler les autres périodes les périodes "normales", celles de bon fonctionnement. [...] Par vidage de la substance mythémique, vous avez une usure du mythe, mais pas une disparition, car le germe mythique peut toujours bourgeonner à nouveau. Je crois effectivement qu'un mythe ne disparaît jamais ; il se met en sommeil, il se rabougrit, mais attend un éternel retour, il attend une palingénésie. [...] À vrai dire, il n'y a pas de mythes nouveaux. Paradoxalement, tout mythe est toujours nouveau puisqu'il est investi dans une culture et dans une conscience mais son schématisme, lui, ne l'est pas. (Durand, 1996b, p. 87-105)

Certains seraient prêts à voir dans l'image médiatique du Plateau une « fabrication » éloignée de la réalité. Mais, à l'instar de Roncayolo (1990), nous pensons que l'imaginaire urbain, quelque soit sa source d'émanation (journaux ou autre médium), n'est jamais en rupture avec le réel. En fait, même interprétatif, ce discours médiatique ne constitue pas moins un savoir précieux sur la ville, un savoir qui, comme le rappelle Lamizet (2002, p.23), « ne se contente pas de la décrire » mais qui « donne du sens aux évolutions que l'on peut y percevoir et aux dynamiques que l'on peut analyser ». Pour Lamizet, ce savoir interprétatif des médias est même indispensable pour la connaissance de la ville :

On ne peut penser la ville et la connaître que dans la connaissance des stratégies et des formes de représentation qu'en donnent les médias qui y sont diffusés : la connaissance de la ville est toujours une connaissance qui résulte de la représentation qu'en donnent les médias. On ne peut penser la ville que dans les codes et les systèmes symboliques qui en sont en même temps les médiations. (Lamizet, 2002, p. 25).

Dans notre étude, force est de reconnaître que la presse nous a livré un éclairage certain sur les idées et la sensibilité d'une société vis-à-vis de l'espace qu'elle habite. Au sujet du Plateau Mont-Royal, elle nous a surtout appris une chose nouvelle à propos de l'origine de la consécration du Plateau. En effet, la presse écrite nous place bien loin des conceptions qui ont réduit la notoriété du Plateau à la seule politique de revitalisation urbaine. Contrairement à la littérature sur le quartier qui, implicitement, lie le succès du Plateau aux opérations urbanistiques entreprises durant la décennie quatre-vingt (s'inscrivant de la sorte dans l'approche de

l'économie-politique), la presse écrite nous révèle que le nouveau sens décrété au quartier relève plutôt du réinvestissement symbolique des années 1970 qui a présidé toutes les actions de mise en valeur du quartier. Toute la campagne de revalorisation sociale des années 1970, qu'elle fut dévoilée fidèlement ou réinterprétée par la presse, nous prouve bien que le Plateau Mont-Royal a entamé sa réhabilitation idéale bien avant que les opérations de revitalisation urbaine ne lui projettent une image de prospérité. Mais pour qu'il reçoive sa pleine signification, il a fallu d'abord que certaines valeurs (re)viennent occuper une place centrale dans nos sociétés. Il a amorcé, en fait, sa réussite au moment où le modèle culturel en place cédait devant un nouvel univers symbolique. Sans le changement profond dans les mentalités et dans les modes de vie, ce quartier central n'aurait probablement jamais connu un tel engouement. En effet, le pouvoir de séduction qu'a exercé ce quartier imprégné d'historicité, dès les années 1970, est fortement tributaire de cette époque marquée à la fois par la rupture et le retour : rupture avec l'immédiat et retour vers les référents culturels traditionnels. C'est d'ailleurs au nom du refus de la modernité qu'on n'a pas hésité à *revisiter* le sens de ses formes prémodernes architecturales et urbaines (modèle physique et urbanité traditionnelle).

Mais peut-on croire que ce retournement symbolique des années 1970 a joué un rôle important dans la succession d'événements qui ont scandé l'histoire récente du quartier ? Sans verser totalement dans la thèse de Durand (1996b) selon laquelle les mythes sociaux *déterminent* l'histoire, nous pensons que sans cette réforme idéologique initiatrice des années 1970 - à laquelle se rallient les autorités municipales dès la décennie suivante - la métamorphose (urbanistique et sociale) du Plateau n'aurait peut-être pas eu lieu. Et sans cette mise en branle des années 1980, qui donna l'occasion aux énonciations de la postmodernité (prédominance du culturel, du ludique, de l'écologique et du tourisme) de se greffer à celles préexistantes, le Plateau n'aurait sûrement pas connu une urbanité aussi sophistiquée. En somme, il semblerait que c'est le réaménagement des fondements mythiques, durant les années 1970, qui a permis une réactualisation du sens du Plateau qui, à son tour, a inauguré le renouvellement de sa configuration physique et

sociale. Toutefois, il est important d'observer une certaine prudence devant le déterminisme de Durand car il existe un jeu bien plus complexe de relations réciproques entre l'imaginaire et les faits historiques : le premier peut effectivement commander des actions, des changements, des mobilisations, des projets ; mais les événements historiques peuvent eux aussi décréter un nouvel imaginaire. D'ailleurs ce sont bien les destructions massives engendrées par l'urbanisme moderne qui ont induit une rupture au niveau de la pensée sur la ville. Les ratés de ce type d'urbanisme ont impliqué une nouvelle vision urbaine qui, à son tour, s'est donné les moyens de se concrétiser à travers les opérations de revitalisation urbaine. Et là encore, le nouvel aménagement, porteur d'un imaginaire particulier (celui des urbanistes et des planificateurs) suscite, à son tour, un autre imaginaire issu, lui, de l'interprétation qu'en font les autres acteurs sociaux.

Bien entendu, cette étude sur l'imaginaire médiatique (fut-il fidèle à l'imaginaire collectif) ne prétend pas expliquer le phénomène complexe du « retour à la ville » qu'a connu le quartier. Comme nous l'avons mentionné précédemment, notre intention ici a été uniquement de dévoiler l'imaginaire médiatique qui fut susceptible d'influencer ce phénomène. Pour évaluer le pouvoir des mythes véhiculés par la presse sur les dynamiques de gentrification, il faudrait vérifier la « réception » de cet imaginaire médiatique par les gentrificateurs. Il serait pertinent, en effet, de voir comment il fut accueilli, assimilé par les gentrificateurs et surtout s'il eut un rôle ou non sur leur choix résidentiel. En d'autres termes, il faudrait examiner si chaque vague de gentrificateurs a été sensible ou non à l'image du Plateau contenue dans les énoncés médiatiques de leur temps. La presse, comme nous l'avons vu dans le chapitre 6 (p.237), a bien entendu avancer quelques pistes au sujet du choix résidentiel des gentrificateurs. Cependant, elle n'a aucunement révélé (n'étant pas son objectif) l'impact de la légende qu'elle a émise - qu'elle fut « fabriquée » ou colportée - sur les gentrificateurs. Il s'agirait, en fait, de répondre à la cinquième question du schéma de Lasswell<sup>4</sup> à savoir *l'effet* du message sur les destinataires. Cet exercice pourrait être réalisé par une enquête (entrevues) menée auprès des

---

<sup>4</sup> Précisé dans le chapitre 3 : 119.



gentrificateurs, catégorisés selon la date d'installation et la durée de résidence dans le quartier. Cette combinaison de stratégies méthodologiques (étude des médias/entrevues auprès des gentrificateurs) permettrait une meilleure explication du rôle et surtout du pouvoir réel des acteurs médiatiques dans le phénomène du « retour à la ville ». Ce deuxième volet que nous n'avons pas réalisé constitue une des limites de notre recherche qui, restreinte par le cadre d'une thèse doctorale, a dû s'en tenir qu'à l'image médiatique *diffusée*. Nous laissons, donc, le soin à d'autres travaux d'achever ce parcours.

L'autre limite de la recherche est sa restriction à un seul cas d'étude. Or, si pertinent soit-il, notre cas d'étude ne peut, à lui seul, prétendre à l'explication - du moins au niveau des représentations - de la gentrification « ciblée » de Montréal. Pour prendre la pleine mesure de la spécificité de Montréal par rapport aux villes canadiennes affectées par le « retour à la ville », il faudrait effectuer, dans un premier temps, le même travail d'exploration (étude de la presse et entrevues auprès des gentrificateurs) pour les autres quartiers gentrifiés de la métropole (exp : Vieux-Montréal, Bas-Outremont). Ceci permettrait de vérifier l'existence d'un « noyau symbolique » commun aux quartiers gentrifiés de Montréal. Puis, dans un projet intellectuel plus ambitieux, on pourrait effectuer le même type de recherche sur les quartiers centraux qui n'ont pas été touchés par ce phénomène afin de mieux comprendre pourquoi, à Montréal, tels territoires centraux et pas d'autres ont connu un tel succès. Ce type de recherche pourrait, tout au moins, faire ressortir certaines valeurs qui peuvent servir de trame de fond pour évaluer le potentiel de « régénérescence » d'un quartier en déclin. Il pourrait offrir les « ingrédients » ou une sorte de « recette » sur lesquels le discours interprétatif (touristique ou urbanistique) pourrait miser pour assurer la consécration d'un quartier ou encore des assises pour une éventuelle mise en valeur.

Enfin, malgré ses limites, nous espérons que cette recherche doctorale sur un des quartiers gentrifiés de Montréal a posé un jalon dans la recherche sur la gentrification. En dévoilant, à travers l'analyse du discours médiatique des trente

dernières années, le processus par lequel un quartier central - comme objet bâti et milieu de vie - a été transformé en porteur de symbole, cette recherche a surtout cherché à rappeler l'importance de l'étude des représentations socio-spatiales dans le phénomène du « retour à la ville ». Très peu exploré dans ce domaine de recherche, ce type d'étude nous semble pourtant crucial car il est le seul à pouvoir révéler cette *ville imaginée* (faite de représentations symboliques) ou cette ville qu'Italo Calvino (1996) nomme *ville invisible*, qui permet aux habitants de donner à leur usage de la ville une dimension signifiante. En effet, comme l'affirme Lamizet (2002, p. 67), c'est elle qui donne du sens et une intelligibilité à *la ville réelle* (faite d'artefacts, d'usages, de pratiques et d'activités) :

La ville symbolique est, pour nous, chargée de sens, et par conséquent, investie de toutes les représentations et de toutes les activités sémiotiques qui structurent notre engagement social et culturel en lui donnant l'horizon d'une signification [...]. Habiter la ville ne peut avoir de sens que dans la mesure où nous peuplons l'espace urbain des représentations qui le structurent en activité symbolique. La ville symbolique est la ville de nos ambitions, de nos projets, de nos engagements. [...] La sémiotique urbaine rend raison des formes symboliques qui font du paysage urbain et des formes de l'aménagement de l'espace de la ville un espace lisible et intelligible, et pas simplement un espace perceptible.

Pour Lamizet (2002), la *ville imaginée* et la *ville réelle* participent toutes deux au dynamisme de la vie urbaine. D'ailleurs, il a bien démontré dans son ouvrage, intitulé *Le sens de la ville*, l'importance de la coexistence de cette *ville réelle*, « ville finie, dont le développement connaît des limites, voire une forme de saturation, liée, en particulier à l'accumulation des habitations et des activités » avec cette ville imaginée, « ville sans fin » qui « renaît sans cesse de la ville dans laquelle on vit ou de la ville que l'on imaginait un temps auparavant ». Ce qui l'amène à conclure que « la ville n'est pas seulement le lieu où nous vivons et où nous mettons en œuvre nos stratégies de sociabilité : elle est aussi le lieu que nous investissons de notre imaginaire, de nos désirs, de nos utopies » (p.67). Pièce essentielle autant pour la compréhension que pour le fonctionnement de la ville, cette *ville imaginée* doit notamment servir d'horizon aux élus et aux aménageurs. Elle doit servir de base à l'énonciation des utopies politiques, car sans elle, les aménagements urbains ne seraient que pure technicité. Est-ce peut-être son occultation qui explique les échecs

de certaines politiques urbanistiques mises en oeuvre par des concepteurs plus soucieux de la rentabilité économique que du bien-être des usagers. Enfin, dans une large mesure, cette recherche nous a permis de réaliser que la « réinvention » de la ville est un acte autant symbolique que concret. Elle nous a surtout appris que notre civilisation contemporaine, même dite rationnelle et matérialiste, n'est pas moins, pour reprendre l'expression de Ledrut (1990), « imaginative et imaginaire qu'une autre ». Comme l'a précisé Roncayolo (1990) dans son étude sur Marseille, l'imaginaire n'est jamais rompu, il se voit seulement réaménagé, remodelé, révisé selon les conjonctures, les cycles historiques.

## BIBLIOGRAPHIE

### OUVRAGES SCIENTIFIQUES ET RAPPORTS TECHNIQUES

- Abric, C. (1994). *Pratiques sociales et représentations*. Paris, PUF.
- Allard, M et al. (1982). *Histoire nationale du Québec*. Montréal, Guérin.
- Allen, I. (1980). « The ideology of dense neighborhood redevelopment : cultural diversity and transcendent community experience ». Dans *Urban Affairs Quarterly* 15 (4): 409-428.
- Alonso, W.(1980). «The population factor and urban structure ». In Arthur P. Salomon (éd.), *The Prospective City : Economic, Population, Energy, and Environmental Developments*. Cambridge, Ma., MIT Press.
- Anderson, K. et F. Gale, dir. (1992). *Inventing places : Studies in cultural geography*. Melbourne, Longman Cheshire.
- Andrieux, J-Y. (1997). *Patrimoine et histoire*. Paris, Bélin.
- Appelyard, D. (1976). *Planning a pluralistic city : Conflicting realities in Ciudad Guayana*. Cambridge, Ma., MIT Press.
- Appelyard, D., Lynch, K., Myers, J. (1964). *The view from the road*. Cambridge, Ma., MIT Press.
- Archambault, J. (1975). *Le Québec tel quel*. Coll. Connaissance du Québec, La Documentation québécoise.
- Arpin, R. (2002). *Notre patrimoine, un présent du passé*. Rapport du Groupe-conseil sur la Politique du patrimoine culturel du Québec. Québec.
- Atelier Habitation Montréal (1990). *Le logement sur le Plateau Mont-Royal : état de la situation et développement*. Montréal, Atelier Habitation Montréal.
- Authier, J.Y, dir. (2001). *Du domicile à la ville. Vivre en quartier ancien*. Paris, Anthropos.
- Aymonino, C. et al. (1966). *La Città di Padova, saggio di analisi urbana*. Rome, Officina edizioni.
- Babelon, J-P. et A. Chastel (1994). *La notion de patrimoine*. Paris, Liana Lévi.
- Bailly, A. (1977). *La perception de l'espace urbain. Les concepts, les méthodes d'étude, leur utilisation dans la recherche urbanistique*. Paris, Centre de recherche d'urbanisme.
- Bailly, A. (1981). « Géographie de la perception et analyse quantitative ». *Percevoir l'espace*, actes de colloque : 76.

- Bailly, A. et al. (1995). *Représenter la ville*. Paris, Économica.
- Bailly, A. et al. (2001). *Les concepts de la géographie humaine*. Paris, A. Colin.
- Bailly, A., et H. Beguin (1982). *Introduction à la géographie humaine*. Paris, Masson.
- Barbaud, P. (1984). *Le choc des patois en Nouvelle-France*. Sillery (Québec), Presses de l'Université Laval.
- Barbaud, P. (1987). *Le français sans façon*. La Salle, Hurtubise HMH.
- Bardin, L. (2003). « L'analyse de contenu et de la forme des communications ». Dans S. Moscovici et F. Buschini (dir.), *Les méthodes des sciences humaines*. Paris, PUF : 243-270.
- Barrette, J.M. (1996). *L'univers de Michel Tremblay. Dictionnaire des personnages*. Montréal, Presses de l'Université de Montréal.
- Barthes, R. (1970). *Mythologies*. Paris, Seuil.
- Beaulieu, C. « The Preservation of Old Montreal ». *Canadian Collector* 9 (3) : 20-28.
- Beauregard, R.A. (1986). « The chaos and complexity of gentrification ». In N. Smith et P. Williams (éd.), *Gentrification of the City*. Boston, Allen & Unwin: 35-55.
- Bédard, M. (1987). « Plaidoyer de l'imaginaire pour une géographie humaniste ». *Cahiers de géographie du Québec* 31 (82) : 23-38.
- Bélair, M. (1972). *Michel Tremblay*. Québec, Presses de l'Université du Québec.
- Belisle, C. et B. Shiele (1984). *Les Savoirs dans les pratiques quotidiennes. Recherches sur les représentations sociales*. Paris, Éditions du CNRS.
- Bell, D. et G. Valentine (1997). *Consuming geographies : We are where we eat*. Londres, Routledge.
- Benali, K. (2005). « Le retour à la ville : un réinvestissement symbolique ». *Canadian Journal of Urban Research* 14 (1), supplement : 1-21.
- Benoît, M. et R. Gratton (1991). *Pignon sur rue : les quartiers de Montréal*. Montréal, Guérin.
- Bergeron, C. (1989). *Architectures du XXe siècle au Québec*. Québec/Montréal, Musée de la Civilisation/ Méridien.
- Berry, B.J.L. (1980). « Inner City futures : an American dilemma revisited ». In *Transactions of the Institute of British Geographers, New Series*, 5(1): 1-28.
- Berthiaume, P. (1981). *Le journal piégé ou l'art de trafiquer l'information*. Montréal, VLB éditeur.
- Boily, L., dir. (1998). *Imaginaire et nouveaux médias*. Paris, L'Harmattan.
- Boivin, R. et R. Comeau, dir. (1992). *Montréal, l'oasis du Nord*. Paris, Autrement.
- Bonardi, C. et N. Roussiau (1999). *Les représentations sociales*. Paris, Dunod.

- Bouchard, C. (1998). *La langue et le nombril. Histoire d'une obsession québécoise*. Montréal, Fides.
- Boucher, A. et al. (1984). *La gentrification dans le Plateau Mont-Royal*. Projet terminal de baccalauréat en urbanisme, Université du Québec à Montréal.
- Bougie, L. (1983). *Le retour à la ville : analyse des tendances récentes sans un quartier central, le Plateau Mont-Royal*. Institut d'urbanisme.
- Boulanger, L. (2001). *Pièces à conviction. Entretiens avec Michel Tremblay*. Montréal, Léméac.
- Bourdieu, P. (1994). « L'emprise du journalisme ». *Actes de la recherche en sciences sociales*, 101/102 :3-9.
- Bourdieu, P. (1996). *Sur la télévision*. Paris, Liber.
- Bourdin, A. (1979). « Restauration/réhabilitation. L'ordre symbolique de l'espace néo-bourgeois ». Dans *Espaces et Sociétés* 30/31: 315-360.
- Bourdin, A. (1984). *Le patrimoine réinventé*. Paris, PUF.
- Bourne, L.S. (1977). *Perspectives on the inner city : Its changing character, reasons for decline and revival*. Research paper 94. Toronto, University of Toronto, Center for Urban and Community Studies.
- Bourne, L.S. et D. Ley (1993). *The Changing social geography of Canadian cities*. Montreal-Kingston, McGill-Queen's University Press.
- Bridge, G. (1994). « Gentrification, class and residence : a reappraisal ». *Environment and Planning D : Society and Space* 12 : 31-5.
- Bridge, G. (2001). « Bourdieu, rational action and the time-space strategy of gentrification ». *Transactions of the Institute of British Geographers*, New Series : 205-216.
- Brochu, A. (2002). *Rêver la lune. L'imaginaire de Michel Tremblay dans les Chroniques du Plateau Mont-Royal*. Montréal, Cahiers du Québec, Hurtubise HMH.
- Brooks, D. (2000). *Les Bobos : Les bourgeois bohèmes*. Paris, F. Massot.
- Bumbaru, D. (1995). « Secrets et curiosités ». *Continuité* 66 : 38-39.
- Burgess, J. et J.R. Gold (1985). *Geography. The Media and Popular Culture*. New-York, St. Martin's Press.
- Butler, T. (1997). *Gentrification and the middle classes*. Aldershot, Ashgate.
- Butler, T. et G. Robson (2001). « Social capital, gentrification and neighbourhood Change in London : a comparison of three South London neighbourhoods ». *Urban Studies* 38 (12) : 2145-2162.
- Calvino, I. (1996). *Les villes invisibles*. Traduction française par J. Thibaudeau, Paris, Seuil.

- Camillo, S. (1980). *L'art de bâtir les villes. L'urbanisme selon ses fondements*. Paris, L'Équerre (Wien 1889).
- Caniggia, G. et G.L. Maffei (1979). *Composizione architettonica e tipologia edilizia, 1. Lettura dell'edilizia di base*. Venice, Marsilio Editori.
- Carlier, C. et N. Griton-Rotterdam (1994). *Des mythes aux mythologies*. Paris, Ellipses.
- Carreau, S. et P. Serfaty, dir. (1998). *Le patrimoine de Montréal : document de référence*. Ville de Montréal/Ministère de la Culture et des communications du Québec.
- Castells, M. (1996). *The rise of the network society*. Oxford, Cambridge, Blackwell.
- Castells, M. (1997). *The Power of Identity*. Oxford, Cambridge, Blackwell.
- Castells, M. (2000). « Informations, réseaux, identités ». *UNESCO, les clés du XXI<sup>e</sup> siècle*. Paris, Seuil et Éditions UNESCO.
- Castex, J. et al. (1980). *Lecture d'une ville : Versailles*. Paris, Moniteur.
- Castonguay, C. (1984). « Le dilemme démolinguistique du Québec » *Douze essais sur l'avenir du français au Québec*. Québec, CLF, Éditeur officiel du Québec : 13-35.
- Caulfield, J. (1994). *City form and everyday life: Toronto's gentrification and critical social practice*. Toronto, University of Toronto Press.
- Cefai, D. (1996). « La construction des problèmes publics. Définitions des situations dans les arènes publiques ». *Réseaux 75 : le temps de l'événement*. Paris, CNET (janvier-février 1996) : 43-67.
- Charney, M. (1971). « Pour une définition de l'architecture au Québec ». *Architecture et urbanisme au Québec 13/14*, Coll. « Conférences J.A. De Sève ». Montréal, Presses de l'Université de Montréal.
- Charney, M. (1975). « Saisir Montréal ». *Société d'architecture de Montréal, Découvrir Montréal*. Montréal, Du Jour : 16-35.
- Charney, M. (1980). « The Montrealness of Montreal. Formations and formalities in urban architecture ». *The Architectural Review* 167 (999) : 299-306.
- Charney, M. (1992). « Montréal : formes et figures en architecture urbaine ». Dans M. Charney et al., *Ville métaphore projet : architecture urbaine à Montréal 1980-1990*. Montréal, Méridien : 17-30.
- Charney, M., dir. (1972). *Montréal, plus ou moins ?* Catalogue d'exposition. Montréal, Musée des Beaux-arts de Montréal.
- Chartier, L. (2003). *Mesurer l'insaisissable. Méthode d'analyse du discours de presse*. Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec.
- Chastel, A. (1980). « Le patrimoine ». *Encyclopaedia Universalis* 17. Paris, Encyclopaedia Universalis : 112-120.



- Chevalier, J. (1994). « Les contradictions d'une "renaissance" au cœur des villes nord-américaines ». Dans Chevalier, J. et J.P. Peyon (éd.), *Au centre des villes : dynamiques et recompositions*. Paris, L'Harmattan : 213-260.
- Chicoine, N., D. Rose et N. Guénette (1998). « Usages et représentations de la centralité : le cas de jeunes employés du secteur tertiaire à Montréal ». Dans Grafmeyer, Y. et F. Dansereau (éd.), *Trajectoires familiales et espaces de vie en milieu urbain*. Lyon, Presses Universitaires de Lyon : 315-333.
- Choay, F. (1992, 2<sup>e</sup> éd. 1999). *L'allégorie du patrimoine*. Paris, Seuil.
- Choko, M. et F. Dansereau. (1987). *Restauration résidentielle et copropriété au centre-ville de Montréal*. Montréal: INRS-Urbanisation, Études et documents 53.
- Cicin-Sain, B. (1980). « The costs and benefits of neighborhood revitalization. In Rosenthal D.B (éd.), *Urban revitalization*. Beverly Hills, Cal., Sage, Urban Affairs Annual Reviews 18 : 49-76.
- Clauwert, J. (1999). « En éclairant l'actualité : aider à "vivre ensemble" ». *Les Cahiers du journalisme* 6 :24-30.
- Claval, P. (1984). « La géographie sociale et culturelle ». Dans Bailly, A. (éd.), *Les concepts de la géographie humaine*. Paris, Masson : 67-84.
- Clay, P.L. (1979). *Neighborhood renewal*. Lexington, Ma., Lexington Books.
- Clay, P.L. (1980). « The rediscovery of city neighborhoods : reinvestment by long-time residents and newcomers ». In Laska S. B et D. Spain (éd.), *Back to the City*. New York, Pergamon Press :13-26.
- CLSC-St-Louis-Du-Parc (1984). *St-Louis Du Parc en 1981 : étude des caractéristiques du quartier à partir des données statistiques Canada*. Étude du Service de développement communautaire, Montréal.
- CLSC-St-Louis-Du-Parc (1994). *Caractéristiques du quartier St-Louis et Mile-End en 1991*. Étude du Service de développement communautaire, Montréal.
- Coffey, W-J, Manzagoi, C., Shearmur, R. (2000). « Centralités métropolitaines ». *Cahiers de Géographie du Québec* 44 (123): 277-281.
- Comeau, R et L. Desrochers, dirs. (1996). *Le Devoir, un journal indépendant (1910-1995)*. Presses de l'Université du Québec.
- Comité Logement St-Louis (1986). *Le Plateau des uns fait le bonheur des autres : L'impact de la conversion en copropriété dans le Plateau Mont-Royal. Mon logement n'est pas à vendre : pour le droit au maintien dans les lieux*. Montréal.
- Commission des citoyens pour l'avenir de Montréal (1976). *Centre-ville : les gens se prononcent ! Downtown : the people speak out !* Montréal, Sauvons Montréal.
- Communauté urbaine de Montréal (1980). *Répertoire d'architecture traditionnelle sur le territoire de la communauté urbaine de Montréal*. Montréal.

- Continuité (1983). « Dossier thématique : la préservation au Québec ». *Continuité* 20: 9-25.
- Continuité (1983). « Dossier thématique : la reconversion ». *Continuité* 18 : 10-20.
- Continuité (1984). « Dossier thématique : le retour en ville ». *Continuité* 22 : 9-25.
- Continuité 66 (1995). *Le Plateau Mont-Royal : dossier spécial*.
- Conzen, M.P. (1978). « Analytical Approaches to the Urban Landscape ». In Butzer, K.W. (édi.), *Dimensions of Human Geography*. The University Of Chicago, Department of geography : 128-165.
- Corbeil, J-C. (1980). *L'aménagement linguistique du Québec*. Montréal, Guérin.
- Courcy-Legros, L., Verret, J. (1979). *Petite histoire du Plateau : le développement du quartier rattaché à son patrimoine bâti*. Montréal: L. Courcy-Legros et J. Verret.
- Cousineau, C. (1980). *Milton Park : housing ownership and community control*. Thèse, Massachusetts Institute of Technology.
- Coutu, P. et al. (1972). *Série « cahiers des quartiers » n°8 : Plateau Mont-Royal*. Montréal, COPROJ-BCJ.
- Cullen, G. (1961). *The Concise Townscape*. London, The Architectural Press.
- D'Iberville-Moreau, L. (1977). *Montréal perdu*. Montréal, Quinze.
- Dansereau, F. (1974). *Les tendances du redéveloppement du centre-ville de Montréal et des zones limitrophes : Analyse des permis de construire de 1960 à 1970*. Note de Recherche 3, INRS-Urbanisation/Université du Québec.
- Dansereau, F. (1982). « Au delà de la crise : les tendances dans le domaine de l'habitation ». *Revue Actualité immobilière (UQAM) et INRS-Urbanisation*. Montréal.
- Dansereau, F. (1985). « La réanimation urbaine et la reconquête des quartiers anciens par les couches moyennes : tour d'horizon de la littérature nord-américaine ». Dans *Sociologie du travail* 2-85 : 191-205.
- Dansereau, F. (1988). « Les transformations de l'habitat et des quartiers centraux : singularités et contrastes des villes canadiennes ». *Cahiers de recherche sociologique* 6 (2) : 95-112.
- Dansereau, F. et M. Beaudry (1986). « Les mutations de l'espace habité montréalais : 1971-1981 ». *Cahiers de l'ACFAS* 41 : *La morphologie sociale en mutation au Québec*. Montréal, Association canadienne-française pour l'avancement de science : 283-308.
- Davallon, J. (2002). « Tradition, mémoire, patrimoine ». Dans Schiele, B. (dir), *Patrimoines et identités*. Québec, MultiMondes : 41-64.
- David, G. et P. Lavoie, dir. (1993). *Le monde de Michel Tremblay*. Cahiers de théâtre Jeu. Montréal/ Carnières (Belgique), Lansman.

- Dayan, D. (2003). « Sociologie des médias : le détour par l'ethnographie ». Dans S. Moscovici et F. Buschini (dir.), *Les méthodes des sciences humaines*. Paris, PUF : 445-465.
- De Lagrave, J.-P. (1980). *Histoire de l'information au Québec*. La Presse, Collections Jadis et Naguère.
- Dean, A.-O. (1981). « Montreal : a city with a unique past begins to protect it ». *AIA Journal* 70 (17) : 50-59.
- Delisle, O. (1986). *Le Plateau Mont-Royal à la loupe*. Document effectué pour le CLSC Plateau Mont-Royal.
- Delporte, C ; dir. (1999). *Médias et Villes : XVIII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle*. Centre d'histoire de la ville moderne et contemporaine. Tours, Publications de l'Université François-Rabelais.
- Demchinsky, B., dir. (1989). *Grassroots, greystones and glass towers : Montreal urban issues and architecture*. Montréal, Vehicule Press.
- Déom, C. et D. Bumbaru (1998). *Guide du patrimoine : découvrir et protéger- A handbook for Montreal's heritage : to discover and protect*. Montréal, Héritage Montréal.
- Derville, G. (1999). « Le journalisme et ses contraintes ». *Les Cahiers du journalisme* 6 :152-177.
- Desbiens, J.-P. (1960). *Les insolences du frère Untel*. Montréal, L'Homme.
- Deschambault, G. (1995). « Signature d'un quartier ». *Continuité* 66 : 10-13.
- Deschamps, Y. (1998). « Montréalité ». *La Revue d'architecture ARQ* 102 :12-13.
- Deschatelets, G. (1995). « L'avenue du Mont-Royal ou comment sauver une rue principale ». *Continuité* 66 : 32-34.
- Deslauriers, P. (1994). « Very different Montreals: pathways through the city and ethnicity in novels by authors of different origins ». In Preston, P. et P. Simpson-Housley (éd.), *Writing the City: Eden, Babylon and the New Jerusalem*. London/ New York, Routledge : 109-123.
- Després, C. et P. Larochelle (1998). « L'influence des trajectoires résidentielles et des normes culturelles d'habitat sur les significations et les usages du Vieux-Limoilou ». Dans Grafemeyer, Y. et F. Danserau (dir.), *Trajectoires familiales et espaces de vie en milieu urbain*. Lyon, PIR-Ville, Réseau GRD socio-économie de l'habitat : 45-72.
- Divay, G. et G. Mathews (1981). *Le logement : questions et politiques*. Rapport de recherche 6, INRS-Urbanisation.
- Donneur, A.P. (1971). « La presse du Québec et les pays étrangers ». *Études internationales* 2 (3) : 410-423.

- Drouin, M. (2003a). « L'affaire de la maison Van Horne : une lutte pour la sauvegarde d'un patrimoine montréalais? ». Dans Lucie K. Morisset et L. Noppen (dir.), *Identités urbaines : échos de Montréal*. Québec, Nota Bene : 213-225.
- Drouin, M. (2003b). « Québec-Canada-Amérique : le débat identitaire autour de la maison Van Horne ». Dans Lucie K. Morisset et al., *Réinventer pays et paysages : Bretagne-Québec*. Brest, Centre de Recherche Bretonne et Celtique : 302-320.
- Drouin, M. (2004). *La sauvegarde d'un patrimoine urbain et la formulation d'une identité (Montréal, 1973-2003)*. Thèse de doctorat en études urbaines. Montréal, Université du Québec à Montréal.
- Duarte, P. (2000). « Les représentations de la dévalorisation urbaine chez les professionnels de la politique de la ville ». *Les annales de la recherche urbaine: les métiers qui font la ville* 88 :30-38.
- Ducrocq-Poirier, M. (1987). « Peut-on parler d'oralisation de la langue littéraire au Québec ». Dans *Présence francophone* 31, Actes du colloque *Oralité et littérature*, tome I. France/Québec : 77-84.
- Dupré Henry, D. (1991). *Lire et composer l'espace public*. Paris, Service technique de l'urbanisme.
- Durand, G. (1964, 2<sup>e</sup> éd.1968). *L'imagination symbolique*. Paris, PUF.
- Durand, G. (1978). *Les structures anthropologiques de l'imaginaire: introduction à l'archétypologie générale*. Paris, Bordas.
- Durand, G. (1996a). *Introduction à la mythologie : mythes et sociétés*. Paris, A. Michel.
- Durand, G. (1996b). *Champs de l'imaginaire*. Textes réunis par Danièle Chauvin, Grenoble, ELLUG.
- Durkheim, É. (1898). « Représentations individuelles et collectives ». *Sociologie et Philosophie*. Paris, PUF.
- Éliade, M. (1988). *Aspects du mythe*. Paris, Gallimard.
- Éliade, M. (1989). *Mythes, rêves et mystères*. Paris, Gallimard.
- Favreau, L. (1989). *Mouvement populaires et intervention communautaire de 1960 à nos jours*. Montréal, Centre de formation populaire, Éditions du Fleuve.
- Filiatreault, C. et al. (1978). *Un quartier où il fait bon vivre ? Une étude du logement dans le quartier du Plateau Mont-Royal par rapport à la situation sociale des gens et l'état des bâtiments*. Montréal.
- Filion, P. (1991). « The gentrification-social structure dialectic: a Toronto case study ». *International Journal of Urban and Regional Research* 15 (4): 553-574.
- Filteau, G. (1978). *La naissance d'une nation*. Montréal, L'Aurore.

- Fischer, G-N. (1981). *La psychologie de l'espace*. Coll. Que sais-je ? N° 1925, Paris, PUD.
- Fischer, G-N. (1982-1983). « Représentation culturelle et pratique de l'espace ». *Bulletin de la société neuchâteloise de géographie* : 157.
- Fischer, G-N. (1992). *Psychologie sociale de l'environnement*. Saint-Laurent, Privat Bo-pré.
- Fish, M.J.S. (1975). *A sense of neighbourhood in Montreal's downtown : a framework for preservation and planning action*. Montréal, L'Auteur.
- Fiske, J. (1987). *Television culture*. London, Methuen and C, Ltd.
- Flament, C. (1981). « L'analyse de similitude, une technique pour les recherches sur les représentations sociales ». *Cahiers de psychologie cognitive* (1): 375-395.
- Florida, R. (2002). *The rise of the creative class : and how it's transforming work, leisure, community and everyday life*. Basic Book.
- Forest, J. (1996). *Chronologie du québécois*. Montréal, Tryptique.
- Forget, S. et al. (1983). *Rue Prince-Arthur*. Montréal.
- Fortin, G. (1982). *La publicité sur le logement neuf*. Montréal, INRS-Urbanisation (Col. Rapport de recherche 7).
- Francis, M. et al. (1984). *Community open spaces: Greening neighborhoods through community action and land conservation*. Washington D.C, Island Press.
- Francis, M. et R. Hester, éd. (1990). *The meaning of gardens : Idea, place and action*. Cambridge, Ma., MIT Press.
- FRAPRU (1982). *Conséquences des rénovations pour les locataires et les petits propriétaires*. Montréal : Front d'action populaire en réaménagement urbain.
- Frémont, A. (1976). *La région, espace vécu*. Paris, PUF.
- Friedenfelds, R.M. (1987). *Gentrification in large United States cities, 1970-80*. Doctoral thesis in Sociology, University of Michigan.
- Frye, N. (1984). *Le grand Code, La Bible et la Littérature*. Paris, Seuil.
- Gabeline, D. et al. (1975). *Montreal at the crossroads*. Montréal, Harvest House.
- Gale, D.E. (1980). « Neighborhood resettlement : Washington D.C ». In Laska S.B. et D. Spain (éd.), *Back to the City*. New York, Pergamon Press : 95-115.
- Gauthier, A. et L. Lapointe (1987). *Découvrir l'histoire par l'architecture : les éléments d'architecture classique à Montréal*. Montréal, Méridien.
- Gauvin, L. (2000). « Michel Tremblay et le théâtre de la langue ». *Langagement*. Montréal, Boréal.
- Gémar, J-C. (1983) *Les trois états de la politique linguistique du Québec*. Québec, Éditeur officiel du Québec.

- Germain, A et al. (1995). *Cohabitation interethnique et vie de quartier*. Rapport final au ministère des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles et de la Ville de Montréal. Gouvernement du Québec, Les Publications du Québec, MAIICCQ, Direction des communications, Col. Études et recherches 12.
- Germain, A. (1984). « Sociologie du retour à la ville ». *Continuités* 23 : 35-37.
- Germain, A. (1988a). « La définition du patrimoine comme produit social : évolution des enjeux et fonctions urbaines nouvelles ». *Communications, Entretiens Jacques Cartier*, Lyon.
- Germain, A. (1988b). « Patrimoine et avant-garde. Le cadre bâti : entre le passé et l'avenir ». *Cahiers de recherches sociologique* 6 (2) : 115-129.
- Germain, A. (1991). « Le patrimoine urbain : une affaire de classes moyennes ? ». *Communications, Entretiens Jacques Cartier*, Lyon.
- Germain, A. (1998). « Le patrimoine en contexte postmoderne ». *Trames, Patrimoine et modernité : transactions et contradictions* (12) : 4-7.
- Germain, A. (1999). « Les quartiers multiethniques montréalais : une lecture urbaine ». *Recherches géographiques XL* (1) : 9-32.
- Germain, A. et D. Rose (2000). *Montréal : The Quest for a Metropolis*. Chichester, John Wiley.
- Germain, A. et J-C. Marsan, dir. (1987). *Aménager l'urbain de Montréal à San Francisco : politique et design urbain*. Montréal, Méridien.
- Géronimi, M. (2003). *Québec et la Nouvelle-Orléans : paysages imaginaires français en Amérique du Nord*. Paris, Belin.
- Gilbert, D. et C. Hancock (2000). « Points de vue européens sur New York, 1890-1990: la mise en cause de l'expérience touristique ». *Espaces et Sociétés : Tourisme en villes* (100) : 15-34.
- Gilbert, A. (1986). « L'analyse de contenu des discours sur l'espace : une méthode ». *The Canadian Geographer/Le Géographe canadien* 30 (1) : 13-24.
- Gilbert, A. et M. Brosseau (2002). « Le journal, acteur urbain ? Le Droit et la vocation du centre de Hull ». *Recherches sociographiques XLIII* (3) : 517-548.
- Gingras, A-M. (1999). *Médias et démocratie. Le grand malentendu*. Sainte-Foy, Les Presses de l'Université du Québec.
- Gingras, L. et al. (1983). *Sur un Plateau d'argent*. Montréal, Comité Logement Saint-Louis.
- GIUM-Ville de Montréal (1989). *Dossier urbain de l'arrondissement Plateau Mont-Royal/Centre-Sud : penser pour agir*. Montréal, Ville de Montréal, Service de l'habitation et du développement urbain de Montréal.

- GIUM (1983). *Patrimoine résidentiel et milieu de vie : sondage des résidents du Plateau Mont-Royal et de Milton Parc*. Montréal, Groupe d'intervention urbaine de Montréal.
- GIUM (1984a). *Patrimoine résidentiel du Grand Plateau Mont-Royal : sondage des résidents*. Montréal, Groupe d'intervention urbaine de Montréal.
- GIUM (1984b). *Espace vital*. Montréal, Groupe d'intervention urbaine de Montréal.
- GIUM (1985a). *Utilisation du sol : analyse du cadre bâti des quartiers St-Louis et Mile-End*. Montréal, Groupe d'intervention urbaine de Montréal.
- GIUM (1985b). *Profil du boulevard Saint-Laurent*. Rapport SIMPA. Montréal, Groupe d'intervention urbaine de Montréal.
- Glass, R. (1964). *London: aspects of change*. London, MacGibbon and Kee.
- Godbout, J. et J-P. Collin (1977). *Les organismes populaires en milieu urbain : contre-pouvoir ou nouvelle pratique professionnelle?* Montréal, INRS-Urbanisation.
- Goldberg, M.A. et J. Mercer (1980). « Canadian and U.S. Cities : Basic Differences, Possible Explanations and Their Meaning for Public Policy ». *Regional Science Association Papers* 45: 159-183.
- Goldberg, M.A. et J. Mercer (1986). *The Myth of the North American City*. Vancouver, British Columbia University Press.
- Gournay, I. et F. Vanlaethem, dir. (1998). *Montréal métropole, 1880-1930*. Montréal, CCA / Boréal.
- Gouvernement du Québec (1972). *Rapport Gendron, Livre 1 : La langue de travail*. Québec.
- Gouvernement du Québec (1972). *Rapport Gendron, Livre 2 : Les droits linguistiques*. Québec.
- Gouvernement du Québec (1972). *Rapport Gendron, Livre 3 : Les droits ethniques*. Québec.
- Grafmeyer, Y. (1994). *Sociologie urbaine*. Paris, F. Nathan.
- Gras, P. (1998). *Médias et citoyens dans la ville*. Paris, L'Harmattan.
- Greenberg, K. et V. Ahtik (1988). « Transformations urbaines de deux centre-ville: Toronto, Montréal ». Dans *Cahiers de recherche sociologique* 6 (2) : 65-94.
- Grenier, C. et J. Wolfe. (1983, 2<sup>e</sup> éd. 1991). *Guide Montréal : un guide architectural et historique*. Montréal, Libre expression.
- Guterbock, T.M (1980). « The political economy of urban revitalization : competing theories ». *Urban Affairs Quarterly* 15 (4): 429-438.
- Gutkind, E.A. (1966). *Le crépuscule des villes*. Paris, Stock.



- Hamel, P. (1979). *Analyse des pratiques urbaines revendicatives à Montréal de 1963 à 1976*. Thèse de doctorat, Université de Montréal.
- Hamel, P. J, dir. (1988). *La spéculation foncière*. Montréal, INRS-Urbanisation.
- Hamelin, J. et J. Provencher (1981). *Brève histoire du Québec*. Montréal, Boréal Express.
- Hamnett, C. (1984). « Gentrification and residential location theory : a review and assessment ». In Herbert, D.T et R.J. Johnson (éd.), *Geography and the urban environment*. London, John Wiley : 283-319.
- Hanna, D. et S. Olson (1983). « Métiers, loyers et bouts de rue : l'armature de la société montréalaise, 1881 à 1901 ». *Cahiers de géographie du Québec* 27 (71): 255-275.
- Hanna, D.B. (1992). « L'architecture de l'échange ». Dans Boivin, R. et R. Comeau, dirs., *Montréal : l'oasis du Nord*. Montréal, L'Autrement : 85-86.
- Hanna, D.B. (1995). « Héritage Montréal a vingt ans! ». *Bulletin de la Fondation Héritage Montréal* 8 (1) : 1 et 4.
- Helman, C. (1987). *The Milton-Park Affair : Canada's largest citizen-developer confrontation*. Montréal, Véhicule Press.
- Henripin, J. et R. Lachapelle. (1980). *La situation démolinguistique au Canada : évolution passée et prospective*. Montréal, Institut de recherches politiques.
- Héritage Montréal (1979). *Montréal : les quartiers de la diversité*. Montréal, Héritage Montréal/Musée des Beaux-arts de Montréal/ministère des Affaires culturelles.
- Héritage Montréal (1992). *The new forum : heritage regained or heritage lost ?* Montréal, Héritage Montréal.
- Héritage Montréal (1995). *Le patrimoine dans le Montréal de l'an 2000*. Montréal, Héritage Montréal.
- Héritage Montréal. (1991). *Patrimoine, ville et milieu de vie : lieux et objets de culture. Mémoire soumis par Héritage Montréal sur le rapport du groupe-conseil sur la politique culturelle du Québec*. Montréal, Héritage Montréal.
- Jacobs, J. (1961). *The death and life of great american cities*. New York, Vintage Books. Traduction française par Claire Darin-Senemaud, Liège, Pierre Margada, 1991.
- Jager, M. (1986). « Class definition and the aesthetics of gentrification: Victoriana in Melbourne ». In Smith N. et P. Williams (éd.), *Gentrification of the City*. Boston, Allen & Unwin : 78-91.
- Jodelet, D. (1982). « Les représentations socio-spatiales de la ville. Dans Derycke, P.H. (éd.), *Conception de l'espace*. Paris, Université de Paris X : 145-177.
- Jodelet, D. (1989, 2<sup>e</sup> éd.1993). *Les représentations sociales*. Paris, PUF.
- Jung, C.G. (1979). *Un mythe moderne : des signes du ciel*. Paris, Laffont.

- Jung, C.G. (1991). *Essais sur la symbolique de l'esprit*. Paris, A. Michel.
- Keith, M. et S. Pile, dir. (1993). *Place and the politics of identity*. London, Routledge.
- Kerne, D.R. (1977). *High income neighborhoods in the city: Will the new demography guarantee their future ?* Paper presented at the Annual Meeting of the Regional Science Association, November 1977 in Philadelphia, Pa.
- Kernstein, R. (1990). « Stage models of gentrification: an examination ». *Urban Affairs Quarterly* 35 (4): 620-639.
- Kirsch, C. (1989). « L'utilisation symbolique et politique du "joual" et du français québécois entre 1963 et 1977 : aperçu ». Dans Vincent, D. et D. Saint-Jacques (dir.), *Des analyses de discours*, Actes du CÉLAT 2. Québec, Publications du CÉLAT- Université Laval : 29-46.
- Kitchin, R.M. (1994). « Cognitive maps : what are they and why study them ? » *Journal of Environmental Psychology* 14 : 1-19.
- Knight, A. (1995). « Le Plateau Mont-Royal. Un projet, un exploit ». *Continuité* 66 : 17-20.
- Knight, A. et M-J. Vallée (1988). *Figures de l'espace*. École d'architecture, Université de Montréal.
- Krier, R. (1980). *L'espace de la ville : théorie et pratique*. Bruxelles, Archives d'Architecture Moderne.
- Labasse, J. (1966). *L'organisation de l'espace*. Paris, Hermann.
- LaFerrière, S. (1995). « Les visages du Plateau Mont-Royal ». *Continuité* 66 : 14-16.
- Lahaise, R ; dir. (1994). *Le Devoir, reflet du Québec au 20<sup>e</sup> siècle*. Québec, Hurtubise HMh Ltée.
- Lambert, P. (1975-1976). « The architectural heritage of Montreal: a sense of community ». *Arts Canada* 202/203 : 22-27.
- Lambert, P. (1983). « Héritage Montréal, une vision urbaine contemporaine ». *Continuité* 19 : 5.
- Lambert, P. (1990). « La conservation du patrimoine urbain de Montréal dans les années 1990 : inquiétude et défis ». Dans Roy, J-H et B. Weston (dir.), *Politique urbaine à Montréal. Un guide du citoyen*. Montréal, Guernica : 24.
- Lamizet, B. (2002). *Le sens de la ville*. Paris, L'Harmattan.
- Lamonde, D. (1998). *Le maquignon et son joual : l'aménagement du français québécois*. Montréal, Liber.
- Lamonde, P. et M. Polèse, avec la collaboration de L. Johnson (1985). *Le déplacement des activités économiques dans la région métropolitaine de Montréal de 1971 à 1981*. Montréal, INRS-Urbanisation.

- Laperrière, H. (2003). « Plateau Mont-Royal ». *Promenades montréalaises*. Montréal, Fides : 146-167.
- Laponce, J.-A. (1984). *Langue et territoire*. Québec, Presses de l'Université Laval, CIRB.
- Laska S.B. et D. Spain (1980). « Anticipating renovators demands: New Orleans ». In Laska S.B. et D. Spain (éd.), *Back to the City*. New York, Pergamon Press : 116-137.
- Latek, I. (1992). *Ville métaphore projet : architecture urbaine à Montréal, 1980-1990*. Montréal, Méridien.
- Laurendeau, P. (1985). « La langue québécoise : vernaculaire du français ». *Itinéraires et contacts de cultures*, Vol.6. Paris-Québec, L'Harmattan : 91-106.
- Laurendeau, P. (1987). « JOURNAL-Chronique du TLFQ (XXII) ». *Québec français* 67 : 40-41.
- Le Bouedec, G. (1984). « Contribution à la méthodologie d'étude des représentations sociales ». *Cahiers de psychologie cognitive* 4 : 245-272.
- LeBlanc, A. (1995). « Le lieu d'une œuvre ». *Continuité* 66 : 27-31.
- LeBot, I. (2002). *Portrait de territoire : l'arrondissement Plateau Mont-Royal*. Centraide du Grand Montréal. Étude réalisée au Service d'allocation et d'analyse sociale.
- Leclerc, J. (1986, 2<sup>e</sup> éd.1992). *Langue et société*. Laval, Mondia Éditeur.
- Leclerc, J. (2004). « La modernisation du Québec (1961-1981) : Le français, langue étatique ». *L'aménagement linguistique dans le monde, histoire du français au Québec*. Québec, TLFQ, Université Laval, [<http://www.tlfq.ulaval.ca/axl/index.shtml>], consulté le 1 octobre 2004.
- Ledrut, R. (1973). *Les images de la ville*. Paris, Anthropos.
- Ledrut, R. (1990). « L'homme et l'espace ». Dans Poirier, J. (éd.), *Histoire des mœurs*. Paris, Gallimard.
- Lees, A. (1985). *Cities perceive d: urban society in European and American thought: 1820-1940*. New-York, Columbia University Press.
- Lees, L. (2000). « A reappraisal of gentrification : towards a geography of gentrification ». *Progress in Human Geography* 23 (3) : 389-408.
- Lefebvre, B. (1979). *Une ville à bâtir. Rapport de recherche sur le logement à Montréal*. Montréal, Conseil des services sociaux du Montréal métropolitain.
- Lefebvre, H. (1968). *Le droit à la ville*. Paris, Anthropos.
- Legault, G.R. (2002). *La ville qu'on a bâtie*. Montréal, Liber.
- Legault, R. (1986). *Architecture et forme urbaine à Montréal : le développement du quartier St-Jean-Baptiste de 1870 à 1914*. Mémoire de maîtrise, la Faculté des Études Supérieures.

- Legrand, J. (1980). « Classes et rapports sociaux dans la détermination du langage ». *La Pensée* 209 : 22-35.
- Leroi-Gourhan, A. (1964). *Le geste et la parole*, (2 volumes). Paris, A. Michel.
- Lessard, M-J. (1983). *La copropriété indivise dans les petits immeubles : le cas des locataires évincés*. Mémoire de maîtrise, Université de Montréal.
- Létourneau, J. (1992). « Le "Québec moderne" un chapitre du grand récit collectif des Québécois ». *Revue française de science politique* XLII (5) : 765-785.
- Létourneau, J. (1996). « L'historiographie comme miroir, écho et récit de *nous autres* ». Dans Jewsiewicki, B. et J. Létourneau (dir.), *L'histoire en partage : usages et mises en discours du passé*. Paris, L'Harmattan : 25-44.
- Léveillé, C. (1980). *Histoire de Montréal*. Montréal, Héritage Montréal/ Musée des Beaux-arts de Montréal.
- Léveillé, C. (1980). *The neighbourhood*. Montréal, Héritage Montréal/ Musée des Beaux-arts de Montréal.
- Lévy, J. P, éd. (1990). *La réhabilitation des quartiers anciens et de l'habitat existant*. Toulouse, Presses Universitaires du Mirail.
- Lévy, J.P (1987). *Centres ville en mutation*. Paris, Éditions du CNRS.
- Lévy, P. et D. McGrath (1979). « Saving cities for whom ? » *Social Policy* 10.
- Lévy-Leboyer, C. (1980). *Psychologie et environnement*. Paris, PUF.
- Ley, D. (1981). « Inner-city revitalization in Canada : a Vancouver case study ». *Canadian Geographer* 25 (2): 124-148.
- Ley, D. (1985). *Gentrification in Canadian Inner Cities: Patterns, Analysis, Impacts and Policy*. Report submitted to Canada Mortgage and Housing Corporation. Vancouver, University of British Columbia, Department of Geography.
- Ley, D. (1988). « Social upgrading in six Canadian inner cities ». *Canadian Geographer* 32 (1): 31- 45.
- Ley, D. (1992). « Gentrification in recession: social change in six Canadian inner cities, 1981-1986 ». *Urban Geography* 13 (3): 230-256.
- Ley, D. (1994). « Gentrification and the politics of the new middle class ». *Environment and Planning D: Society and Space* 12 (1): 53-74.
- Ley, D. (1996). *The New Middle Class and the Remaking of the Central City*. Oxford Geographical and Environmental Studies. Oxford, Oxford University Press.
- Linteau, P-A et al. (1989). *Histoire du Québec contemporain, tome 2 : le Québec depuis 1930*. Montréal, Boréal.
- Linteau, P-A. (1992, 2<sup>e</sup> éd. 2000). *Histoire de Montréal depuis la Confédération*. Montréal, Boréal.

- Lipton, S.G. (1977). « Evidence of central city revival ». *Journal of American Institute of Planners* 43 (2):136-147.
- Lochard, G. (1999). « La "question de la banlieue" à la télévision française : mise en place et évolution d'un conflit de représentations ». Dans C. Delporte (dir), *Médias et Villes : XVIII<sup>e</sup>- XX<sup>e</sup> siècle*. Centre d'histoire de la ville moderne et contemporaine. Tours, Publication de l'Université François-Rabelais : 209-222.
- London, B. et al. (1980). « Introduction : approches to inner-city revitalization ». *Urban Affairs Quarterly* 15 (4): 373-380.
- London, B. et J.J. Palen (1984). « Introduction : some theoretical and practical issues regarding inner city revitalization. In Palen, J.J. et B. London (éd.), *Gentrification, displacement and neighborhood revitalization*. Albany, NY, SUNY Press.
- London, M. (1983). « Montréal, ville verte ? ». *Continuité* 21 : 8.
- Long, L.H (1980). « Back to the countryside and back to the city in the same decade ». In Laska S.B. et D. Spain (éd.), *Back to the City*. New York, Pergamon Press : 61-76.
- Loubet del Bayle, J-L. (1989). *Introduction aux méthodes des sciences sociales*. Toulouse, Privat.
- Low, S.M. (1996). «The anthropology of cities : Imagining and theorizing the city ». *Annual Review of Anthropology* (25): 383-409.
- Lussier, R. (1984). *Le Plateau Mont-Royal au 19<sup>e</sup> siècle*. Montréal, Comité logement Saint- Louis.
- Lynch, K. (1960). *The image of the city*. Cambridge, Ma., MIT Press. Traduction française, *L'image de la cité*, Paris, Dunod, 1969.
- Lynch, K. (1984). *A theory of good city form*. Cambridge, Ma., MIT Press.
- Lyotard, J.F (1979). *La condition post-moderne*. Paris, Minuit.
- Mac Cannell, D. (1976, 2<sup>e</sup> éd.1999). *The Tourist : a new theory of the leisure class*. Berkeley, University of California Press.
- Maffesoli, M. (1985). *La Connaissance ordinaire*. Paris, Librairie des Méridiens.
- Mailhot, L. (1992). « Michel Tremblay, ou le roman-spectacle ». *Ouvrir le livre*. Montréal, L'Hexagone.
- Maingueneau, D. (1976). *Initiation aux méthodes d'analyse du discours*. Paris, Hachette.
- Maingueneau, D. (1987). *Nouvelles tendances en analyse du discours*. Paris, Hachette.
- Maingueneau, D. (1991). *L'analyse du discours, introduction aux lectures de l'archive*. Paris, Hachette.

- Maingueneau, D. (2001). *Analyser les textes de communication*, Paris, Dunod ; réédité chez Nathan, 1998.
- Manzagol, C. et C. R. Bryant, éd. (2001). *Montréal 2001*. Montréal, Presses de l'Université de Montréal.
- Marchand, D et A. Knight. (1982). « De la rupture à la continuité ». *La Revue d'architecture ARQ* 7 : 12-25.
- Marchand, D et A. Knight. (1982). « Le rang et le village en mutation ». *Habitat* 25 (4) : 5-9.
- Marchand, D et A. Knight. (1983). « Le savoir-faire urbain ». *Habitat* 26 (2) : 9-14.
- Marois, C. (1989). « Caractéristiques des changements du paysage urbain dans la ville de Montréal ». *Annales de géographie* (548) : 385-402.
- Marois, C. (2001). « Le Plateau Mont-Royal : du villages des tanneurs aux quartiers centraux ». Dans Manzagol, C. et C. R. Bryant (éd.), *Montréal 2001*. Montréal, Presses de l'Université de Montréal : 237-240.
- Marsan, J.C. (1974). *Montréal en évolution. Historique du développement de l'architecture et de l'environnement urbain montréalais*. Montréal, Fides (2<sup>e</sup> éd. 1994, Montréal, Méridien).
- Marsan, J.C. (1983). *Montréal : une esquisse du futur. Essai*. Québec, Institut Québécois de recherche sur la culture.
- Marsan, J.C. (1990). *Sauver Montréal : chroniques d'architecture et d'urbanisme*. Montréal, Boréal.
- Marsan, J.C. (1991). « La conservation du patrimoine urbain ». Dans *Les chemins de la mémoire. Monuments et sites historiques du Québec*, Tome II. Les publications du Québec : 1-12.
- Martin, D.G. (2000). « Constructing place : Cultural hegemonies and media images of an inner-city neighborhood ». *Urban Geography* 21 (5): 380-405.
- Martin, L. (1995). « De l'école à la ville : la naissance d'une école de Montréal ». *La Revue d'architecture ARQ* 83 : 8-13.
- Mather, E. et R. Chicoine (1977). *Les rues de Montréal, façades et fantaisie / Touches of fantasy on Montreal streets*. Montréal, Livres Toundra.
- Mathews, G. (1974). *L'évolution du marché du logement de la région de Montréal de 1970 à 1974*. Montréal, INRS-Urbanisation.
- Mathews, G. (1986). *L'évolution de l'occupation du parc résidentiel plus ancien de Montréal de 1951 à 1979*. Études et documents 46. Montréal, INRS-Urbanisation.
- Mc Lean, E. et R.D. Wilson. (1964). *Le passé vivant de Montréal / The living past of Montreal*. Montréal, McGill University Press.
- McNicol, C. (1993). *Montréal. Une société multiculturelle*. Paris, Bélin.

- McRoberts, K. et D. Posgate. (1983). *Développement et modernisation du Québec*. Montréal, Boréal Express.
- Mercier, G. (1988). « Patrimoine urbain et insignifiance ». *Cahiers de géographie du Québec* 42 (116) : 269-273.
- Mercier, G. et G. Ritchot (1996). « Géographie et mythologie. Les fondements épistémologiques d'une théorie géographique de la mythologie ». Dans Turgeon, L., J. Létourneau et K. Fall (éd.), *Les espaces de l'identité*. Québec, Presses de l'Université Laval : 3-22.
- Mercier, G., Morin, R., Parazelli, M. (1999). « La ville et le choc des imaginaires : populations marginalisées et revitalisation urbaine ». Dans Morisset, L.K; Noppen, L.; Saint-Jacques, D. (dir.), *Ville imaginaire/Ville identitaire : Échos de Québec*. Québec, Nota Bene : 209-228.
- Métaireau, B. (1999). « La gentrification à Montréal, 1971-1991 ». *Études canadiennes/ Canadian Studies* 46 : 21-42.
- Mills, C. (1993). « Myths and meanings of gentrification ». In Duncan, J. et D. Ley (éd.), *Place /Culture /Representation*. London, Routledge : 149-170.
- Mitchell, K. (1996). « Visions of Vancouver : Ideology, democracy, and the future of urban development ». *Urban Geography* 17(6): 478-501.
- Moloch, H. (1979). « Capital and neighborhood in the United States : some conceptual links ». *Urban Affairs Quarterly* 14 (3): 289-312.
- Molotch, H. (1996). « L.A as design product : how art works in a regional economy ». In Scott, A.J. et E.W. Soja (éd.), *The city : Los Angeles and urban theory and the End of the 20<sup>th</sup> century*. Berkley / Los Angeles, University of California Press : 225-275.
- Monière, D. (1977). *Le développement des idéologies du Québec*. Montréal, Québec/Amérique.
- Morin, R. (1984). « Désindustrialisation et mutations des quartiers anciens ». *Actualité Immobilière* 8 (3) : 8-13.
- Morin, R. (1986). *Développement urbain et marché immobilier en périphérie du Centre-Ville : le cas du quartier Centre-sud à Montréal*. Col. Études urbaines 6. Montréal, Université du Québec à Montréal, Département d'études urbaines.
- Morin, R. (1987). *Réanimation urbaine et pouvoir local. Les stratégies des municipalités de Montréal, Sherbrooke et Grenoble en quartiers anciens*. Montréal, Presses de l'Université du Québec/INRS-Urbanisation.
- Morin, R. (1988). « Déclin, réaménagement et réanimation d'un quartier de Montréal ». *Revue d'histoire urbaine* 17 (1) : 65- 82.
- Morin, R. (2003). « Des pays dans la ville ? Quartiers et arrondissements à Montréal ». Dans Lucie K. Morisset et al., *Réinventer pays et paysages : Bretagne-Québec*. Centre de Recherche Bretonne et Celtique, Brest : 23-38.



- Morin, R. et al. (2005). *La population marginalisée face à l'urbanisme contemporain : le cas des quartiers St-Roch à Québec et Centre-Sud à Montréal*. Rapport de recherche, Université du Québec à Montréal.
- Morisset, L.K. (1999). « Entre la ville imaginaire et la ville identitaire : de la représentation à l'espace ». Dans Morisset, L.K., Noppen, L., Saint-Jacques, D. (dir.), *Ville imaginaire/Ville identitaire. Échos de Québec*. Québec, Nota Bene : 5-36.
- Morisset, L.K. (2001). *Création et valorisation des sites touristiques*. Notes de cours. Département d'Études Urbaines et Touristiques de l'UQÀM.
- Morisset, L.K. et L. Noppen (1995). « À la recherche d'identités, usages et propos du recyclage du passé dans l'architecture au Québec ». Dans Noppen, L. (éd.), *Architecture, forme urbaine et identité collective*. Sainte-Foy/Sillery, Université Laval (CÉLAT), Du Septentrion : 103-133.
- Mort, F. (1996). *Cultures of Consumption : Masculinities and social space in late 20<sup>th</sup> century Britain*. London / New York, Routledge.
- Moscovici, S. (1961, 2<sup>e</sup> éd.1976). *La psychanalyse, son image, son public*. Paris, PUF.
- Moscovici, S. (1982). *Social representations*. London, Academic Press.
- Mumford, L. (1964). *La cité à travers l'histoire*. Paris, Seuil.
- Muratori, S. et al. (1963). *Studi per una operante storia urbana di Roma*. Rome, Consiglio nazionale delle ricerche.
- Nepveu, P. et G. Marcotte, dir. (1992). *Montréal imaginaire : ville et littérature*. Montréal, Fides.
- Noppen, L; dir. (1995). *Architecture, forme urbaine et identité collective*. Sainte-Foy/Sillery, Université Laval (CÉLAT), Du Septentrion.
- Noppen, L. (2001). *La quête de montréalité ou la recherche d'une identité dans et pour le paysage construit de la métropole*. Communication présentée le 11 janvier 2001, lors du séminaire « Identités Urbaines » tenu à l'UQÀM.
- Noppen, L., et L.K. Morisset (1997). « De la production des monuments. Paradigmes et processus de la reconnaissance ». Dans Turgeon et al. (dir.), *Les espaces de l'identité*. Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval : 23-52.
- Noppen, L. et L.K. Morisset (2003a). « Entre identité métropolitaine et identité urbaine : Montréal ». Dans Lucie K. Morisset et L. Noppen (dir.), *Identités urbaines : échos de Montréal*. Québec, Nota Bene : 157-179.
- Noppen, L. et L.K. Morisset (2003b). « La montréalité de Montréal ou l'invention du paysage montréalais ». Dans Lucie K. Morisset et al., *Réinventer pays et paysages : Bretagne-Québec*. Brest, Centre de Recherche Bretonne et Celtique : 72-101.

- Nora, P., dir. (1997). *Les lieux de mémoires*, 3 volumes (1984-1992). Paris, Gallimard.
- Ollivier, B. (2000). *Observer la communication : naissance d'une interdiscipline*. Paris, Éditions du CNRS.
- Ouellet, A. (1981). *Processus de recherche : une approche systémique*. Sillery/Québec, Presses de l'Université Laval.
- Panerai, P. et al. (1980). *Éléments d'analyse urbaine*. Bruxelles, Archives d'Architecture Modernes.
- Parisi, P. et B. Holcomb (1994). « Symbolizing place. Journalistic narratives of the city. *Urban Geography* 15 (4) : 376-394.
- Pattison, T. (1977). *The process of neighborhood upgrading and gentrification*. Cambridge, Ma., MIT. Press.
- Perusse, D. (1981). « Actualité, la contre-culture du Plateau Mont-Royal, vue d'un oeil humoristique ». *Macramé Power* 6 (12): 66-78.
- Piaget, J. et B. Inhelder (1947). *La représentation de l'espace chez l'enfant*. Paris, PUF.
- Piccione, M-L. (1999). *Michel Tremblay, l'enfant multiple*. Bordeaux, Presses universitaires de Bordeaux.
- Pinard, G. (1987, 1988, 1989). *Montréal, son histoire, son architecture* (3 volumes). Montréal, La Presse.
- Pinard, G. (1991, 1992, 1995). *Montréal, son histoire, son architecture* (3 volumes). Montréal, Méridien.
- Pinçon, M. et M. Pinçon-Charlot (1989). *Les beaux quartiers*. Paris, Seuil.
- Pinçon, M. et M. Pinçon-Charlot (1992). *Quartiers bourgeois, quartiers d'affaires*. Paris, Payot.
- Pinçon, M. et M. Pinçon-Charlot (2001, 2<sup>e</sup> éd. 2003). *Sociologie de la bourgeoisie*. Paris, La Découverte.
- Plourde, M., dir. (2000). *Le français au Québec, 400 ans d'histoire et de vie*. Montréal, Fides/Publications du Québec.
- Podmore, J. (2001). « Lesbians in the Crowd: gender, sexuality and visibility along Montréal's Boulevard St-Laurent ». *Gender, Place & Culture* 8 (4): 333-355.
- Poulot, D., dir. (1998). *Patrimoine et modernité*. Paris, L'Harmattan.
- Proshansky, H.M. (1978). « The city and self-identity ». *Environment and Behavior* 10 (2) : 147-169.
- Racine, J.B. (1981). « Problématique et méthodologie : de l'implicite à l'explicite ». Dans H. Isnard (éd.), *Problématiques de la géographie*. Paris, PUF : 85-162.

- Radice, M. (2000). *Feeling comfortable ? Les Anglo-Montréalais et leur ville*. Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval.
- Rapoport, A. (1977). *Human aspects of urban form :Towards a man-environment approach to form and design*. Oxford, Pergamon.
- Rapoport, A. (1982). *The meaning of the built environment : A nonverbal communication approach*. Beverly Hills, Ca., Sage.
- Rapoport, A. (1990). *History and precedents in environmental design*. New York, Plenum.
- Redfern, P. (1997). « A new look at gentrification: 1.Gentrification and domestic technologies ». *Environment and Planning A* (29) : 1275-1296.
- Rémillard, F. et B. Merrett (1990). *L'architecture de Montréal : guide des styles et des bâtiments*. Montréal, Méridien.
- Rémy, J. (1982). « Mobilité et ville ». *Demain la ville ?* Bruxelles, Fondation Roi Baudouin : 77- 85.
- Rémy, J. (1983). « Retour aux quartiers anciens ». *Recherches sociologiques XIV* (3) : 297-319.
- Richards, C. et J. Rowe (1977). « Restoring a city : who pays the price ? » Working Papers for a New Society 4.
- Rieffel, R. (2001). *Sociologie des médias*. Paris, Ellipses.
- Riegl, A. (1903, 2<sup>e</sup> éd. 1984). *Le culte moderne des monuments*. Paris, Seuil.
- Ritchot, G. et al. (1977). *Rapport d'étude sur le patrimoine immobilier*. Commandé par le ministère des Affaires culturelles, Direction du patrimoine. Montréal, Centre de recherches et d'innovations urbaines, Université de Montréal.
- Robert, A-D. et A. Bouillaguet (1997). *L'analyse de contenu*. Coll. *Que sais-je ?* Paris, PUF.
- Robert, J.C. (1994). *Atlas historique de Montréal*. Montréal, Libre Expression.
- Rocher, G. (1969). *Introduction à la sociologie générale. Tome 1 : L'action sociale*. Montréal, Hurtubise HMH Ltée.
- Roncayolo, M. (1990). *L'imaginaire de Marseille : Port, Ville, Pôle*. Marseille : Chambre de commerce et d'industrie de Marseille.
- Rose, D. (1984). « Rethinking gentrification: beyond the uneven development of marxist urban theory ». *Environment and Planning D: Society and Space* 2 (1): 47-74.
- Rose, D. (1989). « A feminist perspective of employment restructuring and gentrification: the case of Montréal ». In J. Wolch and M. Dear (éd.), *The Power of Geography : How Territory Shapes Social Life*. Boston : Unwin Hyman : 118-138 [Originellement publié en 1987 dans *Cahiers de géographie du Québec* 31 (83) : 205-224].

- Rose, D. (1995). « Le Mile-End : un modèle cosmopolite ? ». In Germain, A et al., *Cohabitation interethnique et vie de quartier*. Rapport final au ministère des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles et de la Ville de Montréal. Gouvernement du Québec, Les Publications du Québec, MAIICCQ, Direction des communications, Col. Études et recherches (12) : 53-95.
- Rose, D. (1996). « Economic restructuring and the diversification of gentrification in the 1980s: a view from a marginal metropolis ». In Caulfield, J. et L. Peake (éd.), *City Lives and City Forms: Critical Research and Canadian Urbanism*. Toronto, University of Toronto Press : 131-172.
- Rose, D. (2004). « Discourses and experiences of social mix in gentrifying neighbourhoods. A Montreal case study ». *Canadian Journal of Urban Research* 13 (2) : 278-316.
- Rosenthal, D.B, éd. (1980). *Urban revitalization*. Beverly Hills, Cal., Sage, Urban Affairs Annual Reviews 18. Voir « Éditor's introduction » de Rosenthal : 9-23.
- Rossi, A. (1982). *The Architecture of the City*. Cambridge, Ma., MIT Press (Première édition italienne en 1966).
- Roy, J. (1978). *Montréal, ville d'avenir- projet collectif pour les montréalais*. Montréal, Quinze.
- Rozon, R. et M. Charney. (1972-1973). « La ville au musée ». *Vie des Arts* 69 : 33.
- Ryan, C. (1996). « Le Devoir a quatre-vingt-cinq ans ». Dans Comeau, R et L. Desrochers (dir.), *Le Devoir, un journal indépendant (1910-1995)*. Presses de l'Université du Québec : 7-11.
- S.N. (1982). *La revitalisation des artères commerciales : le cas de l'avenue Mont-Royal*. Montréal.
- Sanguin, A.L. (1981). « La géographie humaniste ou l'approche phénoménologique des lieux, du paysage et des espaces ». *Annales de géographie* 501 : 560-587.
- Sarrot, J.C., dir. (2005a). *Balades littéraires dans Paris du XVIIe au XIXe siècle*. Paris, Nouveau Monde éditions.
- Sarrot, J.C., dir. (2005b). *Balades littéraires dans Paris (1900-1945)*. Paris, Nouveau Monde éditions.
- Schiele, B. (2002). « Les trois temps du patrimoine : note sur le découpage symbolique ». Dans Schiele, B. (dir), *Patrimoines et identités*. Québec, MultiMondes : 215-248.
- Sénécal, G. (1992). « Les villages de la ville ». *Autrement* 62 : 93-104.
- Sénécal, M. (1995). « L'interactivité mène-t-elle à la démocratie ? » *Le Courrier de l'UNESCO* : 16-18.

- Sénécal, P., C. Tremblay et D. Teufel (1990). *Gentrification ou étalement urbain ?* Montréal, Société d'habitation du Québec, Direction générale de la planification et de la recherche.
- Simard, C., Choko, M.H et J-P. Collin (1982). *Le développement urbain de Montréal, 1940-1960*, bibliographie. Montréal, INRS-Urbanisation.
- Sinou, A. (2001). *La notion de patrimoine bâti*. Notes de cours sur le patrimoine architectural et urbain. Paris, Institut Français d'Urbanisme-Université Paris IIX.
- Sirois, A. (1968). *Montréal dans le roman canadien*. Montréal, Didier.
- Smith, N. (1979). « Toward a theory of gentrification : a back to the city movement by capital, not people ». *Journal of The American Planning Association* 45 : 538-548.
- Smith, N. (1982). « Gentrification and Uneven Development ». *Economic Geographic* 58 : 139-155.
- Smith, N. (1987). « Of yuppies and housing : gentrification, social restructuring, and the urban dream ». *Environment and Planning D* (5) : 151-172.
- Smith, N. (1996). *The new urban frontier : gentrification and the Revanchist city*. London, Routledge.
- Smith, N. et P. Williams, éd. (1986). *Gentrification of the City*. Boston, Allen & Unwin.
- Société canadienne d'hypothèques et de logement (1985). *Impact de la restauration dans les quartiers centraux de Montréal : rapport final*. Laboratoire de recherche en sciences immobilières. Montréal, Université du Québec à Montréal.
- Société d'habitation du Québec (1983). *Bâtiments anciens, usages nouveaux*. Québec.
- Société du patrimoine urbain de Montréal (1982). *Milton-Parc : reconstruction d'un quartier, Montréal 1979-1982*. Montréal, Société du patrimoine urbain de Montréal.
- Sokoloff, B. (1988). « Interventions urbanistiques : le retour de l'espace ». *Cahiers de recherche sociologique* 6 (2) : 131-146.
- Statistique Canada, Recensement de 1961, 1971, 1976, 1981, 1986. *Données sur les caractéristiques sociales et économiques, par secteurs de recensement*.
- Stuart, H. (1980). « Cultural Studies and the Center » In Stuart, H et al. (éd.), *Culture, Media, language*. London, Hutchinson University Library : 15-47.
- Tarde, G. (1901, 2<sup>e</sup> éd.1989). *L'opinion et la foule*. Paris, PUF.
- Tolman, E.C. (1948). Cognitive maps in rats and men. *Psychology Review* (29) : 253-295.

- Unwin, R. (1981). *L'étude pratique des plans de villes*. Paris, L'Équerre (Paris 22, Londres 1909).
- Urbanose (1972). *Concordia*. 2 Films 16mm, n & b, 27min et 27 min. Montréal : ONF.
- Vernez-Moudon, A. (1992). « A Catholic approach to organizing what urban designers should know ». *Journal of Planning Literature* 6 (4) : 331-349.
- Ville de Montréal - CIDEM-Communications (1984). *Les villages du « Plateau »*. *Le patrimoine de Montréal : quartiers du Plateau Mont-Royal*. Collection Pignon sur rue n° 6. Montréal, Ville de Montréal.
- Ville de Montréal (1955). *Plan directeur de Montréal : Espaces libres*. Montréal, Service d'urbanisme.
- Ville de Montréal (1964). *Bulletin technique n° 3*. Montréal, Service d'urbanisme.
- Ville de Montréal (1965). *Montréal : historique de ses quartiers municipaux*. Montréal, Archives municipales.
- Ville de Montréal (1971). *Zones sociales 1961, ville de Montréal*. Montréal, Service d'urbanisme.
- Ville de Montréal (1982). *Études monographiques des artères commerciales*. Montréal, Ville de Montréal.
- Ville de Montréal (1983). *Étude des artères commerciales, les composantes du commerce de détail à Montréal*. Montréal, Ville de Montréal.
- Ville de Montréal (1986). *Dossier urbain. Arrondissement Plateau Mont-Royal / Centre-sud. Penser pour agir*. Montréal, Service de l'habitation et du développement urbain.
- Ville de Montréal (1989). *Le profil socio-économique de l'arrondissement Plateau Mont-Royal/Centre-Sud*. Service planification, concertation-Module recherche et planification. Montréal, Ville de Montréal.
- Ville de Montréal (1991a). *Document de travail préparatoire à la citation et à la constitution des sites du patrimoine*. Montréal, Comité consultatif de Montréal sur la protection des biens culturels.
- Ville de Montréal (1991b). *Profils socio-démographiques de la ville de Montréal et de ses arrondissements : Plateau Mont-Royal/Centre-Sud*. Montréal, Ville de Montréal.
- Ville de Montréal (1992). *Plan d'urbanisme : plan directeur de l'arrondissement Plateau Mont-Royal/Centre-Sud*. Montréal, Service de l'habitation et du développement urbain de Montréal.
- Ville de Montréal (1996). *Votre quartier. Profil socio-démographique du Plateau-Mont-Royal*. Montréal, Ville de Montréal.
- Ville de Montréal (2001). *Profil socio-démographique de l'arrondissement Plateau-Mont-Royal*. Montréal, Ville de Montréal.

Ville de Montréal-CIDEM (1989). *Compilations sur les artères commerciales-développement et protection*. Montréal, Ville de Montréal.

Ville de Montréal : [www2.ville.montreal.qc.ca](http://www2.ville.montreal.qc.ca), consulté 9 août 2004.

Ville de Montréal, *Inventaire architectural de Montréal. Base de données sur le patrimoine*, 2003:[www.patrimoine.ville.montreal.qc.ca/inventaire](http://www.patrimoine.ville.montreal.qc.ca/inventaire), consulté le 10 août 2004.

Walsh, K. (1992). *The representation of the past : museums and heritage in the postmodern world*. London/ New-York, Routledge.

Warde, A. (1991). « Gentrification as consumption : issues of classe and gender ». *Environment and Planning D: Society and Space* 9 : 223-232.

Zukin, S. (1982). *Loft living : culture and capital in urban change*. Baltimore, Johns Hopkins University Press.

Zukin, S. (1995). *The culture of cities*. Oxford / Cambridge, Ma., Blackwell.

Zukin, S. (1998). « Urban lifestyles : diversity and standardisation in spaces of consumption ». *Urban Studies* 35 (5/6) : 825-839.

#### ARTICLES DE PRESSE

Ackerman, Marianne, « Plateau Mont-Royal south : changing face of the inner city », *The Gazette*, 18 avril 1987.

Adam, Marcel, « Le saccage de notre patrimoine », *La Presse*, 14 décembre 1974.

Adolph, Carolyn, « Bar fight brewing on Plateau street », *The Gazette*, 14 mai 1995.

Adolph, Carolyn, « Bar fight : residents win small victory in bid to limit Plateau saloons », *The Gazette*, 19 août 1994.

Adolph, Carolyn, « Recession, bars the roots of Plateau's evils : "It's so bad in this district, it's unbelievable. People are fearful and scared" », *The Gazette*, 27 octobre 1994.

Alarie, Marie-Hélène, « Résidants privilégiés », *Le Devoir*, 25 septembre 1999.

Allaire, Luc, « Zonage sur Prince-Arthur : trop peu, trop tard », *Liaison St-Louis*, du 7 au 21 novembre 1984.

Amiot, Marie-Andrée, « Patrimoine: Un engagement envers l'essentiel des choses », *Le Devoir*, 26 novembre 1994.

Arcand, Denis, « Le Plateau au quatrième rang des quartiers les plus hip en Amérique ! », *La Presse*, 24 octobre 1997.

Baillargeon, Stéphane, « Beau plateau! Tremblay, Reno, Filiatrault, Quilico, Cronenberg et Moore, lauréats des prix du Gouverneur général », *Le Devoir*, 28 septembre 1999.



- Baillargeon, Stéphane, « Personne ne condamne Michel Tremblay », *Le Devoir*, 16 novembre 1992.
- Beaudin, Monique, « City extends freeze on new Plateau bars : changes to urban plan agreed to after meetings with area residents », *The Gazette*, 10 août 1994.
- Beaunoyer, Jean, « La personnalité de la semaine : Michel Tremblay ; l'auteur des "Belles-Soeurs" reçoit le Grand Prix du livre de Montréal pour son... », *La Presse*, 19 novembre 1989.
- Beauvais, André, « La Ville ou les marchands eux-même? Qui est responsable de l'avenir commercial de la rue Mont-Royal ? », *Montréal-Matin*, 7 juillet 1972.
- Beauvais, André, « Le problème des mini-pars serait le résultat d'un manque de communication ! », *La Presse*, 3 juin 1971.
- Beauvais, André, « Montréal se lance dans la planification de quartier », *La Presse*, 24 juillet 1970.
- Bégin, Jean-François, « Opération patrimoine populaire Montréal : Une façade fraîche comme au premier jour/ Un immeuble qui a du caractère », *La Presse*, 4 octobre 1997.
- Bellehumeur, Pierre, « La restauration des quartiers modifie l'image des centre-ville », *Le Journal de Montréal*, 20 juillet 1985.
- Benoît, Jacques, « "Héritage Montréal" : appui financier à la rénovation », *La Presse*, 28 octobre 1975.
- Benoît, Jacques, « D'autres belles maisons seraient sacrifiées à un ensemble immobilier », *La Presse*, 12 juin 1974.
- Benoît, Jacques, « Démolitions : désormais un secret à Montréal », *La Presse*, 24 septembre 1976.
- Benoît, Jacques, « La colonie portugaise : exemple de rénovation domiciliaire », *La Presse*, 29 janvier 1975.
- Benoît, Michel, « Faux policier et prête de 20 pieds : spectacle inusité au Carré Saint-Louis », *Montréal-Matin*, 2 juin 1971.
- Benoît, Michel, « Ils veulent des terrains de jeux : la rue Drolet bloquée par des enfants », *Montréal-Matin*, 3 juin 1971.
- Bernard, Florian, « Se loger et contrer la spéculation », *La Presse*, 19 septembre 1992.
- Bernard, Florian, « 72 \$ millions pour donner un "look" au centre-ville de Montréal », *La Presse*, 21 août 1984.
- Bernard, Florian, « Montréal veut désormais contrôler la démolition des immeubles historiques », *La Presse*, 13 septembre 1973.

- Berthault, Madeleine, « La spéculation a chassé 2,800 familles en 10 ans de St-Louis », *La Presse*, 29 mars 1974.
- Berthault, Madeleine, « "Sauvons Montréal" veut rendre la ville habitable », *La Presse*, 6 février 1974.
- Berthault, Madeleine, « Des citoyens de Saint-Louis dénoncent la détérioration de leur quartier », *La Presse*, 12 septembre 1975.
- Berthault, Madeleine, « Fête populaire pour sensibiliser les gens du secteur Durocher et Prince-Arthur », *La Presse*, 20 juillet 1977.
- Berthault, Madeleine, « La spéculation a chassé 2,800 familles en 10 ans de St-Louis », *La Presse*, 29 mars 1974.
- Berthault, Madeleine, « Le Plateau Mont-Royal à la loupe : Le CLSC lance un appel au secours », *La Presse*, 10 avril 1986.
- Berthault, Madeleine, « Le Plateau Mont-Royal est menacé par la spéculation », *La Presse*, 31 mars 1987.
- Berthault, Madeleine, « Mont Royal : Montréal consulte la population », *La Presse*, 29 septembre 1987.
- Berthault, Madeleine, « Protection du mont Royal : 200 personnes participent à l'assemblée de l'information », *La Presse*, 1 octobre 1987.
- Berthiaume, Christiane, « Jean-Claude Marsan : défenseur du patrimoine urbain », *La Presse*, 7 avril 1976.
- Berthiaume, Christiane, « L'érection prochaine d'un édifice de 14 étages sur la rue Rachel inquiète un groupe de citoyens », *La Presse*, 28 août 1975.
- Berthiaume, Christiane, « La Fédération des sociétés historiques réproouve "tout projet de mutilation" », *La Presse*, 29 mai 1975.
- Bilodeau, Martin, « Toutes des belles-soeurs! », *Le Devoir*, 3 octobre 1998.
- Bisson, Bruno, « La conservation du *New Sherbrooke* pose problème au Musée des Beaux-Arts », *La Presse*, 5 février 1988.
- Blanchard, Louise, « Les quartiers du "Grand Plateau" : Secteur domiciliaire cédé aux "bourgeois" », *Le Journal de Montréal*, 26 novembre 1985.
- Blanchette, Josée, « Restaurants : La trattoria sympa », *Le Devoir*, 17 novembre 1995.
- Blanchette, Josée, « Société distincte : une portion de la rue Drolet se fait objet d'art », *Le Devoir*, 20 août 1993.
- Boisselle, Andrée, « Le Plateau en long et en large : circuit pédestre pour redécouvrir le plateau Mont-Royal », *Le Devoir*, 14 juin 1995.
- Bonhomme, Jean-Pierre, « Gymnase : McGill veut empiéter sur le mont Royal », *La Presse*, 30 avril 1986.

- Bonhomme, Jean-Pierre, « Hydro promet d'enfouir bientôt ses fils, Place Roy », *La Presse*, 24 février 1993.
- Bonhomme, Jean-Pierre, « L'avenue du Mont-Royal en voie de se métamorphoser », *La Presse*, 8 septembre 1993.
- Bonhomme, Jean-Pierre, « La maison Coloniale est-elle à l'aise sur le Plateau ? », *La Presse*, 17 mars 1991.
- Bonhomme, Jean-Pierre, « Le cœur même de la ville de Montréal : Québec approuve le projet de revalorisation du Plateau Mont-Royal », *La Presse*, 31 octobre 1979.
- Bonhomme, Jean-Pierre, « Les commerçants de l'avenue Mont-Royal proposent de revitaliser leur artère », *La Presse*, 19 octobre 1990.
- Bonhomme, Jean-Pierre, « Milton Park : un quartier désormais protégé de la dégénérescence », *La Presse*, 17 juin 1981.
- Bonhomme, Jean-Pierre, « Plaidoyer pour l'aménagement de la Place Mont-Royal », *La Presse*, 20 juin 1992.
- Bonhomme, Jean-Pierre, « Saint-Urbain-Milton : un comité opte pour une vocation communautaire », *La Presse*, 16 juillet 1987.
- Bonhomme, Jean-Pierre, « Une semaine consacrée au "Patrimoine populaire Montréal" », *La Presse*, 19 août 1993.
- Brisebois, Rhéaume, « Un petit drame de la jungle », *Dimanche Matin*, 19 juillet 1970.
- Bronson, Susan, « Lofty ideals inspire Plateau Mont Royal condo builders », *The Gazette*, 23 septembre 1989.
- Bronwyn, Chester, « Flower power is back in the inner city : grass-roots growers make stand against urban blight », *The Gazette*, 12 octobre 1996.
- Bumbaru, Dinu et Cécile Grenier, « Le mont Royal : symbole d'une vision plus humaine de la ville », *La Presse*, 25 janvier 1986.
- Bumbaru, Dinu, « À 2002, monsieur le maire... », *La Presse*, 20 octobre 1998.
- Bumbaru, Dinu, « L'hospice Auclair, 4220, avenue Henri-Julien », *Place Publique*, juin 1997.
- Cadotte, François, « Coopératives et tours d'habitation : deux mondes qui cohabitent », *Liaison St-Louis*, 26 mars 1986.
- Calvé Julie, « Le marché immobilier sur le Plateau : condo or not condo », *Voir*, 19 juin 1997.
- Calvé, Julie, « Les vieux commerçants du Plateau : Artefacts du temps présent », *Voir*, 19 juin 1997.
- Calvé, Julie, « Michel Depatie : sur un plateau d'argent », *Voir*, 19 juin 1997;

- Carbonneau, Claude, « Un grand projet de la SCHL ajouterait 600 logements coop », *Ensemble*, 1 juin 1979.
- Carducci Casseta, Lisa, « Si on avait détruit Rome... », *La Presse*, 17 juin 1975.
- Carrier, Bernard, « Les plans directeurs des arrondissements de Montréal », *Habitablec*, 18 août 1992.
- Carter, David Giles, « New uses for our landmarks might be a way of saving them », *The Gazette*, 13 juillet 1973.
- Castro, Ricardo.L., « Concrete home expresses strong architectural view : modern intruder in a traditional setting », *The Gazette*, 5 mai 1990.
- Cayouette, Pierre, « La Ville veut désengorger le Plateau Mont-Royal et le Centre-Sud », *Le Devoir*, 5 juin 1993.
- Cazalais, Normand, « Voyages culturels », *Le Devoir*, 31 mai 1996.
- Cellini, Adelia, « Rowdy bar customers anger Plateau residents : want city to do something about noise », *The Gazette*, 18 juillet 1995.
- Chalvin, Solange, « En guise de protestation : des groupes de citoyens occuperont certains parcs à Montréal et Outremont, lundi soir », *Le Devoir*, 20 juin 1970.
- Chalvin, Solange, « Le projet de Cité Concordia : les cris des citoyens se mêlent au fracas des pics démolisseurs », *Le Devoir*, 20 mai 1972.
- Chalvin, Solange, « Les citoyens de St-Louis de France poursuivront leurs démarches pour obtenir des parcs pour leurs enfants », *Le Devoir*, 15 juillet 1970.
- Chalvin, Solange, « Les citoyens de St-Louis de France se révoltent : un mini-parc pour 1500 enfants », *Le Devoir*, 13 juin 1970.
- Chaplin, Diana, « Metro impact may destroy rare 'land from the past' », *The Gazette*, 5 mars 1975.
- Charest, Rémy, « Voir double : sur toutes sortes de questions, Montréal et le reste du Québec se tournent le dos », *Le Devoir*, 17 juin 1993.
- Charron, André, « Le quartier St-Louis proteste contre les édifices en hauteur », *Montréal-Matin*, 12 septembre 1975.
- Chartier, Jean, « Douze conseillers s'attaquent au nouveau règlement d'urbanisme. Les bars du Plateau Mont-Royal sèment la bisbille », *Le Devoir*, 10 août 1994.
- Chartier, Jean, « L'avenir du quartier Centre-Sud reste bouché : la situation est loin de s'améliorer, constatent les citoyens », *Le Devoir*, 31 mai 1996.
- Chartier, Jean, « Les bars du Plateau Mont-Royal sèment la bisbille », *Le Devoir*, 10 août 1994.
- Chartier, Jean, « Montréal s'eupéanise : Feu vert aux bistrot de quartier, Lavallée limite à deux l'ouverture de nouveaux bars sur le Plateau », *Le Devoir*, 19 août 1994.

- Chartier, Jean, « Une stratégie de développement pour le Plateau », *Le Devoir*, 18 août 1994.
- Chartrand, Robert, « Un bien long récit court... Un Objet de beauté, *Michel Tremblay*, Leméac/Actes Sud, 1997, 340 pages », *Le Devoir*, 29 novembre 1997.
- Chélin, Annie, « Exit la vie de quartier! Les voies réservées ont transformé l'avenue du parc en autoroute urbaine », *Le Devoir*, 10 décembre 1992.
- Chénier, André, « L'opération Tournesol est lancée : Montréal sonne le glas de ses vieux hangars », *La Presse*, 6 mai 1980.
- Chouinard, Marcel, « Le centre de Montréal doit être aménagé », *Montréal-Matin*, 3 février 1976.
- Chouinard, Marcel, « Le quartier Saint-Louis menacé par la spéculation », *Montréal-Matin*, 29 mars 1974.
- Chouinard, Marie-Andrée, « L'art à la rue : plus de 80 artistes ont sorti leurs pinceaux et leurs craies pour donner des couleurs à l'asphalte de l'avenue du Mont-Royal », *Le Devoir*, 13 juin 1997.
- Clément, Éric, « Les Cours du Cloître : avoir pignon sur rue...pour pas cher! », *La Presse*, 20 août 1994.
- Cloutier, Laurier, « Dalbour rénove deux [immeubles résidentiels] centenaires dans Milton Park », *La Presse*, 8 juillet 1989.
- Cloutier, Laurier, « La qualité de vie s'installe en ville », *La Presse*, 3 septembre 1983.
- Cloutier, Laurier, « Les rénovations à petits budgets se multiplient dans le Grand Montréal », *La Presse*, 13 janvier 1990.
- Collard, Nathalie, « La gentrification : Yuppies, quels yuppies? » *Voir*, 18 février 1993.
- Constantin, Michaël, « Plateau Mont-Royal : le GIUM fait parler les résidants », *Montréal Campus*, 5 avril 1983.
- Corral, Isabel et Wolfe Joshua, « Two new parks nearly fit the Plateau », *The Gazette*, 28 septembre 1991.
- Côté, Raymond, « Des propriétaires s'élèvent contre les hausses de taxes : une pétition circule », *Liaison St-Louis*, 25 mars 1987.
- Côté, Raymond, « L'Association des résident(e)s se fera plus visible : les secteurs seront représentés », *Liaison St-Louis*, 15 avril 1987.
- Côté, Raymond, « PIQA Bienville : les poteaux disparaîtront », *Liaison St-Louis*, 29 avril 1987.
- Côté, Roch, « La ville par gros temps », *Le Devoir*, 24 mars 1998.

- Coudé-Lord, Michelle, « "Le Plateau Mont-Royal à la loupe" : où les gens sont pauvres et isolés », *Le Journal de Montréal*, 9 avril 1986.
- Couëlle, Jennifer, « Avez-vous vu le parc Éphémère ? », *Le Devoir*, 21 décembre 1995.
- Curran, Peggy, « Montreal, you're my drunk and raucous giant bar ! », *The Gazette*, 19 février 1997.
- Curran, Peggy, « Plateau on hip list », *The Gazette*, 22 octobre 1997.
- Dagenais, Angèle, « \$72 millions pour revitaliser les artères commerciales de Montréal », *Le Devoir*, 21 août 1984.
- Dagenais, Angèle, « Jean Doré prône une réglementation stricte pour l'aménagement du centre-ville », *Le Devoir*, 11 octobre 1984.
- David, Gilbert, « Michel Tremblay, L'amour et le désamour : Messe solennelle pour une pleine lune d'été est créée chez Duceppe dans une mise en scène d'André Brassard », *Le Devoir*, 3 février 1996.
- Déom, Claudine, « Un patrimoine vivant : les arbres de Montréal », *Le Devoir*, 24 octobre 1998.
- Derfel, Aaron, « Homes on shaky ground », *The Gazette*, 11 juin 1997.
- Deschênes, Joanne, « À la découverte du Plateau Mont-Royal », *La Presse*, 21 juin 1996.
- Descôteaux, Bernard, « Démolition gelée, rue J.-Mance », *Le Devoir*, 21 janvier 1975.
- Descôteaux, Bernard, « La rue Bishop a eu sa fête : Montréal refuse de devenir une ville terne », *Le Devoir*, 17 juin 1974.
- Descôteaux, Bernard, « Prenant le RCM de court, l'administration entreprend l'aménagement du centre-ville », *Le Devoir*, 3 février 1976.
- Descôteaux, Bernard, « Sauvons Montréal donnera les outils de la restauration urbaine aux citoyens », *Le Devoir*, 8 août 1975.
- Descôteaux, Bernard, « Un moratoire contre les démolitions », *Le Devoir*, 13 juin 1974.
- Descôteaux, Bernard, « Une commission de Sauvons Montréal pour la conception de l'environnement », *Le Devoir*, 12 mai 1976.
- Descôteaux, Bernard, « Village Saint-Louis et Milton Parc perdront leur caractère de quartiers », *Le Devoir*, 18 mai 1974.
- Descôteaux, Bernard, « Village Saint-Louis et Milton Parc perdront leur caractère de quartiers », *Le Devoir*, 18 mai 1974.
- Desjardins, Louise, « Stimulant économique pour le Plateau Mont-Royal », *Le Journal de Rosemont*, 17 février 1982.

- Desjardins, Stéphane, « Rapports frustrants, Monsieur Jean Doré », *La Presse*, 20 septembre 1991.
- Desrochers, Jeanne, « J'aime bien visiter ma ville comme on visite une ville étrangère », *La Presse*, 22 août 1984.
- Dion, Jean, « Étonnante promenade sur le Plateau Mont-Royal », *La Presse*, 15 novembre 1991.
- Dion, Jean, « Les résidants de "l'autoroute Christophe-Colomb" demandent à la Ville de refaire ses devoirs », *Le Devoir*, 19 juin 1993.
- Doré, Marc, « Montréal : l'ère des gratte-ciel tire à sa fin », *La Presse*, 1 juin 1979.
- Dostie, Bruno, « La Palestre nationale devient la PdA de la nouvelle danse », *La Presse*, 13 avril 1991.
- Dostie, Bruno, « Les cinéphiles devront attendre pour voir Les Trois Montréal de Michel Tremblay : quelques privilégiés ont visionné le film au Salon... », *La Presse*, 20 novembre 1989.
- Doyle, Patrick, « "First city of 21st century" Drapeau's next target », *The Gazette*, 20 janvier 1974.
- Dubé, Frédéric, « Des images de l'Élysée à SoftImage », *Le Devoir*, 17 mai 1995.
- Dubois, Robert, « Centre-ville : une rare concentration de divertissements », *La Presse*, 22 août 1984.
- Dubuc, Jean-Guy, « Les nouvelles amours Ottawa-Québec-Montréal », *La Presse*, 30 mars 1985.
- Dubuc, Madeleine, « Sur le Plateau Mont-Royal [à Montréal] », *La Presse*, 26 octobre 1989.
- Duddin, Jean-Maurice, « \$29 millions pour la revitalisation des rues du centre-ville », *Le Journal de Montréal*, 29 mars 1985.
- Duff, Jocelyn, « À sauvegarder », *La Presse*, 5 novembre 1997.
- Duff, Jocelyn, « La banalisation de l'avenue du Mont-Royal », *La Presse*, 21 avril 1991.
- Duhamel, Alain, « Des engagements financiers de \$29 millions pour Montréal : Québec s'engage dans la revitalisation des artères commerciales de la métropole », *Le Devoir*, 29 mars 1985.
- Duhamel, Alain, « En matière de rénovation urbaine : les Montréalais veulent leur mot à dire », *Le Devoir*, 24 novembre 1982.
- Duhamel, Alain, « Le Montréalais aime encore l'architecture ancienne », *Le Devoir*, 29 novembre 1982.
- Duhamel, Alain, « Le Plateau Mont-Royal : le commerce contribue aussi à la diminution du nombre de logements », *Le Devoir*, 26 novembre 1985.



- Duhamel, Alain, « Le vieux Plateau Mont-Royal », *Le Devoir*, 29 octobre 1979.
- Duhamel, Alain, « Montréal entend protéger la façade des vieux immeubles du plateau Mont-Royal », *Le Devoir*, 22 août 1979.
- Duhamel, Alain, « Selon Jean-Claude Marsan, le plateau Mont-Royal est un exemple d'urbanisme », *Le Devoir*, 9 juin 1977.
- Dumas, Evelyn, Saint-Louis-de-France outcry : citizens' body demands central children's park », *The Montreal Star*, 16 juin 1970.
- Dupaul, Richard, « Avenue Mont-Royal : un vent de renouveau », *La Presse*, 21 mars 1995.
- Favreau, Mariane, « "Les Amis de la montagne" se regroupent : offensive contre le projet de tour sur le mont Royal », *La Presse*, 2 avril 1986.
- Favreau, Mariane, « Droit de propriété aux 19 coopératives d'habitation et autres organismes sans but lucratif de Milton Parc : une première en habitation... », *La Presse*, 5 juillet 1987.
- Favreau, Mariane, « Le Comité conseil opte pour un centre-ville moderne à l'échelle humaine », *La Presse*, 23 août 1990.
- Favreau, Mariane, « Les marchands de l'avenue du Mont-Royal invités à retaper leurs commerces », *La Presse*, 16 mars 1989.
- Favreau, Mariane, « Plan d'aménagement du centre-ville [de Montréal]: le « dynamisme culturel sera privilégié », *La Presse*, 19 septembre 1990.
- Favreau, Marianne, « \$30 millions pour revitaliser le centre-ville », *La Presse*, 29 mars 1985.
- Favreau, Marianne, « Certains résidents du Plateau Mont-Royal auront priorité de stationnement : de Berri à Laval, entre les rues Rachel et Roy », *La Presse*, 17 décembre 1987.
- Favreau, Marianne, « La Maison des amis sera-t-elle démolie ? », *La Presse*, 17 octobre 1988.
- Favreau, Marianne, « Les commerçants de la rue Mont-Royal veulent retrouver les clientèles perdues : la fermeture de l'artère pendant plusieurs mois en 1959 et sa transformation en mail piétonnier en 1971, lui ont été fatales », *La Presse*, 26 mars 1989.
- Favreau, Marianne, « Mont Royal: Montréal consulte la population », *La Presse*, 29 septembre 1987.
- Favreau, Marianne, « Une manne pour les bureau d'études », *La Presse*, 29 janvier 1989.
- Feinberg, Jennifer, « Zoning : our cup runneth over », *Hour*, 14 juillet 1994.
- Feinberg, Jennifer, « City hall : New Plateau bar rules leave opponents angry », *Hour*, 11 août 1994.

- Feinberg, Jennifer, « New Plateau bars rules leave opponents angry », *Hour*, 11 août 1994.
- Ferko, John.L, « Plateau Mont-Royal, vie urbaine et vie de quartier...en harmonie », *Habitablec*, 1 novembre 1991.
- Fine, Philip, « Cyclists get new home », *Hour*, 18 août 1994.
- Fine, Philip, « St. Viateur St. : invigorating mixture makes this a special street », *The Gazette*, 17 décembre 1995.
- Fiorito, Joe, « The Plateau : a Michel Tremblay neighborhood », *The Gazette*, 3 septembre 1995.
- Fortier, Alain, « Selon les invités du Club des Ami-e-s de Liaison St-Louis : le Plateau est encore peu touché par la gentrification », *Liaison St-Louis*, 2 juillet 1986.
- Fortier, Alain, « Selon les panellistes invités du Club des Ami-e-s de Liaison St-Louis : "I have met the enemy ; he is us" », *Liaison St-Louis*, 9 juillet 1986.
- Fortin, Claude-B, « Michel Tremblay boucle la boucle des chroniques du Plateau Mont-Royal avec "le premier quartier de la lune" », *La Presse*, 2 août 1989.
- Fournier, Jean-Pierre, « FRAP blasts city for letting Concordia "uproot the poor" », *Montreal Star*, 16 septembre 1970.
- Gagnon, Martha, « "Je n'ai plus de maison et aucun recours" : les propriétaires de maisons lézardées de Saint-Hubert crient au secours », *La Presse*, 14 mars 1997.
- Garceau, Linda, « Le Plateau Mont-Royal, site d'une transformation intense », *Habitablec*, 9 mars 1990.
- Gauthier, Gilles, « "La coupe est pleine"...de bars et de billards sur le Plateau », *La Presse*, 15 juillet 1994.
- Gauthier, Gilles, « L'université McGill tout près de pouvoir empiéter sur le parc du Mont-Royal », *La Presse*, 6 décembre 1991.
- Gauthier, Natasha, « New brochure touts Plateau as a tourist destination », *The Gazette*, 26 mai 1996.
- Gervais, Raymond, « Le mont Royal bientôt mis à l'abri des projets grandioses », *La Presse*, 11 avril 1987.
- Gilbert, David, « Aux sources du monde disloqué de la rue Fabre », *Le Devoir*, 16 avril 1994.
- Gilbert, David, « Michel Tremblay : L'amour et le désamour », *Le Devoir*, 3 février 1996.
- Gilbert, Nathalie, « À la défense de la Maison des Amis : Manon Forget est aux aguets », *Super Hebdo*, 30 octobre 1988.

- Gilbert, Nathalie, « Démolition de la Maison des Amis du Plateau Mont-Royal : une décision irréversible », *Super Hebdo*, 23 octobre 1988.
- Gilbert, Nathalie, « La Maison des amis reconnue sous peu », *Super Hebdo*, 29 janvier 1989.
- Gilbert, Nathalie, « Les employés et les utilisateurs de la Maison des Amis du plateau Mont-Royal s'opposent à sa démolition », *Super Hebdo*, 16 octobre 1988.
- Girard, Michel, « Milton-Parc : Un quartier complet transformé en logements coopératifs », *La Presse*, 7 juillet 1980.
- Girard, Michel, « Montréal veut préserver l'intégrité architecturale du Plateau Mont-Royal », *La Presse*, 10 juillet 1979.
- Girard, Monique, « Une "tour" sème la panique dans le quartier St-Louis », *Le Jour*, 12 septembre 1975.
- Girard, Yves, « La menace de la spéculation », *La Presse*, 3 avril 1991.
- Goddard, John, « Le coopérative de logements du Parc Milton : Logements convenables, prix raisonnables », *La Presse*, 28 juillet 1981.
- Goyer, François, « M. Lamarre, vous avez une manière d'agir cavalière », *Le Journal de Montréal*, 3 juillet 1984.
- Grimaldi, Francine, « Le premier quartier de la lune [de Michel Tremblay] », *La Presse*, 23 août 1989.
- Grindatto, Stéphanie, « Les Humanistes du Plateau : un mouvement social, pas une secte », *Le Devoir*, 1 août 1995.
- Grindatto, Stéphanie, « Les Humanistes du Plateau », *Le Devoir*, 1 août 1995.
- Gruda, Agnès, « La ville des yuppies », *La Presse*, 9 mars 1991.
- Gruda, Agnès, « Bars barbares ? », *La Presse*, 15 août 1994.
- Gruda, Agnès, « Montréal : \$722 millions d'immobilisations en 3 ans », *La Presse*, 14 septembre 1989.
- Gutknecht, Charles, « La levée du moratoire sur la conversion des logements en "condos" a été annoncée. Habitation : habitez-vous encore chez vous en 1987? », *Liaison St-Louis*, 25 juin 1986.
- Gutknecht, Charles, « Sommet économique de Montréal : rien de neuf pour le logement des aînés », *Liaison St-Louis*, 25 juin 1986.
- Gyulai, Lynda, « Mr. Bourque's neighbourhood », *Montreal Mirror*, 11 janvier 1996.
- Harding, Robert, « Mansion defended », *The Gazette*, 7 juillet 1973.
- Hébert, Casimir, « Le Plateau Mont-Royal à la fourchette : La poésie sur le Plateau », *Guide Mont-Royal*, 19 décembre 1940.

- Hébert, Casimir, « Le Plateau Mont-Royal à la fourchette : Les anciens noms de quelques rues », *Guide Mont-Royal*, 2 ou 5 décembre 1940.
- Hébert, Casimir, « Les concerts en plein air », *Guide Mont-Royal*, 11 septembre 1941.
- Hébert, Casimir, « Les Indiens sur le Plateau », *Guide Mont-Royal*, 5 ou 8 mai 1941.
- Hébert, Claudine, « Devex revitalise le Plateau Mont-Royal », *La Presse*, 12 juillet 1997.
- Hébert, Claudine, « La petite ville dans la grande ville », *La Presse*, 12 juillet 1997.
- Heinrich, Jeff, « Restaurants eating at them : neighbors want old street back », *The Gazette*, 18 novembre 1996.
- Hétu, Richard, « Les vertus de la "gentrification" », *La Presse*, 31 mars 2002.
- Hotte, Michel, « Quartier Saint-Louis : expulsion massive de locataires », *La Presse*, 17 mai 1979.
- J.-H.R., « Cahier spécial Plateau : L'énigme Plateau », *Voir*, 18 février 1993.
- Jarjoura, Katia, « La genèse du quartier / The genesis of a neighbourhood », *Place Publique*, mai 1997.
- Kanovsky, Evelyn, « Citizens ready to clean lots », *The Montreal Star*, 11 juillet 1970.
- Kanovsky, Evelyn, « Police put hasty end to park project », *The Montreal Star*, 14 juillet 1970.
- Karon, Dan, « Dumping action pays off : "clean up" residents to get two parks », *The Gazette*, 18 juillet 1970.
- King, Annabelle, « Back to the Plateau », *The Gazette*, 7 août 1997.
- King, Annabelle, « Working Wonders », *The Gazette*, 15 mars 1993.
- Kirk, Jackie, « Via le passé : rue Saint-Urbain / Via the past : rue Saint-Urbain », *Place Publique*, août 1997.
- Klein, Robert, « Via le passé : l'avenue des Pins / Via the past : Pine Avenue », *Place Publique*, 11 septembre 1997.
- L'Heureux, Daniel, « Des citoyens veulent nettoyer un terrain vacant, mais la police de Montréal intervient », *La Presse*, 14 juillet 1970.
- Laberge, Yvon, « "Nous essayons en maudit !" : Pierre Gagnier réplique aux commerçants qui se plaignent de ne pas être écoutés », *La Presse*, 13 juillet 1995.
- Laberge, Yvon, « "À l'hôtel de ville, on ne nous écoute pas" : des commerçants se plaignent d'être ignorés par le maire Bourque », *La Presse*, 8 juillet 1995.
- Laberge, Yvon, « À pied le Plateau ! », *La Presse*, 16 juin 1995.

- Laberge, Yvon, « Avenue du Mont-Royal : lifting automnal sans perdre la face ? » *La Presse*, 8 juin 1995.
- Laberge, Yvon, « Des propriétaires de maisons lézardées du Plateau Mont-Royal réclament l'aide de l'État », *La Presse*, 21 novembre 1996.
- Laberge, Yvon, « Le Plateau Mont-Royal est un quartier à la mode », *La Presse*, 30 mars 1997.
- Laberge, Yvon, « Montréal contingente l'implantation de nouveaux restaurants au Plateau », *La Presse*, 14 décembre 1996.
- Laberge, Yvon, « Subventions au développement économique et communautaire », *La Presse*, 1 juin 1996.
- Laberge, Yvon, « Un avant-goût sur St-Laurent et Prince-Arthur : plan d'aménagement du Plateau Mont-Royal », *La Presse*, 23 juillet 1981.
- Labrecque, Marie, « Les vieux commerces du Plateau : où sont les belles années? » *Voir*, 18 février 1993.
- Labrosse, Serge, « Les locataires demandent l'arrêt des conversions de logements en condominiums », *Le Journal de Montréal*, 29 octobre 1986.
- Lalonde, Michelle, « City to spend \$560 million on projects », *The Gazette*, 15 septembre 1994.
- Lalonde, Michelle, « Plateau residents fighting plan for more bars along Main : people say they're tired of picking up after noisy, drunk and messy bar-hoppers », *The Gazette*, 15 juillet 1994.
- Lalonde, Michelle, « Urban plan clears first reading at city council meet », *The Gazette*, 25 juin 1994.
- Lalonde, Michelle, « Vision Montreal candidates join fight against Plateau bars », *The Gazette*, 4 août 1994.
- Lambert, Phyllis, « Le citoyen doit demeurer au coeur de la revitalisation de sa ville », *La Presse*, 18 octobre 1994.
- Lamey, Mary, « A home for the hip : rooted in the industrial past, lofts are a booming part of realty's present », *The Gazette*, 18 avril 1997.
- Lamey, Mary, « Building boom hits Plateau : the sound of hammers shakes Mile End and trendy Plateau Mont Royal », *The Gazette*, 20 septembre 1996.
- Lamey, Mary, « Open-house at city projects worth a look », *The Gazette*, 21 mars 1997.
- Lamey, Mary, « Staying home : loft-owners fight plan to convert units to condos », *The Gazette*, 30 avril 1994.
- Lamey, Mary, « This is fine time to be prowling the Plateau for condo bargains », *The Gazette*, 10 septembre 1993.

- Lanken, Dane, « Citizens lead the fight to save Montreal's past », *The Gazette*, 16 février 1976.
- Lanken, Dane, « Death knell peals for "slice of life" Sherbrooke street », *The Gazette*, 18 mai 1974.
- Lanken, Dane, « We have history carved in stone for how long ? », *The Gazette*, 16 mars 1974.
- Lanken, Dane, « We'll save Montreal, civic groups vow », *The Gazette*, 11 octobre 1973.
- Lanken, Peter, « Montreal has the lowest standards of planning architecture and construction in Canada », *The Montreal Star*, 3 janvier 1975.
- Laprade, Yvon, « Les chambreurs du Plateau partent en guerre », *Le Journal de Montréal*, 10 octobre 1986.
- Larue, Monique et Chassay, Jean-François, « Promenades littéraires dans Montréal : le Plateau Mont-Royal et le charme baroque de ses escaliers », *La Presse*, 10 décembre 1989.
- Larue, Monique, en collaboration avec Chasse Jean-François, « Le Plateau Mont-Royal et le charme baroque de ses escaliers », *La Presse*, 10 décembre 1989.
- Laurent, René, « Curb on grown planned by city », *The Gazette*, 3 février 1976.
- Laurent, Rene, « Jeanne Mance block six months more », *The Gazette*, 21 janvier 1975.
- Laurent, René, « St. Louis area to be revitalized by renewal project », *The Gazette*, 5 novembre 1976.
- Le Comité de rédaction, « Le cas Laferrière : L'engagement social des spéculateurs », *Liaison St-Louis*, 26 mars 1986.
- Le comité des citoyens de Saint-Louis-de-France et Luc Roy, « Les citoyens du centre-ville aux dirigeants municipaux : avant d'investir dans les jeux olympiques, donnez des parcs à nos enfants ! », *Québec-Press*, 26 juillet 1970.
- Lebel, Andrée, « Faire des courses : Avenue Laurier entre Saint-Laurent et Côte-Sainte-Catherine », *La Presse*, 12 août 1994.
- Lebel, Andrée, « Faire des courses : Boulevard Saint-Laurent entre Sherbrooke et Mont-Royal », *La Presse*, 19 août 1994.
- Leblanc, Gérald, « Un engagement solennel de Claude Dupras : rien ne sera bâti sur le mont Royal », *La Presse*, 26 juillet 1986.
- Leblanc, Gérald, « Question de mémoire », *La Presse*, 7 février 1990.
- Leblanc, Gérald, « Un parc latino-québécois, comme le fiston Olivier », *La Presse*, 5 octobre 1991.
- Leblanc, Gérald, « Une ville ambiguë », *La Presse*, 19 septembre 1988.

- Leclerc, Jean-Claude, « L'empire de gratte-ciel et des terrains de stationnement va-t-il finir par détruire toute trace de vie humaine au centre-ville », *Le Devoir*, 1973.
- Leclerc, Jean-Claude, « Pour panser les plaies de Montréal », *Le Devoir*, 29 novembre 1974.
- Leclerc, Jean-Claude, « L'Opération 10 000 chambres », *Le Devoir*, 14 octobre 1986.
- Leduc, Louise, « Univers d'écriture. Ma banlieue, ma ménagerie! Dominique Demers, entre famille et travail », *Le Devoir*, 29 juin 1996.
- Lefebvre, Urgel, « Appel aux candidats : "Sauvons Montréal" », *Le Devoir*, 29 septembre 1973.
- Léger, Marie-France, « Rue Clark, des ateliers devenus appartements », *La Presse*, 7 mai 1994.
- Lessard, Denis, « Le centre-ville de Montréal s'"embourgeoise", confirme une étude de la Société d'habitation », *La Presse*, 6 mars 1991.
- Léveillé, Gilles, « Dans les terrains vagues malpropres : la ville enverra des éboueurs, non des policiers », *Le Devoir*, 17 juillet 1970.
- Lévesque, Kathleen, « Colère contre un bar : la clientèle enjouée risque de bousculer le calme d'un quartier résidentiel », *Le Devoir*, 15 mai 1995.
- Lévesque, Kathleen, « Le projet Softimage : Requiem pour l'Élysée », *Le Devoir*, 11 avril 1995.
- Lévesque, Kathleen, « Entrevue avec le premier citoyen de Montréal : Doré, le maire qui vit sa ville "dans ses tripes" », *Le Devoir*, 2 août 1994.
- Lévesque, Kathleen, « La rue Mont-Royal veut freiner les fuites commerciales », *Le Devoir*, 4 août 1993.
- Lévesque, Kathleen, « Oups ! l'Espace Go n'a pas de permis : le conseil municipal n'a pas encore modifié le zonage », *Le Devoir*, 13 mai 1994.
- Lévesque, Kathleen, « Trop de bars sur le boulevard Saint-Laurent ? Vision Montréal se joint à la "la coupe est pleine" », *Le Devoir*, 4 août 1994.
- Lévesque, Kathleen, « Feu vert à un projet immobilier de 10 millions \$ : l'agrandissement des locaux de Softimage est acquis », *Le Devoir*, 5 avril 1995.
- Lévesque, Robert, « D'Écosse, une grande production des Belles-sœurs », *Le Devoir*, 2 octobre 1992.
- Lévesque, Robert, « Le coeur éclaté », *Le Devoir*, 12 juin 1993.
- Lévesque, Robert, « Les grandes langues des Belles-sœurs », *Le Devoir*, 29 septembre 1992.



- Lévesque, Robert, « L'homosexualité tranquille : La Nuit des princes charmant, Michel Tremblay, Leméac/Actes Sud, 221 pages », *Le Devoir*, 23 septembre 1993.
- Lévesque, Robert, « Michel Tremblay au milieu de son monde », *Le Devoir*, 31 août 1993.
- Lévesque, Robert, « Michel Tremblay reçoit le prix Molson du Conseil des arts », *Le Devoir*, 31 mars 1995.
- Lévesque, Robert, « Pleure pas, Germaine », *Le Devoir*, 19 février 1993.
- Lightball, Alice M.A, « Have we lost our love for a beautiful city to the music of cement mixers and wreckers? », *The Montreal Star*, 25 juillet 1973.
- [L]ocasse, Roger, « Pour relier le Mont-Royal au parc Lafontaine : Montréal aura ses Champs-Élysées », *La Patrie*, semaine du 6 juin 1971.
- M., C., « Le Carré Saint-Louis envahi par les citoyens du quartier », *Montréal-Matin*, 24 mai 1974.
- MacVicar, Sheila, « St. Louis blues on park plan », *The Gazette*, 3 novembre 1975.
- Marchand, Denys, « Vivre en milieu urbain : l'équilibre entre la ville et les banlieues passe par un réinvestissement de l'habitat dans les quartiers centraux », *Le Devoir*, 26 octobre 1996.
- Marinie, Ariele, « Rue Prince Arthur, le Montréal insolite », *Le Devoir*, 12 juin 1975.
- Marsan, Jean-Claude, « Comment arrêter les démolitions inutiles au centre », *Le Devoir*, 8 février 1975.
- Marsan, Jean-Claude, « La fierté a-t-elle encore sa ville », *Le Devoir*, 5 mai 1984.
- Marsan, Jean-Claude, « Le centre d'une ville bombardée », *Le Devoir*, 11 janvier 1975.
- Marsan, Jean-Claude, « Plaidoyer pour la fantaisie », *Le Devoir*, 9 août 1985.
- Marsan, Jean-Claude, « Pour la création d'un milieu authentique », *Le Devoir*, 14 juin 1972.
- Marsan, Jean-Claude, « Pour une politique à long terme », *Le Devoir*, 13 mars 1972.
- Marsan, Jean-Claude, « Voir Montréal : la maison type », *Le Devoir*, 31 août 1992.
- Marsolais, Claude-V., « Métro Mont-Royal : modifications proposées », *La Presse*, 16 octobre 1996.
- Marsolais, Claude-V., « À l'abandon depuis deux ans, l'Académie de Lorimier sera transformée en immeuble à logements à louer », *La Presse*, 26 février 1997.
- Marsolais, Claude-V., « Avenue du Mont-Royal : accord pour limiter les restaurants », *La Presse*, 22 janvier 1997.

- Marsolais, Claude-V., « Dans le ventre de la Ville : les travaux de réfection de l'égout collecteur du quartier Plateau Mont-Royal vont bon train », *La Presse*, 26 juin 1995.
- Marsolais, Claude-V., « Des projets d'habitation dans l'immense terrain vague des sœurs du Bon Pasteur », *La Presse*, 10 janvier 1996.
- Marsolais, Claude-V., « Des résidants du Plateau contestent une modification de zonage », *La Presse*, 19 juin 1997.
- Marsolais, Claude-V., « La "Ste-Cath" revivra...comme avant la récession », *La Presse*, 20 juin 1995.
- Marsolais, Claude-V., « Le réaménagement de la place du métro Mont-Royal coûtera 1,7 million », *La Presse*, 28 septembre 1996.
- Marsolais, Claude-V., « Le terrain vague du métro Mont-Royal transformé en espace public ? Un groupe formé de représentants du quartier a proposé à la Ville un ambitieux projet de réaménagement de ce secteur », *La Presse*, 22 mars 1995.
- Marsolais, Claude-V., « Maxi menace les commerces de la rue Masson : une étude d'impact montre les effets néfastes du mégacentre qui s'installera sur les terrains Angus », *La Presse*, 28 mai 1997.
- Marsolais, Claude-V., « Plus aucune limite de superficie pour les bars du centre-ville de Montréal », *La Presse*, 18 février 1997.
- Marsolais, Claude-V., « Rue résidentielle, bruits d'enfer », *La Presse*, 22 octobre 1996.
- Marsolais, Daniel, « Cosmopolite et très densément peuplé : Saint-Louis où l'on perçoit l'inconfort de la différence », *La Presse*, 4 octobre 1982.
- Martin, Andrée, « Formes : les couleurs de Montréal », *Le Devoir*, 17 février 1996.
- Maskoulis, Julia, « Jeanne Mance fate up to Hardy », *The Gazette*, 30 juin 1975.
- Masse, Denis, « Le "new look" est mal vu par les résidants du Plateau Mont-Royal », *La Presse*, 24 octobre 1982.
- Masse, Denis, « Le Plateau Mont-Royal : un nouveau visage qui plait. Les jeunes y reviennent », *La Presse*, 12 octobre 1982.
- Masse, Denis, « Opération Tournesol : déjà 2,186 hangars sont tombés sous le pic des démolisseurs », *La Presse*, 2 septembre 1980.
- Masse, Denis, « Selon le groupe d'intervention urbaine : profondes mutations et lacunes dans le centre-ville de Montréal », *La Presse*, 26 novembre 1985.
- McGovern, Sheila, « The Plateau as tourist Mecca », *The Gazette*, 14 octobre 1997.
- Michaud, Yves, « Pitié pour le couvent », *Le Jour*, 3 juin 1975.
- Millette, Réjean, « Marché immobilier : le Plateau Mont-Royal...un quartier de locataires », *Habitaec Montréal*, 14 juin 1985.

- Milstein, Moses, « Memories of Montreal - and richness », *The Globe and Mail*, 28 avril 1998.
- Mitchell, Beverly, « N.D.G.: a "goodplace to taste the two cultures" », *The Gazette*, 6 juin 1987.
- Moissan, Stéphane, « La ville se donne une âme nouvelle », *La Presse*, 5 mai 1977.
- Montpetit, Caroline, « La station Mont-Royal pourra se refaire une beauté », *Le Devoir*, 22 mars 1995.
- Morin, Eloise, « City aid to landlords blamed for chasing poor from homes », *The Gazette*, 4 février 1984.
- Morton, Jill, « No more bars for troubled Plateau », *The Gazette*, 10 août 1994.
- Myles, Brian, « Des "tous à 1 \$" aux petits restos-bars branchés : l'avenue du Mont-Royal prend du ventre », *Le Devoir*, 22 juin 1996.
- Myles, Brian, « L'avenue du Mont-Royal prend du ventre. Les restaurants poussent comme des champignons. En quantités indigestes, disent les résidents du Plateau », *Le Devoir*, 22 juin 1996.
- N., G., « Le parc Lafontaine va être réaménagé en 3 ans. Le Plateau va profiter des \$7 millions consacrés à la réfection des trottoirs », *Super Hebdo*, 16 octobre 1988.
- Nadeau, Jean-Benoit, « Babylon Français : eclectic nightlife has something for everyone », *The Globe and Mail*, 4 novembre 1997.
- Nadeau, Michel, « Le centre-ville témoigne de l'urgence d'une politique plus rationnelle », *Le Devoir*, 24 janvier 1976.
- Nadeau, Michel, « Montréal, 1<sup>ère</sup> ville du monde ? », *Le Devoir*, 20 janvier 1974.
- Nerenberg, Albert, « Drug culture found among the wilds of Sherbrooke Forest », *The Gazette*, 19 juillet 1991.
- Nicholson, Mona, « Montréal doit retenir la leçon d'Ottawa », *Le Devoir*, 16 mai 1973.
- Noël, André, « Députés inquiets des commerces de grandes surfaces », *La Presse*, 17 décembre 1996.
- Normand, Gilles, « "L'incendie, c'est payant, très payant" », *La Presse*, 4 juin 1977.
- Ocasse, Roger, « Pour relier le Mont-Royal au Parc Lafontaine : Montréal aura ses Champs-Élysées », *La Patrie*, semaine du 6 juin 1971.
- Paré, Isabelle, « Projet de stationnement prioritaire : les résidents du Plateau ont assez fait de compromis », *Le Devoir*, 25 novembre 1987.
- Paré, Isabelle, « Québec ajoute 5 millions \$ pour le développement des quartiers démunis de Montréal », *Le Devoir*, 27 juin 1990.
- Paré, Jean, « Avez-vous le goût de Montréal ? », *L'Actualité*, décembre 1981.

- Patry, Jean, « Dans quel quartier débarquez-vous? », *Liaison St-Louis*, 2 juillet 1986.
- Pelchat, Martin, « Montréal entend réaliser des investissements de plus d'un demi-milliard », *La Presse*, 15 septembre 1994.
- Pelletier, Francine, « ...et le logement social, bordel ? », *La Presse*, 11 avril 1992.
- Pelletier, Réal, « Faire des courses : Avenue du Mont-Royal entre Saint-Hubert et Iberville », *La Presse*, 22 juillet 1994.
- Pelletier, Réal, « Faire des courses : Avenue du Mont-Royal entre du Parc et Saint-Hubert », *La Presse*, 15 juillet 1994.
- Pépin, André, « 450 des 15000 derniers hangars seront démolis », *La Presse*, 4 février 1995.
- Peritz, Ingrid, « City has last say on changes to "heritage" homes », *The Gazette*, 16 septembre 1987.
- Perreault, Mathieu, « Attirer des familles sur le Plateau », *La Presse*, 31 mai 1996.
- Perreault, Mathieu, « Brique et mansardes, rue Rachel », *La Presse*, 1 février 1997.
- Perreault, Mathieu, « Quartiers en lutte contre l'étalement urbain », *La Presse*, 21 mai 1996.
- Perron, Lévi, « Une ville que l'on ampute chaque jour davantage de sa beauté », *Le Devoir*, 12 février 1975.
- Pérusse, Daniel, « Macramé Power : Improbable ghetto de la contre-culture québécoise, le Plateau Mont-Royal vit à l'heure du granola », *L'Actualité*, décembre 1981.
- Piazza, François, « Le Plateau n'est plus le même », *Le Devoir*, 22 juin 1996.
- Piazza, François, « Un piège à cons ! », *La Presse*, 3 juin 1996.
- Picard, André, « When do alcohol, people cease to mix? », *The Globe and Mail*, 17 août 1994.
- Picard, André, « "It's exactly what a street should be". City Streets, a celebration of urban life », *The Globe and Mail*, 10 août 1991.
- Picard, André, « When do alcohol, people cease to mix ? », *The Globe and Mail*, 17 août 1994.
- Picher, Claude, « L'éclatement du centre-ville n'est pas près de prendre fin », *Montréal-Matin*, 18 mars 1975.
- Piette, François, « L'association des résidants et résidentes du Plateau prépare une première offensive », *Guide Mont-Royal*, 12 juin 1985.
- Piette, François, « Le Plateau Mont-Royal à la loupe : encore beaucoup de misère dans le quartier », *Guide Mont-Royal*, 26 mars 1986.
- Pineau, Yann, « L'ouverture appréhendée d'un bar-billard réveille les craintes des gens du Plateau », *La Presse*, 11 août 1994.

- Pineau, Yann, « Les bars-billards de Montréal soumis aux mêmes règles que les bars », *La Presse*, 19 août 1994.
- Pineau, Yann, « Les citoyens du Plateau craignent néanmoins l'implantation de bars déguisés dans le secteur », *La Presse*, 10 août 1994.
- Plante, Carole et Réjean Legault, « L'avenir du Plateau Mont-Royal », *La Presse*, 5 juillet 1985.
- Pontbriand, Claire, « Sondage du GIUM, les résidents parlent de leur quartier », *Liaison St-Louis*, s.d (probablement novembre 1982).
- Poronovich, Walter, « Save Montreal urges halt to demolition », *The Montreal Star*, 31 mai 1976.
- Poullaouec-Gonidec, Philipe et François Tremblay, « Ressources patrimoniales : Mythes et fantasmes du paysage québécois : une réflexion sur les paysages devra tenir compte des valeurs inhérentes à un milieu », *Le Devoir*, 12 mai 1997.
- Pratte, André, « Montréal, un "success story" ethnique », *La Presse*, 21 mars 1996.
- Preville, Philip, « The Plateau in decline? », *Montreal Mirror*, 6 novembre 1997.
- Provencher, Normand, « Save Montreal commission to hear citizens' opinions », *The Montreal Star*, 12 mai 1976.
- Provost, Gilles, « Sauvons Montréal se propose de harceler les démolisseurs », *Le Devoir*, 10 janvier 1975.
- R., AG., « Selon des associations de citoyens du quartier : le Carré St-Louis, c'est l'affaire d'artistes et de propriétaires ! », *Le Jour*, 29 mars 1974.
- Ravinel, Hubert de, « Vieillir heureux chez soi : un village dans la ville, [le secteur Milton Parc, situé tout près du centre-ville de Montréal...] » *La Presse*, 18 octobre 1986.
- Réginald, Harvey, « Île de Montréal : une île urbaine baignée de verdure », *Le Devoir*, 1 mai 1999.
- Renaud, Louise, « Mile-End, cosmopolite et non-violent », *Saint-Louis/Mile-End*, 6 avril 1996.
- Riar, Inderbir S., « Inner-city affordable », *The Gazette*, 11 janvier 1997.
- Richard, Pierre, « Nomination dans St-Louis : le président du FRAP attaque violemment le projet Concordia », *Le Devoir*, 16 septembre 1970.
- Rivard, Sylvie, « Plein air en ville : les dessous du Plateau », *Voir*, 30 avril 1998.
- Rivard, Sylvie, « Tourisme sur le Plateau : Plateauland », *Voir*, 19 juin 1997.
- Rivière Daniel, « Dossier noir du FRAPRU : la gentrification a un quartier », *Liaison St-Louis*, 8 avril 1987.

- Rivière, Daniel, « Habitations Communautaires Vie Urbaine : une société populaire pour contrer les spéculateurs », *Liaison St-Louis*, 12 mars 1986.
- Rivière, Daniel, « Quand le Parti québécois parle de souveraineté aux membres des communautés culturelles du Québec », *Saint-Louis/Mile-End*, 20 octobre 1991.
- Roberge, François, « Le centre-ville ne veut pas mourir : 1) Les coûts humains d'un rêve », *Le Devoir*, 11 septembre 1978.
- Roberge, François, « Le centre-ville ne veut pas mourir : 2) Retour au village », *Le Devoir*, 18 septembre 1978.
- Roberge, François, « Le centre-ville ne veut pas mourir : 3) Un quartier qui renaît de ses ruines », *Le Devoir*, 25 septembre 1978.
- Roberge, François, « Le centre-ville ne veut pas mourir : 4) Les villages du Plateau Mont-Royal », *Le Devoir*, 2 octobre 1978.
- Roberge, François, « Le centre-ville ne veut pas mourir : 5) Que faire du vieux quartier ? », *Le Devoir*, 10 octobre 1978.
- Rochette, Guy, « Saint-Louis : nouvelle étape dans la lutte pour sauver le quartier », *Le Jour*, 12 septembre 1975.
- Roden, Danny, « Citizens irked at city : police break up cleaning bee », *The Gazette*, 14 juillet 1970.
- Rose, Peter, « Retrouver dans son histoire les principes d'harmonie », *Le Devoir*, 29 septembre 1984.
- Rousseau, Paul-André, « Plateau Mont-Royal : un vieux quartier qui fait place aux jeunes », *Le Journal de Montréal*, 11 août 1984.
- Roussopoulos, Dimitri, « Zoning changes needed to combat superstores / Le sort de nos quartier face aux magasins à grand surface », *Place Publique*, juillet 1997.
- Roux, Jacques, « À l'Hôtel de ville / Inside City Hall », *Place Publique*, novembre 1996.
- Roy, Jean-Hugues, « Brève histoire du Plateau : Retour vers le futur », *Voir*, 18 février 1993.
- Roy, Jean-Hugues, « L'incubateur culturel : tué dans l'œuf », *Voir*, 5 décembre 1991.
- Roy, Jean-Hugues, « La Main imaginaire : de Ducharme à Richler », *Voir*, 16 septembre 1993.
- Roy, Jean-Hugues, « La reprise, prise deux », *Voir*, 3 janvier 1992.
- Roy, Paul, « La fin de "l'autoroute Christophe-Colomb" », *La Presse*, 22 juin 1996.
- Sansfaçon, Jean-Robert, « Les beaux bars du Plateau », *Le Devoir*, 11 août 1994.
- Sansfaçon, Jean-Robert, « D'hier à aujourd'hui », *Le Devoir*, 8 janvier 1993.
- Saper, Shana, « Montreal neighborhood gets makeover », *The Globe and Mail*, 15 mars 1983.

- Scott, Marian, « Remember the Main : it may never be the same », *The Gazette*, 23 octobre 1986.
- Scott, Marian, « The "livable, breathable house" : Triplex - with its outside stair case - is unique to Montreal », *The Gazette*, 21 avril 1994.
- Scully, Robert-Guy, « Montréal ville laide », *Le Devoir*, 21 août 1973.
- Scully, Robert-Guy, « Sauvons vraiment Montréal », *Le Devoir*, 1 octobre 1973.
- Sénécal, Gilles, « La rue St-Hubert était belle », *Le Devoir*, 9 juillet 1981.
- Sicotte, Anne-Marie, « Louise Dussault à Liaison St-Louis : s'exprimer autrement », *Liaison St-Louis*, 1 avril 1987.
- Soulié, Jean-Paul, « Projet de six pistes de ski sur le mont Royal », *La Presse*, 17 juin 1986.
- Soulié, Jean-Paul, « La clé de la rénovation urbaine se trouve dans la constitution de banques de logements neufs », *La Presse*, 5 juin 1971.
- Soumis, Laurent, « Une coalition veut faire interdire la conversion des logements locatifs en condos », *Le Devoir*, 29 octobre 1986.
- Stewart, Lyle, « Plateau plan : bar increase put on hold », *Montreal Mirror*, 11 août 1994.
- Stez, M. et Bernier, D., « La restauration domiciliaire : se fait-elle à Montréal au dépend de la population ? », *Le Devoir*, 21 août 1981.
- Tadros, Jean-Pierre, « Le patrimoine historique est détruit avec ou sans permis », *Le Jour*, 23 novembre 1974.
- Thériault, Robert, « Michel Prescott : avant tout pour le quartier », *Liaison St-Louis*, 1 avril 1987.
- Thériault, Robert, « Toujours moins de logements locatifs », *Liaison St-Louis*, 8 avril 1987.
- Thériault, Robert, « Un petit poumon vert », *Liaison St-Louis*, 22 avril 1987.
- Thompson, Elizabeth, « Plan would wilt St. Urbain St.'s urban Eden », *The Gazette*, 28 août 1992.
- Todd, Jack, « Plateau Mont-Royal North : melting pot where east meets west », *The Gazette*, 23 mai 1987.
- Trait, Jean-Claude, « Milton-Parc : le nombre des grévistes de la faim augmente », *La Presse*, 14 juin 1972.
- Trait, Jean-Claude, « Onze citoyens de Milton Parc entreprennent la grève de la faim », *La Presse*, 10 juin 1972.
- Tremblay, Gilles, « Des maisons historiques seront peut-être sauvées », *La Presse*, 22 juillet 1974.
- Tremblay, Odile, « Les plateaux du Plateau », *Le Devoir*, 10 octobre 1998.



- Tremblay, Odile, « Un autre cinéma de répertoire en moins », *Le Devoir*, 12 avril 1995.
- Trottier, Éric, « Des gens du Plateau réclament un "Carrefour des poètes" : un projet de réaménagement de la station de métro Mont-Royal qui diffère de celui de la Ville », *La Presse*, 26 mai 1997.
- Truffaut, Serge, « Dans la grande région de Montréal : le taux d'inoccupation varie de 3..à 11 % », *Le Devoir*, 15 février 1997.
- Truffaut, Serge, « La peur qui chassait les arbres : le projet de réaménagement de la station de métro Mont-Royal s'est heurté à un mur de craintes », *Le Devoir*, 26 février 1997.
- Truffaut, Serge, « Le carré de la boulange : tous les pains possibles et inimaginables existent avenue du Mont-Royal », *Le Devoir*, 5 septembre 1996.
- Truffaut, Serge, « Le Plateau est cher : le marché pour deuxièmes acheteurs est responsable de la surévaluation des propriétés », *Le Devoir*, 23 mars 1996.
- Truffaut, Serge, « Le Plateau Mont-Royal et ses architectures singulières », *Le Devoir*, 16 mars 1996.
- Truffaut, Serge, « Le Plateau Mont-Royal, quartier canaille », *Le Devoir*, 13 septembre 1986.
- Truffaut, Serge, « Le Plateau Mont-Royal, un quartier canaille même dans les prix », *Le Devoir*, 8 juin 1991.
- Truffaut, Serge, « Le taux d'inoccupation varie de 3...à 11% : Seulement 2,8% de logements sont inoccupés à Westmount, contre 9% à Longueuil », *Le Devoir*, 15 février 1997.
- Truffaut, Serge, « Le tourisme culturel est florissant à Montréal », *Le Devoir*, 25 juillet 1998.
- Truffaut, Serge, « Un beau quartier, futé en plus : Rosemont a emprunté plusieurs de ses éléments distinctifs », *Le Devoir*, 18 mai 1996.
- Vaillancourt, Julie, « Un plaidoyer pour le ciment », *La Presse*, 15 septembre 1993.
- Vennat, Pierre, « L'expérience de rénovation du Mile-End a échoué », *La Presse*, 27 novembre 1969.
- Venne, Michel, « L'Association des résidents s'inquiète : la spéculation provoque des hausses de taxes », *Liaison St-Louis*, 26 mars 1986.
- Venne, Michel, « Que sont les granolas devenus », *Liaison St-Louis*, 25 mars 1987.
- Venne, Michel, « Sommet économique de Montréal », *Liaison St-Louis*, 25 juin 1986.
- Venne, Michel, « Spéculer ? », *Liaison St-Louis*, 26 mars 1986.
- Wimhurst, David, « Plateau residents protest in the streets to let city hall know that they're fed up », *The Gazette*, 25 juin 1985.

Wolf, Joshua, « Métro site getting makeover everyone likes », *The Gazette*, 26 octobre 1996.

Wolfe, Joshua, « Pour mieux protéger le patrimoine urbain », *La Presse*, 27 janvier 1989.

Zacharias, Yvonne, « On shaky ground: homeowners seek aid as houses sink », *The Gazette*, 21 novembre 1996.

#### Articles de presse sans noms d'auteurs

(Illisible), « Ces nouveaux voisins... », *Guide Mont-Royal*, 4 septembre 1985.

« A Saint-Louis de France : les citoyens ont dramatiquement exposé leur besoin d'un parc », *Montréal-Matin*, 15 juillet 1970.

« Bars, flics et sécurité », *Voir*, 4 août 1994.

« Les bars du Plateau », *La Presse*, 4 août 1994.

« Montréal : deux projets de zonage en veilleuse », *La Presse*, 2 mars 1976.

« Programme triennal d'immobilisations 1992-1994 : investissements prévus de 36 218 millions \$ pour l'arrondissement », *St-Louis/Mile-End*, 20 octobre 1991.

« Question of the week : should city allow more bars on Plateau Mont-Royal? », *The Gazette*, 17 juillet 1994.

« "Sauvons Montréal" invite à manifester contre la dégradation du centre-ville », *La Presse*, 24 octobre 1975.

« "Sauvons nos logements" demande qu'on protège les droits des assistés sociaux », *La Presse*, 29 octobre 1986.

« 10 organismes populaires se portent à la défense du quartier St-Louis », *Le Devoir*, 29 mars 1974.

« A civic bungle », *The Montreal Star*, 15 juillet 1970.

« À la défense de "son quartier"... "Les citoyens devront agir" », *La Presse*, 17 octobre 1974.

« À son tour, Espace Go s'installera dans un théâtre neuf, en janvier », *La Presse*, 10 mai 1994.

« Angle Cherrier et Saint-Laurent », *La Presse*, 2 octobre 1994.

« Architecture et collectivité : un cas », *La Presse*, 14 septembre 1996.

« Artists do it in the road : street-art project on Mont-Royal », *The Gazette*, 12 juin 1997.

« Aucun danger pour le carré Saint-Louis », *La Presse*, 31 octobre 1974.

- « Avenue Mont-Royal : des devantures de commerces à revamper », *Le Journal de Montréal*, 16 mars 1989.
- « Bars in Plateau add urban charm : but rowdy bar-life will ruin area for residents », *The Gazette*, 11 août 1994.
- « Bars, flics et sécurité : vos réactions », *Voir*, 4 août 1994.
- « Best Neighbourhood », *Montreal Mirror*, 30 avril 1998.
- « Building history », *The Montreal Star*, 21 décembre 1970.
- « Bye bye banlieue! », *La Presse*, 18 septembre 1994.
- « Campagne d'information auprès des locataires et petits propriétaires pour le RCM -Plateau Mont-Royal », *Guide Mont-Royal*, 19 février 1986.
- « Cette fois les Voisins de la rue Duluth sont très sérieux », *La Presse*, 30 avril 1983.
- « Circuit sur le Plateau », *La Presse*, 15 juin 1996.
- « City haul », *Montreal Mirror*, 19 septembre 1996.
- « Concours pour les "articulateurs", du Plateau Mont-Royal », *La Presse*, 17 mars 1996.
- « Culture in Quebec », *The Gazette*, 12 juillet 1973.
- « Dans le Plateau Mont-Royal, on est 86,000, faut s'imposer ! », *Guide Mont-Royal*, 22 mai 1985.
- « Dans le quartier Saint-Louis : les Portugais manifestent à leur tour contre la spéculation foncière », *Le Devoir*, 12 septembre 1975.
- « Découvrir le Plateau Mont-Royal », *La Presse*, 21 juin 1997.
- « Des citoyens de St-Louis sur un comité de démolition », *Montréal-Matin*, 24 septembre 1975.
- « Des pasteurs du Plateau s'inquiètent de la situation du logement...et organisent une assemblée d'information », *Liaison St-Louis*, 26 février 1986.
- « Despair, gaiety mix in St.Louis », *The Montreal Star*, 28 octobre 1974.
- « Deux agences sociales demandent que l'assemblée nationale garantisse par une loi les droits des résidents du secteur Milton-Parc », *Le Devoir*, 18 décembre 1969.
- « Face au projet Concordia, McGill pourrait venir à l'aide des citoyens de Milton-Park », *Le Devoir*, 30 août 1969.
- « Héritage Montréal demande à la Ville de consulter la population », *La Presse*, 16 mai 1984.
- « Héritage Montréal travaillera à protéger le patrimoine urbain », *Le Devoir*, 28 octobre 1975.

- « Il ne coûte pas plus cher qu'ailleurs de magasiner et se divertir au centre-ville », *La Presse*, 22 août 1984.
- « L'administration Drapeau s'attaque au problème de l'habitation dans le centre-ville », *L'information Centre-ville*, 10 février 1976.
- « L'art de dénaturer l'architecture », *La Presse*, 9 octobre 1992.
- « L'art du gâchis en rénovation », *La Presse*, 29 avril 1976.
- « L'Espace Go, c'est parti ! », *Le Devoir*, 10 mai 1994.
- « L'Opération 10 000 Chambres », *Le Devoir*, 14 octobre 1986.
- « La boîte aux lettres », *La Presse*, 6 octobre 1994.
- « La colonie portugaise a redonné la vie au quartier Saint-Louis ! », *Montréal-Matin*, 3 juillet 1976.
- « La culture sur un plateau...royal », *Le Devoir*, 17 janvier 1997.
- « La maladie du vieillissement », *La Presse*, 15 octobre 1974.
- « La Métropole...en vrac. Plateau Mont-Royal, deuxième phase », *La Presse*, 16 juin 1971.
- « La renaissance du vrai Montréal : les jeunes architectes vont redonner vie aux quartiers centraux », *La Presse*, 12 février 1977.
- « La ruée vers l'art », *Voir*, 12 juin 1997.
- « Le "Plateau" : un quartier qui bouge », *La Presse*, 12 octobre 1982.
- « Le Carré Saint-Louis envahi par les citoyens du quartier », *Montréal-Matin*, 24 mai 1974.
- « Le carré Saint-Louis et le couvent des sœurs Grises seraient protégés : un nouveau projet de zonage réglementant de façon précise les constructions en hauteur », *La Presse*, 30 janvier 1976.
- « Le carrefour des poètes », *Le Devoir*, 26 mai 1997.
- « Le cas Saint-Louis de France. Saulnier : " L'expropriation des terrains doit précéder l'aménagement des parcs" », *Dimanche Matin*, 12 juillet 1970.
- « Le comité des citoyens de Milton-Parc présente à la commission parlementaire des Affaires municipales un mémoire », *Le Devoir*, 27 novembre 1969.
- « Le comité des citoyens de Milton-Parc s'en prend à la ville de Montréal et au gouvernement de la province pour l'adoption du Bill 249 permettant la réalisation du projet Concordia », *Le Devoir*, 22 décembre 1969.
- « Le Comité logement St-Louis prend aux "réformettes" du PQ et du RCM », *La Presse*, 17 janvier 1977.
- « Le langage des gros sous », *La Presse*, 6 novembre 1976.
- « Le mail Mont-Royal disparaît », *La Presse*, 16 juin 1971.

- « Le parc Lafontaine va être réaménagé en 3 ans : le Plateau va profiter des \$ 7 millions consacrés à la réfection des trottoirs », *Super Hebdo*, 16 octobre 1988.
- « Le Plateau Mont-Royal à la fourchette », *Guide Mont-Royal*, 19 décembre 1940.
- « Le projet Concordia : le comité Milton-Parc s'en prend aux déclarations de Saulnier », *Le Devoir*, 29 mai 1969.
- « Le quartier St-Louis serait en voie de disparition », *Montréal-Matin*, 1 octobre 1975.
- « Le Rachel-Julien : magnifique réussite en rénovation urbaine », *La Presse*, 24 septembre 1997.
- « Le rôle de la simpa : réhabiliter le patrimoine architectural de Montréal », *HabitaBec*, 14 décembre 1984.
- « Le tour de mon jardin », *La Presse*, 26 mai 1977.
- « Les bars du Plateau », *La Presse*, 4 août 1994.
- « Les bâtiments historiques de la rue Jeanne-Mance : une nouvelle coopérative », *S.O.S Montréal*, vol.2, n° 4, 1977.
- « Les citoyens du quartier Milton-Parc s'insurgent contre le projet Concordia », *Le Devoir*, 24 mai, 1969.
- « Les citoyens du quartier St-Louis : ne bouleversez pas notre voisinage ! », *Montréal-Matin*, 2 juin 1974.
- « Les citoyens seront consultés sur l'avenir de Montréal », *La Presse*, 12 mai 1976.
- « Les Indiens sur le Plateau », *Guide Mont-Royal*, 8 mai 1941.
- « Les meilleurs hommages littéraires à Montréal », *Le Devoir*, 11 septembre 1992.
- « Les quartiers naturels : Saint-Édouard », *La Presse*, 15 octobre 1974.
- « Les quartiers naturels : Saint-Louis », *La Presse*, 19 octobre 1974.
- « Les résidents de la rue De La Roche ont l'intention de lutter longtemps », *La Presse*, 27 juillet 1983.
- « Les résidents vont se battre pour sauver leurs logements », *Le Devoir*, 7 juillet 1987.
- « Les touristes du Plateau », *Le Devoir*, 24 novembre 1995.
- « Les voisins du quartier Saint-Louis », *Perspectives-Dimanche*, 20 août 1978.
- « Les vrais problèmes », *La Presse*, 31 octobre 1978.
- « Limit on people per acre MCM plea for downtown », *The Gazette*, 27 février 1976.
- « Maison sauvée sur le Plateau », *La Presse*, 26 octobre 1988.
- « Mindless destruction », *The Gazette*, 11 septembre 1973.
- « Montréal étudie le projet "Village-Terrasse Lafontaine" », *La Presse*, 23 juillet 1982.
- « Montreal looks to the future », *The Gazette*, 29 août 1992.

- « Montreal then and now : village houses once lined Mount Royal Ave. », *The Gazette*, 7 mars 1987.
- « Montréal va préparer un plan d'aménagement complet du centre-ville », *La Presse*, 3 février 1976.
- « Nuit blanche sur tableau noir », *La Presse*, 12 juin 1997.
- « On demande des parcs pour le centre-ville défavorisé », *Dimanche-Matin*, 14 juin 1970.
- « On se côtoie, on se mêle pas », *La Presse*, 17 octobre 1974.
- « Opération "Tournesol" 1,900 demandes de subventions de démolition », *La Presse*, 9 septembre 1980.
- « Patrimoine populaire Montréal : les lauréats de l'opération patrimoine populaire », *La Presse*, 20 septembre 1997.
- « Petition seeks end to all city demolition », *The Montreal Star*, 22 octobre 1974.
- « Plateau Mont-Royal : la caisse Notre-Dame sera rasée et relocalisée », *Super Hebdo*, 23 octobre 1988.
- « Plus de bacs à fleurs, moins d'autos », *La Presse*, 11 juillet 1996.
- « Pour être belle, une ville doit vieillir. Mais Montréal... », *La Presse*, 20 mars 1976.
- « Pour la sauvegarde des biens culturels », *Le Devoir*, 2 décembre 1972.
- « Pour protéger nos "biens culturels" », *Le Jour*, 22 novembre 1975.
- « Protest swells in St. Louis : inner village takes on high rise », *The Gazette*, 12 septembre 1975.
- « Quartier St-Louis/Mile-End, la qualité de vie menacée », *Hebdo Saint-Louis*, 26 juin 1985.
- « Québec donnera \$23 millions pour revitaliser les centres-villes de Québec et Montréal », *Le Journal de Montréal*, 20 juin 1984.
- « Renovation St-Louis cesse son projet/ Group Stops Renovation Project », *S.O.S Montreal*, avril 1975.
- « Requête de "Voisins de la rue Duluth" », *La Presse*, 23 juillet 1982.
- « Revitalisation du centre-ville : Québec offre un crédit de taxe à la ville », *The Monitor*, 3 juillet 1984.
- « Rue De La Roche, les citoyens ne veulent pas d'une autre rue Duluth », *La Presse*, 22 avril 1983.
- « Saint-Édouard : une bataille perdue, une gagnée », *La Presse*, 15 octobre 1974.
- « Saint-Louis et Milton Park protestent : le projet Concordia favorisera plutôt les logements de luxe », *Montréal-Matin*, 3 juillet 1970.

- « Saint-Louis : Le carré, Duluth, Prince Arthur et les autres.. », *Le Journal de Montréal*, 4 août 1974.
- « Saint-Louis : le cas type du grand quartier cosmopolite appelé à disparaître sous la poussée du centre-ville », *Le Jour*, 4 novembre 1974.
- « Save Montreal organizing development plan hearing », *The Gazette*, 12 mai 1976.
- « Save-the-city groups a glow on... », *The Gazette*, 6 septembre 1974.
- « Selling the Plateau », *The Gazette*, 14 octobre 1997.
- « Selon une étude du LARSI : l'embourgeoisement des quartiers du centre de Montréal ne fait plus de doute », *Le Devoir*, 17 mai 1985.
- « Should city allow more bars on Plateau Mont Royal ? », *The Gazette*, 17 juillet 1994.
- « Si la ville n'y voit pas : les citoyens nettoieront eux-mêmes le mini-parc », *Montréal-Matin*, 9 juillet 1970.
- « Situation critique du logement », *Liaison St-Louis*, 25 mars 1987.
- « St-Louis-de-France, à Montréal : une paroisse "chic" d'assistés sociaux », *Le Petit Journal*, semaine du 8 août 1971.
- « Sur l'avenue du Mont-Royal, les géraniums de M. Bourque sentent la friture... / On Mount-royal Avenue, Bourque's geraniums are getting greasy... », *Place Publique*, décembre 1996.
- « Sur le Plateau », *La Presse*, 17 août 1996.
- « Tel une ville dans une ville », *Guide Mont-Royal*, 2 décembre 1964.
- « Trop de restaurants », *La Presse*, 18 novembre 1996.
- « Trying to preserve history », *The Gazette*, 5 octobre 1973.
- « Un nouveau groupe de citoyens réclame un terrain de jeux pour leurs enfants », *Le Devoir*, 18 juillet 1970.
- « Un projet d'aménagement controversé, a controversial proposal for a face lift of the Mont-Royal station », *Place Publique*, novembre 1996.
- « Une incessante évolution qui cause des problèmes », *La Presse*, 21 octobre 1974.
- « Village Saint-Louis et Milton Parc perdront leur caractère de quartiers », *Le Devoir*, 18 mai 1974.
- « Vivre à Montréal : le quartier Saint-Louis revêt l'allure internationale », *Le Journal de Montréal*, 4 août 1984.
- « Top : quartier le plus cool/ plus belle rue », *Ici*, 30 avril 1998.